This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

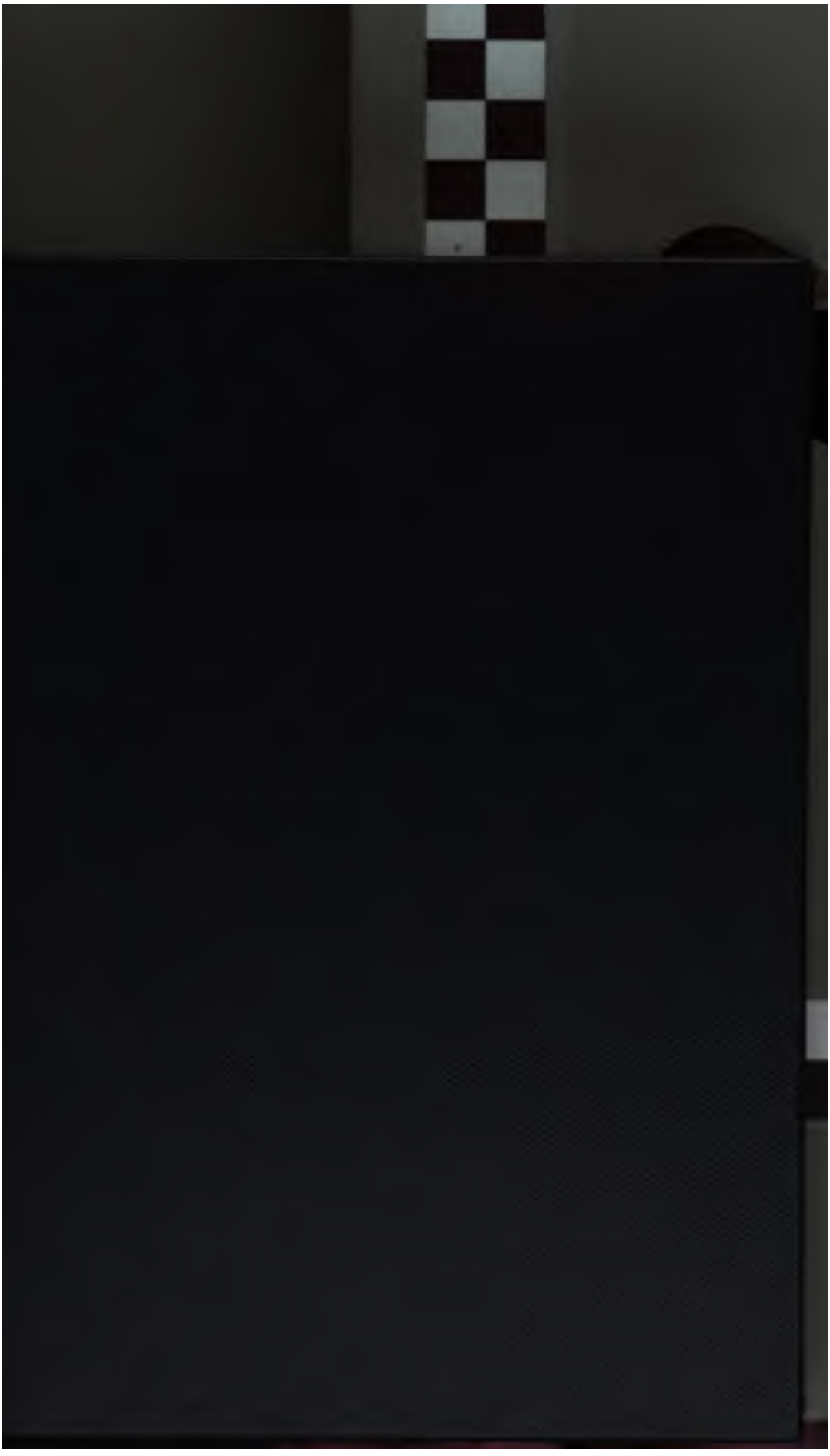
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`



HARVARD COLLEGE LIBRARY

in honor of
ARCHIBALD CARY COOLIDGE
1866 – 1928
Professor of History
Lifelong Benefactor and
First Director of This Library

5 Francs

LA POLITIQUE DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

PAR

ADAM MICKIEWICZ

Publiée avec Préface et Annotations

PAR LADISLAS MICKIEWICZ

I

Politique polonaise

(Articles du *Pèlerin polonais*)

II

Politique française et universelle

(Articles de la *Tribune des peuples*)

III

Le Tzarisme, la Pologne et Napoléon

(Avec l'image de Napoléon pleurant sur la carte de l'Europe)

PARIS

LIBRAIRIE DU LUXEMBOURG

16, RUE DE TOURNON, 16

—

1870

LA

POLITIQUE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

PAR

ADAM MICKIEWICZ

Publiée avec Préface et Annotations

PAR LADISLAS MICKIEWICZ

I
Politique polonaise
(Articles du *Pèlerin polonais*)

II
Politique française et universelle
(Articles de la *Tribune des peuples*)

III
Le Tzarisme, la Pologne et Napoléon
(Avec l'image de Napoléon pleurant sur la carte de l'Europe)

PARIS
LIBRAIRIE DU LUXEMBOURG
16, RUE DE TOURNON, 16

—

1870

~~Fr 1399.13~~

✓

Fr 1399.13

HARVARD COLLEGE
JUL 6 1937
LIBRARY

Coolidge fund

PRÉFACE

Mon père, vers les dernières années de sa vie, avouait, non sans quelque amertume, qu'en maintes circonstances il avait regretté d'être poète, puisque cette qualité se trouvait devenir un obstacle à son action politique. Et, en effet, tel homme d'Etat, dont il avait remué l'âme, s'arrachait ensuite des hautes sphères où il avait été entraîné, se disant : C'est un poète!

Peut-être, en parcourant les idées politiques de mon père réunies en ce volume, plus d'un lecteur échappera-t-il aux conclusions qu'il eût tirées en se disant également : C'est un poète.

Un temps viendra, et nous le croyons peu éloigné, où l'on se convaincra qu'il n'y a de *pratique* que la poésie, c'est-à-dire le dévouement appliqué à la conduite des affaires de ce monde, et que rien n'est aussi *chimérique* que la raison d'Etat, c'est-à-dire

l'égoïsme dont s'inspirent aujourd'hui les gouvernements. La sagesse casanière et à courte vue des Romains de la décadence amena promptement la chute d'un empire qui devait sa grandeur à l'héroïsme, lequel n'est que la poésie en action.

M. de Lamartine disait avec raison en 1840, en réponse aux ministres d'alors :

> On crie : au poète! on proclame la majestueuse supériorité de l'expédient et de la routine sur la pensée dans la conduite de ce bas monde... Quand on voit vos actes, on sait pourquoi. Vous ne voulez pas que la politique grandisse, afin qu'elle reste à la proportion de ceux qui la manient. Tout gouvernement sans poésie est petit. Louis XIV était la poésie du trône, et c'est pourquoi il est Louis XIV, Napoléon fut la poésie du pouvoir, 92 fut la poésie du patriotisme. Si le gouvernement de Juillet était tombé en d'autres mains que les vôtres, il pouvait être la poésie du peuple. La France ne fut-elle pas toujours le philosophe armé de l'Europe? n'est-elle pas le poète des nations? qu'en avez-vous fait?

Une objection se présente à l'esprit, c'est que la France a appelé la poésie au pouvoir, et que trois mois après que le peuple l'eut acclamé à l'Hôtel-de-Ville, on aurait été en droit de répéter à M. de Lamartine la question qu'il adressait aux ministres de Louis-Philippe : « Qu'avez-vous fait de la France? » La conscience publique eût répondu qu'il avait

remis doucement la France sous le joug de la faction orléaniste et que sa diplomatie avait aidé les anciens cabinets à réprimer l'élan des nations étrangères.

Il y a de faux poètes comme il y a de faux prophètes. M. de Lamartine ne chercha jamais à surexciter par ses accents les plus nobles instincts de l'homme, il se borna à bercer la société de la vague harmonie de ses vers. Ses œuvres portent la trace que, dans ses oscillations du passé à l'avenir et de l'avenir au passé, c'est au passé qu'il en revenait toujours. Les époques de sa vie vers lesquelles il reportait le plus complaisamment sa pensée, c'est quand il fut en 1815 garde du corps de Louis XVIII, puis, en 1820, secrétaire d'ambassade à Florence. Adam Mickiewicz faisait un jour cette réflexion.

En 1848, on n'eût pas douté qu'il ne trahirait la mission que lui confia la République, si l'on se fût souvenu de l'horreur professée par lui à la tribune pour « les principes ultra-révolutionnaires chargés froidement à Paris par un gouvernement régulier et lancés aux quatre coins de l'Europe afin d'aller faire explosion sur tous les trônes et sur tous les peuples. » M. de Lamartine admirait comme le chef-d'œuvre de la diplomatie moderne cette dé-

finition que M. de Talleyrand, à Londres, lui donnait du but de ses efforts. « J'essaie, lui disait-il, d'établir la paix du monde en équilibre sur une révolution, » manœuvre qui consistait à maintenir la Révolution immobile sous la pression des monarques de la Sainte-Alliance, jusqu'à ce qu'elle étouffât. M. de Lamartine voyait les vieilles institutions destinées à disparaître, il le proclamait dans un fort beau langage, mais ce faux Girondin avait une âme d'émigré du temps de la Restauration. Au fond il était de la religion du prince de Metternich, qui disait : « L'humanité est en marche, tâchons de l'enrayer. » Celui qui, du haut de la tribune, avait crié que la Révolution était en marche, n'eut d'autre souci que de l'enrayer; et il y réussit.

A notre époque, la clairvoyance fait rarement défaut aux adversaires des plus justes causes, et l'on abuse si étrangement de la parole, que celle-ci n'a de valeur qu'autant qu'elle est accompagnée d'actes en conformité avec elle. On sait que peu de mois avant de mourir, le prince de Talleyrand disait à l'Institut, le 30 mars 1838 : « La diplomatie n'est pas une science de ruse et de duplicité. Si la bonne foi est nécessaire quelque part, c'est surtout dans les

transactions politiques, car c'est elle qui les rend solides et durables ». M. de Lamartine, dont le rôle en 1848 ne fut pas sans analogie avec celui du prince de Talleyrand, a dit à cette époque : « La politique, dont les anciens ont fait un mystère, dont les modernes ont fait un art, n'est ni l'un ni l'autre : c'est de la morale, de la raison et de la vertu. »

Tandis que les faux poètes tentent de rejeter leur nation dans ses anciennes ornières, les poètes véritables laissent un sillon lumineux qui guide des générations entières. Les hommes d'Etat de l'Italie ne citent-ils pas quotidiennement, à la tribune du Parlement, des vers de Dante?

Adam Mickiewicz est pour la Pologne ce que le Dante est pour l'Italie. Ce n'est pas un fils qui le dit, mais des hommes d'État l'ont eux-mêmes proclamé. Un grand esprit, qui n'avait pas l'enthousiasme facile, a laissé dans un discours ce témoignage de l'impression qu'avait faite sur lui Adam Mickiewicz :

Il existe, a dit en plein Parlement le comte de Cavour, une race nombreuse, énergique, agissante, mais opprimée de plusieurs siècles, la race slave... Elle veut être tout entière émancipée et recouvrer sa nationalité... Sa cause juste et noble triomphera dans un avenir peu éloigné. Le grand mou-

vement slave a inspiré le premier poète du siècle ; Adam Mickiewicz ; cela seul donne confiance dans l'avenir de ce peuple. L'histoire, en effet, prouve que, lorsque la Providence suscite l'un de ces génies, tels qu'Homère, Dante ou Mickiewicz, c'est que les nations où ils naissent sont appelées à de hautes destinées.

Etre poète, c'est être créateur, initiateur, devin. Byron, en s'éprenant des malheurs de l'Italie, en poursuivant de ses anathèmes la Sainte-Alliance et en allant mourir pour la liberté hellénique, faisait de la bonne et grande politique. Lorsqu'Adam Mickiewicz qui, à l'instar de Byron, estimait « qu'un homme est obligé de faire pour la société quelque chose de plus que des vers, » formait à Rome, en 1848, une légion polonaise contre l'Autriche, et essayait à Constantinople, en 1853, d'arriver à la création de corps polonais à opposer à la Russie, il faisait de la bonne politique européenne.

Dans Byron, à l'âme duquel s'était allumée la sienne, on peut trouver burinées plusieurs des maximes qui guidèrent la vie d'Adam Mickiewicz. Ne peut-on appliquer à la première phase de sa vie cette phrase de Byron : « Que signifie le soi si une étincelle de ce qui serait digne du passé peut être léguée, brillante et vive encore, à l'avenir ? » A la

Tribune des peuples il eût pu répéter cette fière déclaration du poète anglais : « Partout où je trouve un tyran ou un lâche, je le stigmatise au fer chaud. » En partant pour l'Orient, il eût pu écrire comme lui : « Mieux vaut mourir faisant quelque chose que rien. Je ne puis songer aux conséquences personnelles, l'avenir est entre les mains de la Providence comme sont en vérité toutes choses. »

Enfin rien ne rend mieux ses sentiments que ces paroles d'un autre poète : « Le bon public, qui ne crée pas comme Jéhovah l'homme à son image, mais qui le défigure à sa fantaisie, croit que j'ai passé trente années de ma vie à aligner des rimes et à contempler les étoiles : je n'y ai pas employé trente mois et la poésie n'a été pour moi que ce qu'est la prière. »

Il peut paraître singulier qu'on aille chercher l'idéal de la politique au dix-neuvième siècle au sein d'une nation qui gémit sous un joug bientôt séculaire. Mais si la souffrance est un grand maître, la nation la plus malheureuse doit avoir la plus grande somme de sagesse. La Pologne exilée prophétise ainsi que prophétisait Napoléon sur son rocher de Sainte-Hélène, elle pourrait déjà s'appliquer ce mot du captif sur lui-même : « Quiconque voudra être beau, me vantera. »

En attendant, on la dénigre, de même qu'on dénigrait le grand homme, et on a pu entendre, le 28 janvier 1864, M. de Morny (1), président du Corps législatif, faire l'apologie du régime russe pendant que la Russie ouvrait de nouveau contre les Polonais une de ces persécutions qui n'ont de comparable que celles des tribus d'Israël et des premiers chrétiens :

Maintenant, quant à la Russie, je l'affirme, et cela va vous surprendre, la Russie est un pays démocratique, plus démocratique peut-être qu'aucun autre en Europe. La Russie était, il y a peu de temps, une féodalité démocratique; la féodalité a disparu; il ne reste plus que la démocratie. S'il est convenu qu'un pays prend ses mœurs, son caractère, de ses institutions, il n'y a pas un pays en Europe plus démocratique que la Russie.

Je ne peux pas passer en revue ici les lois russes, mais je dirai, par exemple, que la loi des héritages est plus démocratique que celle de la France. Il y a un fait, en apparence insignifiant, et qui cependant a une très-grande conséquence : le fils d'un paysan, entrant au service, a un rang supérieur

(1) M. de Morny, fils naturel du comte de Flahaut et d'une princesse de la famille impériale de France, né le 23 octobre 1811, député sous Louis-Philippe, figura dans le parti des *satisfaits*, fut élu à l'Assemblée législative sous les auspices du comité de la rue de Poitiers, eut une grande part à l'exécution du coup d'État; ambassadeur de France au couronnement d'Alexandre II, il épousa une Troubetzkoi, mêla toujours des affaires de bourse à la politique et mourut président du Corps législatif.

au fils du plus grand seigneur qui n'y entre pas. L'un est reçu à la cour, l'autre en est complétement exclu. C'est un fait en apparence indifférent; eh bien, il agit sur tout le pays en obligeant tout le monde à servir, sur un pied absolu d'égalité, soit dans l'armée, soit dans l'administration.

Ainsi cette organisation chinoise où l'homme n'est rien ni par sa famille, ni par sa fortune, ni par lui-même, où il n'est quelque chose que s'il plaît au gouvernement d'agréer ses services; où, s'il aime l'indépendance, il a la perspective de rester l'inférieur de tous les bureaucrates enrégimentés dans l'une quelconque des classes de l'Empire; ce mandarinisme couronné par l'absolutisme du tzar a été trouvé démocratique par M. de Morny qui n'est plus, il est vrai, mais qui a laissé un élève : M. Emile Ollivier, aujourd'hui au pouvoir.

Ce n'est pas que M. de Morny crût bien sincèrement à la démocratie russe, car il se hâtait d'ajouter :

Pour les questions de politique extérieure, est-ce que nous ne sommes pas tous du même sentiment? Est-ce que nous ne voudrions pas tous, Français libéraux, voir reconstituer les grandes nationalités? Tenez, permettez-moi de faire une supposition presque puérile. Est-ce que, s'il suffisait de lever un doigt, de faire un signe pour modifier la carte de l'Europe, la carte du monde; s'il suffisait d'un signe pour que

sans secousses, sans guerres, sans convulsions, on pût rendre la Vénétie à l'Italie, soustraire les chrétiens du Liban au joug de la Turquie; je vais plus loin, si, d'accord avec le saint-père, en lui donnant, acceptée par lui, une grande situation, digne du chef de la religion catholique, est-ce qu'aucun de vous hésiterait à rendre Rome aux Romains (Assentiment), et à retirer nos troupes qui, au bout du compte, sont pour les Romains des baïonnettes étrangères? Eh bien, de même pour la Pologne : est-ce qu'aucun de vous hésiterait à reconstituer un royaume de Pologne et à donner à cette nation, avec laquelle nous sommes depuis si longtemps attachés par une vive sympathie, les droits d'une nation indépendante? (Très-bien! très-bien!)

Pourquoi donc différons-nous? C'est que nous considérons d'une manière différente la gravité des conséquences d'une si formidable entreprise.

Il n'y a que deux systèmes, le système de la guerre et le système de la paix. Le système de la guerre est grand, il est séduisant... (Mouvement.) Permettez!... Faire appel aux nationalités, rétablir l'indépendance des peuples, jeter l'Italie sur l'Autriche, soulever la Hongrie, reconstituer le royaume de Pologne, c'est une politique qui a sa grandeur; et si un coup de canon était tiré en Europe contre la France, c'est peut-être celle-là que je conseillerais à mon pays et au souverain.

Mais a-t-on bien réfléchi aux conséquences? a-t-on bien réfléchi que nous sommes en paix, que personne ne nous attaque? A-t-on bien réfléchi à quels désastres on entraînerait la France avec ce capital de vingt milliards de valeurs créées, dans lesquels viennent aujourd'hui se placer les épargnes de nos paysans et de nos ouvriers? Et pourquoi? Pour une cause qui n'est pas la nôtre! (C'est vrai!) et où ne sont engagés ni notre honneur ni notre intérêt.

Le jour où l'empereur Napoléon III accueillit, sans mot dire, ces paroles du président du Corps législatif, qui étaient un reniement de la Pologne martyre par la France officielle, il perdit cette auréole que l'on vit un instant poindre sur son front, lorsqu'au lendemain de la guerre d'Orient il déclara que « l'intérêt de la France était partout où il y avait une cause juste et civilisatrice à faire prévaloir. » De l'abandon de la Pologne, en 1863, date le déclin de l'Empire. Quant à M. de Morny, il était comme ces riches fort nombreux qui consentiraient à l'extinction de la misère « s'il suffisait pour cela de lever un doigt. » Il aurait consenti à faire le bien en politique si on lui eût garanti que les cours de la Bourse n'en seraient pas altérés, car chez lui l'homme officiel, député, ministre, ambassadeur ou président du Corps législatif, n'était que l'enveloppe du financier. Il faisait le mal par le seul fait qu'il y avait intérêt, et il louait la Russie en sa qualité d'adepte de la religion du combien cela rapporte-t-il. Ce code de morale à l'usage des ministres enchaine radicalement le dévouement ; et si, par un reste de pudeur dans les circonstances scabreuses, on accole le mot honneur au mot intérêt, c'est avec la réserve mentale qu'où est le profit là est l'honneur.

Dans cette discussion, un député de Paris répliqua à M. de Morny :

Mais voulez-vous me permettre de vous le dire? Il y a quelque chose aujourd'hui de plus dangereux que de secourir la Pologne, c'est de l'abandonner. Quand on s'appelle Napoléon III, on ne peut pas se laisser dire et laisser dire par l'histoire que la Pologne, partagée sous Louis XV, qui ne s'est pas encore relevé de cette honte, abandonnée sous Louis-Philippe, a été exterminée sous Napoléon III.

Après de glorieuses échappées en Crimée et en Italie, l'Empereur Napoléon III, retombé dans la coupable et navrante expédition du Mexique, s'est voué à croupir dans l'immobilité de Louis-Philippe; et, sous la pression des perfides conseils des serviteurs du régime précédent, il cherche son salut dans la lente restauration d'un parlementarisme impuissant : sa véritable voie était ailleurs. Mais dès qu'en modifiant seulement la phraséologie ministérielle du règne précédent, il imitait l'abandon de Louis-Philippe, ce jour-là il se condamnait à un recul vers les institutions de Louis-Philippe. Il n'aurait point aujourd'hui à restreindre son droit d'initiative, s'il eût employé cette initiative d'une manière vraiment napoléonienne. Napoléon III, occupé à relever de terre le mannequin de la res-

ponsabilité ministérielle, rappelle Napoléon Ier perdant à préparer, avec Benjamin Constant, l'acte additionnel les quelques instants qui lui étaient laissés par la Providence pour armer la France entière contre la coalition.

La Sainte-Alliance a reçu des échecs en Europe, mais elle a reçu des renforts. La Russie retrempe ses forces en se baignant dans le sang polonais, et ce n'est pas en lui opposant les idées boutiquières du tiers-parti qu'on saurait arrêter son débordement.

Si l'on veut se faire une idée vraie des projets actuels de la Russie, que l'on mette en parallèle avec les phrases florianesques et les berquinades ridicules de M. le duc de Morny, les paroles de Khatkof, le fameux journaliste de Moscou. Ah ! malheureusement la Russie n'a pas même changé. Que nous parlez-vous du libéralisme et du démocratisme de l'empereur Alexandre II : le mal s'est aggravé. Lorsque le gouvernement impérial croit pouvoir, sans danger pour lui-même, se départir de sa compression habituelle envers ses sujets russes, qu'est-ce que cela prouve, sinon qu'en les voyant déjà suffisamment formés à son image, il sent qu'en leur lâchant la bride, il trouvera en eux des instru-

ments dociles, des serfs volontaires, des auxiliaires zélés de sa politique? Et, en effet qu'avons-nous vu avec la liberté de la presse moscovite ? Le journaliste dénonçait les martyrs et applaudissait au supplice, s'ingéniait même à imaginer et à suggérer des modes plus parfaits de destruction. Il y aurait demain une assemblée nationale russe, librement élue, que le monde aurait l'épouvante de contempler des centaines de petits tzars, ardents à trouver que le grand tzar et ses ministres ne sont ni assez conquérants ni assez exterminateurs des peuples conquis.

Peut-être nous sommes-nous déjà trop étendus sur des êtres sans lendemain, insectes éphémères qui, il est vrai, obscurcissent un instant le soleil, mais que le moindre vent de justice emporte et replonge dans le néant.

En dépit de la haine ou de l'envie, la Pologne est nécessaire au monde. Le dix-neuvième siècle ne mériterait pas le nom de grand, s'il n'éclairait pas le rétablissement de la Pologne. Ou toute nation a droit, ou nulle n'a droit. Toutes les nations sont destinées à périr, ou la nation polonaise est forcément appelée à revivre. Et si l'on veut jeter un

coup d'œil autour de soi, force est de considérer que le principe des nationalités a, depuis la chute de la Pologne, étonnamment progressé, de façon que l'on pourrait dire que la nation-martyre descendue aux enfers y a brisé déjà de nombreuses chaines de peuples. Nul n'ose plus contester l'unité française, la Grèce a secoué son linceul, ainsi que l'Italie, la Hongrie et l'Allemagne, d'autres sont relevées à moitié. Comment donc douter de la prochaine résurrection de la Pologne?

La Pologne est l'étoile polaire de la politique du dix-neuvième siècle. Et cela m'amène à dire deux mots de la composition du présent volume. J'ai pensé qu'avant d'exposer le jugement d'un étranger sur la politique française, il fallait mettre en lumière son sentiment sur la politique polonaise; enfin la définition de l'idée russe, de l'idée polonaise, et de la mission de Napoléon formait à mes yeux la conclusion naturelle des deux premières parties de cette trilogie.

Mon père était trop convaincu que la politique doit être tout action pour aimer y voir matière à des articles. C'est quasi à son corps défendant qu'il s'est départi deux fois, à seize ans d'intervalle, de la règle de conduite qu'il s'était fixée à cet égard.

C'est qu'il y a de rares moments où tout champ d'action est fermé, et où les âmes aspirent au moins à savoir dans quelle direction s'agite l'esprit du siècle.

En 1833, mon père, dans le journal le *Pèlerin polonais*, parla à ses compatriotes; j'ai traduit ce qu'il leur disait; car je suis persuadé que les Français y peuvent trouver plus d'un enseignement utile.

En 1849, c'est à la France surtout qu'il s'adressa dans la *Tribune des peuples*, lui révélant ses dangers extérieurs et intérieurs; les vingt années qui se sont écoulées ont confirmé ses pronostics d'alors, auxquels les événements se chargent de donner de plus en plus raison.

Enfin, en 1854, mon père voulut réunir celles des vérités politiques proclamées dans son cours au Collége de France, dont il jugeait la popularisation nécessaire; un ami, M. Armand Lévy, en fit l'extrait d'après ses indications et sous ses yeux. Le *Tzarisme, la Pologne et Napoléon* fut même annoncé sur les catalogues de la *Librairie nouvelle*, mais le départ de mon père en Orient et d'autres raisons que nous signalerons tout à l'heure, interrompirent cette publication qui explique à l'Europe les dangers

qu'elle court, lui fait voir où est son salut et, rappelant à la France son génie et sa mission, lui marque les conditions de sa véritable grandeur. Cette œuvre mérite de rester comme une sorte de testament politique; les observations qu'elle contient et les conseils qui y sont donnés n'ont rien perdu de leur actualité ni de leur importance.

La Pologne a succombé parce que, la puissance du mal ayant crû autour d'elle, elle ne sut point tirer d'elle-même une force suffisante pour y résister. Mon père a donné à ses compatriotes les plus sages conseils de concorde afin de se conserver unis sur la terre étrangère, et il leur a enseigné les voies à suivre pour mériter de Dieu que leur foyer d'action devint suffisamment intense.

Adam Mickiewicz, en signalant dans le récit du démembrement de la Pologne les sourdes menées des puissances étrangères et le chaos des partis, ajoute la réflexion suivante : « Ces troubles provenaient de ce que les puissances étrangères parlaient toujours au nom d'idées généreuses et que les Polonais avaient la simplicité de les croire sur parole. » — Et n'est-ce pas là aussi la source des divisions qui, après la Révolution de 1830, se produisirent en Pologne, puis sur la terre étrangère?

Lorsqu'à la chute de la Révolution de 1830 en Pologne commença cet immense pèlerinage de milliers de Polonais vers la France, les partis qui s'étaient combattus à Varsovie rentrèrent en lutte à Paris. Sur le sol national les hommes engagés dans l'action, ministres, sénateurs et nonces, généraux, soldats et journalistes, se préoccupaient d'imiter les procédés de l'étranger ; se défiant de leurs propres forces, ils étaient en quête de forces extérieures et s'ingéniaient à les mériter par des pastiches d'une action et d'un langage conformes au langage et à l'action de ceux dont ils sollicitaient l'appui ; ils perdirent à tourner leurs regards vers le couchant le temps qu'ils eussent pu rendre propice en ne cherchant qu'à tirer du sol national les bataillons sauveurs ; du moment qu'ils voulurent ressembler à l'étranger, ils s'inoculèrent ses divisions, et ces divisions, que d'autres purent étouffer parce qu'ils étaient indépendants, elles devinrent mortelles pour eux. Arrivés sur la terre hospitalière de France, loin d'être corrigés par la douloureuse expérience qu'ils venaient d'éprouver, ils ne s'accusèrent que de n'avoir pas assez parfaitement copié leurs modèles ; et chacun se remît à étudier et à mimer, qui les républicains de Paris,

qui les doctrinaires, qui les conservateurs ; on admira la sagesse du juste-milieu, ou bien l'énergie verbeuse de la gauche, le traditionalisme formel de la droite, les habiletés du centre gauche et du centre droit. Les Polonais se firent les courtisans de tous les partis : un tel (M. T. Krenpowiecki) se glissait dans les bureaux de la *Tribune* de M. Armand Marrast, alors un foudre de guerre, et tel autre (le comte Ladislas Zamoyski) s'insinuait près du duc d'Orléans dont il fut l'aide de camp, après avoir été celui du grand-duc Constantin. Les Czartoryski se mettaient au mieux avec les Tuileries et les plus ardents hantaient les faubourgs. Et quand les uns avaient dansé dans les salons légitimistes, et les autres disputé dans les comités ou appris par cœur la Déclaration des droits de l'homme avec la Constitution de 93, on pensait avoir notamment avancé la cause polonaise, on n'avait fait que se diviser davantage. Les plus modérés d'entre les Polonais voyaient, avant tout, le danger dans les récriminations impolies des impatients, et n'étaient pas éloignés d'invoquer contre eux le bras séculier du ministère, qui brûlait d'intervenir dans ces querelles domestiques. Les autres criaient à la trahison. Il y avait comités opposés à

comités et journal à journal. Mon père refusa constamment de se mêler à ces luttes stériles; il ne s'engagea ni avec les uns ni avec les autres ; mais il leur reprocha à tous de s'affubler de titres politiques étrangers et de se disputer à coups de formules étrangères. Il s'efforça de leur prouver que le seul titre qui leur convint était celui de *Polonais*, car il est plus vaste et plus élevé que tous les autres. Les conseils qu'il leur donnait ne furent guère entendus dans le bruit de la mêlée; mais on a vu ensuite qu'ils étaient les seuls sages. Il faisait appel à la conciliation des partis, au dédain de la sagesse étrangère, à l'union dans l'attente jusqu'à la possibilité d'une action pratique. Mon père, et c'est ce qui caractérise sa politique d'alors, ne croyait ni au monde officiel, ni à l'opposition de France et d'Angleterre, et n'en espérait rien. Il pensait qu'au lieu d'user ses forces dans des sollicitations pour le moins inutiles (car les uns ne voulaient et les autres ne pouvaient rien), mieux valait réserver ses forces toutes fraîches de corps et d'esprit pour l'heure qu'il plairait à la Providence de marquer.

D'entre les notes qui ne furent point écrites pour l'impression et que j'ai jointes ici aux articles, car elles éclairaient cette époque et complètent la pensée

de l'auteur, il y en a trois principales : l'une relative à la tenue de la Diète à Paris, la seconde à la création d'un organe franco-polonais, la troisième à la propagande dans le pays. Mon père eût voulu que, fidèles à leur déclaration finale, en quittant le sol de la patrie, de se réunir partout où ils seraient en nombre, les sénateurs et les nonces délibérassent à Paris. Cette diète *in partibus infidelium* eût été assurément d'un grand effet ; c'était le pendant de l'idée de Dombrowski quand, en 1794, il voulait faire traverser l'Europe à ses régiments et les amener en France comme troupes auxiliaires. Mais ce projet de diète déplaisait au gouvernement français, outre qu'il inquiétait ceux qui cherchaient à conduire sans contrôle la diplomatie polonaise : il échoua. La propagande dont il est question, je la tentai moi-même dans l'ordre d'idées énoncé par mon père, par la publication d'une petite bibliothèque populaire à 25 cent. le vol. C'étaient les chefs-d'œuvre de notre histoire et de notre littérature. Le journal franco-polonais dont il parlait dans sa lettre à Niemcewicz, il fut donné à mon père de le réaliser lui-même en partie par la *Tribune des peuples*.

Le projet en 1833 se trouva agrandi en 1849. La *Tribune des peuples*, fondée par des Polonais, ne fut

pas exclusivement consacrée à la cause polonaise. Elle embrassa, son nom l'indique, la cause de toutes les nations. C'était la pensée fondamentale des légions polonaises appliquée au journalisme. On vit en effet mon père, à peine de retour d'Italie où il avait organisé une légion polonaise auxiliaire de l'indépendance italienne, constituer un journal dans les mêmes principes que sa légion et pour le même but. A une époque où le journalisme n'est pour beaucoup qu'une embuscade disposée par les gens d'affaires pour les coups fourrés, il était noble de faire du journalisme une tribune commune et libre, où chacun pouvait, au nom de ses compatriotes, monter gratuitement et parler selon les seules inspirations de sa conscience, sans avoir à redouter de censures anormales.

L'apparition de la *Tribune* coïncide avec l'ouverture du procès du 15 mai devant la haute cour de Bourges, qui eut à prononcer sur les incidents d'une journée où le nom de la Pologne avait servi de drapeau populaire, circonstance qui fut le lendemain habilement exploitée par les ennemis de la cause polonaise et devint le prétexte de la désertion ou de la durable abstention de ses faux amis. La *Tribune* fut suspendue le 14 juin 1849, anniversaire

des trois glorieuses journées de Marengo, de Friedland et de Raab, mais le lendemain du 13 juin, néfaste journée où les républicains français voulurent s'opposer par les armes à ce que la république romaine fût renversée par les armes de la république française, et qui fut pour la France une sorte de Waterloo *intra muros*, pour l'Italie, l'Allemagne, la Hongrie, le glas de leur liberté, pour tous les peuples l'ajournement indéfini de toutes leurs espérances. Le silence fut imposé à mon père journaliste comme cinq ans plus tôt il l'avait été à mon père professeur.

Notons en passant à titre de simple curiosité que, le 11 mai 1849, une bombe incendiaire fit explosion sous les fenêtres de la rédaction de la *Tribune des peuples*. La police eut fort peu à cœur de tirer au net ce fait qui demeura une énigme pour tous.

Ainsi la *Tribune des peuples* a vécu du procès du 15 mai 1848 au 13 juin 1849, entre la mise en jugement de la revendication populaire, imprudente si l'on veut, mais assurément généreuse en faveur de la Pologne, et l'arrêt de mort prononcé contre l'Italie. Le journal de mon père mourut du coup qui frappa dans Rome la liberté de la péninsule. Il avait pris pour devise la déclaration de l'Assemblée con-

stituante en faveur de l'Italie, de l'Allemagne et de la Pologne, cette fiche de consolation théorique au lendemain du fait d'abandon. Il défendit la cause des autres peuples plus encore peut-être que celle de la Pologne, fidèle une fois de plus à la tradition polonaise qui veut que la charité internationale commence par autrui, non par soi-même, selon l'inscription des étendards nationaux insurrectionnels de 1831 : « Pour *votre* liberté et pour la *nôtre*. »

La publication à part des articles insérés dans un journal donne malaisément une idée exacte de ce que fut l'œuvre journalistique ; il en est de ce genre d'extraits comme des personnages que l'on tirerait de grandes fresques pour les reporter sur la toile afin de les mettre à la portée d'un chacun. Ces personnages perdraient évidemment d'être descendus de leur milieu ; les articles de journal ne perdent pas moins d'être vus hors de leurs cadres, très en dehors des circonstances qui les éclairent, qui expliquent les élans, les vivacités ou les réserves ; car tout article de journal est essentiellement une œuvre de jet qui n'a sa pleine valeur que là où il est et le jour où il paraît. Néanmoins les sujets traités par mon père sont tels qu'on les lira, je pense, avec intérêt, même isolés, même après vingt ans.

La *Tribune des peuples* a trop peu duré pour que son programme ait pu recevoir tout son accomplissement. Peu à peu on eût vu sans doute des groupes nationaux, régulièrement constitués, choisir leur orateur-journaliste pour qu'en leur nom et dans les principes fraternels de la feuille internationale, ils vinssent revendiquer les droits de leur nation, plaider leur cause. Nul, en effet, ne plaide mieux pour soi que soi-même.

Si mon père n'eût pas accepté pour lui-même l'épithète de révolutionnaire de 89 ou de 93 (on peut voir pourquoi dans les articles sur le *parti polonais*), il ne combattait pas pour cela la dénomination de révolutionnaire. Celui qui avait dit à la jeunesse française : « Il faut la passion pour vaincre l'ignoble prudence » (*Slaves*, vol. V.), n'a pas hésité, au centre d'événements qui déroutaient tant d'intelligences, à se prononcer pour les hommes du mouvement. Ceux qui lui avaient reproché de n'être pas assez en avant, car il ne s'inféodait pas aux formules politiques classiques, furent stupéfaits de se voir dépassés. Il n'avait pas attendu l'épreuve de février pour dire : « Gengis-Khan lorsqu'ils rêvent, ils deviennent de doux Fénelons dès qu'il s'agit d'exécuter. » (*Slaves*, vol. V.)

La *Tribune des peuples* mourut jeune, pure comme elle avait vécu. Et quand on fait l'appel des journaux, on peut répondre pour elle aussi : morte au champ d'honneur. Le journalisme en effet tel que le comprenait et le pratiqua mon père était, non un métier, ainsi qu'il arrive trop souvent, mais un poste de combat. Une œuvre depuis fut fondée dans un semblable esprit, l'*Espérance* à Genève, au lendemain de l'expédition libératrice d'Italie, feuille à laquelle je collaborai et que dirigea un ami français, fidèle à la pensée de mon père.

La France conserve, en dépit de ses hommes officiels, le sentiment de la haute mission que lui a départie la Providence. Mais se met-elle toujours en situation de répondre à cette mission ? c'est ce dont il est permis de douter.

Adam Mickiewicz observait que les démocrates raisonnent de la même façon que les mystiques : Dieu fera, disent ceux-ci : le peuple fera, disent les autres. La France s'en remet à sa bonne étoile du soin de toutes les solutions, et généralement ne se prépare à rien. Et pourtant comment exercer sur le monde une action générale, demandée, voulue et nécessaire, si à l'avance on ne connaît ni les précédents, ni les circonstances, ni les traditions,

ni les caractères de ceux sur lesquels on est appelé à agir ? Or (ceci soit dit sans les offenser, vu leurs autres qualités supérieures incontestées), l'ignorance des Français en fait de géographie est proverbiale : ainsi par exemple un député-académicien sous Louis-Philippe prenait l'île de Java pour la capitale des Philippines, peu après un ministre de la République confondait Bucharest avec Bockara, et puis, au lendemain de la guerre d'Orient, un journaliste, dans l'un des organes les plus accrédités de Paris, parlait gravement de Bolgrad (en Bessarabie), comme s'il se fût agi de la capitale de la Serbie. Est-on beaucoup plus fort en histoire ? l'histoire des peuples slaves est pour les Français en général un livre fermé. C'est pourquoi une tribune internationale, où chaque peuple puisse venir, par l'organe d'un de ses enfants, plaider sa cause, exposer ses souffrances, ses besoins et ses vœux, est un intérêt de premier ordre. Par là, la France peut savoir ce qu'il lui importe de connaître pour éclairer ses actions et les peuples réussissent à se manifester à qui peut les aider efficacement. On a toujours le bon vouloir, mais le plus souvent on ne fait rien, on s'engage dans une fausse voie, faute d'être bien renseigné. Nous parlons ici de la nation et

non du gouvernement : car, même sans cela, le gouvernement saurait s'il voulait ; mais en un temps d'opinion publique, il faut que le peuple lui-même soit instruit exactement des affaires de l'Europe. Est-ce que le public s'évertuerait à présent à réclamer la paix à tout prix s'il savait à qui profite cette paix, s'il pouvait apercevoir les préparatifs que ses ennemis ourdissent à la faveur d'une trève inconsidérée?

Un tel organe a besoin par-dessus tout d'une pureté absolue, d'une indépendance complète vis à vis des gouvernements, vis à vis des partis et vis à vis des financiers : à cette seule condition il peut être un instrument de vérité. Dans les conditions qui sont faites de nos jours à la presse, il est très-malaisé de constituer un tel organe d'une manière viable, tant cela exige de capitaux : or la fortune d'un seul y suffisant rarement, besoin est de se grouper, de se faire des concessions mutuelles et souvent la feuille glisse de capitulations de conscience en capitulations pour vivre. Des circonstances exceptionnelles permirent à mon père de tenter une telle œuvre dans de bonnes conditions; et chose rare, mais d'autant plus honorable, celui qui en fut le fondateur, et le seul qui y perdit en a

conservé bon souvenir. Un jour que l'on critiquait la *Tribune des peuples* devant lui, dix années après qu'elle avait cessé d'exister, il en fit l'éloge ainsi que de son rédacteur en chef, en disant : « Et pourtant ce fut une bonne chose, seulement elle n'a pas assez duré. » Nous ajouterons que la *Tribune des peuples* est restée dans la mémoire de tous comme un idéal. Tôt ou tard l'idée ressuscitera.

Du temps de la république de Pologne, l'éloquence était un des premiers éléments du gouvernement. Dans l'Europe actuelle, la parole ne suffit plus ; si chaude, si acérée soit-elle, elle ne saurait atteindre tous ceux qu'il faut nécessairement éclairer, impressionner, entraîner. De nos jours on ne peut pas plus faire de politique sans presse que de guerre sans artillerie. Un journal, c'est un canon moral. Les gens de l'ancien monde connaissent la puissance du journalisme ; mais, comme on dit vulgairement, ils crachent dans le plat pour en dégoûter les autres. Catherine II savait user de la publicité, les despotes du continent en usent tous les jours ; mais on voit les progressistes passant d'une extrémité à l'autre, dès qu'ils se réveillent de leurs pompeuses théories, se préoccuper uniquement de moyens matériels. Les ennemis des peuples ont leurs

organes spéciaux, les peuples n'en ont pas : ceux qui les guident, comme gouvernement ou comme opinion, se bornent à louer des journaux au mois. Que dirait-on d'un ministre de la guerre ou d'un général de volontaires qui, au lieu de créer une artillerie nationale, imaginerait de louer les canons du voisin : on pourrait, en temps de paix, les lui accorder pour tirer d'innocents feux d'artifice; mais assurément il ne les aurait pas le jour du danger, c'est-à-dire dans le seul moment où ils lui seraient indispensables. La première chose est d'avoir des canons à soi et de bons canons; des canons d'occasion servis par des artilleurs de hasard seraient la plus détestable des spéculations ; et pourtant c'est ce que l'on fait, quand il s'agit de presse. — Les difficultés d'organes nationaux et internationaux sont très-grands, vu l'exclusivisme des partis et l'insolidarité des peuples. Mais à force de souffrir de la mitraille ennemie, on finira sans doute par s'unir dans une entente indispensable, ou par faire personnellement les sacrifices qu'exigent ces créations modernes, sans lesquelles il n'y a ni lutte sérieuse, ni victoire possible.

La *Tribune des peuples*, malgré sa courte existence, et, bien qu'avant la publication présente, elle

n'existât plus guère qu'à l'état de souvenir, détermina contre mon père de profondes animosités. Ceux des amis du prince-président qui ne comprenaient du napoléonisme que les places et l'argent, n'oublièrent jamais qu'ils avaient été flétris, dénoncés comme un danger mortel. Les orléanistes et les légitimistes ralliés gardèrent un ressentiment durable d'avoir été signalés comme les futurs traîtres et futurs conseillers de mesures pernicieuses. Napoléon III, qui avait été frappé que, à une époque où personne dans son propre entourage ne croyait à son étoile, Adam Mickiewicz lui eût sans cesse répété que la difficulté pour lui n'était pas de prendre le pouvoir, puisque ce pouvoir lui serait remis infailliblement, mais de l'employer conformément aux vues de la Providence, et qui était resté bien intentionné à son endroit, laissa son entourage paralyser ses bonnes intentions, et ne sut pas dérober mon père, jusqu'à la fin de sa vie, à de misérables tracasseries de police.

Les démocrates étroits lui en voulaient de parler de la force de l'idée napoléonienne qu'ils croyaient impuissante. Quant aux Russes soi-disant libéraux, nous n'avons qu'à céder la parole à Hertzen, qui, dans le dernier numéro de l'édition française de la

Cloche (n^os^ 14 et 15, Genève, 1^er^ décembre 1868), cite le passage suivant de ses *Mémoires inédits :*

Pourtant, après ma rentrée à Paris, à la fin de 1848, la possibilité d'un travail commun, qui aurait pu me mettre en rapport avec quelques individualités intéressantes, se présenta tout à coup. Le comte Branicki donna une grande somme d'argent pour la fondation d'un journal qui s'occuperait de la politique extérieure, et spécialement de la question polonaise. L'utilité et l'opportunité d'un tel journal étaient évidentes; les journaux français s'occupent médiocrement de ce qui se passe hors de la France; ils croient suffisant d'encourager de temps à autre toutes les nations par les mots de *solidarité des peuples* et par la promesse d'une république universelle basée sur la fraternité humanitaire. Avec les moyens du nouveau journal, la *Tribune des peuples*, on pourrait en faire un moniteur international du mouvement et du progrès. Son succès était d'autant plus assuré qu'il n'y avait pas de concurrence : le *Times*, le *Journal des Débats* contiennent quelquefois d'excellents articles sur des questions spéciales, mais ces articles sont sans liaison entre eux, *fragmentaires* et fortuits ; la rédaction de la *Gazette d'Augsbourg* serait encore plus générale, si la teinte *jaune et noire* n'offensait pas si vivement la vue.

Mais il paraît que tous les bons commencements de 1848 devaient naître à sept mois et mourir avant la dentition. Le journal alla mal et périt dans le massacre des feuilles innocentes après le 13 juin 1849.

Voyons avant tout sous quels auspices commença la feuille.

Lorsque tout fut préparé, l'emplacement loué et arrangé, avec de grandes tables couvertes de drap, avec de petits pupitres obliques, qu'un maigre littérateur français fut engagé

pour surveiller et exterminer les fautes d'orthographe internationale, qu'un conseil d'anciens nonces et sénateurs polonais fut placé à la tête de la rédaction, et Mickiewicz à la tête du conseil, avec Ch. (1) comme *ad latus* pour aide, — il ne restait plus qu'à procéder à une inauguration solennelle. Un grand souper fut fixé pour l'anniversaire du 24 février.

Le souper eut lieu chez Ch. Quand j'arrivai, il y avait déjà beaucoup de convives, et parmi eux très-peu de Français; par contre, les autres nations, depuis la Sicile jusqu'à la Croatie, étaient dûment représentées. Je ne m'intéressais au fond qu'à une seule individualité, celle d'Adam Mickiewicz, que je n'avais encore jamais vu. Lorsque j'entrai, il se tenait debout, le coude appuyé sur la cheminée. Celui qui a vu son portrait copié du médaillon de David d'Angers, et publié dans l'édition française de ses œuvres, aurait pu le reconnaître sur-le-champ, nonobstant les changements apportés par les années. Sa figure, plutôt lithuanienne que polonaise, trahissait des méditations profondes et des souffrances sans nombre. Sa tête, couverte d'une profusion de cheveux blancs, son regard fatigué, indiquaient un travail ardent à l'intérieur, une grande exaltation mystique et une grande tristesse; — c'était une image plastique de la Pologne. Lui, et plus tard Worcell et Lelewel me firent la même impression.

(1) Charles-Edmond Chojecki, né en Podlachie, rédigea à Varsovie, en 1841, un journal, *l'Écho*, qui n'eut qu'une courte existence, publia le récit d'un voyage en Crimée, un ouvrage sur la Bohême; fut successivement collaborateur du *Peuple* de Proudhon, de la *Presse* d'Emile de Girardin, fit représenter plusieurs drames: la *Florentine*, *Un père de famille*, l'*Africain*, accompagna en qualité d'historiographe le prince Napoléon au Groënland, et est actuellement bibliothécaire du Sénat. Il ne tarda pas à se retirer de la *Tribune des peuples*.

Mickiewicz avait toujours l'air préoccupé, distrait par quelque chose; ce *quelque chose n'était pas de ce monde.*

Je m'approchai de lui; il me questionna sur la Russie; ses connaissances sur ce pays étaient fragmentaires; le mouvement littéraire et philosophique après Pouschkine lui était étranger, il s'était arrêté sur l'époque à laquelle il avait quitté la Russie. Malgré son idée fondamentale de l'alliance fraternelle de tous les peuples slaves, idée qu'il fut un des premiers à développer, il conservait une certaine animosité contre la Russie; — ce qui était très-naturel.

Je fus bientôt surpris par les manières qu'adoptaient envers lui les Polonais de son parti : ils s'approchaient de sa personne comme les moines s'approchent de leur supérieur, en s'effaçant, en s'annihilant; quelques-uns d'entre eux lui baisaient l'épaule. Il était accoutumé à ces signes d'adulation et les recevait avec un certain laisser-aller. Celui qui s'est voué corps et âme à ses convictions, qui a vécu par elles, désire être reconnu, apprécié par ceux qui partagent ses opinions, avoir de l'influence sur eux, en être aimé; — mais je ne voudrais pas recevoir de signes extérieurs de sympathie et de respect; ils détruisent l'égalité, la liberté de commerce; de plus, sous ce rapport, quoi que nous fassions, nous n'atteindrons jamais la perfection des archevêques, préfets et commandants militaires.

Ch. me dit qu'au souper il prononcerait un toast en commémoration du 24 février 1848, que Mickiewicz lui répondrait par un discours, où il exposerait sa manière de voir et la direction du nouveau journal. Ch. désirait que moi, comme Russe, je répondisse à Mickiewicz. N'ayant aucune habitude de parler en public et n'y étant pas préparé, je déclinai la proposition, mais je promis de porter un toast à Mickiewicz et d'ajouter quelques mots où je lui dirais com-

ment j'avais, pour la première fois, bu à sa santé, à Moscou, à un dîner public, donné en l'honneur de Granowski, en 1843. A ce dîner, Homiakow leva son verre, en disant : « Pour le grand poète slave absent ! » On n'osait pas prononcer le nom du proscrit. Tous se levèrent et tous burent en silence à sa santé. Ayant ainsi arrangé mon *ex tempore*, nous nous mîmes à table. Vers la fin du repas Ch. prononça son toast, et Mickiewicz se leva pour parler. Son discours était élaboré, intelligent, très-adroit, c'est-à-dire que Barbès et le prince-président auraient pu l'applaudir avec une égale franchise. Je commençais à me sentir mal à mon aise au fur et à mesure qu'il développait ses idées ; je sentais de plus en plus une sorte de poison dans mes veines ; je n'attendais plus qu'un seul mot, un seul *nom propre* pour ne plus avoir de doute ; il ne tarda pas à le prononcer.

Il conclut son discours en disant que la démocratie se réunit maintenant dans un nouveau camp ouvert, à la tête duquel se trouve la France, que la France s'élancera *de nouveau* pour affranchir les peuples sous les *mêmes aigles*, sous les mêmes étendards, à la vue desquels avaient pâli toutes les têtes couronnées et toutes les puissances, et qu'elle sera de nouveau conduite par un membre de cette dynastie couronnée par le peuple, dynastie glorieuse, destinée par la Providence à conduire la révolution du pas sûr de l'autorité et des victoires.

Lorsqu'il eut fini, il n'y eut que deux ou trois exclamations d'approbation de la part de ses partisans ; tout le monde se tut. Ch. remarqua la faute de Mickiewicz, et, voulant effacer au plus vite l'influence de son discours, il s'approcha de moi, une bouteille de vin à la main, et me dit en remplissant mon verre :

— Eh bien ! à votre tour.

— Je ne dirai rien ! répondis-je.

— De grâce, quelques mots...

— Pas un seul, à aucune condition.

Le silence continuait : quelques personnes fixaient leurs regards dans leurs assiettes, d'autres examinaient avec une profonde attention le champagne dans leur verre, d'autres encore entamèrent des conversations à voix basse avec leurs voisins. Mickiewicz changea de figure ; il voulut s'expliquer, mais une voix forte mit fin à cette position tendue en disant : « Je demande la parole ! » — Un vieillard, petit, âgé d'environ soixante-dix ans, avec une chevelure blanche et un extérieur énergique, se leva, tenant son verre d'une main tremblante. Dans ses grands yeux noirs, sur sa figure agitée, on lisait la colère et l'indignation. Ce vieillard était un Espagnol, Ramon de la Sagra (1).

— « En mémoire du 24 février ! dit-il. Tel fut le toast proposé par notre hôte ; oui, au 24 février et à la ruine de tout despotisme, quelque nom qu'il porte, royal ou impérial, bourbonnien ou napoléonien ! Je ne puis pas partager l'opinion de notre ami Mickiewicz. Il voit les choses de l'œil d'un poète et peut avoir raison à son point de vue, mais je ne veux pas que dans notre réunion ses paroles restent sans protestation. » Et il continua à parler ainsi, avec toute la passion d'un Espagnol, avec toute l'autorité que lui donnaient ses soixante et dix ans.

Lorsqu'il termina, une vingtaine de mains voulaient serrer sa main et trinquer avec lui.

Mickiewicz dit quelques paroles qui ne réussirent pas. De

(1) Économiste né en 1798, collaborateur de la *Tribune des peuples* et ensuite du *Peuple* de Prudhon, député aux Cortès d'Espagne, en 1854.

la Sagra ne cédait nullement; tout le monde se leva, et Mickiewicz partit.

Il ne pouvait pas y avoir de plus mauvais augure pour le nouveau journal; il vécut, clopin-clopant, jusqu'au 13 juin, et disparut inaperçu, — comme il avait existé. L'unité dans la rédaction était impossible. Mickiewicz tenait roulée la moitié de son drapeau impérialiste, « usé par la gloire; » les autres ne déroulaient que la moitié du leur. Gênés par Mickiewicz et par le conseil, plusieurs collaborateurs abandonnèrent le journal au bout d'un mois; je n'y insérai pas une ligne. Si la police avait été plus intelligente, jamais on n'aurait supprimé la *Tribune des peuples*, pour quelques mots dits à propos du 13 juin : avec le nom de Mickiewicz et son fétichisme pour Napoléon, avec son mysticisme révolutionnaire et le rêve d'une démocratie en armes, dirigée par un Napoléon, ce journal aurait pu devenir un trésor pour le gouvernement; il aurait été l'organe *pur* d'une œuvre qui ne l'était pas.

Le catholicisme, si peu sympathique au génie slave, a sur les Slaves une influence singulièrement délétère. Lorsque les Bohémiens perdirent la force de résister au catholicisme, ils furent perdus; chez les Polonais, le catholicisme a développé cette exaltation mystique qui les tient constamment dans un monde d'hallucinations. S'ils ne sont pas sous l'influence directe des jésuites, ils tombent sous l'influence de quelque visionnaire. Le messianisme, cette folie constante de Wronski, ce délire de Towianski, a tourné la tête à des centaines de Polonais et à Mickiewicz lui-même. Le culte de Napoléon appartient en premier lieu à cette maladie cérébrale. Napoléon n'a rien fait pour les Polonais, il ne les aimait pas et il n'aimait pas la Pologne.

Il dit un jour à Narbonne : « Je veux avoir en Pologne un

camp et non pas un *forum*; je ne permettrai ni à Varsovie ni à Moscou d'ouvrir un club pour les démagogues. » — Et les Polonais ont fait de lui l'*incarnation militaire* de Dieu, un Christ généralissime!

Un soir, en 1848, je traversais la place Vendôme avec un Polonais, grand partisan de Mickiewicz. Quand nous passâmes près de la colonne, le Polonais ôta son chapeau. « Est-il possible? » me dis-je. Et, n'osant pas croire à une pareille absurdité, je lui demandai naïvement pourquoi il avait ôté son chapeau. — Sans parler, il me montra du doigt la statue de l'Empereur. Comment après cela ne pas opprimer les peuples, si on achète à ce prix un amour si aveugle!

Et nous aussi, nous nous sommes plus d'une fois découverts devant le petit chapeau et la redingote grise de la Colonne : car, quelles qu'aient été les fautes du Héros, il n'en a pas moins porté de capitale en capitale les grands principes émancipateurs dans les plis de son glorieux drapeau tricolore; et même il n'est resté si détesté par les oligarques d'Europe que parce qu'ils voyaient en lui la Révolution couronnée. Mais je n'ai pu passer sans un frisson de douleur et de colère devant l'Empereur-bourreau du monolithe de la place de l'Amirauté; car, quelles qu'aient été les adulations de ses courtisans complices du dedans et du dehors, il n'en est pas moins vrai que toute l'eau de la Néva ne suffirait point à laver ses crimes envers Dieu, envers l'humanité, et

envers lui-même, envers sa famille, envers sa nation et envers la nation du prochain. Napoléon Ier a le mérite d'avoir essayé, quoique trop faiblement, le rétablissement de la Pologne, par la création d'un grand-duché de Varsovie; et Piètre que vous appelez *le Grand* a sur lui la malédiction d'avoir consommé l'asservissement et préparé le démembrement de la plus noble des républiques, de la plus généreuse des nations.

Il est assez compréhensible qu'un Russe n'éprouve aucun enthousiasme devant la colonne coulée en partie avec des canons pris sur les Russes en cette bataille où l'Empereur Alexandre Ier fut vaincu et gracié par Napoléon. Mais il est naturel que la vue de la colonne de la grande armée éveille chez le Polonais la plus vive émotion et qu'il salue respectueusement l'image des vainqueurs d'Austerlitz et d'Iéna, c'est-à-dire de ceux que la Providence destinait à l'écrasement des trois puissances qui, après avoir partagé la Pologne, se coalisèrent à plusieurs reprises contre la France, puis formèrent la Sainte-Alliance contre les libertés du genre humain, contre tous les peuples.

Ce que Hertzen déteste dans Napoléon, c'est moins le despotisme (il est trop Russe pour cela) que

l'expansion de la France. Si la France accomplit jamais son œuvre émancipatrice universelle, on peut dès à présent affirmer, sans crainte de se tromper, que ses premiers ennemis seront les libéraux-radicaux russes, Hertzen en tête, car cette France tendrait à la Pologne une main efficace, relèverait avec elle et par elle les nations souffrantes, et dans l'éclat de ses miracles ranimerait ou réchaufferait Dieu dans les âmes.

Les œuvres de Hertzen sont un éloquent commentaire du chapitre de mon père sur l'idée russe en opposition à l'idée polonaise. Quel que soit l'esprit dépensé dans les pages nombreuses du publiciste russe, quel que soit le brio de son style français, on sent sous des parures d'emprunt l'une de ces *âmes mortes* dont parlait le romancier russe Gogol. S'il a exprimé des regrets officiels à propos des barbaries russes en Pologne, sa *Cloche* a accueilli par les explosions d'une joie sincère cette expropriation des propriétaires lithuaniens qui n'avait de l'expropriation que le nom et qui constitue en réalité une des plus monstrueuses confiscations territoriales dont l'histoire fasse mention. Cette attitude étonna de la part de Hertzen, qui avait été un des premiers à stigmatiser « cette phase du journalisme russe qui

a fait frémir l'Europe par la franchise sans gêne avec laquelle les feuilles russes ont applaudi aux supplices des Polonais et fait l'apothéose des exécuteurs » (*Nouvelle phase de la littérature russe*, 1864). Hertzen, quand les journalistes russes offrirent un dîner à Khatkof où l'on porta un toast à Mouravief, fit l'observation fort juste « que, dans les journées les plus sombres de la révolution française, il n'y avait pas eu de banquet offert à Fouquier-Tainville, ni de festivals arrangés à Paris pour fêter les exploits de Carrier et de Fouché.» La contradiction n'est qu'apparente. Au fond, les sensiblerics polonaises de Hertzen ne sont chez lui qu'une question de style et de tactique, son indignation contre le tzar est vraie, mais lui et ses amis en veulent d'autant plus au gouvernement russe qu'ils le trouvent lent et maladroit dans l'œuvre de destruction universelle qui est leur but. Le cabinet de St-Pétersbourg tend à conquérir l'univers pour tout changer en communes russes, dépendantes d'un autocrate. Hertzen croit que l'autocrate est de trop, mais ni lui ni Bakounine ne s'élèvent au-dessus de l'idée de commune, sans rien comprendre à l'idée de patrie. Et, en effet, comment comprendre la personnalité nationale quand on est impuissant à sentir la per-

sonnalité divine? Or, sans patrie et sans Dieu, la liberté n'existe pas : l'individu ayant perdu tout point d'appui sur la terre et dans le ciel est livré sans défense à la force brutale. La force brutale, et c'est triste à dire, est le seul idéal qu'invoquent les âmes russes qui s'agitent en dehors de l'orbite du tzar. Déjà il y a quelques mois une proclamation imprimée à Genève déclarait que le type du Russe modèle était Pougatchef, ce brigand qui massacrait au hasard en deçà des frontières, tandis qu'au-delà Catherine II calculait chacun de ses crimes. La même proclamation ajoutait que la hache était le premier remède au mal social. Le numéro du 1er septembre 1868 du journal russe la *Cause du Peuple* de Genève publiait un programme où il est dit : « Reconnaître Dieu, l'immortalité de l'âme, et généralement tout idéal, c'est servir le despotisme, justifier les priviléges et priver le peuple de l'énergie qui lui est indispensable pour organiser sa vie d'une façon complétement libre et heureuse. En conséquence, nous professons l'athéisme et le matérialisme ; nous voulons l'abolition de l'hérédité, du mariage religieux et civil. Les enfants recevront depuis leur naissance jusqu'à leur majorité, de la société libre, une éducation qui sera la même pour

tous. Nous voulons avant tout la démolition de l'Etat, avec toutes ses institutions religieuses, politiques, judiciaires, scientifiques, financières, économiques, bureaucratiques, militaires et civiles. »

Nous avons reçu sous enveloppe de Moscou une feuille intitulée *Narodne Rozprawy*, de 16 pages d'impression publiée à Moscou en 1869 et qui se dit organe du comité révolutionnaire russe. Il y est dit : « La seule idée qui nous soit chère, c'est l'idée d'une destruction radicale, générale et implacable. Nous n'admettons comme manifestation effective qu'une suite d'actions qui détruisent, soit quelque chose, soit quelqu'un. »

Nous pourrions multiplier ces citations à l'infini. Le nom des adeptes de ces doctrines est bien le *nihilisme*, puisqu'elles conduiraient à l'annihilation des sociétés humaines. Elles sont un symptôme de décomposition morale, mais, si on voit des loups hurler avec les loups, le premier louvetier venu finit par avoir raison de bandes entières de loups.

Comment les libéraux russes eussent-ils compris Adam Mickiewicz ? Dans ce même numéro de la *Cloche* où Hertzen offre ce spécimen de ses *Mémoires*, il cite avec éloge trois discours de son ami

Bakounine au congrès de la paix à Berne. Dans le troisième, Bakounine s'écrie :

Notre conviction profonde, c'est que non-seulement le christianisme, mais la religion en général, toutes les religions, sont incompatibles avec la morale humaine.

Si nous voulons réellement nous sauver, nous devons franchement, hardiment, arborer le drapeau de la révolte humaine contre le joug divin. Ayons donc le courage d'être logiques et sincères, et n'hésitons pas à proclamer que l'existence d'un Dieu est incompatible avec le bonheur, avec la dignité, avec l'intelligence, avec la morale et avec la liberté des hommes. — Car, en effet, s'il est un Dieu, mon intelligence, si grande qu'elle puisse être, ma volonté, si forte qu'elle soit, sont nulles devant la volonté et l'intelligence divines. Ma vérité est un mensonge devant lui, ma volonté devient impuissante et ma liberté une révolte contre lui. Lui ou moi; s'il existe, je dois m'annuler.

C'est l'orgueil en délire qui prononce sa propre condamnation.

Hertzen reproche à mon père d'avoir pu tenir un discours qui fût à la fois napoléonien et de nature à plaire à Barbès. Cela prouve que mon père ne faisait pas de doctrinarisme politique et raisonnait d'intuition comme le peuple français, car ce même peuple acclamait ces deux noms comme symbole d'un double mouvement de progrès social et d'action na-

tionale extérieure. Il se trouva un jour où les deux représentants des formes gouvernementales opposées se rencontrèrent dans un sentiment commun, lorsque Barbès, en 1854, applaudit noblement à la guerre de Crimée. Et qui mieux que lui avait le droit de se réjouir d'une guerre faite par la France à la Russie, lui qui, en mai 1848, exigea de l'Assemblée nationale qu'elle déclarât la guerre aux puissances co-partageantes pour le rétablissement de la Pologne.

Nous ajouterons que, deux ans après que la *Tribune* eut cessé de paraître, le 22 septembre 1851, A. Hertzen, dans une lettre à M. J. Michelet publiée sous le titre : *Le peuple russe et le socialisme*, lui disait :

« Le martyr, l'offensé lui-même se détourne d'un passé également douloureux pour nous tous. L'ami illustre que vous citez, le grand poète Mickiewicz, en est la preuve. Ne dites pas, Monsieur, en parlant des opinions du barde polonais que « c'est de la clémence » que « se sont des erreurs de saint. » Non ; ce sont là des fruits d'une longue et consciencieuse méditation, d'une intuition profonde des destinées du monde slave. Il est beau de pardonner à ses ennemis, mais il est quelque chose de plus humain encore : c'est de les comprendre, car comprendre, c'est déjà absoudre, réhabiliter, se réconcilier. Il est possible qu'un sentiment d'animosité, sentiment d'ailleurs parfaitement mérité, ait prédominé encore

en Pologne lors de la guerre de 1830. Depuis Mickiewicz, les travaux philologiques et historiques de plusieurs écrivains slaves, une connaissance plus approfondie des peuples européens acquise pendant le triste pèlerinage de l'émigration, ont donné aux idées une tout autre direction. Les Polonais ont senti qu'ils ne pouvaient combattre autrement que *pour leur liberté et la nôtre*, ainsi que le disait l'inscription sublime de leur drapeau révolutionnaire. »

Faisons remarquer en passant que le ton qu'Hertzen emploie ici vis à vis d'Adam Mickiewicz est très-différent du ton de ses *Mémoires*. On a souvent à l'égard des morts un courage plus grand qu'en face des vivants.

Nous ignorons si la propagande de Bakounine et d'Hertzen amènera des cataclysmes en Russie, ou si, au contraire, selon le mot de Michelet dans sa préface de la *Pologne martyre*, « quelques Parisiens de Pétersbourg et d'illustres disciples d'Hegel ne changeront rien à cette grosse masse où rien ne mort. » Il est en tout cas plus excusable de se faire trop d'illusions dans l'appui que nous donnerait la France que d'espérer jamais un concours efficace quelconque d'esprits aussi pervertis.

Si les Polonais doivent agir comme s'ils n'avaient à compter que sur eux-mêmes, les Français se doivent à eux-mêmes de leur donner un fraternel et

efficace appui. Il y aurait évidemment légèreté de la part des Polonais de rien espérer d'un gouvernement français quelconque, puisque tous les ont déçus, la royauté, la république et l'empire, non une seule fois, mais deux, car nous avons déjà vu trois restaurations, royale, républicaine et impériale. Les Bourbons qui ont abandonné la Pologne étaient liés à la Pologne par le sang (Louis XV avait épousé la Polonaise Marie Leszczynska). Où trouver plus d'énergie gouvernementale que dans la Convention et plus de génie militaire que dans Napoléon? La classe bourgeoise et lettrée a-t-elle agi différemment de la classe nobiliaire? Toutes les classes et tous les gouvernements se sont succédé sans avoir rien fait ni tenté de sérieux pour la Pologne. C'est que pour sauver la Pologne, il faut risquer sa vie ; or tout gouvernement, même révolutionnaire, veut se conserver et par conséquent se ménager. Le peuple seul, et encore dans ses moments d'élan, est capable de l'héroïsme nécessaire, c'est-à-dire d'un esprit de sacrifice assez grand pour tout risquer afin d'opérer le sauvetage d'une nation sœur. Dieu veuille, le jour où le peuple français reprendra possession de lui-même, lui inspirer l'idée et l'énergie d'un acte qui implique une im-

médiate déclaration de guerre aux oppresseurs de la Pologne !

En attendant l'initiative française, qui est détestée par l'Allemagne presque au même degré que par l'Angleterre et la Russie, est redoutée par l'Italie et l'Italie n'est pas la seule. La Pologne a toujours cru dans cette initiative et l'a toujours ardemment invoquée, sans penser par là s'abaisser. Mais la Pologne n'ignorait pas à quelles conditions l'initiative d'une nation s'acquiert, se conserve ou se perd.

Mazzini écrivait ces jours derniers :

« Quant à moi, individuellement, je ne crois que dans l'initiative des pays qui n'ont pas encore conquis leur unité nationale. La réorganisation européenne viendra d'eux. Le rêve de toute ma vie, l'inspiration de toutes mes pensées et de tous mes efforts a été l'initiative italienne, en mettant la troisième Rome, devenue cœur de l'Italie, à la tête de l'époque nouvelle. Mais en mettant de côté cet idéal, qui peut être une illusion de mon immense orgueil national, je vois les dangers d'une initiative française dans l'affaissement servile des autres pays; si elle a lieu, le prestige ancien renaîtra certainement, mais vous verrez que nous voilà encore à la remorque de la France pour un quart de siècle. Je n'ai aucune impatience de voir s'accomplir la révolution de France. Il me suffit que la marée montante du mouvement révolutionnaire français soit visiblement sensible aux autres peuples. »

Il est certain que, si les nations qui ont clef de voûte à leur édifice national sont le plus en situation d'aider les autres, elles sont aussi soumises à la tentation d'oublier leurs devoirs envers leurs compagnons de la veille : il y a des nations parvenues qui rentrent rapidement dans la catégorie des satisfaits. Mais la France, quoiqu'elle ait failli plusieurs fois, a-t-elle abdiqué son rôle? Le ressentiment de l'illustre tribun s'explique trop aisément par sa déception de 1849, mais, comme il le dit lui-même : « La France est la terre de l'imprévu. »

Il n'en est pas moins vrai que la Providence n'admettra pas indéfiniment la France à rejeter sur ses chefs la responsabilité. Si la France veut garder le bâton de commandement dans le monde, elle ne le peut qu'au même titre que le général qui ne saurait être reconnu comme chef du moment qu'il sommeillerait à l'instant de sonner la charge contre l'ennemi. Si c'est un axiome de la politique du XIX^e^ siècle que les gouvernements sont créés pour les peuples et non les peuples pour les gouvernements, chaque jour tend à prouver également que les nations sont responsables de leurs gouvernements.

Adam Mickiewicz, comme tout esprit libre et

réellement supérieur, n'a jamais consenti à être au service d'un parti. Aussi n'a-t-il pas recueilli d'ovations éphémères ni de célébrité de réclame, comme tels ou tels dont les discours, disait-on, *feraient époque*. C'était l'expression banale consacrée et continuellement appliquée tour à tour à tous ceux à qui on voulait fabriquer une popularité commandée par les circonstances et les besoins du parti. Mais son nom, connu de tous, est resté synonyme de génie patriotique. Il a réalisé l'idéal du poète-prophète. Quoique son cœur ait été attaché à sa chère Lithuanie par une chaîne de diamant, cependant il a été reconnu comme l'homme non-seulement de la Pologne, mais des peuples slaves, comme un homme européen, tant son âme était ouverte à tous les grands sentiments humains. Après s'être adressé à l'esprit de sa nation dans ses poèmes et dans son *Livre des Pèlerins*, il embrasse les diverses nations slaves dans son cours du Collége de France, puis il prit dans son journal la défense de tous les peuples d'Europe; à chaque pas dans la vie, il s'élevait d'un degré. Il est honorable pour Paris que la *Tribune des peuples* y ait été créée, comme ouverte la *chaire slave*. Mais les mêmes motifs, sinon les mêmes prétextes, firent

briser la *Tribune* comme fermer la chaire. On craignait de déplaire à la Russie, on redoutait la chaleur d'une parole simple et vraie. Certes, il y avait à cette époque des journaux bien autrement violents que la *Tribune des peuples*, mais le monde diplomatique s'en préoccupait moins. Il est remarquable que, lorsque après la levée de l'état de siége de 1849, les autres journaux reparurent, la *Tribune des peuples* se trouva condamnée définitivement par l'interdiction policière signifiée aux rédacteurs polonais émigrés. Adam Mickiewicz, on aura de la peine à le croire un jour, ne put obtenir la naturalisation française, malgré sa déclaration faite à la mairie en 1841. Que de gens insignifiants l'ont reçue presque instantanément! Mais le poète national de tant de millions d'hommes, au cœur si français, n'en fut pas trouvé digne! On ne voulait pas le rendre indépendant, mais l'avoir sous la main de la police comme un repris de justice, il ne fallait pas que l'aigle blanc pût prendre son libre essor. On craignait qu'Adam Mickiewicz ne trouvât dans l'adoption française un moyen nouveau de mieux servir sa patrie polonaise.

Mon père n'eut pas le tort, trop commun après la révolution de 1848 parmi les classes supérieures

effarouchées, de prendre certaines exagérations de langage pour l'expression du sentiment populaire et de condamner les masses au paupérisme perpétuel, parce que leurs avocats ne s'étaient qu'imparfaitement rendu compte de leurs maux et n'avaient que trop faiblement entrevu les remèdes nécessaires. Mon père n'a pas craint au contraire d'adopter l'expression de socialiste dans un temps où ce nom était le point de mire de toutes les injures et de toutes les colères de la société officielle. Mais celui qui avait eu le rare courage que les seuls prophètes d'Israël et de Pologne ont eu tour à tour, de signaler ses manquements à l'Église officielle, ne pouvait sacrifier au respect conventionnel pour les errements de la société officielle. Déjà, dans ses Cours au Collége de France, mon père avait jeté sur le socialisme et sur les hommes qui le représentaient des lueurs saisissantes. Tout en rendant justice à leurs sympathies pour la classe la plus nombreuse et la plus pauvre et à leurs louables efforts vers l'avénement d'un règne social meilleur, il avait dit : « Le temps n'est pas venu de changer les casernes en phalanstères, ni l'épée en charrue. » Il avait montré, par l'exemple de la Pologne au dix-septième siècle, le danger de l'illusion de réformes sociales conçues et

tentées partiellement, communalement, en dehors de l'action politique nationale.

Et déjà aussi, en face des triomphes de l'économisme, Adam Mickiewicz avait pénétré et signalé ce qui fait le fond de ce système à l'usage de la bourgeoisie gouvernante. Loin d'être ébloui par leur appareil scientifique, ni dupé par leur masque libéral, il avait deviné qu'en fait d'intérêts industriels et commerciaux, les élus du pays légal savaient s'enrichir par le monopole, tout en parlant de liberté, comme les ministres du régime orléaniste parler quotidiennement de liberté, sauf à gouverner par les baïonnettes. De même que, selon sa remarque, le poète Garczynski, puis le philosophe polonais Cieszkowski avaient, mieux que les Prussiens eux-mêmes, compris le véritable but de la philosophie allemande, entrevu au travers de leurs broussailles scholastiques et malgré le dédale infini de leurs formules embrouillées, le fond de théories qui, quoique parées des plus splendides manteaux spirituels, n'en étaient pas moins la glorification de la force, la sanctification du succès, la déification de l'homme, ainsi Adam Mickiewicz avait, avec l'intuition du génie, saisi que l'économie politique était la liturgie du culte orléaniste, et que toutes

ses argumentations et prescriptions formaient une sorte de *corpus juris* ou de Talmud de la bourgeoisie, un arsenal de formules pour se défendre et se préserver de toutes les attaques d'où qu'elles viennent, d'en haut ou d'en bas, contre son pouvoir; tout comme les doctrines de MM. Royer-Collard, Guizot et Broglie aboutissaient à la consécration raisonnée du gouvernement des classes moyennes. M. Mignet, organe en ceci de ces classes moyennes, n'a-t-il pas, dans son *Histoire de la Révolution française*, considéré comme bon tout ce qui servait à l'avénement et à la consolidation du tiers-état, et comme criminel tout ce qui contrariait ou dépassait ce mouvement. M. Thiers, de son côté, n'a-t-il pas vu et écrit l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* au travers du prisme des intérêts du tiers-état, distribuant à son héros le blâme ou l'éloge selon que les appétits de la classe bourgeoise avaient été servis ou contrecarrés, le rapetissant à la mesure de la taille des bourgeois et au niveau de leur intelligence, et, somme toute, ne lui voyant qu'un défaut, celui de n'avoir pu se tenir tranquille dans le cercle des affaires bourgeoises, plus étroit encore que le lit de Procuste.

Le mot de l'abbé Sieyès : « Le tiers-état

est tout, » qui fut un mot de combat, était devenu un article de foi. M. Augustin Thierry, singeant en cela la politique sacrée de Bossuet qui, dans le développement de l'antiquité, voyait tout converger vers la venue de Jésus-Christ, n'a-t-il pas employé son talent principalement à prouver que de siècle en siècle tout concourait au règne du tiers-état? Il y eut même des Polonais qui, circonvenus par la vulgarisation de ces faux systèmes et asphyxiés à moitié par ces délétères théories ambiantes, crurent que tout le mal de la Pologne était venu de la non-existence sur la Vistule et le Niémen d'un tiers-état semblable au tiers-état des rives de la Seine et de la Loire. Mais Adam Mickiewicz n'abaissa jamais son intelligence à refaire le passé ni à façonner l'avenir de sa patrie à l'image de telle ou telle nation de l'Occident; il ne regrette ni ne rêve pour la Pologne l'aristocratie anglaise ou la royauté de Louis XIV, ni la bourgeoisie française ou le roi-citoyen des barricades. Il déplore de voir ses compatriotes user ou stériliser leurs facultés, souvent des plus nobles, dans ces conceptions insensées. Il voua au contraire sa haine à l'orléanisme tout-puissant; il le dénonça du haut de la chaire du Collége de France; dès 1847, partant pour l'Italie alors en

effervescence de liberté, il prédit la chute de Louis-Philippe et annonça à ses amis que bientôt, en revenant à Paris, il ne le retrouverait plus sur le trône. Et lorsque la réaction triomphante, après les impuissances des faux républicains de 1848, s'efforçait de tout faire rentrer au dedans et au dehors dans l'ornière de l'orléanisme, il combattit l'orléanisme corps à corps; il en montre l'origine et le but final, il en signale les dogmes et en énumère les sectes, sans ménagements pour aucune, car ce sont ces sectes qui forment la coalition intérieure, cette Sainte-Alliance du dedans, aussi pernicieuse que celle du dehors. Nul avant ni après n'a mieux que lui saisi ni expliqué ce que c'est que l'orléanisme, cette maladie morale et physique de la France, véritable choléra occidental qui, par les miasmes égoïstiques qu'il répand sur le monde, a déjà plus tué d'hommes que le choléra asiatique en ses plus funèbres journées; cette odieuse idolâtrie qui eut pour précurseurs Talleyrand et Fouché, Louis-Philippe pour Messie, pour apôtres Casimir Périer, Sébastiani, Maison, Cubières, Bugeaud, Broglie, Molé, Thiers, Guizot, Cousin, Dupin et Duchâtel, les économistes pour grands-prêtres, et tant de professeurs, historiens et jurisconsultes pour

adeptes. Adam Mickiewicz vit là le mauvais génie et la peste de la France et de l'Europe. Ce qu'il avait dit en 1833, il le redit en 1844 et en 1849; il l'affirma derechef en 1854 et il y a persisté jusqu'à la fin. Comme Napoléon mourant disait : « Je lègue la honte et l'opprobre de ma mort à l'Angleterre et à toutes les maisons régnantes d'Europe, » Adam Mickiewicz, à son lit de mort, pouvait, à aussi bon droit, léguer la honte et l'opprobre de la mort de la Pologne à l'orléanisme et à toutes les classes gouvernantes d'Europe.

Des esprits inattentifs ont reproché à mon père une sorte de fétichisme pour Napoléon. Qu'on lise et l'on verra que ce n'est point la dynastie des Bonaparte qu'il appelait, mais l'idée napoléonienne qu'il préconisait; et par idée napoléonienne il entendait cette substance morale qui avait élevé le Héros au-dessus de ses contemporains. Il voyait en Napoléon, non un Messie, comme on le lui a fait dire, mais un précurseur temporel du Messie, comme César le fut de Jésus.

Les historiens laïques, non moins que les orateurs de la chaire, ont entrevu ou reconnu cette mission de Jules César, préparant l'unité matérielle du monde comme un vase destiné à recevoir l'unité

religieuse qui allait venir par Jésus-Christ. Saint Jean-Baptiste s'en allait disant : « Faites droite la voie du Seigneur, » s'efforçant d'aplanir le chemin à celui qui allait le suivre, et sur la tête duquel il devait verser l'eau du baptême. Le César de Rome, pour n'avoir pas la conscience parfaite de l'étendue ni des conséquences de son œuvre, n'en travaillait pas moins à l'accomplissement des desseins providentiels. En introduisant également les hommes de toute race dans la cité romaine, il facilitait leur communion comme chrétiens. Napoléon avait bien eu certaines velléités de se constituer chef religieux. De même qu'il avait rêvé d'Annibal en traversant les Alpes, d'Alexandre en marchant vers l'Orient, de César en se créant consul, puis *imperator*, il rêva de Mahomet au pied des Pyramides et en Syrie, de Charlemagne dans Notre-Dame et de Pierre Ier au Kremlin. Mais le monde ne peut rétrograder au point de voir les deux puissances religieuses et politiques concentrées dans une même main : ce défi à la civilisation a pu se produire partiellement, il ne devait pas être jeté à la face du monde par la Nation-Mère des libertés. La distinction des deux pouvoirs qui se trouve énoncée dans l'Evangile par ces paroles : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce

qui est à Dieu, « comme elle se trouvait établie en Israël dans la double personne de Moïse, chef politique, et d'Aaron, chef religieux, continuera à régir le monde. Ce n'est pas Adam Mickiewicz, le fils chéri d'une nation qui souffre du tzarisme en qui tout est absorbé, l'église et la patrie, ce n'est pas lui qui eût pu songer à préconiser dans le napoléonisme un tzarisme occidental. Et même le pouvoir temporel du pape ne lui apparaissait, ainsi qu'à tout homme en qui brûle sans mélange le saint amour de la patrie et de la liberté, que comme un reste de paganisme; que sont en effet ces terrestres préoccupations de la cour de Rome, sinon un cauchemar qui s'échappe des ruines de la Rome des Césars à la fois empereurs et pontifes? Aussi n'a-t-il pas plus hésité à proclamer à Paris les droits de la République romaine que la Légion polonaise qu'il avait créée en Italie en 1848 n'hésita à combattre à Rome le retour du gouvernement temporel, et, ce, envers et contre les déclarations du président de la République française et du bombardement des soldats de la France abusée.

Mon père croyait que nulle idée ne pût se réaliser sans s'être préalablement incarnée; il affirmait la nécessité des grands hommes; il attendait un

Messie. Il a osé marquer le caractère que doit avoir un homme du destin; il crut un moment l'avoir aperçu et il le dit; plus tard celui en qui il avait entrevu l'idéal lui parut manquer d'un caractère essentiel, celui de l'action, et il le déclara.

Si l'on rapproche ce que mon père disait du premier Napoléon en 1848, et ce qu'il disait de son neveu le Président en 1849, on verra que, si nul n'avait mieux saisi les causes morales de la chute de l'Empereur, nul non plus ne voyait plus clairement comment ceux qui s'attelaient au nouveau char bonapartiste deviendraient les premiers instruments de la perdition de Louis-Napoléon en faussant sa politique, en l'embourbant dans l'ornière des régimes antérieurs, en le réengageant dans les voies du passé.

Nous avons reproduit l'image de Napoléon pleurant sur la carte d'Europe, que mon père distribua au Collége de France. L'avenir appartient à celui qui voudra et osera refaire la carte d'Europe, sans qu'il ne manque à l'harmonie du continent aucune des nations que Dieu y a créées.

Quand mon père invoqua le nom de Napoléon et annonça la nécessité d'une rénovation religieuse, politique et sociale, alors sa chaire s'effondra sous

lui, brisée par la main du gouvernement français lui-même, au milieu de la joie des Russes et malheureusement aussi de beaucoup de Polonais aveuglés. « La mort d'Etienne Batory, l'un des plus grands rois du monde et l'ennemi le plus redoutable de la Russie, donna beaucoup de joie aux Moscovites et peu de regrets aux Polonais, » dit l'historien russe Karamsine. Cette parole peut s'appliquer à la fermeture des cours de mon père.

Déjà, dans mon introduction au cours j'ai repoussé comme sotte et mensongère, avec preuves à l'appui, l'accusation de panslavisme dirigée contre mon père par l'inimitié et répétée par légèreté ou étroitesse d'esprit. Je viens de répondre à l'accusation non moins fausse lancée contre lui de fétichisme napoléonien. Mon père était napoléonien en ce sens qu'il reconnaissait et admirait le génie du grand homme, sans se dissimuler ses fautes; mais il n'était pas impérialiste. Mon père approuvait le mot de Wronski : que « l'œuvre de Napoléon doit être poursuivie par ses descendants d'après l'esprit et non d'après la chair. » Il proclamait sa mission finie comme chef d'une dynastie. Il voyait même son péché dans la fondation de l'empire, disant qu'ayant voulu légaliser sa position, il était tombé.

Conscient de la force immense qu'avait en France le nom de Napoléon, il répétait souvent que cette force porterait son neveu au pouvoir, mais, selon lui, les parents du grand homme avaient à se préoccuper, non pas de léguer un trône à leurs descendants, mais de réaliser ce que le martyr de Sainte-Hélène regrettait de n'avoir pas accompli, en s'en remettant pour le reste à la Providence. Et tout en rendant hommage aux qualités spéciales du nouveau chef de l'Etat, mon père avait pénétré trop avant par la prière dans l'intimité du génie napoléonien pour pouvoir se méprendre, et être facile à l'admiration. Sollicité en 1853 de donner des articles au *Constitutionnel*, alors organe de l'Elysée, il s'y refusa, quelque pressantes et matériellement brillantes que fussent les propositions. Et lorsque en 1854, après l'attentat de Pianori, il fut emmené par le prince Adam Czartoryski aux Tuileries pour féliciter l'Empereur d'avoir échappé au danger et lui dire la joie qu'en éprouvaient les Polonais en raison même des espérances qu'ils plaçaient en lui, il eut peu lieu d'être émerveillé du double langage de l'Empereur, sympathique à voix basse et négatif à voix haute, à cause de l'entourage!

Le Tzarisme, la Pologne et Napoléon, dans la

pensée de mon père, était destiné à être un appel à la France et à son chef, pendant la guerre d'Orient. Vers le même temps parut une brochure sous le titre : *Lettre à l'Empereur sur la question d'Orient*, bien pensée, sobrement écrite, visiblement d'origine polonaise et que beaucoup attribuaient à mon père. Elle n'était pas de lui ; il en déclina donc la paternité, tout en en faisant l'éloge mérité. Pendant que mon père corrigeait les épreuves du *Tzarisme* (dans la conception première, les chapitres qui ont formé l'*Histoire populaire de Pologne* et ceux qui forment le *Tzarisme*, *la Pologne et Napoléon* faisaient un seul et même corps d'ouvrage), un de ses collègues à la bibliothèque de l'Arsenal, M. E L..., s'étant approché et ayant vu qu'il faisait des corrections, se permit de le questionner et lui dit : « Vous ne savez peut-être pas que nous n'avons, comme fonctionnaires de l'Etat, le droit de rien publier sans en avoir demandé l'autorisation. Moi je ne fais jamais autrement. » Cette réflexion dégoûta mon père. Quelques jours après, il disait à l'ami qui l'aidait dans les extraits dont se compose ce travail : « Après tout, laissons cela de côté. Qui sait d'ailleurs si aujourd'hui cette publication produirait le bien que nous en attendons? Le canon est tiré. Bien

ou mal, la lutte est engagée. Il ne reste plus qu'à souhaiter que les coups portent, sans détourner l'attention de l'artilleur. Puis, vous l'avouerai-je? moi qui ai attaqué le gouvernement russe quand nul n'y songeait, il me répugnerait de me voir mêlé à la tourbe de gens qui l'insultent à présent, eux qui le déclaraient naguère le sauveur de la société, le grand protecteur des couronnes contre l'esprit d'anarchie et de désordre. » Le travail resta donc dans les cartons.

J'ai publié il y a trois ans l'*Histoire populaire de Pologne*, je donne aujourd'hui *le Tzarisme, la Pologne et Napoléon*, qui n'est pas sans doute destiné à une vogue d'opinion, car il ne flatte aucune des passions du jour; mais nous pouvons le dire hardiment, nul esprit sérieux ne le méditera sans fruit.

Le premier chapitre : *L'idée polonaise et l'idée russe* met en pleine lumière le germe générateur des deux éléments polonais et russe, la nature constitutive des deux peuples, le fonds organique des deux gouvernements, leur mobile d'action, leurs tendances, leur but; et, par conséquent, les affinités qu'ils ont avec les autres peuples et les autres gouvernements, et les alliances sur lesquelles ils peuvent ou non compter. Le second chapitre : *Appel à la France*

et à l'esprit de Napoléon, part d'une intuition profonde du caractère et de la mission du peuple français, et exprime un sentiment très-réel de ce qui fit la grandeur et aussi la chute de Napoléon. Trop fréquemment la France et son Empereur ont été loués de ce qui était le moins louable et confirmés par là dans leur erreur. Adam Mickiewicz évoque ici ce qu'il y a de plus fort, de plus élevé, de plus généreux dans la Grande Nation, de plus expansif et de plus réalisateur dans l'âme de son Héros-Martyr.

Il est de bon goût aujourd'hui de cracher sur Sainte-Hélène et de médire de Waterloo, et de voir dans Napoléon seul la cause de la défaite suprême. Et pourtant Waterloo et Ste-Hélène devraient faire l'objet des méditations de tous les hommes d'Etat, de tous les chefs de gouvernement; c'est en s'unissant en esprit à ces grandes souffrances d'homme et de peuple que l'on peut arriver à comprendre où conduit la pactisation avec le vieux monde. Le chef de gouvernement qui en France n'a pas l'intelligence des douleurs de Sainte-Hélène s'expose à en reprendre le chemin; tout homme dont le cœur ne saigne pas au souvenir de Waterloo est incapable d'agir efficacement avec la France et sur l'Europe.

Trop souvent la France contemporaine s'est nour-

rie de théories; on fait un beau programme, dont la réalisation exige au moins plusieurs siècles, et puis l'on s'endort avec satisfaction en disant : l'idée fera son chemin. Or l'idée ne marche en ce monde que quand elle est portée par des êtres en chair et en os, prêts à tout sacrifier pour elle, joignant à la puissance de la parole l'énergie de l'action. Adam Mickiewicz a opposé à ces rêvasseries démocratiques qui, pour être commodes, ne sont ni moins énervantes ni moins dangereuses en matière politique que ne l'est en matière religieuse le quiétisme mystique, la nécessité d'une religion et d'une politique d'action qui sache et qui veuille prononcer à toute heure le grand mot : *en avant;* réveille les âmes, soit un *sursum corda* continuel, pousse perpétuellement les familles et les nations à l'accomplissement de leur devoir du jour, car on n'a pas plus le droit, peuples ni individus, de se dispenser de son devoir politique quotidien, sous le prétexte que l'on a imaginé ou adopté des systèmes qui, sans peine ni sacrifice de qui que ce soit, régénéreront la société dans trois cents ans, que l'on aurait le droit d'ajourner à l'autre vie son devoir religieux de moralisation et d'avancement de l'âme. On n'échappe point à la responsabilité en se réfugiant dans les

théories, pas plus qu'en s'enfermant dans le cloître.

En présence de la vogue du système qui consiste à se décharger sur les masses du soin de découvrir la vérité politique, au lieu de faire chacun les efforts suffisants pour, après s'être mis dans les conditions de pureté nécessaires, faire jaillir de soi et des autres l'étincelle du beau moral, Adam Mickiewicz affirme la nécessité des grands hommes, d'êtres qui ayant, soit par une préparation antérieure à cette vie, soit par un travail meilleur et plus complet sur eux-mêmes en ce monde, mérité de posséder une force d'âme supérieure, sont les guides naturels de leurs contemporains. Mais en même temps il a marqué les vertus qui constituent le grand homme et énoncé les qualités qu'il lui faut aujourd'hui pour conduire légitimement les hommes de notre époque.

Il doit avoir avant tout une base pure, songer aux autres non à soi; avoir vécu de tout le passé de sa nation et en avoir toutes les aspirations; serrer en son âme toute la flamme du sanctuaire de son peuple pour en projeter la lumière plus haut et plus loin. Le faux grand homme sacrifie la nation à soi, comme ces faux dieux à qui l'on immolait des victimes: le vrai grand homme se sacri-

lic lui-même. En dehors de l'esprit de sacrifice, il n'y a pas de véritable grandeur.

Quand la bourgeoisie régnait, gouvernait et parlait en maître, on professait publiquement en son nom l'excellence des médiocrités, la beauté d'un âge où nul n'était ni trop haut ni trop bas, mais tous à un niveau moyen d'intelligence et de savoir. Ainsi s'exprimait notamment M. Saint-Marc Girardin à la Sorbonne. On appelait cela l'école du bon sens. Il est vrai qu'on eût pu, comme des personnages de Molière, répondre à ces apôtres de la médiocrité : Vous êtes orfèvre, monsieur Josse. Mon père croyait au contraire que ce sont seulement les individualités fortes qui font les nations fortes.

Après la théorie des rois-soliveaux est venue celle des chefs de parti-paravent; après la formule le roi règne et ne gouverne pas, est née cette autre formule : un chef de parti parle, mais ne pense pas; c'est un groupe d'hommes qui lui dicte ou lui souffle ce qu'il doit dire, comme les ministres présentent les ordonnances et écrivent le discours que le Trône doit prononcer. Jamais on n'a vu davantage rechercher les intelligences sans personnalité, on l'a érigé en maxime d'État et de parti.

On crée des réputations en serre-chaude, des po-

pularités factices, et quand vient le jour décisif, on s'étonne de l'incapacité de ces politiques artificiels. Déjà en 1848 on a fait l'essai douloureux de ces théories contre nature et contre bon sens ; mais l'expérience n'a pas suffi, paraît-il, car la génération actuelle recommence les mêmes fautes ; on ne tardera pas à recueillir le fruit amer de ces déplorables errements.

Adam Mickiewicz, sous un règne où trônait l'indifférence en matière de religion, où le culte des intérêts matériels absorbait les intelligences et dominait la société, a eu le courage de parler de messianisme. Comme Israël dans la captivité, puis dans la dispersion, en appelait des arrêts du destin à la justice de l'Eternel, et au milieu des plus épouvantables souffrances, des plus irrécusables motifs de désespoir, affirme sa rédemption, et de toutes les forces de son âme persécutée, saignante, mais non abattue, attend, invoque, un sauveur, son Messie, celui qui aura reçu de Dieu le pouvoir de sauver Israël, ainsi la Pologne écrasée par les trois puissances mauvaises d'Europe, massacrée et impitoyablement torturée par les tzars de Russie, au milieu de l'indifférence des nations, lorsque la fatalité pèse sur elle du poids le plus lourd, que

les oreilles des hommes sont fermées, que la terre asservie rejette ses fils et que le ciel est d'airain, eh bien ! elle aussi persiste à croire dans son relèvement national. Cette croyance, Adam Mickiewicz la formula dans le messianisme. Le messianisme polonais, selon lui, était l'aurore du jour qui devait éclairer la troisième grande explosion religieuse dont le monde a besoin et qu'il espère. Ce n'est pas le lieu d'expliquer ce sujet si grave et encore entouré de mystères; qu'il nous suffise de dire ici que dans l'esprit d'Adam Mickiewicz cette nouvelle manifestation de la pensée de Dieu devait être au christianisme ce que le christianisme lui-même fut au mosaïsme. Le messianisme polonais diffère du messianisme juif en ceci surtout qu'il n'est pas la négation de Jésus-Christ, mais le développement du christianisme : il devra réaliser, non l'affranchissement de la Pologne seule, mais celle de tous les peuples.

J'ai réuni sous le titre : la *Politique du dix-neuvième siècle*, les articles du *Pèlerin polonais*, ceux de la *Tribune des peuples*, et les extraits politiques du cours slave, comme trois parties d'un même tout; la première exprimant l'essence de la politique polonaise ; la deuxième, la vraie politique

française qui chaque fois qu'elle est conforme à sa nature est universelle; et la troisième, indiquant comment peut et doit finir le duel gigantesque entre la barbarie mongole représentée par la Russie et la civilisation chrétienne renforcée qui est incarnée dans la Pologne. L'indépendance, l'unité et la liberté de la nation polonaise se trouve ainsi à la fin de l'ouvrage comme à son frontispice : aussi pouvons-nous dire que ce volume est l'épilogue de *l'Histoire populaire de Pologne* de même que les *premiers siècles de l'Histoire de Pologne*, en forment le prologue naturel. Notre vie nationale dont le long drame, si glorieux et si triste, est déroulé dans l'*Histoire populaire*, se trouve de la sorte doublement éclairée dans son passé et dans son avenir, dans ses origines et dans son but.

Que la Pologne soit l'α et l'ω de la politique du dix-neuvième siècle, des esprits superficiels seuls pourraient s'en étonner. Napoléon I^{er} voyait dans la Pologne la clef de voûte de l'Europe : on peut ajouter qu'il n'est pas plus possible de faire de la bonne politique sans Pologne que de rêver une pure morale sans Dieu. L'oubli de la Pologne par l'homme d'Etat, c'est la négation volontaire du droit des gens, puisque c'est sanctionner au moins par son

silence le crime accompli ; c'est la substitution de l'idée de convenance à l'idée de justice, puisque c'est admettre que ce qui plaît aux forts peut se passer d'être légitime ; c'est le dangereux triomphe de l'esprit de conquête sur l'esprit de civilisation, de l'autocratie d'un maître sur l'autonomie des peuples. Aussi longtemps que la Pologne ne sera pas relevée dans son intégrité, le principe de nationalité et de liberté sera vacillant en Europe : son rétablissement sera le point de départ d'un nouveau *credo* dans les destinées de l'humanité, le raffermissement de la foi dans la Providence. Maintenant la Pologne, à l'aurore des jours nouveaux, affirme par son sang, par ses larmes, par la voix de ses prophètes, les conditions essentielles de la morale internationale déjà entrevues par un des plus nobles esprits de la France et de l'Eglise, l'évêque Grégoire, à savoir que les nations doivent pratiquer entre elles les mêmes règles que les individus entre eux. La Pologne ne fait pas de théories, elle est elle-même une morale internationale en action.

Peu de vies ont eu autant d'unité qu'en présente celle d'Adam Mickiewicz au milieu des plus grandes vicissitudes. Conspirateur, prisonnier, interné, puis pèlerin-poète, professeur, journaliste,

orateur ou soldat, toutes ses pensées émanaient d'un même sentiment, l'amour de la patrie; tous ses actes étaient déterminés par une même aspiration, le relèvement de la Pologne; tous ses écrits étaient vivifiés par le polonisme, c'est-à-dire par l'esprit de sacrifice de tout fils de la Pologne pour sa mère-patrie, et de la Pologne pour le salut des peuples. L'unité d'opinion qui règne dans ce volume est une preuve de plus de l'unité d'âme de l'auteur, puisque dans des époques si diverses, on le retrouve identique à lui-même.

Mon père, qui ne partageait pas les engouements de ceux qui croient qu'une forme de gouvernement substituée à une autre suffit à tout résoudre, s'efforçait de faire comprendre à quelles conditions la liberté était appelée à se fonder en France, comment la République ne pouvait trouver de base solide que dans un grand devoir européen accompli. Mais la seconde république a manqué à sa mission comme plus tard y a manqué le second empire. Et aujourd'hui tous les chefs d'opinion sont à la recherche d'une restauration, les uns voulant revenir à 1848, les autres à 1830, d'autres à 1815, et là est le mal, c'est un des vices du jour, un des dangers du lendemain. L'esprit de la France semble rapetissé à

plaisir par ses meneurs; les problèmes importants dont le sort des masses exige impérieusement la solution sont omis pour le besoin des nécessités des coalitions du moment, et de même la politique extérieure est négligée. Si une semblable tactique réussit à précipiter un changement politique, il est douteux qu'elle produise un mouvement fécond, car jamais une révolution ne donne le lendemain que ce qui a été préparé et mûri la veille.

Certaines gens se croient habiles en incitant la France à fermer les yeux sur l'extérieur et à se replier entièrement sur elle-même; ainsi firent Voltaire et les Encyclopédistes au XVIII^e^ siècle. On laissa se perpétrer, comme un acte presque sans conséquence, le partage de la Pologne. La révolution vint, il est vrai, mais elle trouva dans les trois puissances copartageantes de la Pologne la coalition-née contre elle-même, qui la combattit vingt-cinq ans, qui finit par l'abattre, puis se formula comme sainte-alliance contre la liberté de tous les peuples. De même aujourd'hui, on laisse se consommer l'extermination de la Pologne, son effacement de la carte d'Europe envers et contre le droit naturel, envers et contre le droit écrit, on laisse déposséder les Polonais de leur sol natal, on les

laisse exproprier du foyer paternel, persécuter dans leur culte et jusque dans leur langue; ici le gouvernement se tait; l'opposition non-seulement se tait, mais fait de la paix le premier article de son programme. La révolution viendra, mais elle rencontrera son plus terrible adversaire dans la Russie décuplée de forces, et devenue, sans qu'on y ait songé, le danger commun de l'Europe. Un Russe a appelé son gouvernement « un vampire monstrueux qui ne semble exister que pour guetter les fautes des peuples et des rois. » Au moment où la Pologne allait disparaître, Catherine II créait un ordre qui affilierait à la politique russe tous les violateurs du principe des nationalités. Dans l'espace de cent ans, il n'y a que dix-neuf personnes qui aient été décorées de l'ordre de Saint-George. De ce nombre Bernadotte, Blücher, Wellington, pour l'invasion française et Waterloo, le duc d'Angoulême pour le Trocadero, et le maréchal autrichien Radetzki pour l'écrasement de l'Italie en 1849, et la reine de Naples pour avoir organisé de Gaëte, en 1861, le brigandage napolitain. L'empereur de Russie vient d'accorder cette décoration au roi de Prusse, qui attribue cette distinction à l'avantage qu'il a eu, lui aussi, de fouler le sol français en 1815.

Ainsi la réaction européenne reprend courage, tandis qu'en France, si Napoléon règne, l'orléanisme gouverne.

S'ensuit-il qu'il faille désespérer de l'avenir du monde ? Non. La Providence permettra que les forces de la Russie aillent croissant jusqu'à ce que ce fléau de Dieu ait corrigé les hommes, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'il ait réveillé chez les nations l'énergie suffisante pour briser cet instrument du mal. Mais le bien n'acquerra pas son irrésistible expansion avant qu'il n'ait d'abord triomphé au point de départ même de la future croisade du XIX^e^ siècle. Voilà comment tout ce qui concerne la politique *intérieure* de la France se trouve avoir un immense intérêt *extérieur* pour les peuples slaves.

Un jour les Russes envisageront leur conduite actuelle à l'égard de la Pologne avec le même douloureux étonnement qui frappe leurs historiens quand ils voient leurs ancêtres pleurer la disparition de l'épouvantable tyrannie d'Ivan le Terrible.

Un jour (Dieu veuille en hâter la venue) se réalisera la poétique prédiction de Victor Hugo !

Les jours mauvais fuiront sans qu'on sache leur nombre,
Et les peuples, joyeux et se penchant sur l'ombre,
Diront : Cela n'est plus!

Les temps heureux luiront, non pour la seule France,
Mais pour tous. On verra, dans cette délivrance,
Funeste au seul passé,
Toute l'humanité chanter, de fleurs couverte,
Comme un maître qui rentre en sa maison déserte,
Dont on l'avait chassé.

LADISLAS MICKIEWICZ

Paris, janvier 1840.

FIN.

I

LA POLITIQUE POLONAISE

ARTICLES DU *PÈLERIN POLONAIS*

DU PARTI POLONAIS.

5 avril 1833.

La lutte des opinions éclate, s'organise et se poursuit au milieu de phases analogues à celles qu'offre à son origine et dans ses développements chaque insurrection nationale. Les opinions individuelles obéissent à l'attraction de foyers collectifs vers lesquels elles convergent; elles forment de la sorte des groupes de plus en plus nombreux, occupent des positions, se donnent un mot d'ordre, et arborent un étendard. Si les masses ainsi créées augmentent sans cesse, s'il s'unit toujours davantage de chefs particuliers sous une même bannière, c'est un signe que l'insurrection se propage et se fortifie; et dès qu'un camp est déjà dressé en face de l'ennemi, c'est le présage que les adversaires en viendront prochainement aux mains.

Les partis emploient, en guise de mots d'ordre, les noms de ces personnages qui ont dans les camps un retentissement très-grand, mais essentiellement passager. Néanmoins les appellations, que les partis adoptent et

qui leur servent à exprimer leurs tendances et leur but, restent le véritable drapeau des opinions.

Chaque fois que dans les sociétés de nouveaux intérêts, de nouvelles idées et de nouvelles compétitions se sont trouvés en présence, il a surgi des noms nouveaux. En Grèce, les villes se divisaient en partis démocratique, aristocratique et oligarchique. A Rome, les factions eurent un caractère très-différent de celles de la Grèce, car ce fut la caste patricienne et les plébéiens qui furent aux prises. Dans l'antiquité, les partis se renfermaient dans les limites d'un pays, leur vitalité ne s'étendait guère au-delà d'une génération. Depuis l'avénement du christianisme, les peuples tendirent à l'unité et la sphère des partis s'agrandit considérablement. Déjà les Guelfes et les Gibelins intéressèrent à leur querelle l'Italie entière, l'Allemagne et beaucoup d'autres royaumes de l'Occident; la lutte du protestantisme et de l'Église eut plus de portée encore. Enfin la révolution française rendit tout à coup les partis européens. Les royalistes et les républicains réveillaient des sympathies, les uns dans le cœur des rois, les autres dans le cœur des peuples de l'Europe entière. Nous passons sous silence ces partis restreints et éphémères, qui naissent un jour pour mourir le lendemain et ne méritent pas de fixer notre attention.

Il est digne de remarque que les noms de partis puissants et pleins d'avenir n'ont jamais été inventés par de simples particuliers ou par une coterie. Ils s'élaborent d'une manière invisible, et sont déjà en usage avant que personne n'ait approfondi ce qu'ils signifient et qui ils

doivent désigner. Souvent les masses les créent sur plusieurs points simultanément, comme ces chants populaires et ces bons mots dont il est d'autant plus difficile de découvrir l'auteur qu'ils sont plus universellement répandus.

Nous pressentons tous un choc terrible entre le parti des cabinets et celui du peuple, entre l'ancien régime et les besoins du nouveau : des deux côtés on se rassemble, on se dispose et on se mesure réciproquement. Quels seront donc les étendards qui flotteront, quelles seront les dénominations qu'on acceptera à l'heure du combat? Ces dénominations sont déjà trouvées, elles circulent parmi les populations des diverses contrées. Il n'y aura que deux partis en Europe; le monde appellera l'un moscovite, l'autre polonais.

Qui osera nous accuser de vanité nationale ou du désir de flatter les descendants de nos pères? Est-ce que ces universelles acclamations de joie qui ont salué l'explosion de notre révolution ont été notre ouvrage? Pourquoi, pendant tout le cours de notre lutte, le cœur du peuple a-t-il battu si fort dans toute la chrétienté? Pourquoi les rois mêmes durent-ils simuler la sympathie pour nous? Rappelons-nous comment l'Allemagne accueillait nos soldats. Remarquons les paroles qu'ils inspirent aujourd'hui à la France (non pas au gouvernement français) : « Ménagez notre argent, ont dit les paysans à leurs représentants, mais ne craignez pas la dépense s'il s'agit de faire la guerre pour secourir les Polonais, car la Pologne, c'est encore la France (1). »

(1) Les paysans de la Bresse donnaient cette instruction à leur

Et les gens de la campagne voient plus loin que les sages de la Chambre. Le *Courrier français* a également raison de dire : « La cause polonaise est si grande que M. Dupin n'est pas en état de la concevoir. M. Dupin ne saura jamais ce que c'est qu'un Polonais, car M. Dupin n'a pas d'âme. » Le peuple le saura, car le peuple a une âme.

En Allemagne, les comités polonais étaient de véritables clubs libéraux ; *ami des Polonais* y est synonyme d'*ami de la liberté*. La jeunesse, en offrant un souvenir à un célèbre écrivain, fit graver ces seuls mots sur le don : « A l'ami des Polonais. »

Pourquoi le nom de la Pologne est-il devenu si populaire? Parce qu'il représente non-seulement la revendication de la liberté et de l'égalité, mais encore le sacrifice pour la liberté et l'égalité générales. Cette idée n'est jusqu'à présent attachée au nom d'aucun des partis que l'on connaît. Le titre de démocrate indique un homme qui, dans sa ville ou dans son pays, veut introduire l'égalité politique, et rien de plus. Les cantons démocratiques de la Suisse vivent en bonne intelligence avec les cantons aristocratiques. La démocratie américaine est en parfaite harmonie avec l'empereur Nicolas (1). (La

député : « Oui, doublez les subsides pour la guerre et pour les Polonais, car la Pologne, c'est la France. » (Discours de M. le baron de Laguette-Mornay, député de l'Ain, séance du 30 mars 1833.)
(*Note du traducteur.*)

(1) L'Amérique républicaine est, dans la politique extérieure, amie de l'empire de Russie, comme le fut à l'origine la libérale Angleterre, et pour les mêmes causes. Des exemples récents, notamment lors de la dernière insurrection de 1863, ont confirmé les présentes réflexions. (*Note du traducteur.*)

Pologne ne peut être d'accord avec aucun des anciens cabinets.) Le titre de républicain signifie moins encore. Le républicain est partisan d'un gouvernement sans roi. Mais les républiques ont été très-différentes : aussi faut-il que le républicain ajoute à son titre soit une proclamation, soit une constitution, soit une date. Il doit spécifier s'il est républicain de l'année 1791 ou 1793, etc. Ces éclaircissements et ces chiffres ne plaisent pas aux masses. Le Polonais est naturellement démocrate et républicain, il peut être l'allié des partis qui portent ces titres, mais il ne consent point à s'enrayer là; il exige des démocrates la promesse de combattre pour la liberté générale, comme il a lui-même combattu et combattra encore. La république et la démocratie ne sont que les premiers sacrements préparatoires. Un Polonais qui prend le titre de démocrate ou de républicain, nous produit le même effet qu'un évêque qui éprouverait l'envie de s'intituler diacre.

Ce que nous venons d'énoncer n'est point une vaine théorie : nous démontrerons par un exemple que les peuples comprennent ainsi le titre de Polonais. Chaque fois qu'il y a eu un soulèvement, une émeute, et que le cri de : vive la liberté ! a retenti, si l'on apercevait un démocrate suisse ou un habitant de Saint-Marin ou même un Américain indifférent et ne prenant aucune part à la lutte, leur qualité d'étranger leur était une excuse suffisante, on ne leur reprochait pas leur abstention. Mais dès qu'on découvrait un Polonais, on lui criait : « Polonais, en avant ! » comme s'il allait de soi qu'il fût soldat partout où l'on combat pour la liberté.

Il était pénétré de l'esprit polonais, l'homme qui dans la révolution de 1830 a écrit sur nos étendards : *pour votre liberté et pour la nôtre,* et qui a mis le mot votre avant le mot nôtre, au rebours de toute l'ancienne logique diplomatique.

Il serait trop long d'énumérer les actes qui ont mérité aux Polonais un tel honneur. Notre histoire est à peu près ignorée du reste du monde, mais elle s'est identifiée avec l'âme des Polonais, elle a créé les légions et inspiré notre révolution dernière. Les légions et la révolution ont pratiquement montré aux peuples la tendance du parti polonais, et le peuple est doué d'un étonnant instinct qui lui est un guide plus sûr que tous les raisonnements.

Les cabinets, d'autre part, s'appuient sur Nicolas, il est la tête visible de leur Eglise ; c'est pourquoi les peuples traitent de Moscovites tous nos ennemis, tous les ennemis de la liberté. Laissons-leur ce titre, quoiqu'il eût été plus exact de les baptiser du nom de tzariens. Il ne suffit pas de qualifier de despotisme le système des gouvernements actuels, car le despotisme est vieux, or le tzarisme est un système nouveau et original. Le despotisme se bornait à opprimer ses sujets et demeurait fréquemment en paix avec ses voisins républicains ; le tzarisme s'allie à la propagande, sa nature le pousse à conquérir et à s'étendre. Le despotisme a été parfois une obscurité purement passive, un manque de lumière ; le tzarisme est une obscurité active, un véritable démon politique. Et le peuple le devinera. Voyez les enfants : toutes les fois que, dans la rue, ils jouent à la guerre, ils

se partagent aussitôt en Polonais et en Russes. La vérité cachée aux savants se manifeste souvent aux enfants. Mais si le titre de Polonais a une si grande signification, de grands et pénibles devoirs lui incombent.

CONSTITUTION INSURRECTIONNELLE.

5 avril 1833.

La Société Lithuanienne et des terres russiennes (1) a célébré le 25 mars, en séance solennelle, l'anniversaire de l'insurrection de la Lithuanie, de la Wolhynie, de la Podolie et de l'Ukraine. La séance a été ouverte par le général Lafayette. Un des orateurs de la soirée, M. Julien, auquel nous sommes redevables d'une vie de Kosciuszko, d'articles ainsi que de discours en faveur de la Pologne, est notre ami de vieille date. Il est néanmoins regrettable qu'il envisage toujours notre cause d'un point de vue étranger, français. Il avance que notre nation a été

(1) Les réfugiés lithuaniens et ceux de la Wolhynie, de la Podolie, de l'Ukraine, etc., sur la proposition de César Plater, fondèrent, à Paris, le 10 décembre 1831, la *Société lithuanienne et des terres russiennes*, dont les statuts, sanctionnés le 10 mars 1832, sont précédés d'un exposé où on lit : « Le but de la Société est 1° la réunion des matériaux et des documents relatifs à l'insurrection de la Lithuanie et des terres russiennes, pour en rédiger une relation complète; 2° la description historique et statistique de ce pays; 3° la défense de l'unité nationale de ces contrées. »

(*Note du traducteur.*)

martyre du principe constitutionnel. De quel principe, de quelle constitution s'agit-il ici? Cette proposition a surtout étonné les Lithuaniens, qui n'avaient aucune constitution octroyée et n'attachaient aucun prix à la Constitution du Congrès (1); ils n'en ont été que plus surpris de voir que quelques-uns de leurs compatriotes paraissaient partager l'opinion de M. Julien.

Les anciennes constitutions polonaises ont laissé, il est vrai, en Lithuanie, en Podolie et en Ukraine, des traditions singulièrement vivaces; il est resté des souvenirs de la constitution du 3 mai, qui, comme des graines enfouies dans le cœur des générations, s'y développent et y mûrissent depuis trois quarts de siècle, mais dont le fruit sera certainement sans la moindre analogie avec les chartes et les statuts que nous connaissons. N'appelons pas constitutionnel notre avenir, de peur qu'on ne se le figure modelé sur l'état actuel de la France et de l'Angleterre. Les gouvernements ont déjà tant péché au nom de la constitution, que cette expression est tombée dans le mépris et qu'il est difficile de réconcilier les peuples avec elle. Remarquons seulement comment le gouvernement constitutionnel d'Angleterre s'est conduit à notre égard et quels ont été vis à vis de nous les procédés du roi constitutionnel et de la chambre constitutionnelle de France.

Si lors de l'insurrection de la Lithuanie et des terres russiennes, il y a eu une constitution, elle a été fort ori-

(1) C'est-à-dire à la constitution qui fut octroyée à la suite du congrès de Vienne par l'empereur Alexandre Ier à la date du 1er juin 1815. (*Note du traducteur.*)

ginale, essentiellement différente de toutes celles promulguées jusqu'à ce jour. Citons quelques articles de cette constitution insurrectionnelle. Nous les avons lus non dans les chartes et dans les livres, mais là où il faudrait chercher toutes les lois qui régiront l'avenir, c'est-à-dire dans les cœurs des peuples, dans les besoins de l'époque.

Voici ces articles :

Art. 1er. Le Russe au service de Nicolas est à poursuivre aussi loin que possible, à saisir et à tuer.

Art. 2. Entre les insurgés et Nicolas, aucune négociation, pacte, convention, armistice, correspondance, etc., ne peuvent être tolérés.

Art. 3. Chaque espion, chaque employé russe qui a persécuté les Polonais, chaque Polonais convaincu de favoriser la Russie doit être arrêté, jugé, exécuté.

Art. 4. Le pouvoir révolutionnaire appartient à celui qui le prend. Il est plus ou moins étendu, selon le nombre d'insurgés qui le reconnaissent, les talents et le bonheur du chef. Ce pouvoir dure tout le temps qu'on lui obéit.

Art. 5. Ce pouvoir, dès qu'il entre dans une ville ou un bourg, est législatif; il devient judiciaire lorsqu'un coupable tombe entre ses mains, et, s'il se compose d'un petit nombre d'insurgés, il exécute lui-même ses sentences.

Art. 6. Les impôts consistent en dons volontaires. Le pouvoir s'empare en outre de tout ce dont on a besoin en temps de guerre, etc., etc.

C'est là presque toute la constitution insurrectionnelle. Elle ne plaît probablement pas aux savants législateurs. Elle est sans ordre; on y a confondu les lois cardinales, criminelles et financières. Mais ce n'est pas notre faute, nous ne l'avons pas inventée, elle n'a passé par les discussions d'aucune assemblée, elle n'a même été écrite nulle part, car les lois ne sont couchées sur le papier que quand elles commencent à fuir du cœur et de la mémoire. Il en est d'elles comme des comptes que nous n'écrivons que lorsque nous craignons de les oublier. Et pourtant nous en appelons à tous les insurgés, n'était-ce pas là leur constitution et n'était-elle pas uniformément comprise et appliquée? Ne la nommait-on pas constitution?

Quelques articles méritent d'être profondément méditées et sont riches en applications pour l'avenir; l'article 2, par exemple, était rigoureusement observé. Dans les fastes de l'insurrection, il n'y a pas d'exemple de convention ou de correspondance avec l'ennemi. Pourquoi tous les chefs de l'armée régulière ne se sont-ils pas pénétrés de l'esprit de cet article? Pourquoi quelques-uns d'entre eux, tels que des amants romanesques, avaient-ils sans cesse des secrets à dire aux généraux russes et des billets à leur écrire? Qu'ils ne s'étonnent pas que l'opinion publique les accuse aujourd'hui à tort ou à raison d'intelligences secrètes avec les Russes, car le peuple, par toute la Pologne, sentait d'instinct l'impossibilité d'un accord entre la révolution et le tzar. En vain les doctrinaires nous répètent qu'à chaque guerre succède la paix, et que ce n'était pas péché, pendant la

guerre de Pologne, de penser à la paix. La nation refusait constamment de leur prêter l'oreille, car elle prévoyait que, si la paix survenait jamais, ce serait à des conditions et dans des circonstances qu'il ne serait pas donné de voir à la génération actuelle. Elle avait donc raison d'exiger une guerre à outrance. On peut prédire aux futurs chefs révolutionnaires que quiconque d'eux adressera une parole à l'ennemi sera toujours accusé de trahison. Il doit s'y préparer.

Au plus fort de l'action de la Révolution française, la Convention défendit, sous peine de mort, à ses généraux de recevoir de députation de l'ennemi, d'arrêter avec lui des conventions même pour l'échange des captifs, et elle condamna à mort tous les prisonniers de guerre. Les historiens ont raison de dire que la première heure où un général français a reçu un parlementaire des armées ennemies fut l'heure du déclin de la Révolution.

Quels étaient les autres articles de la constitution insurrectionnelle? Nous l'ignorons, ils sont restés dans les gibernes des Posietyniec et dans les havres-sacs des chasseurs de Bialowiez (1). Nous connaîtrons la suite de la constitution quand ces gibernes et ces havres-sacs seront reportés des cabanes et des bois sur les champs de bataille.

(1) Soldats et volontaires auxquels en 1831 on prêta un moment quelque chose du caractère attribué par exemple aux hussards de la mort sous la Révolution française. (*Note du traducteur.*)

DU FUTUR GRAND HOMME

OU

SUPPLÉMENT A L'ARTICLE SUR LA CONSTITUTION INSURRECTIONNELLE.

22 juin 1833.

Une plainte nationale, sans cesse et universellement renouvelée dans le cours de notre révolution, c'est qu'un homme qui devinât la volonté des masses et qui comblât leur attente nous ait fait défaut jusqu'à la fin. La Pologne appelait un tel homme, elle le cherche encore et le pressent dans l'avenir. Ce futur grand homme, ce messie national espéré, d'où viendra-t-il? A quel signe le reconnaîtra-t-on? C'est sur quoi on n'est pas d'accord : nos compatriotes se le figurent sous différentes formes, avec différentes attributions. Naturellement il apparaît à tous le glaive en main, mais les uns y ajoutent une guillotine, les autres un arbre généalogique, d'autres enfin un rouleau de protocoles. Pénétré du sentiment de cette attente nationale, J. U. Niemce-

wicz a foi que quelque nouveau Pisistrate, Cromwell, César ou Napoléon, nous sauvera.

Mais l'histoire des nations ne se répète pas ; à chacune de ses projections, elle laisse loin derrière elle les vieilles méthodes et les vieux procédés. Les personnages célèbres dont nous venons de citer les noms ont eu chacun leur originalité et ne se sont nullement copiés les uns les autres. Nous ne saurions trop insister près de ceux de nos compatriotes qui se destinent à être dictateurs ou généraux en chef, sur la nécessité de se garder de toute imitation et de ne puiser des règles de leur conduite ni dans Machiavel, ni dans les *Commentaires de César*, ni dans la Révolution française ou dans Napoléon. Ce qu'on peut prédire, sans crainte d'être démenti par les événements, c'est que notre grand capitaine futur ne ressemblera à aucune des illustrations du passé.

S'il nous est permis de pousser plus loin nos suppositions, nous augurons de l'esprit polonais qu'aucune espèce de Pisistrate ou de Cromwell ne s'établira sur notre sol. Il y a dans la nation polonaise un sentiment puissant, profond, universel, de noblesse, d'honnêteté, de sincérité. Jamais un intrigant ni un fourbe ne deviendra populaire en Pologne. En Europe, l'opinion publique se prononce de plus en plus dans ce sens. Un seul nom, celui de Washington, y a acquis, sans la moindre opposition, d'unanimes suffrages et le respect général. Napoléon lui-même répétait souvent que, si c'était en son pouvoir, il serait heureux d'être Washington. Chez nous, un nom, celui de Kosciuszko, a eu et a encore un tel prestige. Il semble que la première con-

dition à réaliser pour être notre futur grand homme soit de posséder cette noblesse de caractère, cette cordialité, cette bonté d'âme, qui ont mérité à Kosciuszko et à Washington l'amour de leurs contemporains et la vénération de la postérité. Ce n'est qu'implantés sur ce terrain que, dans l'état actuel de l'atmosphère nationale, de vastes talents militaires et politiques peuvent parvenir à leur maturité.

Notre foi dans l'esprit national est si entière, notre confiance dans le cœur du peuple polonais si absolue que, loin de redouter aucun pouvoir *de facto*, pourvu qu'il ne nous soit pas imposé par les théoriciens étrangers, nous l'attendons, nous promettons de lui obéir; et par ces motifs nous lui reconnaissons, dans l'article du *Pèlerin* sur la constitution insurrectionnelle, les attributions les plus étendues, en dépit de toutes les constitutions, car à quelle constitution avons-nous à recourir? Nous en appelons plutôt à la conviction morale que, chez nous, une main impuissante ou indigne ne saisira pas le pouvoir; et si elle l'a eu quelquefois, ce fut non de par la volonté des masses nationales, non *de facto*, mais en vertu d'articles et de dispositifs de constitutions qui nous avaient été imposées. On a reproché au *Pèlerin* de justifier, en conférant à l'autorité nationale tous droits sur la vie et la fortune des citoyens, le meurtre et le pillage. Nous possédons un témoignage irrécusable dans l'histoire de l'insurrection des provinces; on n'y observa aucune procédure régulière, et pourtant personne n'a accusé de meurtres les chefs de l'insurrection, ni ne leur a reproché de pil-

lages (1). Au contraire, les chefs refusaient fréquemment d'accepter des sommes importantes que les citoyens leur offraient; car, si l'esprit national assurait l'obéissance, il mettait des bornes au pouvoir; cet esprit, avec le temps, se serait manifesté dans des décrets, dont nous ne pouvons prévoir ni le fond ni la forme.

(1) Nous citerons à l'appui de ce que dit l'auteur le témoignage d'un des principaux acteurs de notre révolution de 1830 :

« Je reçus 587 roubles en argent de dons gratuits de citoyens.... L'avant-garde prit une voiture escortée par des soldats. Elle était remplie de pains de munition, et en la fouillant, on trouva au fond 50,000 florins de Pologne. Je les déclarai de bonne prise. Janowicz ramena vingt-neuf voitures de marchandises russes, vin, rhum, café, thé, sucre. Je ne me permis pas d'y toucher. Agissant en représailles pour tant de propriétés privées que l'empereur de Russie, étant aidé en ceci de la Prusse, avait arrêtées dans toutes les banques, j'aurais certes pu prendre toutes ces marchandises. On voulut m'y engager en disant qu'on ne faisait pas la guerre à l'eau de rose, mais je tins bon. Nous étions pourvus de tout, c'est-à-dire de ce que le soldat peut demander; la viande, l'eau-de-vie et le biscuit ne nous manquaient jamais; en outre, j'avais alors de l'argent et j'étais au-dessus du besoin ; je trouvais donc injuste de faire du tort à des gens pour leur prendre ce dont nous pouvions nous passer... J'ai déposé mes comptes à la commission de la guerre et l'argent (39,650 fl.) à la banque de Pologne, étant déjà en Prusse, au moment même où j'empruntais 35 ducats pour avoir de quoi faire la route de Cracovie. Je ne le dis pas pour me vanter, mais je dois le dire comme Polonais : partout nous avons agi de même. Après notre chute, tous les fonds furent rendus au trésor. » (Voir l'admirable *Mémoire sur la campagne de Lithuanie*, par le général Henri Dembinski, Strasbourg, 1832.) (*Note du traducteur.*)

LA GRANDE SEMAINE.

12 avril 1833.

Certainement, pendant la grande semaine (1), le regret de la patrie a, plus haut que jamais, parlé au cœur des pèlerins. Chacun s'est rappelé les stations aux tombeaux, la célébration nocturne de la résurrection, et les mutuelles visites entre connaissances à la ville, entre voisins à la campagne. La Pâque en Pologne est un grand banquet national. Tous festoient à la même heure, les riches devant leurs tables somptueuses, les paysans dans leurs cabanes, et même les prisonniers (2) dans leurs cachots. Le son des cloches et les décharges des canons résurrectionnels ne réveillent-ils pas mille souvenirs nationaux ?

En Lithuanie et dans les terres russiennes, sur toute

(1) C'est le nom sous lequel, en Pologne, on désigne la semaine sainte. (*Note du traducteur.*)

(2) C'est une coutume, dans beaucoup d'endroits de notre pays, que les maîtres de maisons portent dans des paniers la Pâque aux prisonniers. (*Note de l'auteur.*)

cette vaste étendue de pays, désarmés et surveillés, nos uniques arsenaux étaient les églises qui avaient chacune quelques cloches et quelques mortiers à *vivat*. Il semble que nos ancêtres, pleins de foi, voyant arracher toute arme à leurs enfants, aient caché pour un cas imprévu un peu de bronze dans les clochers et les sacristies. Il est vrai que les très-civilisés industriels, en revenant de l'étranger, maugréaient souvent contre cette sonnerie bruyante ; nous les avons plus d'une fois entendus conseiller de couler avec ce bronze inutile des chaudières de distillerie ; mais ils n'osaient monter à l'assaut des clochers d'église par respect pour ce qu'ils appelaient les préjugés populaires; les cloches subsistèrent, et nous nous en sommes bien trouvés. Chaque fois que le signal de l'insurrection se faisait entendre dans une paroisse, les cloches abandonnaient les clochers, et, laissant l'église muette et en deuil, se rangeaient dans nos arsenaux, d'où, coulées en canons, elles descendaient dans la plaine, appelant le peuple, non plus comme jadis à l'autel du sacrifice de la messe, mais sur le champ de bataille, à l'autel du sacrifice national.

Dans le royaume du Congrès (1), quoique plus riche en matériaux de guerre, l'on dut pourtant recourir aux

(1) Imaginé par le congrès de Vienne, formé en partie par le duché de Varsovie, décoré par ironie du titre de royaume, qui n'était dans la pensée de la Russie, qu'un moyen de reprendre le reste de la Pologne à ses co-partageants, le royaume était moins exténué en 1830 que les provinces-sœurs, à cause du bienfait de quelques années d'indépendance et de l'existence d'une armée organisée par Napoléon Ier, et que l'empereur de Russie cherchait à s comme esprit, mais qu'il n'avait pu ni détruire ni séduire. (*Note du traducteur.*)

cloches. Par malheur, on agissait avec les cloches, venues du fond des provinces jusque dans les fonderies de la capitale, de la même manière dont le dictateur procédait avec les émissaires lithuaniens et poznaniens. Les Samogitiens, dans la misérable petite ville de Wornie, établirent une fabrique plus active de canons; l'ennemi interrompit trop tôt le travail. Dans l'insurrection, nous ne profitâmes pas des chaudières de distillerie. Seul, le bronze consacré à la gloire du Très-Haut servit ce qu'il y a de plus haut sur la terre, — la Patrie.

Il est digne de remarque que, nulle part dans la chrétienté, on n'a célébré la grande semaine avec autant de solennité qu'en Pologne. Notre nation semble avoir le pressentiment que cette fête des tourments, de la mort et de la résurrection, sera un jour la célébration symbolique de la renaissance polonaise. Nos ancêtres étaient heureux quand il leur était donné de livrer bataille dans la grande semaine; ils en auguraient une victoire certaine. Beaucoup d'importants souvenirs historiques se rattachent à cette époque : l'insurrection de Varsovie du temps de Kosciuszko, l'insurrection de Jasinski en Lithuanie, enfin la victoire de Wawer et Demb. Nous avons déjà, dans notre calendrier national, des saints pour la grande semaine; nous en aurons aussi pour le jour de la résurrection.

LA CONSTITUTION DU 3 MAI (1).

8 mai 1833.

La Pologne, une fois encore, se dressera devant le tribunal de ce monde; seulement pour comparaître derechef à sa barre, elle a besoin d'avoir entendu l'appel de quelque tempête politique universelle. Alors cet immense ébranlement enfantera et réalisera des aspirations jusqu'ici inconnues; les hommes doués du génie politique, du génie de l'action, sauront comprendre les besoins nouveaux et les satisfaire par la création de ressources nouvelles qui aujourd'hui échappent aux regards ou sont déclarées impraticables. C'est en vain qu'on chercherait cette solution dans les constitutions contempo-

(1) C'est le 3 mai 1791 que la Pologne se donna une constitution qui réformait les abus dont elle avait tant souffert. Aussitôt la Russie comprit que, si elle laissait cette magnifique transformation s'accomplir, la Pologne était sauvée. Après deux batailles, la pusillanimité du roi Stanislas-Auguste donna gain de cause aux Russes. La constitution fut renversée. Kosciuszko releva bientôt le drapeau national; il succomba sous le nombre en ouvrant pour les Polonais l'ère des revendications armées de leurs lois et de leur indépendance. *Note du traducteur.*)

raines et dans les lois écrites, car elles sont l'histoire du passé et peuvent servir de point de départ et non pas de règles aux hommes en marche vers l'avenir. C'est pourquoi, quelque faciles qu'elles soient, toutes les discussions sur les lois écrites sont inutiles aux Polonais, et surtout aux pèlerins polonais, arrachés du sein de leur patrie, puisque justement la première condition d'une action politique est de scruter sans cesse le cœur et les pensées des masses nationales.

Cependant il existe un acte du passé, une loi écrite qu'il nous faut approfondir, dont il nous faut saisir l'esprit, parce que cette loi n'est pas sortie simplement d'un docte cerveau ni n'est tombée des lèvres de quelques rhéteurs politiques; elle a été tirée du cœur d'une grande collectivité, elle n'est pas uniquement un papier noirci d'encre, les générations s'en transmettent pieusement le souvenir et souhaitent sa remise en vigueur; c'est donc une loi vivante, qui a ses racines dans le passé, mais qui possède des germes destinés à se développer dans l'avenir. Nous voulons parler de la Constitution du 3 mai.

N'est-ce pas un phénomène surprenant et digne d'être médité que l'Europe ait vu, depuis l'année 1791, tant de constitutions longuement discutées, très-savantes, extrêmement admirées, aboutir au plus profond oubli ? La France en a dévoré une quinzaine. Les Italiens, les Allemands, les Espagnols, les Napolitains, après leur avoir prodigué leurs serments, les couvraient d'anathèmes, et s'ils les citent aujourd'hui, c'est pour s'en moquer et les vouer au mépris. Seule, la Constitu-

tion du 3 mai a été entourée de la vénération de la nation entière ; malgré le long esclavage que nous subissons, toutes les provinces de l'ancienne Pologne, depuis les Carpathes jusqu'à la Dzwina, célèbrent secrètement le jour de sa promulgation, dans les maisons, dans les églises, dans les réunions de la jeunesse. Cela ne provient pas uniquement du respect pour les morts ni de ce que la constitution du 3 mai ait été étouffée aussitôt après sa naissance, puisqu'il y a eu beaucoup de défunts de cette espèce et qu'aucun d'eux n'a eu ni semblables funérailles ni services commémoratifs perpétuellement renouvelés.

Il y a deux éléments, deux esprits dans la constitution du 3 mai. L'un étranger, français, est venu de Paris. C'est lui qui, lors de la Diète de quatre ans, absorbait les séances en débats intarissables sur les lois cardinales, sur la division des pouvoirs, sur les titres, sur la durée de la constitution, sur sa révision future, se complaisant, en un mot, dans ce verbiage creux dont profitaient si bien les partisans de la Russie et que maudissaient tant les simples députés des provinces. Cet esprit exigeait forcément la répétition des scènes qui se passaient à Paris, il imaginait d'accompagner de pompes théâtrales et d'un énorme fracas la promulgation de réformes qu'il eût été aisé d'introduire en ne se départissant aucunement des pratiques anciennes. Cet esprit enfin, en tournant en dérision les usages polonais, le costume national, en s'attaquant à la foi de nos ancêtres, effrayait bon nombre d'honnêtes députés mis dans l'alative d'avoir à se prononcer entre le parti moscovite,

d'une part, et, de l'autre, des patriotes en frac, en perruque, qui, Rousseau et Montesquieu à la main, plaisantaient de leurs têtes rasées, de leurs coutumes, de leur langage : ce qui engendra un découragement irrémédiable des plus funestes à notre cause.

Mais il y a, dans la Constitution du 3 mai, un autre élément qui a survécu aux perruques, aux théories de Rousseau, au doctrinarisme d'alors et même au doctrinarisme contemporain. Issu de nos saintes traditions, adapté aux besoins qui se révélaient à cette époque, inspiré des désirs de l'universalité des citoyens, cet élément national ne s'est point laissé absorber par une captivité presque séculaire. C'est ce qui a fait dire avec raison cette belle parole, que la constitution du 3 mai est le testament politique de l'ancienne Pologne.

Quels étaient en ce temps-là les vœux de la Pologne? C'était de mettre fin à la propagation du désordre dans les rangs d'une noblesse que la corruption gagnait de plus en plus; et le pays pensait y réussir en renforçant le pouvoir central et en étendant l'égalité des droits à toutes les classes de la nation. C'était en outre de reconquérir l'indépendance et la position que notre République avait perdues en Europe; et il n'y avait point de meilleur acheminement vers ce résultat, que de jeter sur le sol de la patrie les fondements d'une liberté mortelle aux despotes, ennemis de la Pologne.

Pendant la dernière révolution que Varsovie a commencée avec l'aide de plusieurs wojewodies(1), pourquoi

(1) La Pologne était divisée en wojewodies ou palatinats, comme la France l'est en départements. (*Note du traducteur.*)

tion du 3 mai a été entourée de la vénération de la nation entière ; malgré le long esclavage que nous subissons, toutes les provinces de l'ancienne Pologne, depuis les Carpathes jusqu'à la Dzwina, célèbrent secrètement le jour de sa promulgation, dans les maisons, dans les églises, dans les réunions de la jeunesse. Cela ne provient pas uniquement du respect pour les morts ni de ce que la constitution du 3 mai ait été étouffée aussitôt après sa naissance, puisqu'il y a eu beaucoup de défunts de cette espèce et qu'aucun d'eux n'a eu ni semblables funérailles ni services commémoratifs perpétuellement renouvelés.

Il y a deux éléments, deux esprits dans la constitution du 3 mai. L'un étranger, français, est venu de Paris. C'est lui qui, lors de la Diète de quatre ans, absorbait les séances en débats intarissables sur les lois cardinales, sur la division des pouvoirs, sur les titres, sur la durée de la constitution, sur sa révision future, se complaisant, en un mot, dans ce verbiage creux dont profitaient si bien les partisans de la Russie et que maudissaient tant les simples députés des provinces. Cet esprit exigeait forcément la répétition des scènes qui se passaient à Paris, il imaginait d'accompagner de pompes théâtrales et d'un énorme fracas la promulgation de réformes qu'il eût été aisé d'introduire en ne se départissant aucunement des pratiques anciennes. Cet esprit enfin, en tournant en dérision les usages polonais, le costume national, en s'attaquant à la foi de nos ancêtres, effrayait bon nombre d'honnêtes députés mis dans l'alternative d'avoir à se prononcer entre le parti moscovite,

d'une part, et, de l'autre, des patriotes en frac, en perruque, qui, Rousseau et Montesquieu à la main, plaisantaient de leurs têtes rasées, de leurs coutumes, de leur langage : ce qui engendra un découragement irrémédiable des plus funestes à notre cause.

Mais il y a, dans la Constitution du 3 mai, un autre élément qui a survécu aux perruques, aux théories de Rousseau, au doctrinarisme d'alors et même au doctrinarisme contemporain. Issu de nos saintes traditions, adapté aux besoins qui se révélaient à cette époque, inspiré des désirs de l'universalité des citoyens, cet élément national ne s'est point laissé absorber par une captivité presque séculaire. C'est ce qui a fait dire avec raison cette belle parole, que la constitution du 3 mai est le testament politique de l'ancienne Pologne.

Quels étaient en ce temps-là les vœux de la Pologne? C'était de mettre fin à la propagation du désordre dans les rangs d'une noblesse que la corruption gagnait de plus en plus; et le pays pensait y réussir en renforçant le pouvoir central et en étendant l'égalité des droits à toutes les classes de la nation. C'était en outre de reconquérir l'indépendance et la position que notre République avait perdues en Europe; et il n'y avait point de meilleur acheminement vers ce résultat, que de jeter sur le sol de la patrie les fondements d'une liberté mortelle aux despotes, ennemis de la Pologne.

Pendant la dernière révolution que Varsovie a commencée avec l'aide de plusieurs wojewodies(1), pourquoi

(1) La Pologne était divisée en wojewodies ou palatinats, comme la France l'est en départements. (*Note du traducteur.*)

Pologne est une réclamation plus éloquente en faveur de la sainteté des traités que de verbeuses proclamations.

Dès que les événements appelleront la Pologne à l'action, alors que l'homme, heureux entre tous, à qui la Providence permettra d'influer sur les destinées de sa nation, veuille bien réexaminer la Constitution du 3 mai. Peut-être y déchiffrera-t-il des vérités restées pour nous lettres closes : nous, nous y lisons plusieurs vœux cardinaux de notre peuple qui sont encore à réaliser.

Le premier vœu est la guerre contre tous les oppresseurs de la Pologne, car la Constitution ne garantit nulle part les anciennes usurpations, au contraire, son plan entier les nie, tandis que la pseudo-constitution d'Alexandre s'appuie justement sur le partage de la Pologne.

Le second vœu est la propagande de la liberté au dehors, qui, s'il n'est pas exprimé dans le langage actuel de la politique, perce dans l'esprit de la Constitution. Un de ses articles, qui dit que quiconque met le pied sur le sol polonais est libre, plonge plus avant dans l'avenir que toutes les constitutions européennes.

Le troisième vœu de la nation est l'extension de la liberté à toutes les classes : nous comprenons ici par la liberté, la plénitude des droits du citoyen.

Enfin la Constitution du 3 mai donnait de grandes latitudes au pouvoir. Celui qui saura deviner la volonté des masses recevra de la nation polonaise une autorité d'autant plus vaste qu'il agira avec plus d'énergie, et qu'il réussira mieux à incarner la pensée du peuple polonais, à étendre la liberté.

CE QUE SERA L'IMPOT DANS L'AVENIR.

16 juin 1833.

Les économistes ont beaucoup disserté sur l'impôt ; les uns en ont fait porter tout le poids sur les propriétaires fonciers, et les autres sur les capitaux mobiliers ou immobiliers, d'autres encore ont voulu extraire le dernier sou de la poche des ouvriers. Ils n'ont néanmoins rien inventé de nouveau, seulement ils ont cherché des doctrines et trouvé des formules propres à élever à la hauteur d'un système les façons d'agir des divers gouvernements, car chaque classe qui s'est glissée au pouvoir a aussitôt essayé de jouir seule et d'opprimer les classes inférieures. Les propriétaires fonciers forçaient jadis partout et même aujourd'hui forcent dans quelques pays le peuple à supporter la totalité des dépenses. Du temps de Robespierre, quand les sans-culottes avaient la hache en main, ils proclamèrent que, occupés de la chose publique, ils n'entendaient pas travailler, mais exigeaient qu'on les entretint des deniers de

l'État, lesquels ne tardèrent pas à s'épuiser, parce que chacun prenait et que personne ne consentait à donner. Enfin les boutiquiers, qui sont maintenant tout-puissants, s'ingénient à soutirer aux propriétaires et au peuple jusqu'à leur dernière pièce de monnaie. Les économistes, en mettant leur science au service des gouvernements, ont préconisé d'étranges procédés. On a envoyé des fonctionnaires mesurer le sol et en calculer le revenu, on a saisi les capitaux au passage au moyen d'actes notariés et de papiers timbrés; la main du gouvernement, toujours ouverte, a plongé dans la poche de l'ouvrier et de l'artisan, lui enlevant une portion de ses aliments quotidiens. On a grevé d'un impôt la lumière, la chaleur et même l'esprit des journalistes ; il est toutefois étonnant qu'on n'ait point jusqu'à présent soumis à un tarif les larmes et les soupirs; les économistes russes auront sans doute des imaginations de ce genre afin d'enrichir Nicolas (1). Est-ce qu'en Prusse, on n'a point déjà taxé les injures au roi? La conséquence d'une pratique et d'une théorie pareille a été la nécessité reconnue d'une lutte incessante entre le gouvernement et le peuple, entre celui qui perçoit et celui qui paie; de la sorte on a d'un côté espionnage et violence, de l'autre résistance ou tromperie. Et, c'est là ce qui s'appelle la civilisation! On ne peut ouïr sans dégoût le détail des ruses qu'en France les propriétaires

(1) Les économistes russes ont pleinement justifié ces prévisions de l'aut . Mais c'est au règne d'Alexandre II que fut réservée l'ignominie d ndes énormes infligées, pendant et après l'insurrection la , aux familles qui osaient *porter le deuil* d'un père, d'un ou d'un mari. (*Note du traducteur.*)

et les contribuables emploient pour frauder le trésor, comme leur ennemi, et pourtant c'est le trésor national.

Les peuples ne sont point fauteurs de cette lutte intestine dans les Etats, elle ne provient pas davantage de leur avidité ni de leur égoïsme, quoique avec le temps elle développe en eux ces vices détestables. Elle découle des longs et continuels abus des gouvernements qui, en gaspillant l'épargne nationale à l'insu ou contre la volonté de la nation, ont éveillé cette constante opposition des contribuables. Et pourtant les peuples, en sus des impôts obligatoires, se sont bien des fois imposé et s'imposent encore à eux-mêmes des impôts volontaires. Au moyen âge les croisades, qui furent la plus grandiose, la plus coûteuse des guerres et la plus fertile en résultats, se poursuivirent grâce à des offrandes spontanées. Personne ne réussirait à prélever en Europe des sommes aussi considérables que celles qu'on jetait alors de plein gré dans la caisse des chevaliers. Il est vrai que, depuis les croisades, on ne vit presque nulle part en Occident de collectes volontaires et nationales. C'est qu'aussi les gouvernements n'entreprirent plus jamais aucune guerre dans l'esprit et conformément au désir des masses. En quoi la guerre de la succession d'Espagne pouvait-elle intéresser les Français? Les Allemands pouvaient-ils prendre cœur aux guerres de Frédéric le Grand, qui tombent justement dans une période d'avilissement général, puisque la société rebroussa vers le cannibalisme à l'époque où il fut loisible à un brigand, pour s'approprier quelques districts, d'exercer pendant sept

l'Etat, lesquels ne tardèrent pas à s'épuiser, parce que chacun prenait et que personne ne consentait à donner. Enfin les boutiquiers, qui sont maintenant tout-puissants, s'ingénient à soutirer aux propriétaires et au peuple jusqu'à leur dernière pièce de monnaie. Les économistes, en mettant leur science au service des gouvernements, ont préconisé d'étranges procédés. On a envoyé des fonctionnaires mesurer le sol et en calculer le revenu, on a saisi les capitaux au passage au moyen d'actes notariés et de papiers timbrés; la main du gouvernement, toujours ouverte, a plongé dans la poche de l'ouvrier et de l'artisan, lui enlevant une portion de ses aliments quotidiens. On a grevé d'un impôt la lumière, la chaleur et même l'esprit des journalistes ; il est toutefois étonnant qu'on n'ait point jusqu'à présent soumis à un tarif les larmes et les soupirs; les économistes russes auront sans doute des imaginations de ce genre afin d'enrichir Nicolas (1). Est-ce qu'en Prusse, on n'a point déjà taxé les injures au roi? La conséquence d'une pratique et d'une théorie pareille a été la nécessité reconnue d'une lutte incessante entre le gouvernement et le peuple, entre celui qui perçoit et celui qui paie; de la sorte on a d'un côté espionnage et violence, de l'autre résistance ou tromperie. Et, c'est là ce qui s'appelle la civilisation! On ne peut ouïr sans dégoût le détail des ruses qu'en France les propriétaires

(1) Les économistes russes ont pleinement justifié ces prévisions de l'auteur. Mais c'est au règne d'Alexandre II que fut réservée l'ignominie d'amendes énormes infligées, pendant et après l'insurrection de 1863, aux familles qui osaient *porter le deuil* d'un père, d'un frère ou d'un mari. (*Note du traducteur.*)

et les contribuables emploient pour frauder le trésor, comme leur ennemi, et pourtant c'est le trésor national.

Les peuples ne sont point fauteurs de cette lutte intestine dans les Etats, elle ne provient pas davantage de leur avidité ni de leur égoïsme, quoique avec le temps elle développe en eux ces vices détestables. Elle découle des longs et continuels abus des gouvernements qui, en gaspillant l'épargne nationale à l'insu ou contre la volonté de la nation, ont éveillé cette constante opposition des contribuables. Et pourtant les peuples, en sus des impôts obligatoires, se sont bien des fois imposé et s'imposent encore à eux-mêmes des impôts volontaires. Au moyen âge les croisades, qui furent la plus grandiose, la plus coûteuse des guerres et la plus fertile en résultats, se poursuivirent grâce à des offrandes spontanées. Personne ne réussirait à prélever en Europe des sommes aussi considérables que celles qu'on jetait alors de plein gré dans la caisse des chevaliers. Il est vrai que, depuis les croisades, on ne vit presque nulle part en Occident de collectes volontaires et nationales. C'est qu'aussi les gouvernements n'entreprirent plus jamais aucune guerre dans l'esprit et conformément au désir des masses. En quoi la guerre de la succession d'Espagne pouvait-elle intéresser les Français? Les Allemands pouvaient-ils prendre cœur aux guerres de Frédéric le Grand, qui tombent justement dans une période d'avilissement général, puisque la société rebroussa vers le cannibalisme à l'époque où il fut loisible à un brigand, pour s'approprier quelques districts, d'exercer pendant sept

ans ses ravages en Europe, en recueillant de la bouche de certains philosophes des applaudissements pareils à ceux que, dans les jeux du cirque, on décernait au gladiateur habile! Y avait-il là prétexte à réclamer de la multitude des sacrifices volontaires?

Au contraire, dès qu'on engagea une guerre au nom de sentiments généreux, nationaux, européens, les peuples se taxèrent avec empressement. On recueillit des millions pour les Grecs, malgré le mauvais vouloir et les entraves des cabinets; et qui contribua? le plus souvent les pauvres! Les secours ne firent défaut ni aux Napolitains, ni aux Espagnols. Combien les Français n'eussent-ils pas été prodigues vis à vis des Polonais, s'ils eussent eu en poche tous les millions que la Chambre leur extorque? Je suis certain que si latitude entière était laissée dans le choix entre trois impôts destinés, le premier à soutenir Othon, le second à alimenter la liste civile, le troisième à conduire la guerre contre la Russie, le roi Louis-Philippe n'aurait pas de quoi creuser un simple fossé dans le jardin des Tuileries.

Nous avons mentionné des faits, indiqué des traces historiques de l'impot volontaire. On peut traiter de rêveries nos conclusions. Il ne nous en semble pas moins que, avec le progrès de la liberté, il faudra nécessairement que la fixation de l'impôt, au lieu de dépendre du gouvernement ou de la majorité, redevienne un des droits inhérents à l'individu. Un vaste champ s'ouvrira ainsi au mérite, car chacun, dans la mesure de ses ressources et de sa bonne volonté, pourra consacrer ses revenus au bien général; il ne sera besoin ni de sbires pour arpen-

maines et étaient réduits à vivre presque en mendiant leur pain. Les petits propriétaires et le clergé ne refusaient jamais de subsides volontaires à la République, on nomma même l'impôt extraordinaire *subsidium charitativum*, titre budgétaire beau et prophétique. A cette période glorieuse de nos annales, succède une phase de corruption et d'égoïsme. Kosciuszko secoua enfin la nation de sa torpeur, et elle fournit mille exemples de sacrifices pécuniaires. Les propriétaires établirent la dîme, et quoiqu'on leur eût laissé à eux-mêmes le soin de se taxer selon leurs revenus, les déclarations de la majeure partie d'entre eux se trouvèrent au-dessus de la réalité. L'ennemi profita ensuite de ce précédent, il adopta ce point culminant du patriotisme pour base de ses exactions légales et ruina précisément les plus honnêtes gens, sans se départir ni des formes, ni des doctrines économiques, ni même des principes constitutionnels; il n'augmentait pas l'impôt en effet, il le prélevait tel que les citoyens l'avaient consenti. Il n'introduisait qu'un seul changement, c'est que le chiffre des contributions votées d'enthousiasme dans un but de défense nationale devenait entre ses mains

Les souverains recherchaient son alliance, et on le vit recevoir dans son château des ambassades des tzars, des khans de Crimée, du sultan, du prince de Transylvanie. Adoré des soldats, envers lesquels sa générosité ne connaissait pas de bornes, malgré de nombreux succès, il perdit presque toute sa fortune au milieu des désastres qu'entraîna la révolte des Kozaks. Plaisantant sur la coïncidence qui se trouvait exister entre les pertes de l'État et ses propres sacrifices, le prince Jérémie répétait souvent : *Calamitas patriæ, lamentatio Jeremiæ.* Il mourut le 21 septembre 1651. Sa famille s'éteignit en 1744. (*Note du traducteur.*)

d'hui. Rappellerons-nous ces dignitaires, ces représentants de la République près des cours étrangères, qui possédaient beaucoup de starosties (1) et qui levaient en revanche de nombreux régiments contre les Tartares et contre les Russes et ne marchandaient pas leur vie; ils se ruinaient dans leurs ambassades, sans recevoir aucune indemnité, le prince Zbarazski (2) en fut un exemple; ils perdaient sans regrets, comme le prince Wisniowiecki (3) d'immenses do-

(1) Les *starosties* étaient des biens de l'État qui finirent par devenir *panis bene merentium*, c'est-à-dire que le roi en disposait au profit des citoyens les mieux méritants, les leur abandonnant en viager. L'État ne touchait que le quart du revenu de ces domaines. (*Note du traducteur.*)

(2) Les princes de Zbaraz donnèrent plusieurs grands hommes à la République. L'un d'eux, Janusz, se couvrit de gloire sous le roi Étienne Batory, qui porta sur lui ce jugement : « Si la Pologne ne cherchait pas ses rois à l'étranger, Janusz, tout le premier, mériterait la couronne. » Son fils Christophe se distingua au siége de Smolensk. Après la campagne de Chocim, la république le chargea d'aller traiter en son nom avec le sultan, en destinant sept millions de notre monnaie aux frais de cette ambassade. Le prince emmena une suite de plus de sept cents personnes, déploya un grand luxe, dépensa le double de la somme qui lui avait été destinée et refusa de rien recevoir du trésor. Le grand-vizir lui ayant demandé de se découvrir, il répliqua : « Vous aurez ma tête avant mon bonnet. » Il racheta sur sa cassette les captifs de sa nation, conclut la paix, et rendit compte de sa mission à la diète de 1624, qui lui vota d'éclatants remerciements. Il mourut en 1627. Avec son frère, qui avait également brillé sur les champs de bataille, et qui mourut en 1631, s'éteignit cette illustre lignée. Sobieski, en prononçant l'oraison funèbre du dernier des Zbarazski, déplora la « disparition d'une famille qui avait si fidèlement travaillé à accroître la gloire et à maintenir l'intégrité de sa patrie. » (*Note du traducteur.*)

(3) Le prince Jérémie Wisniowiecki fut l'un des plus grands capitaines de la Pologne et des plus riches seigneurs d'Europe. Il possédait toute la partie méridionale de la woyewodie de Kiew, au-delà du Dnieper; au besoin, il pouvait lever douze mille hommes sur ses terres. Sa cour à Wisniowce rappelait celle des rois.

maines et étaient réduits à vivre presque en mendiant leur pain. Les petits propriétaires et le clergé ne refusaient jamais de subsides volontaires à la République, on nomma même l'impôt extraordinaire *subsidium charitativum*, titre budgétaire beau et prophétique. A cette période glorieuse de nos annales, succède une phase de corruption et d'égoïsme. Kosciuszko secoua enfin la nation de sa torpeur, et elle fournit mille exemples de sacrifices pécuniaires. Les propriétaires établirent la dîme, et quoiqu'on leur eût laissé à eux-mêmes le soin de se taxer selon leurs revenus, les déclarations de la majeure partie d'entre eux se trouvèrent au-dessus de la réalité. L'ennemi profita ensuite de ce précédent, il adopta ce point culminant du patriotisme pour base de ses exactions légales et ruina précisément les plus honnêtes gens, sans se départir ni des formes, ni des doctrines économiques, ni même des principes constitutionnels; il n'augmentait pas l'impôt en effet, il le prélevait tel que les citoyens l'avaient consenti. Il n'introduisait qu'un seul changement, c'est que le chiffre des contributions votées d'enthousiasme dans un but de défense nationale devenait entre ses mains

Les souverains recherchaient son alliance, et on le vit recevoir dans son château des ambassades des tzars, des khans de Crimée, du sultan, du prince de Transylvanie. Adoré des soldats, envers lesquels sa générosité ne connaissait pas de bornes, malgré de nombreux succès, il perdit presque toute sa fortune au milieu des désastres qu'entraîna la révolte des Kozaks. Plaisantant sur la coïncidence qui se trouvait exister entre les pertes de l'État et ses propres sacrifices, le prince Jérémie répétait souvent : *Calamitas patriæ, lamentatio Jeremiæ.* Il mourut le 21 septembre 1651. Sa famille s'éteignit en 1744. (*Note du traducteur.*)

un instrument de dénationalisation. Si quelque financier lisait la *Gazette nationale* du temps de Kosciuszko, ne serait-il pas émerveillé de cet étrange système d'impôt d'après lequel les veuves remettaient comme objet de luxe leur dernière vache au chef de l'insurrection, et les orphelins leur dernière cuiller d'argent. L'histoire financière de notre dernière révolution est curieuse et l'eût été davantage si le gouvernement avait su partager les sentiments de la nation. On s'indignait contre le dictateur (1), non point qu'il exigeât des sacrifices, mais parce qu'il ne voulait pas les accepter. Il ne lui entrait pas dans la tête qu'on pût se passer d'un budget régulier, des contre-assignations, des percepteurs, d'échéances, etc. Si le dictateur avait eu en lui une parcelle de l'âme du peuple, il se serait borné, au lendemain de la proclamation d'une guerre à mort contre les tyrans, à faire clouer un tronc dans chaque ville et village, et il y aurait puisé jusqu'au dernier morceau d'or, d'argent et de cuivre qui fût en Pologne.

Non-seulement dans le royaume du Congrès, mais en Galicie et en Poznanie, sans percepteurs, sans contrôle, malgré l'énormité des impôts prussiens et autrichiens et toutes sortes d'entraves, on recueillit pour la guerre nationale les plats d'argent, les boucles d'oreilles

(1) Le général Chlopicki, brave divisionnaire de Napoléon, plein du souvenir des grandes armées de l'Empire, ne comprit point quelles ressources offre une nation qui se lève ; et, plein de découragement, ne tarda point à abandonner Varsovie pour se retirer à Cracovie, d'où il assista en simple spectateur aux phases de la lutte dont la fortune lui avait été un instant confiée. Il mourut dans cette ville en 1849. (*Note du traducteur.*)

et les bagues des femmes; on vit des lingots d'or passer de prêtre à prêtre, de paysan à paysan, et il n'y eut pas d'exemple de vol! Le premier procès de ce genre se produisit au-delà de la Prosna parmi des employés du gouvernement qui avaient été nommés par le tzar et que les autorités révolutionnaires avaient maintenus à leur poste. Celui qui en Pologne conduira la guerre n'a qu'à se souvenir que ses revenus sont incalculables, car on ne saurait compter ce qui vient du cœur.

Nous avons la conviction que la Pologne dotera l'Europe d'un nouveau système d'impôts qui couvrira les économistes de confusion et dont le mécanisme démontrera la vanité de leurs théories.

Les discoureurs actuels dans les Chambres, ces prétendus gardiens des deniers publics, ne se préoccupent nullement de savoir si l'impôt, cette collecte nationale, est dépensé conformément à la volonté de la nation. Ils ont certaines rubriques, telles que la liste civile, l'armée, la police, etc.; sur chacune ils essaient comme des juifs de gagner quelque chose, et ils éprouvent une joie enfantine s'ils enlèvent de l'océan du budget ce qui peut tenir d'eau dans le creux de leur main. Or, par qui et pourquoi ces rubriques ont été imaginées? Dans quelle intention paie-t-on cette armée et à quoi l'emploie-t-on? La direction qu'on lui imprime répond-elle au désir de la patrie? Un homme simple et consciencieux ne donnerait pas un sou ni ne voudrait entendre parler de l'armée, avant qu'on ne lui eût dit ce qu'elle a déjà accompli, ce qu'elle médite, où sont ses lauriers,

les alliés qu'elle a défendus, les ennemis qu'elle a vaincus. C'est ce qui intéresse le moins ceux qui pérorent sur le budget, c'est à peine s'ils abordent incidemment cette question. Ils ont voté une contribution pour la guerre d'Espagne, ils ont accordé des fonds pour bombarder Anvers, pour opprimer les Italiens et pour favoriser les Russes, maintenant ils soudoient la police qui persécute les Polonais. Ils disent qu'il appartient au pouvoir exécutif de déclarer la guerre, de conclure des traités et de mener à sa guise la police. Seulement ces législateurs ne savent pas sentir si la guerre est juste ou non; et d'où le sauraient-ils ? Ni Benjamin Constant, ni Say, ni Ricardo n'ont rien écrit sur cette matière.

Dans les siècles que nous appelons barbares, au moyen âge, alors que l'autorité royale avait tant de puissance, si un roi de France eût convoqué les États afin de leur demander une faible somme pour soutenir les Sarrasins et quelques gendarmes pour persécuter les chrétiens syriens ou grecs qui auraient cherché un refuge en France, ce roi n'aurait reçu d'autre réponse que des malédictions et des coups, et peut-être ne serait-il pas sorti vivant de la salle des délibérations. Quand aurons-nous des Chambres chez lesquelles le sentiment de la liberté exerce le même empire qu'au moyen âge le christianisme eut sur les âmes ?

Il ne nous reste plus qu'à conclure. Eh bien, il est une règle qui, pour tous les problèmes sociaux, souffre peu d'exceptions et qui s'applique rigoureusement à l'ordre, c'est que la théorie abstraite n'a rien trouvé et n'inventera rien. Tandis qu'elle se borne à galvaniser

un vieux cadavre, le peuple se crée déjà peu à peu un système, et la Pologne a pratiquement devancé le monde dans cette voie (1). Toutes les discussions sur le budget et le cadastre, etc., ne sont d'aucun profit à nos compatriotes ; et parmi eux, celui qui s'y livre recule d'un demi-siècle dans le passé !

(1) Lors de l'expédition de Garibaldi en Sicile, on a vu les offres spontanées des particuliers suffire à l'achat de navires et à l'armement de nombreux volontaires. En 1863, l'insurrection polonaise, sous l'œil des Russes, malgré leurs rapines continues et leur espionnage effréné, recueillit plusieurs millions de dons patriotiques. Et cependant la moindre obole consacrée à l'accomplissement du plus saint des devoirs exposait des familles entières aux plus inexorables vengeances! (*Note du traducteur.*)

MES IDÉES SUR LA DIÈTE POLONAISE (1).

Mes raisonnements et mes espérances prennent leur source dans la conviction profonde que nous vivons à une époque de modifications radicales dans l'état de l'Europe. Il est visible que tous les principes sur lesquels reposait l'édifice du moyen âge sont minés. La religion est affaiblie, les institutions qui en découlent, le clergé, l'aristocratie, le tiers-état privilégié, ont perdu leur ancien caractère. Il n'est rien qui ne soit mis en doute, livré au mépris, tourné en ridicule. L'édifice est encore debout, semblable à ces maisons sapées dans leurs fondements et que le premier souffle du vent ren-

(1) Au commencement de l'année 1833, Adam Mickiewicz était très-occupé de l'idée de réouvrir la diète polonaise à Paris; plusieurs nonces, parmi lesquels Bohdan Zaleski, Worcel et le docteur Hlusniewicz, appuyèrent ce projet : Mickiewicz s'offrait pour secrétaire de la nouvelle chambre. Selon le règlement de la diète, il fallait trente-trois membres pour qu'elle fût en nombre. Or, quarante-huit nonces se trouvaient alors à Paris. Plusieurs d'entre eux se rendirent dans cette intention près du prince Adam Czartoryski auquel Mickiewicz lut le présent article. Maurice Mochnacki était d'un avis opposé; le prince Czartoryski regardait cette pensée comme irréalisable : l'article resta chez Bohdan Zaleski, qui a bien voulu nous le communiquer. (*Note du traducteur.*)

versera. L'imminence de ce changement dont l'intuition manque aux cabinets, comme la prévision du déluge aux méchants condamnés à périr, une foule de symptômes la révèlent à tout être qui sent et qui pense, à chaque individu qui a foi dans la Providence. Sur différents points du globe, philosophes, poètes, prêtres, villageois, sans distinction de parti ni de religion, prédisent cette tempête. Il suffit de lever les yeux, l'abbé Lamennais, Schelling, Lamartine, Chateaubriand et une foule d'autres, tels que les étendards qui flottent au sommet des tours, indiquent d'où le vent souffle avec le plus de force; il suffit de coller une oreille à terre et l'on entend dans les tavernes allemandes, dans les faubourgs de Paris et jusque dans les chaumières italiennes, gagner de proche en proche ces sourds craquements, avant-coureurs des tremblements de terre. Pour moi, il est indifférent de savoir si l'orage éclatera dans un an ou dans un siècle : je sens qu'il se déchaînera inévitablement.

La nation polonaise, victime de gouvernements abrutis et barbares, doit en ressuscitant changer la face de la politique. La Diète polonaise, arche de nos droits et de nos traditions, n'importe où elle s'arrêtera, sera également sainte aux yeux de la Pologne et de l'Europe entière, pourvu que les gardiens de cette arche soient pénétrés de la grandeur de leur mission. La Diète se présente revêtue à la fois, pour la nation polonaise, du prestige de l'autorité légitime; pour l'Europe, de celui de l'autorité morale. Tous ses actes doivent être empreints de ce double caractère.

Il lui faut édicter pour la nation polonaise quelques lois sommaires. Par exemple : 1° que tous ceux qui par leur conduite portent actuellement préjudice à la cause nationale, soit en obéissant aux suggestions de l'ennemi jusqu'à devenir ses espions, soit en participant aux persécutions exercées contre leurs compatriotes, sont déclarés traîtres à la patrie et seront punis comme tels; 2° que toutes les mesures résolues et promulguées en dehors de la Diète sont nulles et non avenues et n'engagent personne; 3° que la vente des biens nationaux est annulée et que ces biens feront retour au trésor, etc., etc. La Diète établira et confirmera un comité pour l'émigration auquel elle tracera des attributions très-simples.

Mais ce n'est pas tout; la Diète peut encore s'élever à une bien autre hauteur, si elle en a l'audace. On n'a cessé de lui reprocher ces lenteurs et ces hésitations qui enfantèrent la défiance des patriotes; on lui a reproché l'absence de fixité dans les principes et de foi dans notre cause, qui affaiblit à notre égard les sympathies du parti populaire en Europe. Une seule démarche, et la Diète peut se retrouver à sa vraie place. Qu'elle l'accomplisse, et je suis convaincu qu'aucune voix n'osera s'élever contre elle dans l'émigration. Les regards des peuples seront tournés vers la Diète. Seulement le pas décisif que nous conseillons exige du courage et une complète abnégation. La Diète doit se constituer en concile européen et proclamer hardiment les principes sur lesquels se fondera la liberté des peuples. Considérant que tous les gouvernements sont pour elle des

ennemis, qu'aucun Parlement n'est l'expression de la volonté nationale, chacun d'eux ayant été élu sous l'influence des anciens préjugés et exhalant l'égoïsme et la couardise, que la Diète polonaise s'affirme comme représentant la volonté des peuples et qu'elle oppose ses protocoles à ceux de la conférence de Londres (1)!

Qu'elle fasse connaître: que, adoptant le christianisme pour loi, elle réprouve comme impies toutes guerres à propos de frontières, de commerce, de ports, etc.; qu'elle voit dans les différents peuples les enfants d'une même famille; que, de même que le Christ, par sa mort, amena la cessation des sacrifices sanglants, la Pologne mettra un terme aux guerres, aux sacrifices de nations.

Qu'elle jette un anathème européen sur la conférence et menace d'en poursuivre et d'en juger les membres, aussitôt qu'une partie de l'Europe aura recouvré la liberté.

Que la Diète polonaise condamne et anathématise également la Diète de Francfort en relevant les Allemands de l'obéissance à cette autorité illégitime (2).

Je prévois que l'on m'accusera de folie, mais qu'on se souvienne de la primitive Église. Les premiers conciles

(1) La conférence de Londres fut réunie pour s'opposer à l'émancipation de la Belgique. La France y délégua le prince de Talleyrand. « C'est un des crimes les plus éclatants qu'il soit donné à l'histoire d'enregistrer, a dit un historien, que la prise de possession des affaires de l'Europe, en 1830-31, par la conférence qui représentait une civilisation caduque, fille des erreurs les plus grossières et des plus barbares préjugés. » (Louis Blanc, *Histoire de dix ans.*) (*Note du traducteur.*)

(2) La Diète fédérale, réorganisée par la coalition, tint sa première session le 5 nov. 1816. « Depuis 1830, on fit dégénérer la Diète en une autorité de sûreté générale et de police, chargée presque ex-

s'assemblaient dans des souterrains et y composaient tranquillement le symbole que le monde entier accepta dans la suite. Quels inconvénients pourrait présenter une pareille manière d'agir de la Diète ? Nous serions persécutés, mais ne le sommes-nous pas maintenant? La Diète ne compromettrait point l'émigration. Si l'on disperse les nonces, que perdra la Pologne à ce qu'ils habitent en Angleterre et non à Paris? Que l'on chasse l'émigration entière et même alors il ne sera fait aucun tort à la Pologne, car ce n'est pas numériquement mais moralement que l'émigration est forte, et ce n'est qu'en augmentant sa force morale que nous accroîtrons les forces de la Pologne.

La Diète remplirait de la sorte un rôle plein de grandeur et d'autant plus beau qu'il serait sans précédent dans l'histoire; elle réveillerait la lutte des opinions, et je suis convaincu qu'il se trouverait des gens pour en appeler à ses décrets et les considérer comme obligatoires. La Diète, fût-elle dispersée et même obligée de dater d'Amérique ses ordonnances, n'en serait pas moins pour les despotes un objet d'effroi et pour le parti libéral un aiguillon. Et qu'adviendrait-il si une révolution éclatait en quelque pays et qu'un nouvel ordre de choses en résultât? La Diète alors n'aurait pas seulement un refuge, mais elle verrait son autorité reconnue.

En agissant dans cet esprit, ce ne sont pas des pro-

clusivement de maintenir intact un principe monarchique d'une exagération monstrueuse, malgré les actes les plus révoltants de violence et d'illégalité. » (Maurice Bloch, *Dictionnaire générale nautique.*) (*Note du traducteur.*)

testations qu'il faut rédiger, car toute protestation est l'expression de la faiblesse; ce sont des lois que notre Chambre doit promulguer, il faut qu'on sente au ton qu'elle emploie sa hardiesse et sa décision. Que les gouvernements s'étonnent, ainsi que jadis les Docteurs en présence du Christ, en l'entendant enseigner, non au moyen de dissertations, mais d'autorité, comme ayant pouvoir. Il ne faut se soucier ni du rire des ministres, ni des plaisanteries de nos propres compatriotes, car on se moqua de Reyten, dont le nom fut béni dans la suite. Le ridicule ne s'attache qu'à ceux qui ont honte d'eux-mêmes et avouent leur faiblesse.

La Diète doit baser son pouvoir sur une mission spéciale de la Providence, qui l'a chargée de conserver la tradition d'une nation fidèle à la religion et à la liberté, dont elle n'a jamais trahi la cause dans le cours de tant de siècles; enfin elle doit s'affirmer l'unique représentant de la volonté des peuples, ne reconnaissant le caractère d'autorité légitime à aucune des Chambres actuelles.

Ses arrêts rendus dans le secret, la Diète aurait à les publier, après la dispersion de ses membres. Avant de se séparer, qu'elle détermine quel nombre plus restreint de membres sera nécessaire pour valider ses résolutions et qu'elle nomme un maréchal qui aura la faculté de convoquer ce complet de la Diète où et quand bon lui semblera. La Diète fixera le mode du choix de nonces nouveaux, en cas de mort ou d'éloignement des anciens. Ce ne sont là que des dispositions réglementaires tout intérieures.

Pour l'Europe, il importe de proclamer qu'aussitôt qu'une nation aura reconquis sa liberté, la Diète polonaise invitera des députés de cette nation à venir débattre avec elle les intérêts de la liberté.

Je ferai observer, en terminant, que ce grand rôle me semble le seul couronnement digne des sacrifices inouïs de notre nation, de l'étrange histoire de notre émigration, du sacrifice incomparable de nos nonces qui ont quitté patrie, fortune et famille. Si nous continuions sans agir, sans prendre la parole, à errer en silence, de deux choses l'une : ou l'ancien régime se maintiendra en Europe et alors partie de l'émigration regagnera ses foyers, et partie se dispersera comme les Bohémiens; ou nous verrons éclater une révolution suivie d'une guerre générale, et en ce cas c'est en dehors de la Diète qu'on commencera les tentatives et qu'on occupera le poste auquel Dieu, notre nation, l'état de l'Europe, appellent notre Chambre.

Les résultats qu'une pareille hardiesse de la Diète aurait pour notre patrie et pour l'émigration sont incalculables.

Aucun émigré n'oserait plus se plaindre de l'incertitude de son sort en voyant la Diète partager les mêmes chances et affronter la première les persécutions.

La pensée que nous sommes les champions de la liberté universelle relèverait chacun à ses propres yeux, et une grande pensée est nécessaire pour éveiller l'esprit des grands sacrifices.

DU PROJET D'UN JOURNAL FRANÇAIS (1).

Paris, 1833.

Un journal polonais, rédigé en français à Paris, doit agir à la fois sur la Pologne et sur l'opinion de l'Europe. Vis à vis des cabinets, il lui faut employer le langage de la diplomatie, rappeler sans cesse à quel point le partage de notre nation a violé le droit public européen, montrer combien la possession de notre territoire, en renforçant les despotes qui le détiennent, apporte d'obstacles au progrès, prouver enfin comment le rétablissement de l'indépendance de notre patrie est la seule garantie des libertés générales. L'*Essai sur la diplomatie* (2) pourrait fournir des indications aux rédacteurs. Il faudrait scruter historiquement l'ancienne politique et surtout la nouvelle en adoptant le point de vue auquel

(1) Ces pages furent écrites en réponse au programme d'un nouveau journal français, consacré à la défense de la cause polonaise, que Niemcewicz avait communiqué à l'auteur.

(2) Œuvre longtemps anonyme du prince Adam Czartoryski.

se place cet ouvrage; il y aurait en outre à développer les vérités qui y sont énoncées, à les revêtir d'une forme populaire et à leur trouver une application continuelle aux événements de chaque jour.

Je demeure jusqu'ici d'accord avec le programme qui m'a été soumis. Mais je m'en éloigne beaucoup, dès que nous arrivons à la question de savoir quelle classe d'hommes le journal doit principalement avoir en vue, qui il lui importe de convaincre et vers qui il aura à tourner son espoir. L'esprit et même le style du journal dépendront de la solution de ces points d'une haute gravité. L'auteur du programme semble croire que nous pouvons éclairer les rois et les ministres et les gagner à notre cause, en nous adressant à leur cœur et à leur raison au nom de l'humanité ou de leur propre intérêt. Je ne partage pas ces illusions. J'estime que les rois, les cabinets, et en général toutes les classes actuellement gouvernantes d'Europe portent la responsabilité de tant de crimes, sont tellement endurcis dans leurs vieux préjugés et d'un aveuglement si profond, qu'on les peut considérer comme enfermés dans un hôpital d'incurables. Il serait puéril d'y perdre son temps et ses remèdes.

Les gouvernements devinent d'instinct que la cause polonaise est pour eux un symptôme de mort. Ils en ont le sentiment mieux que les peuples. Il n'y a pas d'alliance possible entre la Pologne et les gouvernements, sans en excepter celui d'Angleterre dont l'indifférence a

coupable que le brigandage des autres. Si les

nts nous tolèrent, ou s'ils élèvent la voix

en notre faveur, c'est qu'ils cèdent à la pression de l'opinion publique et qu'ils ont de plus en plus conscience de leur faiblesse. Notre liberté croîtra en raison de leur affaiblissement progressif, leur chute seule donnera libre carrière à notre activité, à la réalisation de nos pensées. Les ennemis de l'ancien régime européen sont nos uniques alliés.

Il ne s'ensuit pas que je conseille d'engager contre les gouvernements une polémique journalistique au jour le jour et au sujet de faits ou de personnages insignifiants. Français, Anglais et Allemands, nous suppléent assez en ceci. Mais un journal polonais devra se garder de témoigner ni sympathie ni la moindre confiance dans l'ordre de choses présentement établi en Europe. Il aura à le considérer comme éphémère, essentiellement transitoire, indigne, en un mot, d'occuper la pensée et la plume de Polonais, absorbés par les grands intérêts de l'avenir des peuples. S'il s'adresse parfois aux gouvernements en leur indiquant où serait leur intérêt bien entendu, qu'il ne manque jamais d'ajouter que, dans sa conviction, ce sont des avis en pure perte, inspirés par l'amour du prochain, mais sans idée qu'ils puissent servir en quoi que ce soit. La *Gazette de France* est un modèle de ce genre de tactique.

Il en est qui pensent qu'il ne convient de repousser aucun secours à la patrie, d'où qu'il vienne, et à plus forte raison celui des rois, si ceux qui ont maintenant le pouvoir en main étaient tentés de nous aider. Quant à moi, autant je crois à la résurrection de la Pologne, autant je n'ajouterai jamais foi à ce que les rois

veuillent étendre la main pour lever la pierre de son sépulcre. Je partage à cet égard le sentiment de la nation polonaise dont on n'a pas le droit de ne faire aucune espèce de cas. La Pologne s'est insurgée et a combattu, sans compter sur une intervention étrangère; elle ne fondait quelque espoir que sur la France, et encore n'y avait-elle en vue que les républicains et nullement les légitimistes ni les quasi-légitimistes. Si l'un des cabinets se décidait à la fin à soutenir notre cause, il s'acquitterait de cette tâche sans sincérité ou avec ineptie (1). Prêter notre attention à des démarches diplomatiques, c'est faussor l'opinion. Il me semble que la Pologne n'aura de base solide que lorsqu'elle sera pénétrée de la conviction qu'elle se passera de tout appui extérieur, et ce n'est que dans ce cas qu'un pareil appui lui sera acquis.

J'entends dire fréquemment qu'il serait déraisonnable, en s'abandonnant à de lointaines espérances, de dédaigner les moyens qui s'offrent à nous chaque jour. J'ai toujours professé que le bon sens, qui est fort utile dans la vie des particuliers et qui répond parfaitement

(1) Les événements n'ont que trop confirmé cette vérité. Est-il besoin de rappeler les stériles protestations de Louis-Philippe, le programme dérisoire du gouvernement de 1848, qui, pour endormir les violentes réclamations du peuple de Paris, mit en avant la chimère d'une restauration théorique de la Pologne, dont l'unité morale devait s'accommoder de sa dislocation territoriale au profit de ses plus irréconciliables ennemis; enfin la proposition d'un congrès pour régler les affaires de Pologne, faite par Napoléon III, dans le but de se donner l'air d'agir en attendant que l'insurrection de 1863 mourût de sa belle mort, proposition qui prolongea la réance, augmenta les déceptions, et aboutit aux plus atroces réles Russes, suivies de démonstrations amicales du gouent français et de la visite d'Alexandre II à Paris.
(*Note du traducteur.*)

aux besoins quotidiens, est impuissant et pernicieux s'il se mêle de déterminer les mesures que réclame l'intérêt des nations, car le bon sens additionne les profits par mois et par années, tandis que la vie des nations embrasse les siècles. Sur le chemin de la politique, il n'y a donc que le sentiment qui doive mettre les hommes en mouvement et le devoir qui les doive diriger : ce sont d'infaillibles guides. Le *grand bon sens* de la postérité entière sera seul capable de comprendre et d'expliquer les démarches des patriotes. Il est digne de remarque qu'à présent beaucoup d'écrivains, de poètes, d'historiens, d'hommes d'État polonais, se sont, à différents points de vue, fortement et simultanément attachés à cette pensée ; les uns y ont été amenés par le raisonnement, d'autres par le sentiment, d'autres par l'expérience. Je rencontre cette pensée dans Lelewel et dans l'*Essai sur la diplomatie*. Je m'étonne que, dans notre révolution dernière, le bon sens ait causé tant de mal. Aujourd'hui encore, la *Diète polonaise* exilée ne donne pas signe de vie publique, contrairement à son devoir, puisque c'est en violation de la loi qu'elle-même a établie (1). La conduite de la Diète est sans doute pleine de bon sens ; selon ma conscience, elle est impolitique.

Je n'aperçois pas pourquoi quiconque a foi que le parti favorable à la Pologne (et c'est aujourd'hui le parti populaire) remportera la victoire un peu plus tôt ou

(1) Ces réflexions semblent indiquer que cet article a été écrit après celui sur la Diète. L'auteur doit avoir eu l'idée d'agir par la Diète avant de penser à influer par un journal.
(*Note du traducteur.*)

un peu plus tard, dans un an ou dans cent ans, craindrait d'encourir les colères des ennemis de la Pologne, c'est-à-dire des gouvernements. Certaines gens proposent d'attendre et de ne s'unir à l'opposition qu'au moment de la chute des gouvernements. L'expectative est toujours fatale : car le parti populaire victorieux nous repousserait, n'ayant aucune confiance dans des individus qui auraient douté de son triomphe. D'ailleurs temporiser, ce n'est pas agir, mais subir l'action, c'est suivre les événements et non pas les prévoir. Permis aux historiens de devenir esclaves des faits, puisqu'il leur convient d'être morts à tout ce qui intéresse la société contemporaine, mais que les politiques n'oublient pas qu'ils ont à évoquer, à créer les circonstances pour les maîtriser et leur imprimer la direction voulue.

Comment nous flatter, me demandera-t-on, que le parti qui se nomme républicain nous vienne sincèrement en aide, alors que la Convention et le gouvernement de juillet nous ont si amèrement déçus? Je ne reconnais dans les desseins des républicains français ni générosité ni grandeur, mais ils sont les seuls aptes à renverser de fond en comble l'ordre de choses actuel, à proclamer la guerre, à nous ouvrir un champ d'action. Il est présumable qu'on verra se dégager de ce chaos un nouvel ordre de choses européen qui, quelque forme dont il soit revêtu, n'en sera pas moins basé sur des principes plus en accord avec la religion et l'humanité. Que l'on n'admette point de meilleur avenir et il a difficile de ne pas désespérer de la Pologne; car, où

puiser, si ce n'est dans cette conviction, le courage d'entreprendre quoi que ce soit?

Je serais donc d'avis qu'un journal polonais devrait sympathiser avec les républicains, les considérer comme ayant de la politique une conception plus haute que ne l'ont les cabinets actuels, auxquels les républicains sont en effet supérieurs. Mais aux Polonais incomberait la tâche d'exposer que le républicanisme, compris à l'américaine, n'est pas un terrain d'une solidité suffisante et que nous attendons un républicanisme européen, universel, basé sur le christianisme.

Le journal aurait par conséquent pour but d'élever sans cesse les questions politiques à une hauteur de vue plus grande; il signalerait l'insignifiance des intérêts anglais et français mis en balance avec l'intérêt de la liberté européenne, et démontrerait que, tant que la question européenne restera sans solution, toutes les diputes sur la préférence à accorder à l'aristocratie ou à la démocratie, au système de deux Chambres ou d'une Chambre unique, sur les limites de l'autorité royale et sur les attributions des ministres, n'ont aucun sens. Ce sont les discussions des matelots du pont et de l'entrepont d'un navire dont le gouvernail est perdu. Ce qui presse donc avant tout, c'est de rétablir le gouvernail. Les affaires d'Allemagne et d'Italie entreraient directement dans le cadre du journal polonais; il faudrait les examiner toujours d'un même point de vue, qui serait celui d'une fédération européenne universelle.

En agissant dans cet esprit, le journal aurait des alliés immédiats dans le parti que représente l'abbé de

La Mennais (1), et des alliés temporaires dans les républicains du *National* (2) et de *la Tribune* (3). Son seul irréconciliable ennemi, c'est le *juste-milieu* (4).

Voici les principales pensées que politiquement il aurait à développer :

1° Les gouvernements d'Europe, en s'éloignant sans cesse des règles du christianisme, ont enrayé les progrès de la liberté, intronisé l'égoïsme national et fractionné ce qu'embrassait la dénomination générale de *chrétienté* en dizaines de nations, hostiles les unes aux autres.

(1) L'abbé de La Mennais dirigeait, en 1831, l'*Avenir*, journal dont la devise était *Dieu et la liberté* et qui se proposait d'opérer l'alliance de la liberté politique et de la liberté religieuse, d'unir le bas clergé à la démocratie, de les relever l'un par l'autre. Ces idées ayant été condamnées par le Saint-Siége, dans ce qu'elles avaient de plus généreux, l'*Avenir*, fondé le 17 oct. 1830, cessa de paraître le 15 novembre 1831. (*Note du traducteur.*)

(2) Le *National*, fondé par MM. Thiers, Mignet et Armand Carrel, le 3 janvier 1830, contribua à la révolution de juillet. Armand Carrel devint le rédacteur en chef de cet organe, et lui donna des allures républicaines. (*Note du traducteur.*)

(3) La *Tribune*, rédigée par Auguste Fabvre, Armand Marrast et Godefroy Cavaignac, avait une nuance plus populaire, un langage plus énergique que le *National*. La *Tribune*, qui parut du 8 juin 1829 au 11 mai 1835, fut l'objet de plus de cent poursuites qui aboutirent à une vingtaine de condamnations formant au total quelque chose comme une cinquantaine d'années de prison et 160,000 fr. d'amende. Armand Marrast entra ensuite lui-même au *National*, et c'est là que le trouva la révolution de 1848. (*Note du traducteur.*)

(4) Louis-Philippe répondit, en 1831, à la députation de la ville de Juillac : « Quant à la politique intérieure, nous chercherons à « nous tenir dans un juste-milieu » ; ce qui voulait dire que son gouvernement s'opposerait à la fois aux velléités légitimistes et aux aspirations populaires. L'orléanisme cherche, en effet, son unique sauvegarde dans la satisfaction des intérêts exclusifs de la bourgeoisie ; c'est là toute sa force, et c'est aussi son germe de ruine. (*Note du traducteur.*)

2° Les nations, excitées à la haine, employées à se massacrer réciproquement, perdirent de plus en plus les notions de la justice et de l'amour; elles s'envisagèrent en ennemis et marquèrent leur action à l'extérieur par la violence, à l'intérieur par la perte de la liberté, semblables à cet animal qui, en voulant se venger de son ennemi, se laissa brider par l'homme.

3° Les rois, en attisant ainsi cette haine animale, ramèneraient l'Europe à l'état sauvage.

4° Les despotes alliés ont comblé la mesure de leurs crimes en assassinant la Pologne, et ils ont par là scellé leur propre perte.

5° La Pologne ressuscitée unira de nouveau les nations dans la liberté. Angleterre, France et Allemagne ne formeront qu'une nation (1). Quiconque parle des intérêts d'une seule nation est ennemi de la liberté. La Pologne dit aux peuples : Abandonnez tous vos intérêts locaux et suivez la liberté ; Chambres et budgets, commerce et agriculture, tout cela ira de soi, mais il faut d'abord ne songer qu'à la liberté.

6° Vouloir améliorer l'état de la Pologne, indépendamment de l'état de l'Europe entière, c'est travailler contre les intérêts de notre nation, etc., etc.

Pour ce qui regarde la propagande en Pologne, une feuille rédigée en langue étrangère, et ne pénétrant que difficilement dans le pays, ne saurait y exercer une

(1) Il faut se reporter au passage où il est parlé de la fédération universelle dans laquelle les peuples libres ne feront qu'une nation sans perdre leur personnalité distincte, comme les libres citoyens d'une ville ne font qu'une famille sans rien sacrifier des liens du sang. (*Note du traducteur.*)

grande influence. Il y aura néanmoins à se mettre d'accord sur certaines idées, afin d'éviter que la rédaction ne publie point d'opinions contradictoires; il faudra défendre la religion nationale et les anciennes institutions; expliquer que la nécessité d'étendre graduellement une égale liberté à la nation entière découle de l'esprit de cette religion et de ces institutions; soutenir que ce qui amena les désastres, c'est qu'on s'était éloigné de l'esprit de la religion, qu'on avait empêché violemment les institutions de se développer au profit de toutes les classes; que la nation voulut ensuite remédier elle-même à ce mal, que, la première en Europe, elle se montra prête à tous les sacrifices pour la liberté, et que toute la faute retombe sur les gouvernements despotiques qui ne lui ont pas permis d'accomplir ce sacrifice.

Je considère comme superflu tout débat sur la forme future de gouvernement. Il suffit d'appeler *république* la Pologne future; et je ne vois point de motifs pour craindre cette appellation, puisque c'est celle que nos pères donnaient à la Pologne. Personne ne saurait deviner dans quelle limite cette république ressemblera à l'ancienne, ni quelle forme nouvelle elle adoptera; ce qui est seulement incontestable, c'est que les classes riches et éclairées doivent faire de grands sacrifices qui seuls pourront les préserver de la haine qui mûrit en Europe contre ces classes. Il n'y a que des sentiments religieux fortement enracinés qui puissent incliner les uns à des dons volontaires et détourner les autres d'une usurpation violente de la propriété d'autrui. En Pologne, ces sentiments ont un grand appui dans les

masses, et les vieilles classes ont effacé leurs anciens péchés par de grands dévouements. C'est ce qui me fait présumer que l'ordre s'introduira en Pologne plus tôt qu'ailleurs et servira peut-être de modèle aux autres pays.

Il serait superflu de tant redouter l'influence de la démagogie des jacobins français. Les jacobins étrangers ne trouveront pas d'écho dans les masses. Du reste, ce sont, en majeure partie, des gens animés d'intentions pures; j'ai l'espoir que les plus forts parmi eux, c'est-à-dire les mieux doués et les plus honnêtes, passeront eux-mêmes au républicanisme polonais et chrétien. Il existe dans les masses polonaises un sentiment contraire au jacobinisme, les masses sont pénétrées du besoin d'un gouvernement fort. Que ce gouvernement soit monarchique ou dictatorial, que le titre porté soit celui de roi ou un autre, ce qui est probable, c'est que la Pologne régénérée sera représentée par l'homme qui répondra le mieux à ses aspirations, rendra le plus de services à sa cause et vaincra ses ennemis.

Ces pensées sur la Pologne pourront être plus amplement développées dans le journal polonais et dans des opuscules publiés à part dans ce but. Peut-être mènerons-nous à bonne fin le dessein qu'ont d'éditer de pareils écrits certaines personnes qui partagent l'opinion dont j'ai essayé d'être l'organe en écrivant ces remarques. Il serait à désirer qu'un journal polonais rédigé en français et les journaux polonais reflétassent, au milieu des phases les plus diverses, une seule et même opinion.

DES JOURNAUX CATHOLIQUES FRANÇAIS
DANS LA QUESTION POLONAISE.

5 février 1833.

Depuis quelque temps le gouvernement russe engage contre la Pologne, avec une singulière vivacité, une guerre..... qui le croirait? une guerre de plume, quoiqu'il ne soit pas grand ami de la publicité. Il se donne la satisfaction d'imprimer des mensonges, malgré ses fréquents blasphèmes contre la liberté de la presse et la haine dont il la poursuit. C'est que le gouvernement russe regarde comme bonne toute arme qui blesse son adversaire, il ne dédaigne aucun poste, pourvu seulement qu'il puisse l'occuper, que ce soit sur terre, sur mer ou dans l'opinion publique.

En effet, au sein de tous les partis qui se partagent l'opinion publique en Europe, les Russes cherchent, recrutent et embauchent des partisans. L'empereur Nicolas persuade aux tories anglais, vieillis dans les préjugés, qu'au milieu de la présente guerre aux priviléges, au milieu de cet assaut des Titans populaires, acharnés à renverser dans toute l'Europe tous les siéges

héréditaires, il est, lui Nicolas, le nouvel Atlas qui soutient sur ses épaules le ciel voluptueux de l'ancienne aristocratie. Le gouvernement russe a, près des sombres jacobins, une grande réputation de libéralisme; car toutes les anciennes aristocraties, chaque supériorité sociale indépendante du gouvernement, supériorité de naissance ou d'intelligence, il les détruit et les remplace par l'aristocratie du rang qu'il a seul créée et qui est plus vile que les castes indiennes, puisque ces dernières cherchaient à s'appuyer sur Dieu, tandis que les castes moscovites ne s'appuient que sur le tzar. Les deux systèmes sont également opposés au progrès. Dans l'Inde, celui qui est né bramine ou paria doit le rester pour les siècles; en Russie, l'espèce humaine est partagée en quatorze classes et les plus grands efforts de l'intelligence et de l'âme ne peuvent vous y élever au-dessus du poste de conseiller réel secret. Ces rangs ne sont nullement des fonctions, ils sont seulement la classification officielle de chaque homme, comme d'une plante dans une collection de botanique.

Le gouvernement russe a donné aux carlistes la conviction qu'il ne songe qu'au rétablissement de Charles X, ce qui lui a depuis longtemps assuré parmi eux des admirateurs et des panégyristes. Enfin le timide juste-milieu voit dans le gouvernement russe l'ennemi de tout changement, la garantie de la perpétuité du *statu quo* et de la jouissance du budget; le juste-milieu n'a d'autre foi ni d'autre but. C'est ainsi que le despotisme de la Russie, ce véritable mauvais esprit de l'Europe, possède la satanique facilité de revêtir différentes formes con-

tradictoires afin d'attirer, de tromper et de capter l'amour-propre et la sottise.

Mais quelque bien connues que soient la fourberie et l'activité russes, qui eût prévu que l'esprit moscovite, tour à tour aristocrate et jacobin, carliste et juste-milieu, deviendrait même théologien, qu'il chercherait des adeptes dans un parti à jamais ennemi, dans le parti catholique ?

En Europe, le mouvement religieux des esprits, beaucoup plus vaste et plus important qu'il ne semble aux personnes vieillies dans les opinions du siècle dernier, a fixé l'attention du gouvernement russe qui, dans sa perspicacité, voit les choses de loin. Les Moscovites se sont efforcés, principalement depuis quelques années, de s'emparer des journaux religieux européens, et ils ont eu surtout en vue la France, qui jusqu'à présent parle le plus haut en Europe. On sait qu'en France les catholiques se divisent en plusieurs partis. Les légitimistes ou, comme on les nomme, les gallicans, représentés par la *Quotidienne* (1), paraissent ne considérer la religion que comme un masque; on a justement dit d'eux qu'ils se signent au nom de Dieu, puis de Bourbon, et en troisième lieu au nom du Fils et du Saint-Esprit. Ces gens-là, ennemis-nés de toute liberté, haïssaient

(1) La *Quotidienne*, journal des ultra-royalistes, fondée le 22 septembre 1792, plusieurs fois supprimée, reparue le 1er janvier 1814, fameuse par ses violences sous la Restauration, se fondit en février 1847 avec deux autres feuilles de la même couleur, et de cette fusion naquit l'*Union*, au sous-titre de laquelle son nom figure encore, et qui continue les mêmes errements russes.

(*Note du traducteur.*)

d'eux-mêmes la cause polonaise et servaient fidèlement le gouvernement russe, en répandant des mensonges et des calomnies contre la Pologne. L'école républico-catholique qui, contraire aux opinions et aux tendances des gallicans, est entrée en lutte avec eux et qui a le prêtre La Mennais à sa tête, soutenait la cause polonaise avec beaucoup de zèle, de sincérité et de talent, mais sans grand résultat, car elle était peu nombreuse et croissait lentement. Entre ces deux extrêmes, le parti qui a pour organe la *Revue européenne* (1) tient le juste-milieu, penchant tantôt vers un camp, tantôt vers l'autre; inclinant le plus souvent en théologie vers l'école de La Mennais, et en politique s'engageant dans la sphère de la *Quotidienne*.

C'est dans ce juste-milieu que le gouvernement russe résolut de poser le pied d'abord, pour s'y retrancher et faire ensuite des sorties contre les Polonais. La *Revue européenne*, qui, sous le rapport littéraire et historique, est en France l'un des meilleurs écrits périodiques, fut choisie comme la position la plus avantageuse. On inséra donc dans cette Revue la lettre d'un Russe où ce correspondant, touchant légèrement ce qui est admis aujourd'hui en littérature périodique, et avec une adresse peu commune, une foule de questions religieuses et philosophiques, noircissait comme incidemment la cause polonaise, l'attaquant sur le terrain politique et philoso-

(1) Cette Revue, qui parut de 1831 à 1835, était rédigée par MM. de Carné, Cazalès, l'abbé Foisset, Riambourg, et soutenait les idées de l'*Association pour la défense de la religion catholique*, formée sous l'influence de La Mennais. (*Note du traducteur.*)

plique. Il paraît que le directeur de la Revue distingua sous son masque de théologien et de carliste le but et les tendances du Moscovite, car, quoiqu'il ait inséré sa lettre, il réfute dans des notes ses sophismes philosophico-tchinovniks. Enfin une réponse d'un Polonais apparut sous forme de lettre dans le dernier numéro. Notre compatriote, auteur anonyme de la réponse, montre, à côté de la supériorité que lui donne naturellement la foi dans la bonté de sa cause, la connaissance de son sujet et un talent d'écrivain. Il semble appartenir au parti que représentait chez nous le général Skrzynecki (1) et juger notre cause de ce point de vue. Nous n'examinerons pas ici ses opinions et chacune de ses affirmations; c'est un procès de famille que le temps éclaircira et dont il facilitera la solution. Nous lui sommes reconnaissants d'avoir pris la plume dans la défense de la cause nationale et d'avoir su la manier. Il est regrettable néanmoins qu'il ait mêlé aux considérations générales de sa lettre des reproches personnels et des injures qui ne sont pas dignes de la gravité de la discussion, de l'esprit et de la tendance de la Revue, enfin des principes mêmes que confesse l'auteur.

Il est à remarquer que les journaux de tous les partis religieux que nous avons mentionnés se sont occupés plus que les autres de la Pologne. L'*Avenir*, que dirigeait le prêtre La Mennais, a fermé son dernier numéro

(1) Jean Skrzynecki, fils d'un confédéré de Bar, né le 8 février 1787, fut créé sous-lieutenant, en 1809, sur le champ de bataille de Raszyn, fit les campagnes de Russie et de France, se couvrit de gloire à Arcis-sur-Aube, où Napoléon, en attendant des renforts,

par de belles paroles sur la Pologne (1); et maintenant que les journaux purement libéraux daignent à peine faire mention de nous, parce qu'ils s'aperçoivent que la curiosité publique se refroidit, que dans les étalages on recherche moins les images polonaises, et qu'au cirque on a cessé de se presser aux représentations de la pièce *Les Polonais*, la *Revue européenne*, quoiqu'elle ne parle pas tout à fait dans notre esprit, insère jusqu'à présent de longues et fréquentes dissertations sur les affaires polonaises.

trouva une citadelle vivante dans le bataillon qu'il commandait; colonel en 1830, sa conduite à Dobre et à Grochow lui valut d'être nommé généralissime. Il vainquit les Russes à Wawer et à Demby-Wielkie, mais eut la faiblesse de s'arrêter au milieu de ses succès pour obéir aux insinuations de la diplomatie. Des revers s'ensuivirent et il déposa, le 12 août 1831, son commandement. Il mourut à Cracovie le 12 janvier 1860. (*Note du traducteur.*)

(1) Cette feuille, en annonçant sa suspension, se rendait le témoignage suivant: « La Pologne s'était ébranlée... A peine le bruit de sa glorieuse révolution fut-il parvenu jusqu'à nous, que nous l'accueillions par un cri de joie fraternelle, d'espérance, hélas! trop vaine d'amour sans bornes. Tant que dura le martyre de cette noble nation, nos prières, nos pensées, nos cœurs furent à elle... Nos larmes ne seront mêlées d'aucun remords, nous aurons la conscience de lui avoir consacré toutes les forces que Dieu nous avait données, nous n'aurons pas murmuré d'affreuses prières pour demander la ruine des dernières espérances du catholicisme sous le ciel du Nord... » Dans le même numéro, l'*acte d'union à tous ceux qui, malgré le meurtre de la Pologne, le démembrement de la Belgique et la conduite des gouvernements qui se disent libéraux, espèrent encore en la liberté du monde et veulent y travailler*, renfermait ce passage : « Nous pouvons présenter au ciel et à la terre le tombeau de cette héroïque Pologne, nation martyre dont la gloire sera aussi ineffaçable dans la mémoire de Dieu et des hommes que les taches de son sang sur la pourpre des rois. » Le 13 septembre 1831, le général Kniaziewicz et L. Plater, envoyés du gouvernement polonais, avaient, par une lettre publique, remercié l'*Avenir* de ses nobles efforts. (*Note du traducteur.*)

LA VIEILLE TACTIQUE DES PARTIS.

12 juin 1833.

« Au moyen du mensonge, tu traverseras le monde, mais tu ne reviendras pas sur tes pas. » (*Ancien proverbe polonais.*)

« Cela doit être vrai, car c'est imprimé. »
(*Ancien proverbe polonais tombé en désuétude.*

Le manifeste du comité national, en date du 17 mai (1), a paru inopportun à beaucoup de nos compatriotes, mais personne n'a pensé de bonne foi que le comité l'ait publié dans le but de nuire à la cause nationale ni qu'il ait agi de connivence avec nos ennemis, etc., et personne ne croit à ces accusations.

(1) Il s'était formé à Paris, le 22 octobre 1833, un *Comité de l'émigration polonaise* sous la présidence de Joseph Dwernicki. Ce comité publia le 17 mai un manifeste où le mouvement de Zaliwski avait été appelé prématuré, ce qui blessa ceux des Polonais qui rêvaient de se joindre à lui. La *Tribune* se fit l'écho de cette irritation en insérant une lettre où se lisait ce passage : « Nous qui consumons la plus misérable existence, nous pour qui tout ciel est d'airain, toute terre desséchée ; nous qui n'avons d'autre abri que nos souvenirs et notre foi dans la résurrection d'une patrie; on

En attendant, le manifeste en question a motivé un article français qui a paru dans la *Tribune* du 2 mai et qui évoque de nouveau nos affaires intérieures et domestiques devant le jugement des étrangers. Ne nous arrêtons pas à l'accusation générale lancée contre l'aristocratie : chacun peut accuser sans preuves, chacun est libre de traiter d'aristocrates ses ennemis politiques; une semblable allégation ne signifie rien, elle semble d'ailleurs jetée incidemment, car l'article tout entier est dirigé contre le général Dwernicki (1). On le dénonce (heureusement que nous n'avons pas jusqu'à présent d'expression polonaise qui rende cette idée) aux compatriotes, et d'une manière anonyme, comme complice de ces intrigues.

nous blâme, on nous traite presque d'insensés, parce que nous voulons saluer d'un dernier regard notre Pologne amie et venger, si nous pouvons, en tombant les armes à la main, quelques-uns de nos compagnons d'armes morts à nos côtés, sous les murs de Varsovie. » Bientôt la nouvelle que les partisans héroïques qui avaient pénétré en Pologne avaient trouvé la mort, mit fin à cette polémique, et inspira à Dwernicki ces nobles paroles, auxquelles la *Tribune* elle-même applaudit : « Un sang pur a donc de nouveau coulé sur l'autel de la patrie..... Cet anniversaire de deuil deviendra à jamais une preuve éclatante qu'il est impossible de mesurer le patriotisme des Polonais..... C'est en conservant ce feu sacré qu'il faut que nous soyons résignés aux misères et aux souffrances de tout genre. Au fond du calice de l'amertume que nous vidons sont nos devoirs. Souffrons et persévérons dans la foi, parce que le jour de notre résurrection viendra. » (*Note du traducteur.*)

(2) Joseph Dwernicki, né le 14 mars 1779 à Varsovie, se distingua dans les guerres de Napoléon, notamment au passage de la Bérésina, et à la bataille de Leipzig fut nommé colonel sous les murs de Paris. En 1830 il battit les Russes à Stoczek et à Nowawies; enveloppé par des forces supérieures, il passa en Galicie, où son corps fut désarmé par les Autrichiens.

(*Note du traducteur.*)

Le caractère du général Dwernicki est universellement connu : les articles qui le dénigrent seront lus dans le pays avec indignation; dans l'émigration, avec indifférence, car nous sommes déjà accoutumés à la liberté et aux abus de la presse. Nous, nous voyons, au contraire, dans cette accusation de bons symptômes : déjà, dans l'émigration polonaise, l'opinion publique commence à être respectée, puisque la calomnie n'ose se montrer dans la langue nationale et court se cacher sous une phraséologie étrangère. La destinée inévitable des gens qui avancent des contre-vérités, c'est qu'ils perdent peu à peu tout crédit chez les voisins et sont toujours à la recherche de nouveaux auditeurs. Au moyen du mensonge, ils traversent le monde; quelques-uns galopent si vite qu'ils ont déjà traversé la Pologne et l'émigration et qu'ils achèvent de visiter l'Europe... Mais comment s'en retourneront-ils?

L'article de la *Tribune* nous inspire les observations suivantes, que nous soumettons au jugement de nos compatriotes.

Nous sommes convaincus que toutes nos accusations mutuelles, vraies ou fausses, découlent d'une source pure, du désir de servir la cause nationale et la cause de la liberté ; mais nous saisissons de mauvaises armes en employant dans la lutte les rancunes individuelles, le mensonge et la calomnie. C'est la vieille tactique usée et sans valeur des routiniers politiques. Combien d'hommes nourrissent et entretiennent en eux-mêmes la haine comme une qualité précieuse, comme une preuve de force de caractère et distillent le venin

comme une arme terrible. C'est une erreur fatale, car la haine individuelle ronge l'âme peu à peu, et, telle qu'un cancer dévorant, en annihile les facultés. La nature a donné le venin en partage aux reptiles ! les plus forts d'entre les animaux n'en ont pas. Les grandes nations, dans le temps de leur puissance, avaient le renom d'être d'un caractère doux et nullement vindicatif. L'Italie, abâtardie, était, à l'époque de sa décadence, la capitale des haines domestiques et des vengeances privées.

Souvent, chez nous, les individualités les plus nobles tentèrent, dans le meilleur des buts, d'employer le mensonge comme moyen politique, et le résultat fut toujours mauvais. On mentait dans les sociétés secrètes, en exagérant le nombre et la force de l'association, afin d'entraîner plus facilement dans la conspiration ; on mentait avant la Révolution en disant merveille de Chlopicki ; on mentit ensuite en son nom : les patriotes l'ont cruellement expié (1). On mentait dans les insurrections en répandant de fausses nouvelles en guise d'encouragement ; les conspirateurs expérimentés et les chefs d'insurrections conviennent qu'ils n'ont jamais eu à se louer des gens recrutés par ruse, qui

(1) Pour bien saisir ce passage, une citation est nécessaire. « Les conspirateurs, avant 1830, destinaient le pouvoir au général Chlopicki, disposant de lui *sans son aveu*. Cette idée était propagée dans le pays, répandue dans la capitale. Chlopicki n'y avait jamais donné prétexte. Sollicité en 1821 par le général Uminski, il lui répliqua : « Ma patrie, c'est ma tante! Votre patrie ne me ferait pas seulement une paire de bottes. » Malgré ce bon mot de soldat, il n'était pas mauvais Polonais, mais plutôt militaire de profession que citoyen du pays. Krzyzanowski l'ayant interrogé dans le même ca-

désertaient ou gâtaient le cœur de ceux qu'une conviction intérieure attachait à la bonne cause (1).

L'ancienne diplomatie est tombée dans le mépris et inspire le dégoût parce qu'elle a vécu de mensonge; on a eu raison de crier contre les grands et petits salons, où se forgent les cancans. Les patriotes, les hommes nouveaux ont-ils à suivre cette routine? Nous souhaitons au correspondant plébéien de la *Tribune* d'y renoncer à jamais. Dans le nouvel ordre de choses qui se prépare en Europe, la plus redoutable diplomatie sera celle de la nation qui basera la sienne sur la vérité; une pareille diplomatie trompera les vieux cabinets, de même que généralement un homme simple triomphe le plus aisément des fripons par son honnêteté.

Rien n'a diminué les forces de la presse comme le mensonge; maintenant, les hommes ou bien accueillent la vérité avec précaution, ou bien la suspectent. Dans l'ancienne Pologne, la liberté de la presse était plus grande que dans n'importe quel pays d'Europe, car quiconque jouissait chez nous des droits de citoyen pouvait

prit, il témoigna son dédain des sociétés secrètes et ajouta comme conclusion : « Donnez-moi cent mille hommes de troupes régulières et nous verrons. » (Maurice Mochnacki, *Hist. de l'insurrect. de* 1830-31, vol. 1.) « Chlopicki, dans la crainte que les Polonais ne le missent à leur tête, s'était tenu à l'écart pendant tout le temps que dura l'insurrection. Plût au ciel qu'il eût toujours refusé cette belle position, mais il se décida, après une longue hésitation, à accepter. Les conjurés furent écartés de toutes les positions politiques, leurs plans considérés comme non avenus, on négocia avec le grand-duc Constantin! » (Roman Soltyk, *la Pologne*, vol. 1.)

(1) La nouvelle insurrection de 1863 n'a pas été à l'abri des s reproches, et les mêmes errements ont été la source d'un insuccès. (*Note du traducteur.*)

fonder une imprimerie et publier ce que bon lui semblait. Le sentiment de la nation était une terrible censure; on voit qu'on n'abusa pas de la presse, puisque le proverbe «c'est vrai, car c'est imprimé,» est parvenu jusqu'à nous. Et l'influence de la presse était telle, qu'une seule brochure, au temps de l'élection, éleva au trône Michel Korybut (1).

Pendant notre révolution, on donna un bel exemple dans les bulletins militaires. L'Europe les lisait avec une entière confiance et grandissait même toujours nos victoires. On peut dire que nous avons réhabilité le style militaire, qui était universellement un modèle du mensonge. Avant notre guerre, on disait : mensonger comme un bulletin. N'y aurait-il pas avantage à réhabiliter également le style journalistique et parlementaire et toute la politique?

(1) L'opuscule remarquable auquel l'auteur fait ici allusion a été traduit en français sous le titre : *A. O. Censure ou discours politique touchant les prétendants à la couronne de Pologne* (Cologne, 1670), par A. Olszewski.

LES DISCORDES DE NOTRE ÉMIGRATION.

QUELQUES MOTS SUR SES MOUVEMENTS.

31 mai 1833.

Nos ennemis ont fait grand bruit dans le monde des discordes de l'émigration; leurs partisans répètent en échos complaisants ces accents de triomphe; il est probable que nos compatriotes s'en effraient et s'en attristent. Ces cris de nos ennemis sont une preuve de leur faiblesse, la preuve que, tout en feignant de n'avoir pour nous que du dédain, ils nous craignent jusqu'à présent et daignent mentir à notre intention. Les discordes de notre émigration ne compromettent pas notre cause et s'expliquent aisément. Si, en temps de paix, on disserte et on se dispute parfois plusieurs années sur d'aussi petites choses qu'un poème ou un tableau, quoi d'étonnant à ce que des émigrés, condamnés à l'inaction ruminent le passé et apprécient diversement le présent?

Mais, malgré la divergence des opinions, il y a unanimité sur une question cardinale : personne ne s'accordera jamais ni avec Nicolas, ni avec le roi de Prusse, ni avec l'Autrichien, ni avec aucun des rois qui sont des Nicolas. On pourrait nous ranger en deux partis, tous deux également honnêtes et également désireux de relever la cause nationale, quoique par des moyens différents. Les uns, qui ne veulent pas attendre un seul moment, agissent et luttent comme ils peuvent, par la parole et par la plume; ils encouragent chacun aux entreprises même individuelles, aux tentatives les plus périlleuses, dans la confiance absolue de la proximité d'un avenir heureux. Les autres, avant que d'entreprendre quoi que ce soit, voudraient grouper en un tout considérable les forces et les ressources. Il en est aussi qui ont encore l'espoir que les gouvernements viendront à résipiscence et se convertiront; ils conseillent donc de conclure avec les gouvernements au moins un armistice temporaire, de ne pas les provoquer et de ne pas se mettre sur les épaules de nouveaux ennemis. (Hélas! ces gouvernements, ce sont nos vieux ennemis.)

De la divergence des opinions résulte la divergence des actions qui, pourvu qu'elle soit dirigée vers l'extérieur, n'est pas préjudiciable à notre cause. Nous ne nous indignons aucunement contre ceux qui essaient de convertir Louis-Philippe, de corriger le roi d'Angleterre, d'inspirer aux Chambres et au Parlement de généreux sentiments, quoique nous connaissions l'endurcissement des pécheurs. Mais nous exigeons également qu'on ne s'indigne pas contre ceux qui ont pris pour

devise que « qui ne se laisse pas convertir se laisse exécuter », et nous demeurons certains que le premier événement heureux, que le premier chant de victoire, réunira tout le monde.

Nous sommes ici un peu sujet à la maladie locale du parlage et de l'écrivaillerie, de l'adressomanie et de la proclamatiomanie, et de la manie pire encore de publier les théories de constitutions futures avec des titres et des articles sur le modèle de l'Assemblée constituante, de Sieyès, etc.; mais cette maladie, semblable à une grippe contagieuse, n'est nullement mortelle, elle provient seulement du manque de la libre atmosphère des camps. Il est malheureux qu'elle ait atteint des gens doués de talent pour le genre de littérature nationale le plus difficile et le plus beau, c'est-à-dire du talent d'écrire des bulletins de victoire sur des tambours. Que quiconque possède un pareil talent, le conserve pour des circonstances plus importantes.

Cependant sa productivité littéraire n'empêche pas l'émigration de tenter d'agir chaque fois que l'occasion s'en présente. A peine les camarades avaient-ils étalé leur papier, taillé leurs plumes, mis les presses en mouvement, quand la nouvelle se répandit tout à coup que quelque chose se préparait en Allemagne : aussitôt ces braves de faire de leur papier des cartouches, de se noircir les moustaches avec ce qui restait d'encre d'imprimerie et de se mettre le même soir en campagne. Le lendemain, les imprimeurs étonnés trouvèrent les bureaux déserts et la clef sous la porte. Quelques jours après, on entendit dire qu'un des auteurs se battait en

Allemagne, à une centaine de lieues de là, un autre guerroyait peut-être en Pologne (1).

Lelewel, dans un de ses ouvrages, compare avec infiniment d'à-propos la république polonaise à une fourmilière ou, quoiqu'il n'y ait pas d'autorité centrale comme dans une ruche, les essaims qui semblent travailler sans ordre, travaillent dans un seul but, reconstruisent ensemble l'édifice renversé et se jettent ensemble sur l'ennemi. Nos pèlerins ressemblent beaucoup à cette fourmilière : ils se fraient différentes voies, s'avancent dans différentes directions, mais la fin et le commencement de leurs explorations, c'est toujours la patrie. Le camp de l'émigration est jusqu'à présent sans chef; les soldats en sortent isolément, établissent leurs avant-postes en Suisse, envoient des éclaireurs en Allemagne et quelques-uns de leurs tirailleurs pénètrent jusqu'en Pologne; d'autres ont été voir en Portugal s'il

(1) Il est trop souvent fait allusion dans ces articles aux tentatives qui eurent lieu en 1833 de réengager la lutte de 1831 pour que nous n'en disions pas deux mots. C'est le colonel Joseph Zaliwski qui assuma cette initiative. Il avait contribué à l'insurrection du 29 novembre; il savait qu'en Autriche et en Prusse séjournaient encore des milliers de soldats polonais désarmés, mais brûlant de prendre leur revanche. L'enthousiasme avec lequel on avait accueilli l'émigration sur son passage lui faisait espérer que des soulèvements, en Allemagne notamment, coïncideraient peut-être avec sa levée de boucliers. Malheureusement le secret ne put être suffisamment maintenu; les difficultés matérielles ne permirent pas à beaucoup de parvenir jusqu'en Pologne. Les bataillons russes eurent raison des insurgés : ceux qui tombèrent aux mains de Nicolas furent fusillés; ceux que saisirent les Autrichiens languirent de longues années dans les cachots; Zaliwski fut du nombre de ces derniers. En février 1834 une colonne de Polonais pénétra en Savoie afin d'appuyer le projet de Mazzini de soulever l'Italie; elle fut dispersée. (*Note du traducteur.*)

valait la peine d'y occuper une position ; d'autres enfin poussent des reconnaissances en Orient.

De même qu'au camp avant la bataille, on peut parfois par les propos des soldats en apprendre plus sur l'état des choses et sur la tournure que prendront les événements, que par les plans des quartiers-maîtres, ainsi la politique des émigrés, dans leurs conversations domestiques, mérite qu'on y arrête son esprit. Elle est indubitablement plus profonde et plus vaste que la politique des ministres et des gazetiers français et anglais, qui ou s'absorbent dans la politique du jour ou se perdent dans les abstractions, en voyant rarement plus loin que Paris et Londres, et en ne portant presque jamais leurs regards au-delà du Rhin et des Alpes. Nos pèlerins possèdent (pour employer une vieille locution de nos pères) ce qu'on acquiert en politique et en géographie à la semelle de ses souliers. Ils ont foulé le sol de bien des pays, et ils sont forcés par la puissance et le nombre de leurs ennemis, comme aussi par le vif sentiment de leur cause, à plonger par la pensée fort loin dans l'avenir, et à chercher du regard des alliés depuis le Caucase jusqu'aux Pyramides. Le moindre phénomène politique attire leur attention; ce sont des pasteurs chaldéens qui regardent sans cesse le ciel et qui, nous le savons, connaissent mieux les mouvements des étoiles et devinent mieux les variations de l'atmosphère que les membres du bureau des longitudes.

Pour nos compatriotes restés dans le pays, ce serait un étrange spectacle que celui, dans un coin de l'Europe, de quelques-uns de leurs frères, habitués jadis à la vie

campagnarde et casanière, occupés maintenant à discourir sur les quatre parties du monde qu'ils ont parcourues en pensée et souvent en réalité. Nous avons entendu, dans une petite ville française, la conversation suivante : « D'où viens-tu, camarade ? » demandait Maciek à un citoyen de Samogitie. « D'Amérique, » répondit l'habitant de Telsze ; « j'y ai fait une tournée ; mais les citoyens de l'Amérique ne s'occupent que de commerce, ne songent pas à la guerre pour la liberté des peuples ; je suis donc revenu en Europe ; j'obtiendrai peut-être quelques thalers, une paire de pistolets ; j'irai dans le pays me battre avec le Moscovite ; et toi, camarade, où te diriges-tu ? » — « Je viens de chez don Pédro, répondit l'autre ; mais sa cause ne vaut pas une livre de poudre ; ils se disputent pour savoir qui de Pédro ou de Miguel doit régner : que nous importe ! » — « Moi, dit un troisième, j'arrive de Bruxelles. Je croyais que Léopold commencerait sincèrement la guerre et je voulais entrer en arrangement avec le colonel N... afin de secourir les Belges ; mais je m'aperçois que Léopold n'est qu'une flûte sur laquelle joue Louis-Philippe, par conséquent, qu'en saurait-on raisonnablement espérer ? » — « Qui sait, exclama un quatrième, si l'on n'eût pas dû s'entendre avec Méhémet-Ali ? mais, en tout cas, les mieux partagés sont ceux qui se battent déjà contre le Moscovite et qui trouveront sur la terre natale la victoire ou la mort. »

Il est possible que de pareilles conversations semblent ridicules à plus d'un politique. Quand les Normands se mirent pour la première fois dans leurs petites barques

à aborder par dix ou par quelques dizaines sur les rivages d'Europe et qu'après avoir çà et là brûlé une maison ou un navire, ils s'en retournaient, qui faisait attention à eux, qui les craignait? Un seul homme ne les dédaignait pas, c'était Charlemagne! Nous lisons dans les Chroniques que Charles, vieux alors, regardant, par la fenêtre d'un de ses palais qui donnait sur la mer, les barques de ces aventuriers, se prit à réfléchir tristement au milieu des moqueries de ses courtisans, et prédit que de ces barques sortirait une grande tempête européenne. Un siècle ne s'était pas écoulé que les Normands parcouraient l'Europe en tous sens; l'esprit normand était devenu l'esprit du temps.

LES SAGES ET LES FOUS.

27 mai 1833.

La première apparition historique dans notre pays de gens raisonnables d'office et diplomates de profession coïncide avec le premier partage de la République. Quand on conseilla à la Diète honteuse que présida Poninski (1) de signer un acte qui équivalait à un suicide, on n'osa plus parler aux Polonais le vieux langage de leurs pères, ni s'adresser à eux en invoquant Dieu et *le devoir;* il fallut créer un nouveau vocabulaire; on discourut donc sur *les circonstances*, *l'opportunité*, *la position géographique*, *les obstacles* et *les espérances*, on supplia enfin

(1) Poninski, dont la mémoire est chargée des anathèmes de générations entières, présida la Diète pusillanime que l'exemple de Rejten ne put entraîner, et qui, de guerre lasse, donna au partage un semblant de ratification. Quelques années s'écoulèrent et la conscience reprit ses droits. La grande Diète condamna Poninski à la peine du bannissement. Il fut préalablement conduit par les rues avec un crieur public qui répétait à chaque carrefour : *C'est ainsi qu'on punit les traîtres à la patrie!* Cet individu exécré rentra à Varsovie à la suite des Russes et s'y éteignit le 23 juillet 1798.
(*Note du traducteur.*)

les citoyens au nom du *bon sens* d'abdiquer tout sentiment patriotique. Quel *bon sens* y avait-il, s'écriait-on, à vouloir s'opposer à la volonté des trois cours? Les *moyens* de résistance ne faisaient-ils pas défaut? Le *moment* était-il favorable? Ne valait-il pas mieux sacrifier une *partie* pour conserver le reste? Au milieu de la tempête, la prudence n'ordonnait-elle pas d'alléger de plusieurs woyewodies le vaisseau de l'État? La sagesse n'enseignait-elle pas à sacrifier un membre inguérissable du corps malade de la République? C'est de la sorte que la cause nationale se trouva livrée depuis lors aux coups de langue des sophistes.

Les nonces honnêtes, ceux surtout qui arrivaient du fond des provinces, entendaient avec surprise ces raisonnements si peu habituels aux Polonais; ils étaient incapables de s'engager dans le dédale de discussions pareilles, ils les fuyaient, ils se bouchaient les oreilles devant ce genre de blasphèmes: leur raison polonaise se refusait à concevoir, leur cœur polonais à sentir, qu'il fut licite à la Diète de déchirer la patrie en lambeaux et de vendre des compatriotes comme esclaves. On leur répondit que la Diète était en possession de la *souveraineté*. Les *gens raisonnables* virent accourir à leur secours les diplomates qui, armés d'expressions à double tranchant, telles que les alliances, les garanties, les traités, les conférences, la neutralité, finirent par enrichir le dictionnaire du mot *cordon* sur lequel jadis nos politiques méditèrent autant que de nos jours sur l'intervention et la non-intervention. La cohue des sots, dénués d'esprit et d'âme, qui auraient eu honte d'avouer

ne pas comprendre ces formules, préférait, en s'escrimant avec elles, tirer vanité de leur prétendue science. Reyten évoqua une dernière fois les antiques accents de la conscience polonaise lorsque, par les plaies du Christ, il adjura ses collègues de ne pas consentir à un pareil forfait; les sages l'accablèrent sous les épithètes de sot et de fou. La nation lui a décerné le nom de *Grand*, et la postérité a confirmé ce jugement (1).

Quand les confédérés de Bar prirent les armes, la majeure partie du pays partagea leur exaltation, mais le

(1) Dès que le partage fut convenu entre les trois cours, elles envahirent la République, et leurs généraux violentèrent les élections pour imposer leurs candidats à la diète. Beaucoup de bons citoyens s'abstinrent dans l'idée qui faisait écrire à l'évêque de Kamieniec : « Si notre patrie doit périr, ne creusons pas au moins son tombeau de nos propres mains. » Il n'y eut jamais de diète moins nombreuse. Les citoyens les mieux à la hauteur de cette crise horrible comprirent qu'il fallait, non pas une opposition passive, mais une opposition active, et ils briguèrent le périlleux honneur de siéger sur les bancs de la future assemblée. Une loi maintenue par les Russes portait que le vote d'un seul député arrêtait la marche de la diète, qui avait besoin de l'unanimité pour se changer en confédération, c'est-à-dire pour adopter la marche des assemblées ordinaires où tout se décide à la majorité des suffrages. Cette unanimité, les Russes ne purent l'obtenir. Ils eurent beau entourer la salle de leur soldatesque, braquer des canons contre la Diète (20 avril 1773), Reyten, avec quelques collègues patriotes, au milieu des clameurs des nonces vendus ou intimidés, retourna une dernière fois contre la Russie cette arme du *liberum veto*, tant de fois employée par elle pour paralyser la République. Au spectacle de l'égorgement de sa patrie, le désespoir envahit cette âme antique. Dans la retraite où il se consumait, à la vue d'un général russe dont l'uniforme lui rappelait la perte de l'indépendance polonaise, il s'ouvrit les entrailles. On l'a surnommé le Caton de la Pologne. La grande diète, en décidant que la sentence de Poninski serait gravée sur une plaque de marbre noir et placée dans la salle de ses séances, décréta en même temps qu'un monument s'élèverait à côté pour consacrer le courage de Reyten. (*Note du traducteur.*)

bon sens et la sagesse politique avaient fait, parmi la noblesse, de tels progrès, qu'au lieu de monter à cheval on commença à débattre si l'instant était bien choisi et à attendre une réponse de Vienne ou des secours de Paris, etc. Les confédérés finirent par s'attaquer au roi Stanislas-Auguste; on cria qu'ils avaient offensé l'honneur national et on flétrit les confédérés des épithètes de fous et d'aventuriers. Autre a été l'arrêt de la nation et de la postérité (1).

Lorsque, à la Diète de quatre ans, Korsak introduisait dans chaque motion les deux mots : le trésor et l'armée! l'armée et le trésor! et qu'il conjurait les théoriciens de proscrire les dissertations sur les lois cardinales prolongées des mois entiers pour étayer plutôt ces lois sur *des actes*, en leur donnant la sanction de *la guerre*, les gens

(1) « On reconnut trop tard, dit Ferrand, la nécessité de revenir aux principes. Les plus grands ennemis de la confédération allaient en adopter les plus sévères maximes et les soutenir contre celles qu'eux-mêmes avaient longtemps professées. (*Histoire des trois démembrements de la Pologne*, livre V, t. 2, édit. de 1830.)

« Le 29 février 1768, dans le temps que la Pologne désarmée et affaiblie, au milieu d'ennemis puissants et armés, se trouvait à leur discrétion, et que les Moscovites, occupant la capitale et ravageant les provinces, achevaient de désorganiser la République, un groupe de patriotes, réunis dans la petite ville de Bar, en Podolie, eut l'audace héroïque de former une confédération et de donner par là le signal d'une lutte acharnée qui fut l'honneur de la patrie agonisante, et qui reste l'étonnement de l'histoire. La confédération en Pologne, comme la dictature chez les Romains, était un moyen légal de parer à un grand péril intérieur ou extérieur. A la proclamation de la patrie en danger, tous les pouvoirs publics cessaient instantanément, et l'autorité passait à la république confédérée..... La lutte dura cinq années. » (Voir le *Manifeste de la république confédérée* réimprimé, avec préface, sous le titre de *Message polonais aux parlements d'Europe*, à l'occasion du centième anniversaire de la confédération de Bar. Paris, 1868.) (*Note du traducteur.*)

raisonnables, scandalisés de ce que Korsak négligeait souvent les formes parlementaires, le traitaient de sot et les partisans de la Russie d'insensé.

Aux jours où la nation acclama la dictature de Kosciuszko, où Varsovie fut délivrée, Stanislas-Auguste, en recevant la députation révolutionnaire, dit avec des sanglots dans la voix : « Tout cela est beau, c'est sublime ! Mais, messieurs, est-ce raisonnable ? Quelles en seront les conséquences ? » Kosciuszko mourut en exil et la nation a enseveli ses restes dans les tombeaux de nos rois. Le sage Stanislas-Auguste a été enterré avec des honneurs royaux à Saint-Pétersbourg.

A l'époque de la création des légions, les jeunes Polonais s'arrachaient à leur famille, renonçaient à leur fortune et volaient, à travers mille dangers, sous les drapeaux de Dombrowski et de Kniaziewicz ; on déclamait contre ces fugitifs, on les qualifiait d'écervelés. Les feuilles allemandes représentaient les généraux polonais, au service de France, tels que Dombrowski et Kniaziewicz, comme des fous et des aventuriers. Au nombre de ces aventuriers échappés à leurs parents, figurait Krasinski (1), qui, dans la suite, devint plus raisonnable.

Nous abandonnons à la postérité le soin de juger les gens raisonnables de notre dernière révolution. Peut-être qu'aucun de ceux auxquels on a des fautes à reprocher ne sera accusé de mauvais vouloir, de manque

(1) Le général Krasinski, qui se couvrit de gloire sous Napoléon Ier, se rallia sur ses vieux jours à la Russie. Son fils Sigismond fut un des plus grands poètes de la Pologne contemporaine. (*Note du traducteur.*)

bon sens et la sagesse politique avaien
blesse, de tels progrès, qu'au lieu d
on commença à débattre si l'instant
à attendre une réponse de Vienne ou
ris, etc. Les confédérés finirent par
Stanislas-Auguste; on cria qu'ils ava
neur national et on flétrit les confé
de fous et d'aventuriers. Autre a été
et de la postérité (1).

Lorsque, à la Diète de quatre ans, l
dans chaque motion les deux mots : le
l'armée et le trésor! et qu'il conjurai
proscrire les dissertations sur les lois
gées des mois entiers pour étayer plu
actes, en leur donnant la sanction de

(1) « On reconnut trop tard, dit Ferra
nir aux principes. Les plus grands enne
allaient en adopter les plus sévères maxi
celles qu'eux-mêmes avaient longtemps
trois démembrements de la Pologne, livre
« Le 29 février 1768, dans le temps qu
affaiblie, au milieu d'ennemis puissants
discrétion, et que les Moscovites, occup
les provinces, achevaient de désorganis
de patriotes, réunis dans la petite vil
l'audace héroïque de former une conf
le signal d'une lutte acharnée qui fut
nisante, et qui reste l'étonnement de
en Pologne, comme la dictature chez
légal de parer à un grand péril intéri
mation de la patrie en danger, tous
instantanément, et l'autorité passait
La lutte dura cinq années. » (Voir le
fédérée réimprimé, avec préface, so
aux parlements d'Europe, à l'occasi
la confédération de Bar. Paris, 18

A supposer qu'il soit en quête d'un professeur et de livres, qu'il considère la sanglante leçon donnée à Fischau et à Cronstadt, et qu'il médite le cours de politique qu'enseignent nos frères attelés aux brouettes des prisons prussiennes. Ce sont les seuls professeurs auxquels actuellement nous reconnaissons le droit de juger les tentatives de nos compatriotes en Pologne; ils porteront sur leurs services l'arrêt d'un jury militaire.

Le *Pèlerin* n'a pas l'audace de circonscrire dans la sphère restreinte de ses raisonnements les entreprises et les efforts de ceux qui sentent devoir, savoir et pouvoir obtenir pour le bien de leur patrie quelque grand résultat. Il n'ira pas, sans y être prié, s'interposer en témoin indiscret et encore moins en juge, entre ces hommes et la Providence. Il ne conseille ce rôle à personne, convaincu qu'il est que tout dessein conçu en dehors de vues personnelles et pur du désir d'élever ou d'abaisser autrui, obtiendra infailliblement pour résultat de servir la cause nationale dans le présent ou dans l'avenir (1).

(1) Dans cet article et dans l'article suivant, l'auteur fait allusion aux récriminations acerbes qui suivirent l'insuccès des premiers émissaires de l'émigration dans le pays, et les essais du renouvellement immédiat de la lutte contre les Russes, ainsi qu'aux attaques auxquelles donna lieu l'appui prêté par les Polonais aux levées de boucliers des révolutionnaires en Suisse, en Savoie, en Allemagne. (*Note du traducteur.*)

LES SANS-POLITIQUE

ET LA POLITIQUE DU PÈLERIN.

19 mai 1833.

Quelques-uns de nos lecteurs accusent le *Pèlerin* de manquer de principes et trouvent ses tendances incertaines et douteuses, parce que, dans son quatrième numéro, il accuse ceux qui n'ont pas de politique, et que, dans son cinquième, il blâme comme inutiles toutes les discussions sur les lois écrites et sur les formes. Nous devons entrer à ce sujet dans de plus longues explications.

Nous appelons *sans-politique* les gens qui ne savent à quel vent se confier et qui, au milieu de la tempête, non-seulement replient les voiles, mais désertent le pont, ne veulent même pas examiner le ciel et les étoiles et conseillent de se réfugier dans la cale, en criant : Dès qu'un vent favorable soufflera, nous remonterons sur le tillac. Le *Pèlerin*, sans se flatter de pouvoir vaincre les éléments, sait au moins vers quels parages il lui faut voguer et quel vent espérer ; il attend un vent contraire à tous les monarques d'Europe, *à tous*

les gouvernements sans exception, et c'est, autant que possible, dans la direction de ce vent qu'il conseille de politiquer.

Mais, à nos yeux, les actes ou les paroles et les pensées qui enfantent des actes méritent seuls le nom de politiques. Il s'agit ici d'actes tels que la lutte, la victoire ou le martyre; de paroles telles que jadis les paroles de l'Évangile, ensuite l'Imitation de Jésus-Christ, les paroles du Coran, les paroles de Wiclef, de Huss, de Luther, de Saint-Simon, celles de la Diète où siégea Reyten, celles des séances de la Convention où l'on déclara la guerre à l'Europe entière, les ordres du jour de Napoléon, ou le chant de Dombrowski (1), etc. Et nous ne voyons que bavardage et rhétorique vide dans tout ce qui ne va pas du cœur au cœur, mais uniquement des lèvres aux lèvres, dans ces discussions des Grecs qui, foulés aux pieds par le tzar de Macédoine, écrivaient des livres et se disputaient sur l'aristocratie et la démocratie quand ni l'une ni l'autre n'existaient plus; dans les querelles des théologiens byzantins, et enfin dans toutes les théories sociales doctrinaires, depuis Jean-Jacques Rousseau jusqu'à la *Tribune*, chaque fois qu'elles traitent des formes futures. Les despotes ont crié contre les abstractions politiques en pensant qu'elles amèneraient la liberté; il est temps que les amis de la liberté protestent à leur tour contre ces abstractions, car de semblables théories, sur les formes et

(1) Le célèbre chant de guerre qu'entonnèrent les *Légions polonaises* d'Italie, commandées par le général Dombrowski, a pour refrain : « Non, la Pologne n'est pas morte tant que nous vivons! » (*Note du traducteur.*)

les vêtements de créatures que de vains théoriciens ne sauraient enfanter, ne sont que les fanfaronnades de vieilles ganaches politiques et la preuve de leur impuissance; c'est le bavardage de vieillards corrompus du siècle dernier, qui, sur le lit où les tient la goutte ou la chiragre, ne cessent d'évoquer la volupté. Nous le jurons par tous les Kozaks qui pillent la Pologne, par tous les gendarmes autrichiens et prussiens: à quoi nous serviront les hommes qui dissertent longuement sur les attributions de l'autorité nationale, quand nous sommes sous l'autorité de sergents locaux; sur les tribunaux et les Codes, quand, chez nous, on arrête, on pend et on fusille sans jugement nos compatriotes. Peut-on lire sans haussements d'épaules les querelles de la *Tribune* et du *National* touchant la forme, le baptême et l'éducation d'une république qu'ils ne mettent pas au monde? Qu'il est plaisant de voir disputer au sujet de la centralisation ou de la décentralisation d'une autorité future! Il suffit de connaître ce qu'est l'autorité existante. Si elle est mauvaise, il faut la renverser; si elle est bonne, l'étendre autant que possible. Tout le problème est là aujourd'hui.

En Pologne, on faisait de la bonne politique avant la Révolution. Nous considérons comme d'excellents politiques tous ceux qui *n'attendaient pas*, mais luttaient, soit en minant les principes des gouvernements envahisseurs, soit en développant les principes de liberté, soit en préparant des insurrections ou des attentats à la vie des despotes. A cette époque, les grands politiques [illegible]ient Czacki qui liait la Wolhynie et l'Ukraine à la Po-

logne; le prince Czartoryski, qui maintenait la langue polonaise dans les écoles; les Niemoyewski, qui, en s'attachant aux restes des priviléges de la nation, supportaient sans hésiter les persécutions, et les milliers de conspirateurs qui succombèrent en Sibérie et dans les prisons. Les grands diplomates furent surtout les porte-enseignes dans la nuit où ils annoncèrent, à coups de fusil, à l'Europe, l'acte du Belvédère; des capacités ministérielles peu communes furent montrées par les insurgés de la Lithuanie, de la Wolhynie et de l'Ukraine; nous appelons bons Polonais nos frères qui nous ont quittés pour lutter en Pologne ou qui se sont rendus en Suisse.

Au contraire, les volumes écrits sur la Constitution, les Codes, ainsi que les théories concernant le royaume du Congrès, ne nous ont servi à rien. L'opposition d'alors, dans la Diète, ne fut efficace qu'autant qu'elle s'inspira du vieil esprit polonais, c'est-à-dire de l'amour envers la patrie polonaise et de la haine envers le tzar; chaque fois qu'elle imitait le *Constitutionnel* et les libéraux français, elle ne trouvait pas d'échos dans les masses. Maintenant, on a oublié ces volumes et ces discours. Les théories politiques publiées dans l'émigration et les discours de beaucoup de nos compatriotes ont été également vides et inutiles. Nous croyons qu'après la lecture des *Mémoires de Kilinski* (1), de l'*His-*

(1) Kilinski, cordonnier de Varsovie, très-influent parmi le peuple, chassa, à sa tête, les Russes de la capitale, en 1794. Il a laissé des mémoires précieux par la simplicité même avec laquelle il y relate les grands événements auxquels il prit part.
(*Note du traducteur.*)

toire de la promulgation et de la chute de la Constitution du 3 mai (1), de la biographie de Reyten, du prince Joseph Poniatowski (2), de Sowinski (3), après la description de l'attaque du Belvédère (4), du knoutement de Fischau et de Cronstadt (5), après l'audition des récits de nos parents et de nos soldats, on peut s'inspirer d'une bonne politique, de l'esprit d'action. Or, que quelqu'un me montre un héros qui se soit inspiré de Jean-Jacques Rousseau et de Bentham ? Si l'on prétend que c'est non à la Pologne, mais à Rousseau et à Bentham, que nous sommes redevables des prodiges de notre jeunesse, nous sommes curieux d'apprendre pourquoi nous n'avons

(1) Ouvrage qui fut le testament politique des patriotes auteurs de la constitution du 3 mai. (*Note du traducteur.*)

(2) Le prince Joseph Poniatowski, né en 1763, commanda en chef l'armée polonaise en 1792, servit en 1794 sous les ordres de Kosciuszko, vainquit en 1809 les Autrichiens à Raszyn et mourut pour la France dans les eaux de l'Elster le 19 oct. 1813. (*Note du traducteur.*)

(3) Sowinski, né le 15 mars 1777, combattit d'abord sous les ordres du général Dombrowski en 1794. En 1812, il commanda deux batteries. A la bataille de Mozajsk, il perdit une jambe. Le 5 septembre 1831, chargé de défendre Wola sous Varsovie, il s'y fit héroïquement tuer. En août 1860, l'enterrement de la veuve de ce général détermina la première des manifestations grandioses qui se succédèrent à Varsovie jusqu'à l'insurrection de 1863. (*Note du traducteur.*)

(4) Le Belvédère était la résidence du grand-duc Constantin dont une poignée de conjurés héroïques l'expulsa dans la nuit du 29 novembre 1830. (*Note du traducteur.*)

(5) A Fischau, les Prussiens assassinèrent à coups de baïonnettes et de bâtons les soldats polonais réfugiés qui refusaient de rentrer se livrer à la Russie; à Cronstadt, expirèrent sous les plus barbares traitements les militaires polonais tombés aux mains de l'empereur Nicolas. (*Note du traducteur.*)

point vu apparaître en premier lieu dans nos rangs de héros de Genève et de Londres, patries de ces théories.

Dans les entreprises hardies, dirigées contre l'ennemi, on peut, faute de talent, et malgré la meilleure volonté, être le plus faible et périr ; néanmoins, l'homme plein de dévouement ne se trompe qu'à son propre détriment et ne perd que lui-même ; à l'égard de la patrie, il est infaillible. Il verse dans la balance du destin le sang qui manquait encore pour la faire pencher du côté de la justice.

Souvent, nous entendons répéter : On a déjà assez versé de sang pour la Pologne. Ah ! si cela était ! Mais nous oublions que nos ancêtres ont abandonné, sans verser une goutte de sang, la Russie-Blanche, sans verser une goutte de sang, toute la Galicie et une portion si considérable de la Grande-Pologne. Ils voulaient mourir tranquillement dans leurs maisons, et ils ne prévoyaient pas qu'ils condamnaient leurs neveux à la mort et à l'exil. Rappelons-nous qu'une centaine de mille hommes en armes ont, devant l'ennemi, délaissé le sol sacré, dérobant ainsi à leur patrie un sang qui lui avait été consacré. Quelqu'un pense-t-il qu'un tel larcin reste impuni?... Plus le paiement se fera attendre, plus les intérêts, lorsqu'il faudra l'effectuer, seront lourds.

Par conséquent, que quiconque n'a pas su être héros sache au moins apprécier et sentir le dévouement d'autrui.

AUX AMIS GALICIENS (1).

Joseph Zaleski (2) m'a posé, au nom de ses amis de la Galicie, les questions suivantes :

I. Dans les circonstances actuelles, quel mode d'action offre le plus d'avantages à la cause polonaise? Est-ce l'insurrection armée contre nos ennemis ou au contraire simplement la préparation à l'intérieur du pays des matériaux et des éléments d'un soulèvement futur?

II. L'état présent de l'Europe nous présage-t-il des événements de nature à exercer sur la Pologne une action immédiate, et, dans l'hypothèse d'une insurrection nationale, jusqu'à quel point peut-on compter sur un secours étranger et d'où l'espérer?

III. L'émigration polonaise est-elle aujourd'hui en situation d'appuyer directement les tentatives de nos compatriotes restés dans le pays et sous quelle forme y aurait-il à réclamer son concours?

(1) Cette note non datée est cependant de la même époque que les articles précédents. (*Note du traducteur.*)

(2) Joseph Zaleski, un vétéran des armées napoléoniennes, cousin du poète ukrainien Bohdan Zaleski. (*Note du traducteur.*)

IV. Réciproquement, dans quelle limite et par quels procédés le pays devrait-il venir en aide à l'émigration?

V. En supposant reconnue la nécessité de restreindre les efforts à l'intérieur du pays, à quelle organisation les faire tendre et surtout quel but leur marquer?

Voici mes réponses aux interrogations de Joseph Zaleski. Je l'invite à confronter mon sentiment avec les avis de ceux d'entre nos compatriotes auxquels sa confiance et celle de ses amis sont acquises.

I. Une insurrection armée équivaudrait à une déclaration de guerre aux trois États de Russie, Autriche et Prusse, dont la politique est maintenant identique et qui se prêteraient un appui réciproque. Je ne vois aucuns moyens de conduire une guerre semblable. La province de Galicie à elle seule n'y suffirait pas. Le royaume de Pologne, épuisé par une lutte prolongée, n'a encore ni regagné ses forces ni repris son courage. Le grand-duché de Pozen est trop faible pour tenir tête de lui-même aux Prussiens, et nous manquons de renseignements précis sur la Lithuanie et les provinces ruthéniennes.

II. Dans l'état présent de l'Europe, bien que des conflits particls puissent éclater entre les monarques, la Pologne n'a rien à en attendre. A la conclusion de la paix, elle se verrait toujours sacrifiée par les monarques qui se l'adjugeront à titre d'indemnité ou par voie d'échange. Aucun souverain ne songe à restaurer la Pologne, dont la cause a le tort à leurs yeux de trop mettre tout en question et dont les intérêts sont trop intimement liés à ceux de la Révolution. La cause de notre patrie

ne sera donc point évoquée devant le tribunal de l'Europe, avant que la Révolution n'ait bouleversé les combinaisons actuelles de la politique et n'ait créé quelque part un nouvel Etat ou un nouveau gouvernement révolutionnaire.

Je ne saurais dire dans quelle partie de l'Europe la Révolution éclatera le plus tôt. L'opinion universelle prédit des changements en France; dès que la France aura proclamé la République et chassé son roi, quelque forme de gouvernement qu'elle adopte ensuite, elle sera toujours obligée de rompre ses relations avec les autres États d'Europe, et les Polonais auront à se tenir prêts à profiter de la guerre qui en résultera infailliblement (1).

Cependant une révolution en Italie ou en Allemagne

(1) Les articles de la *Tribune des peuples* expliqueront comment il fut possible que la France, en 1848, acclamât la république sans rompre avec les cabinets. C'est que les serviteurs du vieil ordre de choses européen, étourdis un moment par la grandeur de cette commotion, reprirent vite leurs manœuvres liberticides et dévoyèrent le plus sublime mouvement du siècle. Ceux qu'un long étalage d'idées démocratiques porta à cette époque au pouvoir, urent dupes des roueries de leurs adversaires de la veille, travestis tout à coup en admirateurs enthousiastes et en conseillers dévoués. L'un des plus grands efforts des âmes damnées de l'orléanisme consista à troubler dans les masses l'instinct qui leur faisait pressentir que, si la république ne réagissait pas sur l'Europe en secourant les nations contre les rois, ce seraient alors les rois qui réagiraient sur la république en fomentant des divisions intestines jusqu'à son total affaiblissement. Dans le temps où le général Cavaignac tenait l'épée de la France, M. Thiers répétait chaque matin au ministre de la guerre, qui était alors le général Lamoricière : « Évitez la guerre, et la république est consolidée. » M. Thiers n'ignorait pas que les éléments qui, projetés au dehors, eussent fait prévaloir dans le monde les idées de la France de 1848, se dissoudraient au milieu des chocs intérieurs dans une fermentation impuissante. (*Note du traducteur.*)

intéresse plus directement encore la Pologne et doit exercer sur nos affaires une influence plus décisive, puisque nous sommes nous-mêmes mieux en état de coopérer à sa réussite. Au cas de changements en Italie ou en Allemagne, le temps et les circonstances détermineront le choix des moyens et des localités. C'est aux Polonais habitant à l'étranger et au courant des événements qui s'y déroulent à renseigner à cet égard leur mère-patrie, et il convient d'attendre, en pareille matière, leurs éclaircissements ; c'est aux Polonais, restés au pays et initiés à son esprit et à ses ressources, à décider s'il est préférable de hâter ou de retarder l'insurrection.

Quant aux secours à recevoir des puissances étrangères, l'insurrection a non-seulement le devoir de ne leur donner aucune place dans ses prévisions, mais il lui faut encore refuser toute créance à quiconque les lui promettra. Il n'est permis de baser ses prévisions que sur ses propres forces ou sur le concours de voisins immédiats, celui par exemple des Hongrois pour la Galicie, des Courlandais pour la Lithuanie, etc.

Les insurgés qui sont nécessairement au courant de leur situation propre et de celle des pays limitrophes n'iront pas se tromper eux-mêmes ni induire autrui en erreur. Aujourd'hui un appui étranger, en hommes ou en armes, est tellement incertain, hérissé de difficultés si nombreuses, qu'il y a à le biffer de la liste des ressources insurrectionnelles, et lors même que les circonstances viendraient à changer, il ne devrait raisonnablement entrer en ligne de compte que juste autant que

l'expectative d'un hasard heureux ou d'un miracle.

III. La majorité de l'émigration polonaise n'est pas en ce moment à la recherche des moyens de recouvrer notre indépendance, ou, pour parler plus simplement, de combattre la Russie, l'Autriche et la Prusse ; elle est surtout en quête de théories sociales et de projets d'organisation future de la Pologne, etc. Dans son propre intérieur, l'émigration se dispute à propos de démocratie et d'aristocratie. Je n'examine point la valeur politique de cette querelle, que je n'ai pu jamais bien comprendre et qui me semble ne résulter que de jalousies personnelles. Ce qui est certain, c'est qu'en cas d'insurrection la Pologne ne peut attendre de toute cette polémique ni régiments, ni armes, ni argent. Dans quelle mesure l'émigration, par ses raisonnements, par son influence morale et par ses œuvres, peut venir en aide aux Galiciens : c'est ce dont ils sont eux-mêmes les meilleurs juges. Quoi qu'il en soit, une insurrection éclaterait ces temps-ci, qu'une centaine, peut-être une dizaine seulement d'émigrés parviendraient à pénétrer jusqu'à elle.

IV. L'émigration réclame du pays des subventions pécuniaires dans un double but : 1° pour soutenir les efforts généraux tentés en vue de la cause nationale, tels qu'envoi d'émissaires et d'agents diplomatiques, achat d'armes en cas de guerre, en un mot dans une intention politique ; 2° pour apporter un soulagement aux besoins intérieurs de l'émigration. Les subventions de la première catégorie sont en cet instant inutiles, difficiles à servir, plus difficiles encore à bien employer. L'émigration se partage en partis nombreux qui agis-

sent, chacun à sa guise ; aucun d'eux ne possède la confiance de la Pologne entière ; aucun n'est la représentation légitime de toute la nation. Qui donc déléguera des agents diplomatiques? Qui aura le droit d'expédier des émissaires au nom de la nation? Au milieu des incertitudes actuelles, il est mieux et plus politique de dépenser les deniers publics à l'intérieur du pays. Les subventions de la seconde catégorie, destinées aux besoins intérieurs de l'émigration, doivent être toujours adressées à un comité, contre reçu de lui, où l'emploi futur de la somme sera clairement spécifié. Par le seul fait qu'une fraction notable de l'émigration a concouru à l'élire, un comité, quelle que soit d'ailleurs sa composition, offre plus de garanties que des particuliers qui n'admettent aucun contrôle et ne peuvent rendre de comptes publics.

V. Il ressort des observations précédentes que, selon moi, les citoyens de la Galicie doivent surtout borner leur action à l'intérieur du pays.

Il ne nous est pas aisé de savoir, à nous qui habitons l'étranger, quelle sera la direction à suivre, ni quels procédés on devra adopter. Cependant, j'exposerai franchement mon opinion à cet égard, en la soumettant au jugement des Galiciens.

Il faut que l'action intérieure tende à grouper des forces et à préparer des ressources pour l'insurrection future. Toutes ces forces, toutes ces ressources, reposent dans l'esprit national qui crée des bataillons et qui les arme. Propager cet esprit, c'est travailler le plus efficacement à la renaissance de la Pologne. Mes con-

seils se résument donc dans les quelques points suivants :

1° Expliquer à toutes les classes d'habitants que la cause de la Pologne est celle de l'égalité et de la liberté; que le servage dure parce que les propriétaires, qui ont les mains liées par le gouvernement, ne peuvent ni corriger ni changer les lois du pays; que, écrasés eux-mêmes d'impôts, ils pèsent forcément à leurs inférieurs; que le cabinet autrichien a pour but de diviser la nation en magnats, en nobles et en paysans, barrière qu'il lui faut éternellement entretenir et que la résurrection de la Pologne peut seule renverser.

2° Tant que nous n'avons pas brisé le joug étranger, toutes les criailleries contre les titres, l'aristocratie, etc., sont pure sottise, ils fractionnent seulement nos compatriotes en partis et engendrent la discorde. Nous sommes en présence, non pas de la guerre civile, mais de la guerre étrangère. Les titres ne perdront tout prestige que quand nous serons tous en possession du titre de Polonais; les intérêts de caste et de famille ne s'effaceront que devant le grand intérêt national. Travailler dans l'intérêt national, c'est hâter l'avénement de la liberté et de l'égalité. Il y faut donc admettre sur ce terrain toutes les classes d'habitants et les encourager à y descendre. Prince et comte, paysan et juif nous sont nécessaires au même degré. Il faut transformer chacun d'eux en Polonais. Aussi longtemps qu'il n'y aura point de vie publique, les ambitieux chercheront à briller dans les salons; aussi longtemps qu'il ne sera pas possible d'acquérir de la gloire au service de sa patrie, ils courront après l'é-

clat des titres. On ne peut que le souffrir patiemment, en poussant sans cesse les intelligences vers de plus hautes sphères. C'est pourquoi toute discussion intérieure sur l'aristocratie et la démocratie est à soigneusement éviter.

3° Les personnes importantes par leur fortune et par leur naissance (car aujourd'hui, en Galicie, il ne saurait y avoir d'autre importance que celle-là) peuvent beaucoup mériter de la cause nationale en protégeant, en soutenant, en encourageant les individus de quelque condition qu'ils soient, chez lesquels se manifestera l'amour de la Pologne ; il importe surtout de se lier avec la portion patriotique du clergé de chaque confession, en ayant principalement en vue le clergé ruthénien, et d'éviter toute contestation, tout procès avec les popes (1).

Plus d'un propriétaire qui, en temps d'insurrection, sacrifiera toute sa fortune, refusera en temps de paix de céder au prêtre ou au paysan quelques arbres de sa forêt, et il éloignera par là des classes entières d'habitants. Répétons-nous sans cesse les uns aux autres qu'un sacrifice momentané est plus facile et moins profitable à notre cause qu'une continuité de petits sacrifices, et que le manque des lents dévouements de chaque heure annihile ensuite le résultat des dévouements subits et complets.

Les anciens préjugés contre certaines classes d'habitants, tels que l'espèce de mépris témoigné par exemple aux enfants du clergé grec, constituent un grand péché

(1) Prêtres de la religion orthodoxe grecque. (*Note du traducteur.*)

politique et sont des plus dangereux pour notre cause. Il y a à ne rien négliger afin de redresser ces errements de l'opinion publique.

Il ne suffit pas de prédire aux paysans un meilleur avenir, si, dans la pratique, on n'améliore point, autant que possible, leur sort, en cherchant, par exemple, à rendre propriétaires et à dispenser des redevances ceux d'entre eux qui ont fait preuve d'un vif attachement à la patrie ou dont les enfants ont combattu dans les rangs polonais. Que ne leur achète-t-on des maisons, du bétail? Il serait excellent que, dans chaque village, un ou plusieurs paysans fussent dotés de la sorte, au moyen de cotisations. Cela servirait plus notre cause que l'envoi d'émissaires à l'étranger, ou l'achat prématuré d'armes exposées à être livrées et confisquées.

Une préoccupation à avoir, c'est celle de répandre à profusion dans le pays les écrits qui raniment l'esprit national. On aura soin d'éviter les productions pleines de hardiesse qui sont un appel à une prise d'armes immédiate, et qui excitent la défiance du gouvernement; celles-là sont à garder à un petit nombre d'exemplaires pour les gens éclairés; pour la masse, il faut choisir les volumes en apparence innocents, les livres de piété, les chansons riches en souvenirs nationaux et inspirées du plus brûlant amour de la patrie. Il est prudent d'essayer de les imprimer avec l'approbation de la censure et d'en confier la publication à des personnes bien vues de l'autorité et inconscientes de ce qu'elles feraient; nous à l'étranger et un groupe de nos compatriotes dans le pays, nous nous chargerions conjointement du choix

et de l'édition d'une collection pareille, et cela sans bruit et sans afficher de but patriotique.

Nous commencerions par un choix des cantiques où se conservent une foule de souvenirs nationaux, la réimpression, au plus grand nombre d'exemplaires possible, des chants de Niemcewicz (1), des mémoires de Kilinski, du mémoire de Rozycki (2), d'un abrégé des mémoires de Dembinski, du Wieslaw (3) de Brodzinski (4), etc., etc.

(1) Julien-Ursin Niemcewicz, né en 1758, fut d'abord nonce à la Diète de 1788 à 1792. Compagnon du dictateur Kosciuszko, il tomba criblé de blessures à ses côtés sur le champ de bataille de Maciejowice. En 1830, il siégea dans le gouvernement national et mourut à Paris le 3 mai 1841. Il a composé des *chants historiques* et une foule d'ouvrages estimés en vers et en prose.

(*Note du traducteur.*)

(2) Charles Rozycki, né en Wolhynie, vivait dans sa maison de campagne, aux environs de Cudnow, quand l'insurrection de Wolhynie le nomma un de ses chefs. A la tête de sa troupe, il fit en vingt-huit jours cent trente-deux milles de Pologne (264 lieues de France), dans un pays occupé par des corps ennemis. Il a raconté lui-même cette marche hardie. Son corps fut incorporé plus tard dans l'armée régulière sous le nom de *Cavalerie wolhynienne*.

(*Note du traducteur.*)

(3) C'est le titre d'un poème idyllique qui dépeint avec autant de charmes que de vérité les mœurs des paysans polonais. Son auteur fut à la fois un grand poète, un professeur érudit, un prosateur inspiré. Il débuta par la carrière militaire. Né en Galicie le 8 mars 1791, il s'engagea dans l'armée du grand-duché de Varsovie et fit la campagne de Russie. Blessé et fait prisonnier à la bataille de Leipzig, dès qu'on lui eut rendu la liberté, il se donna aux lettres tout entier. Il accueillit avec enthousiasme la glorieuse révolution de 1830 et prononça sur la nationalité polonaise un discours plein du souffle de ce sublime moment. Les désastres de sa patrie achevèrent de ruiner sa santé. Il envoya un *message aux frères exilés*, qui demeure un des livres où les Polonais vont puiser l'énergie de supporter le mal présent, la science de mériter le bien à venir. Casimir Brodzinski s'éteignit à Dresde, le 10 octobre 1835.

(*Note du traducteur.*)

(4) C'est sous l'inspiration de semblables idées que fut créée à

Dans le dessein que de telles pensées pussent aboutir et prospérer, il serait utile qu'une société se formât parmi les citoyens, mais à la condition de fuir les titres décriés, ceux par exemple de carbonari, de francs-maçons, etc.; le plus sûr serait de n'en prendre aucun, de n'écrire ni programme ni règlement, de ne pas créer de dignitaires et de n'inventer ni de signes de reconnaissance ni de mots de ralliement. L'expérience enseigne que ces formes insignifiantes ne servent qu'à révéler l'existence d'une société et qu'à en perdre les membres. Je ne parle que du moment actuel; de graves événements peuvent dans l'avenir faire éclater le besoin d'une conspiration qui n'aurait point de sens aujourd'hui.

C'est sur les pays limitrophes, sur la Hongrie et l'Italie, qu'il y a à porter son action extérieure, en s'efforçant de s'initier aux affaires, aux tendances et aux ressources de ces deux nations. Des connaissances de cette nature nous sont plus indispensables que tous rapports avec les autres États occidentaux dont de grandes distances nous séparent.

Paris en 1866 la *Biblioteka Ludowa* ou Bibliothèque nationale, qui contient les chefs-d'œuvre de la littérature et de l'histoire de Pologne, où figurent en première ligne les ouvrages indiqués par Adam Mickiewicz, et qui en est arrivée à près de soixante volumes tirés à des milliers d'exemplaires, et vendus 25 centimes.

(*Note du traducteur.*)

ARTICLE D'UN JOURNAL DE 1899.

(Extrait d'une lettre à l'un des rédacteurs du *Pèlerin*. Paris, 1833.)

« ... Je suis malade. C'est qu'aussi hier en te quittant il m'est arrivé une aventure si extraordinaire, si invraisemblable ! que la tête m'en tourne ! Et cependant il n'y a rien là qui ne soit l'exacte vérité, comme tu t'en convaincras. J'allais, justement en sortant de chez toi, porter mes œuvres politiques à l'imprimerie quand je me trouvai tout à coup devant la maison de mademoiselle Lenormand (1). J'en avais entendu dire des merveilles : la curiosité me prit de consulter cette vieille femme. Je t'avouerai que je ne voulais l'interroger que sur les deux points suivants : à quel moment je serai généralissime, quand l'Europe se constituerait selon mon plan, et encore lequel de nous...

« Après m'avoir débité toutes ces choses, elle se mit à réfléchir, éclata de rire et dit : « Reprenez vos vingt

(1) Fameuse nécromancienne qui exploita la crédulité de l'impératrice Josephine, et conserva jusque sous Louis-Philippe un certain renom. (*Note du traducteur.*)

« francs. Je vois que vous êtes Polonais, et par consé-
« quent un peu gêné; vous êtes de plus un enfant, l'ar-
« gent vous est donc plus nécessaire qu'à la vieillesse.
« Qui pis est, je vois que vous avez des manuscrits sous
« le bras : je vous ajouterai quelques francs pour l'im-
« pression. » Tu te doutes bien, cher compatriote, que je repoussai avec mépris cette proposition. « Excusez-
« moi, répliqua la vieille; votre vivacité, votre fran-
« chise et votre curiosité de connaître les destinées de
« votre patrie me plaisent; le rouge qui vous a monté
« au visage et le feu de vos regards sont de bons
« signes. Faisons la paix : vous êtes vain et fanfaron,
« mais honnête. Je vous montrerai une chose curieuse. »
En ce moment (attention! cher compatriote, car j'écris la pure vérité) elle pirouetta sur une seule jambe, murmura quelques mots, frappa de sa main la table, et tira tout à coup, je ne sais d'où, une énorme gazette... J'en fus stupéfait; devine quelle elle était?

« C'était une gazette grande comme le journal anglais le *Times*, imprimée en polonais d'un caractère (regarde, je t'en adresse un échantillon) peut-être beaucoup plus beau que celui de la feuille anglaise. Elle avait pour titre en grosses lettres : *Gazette de la woyewodie de Szawel*, et pour date : l'an du Seigneur 1899! Elle était divisée en trois colonnes; l'ordre des matières y était étrange : d'abord les nouvelles agricoles, ensuite les scientifiques, au milieu les événements nationaux, les règlements, etc., etc.; à la fin un court supplément politique, peu intéressant. Visiblement en l'année 1899 une paix universelle régnait en Europe.

« Je possède cette gazette, je l'ai lue toute la nuit et je suis malade d'étonnement. Je t'en envoie un fragment déchiré que tu peux publier, puisqu'il a trait à notre émigration ou pèlerinage comme vous l'appelez. Je t'expédierai le reste plus tard; tu le déposeras à la rédaction pour convaincre les visiteurs incrédules de l'authenticité de ce que j'avance. »

La rédaction s'empresse de réimprimer le fragment déchiré en question et qui est vraiment d'une belle impression et sur beau papier :

Gazette de la woyewodie de Szawel.
2 juin 1899, n° 153.

..... Hier (1er juin) ce fut pour notre ville, chef-lieu de la woyewodie, un jour de grande solennité. Nous inaugurions une fontaine publique. Ce monument, élevé comme on sait par les souscriptions volontaires de la woyewodie, a coûté deux millions de kosciuszkos (1), et peut passer pour un des plus magnifiques de la Pologne, qui compte aujourd'hui tant de constructions gigantesques. Nous avons fixé cette cérémonie au 1er juin à cause de l'arrivée parmi nous de notre chef fameux qui, par sa récente victoire sur l'Oka, a assuré la liberté de la république sibérienne. Notre jeune chef est originaire de Szawel; il est venu voir son père l'organiste, qui vit encore, et ses sœurs, dont l'une, femme du woyewode de Presbourg, est arrivée de Hongrie afin de se rencontrer avec son frère (elle n'a pu assister à la solennité, fatiguée qu'elle était par un voyage de dix heures en chemin de fer); l'autre épouse maintenant le forgeron de Szawel Dorfprung, connu de ses compatriotes.

..... (*Ici suit une description de la fête, que nous publierons plus tard.*)

..... Le plus grand ornement de notre solennité était notre respectable premier fonctionnaire, Grand Instituteur de la woye-

(1) C'est sans doute quelque monnaie de l'an 1899. (*Note de l'auteur.*) — Des kosciuszkos, comme on dit un louis ou un napoléon, signe que dans la Pologne rétablie on tiendra à honneur les héros de la patrie à l'égal des empereurs et des rois d'autres pays. (*Note du traducteur.*)

wodie (1), le vétéran de la liberté, notre Lafayette, le dernier Polonais qui ait vu cette célèbre révolution de 1830. Jeune homme, il a combattu sous Skrzynecki et Dwernicki ; il a été en pèlerinage, il a assisté à la grande bataille sous Baden-Baden et s'y est distingué ; blessé deux fois au champ d'honneur, à Dunabourg, il a enfin commandé un détachement important de faucheurs à Nowgorod la Grande, dans cette bataille où fut démontrée, pour la première fois, l'inutilité des armes à feu, dans cette bataille qui constitue une époque nouvelle, qu'on nomme depuis *tactique polonaise*.

Profitant de l'extraordinaire bonne humeur du vétéran, on essaya d'obtenir de lui des détails sur l'ancien pèlerinage. Cette époque de notre histoire est, comme on le sait, extrêmement obscure et presque mystérieuse ; non-seulement nous ne possédons sur elle rien d'imprimé, mais tous les pèlerins se sont refusés avec une obstination étrange et incompréhensible à s'expliquer de vive voix sur ce qu'ils ont fait, pendant ces quelques années, à l'étranger. C'est une perte irréparable pour l'histoire, car quelle époque que celle de 1830 à 1835 ! Qu'il est doux de s'y transporter en pensée ! (*Nota bene* : Tout ceci est extrait de la *Gazette de Szawel*, de 1899.) Combien n'y avait-il pas de grands hommes ! Quels caractères forts et inflexibles ! Que de talents militaires, qui brillèrent depuis, s'étaient formés dès lors ! Le physique même de ces hommes nous fait honte, à nous avortons de 1899. Notre Grand Instituteur centenaire, qui est plein de vigueur et de présence d'esprit, est pour nous d'un grand exemple. O temps ! ô mœurs de l'an 1899 !

Notre jeune chef, le vainqueur d'Oka, demanda surtout à l'Instituteur comment il se faisait que les pèlerins aient pu vivre à l'étranger dans une concorde si exemplaire, et cela au lendemain d'une révolution qui avait éveillé tant de passions : « Nous avions étouffé toutes les haines particulières afin de ne pas scandaliser les compatriotes dans le pays, » répondit le Grand Instituteur. Quelle sage réponse que celle de ce vieillard et qu'elle était digne de la sagesse de ce siècle ! « Car, dans le pèlerinage (ajouta l'Instituteur), nous n'étions que le corps, et l'âme était en Pologne. » — « Comment, demanda ensuite le chef, pouviez-vous choisir un commandant et l'écouter d'une manière si exemplaire, quoiqu'il n'eût en main aucun pouvoir policier ? » — « Parce que l'opinion remplaçait la police. L'expérience nous avait d'ailleurs convaincus qu'un commandant, une fois élu, il faut lui obéir sous peine du plus ter-

(1) Grand instituteur est sans doute un titre donné en 1899 qui montre en quel honneur l'instruction était tenue.
(*Note du traducteur.*)

rible jugement, celui de la conscience. Nous estimions qu'à notre époque il n'est pas digne de respecter aucun autre gendarme que cette conscience. » — « Mais, reprit le chef, ce qui me surprend le plus, c'est que les pèlerins, en France, dans le pays du bavardage et de l'écrivaillerie, aient si peu parlé, si peu écrit ? » — « Nous avions acquis la conviction, répliqua le vieillard, que la parole est preuve d'une impuissance d'action, car si l'homme était tout-puissant, jamais il ne parlerait, et les individus les plus puissants ont été les plus silencieux : nous avions acquis cette autre conviction que les histoires contemporaines et les mémoires s'écrivent principalement dans le but de se glorifier soi-même et de dénigrer autrui. C'est, en outre, chose certaine que quiconque a tracé l'histoire de toute sa vie a déjà fait son testament et démontre qu'à présent il ne sera plus utile à rien ; voilà pour quel motif nous n'avons rien écrit. Par la simple tradition orale, le peuple sait toujours, en fait d'histoire, tout ce qui mérite d'être su. » Quelle profondeur de raison dans ces anciennes gens de 1833 ! Que ne trouvent-ils des imitateurs parmi nos Szwelicns qui ne cessent de bavarder et de barbouiller du papier (1) !

Nous devons néanmoins ajouter, pour enrichir l'histoire de détails intéressants (dit plus loin la *Gazette de Szawel*), que le Grand Instituteur, resté en compagnie de quelques vieillards, quand tout le monde eut quitté la fête pour regagner le logis, leur dit, en les suppliant de ne pas le divulguer : « Camarades ! tout chez les pèlerins n'était pas aussi bon et aussi beau qu'il vous semble, car je ne vous conseille pas de regarder les entrailles de la plus belle personne vivante ; aussi, tant que nous vivons, la peau nous recouvre, la dissection n'est permise que sur les cadavres. Considérant de ce point de vue notre révolution comme vivante, et les pèlerins comme sa vivante continuation, nous avons dissimulé les égratignures de la peau. Parmi nous, on parla et on écrivit un peu ; j'étais moi-même pas mauvais orateur, et j'écrivis, à quinze ans, quatre ouvrages ; le premier sous le titre : *La Constitution purement extraite et raisonnée* ; le second sur *les Rapports entre les constitutions des nations les plus civilisées et les lois polonaises* ; le troisième : *Législation universelle pour le monde* ; je ne me souviens plus du quatrième. Je finis par me convaincre que j'étais un sot, car, lorsque, à mon retour, je fus nommé juge suppléant à Trasz-

(1) Il est à peine nécessaire de faire remarquer que l'auteur recourt à l'ironie pour corriger les travers inhérents à toute émigration, où les énergies, n'ayant point de carrière suffisante, risquent de se détremper dans des discussions oiseuses ou de se complaire dans des formes stériles. (*Note du traducteur.*)

kuny, je ne sus pas décider entre le citoyen Icek et le citoyen Janek un procès où il ne s'agissait que d'un bœuf, et cela amena ma destitution de cet emploi. Je m'enfermai ensuite trois ans à la maison, je commençai à réfléchir et à faire valoir. Dieu me bénit, et j'acquis tant de considération qu'on me fit Grand Instituteur... En ce qui touche l'obscurité qui couvre toute l'histoire du pèlerinage, il faut savoir qu'à la première sortie de France nous résolûmes de brûler ce qu'il y avait d'écrits contre des compatriotes, et nous jurâmes de garder le silence jusqu'au retour dans la patrie sur ce qui s'était passé parmi nous. De notre temps, on conserva si scrupuleusement ce secret que personne ne le trahit ; à notre retour, des événements plus importants chassèrent de notre mémoire les bagatelles du passé, et c'est ce que moi, dernier survivant des pèlerins, je vous révèle sous le sceau du secret. » (Ici s'arrête l'extrait de la *Gazette de Szawel* de 1899.)

On voit que les hommes de 1899 ne sont plus aussi scrupuleux puisqu'ils ont divulgué les secrets du vieillard.

(*A une autre fois la suite de la Gazette.*)

CE QUE NOUS PRÉSAGENT LES AFFAIRES D'ORIENT.

2 avril 1833.

Nous sommes désireux de changements politiques comme des navigateurs subitement arrêtés par un calme plat; nous cherchons des taches sur le ciel, de petits nuages, présages de vent, voire même une tempête, pourvu que nous bougions de place. Voilà pourquoi la plus petite nouvelle donne lieu à tant de suppositions, à une si grande attente. Quand les Français entrèrent la première fois en Belgique, on criait : l'Europe est en feu; quand ils débarquèrent en Italie on soupçonnait de plans profonds le cabinet de Louis-Philippe, on prévoyait une subite occupation de la péninsule; la seconde visite en Belgique réveilla de nouvelles espérances. Nous nous trompions ! Pourquoi ? parce que beaucoup, au temps où nous sommes, raisonnent d'après d'anciens exemples, d'après la rhéto-

rique scolaire diplomatique. De ce que jadis chaque fois que de puissants monarques menaient leurs troupes en campagne, de grandes batailles et de grands changements s'ensuivaient, faut-il donc qu'il en soit de même maintenant ? — A de pareils raisonnements se mêlent les vieux bavardages traditionnels : sur la haine de l'Autriche pour la Russie, sur la jalousie des cabinets français et anglais; et enfin d'enfantins cancans sur je ne sais quels grands projets du prince de Prusse, sur je ne sais quels plans de l'archiduc d'Autriche et même du prince français (1). Et c'est sur ces propos de vieille femme que nous fonderions nos espérances ? Il est temps de se persuader une bonne fois et d'avouer qu'aujourd'hui tout est changé. A supposer que ces malentendus et ces haines de cabinets durent encore, la crainte de la liberté et la bien plus grande haine des monarques pour les peuples les feront taire.

Il n'y a plus aujourd'hui que deux partis : l'un est représenté par Nicolas; l'autre n'a pas encore de représentation publique, reconnue, armée. Nicolas propage un système original, raisonné et fort; les nations se préparent à le repousser ; les rois ont pris une singulière et fausse position, ils forment un juste-milieu européen entre le tzarisme et la liberté. Ils voudraient se vanter devant les nations qu'ils peuvent quelque chose, mais les nations exigent des démarches décisives, de grands actes, un progrès dont les rois se sentent incapables. Ils voudraient vivre de frère à frère avec Nicolas,

(1) Duc d'Orléans.

mais Nicolas exige leur obéissance, ce qui n'est pas du goût des rois. De là dans la conduite de tous les cabinets de l'hésitation, ils penchent d'un côté et de l'autre, puis des demi-moyens, des demi-menaces, des demi-guerres : car les rois n'ont déjà plus qu'une demi-vie. La fin de tout ceci sera probablement que tous les rois s'enfuiront à Saint-Pétersbourg, cet hôpital commun de la royauté européenne.

Tournons les yeux sur les affaires d'Orient. Dès que le pacha d'Égypte sortit d'Alexandrie, Nicolas, sans hésiter un instant, rompit immédiatement ses rapports avec le pacha, rappela son consul, mit l'embargo sur les navires égyptiens. Nicolas prit sous sa protection le sultan déjà humilié longtemps auparavant; car il craignait la création d'une nouvelle puissance en Orient, et il est ennemi de tout pouvoir révolutionnaire. Nicolas avance sans cesse, mais lentement; il choisit toujours les rois pour instruments du malheur des peuples. Ce n'est qu'avec les rois qu'il traite de la captivité des nations. Les tzars ont eu déjà à leur cour Stanislas-Auguste, ils lui rendaient les honneurs pendant que Kosciuszko gisait dans le cachot d'une forteresse, et les confédérés en Sibérie. Nicolas a maintenant à sa cour la reine de l'Imérie et de la Mingrélie, et deux monarques-khans, qui, ayant vendu leurs royaumes pour de l'argent comptant, portent encore les titres, les insignes royaux et tiennent le premier rang parmi tous les serviteurs du tzar. Est-ce qu'en cas de soulèvements, les autres rois n'aimeront pas mieux aller s'engraisser dans une ville calme et de confort, à Saint-Pétersbourg, plutôt que rester sur un

trône plein de périls à Paris et à Londres ? Même déjà maintenant quelques roitelets allemands envoient leurs enfants servir en Russie en qualité de gouverneurs et de généraux, comme pour y retenir un logement. Tôt ou tard le sultan aussi montera dans une kibitka (1).

Pendant que le tzar si actif envoyait des menaces au pacha et des secours au sultan, que firent pendant une année entière les ministres des autres puissances ? — Rien. Ils pliaient du papier pour les protocoles, taillaient leurs plumes, occupés à bavarder au parlement et à clabauder à la tribune. La bataille de Koineh (2) les réveilla de cette léthargie ; et les voilà encore qui, derechef, négocient, trompent et s'amusent à se faire peur. A quoi aboutiront leurs efforts ? — A rien. La Russie en arrivera à ses fins, la Russie veut maintenir le *statu quo*, car ni elle ne peut, ni elle n'a besoin actuellement de guerre européenne. Elle veut tuer moralement le sultan, en lui montrant qu'elle a pu le vaincre à elle seule autrefois et qu'elle a pu de même le défendre maintenant, et elle en restera là ; jamais la Russie n'effectue d'un trait de grandes conquêtes. Qu'est-ce que veut le cabinet français ? — Personne ne le sait, et lui-même n'en sait probablement rien. A-t-il voulu perdre le sultan ? alors pourquoi n'a-t-il pas aidé le pacha ? Voulait-il sauvegarder le sultan ? alors pourquoi ne l'a-t-il pas défendu et pourquoi

(1) Voiture dans laquelle on transportait les condamnés politiques. (*Note du traducteur.*)

(2) Cette victoire d'Ibrahim-Pacha, remportée en 1832, lui ouvrait le chemin de Constantinople quand l'intervention des cabinets le contraignit à faire la paix avec le sultan. (*Note du traducteur.*)

empêche-t-il la Russie de le défendre? Le cabinet français cherche uniquement à se mettre en avant, à prouver soi-disant qu'il vit, qu'il agit, et en même temps il craint d'offenser la Russie.—Aussi demandera-t-il le *statu quo;* il contentera ainsi Nicolas et flattera les Français en feignant d'avoir rétabli la paix en Orient. — Le cabinet anglais, plus hardi mais encore plus étroit dans ses vues que le cabinet français, ne se préoccupe que de la liberté de son commerce dans le Levant, sans prévoir que la Russie, avec le temps, peut lui interdire la libre navigation de la Tamise.

On peut donc être sûr que, de l'agitation des cabinets européens, il ne sortira rien de grand, rien de neuf, puisque nous les connaissons. Que signifient les gestes, les mines menaçantes et les cris d'un homme que nous savons être lâche au fond du cœur. Dans toute l'affaire d'Orient, un seul élément est inconnu et il est impossible de préciser à l'avance son action : c'est Méhémet-Ali. Heureusement pour lui et pour nous, il n'a été ni un constitutionnel, ni un doctrinaire, ni un Américain républicain de convention, il est simplement un mahométan, un Égyptien, et d'Égypte il étend la main sur l'héritage de Mahomet. Cet homme peut avoir une raison saine, si rare maintenant en Europe; il en a fait preuve jusqu'à présent. Oh! si en temps de guerre nous avions à la tête de l'armée quelque pacha marchant toujours en avant sans se soucier des conventions.

On ne peut donc fonder d'espoir que sur le caractère individuel du pacha. Que celui qui le connaît en soit juge.

trône plein de périls à Paris et
maintenant quelques roitelets
enfants servir en Russie en qua
généraux, comme pour y retenir
tard le sultan aussi montera dans

Pendant que le tzar si actif
pacha et des secours au sultan,
année entière les ministres
Rien. Ils pliaient du papier pour
leurs plumes, occupés à
clabauder à la tribune. La
veilla de cette léthargie ; et
chef, négocient, trompent et

A quoi aboutiront leurs efforts
arrivera à ses fins, la
que, car ni elle ne peut,
de guerre européenne. Elle
tan, en lui montrant qu'elle
trefois et qu'elle a pu de nouveau
et elle en restera là ; jamais
trait de grandes conquêtes.
français ? — Personne ne
probablement rien. A-t-il
pourquoi n'a-t-il pas
le sultan ! alors pourquoi

EUROPE.

ops et la masse
une énigme
ques, et qu'ils
ne savent pas la
que de vic-
Cette question,
ons en plus s'em-
erveur dans les
solutions. Si, par
que la tendance des
les hommes d'État
et, au lieu de
ne savent-ils dans

(1) Volume dans lequel
topes.

(2) Cette victoire d'Ibra
vrait la chaussée de Cassel
nous la montraient à faire

le temps est l'esprit
ssumer dans de
semblable à un
que ce vêtement
l'esprit du temps est

l'expression du sentiment, du cœur du peuple entier, comment diriger ces aspirations au gré de calculs personnels? — Si les observateurs avaient un tant soit peu d'humilité politique et voulaient regarder ce qui se passe autour d'eux, s'ils réunissaient et supputaient les conversations du peuple, ses souhaits, ses prières, peut-être en apprendraient-ils davantage que dans les livres et les journaux. Les voix qui s'échappent des lèvres des peuples sur différents points sont une grande pétition que l'esprit du temps porte avec humilité et dépose devant le seuil des cabinets, des Chambres et des écoles, en attendant qu'il se précipite contre elles avec les pierres des rues et avec les baïonnettes; à la veille de l'éruption du volcan, il suffit d'examiner la couleur de l'eau dans les puits et la fumée des crevasses dans la montagne pour prévoir le danger : malheur à ceux qui, alors, se mettent à lire la théorie des volcans.

Quel est maintenant le premier, le principal, le plus vif désir des peuples? Nous n'hésitons pas à dire que c'est le désir de l'entente, de l'union, du groupement des intérêts, sans quoi il sera impossible de comprendre la volonté générale, de même que l'on ne peut, sans en interroger les membres, deviner les volontés d'une corporation partielle quelconque. Qu'il nous soit permis de fixer l'attention sur plusieurs symptômes qui montrent d'une manière évidente cette grande tendance de l'esprit du temps.

Le souvenir de la fraternité des peuples, brisé par les gouvernements, ressuscita déjà dans les cœurs lors de la Révolution française. Dans les guerres de Napoléon,

un obscur pressentiment de l'unité européenne se manifestait de plus en plus clairement par la réunion aux Français des partis populaires ; mais, depuis la chute de Napoléon, on peut preciser l'avénement d'une époque politique nouvelle. Qui ne se souvient, lorsqu'éclata la guerre de Grèce, de l'activité apportée à réunir des fonds pour les insurgés, de l'entrain avec lequel la jeunesse se hâtait partout d'accourir dans leurs rangs? On fut également sympathique aux revolutions napolitaine et espagnole. Souvent, dans les Chambres, d'importantes discussions locales cessèrent à l'arrivée des nouvelles du Levant ou de Madrid. De Gibraltar à Moscou, on pouvait trouver des maisons en fête ou en deuil au bruit des triomphes ou des défaites des soldats de la liberté. Et pourtant, ce sentiment de sympathie n'a été directement tiré d'aucune théorie : il n'en a été question dans aucune constitution. Au contraire, les sophistes français ont démontré qu'un roi constitutionnel avait le droit de renverser chez ses voisins la constitution. Les sophistes ne se rejouissaient ni ne riaient, car aucun article ne les y obligeait.

Qu'est-ce que cela prouve? Qu'aucune des constitutions de ce temps n'était l'expression des besoins du siècle.

Quand, après la révolution de juillet, des troubles éclatèrent de différents côtés, le peuple commença partout par se jeter sur les maisons de la douane, les administrations frontières et les bureaux de passeports. Cette attaque ne provenait pas, comme quelques-uns le croient, du désir de se venger des vexations des douaniers,

parce que les douaniers tourmentent surtout les voyageurs et les marchands qui n'agissent pas beaucoup dans les révolutions ; elle provenait du pressentiment d'une réforme plus grande et plus vaste. Le peuple sentait instinctivement que ces douanes et ces frontières sont contraires à la tendance actuelle. En vérité, peut-il y avoir rien de plus honteux que ce vieux préjugé qui dit qu'une ligne tirée par le doigt des rois à travers un pays, souvent au milieu d'une ville, doit diviser les habitants, les parents mêmes, en nationaux et en étrangers, en ennemis naturels ! On en est venu au point que chaque Européen qui passe d'un lieu à un autre, non-seulement perd tous ses droits politiques et civils, mais par avance comme soupçonné de vol, doit se munir de papiers et de certificats. L'habitude a aveuglé beaucoup d'hommes honnêtes sous d'autres rapports; ils ne peuvent comprendre qu'on puisse, en Amérique, en Angleterre même, se passer de pareilles entraves.

Nous nous contentons de signaler ces deux symptômes nous réservant d'en rechercher plus tard et d'en éclaircir d'autres. Peut-être expliqueront-ils pourquoi Napoléon a éveillé et éveille encore une si grande sympathie en France et même en Italie et en Allemagne. Napoléon brisait et cassait les vieux gouvernements qui, pareils à des cloches de verre, favorisaient jadis la croissance des peuples qu'ils pressurent et étranglent maintenant. Napoléon sentait que la cause de la liberté est européenne et qu'il faut y mêler l'Europe entière; peut-être l'Europe attend-elle qu'il ait des successeurs, car toutes vérités politiques, tous sentiments nationaux qui au lieu

d'être introduits dans la vie, versés dans la circulation, demeurent enfermés dans le cercle d'un pays ou d'une ville, sont comme des eaux qui, sans issue, pourrissent ou s'évaporent. Tant que les théories de Rousseau bouillonnaient à Genève, c'était, comme on dit, une tempête dans un verre d'eau.

La scène politique et les vues populaires se sont extrêmement agrandies; la France entière, si elle se renfermait en elle-même, verrait ses tempêtes devenir ridicules aux yeux de l'Europe.

PROJET DE DÉFENSE

DEVANT LE TRIBUNAL DE BERLIN (1).

18 octobre 1847.

La Providence, il est de notre devoir de le reconnaître, nous a favorisés en permettant que notre procès dont le côté moral, c'est-à-dire les questions vitales qui ont trait

(1) Cet article, qui va clore la première partie de ce volume, réclame quelques explications. En 1847, les efforts malheureux des Polonais dans le duché de Posen amenèrent l'incarcération et la mise en accusation de nombreux patriotes. Adam Mickiewicz leur transmit ce projet de défense, qui fut rejeté par eux, parce que, en dépit du fait de leur insuccès, il leur répugnait de confesser qu'ils avaient été insuffisants. On peut comparer à ce morceau la défense du général Mieroslawski, qui parut dans le *National*. Dans cette plaidoirie agressive, éloquente parfois, souvent déclamatoire et toujours pleine de hardiesse, on sent, sous les vérités qui jaillissent de la sainteté même de notre cause, bouillonner l'orgueil, germe des défaites futures. Le tribunal prussien condamna à mort les accusés polonais; la révolution de 1848 à Paris suscita à Berlin une révolution qui les délivra. Mais ceux qui avaient attribué leurs revers exclusivement aux circonstances, sans rechercher en quoi ils avaient eux-mêmes pu pécher, restèrent une seconde fois au-dessous d'une tâche qui nécessitait et qui nécessite encore plus que de bonnes intentions et que le mépris du danger, car elle exige, ainsi que l'observait notre auteur, du génie, de l'héroïsme et une protection spéciale de Dieu. (*Note du traducteur.*)

à la nationalité ou qui sont du domaine de l'esprit, l'emporte sur les points de droit, se déroulât devant le gouvernement d'un monarque chez lequel il est notoire que l'indépendance des sentiments moraux prime toutes les considérations du moment et toutes les suggestions quotidiennes de la politique (1). Nous comparaissons devant des juges honnêtes, éclairés et même impartiaux, autant que peut l'être, dans une cause où la nationalité est en jeu, un individu d'une nation étrangère.

Notre affirmation que nous sommes une nation étrangère n'est pas l'impression d'un mauvais vouloir quelconque à l'égard de la nation allemande, ce n'est pas davantage une protestation irritée. C'est une simple manifestation de la vérité. Tout ici nous est étranger. La langue dans laquelle on nous a appris à prier, à nous entretenir avec Dieu, dans laquelle on nous a raconté nos malheurs domestiques et nos désastres nationaux, dans laquelle enfin on nous a enseigné à causer avec nos

(1) Il est intéressant de rapprocher des paroles qu'Adam Mickiewicz voulait faire parvenir aux oreilles du roi de Prusse, la lettre que ses deux collègues au collége de France, MM. Michelet et Quinet, adressèrent à ce monarque le 6 décembre 1847 en apprenant la condamnation à mort de Mieroslawski et des autres chefs de l'insurrection. En voici les principaux passages : « Sire, si la France pouvait parler, elle réclamerait comme Français les Polonais que les tribunaux de la Prusse viennent de condamner. Elevés chez nous, par nous, ils nous appartiennent. Ils ont voulu se défendre dans leur langue naturelle, dans la langue française..... Votre Majesté, placée à l'avant-garde de l'Occident, menacée la première par l'invasion barbare, ne peut être indifférente au profond et cruel effet qu'un tel acte aurait sur l'Europe. La France et l'Allemagne, étouffées entre deux géants dont l'un tient la mer, l'autre la terre, n'ont nulle meilleure garantie dans l'avenir que leur union. Ce serait pour le monde une calamité qu'il y eût du sang entre l'Allemagne et la France. » (*Note du traducteur.*)

aïeux, cette langue est étrangère à nos juges. Nous avons été élevés et nous sommes nourris dans une tradition nationale étrangère à nos juges. Nous avons apporté au monde, gravé dans notre esprit, un devoir qui nous incombe vis à vis de notre nation et dont on ne saurait apprécier l'étendue sans pénétrer jusqu'au fond de notre esprit, sans se mettre par la pensée dans notre position.

Toutes ces obligations se résument maintenant en une charge unique. La tâche qui nous est assignée, c'est de continuer l'existence tant de fois séculaire de notre nation. La mission, qu'il appartient à la nation polonaise d'accomplir, ne date pas de nous et ne finira pas avec nous.

Sans indépendance, il ne saurait y avoir plénitude de vie nationale. Il nous fallait revendiquer cette indépendance, nous étions prêts à combattre et à périr pour elle. Nous avons été vaincus. Dieu ne nous a pas donné les grandes qualités indispensables au salut d'une nation, ces qualités que possédèrent Washington, Czarniecki (1) et le grand-électeur de Brandebourg. Il n'a point plu à Dieu qu'il surgît un héros parmi nous, et, pour ressusciter notre nation, l'héroïsme ne suffisait pas. Il eût fallu être visiblement l'oint du Seigneur : et ceci nous a manqué. Nous sommes vaincus. Dieu a été témoin de la pureté de nos intentions et il nous accorde

(1) Étienne Czarniecki, wojewode de Kiew et hetman de la Couronne, qu'on a appelé le Du Guesclin de la Pologne, né en 1599, mort en janvier 1665, se couvrit de gloire dans les guerres contre les Russes, les Suédois et les Kozaks, présenta à la diète cent cinquante drapeaux pris sur l'ennemi, et reçut en récompense la starostie de Tykocin. (*Note du traducteur.*)

cette consolation spirituelle d'avoir la certitude que, dans le temps où nous souffrons, il se choisit d'autres instruments, dignes de ses desseins. Nous avons préparé les voies à notre successeur, à notre libérateur.

En tant qu'instruments qui ne répondaient pas à ses vues, la Providence nous a brisés. En tant que soldats malheureux, nous sommes vaincus. Nous sommes prisonniers de guerre. Il nous reste en cette qualité à faire appel à nos juges. Le caractère moral des juges et l'exceptionnalité de notre cause nous remplissent de l'espoir que nos juges reconnaîtront que leur situation est sans précédents et qu'ils se sentiront capables d'une action extraordinaire, que, sous un autre roi, dans un autre temps, il serait impossible d'exiger de la part de juges et que nous sommes en droit d'attendre. Nous avons l'espoir que nos juges, s'élevant au-dessus de la lettre-morte de la loi et se pénétrant entièrement de l'esprit de notre cause, s'apercevront qu'ils ne sont pas en ce moment un tribunal ordinaire appliquant la loi, mais qu'ils sont, de par une volonté providentielle, un grand tribunal en dernière instance, un haut jury de la race allemande, prononçant, en leur âme et conscience, sur le sort de tant de Polonais. Nous sommes convaincus que ces juges comprendront que les regards de l'Allemagne et du monde sont fixés sur un tel jury, et qu'en voyant en nous des prisonniers de guerre, les vaincus d'une nation étrangère, ils se déclareront incompétents et nous recommanderont, comme prisonniers de guerre, au chef naturel de la force armée de nos vainqueurs. C'est ce caractère de prisonniers de guerre que nous re-

vendiquons devant la conscience de nos juges, devant l'opinion publique. C'est avec ce caractère que nous nous présenterons à l'histoire. Nous en appelons, de la lettre-morte de la loi, à l'esprit de la nation allemande et au cœur du roi, lequel est dans les mains de Dieu (1).

(1) La centralisation démocratique polonaise avait préparé en 1846 les éléments d'un mouvement en Galicie, auquel l'Autriche répondit par l'organisation d'une jacquerie épouvantable et qui en Poznanie aboutit au procès de Berlin. Louis Mieroslawski, qui devait prendre la direction du soulèvement, fut arrêté le 12 février. L'instruction dura 17 mois; le procès, quatre mois entiers. Le 2 décembre 1847, Louis Mieroslawski, Ladislas Kosinski, Stanislas Sadowski, Severin Elzanowski, Joseph Lobodzki, Stanislas Cejnowa, Joseph Putkammer-Kleszczynski et Apollinaire Kurowski furent condamnés à la décapitation par la hache; trois autres à la confiscation des biens et à vingt-cinq ans de forteresse; cinquante, à l'emprisonnement, soit à vie, soit pour quinze ou vingt ans; vingt-cinq, à huit ans de forteresse, onze à un ou deux ans de la même peine. Pour quatorze d'entre eux, la longue prison préventive subie fut jugée une punition suffisante. Le 20 mars 1848, le peuple de Berlin s'insurgea, délivra les condamnés polonais; Louis Mieroslawski et le docteur Libelt furent amenés triomphalement devant le palais du roi, qui fut contraint de venir au balcon les saluer. Ce n'est pas ici le lieu de raconter comment le roi finit par réprimer les velléités généreuses de ses sujets et les nouveaux efforts tentés par les Poznaniens. (*Note du traducteur.*)

II

LA POLITIQUE FRANÇAISE

ARTICLES DE LA *TRIBUNE DES PEUPLES*

A MONSIEUR LE COMTE

XAVIER BRANICKI

L'UN DES FONDATEURS DE LA *TRIBUNE DES PEUPLES*

En souvenir de l'amitié qu'eut pour lui mon père.

LADISLAS MICKIEWICZ

LA TRIBUNE DES PEUPLES

Pacte fraternel avec l'Allemagne;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(*Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 23 mai 1848.*)

N. B. — A la séance du 23 mai 1848, l'Assemblée nationale française reprit la discussion sur les affaires de Pologne qu'avait interrompue le mouvement des clubs au 15 mai.

Le citoyen Louis Wolowski développa son interpellation. Après avoir rappelé que la Pologne, quoique rayée sur la carte, n'avait cessé de vivre dans le cœur de tous ses enfants et fait connaître que sur les barricades de Vienne et de Berlin on avait mêlé aux cris de liberté de l'Allemagne le cri de reconstitution de la Pologne, il demanda que le pouvoir exécutif agît pour négocier ou combattre en faveur de la Pologne.

Le c. Vavin, parlant pour la Pologne, dit qu'il ne demande que ce que demande depuis longtemps la conscience des peuples, et il propose une déclaration de l'Assemblée à l'Europe.

Le c. Sarrans élève la voix en faveur de ce peuple soldat, qui a été si longtemps le camarade de lit et de combat du peuple français et ajoute : « Une révolution qui, ayant pour but de régénérer l'Europe, laisserait la Pologne dans son linceul, mériterait non des autels, mais un pilori. »

Le c. Guichard dit qu'il considérerait comme un malheur tout ce qui troublerait le mouvement libéral en train de s'accomplir en Allemagne. (M. Thiers, en 1831, avait de même tiré un argument contre la Pologne des agitations du libéralisme en Angleterre.)

Le c. Napoléon-Jérôme Bonaparte dit : « La question polonaise est une question éminemment française, éminemment démocratique. La reconstitution de la Pologne est nécessaire à la République; jamais, en effet, nous n'aurons d'alliés véritables dans les cabinets. » Il demande la formation d'une légion polonaise composée de tous les réfugiés polonais.

Le c. Lamartine dit que les démonstrations qui se produisent de toutes parts en faveur de la Pologne sont un grand et beau spectacle. Quoi de plus admirable, en effet, que de voir tout un peuple, au milieu de la crise la plus terrible, s'oublier lui-même pour ne songer qu'à une nation amie? Mais il termine en disant que le gouvernement n'a eu qu'une pensée, c'est de remettre la France en paix avec le monde.

Le lendemain 24 mai, le c. Drouyn de Lhuys, rapporteur du comité des affaires étrangères, dit : « Citoyens, vous avez renvoyé hier au comité des affaires étrangères plusieurs projets de résolutions proposés à l'occasion des explications données sur les affaires de Pologne et d'Italie. Le comité, à l'unanimité, m'a chargé de vous proposer la rédaction suivante :

« L'Assemblée nationale invite la commission exécutive à suivre pour les affaires d'Italie et de Pologne le sentiment de l'Assemblée résumé par ces mots :

« Pacte fraternel avec l'Allemagne,
« Reconstitution de la Pologne libre et indépendante,
« Affranchissement de l'Italie. »

L'Assemblée adopta cette proposition à l'unanimité.

La *Tribune des peuples* prit cette déclaration pour épigraphe. Cette déclaration était de la part de l'Assemblée, une façon d'ajourner décemment la question. Mais quelque lointaines que soient les dates des lettres de change ainsi tirées sur l'avenir, le jour de l'échéance arrive. L'Italie est déjà affranchie. L'Allemagne est en train de s'unifier. Mais, en dehors de la reconstitution de la Pologne, quel pacte fraternel pourrait s'établir véritablement entre
emagne et la France? Le relèvement de la Pologne reste toujours le
de la question européenne.

NOTRE PROGRAMME.

14 mars 1849.

La situation de l'Europe est telle qu'il devient désormais impossible pour un peuple de marcher isolément dans la voie du progrès, sous peine de se perdre lui-même en compromettant ainsi la cause commune.

Les ennemis du peuple, en Europe, n'ont cessé d'agir solidairement entre eux ; à chaque instant, ils prouvent cette solidarité par des actes.

Connaissant mieux que personne leurs dangers communs, ils se tiennent maintenant plus que jamais unis. Leur tactique consiste à employer toutes leurs forces gouvernementales contre chacune des nationalités qui s'émancipent séparément, et à les écraser ainsi les unes après les autres et les unes par les autres. Leurs plans, depuis longtemps conçus, ne se révèlent que par l'exécution ; ils sont basés sur des données précises, d'après lesquelles on a calculé tous les intérêts égoïstes des gouvernements ainsi que des individus qui exercent leur influence sur eux, et mesuré le degré d'ambition qui leur sert à tous de mobile.

Les ennemis du peuple en Europe ont des auxiliaires

puissants par lesquels ils agissent sur le centre même de l'action populaire: ils ont des auxiliaires dans la France, dans la nation qui est la grande armée des idées et des intérêts populaires de l'Europe, car tous, amis et ennemis, reconnaissent à la France l'initiative européenne. Et c'est en France également que se trouvent nos amis les plus dévoués, ainsi que les plus habiles, les plus forts de nos ennemis.

La France seule sait ce que lui a coûté cette initiative ; notre devoir à nous, c'est de lui dire franchement ce qu'il lui en coûterait de la perdre. En Février, cette France révolutionnaire l'a maintenue dans un acte européen ; elle a établi la République et invoqué par la voix du peuple le principe de la solidarité, dans un moment et sous un ordre de choses où le vieux monde, croyant avoir reconquis tous ses droits, se proclamait à jamais triomphateur.

Un principe proclamé par le peuple français devient une réalité: il oblige la France pour l'avenir; mais, à leur tour, les peuples étrangers qui l'ont vu apparaître réel et vivant, et qui, grâce à la France, en ont salué l'avénement, sont obligés de travailler solidairement à en assurer le règne sur leur sol natal.

La grande Révolution française, héritière du christianisme, en avait appelé, par la voix de ses fortes individualités, au principe de l'absolue, de l'éternelle justice contre les abus du vieux monde ; mais ce principe devait lui-même acquérir un nouveau degré de force et expansion pour pouvoir agir sur toutes les nationa-

L'inertie politique de tous les gouvernements de la France depuis la Restauration n'a pas eu leur pusillanimité pour cause unique ; cette inertie provenait aussi de leur profonde ignorance des événements et des affaires en Europe, ignorance que les hommes d'Etat français ont eux-mêmes plus d'une fois invoquée comme excuse, aussi bien dans les pièces officielles qu'à la tribune.

A plus forte raison, le peuple proprement dit, c'est-à-dire celui qui jusqu'à présent n'a pu aller dans les écoles ni lire de livres, ne possède aucun moyen de savoir ce qui se passe réellement à l'étranger ; et pourtant ce qui s'y passe a influé et influera toujours sur son propre sort. Notre tâche sera de dire au peuple la vérité sur les questions étrangères, et rien que la vérité ; elle ne lui a été que trop souvent cachée, plus encore par calcul que par ignorance.

L'intérêt immédiat du parti populaire, le seul vraiment progressif dans ce pays, c'est d'établir entre la France qui cherche à construire son avenir, et l'Europe qui travaille à se défaire de son passé, des rapports vrais et par là même tout nouveaux, car jusqu'ici la vérité politique n'a pas eu de précédents.

L'établissement de rapports nouveaux pour le triomphe de la cause commune présuppose la nécessité de connaître le terrain où s'agitent les intérêts nouveaux et tous les éléments favorables ou hostiles à l'activité populaire, éléments religieux, sociaux, nationaux, politiques, industriels.

L'œuvre que nous commençons, inspirée par le sen-

timent qui préside à l'œuvre de l'Europe nouvelle, dans la conscience de ses devoirs et de ses besoins, ne peut, bien que toute française, être accomplie par des moyens exclusivement français.

Nous créons un organe populaire européen, une *Tribune des Peuples*. Décidés à proclamer, à défendre les droits de la France, en tant qu'ils concordent avec les intérêts de la cause populaire en Europe, nous appelons toutes les nations à venir à cette tribune, chacune avec sa libre parole.

Plusieurs étrangers, qui ont acquis chez eux la popularité par une parole conforme à une vie de labeur et de sacrifices, nous prêtent fraternellement leur concours. Par eux nous aurons des renseignements exacts et précis sur ce qui concerne leur patrie.

Hommes de la Révolution de Février, nous sommes également solidaires de la grande Révolution dans ses tendances et de la période napoléonienne au point de vue de la réalisation. Napoléon réalisait en effet le principe révolutionnaire, lorsque, missionnaire armé, il traversait la phase républicaine de sa vie.

Le moment où le Premier Consul a abandonné ce principe pour pactiser avec le vieux monde et se poser une couronne sur la tête, a ouvert la série de malheurs dont les peuples souffrent aujourd'hui. Néanmoins, c'est encore le Napoléon républicain qui, aux yeux du peuple français, représente la grande Révolution, pour en avoir défendu l'idée avec le plus de persévérance et d'efficacité. Ceux qui sont venus après lui l'ont au contre tous trahie le jour même de leur entrée au pouvoir.

Nous chercherons les limites de la République au-delà même de la puissance napoléonienne; nous regarderons comme rétrogrades tous ceux qui, en acceptant le principe républicain, en mesurent l'action extérieure à l'échelle de leurs intérêts égoïstes, ou qui, en admirant l'esprit d'activité et de force de l'époque napoléonienne, voudraient toutefois en exclure celui de dévouement et d'expansion républicaine.

La France, telle que nous la concevons, c'est ce même esprit fait peuple, et incarné dans la forme républicaine.

C'est dire que nous défendrons la Constitution actuelle, que nous coopérerons de toutes nos forces à en hâter les développements dans le sens de la République avec toutes ses conséquences.

Voilà quant à l'intérieur.

A l'extérieur, nous irons droit aux questions d'un intérêt immédiat : questions de l'Italie, de la Pologne, de l'Allemagne, du Danemark, de l'Espagne, des pays slaves, de la Hongrie, des provinces danubiennes.

A l'intérieur comme à l'extérieur : politique chrétienne, — solidarité des peuples. Quant aux partis qui se disputent le pouvoir en Europe, en France, et dans l'Assemblée nationale, nous serons toujours avec les hommes qui, fidèles à l'instinct progressif des masses, travailleront à fonder un état social conforme aux besoins nouveaux du peuple. C'est à cette condition seulement que nous reconnaîtrons en eux la véritable représentation politique de l'intérêt populaire dans le monde entier, le seul intérêt vrai de la France.

MAZZINI. — LES MAZZINIENS.

16 mars 1849.

Le nom du citoyen Mazzini (1) est, depuis quelques jours, souvent cité dans les journaux français hostiles à

(1) Joseph Mazzini est né à Gênes en 1808. En 1831 il fonda la *Jeune Italie*, société à laquelle il donna pour devise *Dio e Popolo*. Il fut longtemps le ferment de l'Italie, personne n'a plus fait pour généraliser l'idée de l'unité de la Péninsule, ses tentatives insurrectionnelles, toujours malheureuses, n'en préparaient pas moins les grands changements que 1848 fit éclore. La révolution le trouva à Londres, il se rendit à Paris, y présida un club, conduisit à l'hôtel de ville les Italiens prêts à partir pour la guerre de l'indépendance et y reçut ces encouragements vagues, espèce de monnaie de cour que M. de Lamartine jugeait suffisante pour payer les dettes de la France vis à vis de l'étranger. Bientôt il passa en Italie, reculant de ville en ville devant le flot de la réaction, se rabattant de Gênes à Milan, et après la chute de Milan à Florence, et de Florence à Rome. A peine arrivé, il fut nommé représentant par neuf mille suffrages. Son entrée au Parlement (6 mars) fut un triomphe. Le 18 mars, Mazzini prit la parole pour faire appel à la concorde et demander la coopération à la guerre sainte. « Il ne faut plus, dit-il, regarder aux formes politiques. Il n'y a plus que deux sortes d'Italiens, ceux qui veulent la guerre et ceux qui ne la veulent pas. Rome républicaine combattra à côté du Piémont monarchique. » Le 22 le peuple romain fut appelé aux armes. Le 23 eut lieu le désastre de Novare, le 29 mars l'Assemblée nomma triumvirs : Mazzini, Saffi, Armellini. (*Note de l'éditeur.*)

la cause italienne. On parle de journaux mazziniens, du parti mazzinien, de manifestations mazziniennes.

Si ce mot de *Mazzinien* est synonyme de républicain, il acquiert une singulière importance, car voilà Rome et Florence reconnues officiellement en république, et par conséquent devenues, pour les journaux, tels que la *Presse*, les *Débats*, etc., pays mazziniens.

Le fait est que le citoyen Mazzini est un de ceux qui ont le plus travaillé pour propager en Italie l'idée de l'unité et de l'indépendance. Les journaux hostiles à la cause des peuples, en frappant sur l'individualité de Mazzini, espèrent donc atteindre la cause républicaine italienne.

Dans l'intérêt des Français, amis de cette cause, nous serons obligés, nous aussi, de parler souvent du citoyen Mazzini.

Lors des derniers événements de la Lombardie, Mazzini se trouvait à Milan ; on l'accuse maintenant, en accusant en sa personne tous les partis républicains, d'avoir empêché l'union des différents États italiens autour des drapeaux de Charles-Albert.

Dans ces temps difficiles, Mazzini donna, au contraire, des preuves d'une abnégation politique et d'un désintéressement rares. Il voyait bien la difficulté d'agir contre l'opinion royaliste du moment ; cette opinion était représentée par les membres du gouvernement provisoire, aristocrates libéraux, appuyés de tout ce qu'il y avait d'influent dans le pays. Les hommes du gouvernemen d'alors, patriotes dans l'âme, honnêtes et désintéressés, n'avaient qu'un seul défaut, celui de l'Italie d'hier : l'indolence.

Comment se débarrasser de telles gens ? S'ils étaient méchants ou traîtres, on aurait le courage d'en appeler contre eux à la colère révolutionnaire. Mais ils saluaient avec tant d'enthousiasme la révolution ; ils pleuraient de joie en se retrouvant libres ! Ils étouffaient les révolutionnaires dans leurs embrassements patriotiques.

« Nous sommes déjà libres ! criaient-ils ; nous sommes Italiens, nous sommes unis ! tout est fini ! »

Tout le monde se pressait d'en finir en effet ; et le moyen le plus court, c'était pour beaucoup de se décharger au plus vite sur Charles-Albert de tous les soins du gouvernement et de la guerre.

On entrevoyait déjà la possibilité de rouvrir le théâtre de la Scala, de recommencer les promenades de la rue Bréra ; et dans un lointain avenir, on espérait des soirées et des cercles à la cour du nouveau monarque. C'est pour cela qu'on se hâtait tant de remettre aux soins de Charles-Albert tout ce qu'il y avait de laborieux dans l'affaire. Or, dans toute l'Italie, le roi était l'homme le moins disposé à accepter cette charge.

On lui offrait tout : on lui offrait plus que ne demandaient ses partisans les plus fanatiques. On lui donna la Lombardie, l'État-Vénitien, Parme, Plaisance, Modène. Le reste de l'Italie ne demandait qu'à se donner. On mit tout à sa disposition : hommes et trésors. Certes, ce ne fut pas le citoyen Mazzini, ni les Mazziniens, lesquels n'existaient pas alors, qui ont empêché le roi Charles-Albert d'être, à l'heure qu'il est, l'arbitre du sort de l'Italie. Ce qui l'en a empêché, c'est cette même indolence qui perdit les Lombards, les Parmesans, et que les Vé-

nitiens n'ont pas encore entièrement secouée. Cependant nous devons dire, en toute justice, que le roi Charles-Albert est plutôt la victime volontaire que la cause de cette indolence ultramontaine.

Charles-Albert réside dans une capitale, siège de cette aristocratie piémontaise qui abandonnerait et la cause italienne et même son roi chéri, si on privait la ville qu'elle habite de l'honneur d'être une capitale : sans capitale, il n'y a plus de cour ; voilà le mobile de tous les mouvements réactionnaires de la politique conservatrice des Piémontais : ils appellent cela une idée !

Charles-Albert est chef d'une armée dont l'état-major est composé de grands seigneurs et de fils de bonnes maisons, qui de l'art du soldat ne connaissent que la parade, et au bout de la carrière militaire ne voient qu'une présentation à la cour. Armée impuissante contre l'ennemi, mais forte contre la révolution. En effet, comment transformer en révolutionnaires des généraux, des colonels, tous, jusqu'aux sous-officiers, ducs, comtes, marquis, enfin tous plus ou moins titrés. Ajoutez qu'ils sont tous aussi désintéressés et aussi honnêtes que ces aristocrates lombards qui, bien que perdant la cause nationale, ne laissaient aucune prise aux accusations de complots, de malversations, de trahisons, etc., hommes à la fois politiquement pernicieux et légalement irréprochables.

On se figure l'effet que dut produire sur de tels hommes l'apparition du citoyen Mazzini. Ce qu'il proposait, ce qu'il demandait était inouï, incroyable.

Il proposait, pour défendre la liberté lombarde, de former une armée lombarde.

Il voulait enrôler les révolutionnaires, afin de défendre la révolution.

Il demandait au gouvernement où était l'argent public, l'équipement du soldat.

Il demandait enfin ce qu'on avait fait pour s'assurer des alliances parmi les peuples opprimés par l'Autriche et, par conséquent, défenseurs-nés de la cause italienne.

Voilà ce qui a rendu le nom du citoyen Mazzini odieux aux aristocrates de l'Italie et suspect aux publicistes français ennemis de la révolution. Ils accusent Mazzini de desservir la révolution, mais au fond ils redoutent qu'il ne la serve trop bien !

LA RESPONSABILITÉ DU POUVOIR

SELON LE PEUPLE.

I

18 mars 1849.

La lutte parlementaire et la polémique des journaux perdent de leur intérêt; les partis quittent peu à peu l'ancien terrain de combat et changent de tactique. Certaines grandes questions constitutionnelles, qui absorbaient l'attention de tous les hommes politiques, se trouvent résolues par des faits. L'opinion travaille et avance la solution d'autres questions, dont le parlement et la presse ne sentent pas encore toute l'actualité.

Une de ces questions difficiles, c'est la position constitutionnelle du chef de l'État vis à vis de son ministère, de la Chambre et de la nation.

Nous savons que tout cela a été longuement discuté, que l'on a précisé et fixé dans les articles spéciaux de la Constitution tous les rapports entre les différentes parties du pouvoir : il en était de même du temps des Bourbons et du temps de Louis-Philippe; rien de plus clairement

exprimé dans la Charte que leurs droits et surtout leur droit d'irresponsabilité. D'où vient donc que l'on n'a jamais pu s'entendre sur le sens de ces articles si précis? Durant le règne des Bourbons de la branche aînée et de la branche cadette, tous ceux qui, dans le parlement ou dans la presse, faisaient une opposition sérieuse au gouvernement, concentraient toujours leurs attaques sur le centre même du pouvoir, sur sa personnification, sur le roi.

C'est en vain que MM. Broglie (1), Guizot, Thiers, travaillaient sans relâche à ériger contre chaque attaque nouvelle un nouveau rempart, afin de mettre à l'abri des coups de l'opposition le dogme d'irresponsabilité, le palladium de leur système.

Ces héros du constitutionnalisme avaient laborieusement construit tout autour de la royauté une enceinte continue de théories et d'arguments. Couvrir la royauté,

(1) M. de Broglie, gendre de madame de Staël, membre, sous la Restauration, de la Société *Aide-toi, le ciel t'aidera* et de celle des *Amis de la Presse*, fut, sous Louis-Philippe, l'un des adversaires de toute liberté. C'est sous sa présidence, en 1835, et avec le concours de M. Thiers, que furent rendues les lois dites *de septembre*, qui déclaraient punissables de la détention et d'une amende de 10,000 à 50,000 fr. l'offense à la personne du roi et toute attaque contre le principe du gouvernement commise par voie de publication; qui défendaient, sous des peines exorbitantes, de prendre la qualification de républicain, de mêler la personne du roi à la discussion des actes du gouvernement. On ne pouvait plus s'intituler républicain, on s'appela *radical*. Ne pouvant s'attaquer au roi, on inventa les mots *le système*, *la pensée du règne*, et l'on poursuivit le roi sous ces dénominations. Après l'élection du président, M. de Broglie entra à l'Assemblée législative, et ce fut lui qui, en 1851, proposa la révision de la Constitution, qu'il voulait détruire au profit de l'Orléanisme, et qui fut supprimée au profit du Napoléonisme.
(*Note de l'éditeur.*)

c'était leur mot d'ordre. Ils la couvraient de leur responsabilité personnelle. « *Le roi règne, mais ne gouverne pas*, disaient-ils, c'est nous qui gouvernons. »

Vous, répondait le peuple, vous n'êtes rien, c'est Louis-Philippe qui règne et gouverne, c'est à lui que nous en voulons (1).

Le peuple lit rarement les programmes et les professions de foi politiques ; quant aux constitutions, il ne les lit pas du tout. Du jour de l'avénement de Louis-Philippe, il pressentit la pensée intime de son règne ; l'antipathie populaire s'est communiquée à l'opposition, et la poussa à travers la Charte jusqu'à la République.

Le chef actuel de l'État est dans une position nouvelle, unique en Europe, le peuple est prévenu en sa faveur ; le peuple lui accorde déjà un certain degré de cette irresponsabilité que tous les efforts des ministres habiles, appuyés de formidables majorités, n'ont pu conquérir pour Louis-Philippe. Parlez, avec les hommes du peuple, des maux et des dangers de la situation ac-

(1) La veille du coup d'État, le président de la République, Louis-Napoléon Bonaparte, fit distribuer aux députés une brochure anonyme : *La Révision de la Constitution*, qui arguait du double mensonge de la responsabilité des ministres et de l'irresponsabilité du chef de l'État pour réclamer le changement d'une Constitution qui devait être abolie le lendemain. On y lisait : « La France veut que ses chefs aient un pouvoir réel, sérieux, efficace, et c'est pour cela que, dans les grandes révolutions, c'est à eux qu'elle s'en prend. C'est bien vainement que les chartes de 1814 et de 1830 avaient posé comme base essentielle l'irresponsabilité du roi et la responsabilité des ministres. Dans le fait, les rois ont toujours été responsables et les ministres ne l'ont été jamais. Charles X est mort en exil, et M. de Polignac est mort paisiblement à Paris. Louis-Philippe est mort en Angleterre, et, un an après la révolution de février, M. Guizot est rentré aussi complétement dans ses droits politiques que dans son salon. »

tuelle, et partout on vous répondra que c'est à Guizot et à Thiers qu'il faut s'en prendre.

Le peuple croit que Guizot est toujours là; M. Thiers y est réellement (1).

(1) M. Guizot et ses collègues au ministère avaient été décrétés d'accusation au lendemain de la révolution de Février. Ordre était donné de les arrêter partout où on les trouverait, mais déjà on s'était assuré par avance qu'ils s'étaient mis à l'abri en passant la frontière. M. Guizot ne revint à Paris qu'à la fin de 1849. Mais dès le mois de janvier de cette année, il avait lancé une brochure, la *Démocratie en France*, très-violente contre le socialisme, et où il faisait appel à la coalition de toutes les forces conservatrices, politiques, sociales et religieuses, sans distinction de rite ni de nuances pour combattre l'esprit de désordre. En réalité, M. Guizot, qui avait été le ministre du gouvernement des classes moyennes, essayait d'opposer aux classes populaires la digue de tous les intérêts du vieux monde; et, plutôt que de laisser monter une nouvelle couche sociale, il aimait mieux conseiller à la bourgeoisie de rebrousser chemin et de donner la main aux classes de l'ancien régime pour barrer le chemin au peuple.

De même que M. Guizot avait proposé, dès 1839, une alliance entre le *catholicisme et le protestantisme, sans en excepter une sage philosophie*, pour lutter contre l'incrédulité et l'athéisme, il proposait, après 1848, une entente entre *le légitimisme et l'orléanisme, sans positivement exclure le républicanisme modéré*, pour lutter contre l'anarchie politique et sociale. Il patronna, en 1850, ce que l'on appela la fusion, c'est à dire la réconciliation entre les deux branches de la maison de Bourbon. Il est le premier qui ait formulé ainsi la nécessité de cette sorte de sainte-alliance intérieure. Elle avait eu pour précurseur M. Thiers, qui, par son livre *la Propriété*, publié d'abord en articles par le *Constitutionnel*, fut posé en drapeau contre Proudhon; elle eut son organe dans le club de la rue de Poitiers, et son expression finale dans le mot de M. de Montalembert : « Une guerre de Rome à l'intérieur. » M. Guizot, après sa rentrée en France, publia, en 1850, son volume : *Pourquoi la révolution d'Angleterre a-t-elle réussi?* dans lequel il osa glorifier le général Monck d'avoir été le promoteur de la restauration anglaise, et l'offrit en exemple aux généraux français. Le général Changarnier ne se blessait pas de la comparaison et laissait espérer qu'on pourrait trouver en lui l'étoffe d'un Monck français.

Thiers et ses amis, Odilon-Barrot, Billaut, etc., se rallièrent à

Pourquoi le peuple, après l'épreuve de ce pauvre trimestre gouvernemental (1), continue-t-il à espérer toujours beaucoup de Louis-Napoléon ?

Pourquoi s'obstine-t-il à l'absoudre de tout ce dont on accuse son gouvernement ?

Le pourquoi, le peuple ne le dit pas. Nous cherchons à nous l'expliquer, car, le 10 décembre, nous étions de l'avis du peuple.

Lors de la proclamation de la République, ce que tout le monde trouvait de plus urgent, c'était d'en assurer l'existence et la durée, de faire sortir du sein de la République nouvelle un gouvernement nouveau qui s'identifiât avec les principes que la République a fait triompher et les intérêts qu'elle allait faire naître, un

l république. Mais M. Thiers se posa presque aussitôt en défenseur de la propriété, de la famille, de la religion. La propriété venait au premier rang, la religion au dernier. Ayant échoué aux élections générales, il occupa ses loisirs à son volume de la *Propriété*. Il fut élu aux élections partielles, le 4 juin, à Paris. Son nom servant de ralliement à la réaction, M. Thiers fut son candidat réussi dans les départements comme dans la capitale, à Rouen, Alençon, Laval, Bordeaux. Quand il entra dans l'Assemblée, le corps de la contre-révolution trouva sa tête. On organisa ce qu'on appelait le grand parti de l'ordre. Ils acceptaient le mot de république provisoirement. « La république est le mot qui nous divise le moins, » disait M. Thiers, et l'on se faisait les plus étranges concessions. M. Thiers, le rapporteur de la loi d'expulsion des jésuites en 1844, donnait la main à M. de Montalembert et devenait le rapporteur de la restauration pontificale par la France. (Oct. 1849.) On retrouve la main de M. Thiers dans toutes les lois liberticides contre les clubs, le droit d'association, la presse, etc. Au 31 mai 1850, il fut l'un des premiers instigateurs de la restriction du suffrage universel. C'est dans cette discussion qu'il laissa échapper contre le peuple le mot de *vile multitude*. Le peuple, on le voit, avait raison de redouter ce mauvais génie. (*Note de l'éditeur.*)

(1) De décembre 1848 à mars 1849. (*Note de l'éditeur.*)

possible la persé-
opposé aux vieux
telles individua-
ver aux partisans
is et aux aristo-
espoir de reta-

à ces besoins du
des préjuges de
Soissons et les mem-
nom de Louis-
Eure et

Napoléon II se
que l'on a
Pour

Nous devons l'expres-
possible de
à

possi-
dans

se liant avec l'Autriche, s'il oubliait ses traditions de famille, comme Murat lors de la chute de l'Empire, il n'aurait qu'à se rappeler Sainte-Hélène et la fusillade du Pizzo.

Cependant, ces considérations ne sont pas les seules qui nous portent à regarder le choix du 10 décembre comme providentiel (1).

L'intérêt républicain n'est pas le seul que le gouvernement actuel de la France est appelé à garantir. Il y a au fond des peuples républicains et de ceux qui aspirent à se constituer en républiques un ferment socialiste qui ne cessera de lever les masses.

C'est là que résident toutes les forces vitales des Etats nouveaux ; c'est de là que viendront tous leurs dangers futurs. Nous croyons que le gouvernement est en position de profiter de toutes ces forces nouvelles en en empêchant l'abus. Notre tâche sera d'examiner sous toutes ses faces cette question décisive pour la France et très-importante pour l'étranger.

(1) « La totalité des suffrages exprimés (le 10 décembre) pour la nomination du président de la République est de..... 7,327,226

Louis-Napoléon Bonaparte a obtenu.....	5,434,226
Le général Cavaignac.....	1,444,107
Ledru-Rollin.....	370,119
Raspail.....	36,020
Lamartine.....	17,210
Le général Changarnier.....	4,690
Voix diverses et perdues	à 12,600»

(Rapport à l'Assemblée nationale le 20 décembre 1848.)

II

20 mars 1849.

C'est donc un fait démontré qu'entre la France révolutionnaire et la vieille Europe il y a inimitié irréconciliable; l'histoire de la Restauration et du règne de Louis-Philippe n'est qu'une suite des efforts du roi et des ministres pour nier ce fait, pour en empêcher l'éclat et en prévenir les conséquences.

« Pourquoi (disaient le roi et les ministres) serions-nous condamnés à être perpétuellement en guerre avec tout le monde? La guerre, c'est la barbarie : il n'y a qu'une nécessité absolue, qu'un intérêt immédiat, le salut du peuple, par exemple, l'intérêt de la défense nationale, qui puissent l'excuser. Personne ne nous menace; on nous laisse jouir de notre liberté intérieure, dont la conquête a déjà tant coûté à nos pères, voudrions-nous la compromettre en nous lançant dans des entreprises humanitaires au-dessus des forces et des ressources d'une seule nation?

« La Convention a été abandonnée par le peuple français pour avoir voulu être plus populaire que le peuple lui-même; Napoléon perdit l'appui de l'esprit révolutionnaire parce qu'en sa qualité de représentant de la Révolution il a commis contre les rois, contre l'Église officielle et les aristocraties étrangères des attentats que la Révolution française n'a plus voulu prendre sous sa responsabilité. Soyons donc sages. Par respect

pour la Convention, abstenons-nous de ces hardiesses humanitaires qu'elle même blâma et punit plus d'une fois; méditons l'histoire de Napoléon. Vouloir aller plus loin que Napoléon, ce serait du Donquichottisme. Le sang français n'appartient qu'à la France. Consultons la France! c'est-à-dire la Chambre des pairs et la Chambre des députés. »

Or, toutes les fois que les Chambres étaient appelées en consultation sur ces graves sujets, elles répondaient que, en fait de révolutions, la France n'en connaissait qu'une qui fût nécessaire, légitime et providentielle : la révolution de Juillet; encore n'était-elle nécessaire, légitime et providentielle qu'en ce qu'elle avait en elle de dynastique et de gouvernemental. Les moyens de la révolution de Juillet étaient mauvais, mais la fin, c'est-à-dire l'établissement de la famille d'Orléans, justifie les moyens.

Les mêmes Chambres, consultées par le ministre Thiers, déclaraient abandonner définitivement la Pologne, l'Italie, l'Allemagne, la Grèce, l'Orient, tout le terrain politique enfin, depuis le mont Liban jusqu'à l'enceinte continue (1). Les mêmes Chambres, consultées par le ministre Guizot, trouvèrent difficile de défendre même cette enceinte continue. On laissa l'étranger entrer au nom de la France jusque dans les conseils du roi des Français.

(1) M. Thiers, comme premier ministre, fit voter les fortifications de Paris et les forts détachés (le 10 septembre 1840), ce qu'on appela l'emba-tillement de Paris. Cela coûta quatre cents millions.
(*Note de l'éditeur.*)

Quant à la protestation des vrais représentants de la France, hommes sans position sociale, sans emplois, hommes sans nom; hommes en blouses et en casquettes, qui, le jour même où Louis-Philippe s'était décidé à continuer la vieille royauté comme membre solidaire et responsable de la vieille société, se dressèrent devant lui comme opposition révolutionnaire en répondant à chaque nouvelle création d'un ministère par la création d'un nouveau journal indépendant, à chaque manifestation menteuse des Chambres royalistes par une émeute populaire, à chaque compliment mensonger des hauts dignitaires par un cri de douleur, d'indignation et de mépris, mettant en face des Lafayette, des Laffitte et de tout ce qui s'en est suivi, jusqu'au président Seguier, les Carrel, les Garnier-Pagès aîné (1), les Lamarque, les d'Harcourt (duc et pair de France, mais ennemi de la vieille Europe), les Barbès; quant à cette opposition, quant à la France représentée par ces organes-là, on n'en a tenu officiellement aucun compte jusqu'à la révolution de Février inclusivement.

Carrel, Garnier-Pagès, Barbès poussaient la France à la guerre; on disait que c'étaient des hommes de clubs et de sociétés secrètes. La France, celle du palais du Luxembourg, et du Palais-Bourbon, voulait la paix, la paix à tout prix.

La paix à tout prix a été proclamée et maintenue au nom des intérêts du peuple français : « Le peuple, disait-on, a peur de l'impôt beaucoup plus qu'il ne

(1) Mort en 1841. (*Note de l'éditeur.*)

craint les Cosaques. Le peuple français accepterait les Cosaques à condition de ne pas payer les centimes additionnels. Si l'on contrariait ses instincts d'avidité et ses habitudes de lâcheté ; si on lui demandait des impôts pour faire la guerre et des conscrits pour la faire réussir, il serait capable de se révolter. Le peuple viendrait nous forcer, les armes à la main, de nous soumettre aux Cosaques. Nous nous résignerions à accepter les Cosaques, s'ils nous étaient imposés par la volonté du peuple français (1) ! »

Le mensonge royal et parlementaire qui a si longtemps régné et gouverné conserve sa contenance légale, son aplomb diplomatique, et continue à se poser en face du peuple en vrai représentant de la France.

Toute cette politique de mensonges se résume en ceci :

« Nous, rois, ministres, députés, nous avons été cupides, lâches, méticuleux, par cette raison que la France que nous représentons est lâche, cupide et méticuleuse ; nous ne pouvons pas prendre sur nous envers nos commettants la responsabilité d'une action quelconque qui pût être accusée ou même soupçonnée d'honnêteté, de désintéressement ou de tendance à l'héroïsme.

« Nous sommes responsables. Le pouvoir, depuis la révolution de Février, est responsable. Le dernier commis est responsable au même titre que le chef de l'État. Si nous compromettons nos rapports avec les légations

(1) « Plutôt les Russes que les *rouges*, » écrivait en 1850 le journal l'*Assemblée nationale* au lendemain de l'élection de de Flotte, Vidal et Carnot par le peuple de Paris. (*Note de l'éditeur.*)

et les ambassades étrangères qui représentent seules l'étranger, c'est-à-dire l'Europe, et par conséquent le monde entier, le peuple français nous accusera des crimes qu'il a le plus en horreur, il nous condamnera comme coupables de tendances révolutionnaires et héroïques. »

Malgré toute la vulgarité, l'absurdité et le ridicule de ces arguments royaux et ministériels, il a été difficile d'y répondre avant la révolution de Février et l'élection du 10 décembre.

Nos adversaires, hommes du pouvoir, opposaient toujours leur responsabilité à nous autres révolutionnaires légalement irresponsables.

Ceux d'entre nous qui ont occupé une position gouvernementale quelconque, comme chefs d'un club, d'une société secrète ou d'un peloton de soldats, respectent les scrupules de tout homme responsable de la destinée de ses semblables ; mais y aurait-il réellement pour le gouvernement un motif de crainte, s'il osait assumer sur lui la responsabilité d'agir en gouvernement révolutionnaire vis à vis de l'Europe ?

La révolution de Février appela au gouvernement les hommes qui passaient pour les ennemis les plus acharnés de l'influence étrangère, les défenseurs les plus éloquents de l'Italie, de la Pologne, des chrétiens du Liban, les adversaires les plus opiniâtres du système russo-autrichien.

Le personnel du gouvernement provisoire était un défi adressé à l'Europe. Le gouvernement provisoire n'a pas compris la pensée que le peuple le chargeait d'ex-

pliquer et de réaliser. Le gouvernement provisoire n'osa accepter le brevet de chef de l'armée révolutionnaire de la République universelle. Les hommes du gouvernement provisoire n'ont pas même eu le courage d'un héraut d'armes, d'un officier d'ordonnance porteurs d'un ultimatum : tant cet ultimatum leur apparut compromettant pour leur responsabilité d'hommes d'État et d'orateurs parlementaires.

Le gouvernement provisoire ayant ainsi suffisamment prouvé que, dans ses rapports avec l'Europe, il ne sortirait pas du cercle d'idées de Louis-Philippe et des limites d'action fixées par Guizot et Thiers, le gouvernement provisoire s'étant déclaré solidaire des traités conclus entre l'Europe coalisée et les transfuges de Waterloo, le peuple crut nécessaire de renforcer le défi qu'il avait porté en Février à l'Europe, en y ajoutant la menace du 10 décembre.

Ces enseignements suffisent-ils au gouvernement actuel ? Peu fait pour comprendre le langage bruyant des pavés et des coups de fusil, saisira-t-il du moins le sens de la parole populaire précisée par le vote du 10 décembre ? Persistera-t-il toujours à dire que, s'il craint d'offenser en quoi que ce soit les rois de l'Europe, c'est qu'il a peur du peuple français, qui pourrait le rendre responsable de ce qu'il aurait entrepris contre les ennemis du peuple français ?

L'ITALIE MANQUE D'ARGENT!

Lundi 19 mars 1849.

Des plaintes nous parviennent de toutes les parties de l'Italie sur le manque d'argent pour le soutien de la sainte cause de l'indépendance. Cette pénurie, dans un moment aussi décisif pour les peuples de la Péninsule, ne peut que soulever l'indignation de tous les amis de la liberté.

« L'Italie manque d'argent, » c'est là un mot incompréhensible aussi bien pour les vrais patriotes que pour les financiers de toute l'Europe ! La patrie est en danger, diront les premiers, le pays est en proie à l'envahisseur barbare et pillard, et on hésite encore à envoyer des soldats, à leur donner des armes, à leur fournir des vêtements? On veut faire la guerre, ajouteront les hommes de calcul, on se plaint du manque d'argent, mais ne savons-nous pas que l'Italie est un des pays les plus riches d'Europe; que, d'après des données statistiques incontestables, les deux villes de Milan et de Gènes renferment plus de richesses en numéraire et en objets précieux que n'en possède la ville de Paris, si l'on en

excepte la Banque et le Trésor qui appartiennent à la nation et non à sa capitale.

Et la République romaine (1), qu'a-t-elle donc fait de tous les couvents, comment a-t-elle disposé des biens du clergé, des cardinaux et des grands bénéficiaires de l'Église? Comment se fait-il enfin que Radetzki trouve le moyen de lever des contributions immenses sur le Milanais, de pressurer en vingt-quatre heures Ferrare d'un demi-million, d'entretenir ses bandes par l'exaction et le pillage, tandis que le parti national crie misère et n'a pas de quoi vêtir ni armer ses soldats?

L'argent donc ne manque pas, mais ce qui manque, c'est le dévouement de cette partie de la nation qui le possède; ce qui manque, c'est le cœur à l'aristocratie, c'est la décision aux révolutionnaires.

Et en effet n'avons-nous pas vu un prince milanais refusant un de ses bons chevaux à la cause nationale et, après que Radetzki eut pris Milan et pillé son palais, fuyant avec des millions pour aller enrôler les Suisses, quand tout était déjà perdu? Ne voyons-nous pas chaque jour de grands seigneurs italiens dépenser splendidement, à l'étranger, des fonds dont la moitié employée pour la cause de l'indépendance en hâterait le triomphe?

Quant aux révolutionnaires italiens, n'avons-nous pas vu l'indolent peuple modénais et les habitants de Parme courir à la recherche de l'argent, en passant chaque

(1) Le pape s'étant enfui de Rome le 25 novembre 1848, le 21 janvier 1849 les électeurs furent convoqués à l'effet de nommer des députés par le suffrage universel et direct, l'Assemblée ainsi élue proclama la République le 9 février. (*Note de l'éditeur.*)

jour à côté des palais des ducs chassés, palais remplis d'argenterie et d'objets précieux !

Les moyens que les révolutionnaires repoussent aujourd'hui serviront demain à la réaction pour anéantir la liberté ; nous conseillons, par conséquent, aux républicains de Rome et de Toscane (1) de prendre d'avance leurs mesures, de se rappeler que dans de certaines situations l'indolence et l'indifférence surtout doivent être considérées comme les plus grands crimes envers la patrie, que dans une révolution on doit être révolutionnaire, et que, si on ne l'est pas, on tombe.

Que craignent donc les Italiens pour procéder franchement dans la voie de la révolution ? Redoutent-ils ce qu'ils appellent le blâme de l'Europe, c'est-à-dire les déclamations du *Journal des Débats*, les sarcasmes de la *Presse* ou bien les capucinades du *Constitutionnel* ? Ah ! à cet égard, il suffit que l'Italie veuille de la liberté pour que la réaction lui jette l'insulte au visage.

Que les républicains d'Italie sachent bien, une fois pour toutes, qu'ils auraient beau agir de la manière la plus réservée, le parti réactionnaire de l'Europe ne les en traiterait pas moins de misérables et de brigands.

Aux yeux des hommes ministériels des grandes puissances, Radetzki qui pille, qui ordonne des fusillades et des massacres, qui dévaste le pays au nom des prin-

(1) Le 26 juin 1848, le grand-duc inaugura en Toscane le régime parlementaire, le 30 janvier 1849 Léopold II s'enfuyait du palais Pitti, le 8 février l'Assemblée nommait un gouvernement provisoire composé de Joseph Montanelli, de Guerrazzi et de Mazzoni, le 5 mai 1849 dix-huit mille Autrichiens réoccupaient la Toscane.
(*Note de l'éditeur.*)

cipes monarchiens, sera toujours le plus digne représentant des idées d'ordre et de légalité (1).

La seule justification digne des révolutionnaires italiens, c'est le triomphe de la république, c'est avant tout l'expulsion des Autrichiens du sol de la patrie.

(1) C'est vainement en effet que l'on chercherait dans les journaux conservateurs de l'époque l'ombre d'un blâme sur les terribles exécutions de Naples (15 mai 1848), de Messine (30 septem. 1848), de Brescia (30 mars et 1er avril 1849), de Palerme (8, 9 et 10 mai 1849), etc. (*Note de l'éditeur.*)

RESPONSABILITÉ DU ROI CHARLES-ALBERT
ENVERS LE PEUPLE ITALIEN.

I. Mercredi 21 mars 1849.

Le roi Charles-Albert, l'homme le plus puissant de l'Italie, le représentant légal des royautés et des aristocraties italiennes, déclare la guerre à l'Autriche (1). Il se décide enfin à assumer sur lui la responsabilité de représentant des intérêts révolutionnaires de la Péninsule. Il se détache des aristocrates piémontais; il se déclare libre des influences rétrogrades du roi de Naples, du grand-duc de Toscane et du pape. Il a enfin compris le vœu de la grande nation italienne dont le peuple piémontais ne fait qu'une partie. Il a le courage de désobéir à l'Angleterre et par conséquent à la diplomatie française. Esclave jusqu'à présent de l'omnipotence anglaise, il risque sa couronne, sa position légale comme membre du grand conseil des rois et des aristocrates, pour remplir ses devoirs d'homme, de citoyen, d'Italien.

(1) L'armée piémontaise s'ébranla le 20 mars 1849, jour où expirait l'armistice Salasco, fut vaincue le 23 mars à Novare, le 26 mars Victor-Emmanuel subit les conditions de Radetzki, le 28 juillet Charles-Albert mourut à Oporto. (*Note de l'éditeur.*)

Le concours des circonstances, la dure nécessité a fait comprendre au roi de Piémont ce qu'il s'est obstiné jusqu'aujourd'hui à ignorer. Que voulait en effet l'Italie, que voulaient les vrais Italiens, que disaient au roi les Polonais, les Français, accourus pour défendre l'Italie? Ils ne voulaient qu'une seule et unique chose : la guerre! La guerre résumait tous les besoins, tous les intérêts, toutes les espérances de l'Italie; mais une guerre franche, une guerre sans paix ni trève, une guerre de nationalités souffrantes contre le vieux système politique, oppresseur-né des nationalités.

Charles-Albert a, sans doute, déjà triomphé des ennemis les plus dangereux, de ceux dont il a eu à subir les attaques immédiates et journalières, dirigées contre sa conscience de catholique et contre l'idée qu'il se faisait d'abord de ses devoirs de roi.

Du moment où Charles-Albert laissa soupçonner son désir secret de racheter les crimes royaux de la maison de Savoie; du moment où le peuple, avec son instinct divinatoire, salua ce roi comme libérateur futur de la nationalité italienne, de ce moment-là tout ce qu'il y avait de plus fin, de plus sagace dans le parti rétrograde, les jeunes jésuites et les vieux diplomates, combinèrent leurs efforts pour enlever aux peuples de l'Italie leur dernière espérance. Ils voulaient arracher, disaient-ils, l'âme de Charles-Albert à l'enfer. L'enfer, à leurs yeux, c'est l'ordre de choses nouveau, ce sont les droits des citoyens, les nationalités, les chambres nommées par le peuple, le suffrage universel, les clubs, la liberté de la presse; enfin, tout ce qui constitue la vie politique mo-

derne. Le ciel, c'est l'alliance avec un pape monarque, avec l'Autriche alliée de ce monarque et s'appuyant à son tour sur l'alliance de la Russie, sur celle des jésuites et des catholiques officiels, leurs partisans, tous alliés naturels de la cause que Charles-Albert, selon eux, est appelé à défendre.

Pour nous, qui apprécions les hommes d'après leurs actions, nous nous unissons de tout cœur à l'Italie entière, dans sa joie d'avoir enfin trouvé un roi qui ose agir en homme nouveau, en homme national, en honnête homme, en citoyen. Une seule action du roi a fait ce que ses adhérents n'ont pu accomplir par toutes leurs déclamations parlementaires et toutes les clameurs de leur presse officielle. Le manifeste du roi(1), qui est certes

(1) Il s'agit du manifeste que Charles-Albert publia après avoir, le 12 mars, dénoncé l'armistice, et que signèrent les ministres Chiodo, de Ferrari, Ratazzi, Sineo, Cadorna, Tecchio, Buffa. En voici les passages les plus saillants :

« Le gouvernement sarde ne renie pas la responsabilité d'avoir commencé la guerre de l'indépendance italienne; bien loin de là, il s'honore d'avoir eu le courage d'entreprendre une œuvre aussi chanceuse. Il savait qu'en le faisant, il répondait aux vœux des peuples, et travaillait au triomphe des plus saintes causes de l'ordre social et de l'humanité.

« L'Autriche met en avant les traités de 1815, quand elle les a déchirés par l'occupation violente de Cracovie contre laquelle les protestations de toute l'Europe résonnent encore. Si les traités décident des questions pendantes entre les peuples, ils ne peuvent pas décider de l'existence des peuples eux-mêmes, parce qu'ils ne peuvent pas effacer la langue, l'histoire, et faire qu'un fait passager, résultat de la force brutale, prévale à perpétuité contre les lois placées par la nature et par la Providence. L'Italie doit exister par elle-même, non pas dans la géographie et dans la statistique, mais dans le congrès des nations civilisées.

« Le gouvernement sarde prend à témoin de la justice de sa cause toutes les nations civilisées, il en appelle à tous les peuples

une action, a mis d'accord les opinions et les tendances diverses dans leur expression, mais identiques quant au but. L'Italie n'a qu'un but pour aujourd'hui.

Ce qu'il y a de vraiment italien parmi les nobles du Piémont, les conservateurs de Milan et les bourgeois de Venise, s'est fondu avec l'élément que la presse réactionnaire de l'Angleterre et de la France s'obstine à appeler *mazzinien*.

Le citoyen Mazzini s'est levé le premier à la Chambre de la République romaine pour tendre fraternellement la main au roi Charles-Albert (1).

Charles-Albert dès aujourd'hui est responsable du salut de l'Italie. Ce qu'il aura accompli dans l'intérêt du peuple italien couvrira sa responsabilité de roi de Piémont envers ses concitoyens piémontais.

Grand enseignement que donne là au gouvernement de cette France, initiatrice des révolutions par nature, par position et par intérêt, un roi devenu révolutionnaire par une inspiration subite et inespérée de la conscience.

qui, jadis ou récemment, ont combattu ou combattent encore pour l'indépendance, et savent combien sa privation est amère, combien sa conquête est difficile.

« Cette cause est sainte comme le droit de tous les peuples à posséder le sol où Dieu les a placés, elle est grande comme le nom et les souvenirs de l'Italie. » (*Note de l'éditeur.*)

(1) Le gouvernement piémontais envoya le député Valerio à Rome, afin d'en obtenir des secours pour la guerre. Certains républicains formalistes voulaient qu'on ne prêtât aucun concours à un roi. Nous avons cité (voir la note de la page 130) les paroles de Mazzini. Les dames présentes à la séance mémorable du 18 mars jetèrent leurs bijoux aux pieds du président.

(*Note de l'éditeur.*)

La position de la France à l'égard de l'Europe est de tous points analogue à celle du Piémont en Italie. Les Polonais, les Bohêmes, les Slaves, et tous les hommes d'avenir en Allemagne, sont à la France ce que les Lombards, les Vénitiens, les Parmesans, les Modénais et les Romains sont au Piémont. Le Piémont a une armée, un trésor et il vient de trouver un chef national : la France, cette grande et riche armée de l'Europe, n'attend qu'un chef européen !

Déjà La Fayette (1) n'envisageait les nations de l'Europe que comme différentes fractions du peuple européen. Ce qu'un chef de la France européenne aurait fait dans l'intérêt de cette grande république composée de toutes ces nationalités, couvrirait sa responsabilité de chef de la République française envers ses concitoyens.

(1) « Il a été de tout temps reconnu, disait La Fayette, le 9 avril 1832, que la grande famille européenne se divise en plusieurs sections... Ces distinctions, dans les temps de barbarie, ont été envenimées par des sympathies jalouses et des préjugés absurdes, que les chefs des peuples ont beaucoup trop prolongés, parce qu'ils y trouvaient une garantie pour le despotisme et l'aristocratie, et pour leurs projets ambitieux. Mais à mesure que la civilisation s'est étendue, ces préjugés se sont dissipés, et nous touchons à l'époque où les peuples finiront par comprendre que le bien qui arrive à l'un d'entre eux est un bien pour tous, et qu'une conquête de la liberté réagit sur toutes les autres nations. »

Napoléon Ier a dit dans ce même esprit : « Tant qu'on se battra en Europe, il y aura guerre civile. » (*Note de l'éditeur.*)

FORCE DU POUVOIR EN FRANCE.

21 mars 1849.

En France, quelles que soient les conditions constitutionnelles d'un gouvernement, il est toujours en possession de tous les moyens d'agir. Les formes gouvernementales vieillissent, les lois se modifient, les constitutions changent, et cependant ce qui anime la forme, ce qui donne la sanction aux lois et aux constitutions, le pouvoir a toujours été fort en France. La nation ne lui a jamais marchandé les moyens d'agir ; elle s'est toujours montrée prête à lui livrer, comme l'a dit le citoyen Barrot, son dernier écu et son dernier enfant, pourvu qu'il agît, même pour peu qu'il montrât la volonté d'agir. Un jour, jour solennel ! les représentants de la nation n'hésitèrent pas à livrer au pouvoir leur tête même, empressés qu'ils étaient de lui prouver que, dans cette tête, il ne pouvait y avoir place pour une idée contraire à l'action du gouvernement. Dans la mémorable séance où la Convention constitua un pouvoir plus qu'impérial, plus que russe, ces représentants, tous souverains à titre égal, abdiquèrent leur souveraineté rien

que pour concentrer tous les moyens d'action dont ils pouvaient disposer, dans un pouvoir unique, représentant une situation unique dans l'histoire. C'est ainsi que l'historien Thiers lui-même explique l'établissement du Comité de salut public.

Depuis Charlemagne jusqu'à Napoléon, jamais en France un gouvernement, agissant dans le sens de la nation, n'a eu le droit de se plaindre du manque de moyens d'agir. C'est là une caractéristique qui ne se retrouve chez aucune autre nation du monde.

La nation a laissé au Président le choix des ministres: c'est dans ce choix, si on veut et si on sait le bien faire, que réside, encore à cette heure, le secret du pouvoir et des moyens d'action. Qu'est-ce que c'est, en effet, que choisir des ministres? C'est prendre, parmi les hommes politiques du pays, ceux qui en représentent le mieux l'idée et les volontés actuelles. Par ce seul fait que le Président veut les choisir, et qu'ils veulent, eux, lui donner leur concours, ils deviennent maîtres absolus des maréchaux de France, des banquiers, des évêques, en un mot, du pouvoir spirituel autant que l'Église officielle le représente, et du pouvoir temporel, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Tout dépend donc de la volonté.

Le Président, malheureusement, semble ne pas vouloir.

Certes, nous concevons combien, dans sa position, il est difficile de vouloir. Il s'est associé un ministère : il y a de ces hommes dont le contact seul vous communique le froid, l'ennui et la torpeur, jusqu'au point de para-

lyser votre volonté. On attribuait à Louis-Philippe ce pouvoir moral négatif. Les ministres actuels paraissent le posséder au même degré, en leur qualité d'héritiers directs du système de Louis-Philippe. Il n'y a pas moyen, pour une individualité, si puissante qu'elle soit, de neutraliser l'action de tels ennemis; il faut absolument leur déclarer la guerre, il faut les mettre en fuite. Si nous découvrions dans le ministère actuel les moindres indices de bon vouloir, nous lui donnerions le même conseil à l'égard de la majorité de l'Assemblée nationale. Et si ceux qui, dans l'Assemblée, représentent réellement la France, avaient cette volonté d'agir dont nous parlons, au lieu de donner vainement des conseils, nous aurions été heureux aujourd'hui d'être appelés à cogir.

La situation du gouvernement est si anormale, l'attitude qu'il prend vis à vis de la France est si peu nationale, la manière dont il résout les questions qui touchent de plus près le peuple est si peu populaire, que les conseils que nous ne cessons de donner sous mille formes aux hommes du pouvoir, nous sommes, en dernier ressort, obligés de les adresser au peuple. Les élections sont là : que le peuple seulement veuille !

L'ÉTRANGER.

25 mars 1849.

Depuis la journée de Waterloo, c'est toujours l'étranger qui règne et gouverne en France.

C'est à l'aide de l'étranger que Talleyrand, aidé des légitimistes, parvint à restaurer la royauté de la branche aînée.

C'est par crainte du retour de l'invasion étrangère que la France a supporté le règne de Louis XVIII et de Charles X.

C'est pour ne pas trop effaroucher l'étranger que les faiseurs et les exploiteurs de la révolution de Juillet ont accepté Louis-Philippe, qui, comme prince et allié des princes de l'Europe, représentait par cela même dans la France révolutionnaire un élément étranger.

C'est dans l'intérêt de l'étranger que Louis-Philippe envoya une armée à Ancône pour paralyser la révolution en Italie, aux acclamations du parti populaire français, à qui le gouvernement faisait accroire qu'il agissait en faveur de la révolution et contre l'étranger.

M. Guizot puisait toutes ses forces gouvernementales

à l'étranger. Guidé par l'expérience du plus illustre représentant du vieux monde, M. de Metternich, le ministre français n'hésitait pas à combattre tout ce qui, en France, surgissait de nouveau et partant d'hostile à l'étranger.

Il citait les paroles mêmes de M. de Metternich pour justifier les massacres des Polonais en Galicie. Le grand chancelier de l'Autriche les ayant condamnés comme socialistes, M. Guizot, fort de cette autorité étrangère, se posa pour la première fois en adversaire, en persécuteur du socialisme en France. C'est pour complaire à l'étranger qu'il a embrassé la cause du Sonderbund en Suisse et démontré, du haut de la tribune, l'impossibilité de l'établissement du régime constitutionnel en Italie, le jour même où on le proclamait à Naples, à Florence et à Rome (1).

(1) Le protestant M. Guizot soutint en Suisse l'ultramontanisme. De même que M. de Lamartine attribue aux chevau-légers polonais le succès du retour de Napoléon de l'île d'Elbe, M. Guizot ne craint pas, dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, de grandir étrangement l'influence des rares émigrés dispersés en Suisse. « Les réfugiés politiques italiens, polonais, belges, dit-il, qui avaient échoué dans leurs entreprises d'insurrection ou de conspiration, abondaient en Suisse et poursuivaient de là comme d'un asile inviolable leurs desseins révolutionnaires. » Le parti ultramontain s'étant organisé en 1846 sous le nom de Sonderbund (alliance particulière), et sept cantons ayant adhéré à cette ligue, M. Ochsenbein, président de la Diète helvétique, déclara à M. de Pontois, ambassadeur de France, que, la grande majorité des habitants voulant la dissolution du Sonderbund et l'expulsion des jésuites de la Suisse entière, il fallait que cette volonté s'accomplît Dès 1845, M. Guizot avait conçu l'idée d'une intervention collective des puissances, mais il voulait que l'Autriche semblât en prendre l'initiative, et par une casuistique digne des jésuites qu'il s'agissait de protéger, il arguait déjà des prétendus vœux secrets des

Dans sa crainte de l'étranger, le gouvernement provisoire déclarait, par l'organe du citoyen Lamartine,

Suisses pour violenter leurs vœux publics. « Pour qu'une action extérieure soit utile et efficace, écrivait-il le 22 mai 1845 à M. E. Périer, chargé d'affaires à Vienne, il faut qu'elle soit évidemment nécessaire, provoquée par les faits et invoquée sinon à haute voix, du moins au fond du cœur par tous les hommes modérés. Sous cette réserve, je reconnais que cette nécessité peut se présenter bientôt et que, si elle se présente, il n'y faudra pas manquer. » En février 1848, des régiments autrichiens étaient en marche vers la Suisse, et la France allait occuper Genève et le canton de Vaud, quand la chute de M. Guizot ruina ce projet liberticide.

Lors des événements de Galicie, M. Guizot adopta sans bonne foi les assertions du prince de Metternich, dont l'un des principaux organes, l'*Observateur autrichien*, expliquait de la manière suivante les égorgements organisés par le cabinet de Vienne : « Notre empire jouissait d'une profonde tranquillité; il en a été arraché par l'explosion d'une révolution qui, de l'aveu même de ses auteurs, ne visait à rien moins qu'à un bouleversement social général. Sous le manteau de la religion, prenant pour prétexte l'usurpation politique et l'affranchissement du genre humain de la féodalité, du despotisme, de l'oligarchie, qui n'existent pas chez nous, *le polonisme* propageait les maximes les plus absurdes du communisme, du socialisme le *plus anti-social*. Ce démocratisme est venu se briser contre la couche inférieure de la démocratie contre le peuple lui-même. » A la séance de la Chambre des députés du 14 mars 1846, M. Guizot, mêlant à ses formules habituelles d'égoïsme international les affirmations les plus audacieusement mensongères, répliquait aux interpellations qui lui étaient faites : « Les magistrats impériaux sont, dans la Galicie, les protecteurs, les patrons des droits, des libertés, de la sûreté personnelle de la population des campagnes. Ce n'est point parce qu'on lui a promis 25 francs par tête de noble ou de prêtre que cette population a tenu la conduite qu'elle a tenue. Non, c'est parce qu'elle trouve sa condition meilleure que celle qu'on lui rappelait... Voilà l'explication naturelle, l'explication vraie de ce qui vient de se passer dans ces provinces... C'est ainsi que, dès les premiers moments, le prince de Metternich, avec sa sagacité profonde, jugeait la situation et m'en faisait donner avis. Lorsqu'il y a seize ans, mes honorables amis et moi, nous avons adopté et soutenu la politique qui a été depuis pratiquée à l'égard de la Pologne, nous avons pensé que le bouclier de la France ne devait pas s'étendre à trop grande distance et au-delà de la nécessité. Aujourd'hui, après seize ans, au moment où nous re-

comme quoi, ne reconnaissant plus en principe les traités de 1815, il en acceptait toutefois les faits territoriaux. Or, c'est par le territoire que l'étranger touche à la France et agit politiquement sur elle.

cueillons les fruits de cette politique, nous ne pensons pas que ce soit le moment de l'abandonner. »

M. Guizot, lorsqu'il annonçait devoir recueillir les fruits de sa politique, ne se savait pas si bon prophète. La révolution du mépris était proche! A la Chambre des pairs, le 19 mars, le même M. Guizot ajoutait : « Ce n'est pas le gouvernement de juillet qui a reconnu les divers partages de la Pologne; il les a trouvés inscrits définitivement dans le droit public européen. Il est de la sagesse et du devoir des gouvernements de reconnaître les faits qui peuvent être regardés comme accomplis. Ils ne doivent pas pour les chances d'un lointain avenir engager dans des luttes redoutables les populations dont le sort leur est confié. Je ne crois pas qu'il soit permis à personne d'aller porter et sacrifier son propre pays, son propre temps, sur l'autel des mystères de la Providence. »

En 1848, au moment où la domination de l'Autriche et les trônes des tyranniciles italiens chancelaient en l'Italie, M. Guizot venait dire: « Aucun bouleversement territorial et politique ne nous est bon au-delà des Alpes. » Le 7 novembre, le prince de Joinville, dans une lettre au duc de Nemours, trouvée aux Tuileries en 1848, confessait que le gouvernement en était réduit « à faire le gendarme en Suisse et à lutter en Italie contre les alliés et les principes de la France. » En janvier 1848, M. de Lamartine se demandait à la tribune pourquoi il fallait « que la France, à l'inverse de sa nature, devint gibeline à Rome, sacerdotale à Berne, autrichienne en Piémont, russe à Cracovie, française nulle part, contre-révolutionnaire partout. » M. Guizot répondait en blâmant les radicaux d'Italie, tous les adversaires du *statu quo* territorial, tous les partisans de factieuses réformes, et en vantant la modération de l'Autriche, pendant que Radetzki, à la veille d'être chassé de Milan, terminait par cette phrase une proclamation publiée en allemand, en hongrois, en italien et en polonais : « Mort aux ennemis qui, de leurs mains traîtresses, attentent au bonheur et à la paix des puissances. » Mais le réveil de l'Italie préludait à l'explosion parisienne du 24 février. Le 12 février Palerme s'était soulevée, et, à son exemple, la Sicile entière. Tous les princes étaient forcés d'accorder des statuts, le Piémont le 7 février, la Toscane le 9 février, Naples le 10 fév., etc.; les digues étaient rompues, et la cause de l'immobilisme européen allait recevoir échec sur échec. (*Note de l'éditeur.*)

Le général Cavaignac, s'il n'avait pas eu peur de l'étranger, aurait cherché son champ de bataille ailleurs que dans les ruelles de la Cité, du quartier Saint-Denis, et dans les aboutissants du palais de la représentation nationale.

Enfin, si le ministère Barrot (1) continue le système des Louis XVIII, des Charles X, des Louis-Philippe, de M. de Lamartine et du général Cavaignac, c'est pour se réconcilier avec l'étranger.

Or l'étranger, ce ne sont pas seulement les cabinets de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin ; ce sont encore des pays, des peuples, une Italie, une Pologne, des populations slaves et allemandes en guerre avec ces cabinets. Puisque les divers gouvernements de la France ont tiré, jusqu'ici, tant de forces de l'Europe dynastique, que serait-ce donc si un ministère français avait le courage d'en appeler aux forces de l'Europe populaire ? Tôt ou tard, quoi qu'on en pense, on sera forcé de trouver un pareil ministère.

(1) Le premier ministère de Louis-Napoléon Bonaparte fut ainsi composé le 20 décembre 1848 : M. Odilon Barrot, ministre de la justice, chargé de présider le conseil des ministres en l'absence du président de la République ; M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères ; M. Léon de Malleville, ministre de l'intérieur ; M. le général Rulhières, ministre de la guerre ; M. de Tracy, ministre de la marine et des colonies ; M. Falloux, ministre de l'instruction publique et des cultes ; M. Léon Faucher, ministre des travaux publics (qui bientôt remplaça M. de Malleville à l'intérieur) ; M. Bixio, ministre de l'agriculture et du commerce ; M. Hippolyte Passy, ministre des finances. (*Note de l'éditeur.*)

JEUDI 29 MARS 1849.

A partir de cette date la *Tribune* adopta pour épigraphe l'ordre du jour voté par l'Assemblée nationale le 24 mai 1848 (1) :

Pacte fraternel avec l'Allemagne;
Affranchissement de l'Italie;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(1) Au désastre de Novare, au lendemain duquel le journal adopta cette épigraphe, reste attaché un nom polonais.

A une époque où tant de généraux polonais, pleins du feu sacré, s'en allaient chercher au loin ou combattre pour la liberté, le poste capital qui devait décider de tout fut confié, malgré les protestations polonaises, au général Chrzanowski, l'homme le moins fait pour comprendre une situation révolutionnaire, et qui ne cessait de témoigner de la répugnance où il eût fallu de l'enthousiasme. On lui attribua ce mot, qui peint ses sentiments : « La guerre contre l'Autriche n'est pas populaire dans l'armée; les troupes ne veulent pas entendre parler d'obéir aux émeutiers. » Né en 1795, dans le palatinat de Cracovie, il fit la campagne de Russie, fut blessé à Mozajsk, prit part comme capitaine aux campagnes des Russes contre les Turcs en 1829, et fut créé en 1830, après la bataille de Grochow, chef de l'état-major de toutes les forces polonaises et général de brigade. Durant la guerre il fut de ceux qui, en conseillant de transiger avec les Russes, causèrent le dénouement fatal de la lutte. Son manque de foi dans les moyens révolutionnaires et son respect excessif pour les gros bataillons éclatent

8 avril 1849.

Lorsque nous donnions dernièrement la biographie du général Chrzanowski (1), nous signalions déjà son manque de foi révolutionnaire et son respect pour ces pouvoirs que les hommes du jour en France appellent des pouvoirs réguliers.

Au moment où nous écrivions, Chrzanowski commandait une armée ; ce n'était pas le moment de donner des avertissements. D'ailleurs, Charles-Albert a été plus d'une fois averti sur le compte du général Chrzanowski. Le malheureux roi a préféré suivre les conseils de l'a-

dans ce passage des mémoires de Charles Rozycki, que cita la *Tribune des peuples*. Rozycki venait d'exécuter d'Ukraine à Varsovie une marche merveilleuse de 300 lieues au milieu de nombreux corps ennemis. Il rencontra enfin le corps du général Chrzanowski. Officiers et soldats, tous se réjouissaient de notre arrivée, excepté le général. « Ces insurrections, disait-il, m'apportent plus de trouble que d'utilité. » Chrzanowski eut avec le général russe Thieman une entrevue secrète qui intrigua les patriotes. Gouverneur de Varsovie, il s'opposa de toutes ses forces à l'armement de la garde nationale et fit arrêter les citoyens qui voulaient résister à outrance à l'entrée des Russes. Il continua d'habiter la capitale sans être inquiété et ne la quitta qu'au bout de quelques mois avec un passeport russe. Il se rendit à Bruxelles où le général Dwernicki déclara au gouvernement belge que les Polonais refusaient de voir dans le général Chrzanowski un compagnon d'exil. Ce général de la Pologne officielle, au lieu de déchaîner en Italie un ouragan populaire, n'opposa aux Autrichiens que la tactique qu'on enseigne dans les écoles, et il succomba. L'occasion de sa défaite fut une faute d'un autre général italien, il est vrai, mais dont la Pologne avait eu à déplorer l'absence d'énergie lorsque Ramorino, dont le comte Zamoyski dirigeait l'état-major, au lieu de continuer la lutte, s'en alla faire déposer en Autriche les armes au corps qu'il commandait. Il y a des gens qui portent en eux une véritable fatalité. (*Note de l'éditeur.*)

(1) Dans le n° de la *Tribune des peuples* du 19 mars. (*Note de l'éd.*)

ristocratie polonaise et du jésuitisme français. Chose étrange ! le général Chrzanowski, de tous les Polonais marquants, était le moins accessible à tout sentiment religieux, et c'est lui que le parti jésuitique poussait au pouvoir, par cette seule considération qu'il s'avouait hautement partisan quand même de la monarchie.

Le culte des rois, dans l'esprit des catholiques officiels d'aujourd'hui, excuse tout ce qui peut se commettre contre Dieu. Les mêmes hommes qui ont tué la révolution polonaise, les Czartoryski, les Zamoyski (1), les Romarino, aidés de leurs alliés français qui ont faussé la révolution de Juillet et celle de Février, se sont servis du général Chrzanowski, leur ancien instrument, pour frapper au cœur la révolution en Italie. La honteuse capitulation de Varsovie explique celle qu'a contresignée le 26 mars le général Chrzanowski. La même majorité philippiste qui s'était tant réjouie de la chute de Varsovie, triomphe aujourd'hui dans l'espoir de voir tomber Turin et Alexandrie.

(1) Le prince Adam Czartoryski, président du gouvernement national polonais, faisait l'aveu suivant dans une dépêche que La Fayette produisit à la tribune le 16 septembre 1831 : « Nous nous sommes reposé sur la noblesse et la sagesse des cabinets; en nous y faut, nous n'avons pas tiré parti de toutes nos ressources... Nous aurions pu frapper un coup, qui sans doute eût été décisif; nous crûmes qu'il fallait temporiser » Le comte Ladislas Zamoyski a raconté que ses amis et lui ne voyant pas de meilleur moyen de prévenir la révolution du 29 nov. 1830 que d augmenter la vigilance de la police russe, perdirent dans les appartements du grand-duc Constantin une lettre anonyme qui dénonçait les desseins des conjurés. Le grand duc n'y ajouta pas foi. La révolution faite, le comte Zamoyski obtint qu'on laissât s'éloigner, au lieu de les désarmer, les régiments russes. Ce fut lui qui détermina Charles-Albert à confier son armée à Chrzanowski. (*Note de l'éditeur.*)

LA NON-INTERVENTION.

Vendredi 30 mars 1849.

On embrouille de nouveau la question italienne avec les mots *intervention* et *non-intervention* (1). Ces mots n'ont

(1) La comédie de la non-intervention a été jouée avec succès après 1830. On a successivement fait signifier à ces deux mots des choses diamétralement opposées; il suffira de quelques citations pour en donner la preuve.

Le 1er décembre 1830, le président du conseil disait : « La France ne permettra pas que le principe de non-intervention soit violé. » Le 6, M. Dupin commentait ainsi cette phrase : « Non-seulement le président du conseil a posé en principe que la France ne voulait pas intervenir, mais qu'elle ne souffrirait pas d'intervention. La France, en se renfermant dans son froid égoïsme, aurait pu dire qu'elle n'interviendrait pas; cela pouvait être une lâcheté; mais dire qu'elle ne souffrira pas qu'on intervienne, c'est la plus noble attitude que puisse prendre un peuple fort et généreux. »

Le 8, le maréchal Soult disait à la Chambre des pairs : « La non-intervention est désormais notre principe. Nous le respecterons religieusement sans doute, mais à la condition essentielle qu'il sera respecté par les autres. »

Le 28, le président du conseil ajoutait : « La non-intervention est un principe vrai, fécond, naissant de la situation même. La sainte-alliance avait pour but d'étouffer par des efforts communs la liberté des peuples partout où elle viendrait à se montrer; le principe nouveau, proclamé par la France, a dû être de laisser déployer la liberté partout où elle viendrait à naître. Plus d'intervention d'aucun genre. L'énonciation de ce principe n'est rien encore, c'est son application qui est tout. »

jamais rien signifié en diplomatie. Ceux qui les ont créés et leur ont donné cours, Louis-Philippe, Thiers et Guizot, ne voulaient trouver qu'une expression à double sens, pour dire à l'étranger que la France n'agirait pas, et faire croire en même temps à la France que l'étranger n'agirait pas non plus.

Les majorités successives des Chambres philippistes comprenaient le sens intime du système de non-intervention qui excusait leur inaction sans empêcher en rien l'action de l'étranger. L'étranger, il faut lui rendre justice, a plus d'une fois, dans des proclamations officielles, témoin celle de Milan en 1831 et celle de Pétersbourg en 1832-33, etc., expliqué et fixé la véritable significa-

Passons, en effet, à l'application. Des insurrections éclatent en Italie; les principicules menacés invoquent les bataillons de l'Autriche. L'Opposition à Paris interpelle le ministère :

« Nous adoptons le principe de non-intervention, répond Casimir Périer, le 18 mars 1830; nous reconnaissons que l'étranger n'a pas le droit d'intervenir à main armée dans les affaires intérieures d'un autre peuple, mais nous ne nous engageons pas à porter nos armes partout où ce principe ne serait pas respecté. »

Le général La Fayette, interpellant le ministre des affaires étrangères, lui demande s'il est vrai qu'il ait déclaré officiellement que le gouvernement français ne consentirait jamais à l'entrée des Autrichiens dans les pays insurgés d'Italie.

« Oui, répond Sébastiani; mais entre s'opposer et faire la guerre, il y a une grande différence. »

Voilà à quelle casuistique politique on en était tombé!

Quant au sérieux avec lequel Autriche et Russie prenaient cette formule, on peut le voir dans ces paroles de Metternich au maréchal Maison : « Jusqu'ici nous avons laissé la France mettre en avant le principe de la non-intervention, mais il est temps qu'elle sache que nous n'entendons pas le reconnaître en ce qui regarde l'Italie. » L'opinion de Nicolas était ainsi résumée par M. Thiers : « On a répondu : La Pologne est une province de la Russie, nous avons le droit de la faire rentrer dans l'obéissance. »

(*Note de l'éditeur.*)

tion du mot de non-intervention, comme système obligatoire pour la France seule.

En parlant de la France, l'étranger ne voulait évidemment désigner que la France officielle; le peuple français a toujours compris comme nous ce mot barbare de non-intervention créé par Louis-Philippe, mis hors d'usage par la révolution de Février, et rétabli dans le dictionnaire diplomatique par M. de Lamartine.

La non-intervention, qui du temps de Louis-Philippe exprimait l'abandon successif de la Romagne, de la Pologne, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Égypte, de Montévidéo, etc., exprime aujourd'hui l'abandon immédiat à l'ennemi de la frontière française, l'abandon du Piémont et de la Savoie. Ainsi, après avoir laissé prendre à la coalition tous les postes avancés, on lui ouvre maintenant les portes de la cité.

Le ministère promet d'aviser pour assurer l'intégrité de l'État sarde. Le ministère sait très-bien que l'ennemi n'a aucune idée de démembrer la Sardaigne et de s'en approprier le territoire. Le ministère se flatte d'empêcher l'ennemi de faire ce que celui-ci n'a nullement l'intention d'exécuter.

Le Piémont et la Sardaigne ont été érigés en royaume, de même que les Pays-Bas, comme des corps d'observation et d'avant-garde contre la France. Par deux révolutions successives la France a entraîné ces corps dans sa sphère d'action; aujourd'hui, pour la coalition, il s'agit de les ressaisir et de les réorganiser toujours contre la France. L'Autriche ne ferait même aucune difficulté d'ajouter aux États sardes les acquisitions qu'ils doivent

à la révolution, Parme, Plaisance, peut-être la Lombardie entière, pourvu que le maréchal Radetzki conservât dans le cabinet de Turin la même influence que Metternich avait dans les conseils de la Restauration comme dans ceux de Louis-Philippe.

Encore une fois, à Rome, à Varsovie, à Bruxelles, à Madrid, comme aujourd'hui à Turin, on attaque et on défend les mêmes intérêts qui luttent à Paris, dans les rues et dans l'Assemblée nationale.

SAMEDI 31 MARS 1849.

Le canon retentit à la frontière (1). Il n'y a pas un soldat en France qui ne l'ait entendu ; il n'y a plus pour le soldat français ni sommeil ni loisir ; il entend les ordres du jour sans y comprendre un seul mot, tant son âme est ailleurs.

Ce qu'il y a de plus français en France, c'est l'armée. C'est l'armée qui a fait triompher le principe de la grande Révolution. C'est à l'armée qu'ont recouru en dernier ressort les Danton, les Saint-Just et Napoléon, lorsqu'il s'est agi de combattre l'ennemi extérieur et l'anarchie intérieure.

Le gouvernement ne comprend pas le danger de la situation.

Ce qu'un gouvernement républicain vraiment national devrait surtout consulter dans les moments critiques, c'est l'opinion de la nation armée.

Non, nous le répétons, le gouvernement ne comprend pas le danger de la situation.

(1) Ces lignes sont inspirées par la nouvelle du désastre de Novare (23 mars), suivi, trois jours après, d'une paix désastreuse imposée par l'Autriche à l'Italie abandonnée de la France, paix qui plongea l'Italie pour dix ans dans les fers jusqu'à ce que l'Empereur eût réparé à Magenta et à Solférino l'inaction du Président. (*Note de l'éditeur.*)

Nous lisons dans l'*Univers*:

« 1er avril 1849. »

« La *Tribune des Peuples*, organe spécial des réfugiés politiques, publie ce matin la note suivante :

« On nous affirme que tous les Italiens en état de porter « les armes, résidant à Paris, sont partis ou *font leurs prépa-* « *ratifs de départ pour aller défendre la cause de l'indépen-* « *dance*. Nous n'attendions rien moins de leur patriotisme. »

Suit un long article sur la conduite que devraient tenir les réfugiés italiens. Le journal *religieux* termine ainsi :

« Il faut le dire, le fait le plus grave de cette guerre et le plus triste pour l'Italie, ce n'est point la défaite de Charles-Albert, c'est l'isolement où le Piémont a été laissé par ceux qui l'avaient poussé à prendre les armes. »

C'est Charles-Albert qui s'est constamment tenu dans l'isolement. La Lombardie s'est donnée à Charles-Albert lors de son entrée à Milan. La Vénétie s'est donnée dans l'espoir qu'il y viendrait; Parme, Plaisance se sont réunies au Piémont pour secourir leurs frères de la Vénétie et de la Romagne. Il n'y a pas d'exemple qu'on ait refusé au gouvernement de Charles-Albert quoi que ce fût, argent, hommes, munitions. Mais, dès les commencements de la guerre, l'esprit qui parle par l'organe de l'*Univers* n'a cessé de donner au roi des conseils perfides dont les tristes résultats réjouissent maintenant la coterie de l'*Univers*. Les jésuites et les

conservateurs faisaient en Italie ce qu'ils font aujourd'hui en France. Ce n'est pas l'Autriche qu'ils combattaient, c'est la liberté et ses représentants.

On a persuadé à Charles-Albert qu'il était de son intérêt de repousser le concours que lui offraient toutes les populations italiennes, depuis les bouches du Pô jusqu'à Palerme. Pour le parti dont l'*Univers* est l'organe, le maréchal Radetzki, l'*allié de Nicolas*, était toujours le représentant du principe légitimiste, religieux et politique. Ce dont on pourrait accuser le parti national, c'est de n'avoir pas assez compris la pensée intime du parti dynastique et jésuitique en Italie. Cette pensée se révèle assez clairement en France dans l'*Univers*. Les rédacteurs de cette feuille sont plus explicites, assurés qu'ils sont d'agir dans le sens du monde officiel. Leurs amis de Turin agissent avec plus de mystère.

Pour ce qui est des remarques de l'*Univers*, remarques pieusement perfides, sur le devoir pour les réfugiés italiens d'aller se joindre à l'armée de l'indépendance en Italie, nous lui ferons observer que les réfugiés auxquels il fait allusion ont déjà fait leurs preuves sur plus d'un champ de bataille. Si l'*Univers* désire sincèrement les voir combattre Radetzki, il ferait bien de parler à ses amis du ministère et de la police pour lever les difficultés politiques et bureaucratiques du départ.

ÉTAT DES FORCES MORALES ET MATÉRIELLES DE L'ITALIE RÉVOLUTIONNAIRE.

29 mars 1849.

La guerre d'Italie est une guerre de principes. Cette guerre, quoi qu'en pense aujourd'hui la réaction, n'est point finie, et les parties belligérantes ne s'appuieront encore que sur des forces morales actives ou négatives. Le maréchal Radetzki compte plus que jamais sur la crainte qu'il inspire aux populations, beaucoup plus que sur l'effectif de ses bataillons. S'il a menacé les chefs du parti révolutionnaire, c'est qu'il a vu derrière lui l'Allemagne dynastique et l'empereur de Russie. Le parti révolutionnaire, dont Charles-Albert était hier encore le chef, n'existe et n'agit qu'autant qu'il est appuyé des sympathies nationales. La connaissance de l'état moral du pays peut seule nous indiquer les conditions et les résultats de la lutte, qui ne saurait être arrivée à son terme.

Commençons par dire que cette lutte est réellement nationale. Tous les peuples d'Italie ont le même désir de conquérir une existence politique indépendante et

de se constituer en un corps d'État homogène. Le pape lui-même l'a dit. Le pape reconnaît que tous les Italiens veulent être libres et indépendants; ce qu'il leur reproche, c'est de n'être pas d'accord sur les moyens de conquérir la liberté, et sur la manière d'en exercer le droit. Sous ce dernier rapport, en effet, les Italiens diffèrent beaucoup entre eux.

Cette nation a plus qu'aucune autre des éléments hétérogènes. Elle a un souverain spirituel, des rois, des princes, un clergé nombreux et riche, une aristocratie influente, des Etats et des villes dont les intérêts sont divers et souvent opposés. Tout cela modifie la tendance universelle vers l'unité.

Le royaume de Sardaigne représente la force active de la révolution : un échec, quel qu'il soit, peut se réparer. Mais l'Etat sarde est composé lui-même d'éléments différents, ses soldats ne sont ni d'une même race, ni de même nature. Les Savoisiens sont presque Français, ils ont la même vivacité et le même courage militaire; ce sont les meilleurs soldats de l'armée. On en compte à peu près vingt-cinq mille. Ils connaissent peu l'Italie et n'ont aucune idée des partis qui la divisent. Ils n'ont de commun avec l'Italie que la haine contre l'Autriche. Ce qui les enthousiasmait hier, c'était l'espoir de voir faire à leur chef de grandes choses, dont l'éclat rejaillît sur la Savoie.

Les Piémontais, race mêlée, tiennent du Suisse et de l'Italien. Moins inflammables que leurs frères de la Basse-Italie, prenant peu de part aux intérêts moraux de la Péninsule, ils combattront de nouveau avec joie pour

l'indépendance de leur pays. Ils sont bons soldats et susceptibles d'enthousiasme, mais à condition d'avoir un chef digne d'en inspirer. Le Piémont paraît compter, dans ce moment, jusqu'à 120,000 soldats.

La ville de Gênes avec son territoire appartient, depuis 1815, au royaume de Sardaigne. Elle a conservé ses anciens souvenirs républicains et n'a cessé de faire une opposition systématique au gouvernement piémontais, qu'elle regarda comme étranger, jusqu'à la Révolution de février et les événements qui s'ensuivirent en Italie. Du moment où Charles-Albert fit marcher ses troupes contre l'Autriche, les Génois, oubliant leurs anciennes querelles politiques avec le Piémont, sacrifièrent généreusement à l'intérêt de la patrie italienne tout, jusqu'au souvenir de leur ancienne existence républicaine. D'ennemis dangereux qu'ils étaient, ils devinrent les plus enthousiastes partisans d'un principe qui est désormais hors de cause. Les Génois se distinguent des autres peuples d'Italie par l'activité, la sagacité politique et l'énergie du caractère. Gênes est une des grandes positions révolutionnaires. Cette ville peut opposer aux impériaux une résistance bien autrement redoutable que celle de Milan, de Vicence ou de Bologne. Elle est d'ailleurs mieux située. L'aristocratie génoise est franchement révolutionnaire, de même que celle de Venise.

La Toscane est le seul pays qui ait joui, sous le régime des traités de 1815, d'une liberté politique inconnue aux autres peuples d'Italie. On n'y connaissait ni espions, ni sbires; on y discutait des questions politiques dans les cercles, les cafés, et quelquefois sur les places pu-

bliques; on y recevait tous les journaux étrangers : le grand-duc permettait tout cela. Ce qui lui répugnait, c'était de rompre ouvertement avec la famille impériale. Ce qu'il ne pouvait jamais comprendre, c'était le désir qu'avaient les Toscans de devenir Italiens, et de risquer leur bonheur matériel dans une guerre qui ne pouvait avoir pour dernier résultat que de changer leur État, indépendant comme duché, en une province de l'État italien. Or, c'est précisément ce que les Toscans voulaient à tout prix. Ils peuvent servir de preuve comme quoi le bonheur matériel n'est pas le seul but d'une nation. La beauté du pays, la douceur des mœurs des habitants faisaient l'admiration des étrangers, qui appelaient les Toscans un peuple de rentiers.

Gloire à ce peuple d'avoir préféré être soldat ! Les Toscans, dans la dernière guerre, ont montré de l'élan et de la bravoure. Ce qui leur manque, c'est l'expérience militaire. Ils peuvent fournir vingt mille hommes de bonnes troupes.

Livourne est à la Toscane ce que la ville de Gênes est au Piémont. Livourne, ville plébéienne, sans monuments ni musée, a déjà acquis un nom historique. C'est la bourgeoisie de Livourne qui entretient l'agitation dans la république de Toscane. Il y a là un grand nombre d'Israélites, très-dévoués à la cause du mouvement et très-capables de la servir. Ils devraient servir d'exemple à leurs coreligionnaires des autres pays.

La Lombardie, avec la ville de Milan, ancienne capitale du royaume d'Italie, la Lombardie qui, sous le règne de Napoléon, avait une armée et une administration na-

tionale, n'a pas su se résigner à redevenir une province de l'Autriche. La plus exposée aux vexations de l'étranger, elle a réagi la première. C'est elle qui a le plus osé et le plus souffert. Siége de sociétés secrètes et de conspirations incessantes, elle compte le plus grand nombre de martyrs politiques. Les autres États de l'Italie avaient quelques troupes, des arsenaux et des finances organisées; les Lombards, eux, attaquèrent les Autrichiens à Milan en 1848 avec 300 fusils seulement. Ils levèrent plus de 20,000 soldats et volontaires pour la guerre de l'Indépendance. L'aristocratie lombarde est en général patriote, mais elle n'a pas l'énergie de celle de Gênes. La bourgeoisie est partout franchement révolutionnaire. Le paysan fait des vœux pour la cause de la révolution; il aimerait à voir l'Italie unie et puissante. Il ne se presserra pourtant pas trop d'aller combattre les Autrichiens. Il n'a pas eu beaucoup à souffrir d'eux.

Le gouvernement autrichien tirait de Lombardie des ressources immenses. Il appelait ce pays son grenier (*granaio del impero*); mais il l'administrait par des employés italiens. C'est sur ces employés que retombait tout l'odieux des mesures oppressives. Le clergé lombard, les hauts dignitaires exceptés, fraternise avec le peuple. Les prêtres faisaient le service de la garde nationale. Il y a eu dans les compagnies de volontaires des pelotons formés de prêtres, marchant en soutane, en tricorne et le mousquet au bras. Les Lombards pourraient mettre sur pied 60,000 hommes de bonnes troupes.

La ville de Modène, clergé, noblesse et peuple, arbora

avec enthousiasme le drapeau de la révolution. Le petit nombre de soldats de la maison militaire du duc paraissait d'abord hésiter; ils marchèrent pourtant contre l'Autriche, et firent bien leur devoir. Les paysans semblaient assez indifférents. Tout le monde avait une certaine crainte de voir revenir ce souverain tant de fois chassé et cependant toujours rétabli par l'étranger. Les Modénais sont bons soldats. Ils fournissaient sans peine un contingent de 4 à 5,000 hommes.

Parme et Plaisance, grandes et belles villes, gouvernées avant la révolution par un même souverain, se séparèrent pendant la révolution et formèrent deux gouvernements distincts. On cherchait alors un centre nouveau d'action nationale. On s'adressa à Milan, et plus tard au Piémont. Ces deux villes, avec leurs territoires, peuvent mettre sur pied 10,000 hommes.

Toutes les capitales dont nous avons parlé sont plus ou moins fortifiées, et seraient facilement mises en état de défense. Il en est de même des villes de Crémone, de Bergame, de Brescia, etc.

Rome et la Romagne formaient, pour ainsi dire, deux États étrangers et hostiles. Les Bolonais, les Ferrarais, les Anconais, ne payaient qu'avec répugnance les impôts destinés à enrichir les cardinaux et leur nombreuse domesticité, ainsi que les troupes étrangères à la solde du pape. La dernière révolution réunit ces villes et ces populations si longtemps divisées d'intérêts et d'opinions. La Romagne ne commença réellement à exister, comme État, que depuis la proclamation de la république romaine.

Rome elle-même est composée de quartiers habités par des populations qui ont l'air d'appartenir à des nationalités diverses. L'aristocratie princière romaine est de toutes celles de l'Italie la plus dégradée. Elle doit ses richesses aux bienfaits des papes; elle remplit à leur cour les hautes charges héréditaires et possède le privilége de donner au Sacré-Collége la majorité des cardinaux et à l'Église le pape. Par intérêt, par tradition et par caractère, elle est papiste sans être religieuse, et anti-révolutionnaire sans aimer la monarchie. Le haut clergé, en général, est dans la même disposition. Le bas clergé et les moines voient sans trop de déplaisir arriver le moment de la fermeture des couvents. Ils voudraient profiter de la nouvelle liberté, en conservant pourtant leurs vieilles habitudes d'oisiveté et leur influence. La bourgeoisie est révolutionnaire. Le peuple, les Transtévérins surtout, était très-dévoué à la papauté. Il a fallu toutes les fautes et tous les crimes de Grégoire XVI pour affaiblir dans le peuple son respect religieux pour la personne des successeurs de saint Pierre. A l'heure qu'il est, la majorité du peuple s'est ralliée à la révolution.

Quand on parle du royaume de Naples sous le rapport politique et militaire, on n'a réellement en vue que la ville de Naples ; c'est elle qui règne et gouverne. Les provinces habitées par des populations qui diffèrent les unes des autres sont toutes également étrangères à la ville de Naples. Rien de plus rare que de voir un Napolitain s'avancer au-delà de sa ville natale jusqu'à la distance de dix lieues. Les provinciaux sont encore plus casaniers. Quant aux paysans, ils ne s'intéressent à rien

de ce qui se fait à Naples. Aux environs de Palerme, les paysans donnaient, il n'y a pas vingt ans de ça, aux soldats napolitains le nom d'Espagnols (*Spagnoli*), par souvenir de l'ancienne domination espagnole à Naples. Les provinces obéissent pourtant à la capitale, paient régulièrement les redevances fixées d'après les anciennes coutumes, et envoient des recrues qui entrent au service militaire de Naples avec l'assurance de ne jamais être exposées à faire la guerre. Les soldats, et même les officiers, disent publiquement que le Napolitain n'est pas fait pour la guerre, cela regarde les Suisses qui sont payés pour cela. En effet, le sort de la royauté de Naples dépend de la garnison suisse. Douze mille Suisses établis dans des casernes et des postes bien fortifiés et protégés par les canons du *Castel nuovo* suffisent pour garder toute la capitale. La bourgeoisie n'est ni assez énergique ni assez unie pour pouvoir attaquer avec succès un ennemi si bien préparé à la défense. D'ailleurs la bourgeoisie est menacée elle-même par 40,000 lazzaroni. Les lazzaroni sont tous papistes, légitimistes et conservateurs. Paresseux et lâches par nature, ils sont cependant capables de s'enflammer, et leur enthousiasme monte jusqu'à la rage toutes les fois qu'il s'agit de combattre la révolution, c'est-à-dire tout ce qui est nouveau, tout ce qui les menace dans leur paresse et leur cynique pauvreté. Ainsi, comme il n'y a pas possibilité de faire marcher contre Naples les paysans, et qu'il est difficile de vaincre les Suisses et les lazzaroni à l'aide des seuls bourgeois, l'état actuel de Naples pourra durer indéfiniment. C'est un malheur pour l'Italie. On pourrait tirer

de Naples 100,000 hommes de troupes, qui seraient employées sinon à combattre, du moins à garnir des places fortes. Naples a une belle marine militaire.

D'après tout ce que nous avons dit, la première chose que devrait faire le commandant en chef des forces militaires de la révolution, ce serait d'envoyer quelques régiments de bonnes troupes pour organiser les armées à Modène, à Parme, Florence et Rome, puis de prendre des mesures pour s'assurer du royaume de Naples. Une armée de 12,000 Romagnols et Toscans, envoyée au secours des révolutionnaires de Naples, suffirait pour y vaincre les Suisses. Il n'est pas probable que l'armée ou les populations napolitaines fassent des efforts pour défendre les Bourbons.

Ces opérations intérieures auraient dû précéder l'ouverture de la campagne.

Si nous n'avons pas parlé de Venise, c'est que nous la considérons non-seulement au point de vue politique, mais au point de vue militaire, comme la position capitale, dans la campagne actuelle, qui, nous le répétons, ne saurait être terminée (1). Aussi réservons-nous un article à part à cette cité (2).

(1) La *Tribune des peuples* conseillait la continuation de la lutte même après Novare. Chrzanowski fut d'avis qu'on passât sous les fourches caudines de l'Autriche. Ce général joignait à des opinions pernicieuses beaucoup de bravoure et un vaste savoir. Il a exécuté dans son émigration une grande carte de Pologne en soixante feuilles, qui est justement estimée. Mais les qualités qui suffiraient à un directeur d'école militaire dans des temps calmes ne suffisent pas à un général en chef dans des temps exceptionnels.
(*Note de l'éditeur.*)

(2) Cet article n'a pas été écrit. (*Note de l'éditeur.*)

ROME ET LE CATHOLICISME OFFICIEL.

17 mars 1849.

Le parti qui, en France, prend officiellement le titre de *catholique* continue de prêcher par ses organes, à la Chambre et dans la presse, la croisade contre la capitale du catholicisme : selon les idées des hommes sérieux de ce parti, Rome ne saurait religieusement exister sans le pape, et le pape, à son tour, n'aurait pas d'existence spirituelle si on lui ôtait sa liste civile, ses gendarmes et ses régiments suisses. Or, l'impiété des Romains vient de le priver de tous ces moyens d'exercer sa puissance spirituelle ! Rome devient menaçante pour l'Église catholique (1).

(1) Nous citerons quelques passages d'un article communiqué et que nous avons des raisons de croire inspiré par Adam Mickiewicz, et qui parut dans la *Tribune des peuples*, du 2 avril, sur le *Denier de saint Pierre* : « Sans doute, un événement immense vient de se passer dans l'Église de Dieu. Oh ! si, il y a quelques siècles, le chef et le père de tous les chrétiens eût été obligé de fuir, si on l'eût vu déposé de sa puissance temporelle par ses propres sujets, si l'on eût vu tout le patrimoine des successeurs de saint Pierre séquestré, saisi, vendu, la catholicité tout entière eût été plongée dans la douleur et dans le deuil; les églises auraient retenti des gémissements des fidèles prosternés nuit et jour au pied

C'est au nom de la religion et de l'Église que l'*Univers religieux* et tous les catholiques officiels de la

des autels et implorant la miséricorde divine; un tel événement eût été une calamité publique, chacun y aurait reconnu un signe du courroux céleste!

Est-ce ainsi que cet événement *immense* a été considéré? Oh! non; il a à peine défrayé quelques colonnes de journaux.

« Les nations même dissidentes dans la foi, dit M. Le Courtier, « ont oublié leur dissidence, pour ne plus voir que l'ingratitude « la plus révoltante envers un pontife suprême tel que Pie IX. » Il y a dans ce fait même l'appréciation exacte de l'effet produit généralement sur les esprits par cet immense événement.

« Ces nations dissidentes ont-elles été par là ébranlées dans leur dissidence? Ont-elles renoncé à leur séparation, se sont-elles inclinées devant l'autorité spirituelle du Souverain Pontife? S'il en eût été ainsi, le Souverain Pontife aurait béni, et toute la catholicité aurait béni avec lui, un événement qui aurait ramené au bercail des brebis égarées. Mais non, ces nations dissidentes se sont indignées contre un acte *politique* qui ajoute un souverain de plus à la liste des souverains détrônés et fugitifs devant le flot révolutionnaire qui soulève l'Europe; cet événement n'a malheureusement pas une plus haute portée à leurs yeux.

« Plus que les autres, les souverains dissidents se sont émus, parce que, en voyant tomber une couronne sous laquelle était la tiare pontificale, ils ont tremblé pour leur propre couronne à laquelle manque l'appui du respect religieux.

« Ames chrétiennes en qui il est resté une étincelle de ce foyer d'amour qui animait nos pères, quelque vestige de cette foi brûlante qui dans les premiers siècles de l'Église conduisait au martyre, qui de nos jours peut seule régénérer le monde qui s'écroule, ne sentez-vous pas que, dans cet événement immense, il y a plus qu'un mouvement politique, plus qu'un souverain détrôné, plus que l'œuvre d'un parti, plus qu'une colère populaire? Ne sentez-vous pas qu'il y a la main de Dieu?

« Sondons courageusement la plaie, et voyons en nous, autour de nous, partout, dans la vie privée comme dans la vie publique, dans la politique, dans l'industrie, dans les rapports sociaux, dans la famille, partout l'astuce, le mensonge, l'amour effréné de jouissance, l'égoïsme, la déification du *moi*, l'esprit du mal, l'oubli de Dieu. Et dans cette chute effroyable, dans ce cataclysme qui entraîne rapidement la société à sa ruine, que chacun prenne sa part de solidarité, et les peuples et leurs chefs, et les brebis et leurs

France invoquent une intervention européenne dans les affaires d'Italie. Mais depuis quand Rome est-elle deve-

pasteurs, non pour s'accuser les uns les autres, mais pour descendre au fond de leurs consciences et se reconnaître coupables.

« Ce qui peut sauver l'Eglise, et avec l'Eglise la société, ce n'est pas l'*œuvre du denier de saint Pierre*, œuvre toute terrestre et étroite, qui n'offre qu'un secours vulgaire, comme s'il s'agissait d'un malheur vulgaire: œuvre égoïste, qui, pour doter des nonces, arrache l'obole du soulagement aux Irlandais qui meurent de faim par milliers, à ce tiers de la population parisienne, Irlande française, qui vit d'aumône faute de travail. Ce que Jésus-Christ accepta de la femme de Béthanie, ce qui attira sur elle le pardon, ce n'était pas le parfum dont elle oignit les pieds et la chevelure du Sauveur du monde, c'était l'amour pur qui remplissait son âme; ce vase qu'elle brisa, c'était son cœur qui s'ouvrait. Cet argent que vous offrez au vicaire de Jésus-Christ, ne le comparez pas au parfum d'amour de Madeleine, c'est la bourse de Judas que vous videz à ses pieds.

« Il est une autre œuvre qui ne se montre pas encore, l'*œuvre de l'épée de saint Pierre;* celle-là se perdra sans sauver l'Eglise, car Jésus-Christ a dit à saint Pierre : *Tous ceux qui prendront l'épée périront par l'épée.*

« L'œuvre la seule touchante, la seule noble, la seule chrétienne, parce qu'elle est la seule vraie, la seule efficace, la seule qui attirera la miséricorde et la grâce de Dieu, c'est l'ŒUVRE DU REPENTIR DE SAINT PIERRE, de saint Pierre qui, après avoir renié son divin Maître, sortit et *pleura amèrement*.

« Oui, pleurons, pleurons tous amèrement, parce que tous nous avons renié; mais pleurez aussi avec nous, ministre du Très-Haut, vous à qui Jésus-Christ a confié son Eglise. Voyez autour de vous la société qui se débat dans l'agonie sous l'étreinte du mal. N'aurez-vous pour la sauver que de froides formules, que des quêtes ou de stériles gémissements? Prêtres et prélats, vous n'attendez de salut que par l'or, le canon et les protocoles, et ces moyens que vous ne possédez pas, c'est à la puissance terrestre que vous les demandez, vous qui devriez relever et sauver la terre, vous demandez à la terre de vous relever et de vous sauver.

« Ne dites pas que les peuples vous quittent, c'est vous qui les avez abandonnés; ils vous cherchent à votre poste, et ils ne vous y trouvent pas; ils veulent s'élever, et vous vous abaissez. Vous possédiez la force invincible, la richesse impérissable qui donnent la vie, et vous les avez abandonnés, ces trésors du ciel, pour ceux de la terre qui tuent l'esprit. Oh! pleurez, pleurez avec nous; rouvrez

nue le siége de l'impiété ? Nous avons un souvenir récent des cantiques que l'*Univers* entonnait à la louange des Romains. Il nous donnait ce peuple pour modèle de ferveur religieuse et de sagesse politique. Quel péché terrible ont-ils commis depuis, pour perdre tout d'un coup et les trésors de leurs mérites antérieurs et les dons de la grâce, tout enfin, jusqu'à leur foi ?

En attendant qu'on réponde à cette question, nous croyons, nous autres catholiques non officiels, que le seul péché de nos frères romains, celui qui a le plus scandalisé le pape, le sacré-collége, les gros bénéficiers, l'*Univers religieux* (1) et ses adhérents, c'est le républicanisme. Péché irrémissible ! On pardonnait bien aux Romains leur oubli des devoirs religieux ; on les laissait libres d'enfreindre la discipline ecclésiastique ; on tolérait, on encourageait même quelquefois leur indifférence en matière de religion ; on leur permettrait aujourd'hui de proclamer du haut du Capitole l'*athéisme*, pourvu qu'on ne prononcât pas dans le *Quirinal* le mot de république, pourvu qu'on respectât dans le pape sa qualité de monarque.

la source de la vie par l'ardeur de vos sacrifices ; relevez-vous, et sous l'étendard de la foi vivante, les peuples unis marcheront avec vous vers l'accomplissement de leurs grandes destinées. » (*N. de l'éd.*)

(1) L'*Univers*, feuille ultramontaine, fondée le 5 octobre 1833, par l'abbé Migne, passa bientôt sous la direction de L. Veuillot, qu'on a surnommé le *de Maistre du ruisseau*, et qui y soutint dans un style vulgaire et violent les plus étranges doctrines, exprimant le regret que Voltaire et Jean-Jacques Rousseau n'aient pas été brûlés, faisant l'apologie de la sainte inquisition, etc. En politique, l'*Univers* appela de ses vœux la chute de toutes les libertés, devint de l'opposition, lorsqu'en 1859 une nouvelle ère s'ouvrit pour l'Italie, fut supprimé le 29 janvier 1860, et ne reparut qu'en 1869.

(*Note de l'éditeur.*)

Cela suffirait pour rassurer les cardinaux, en leur qualité de princes de l'Église, sur le sort de leurs dotations, et sauverait les propriétés et les familles de grands bénéficiers ecclésiastiques. C'est ce que, dans le langage du catholicisme officiel, on appelle les *splendeurs de l'Eglise*. On n'exige des Romains rien moins que le sacrifice de tout ce qu'il y a de plus réel dans la vie moderne, le sacrifice de leur dignité d'hommes et de citoyens, afin que cet holocauste des droits et des libertés fasse ressortir les splendeurs passées de l'Église.

Selon les idées des catholiques officiels de la France, les Romains seraient des serfs attachés à la glèbe ecclésiastique du domaine privé du pape ; qu'ils travaillent donc afin de nourrir sa cour, qu'ils paient ses troupes et sa diplomatie, qu'ils supportent tous les frais d'entretien et de réparation de cette Église qui doit être resplendissante ! Quant aux catholiques officiels de la France, leur devoir sacré et unique est d'admirer de loin ces splendeurs-là.

Ce sont des mystères de théologie officielle auxquels nous ne comprenons rien. Ce qui se passe à Rome prouve qu'on s'y soucie peu de les comprendre ; par conséquent il n'y a plus à Rome ni foi ni loi ; il ne reste qu'à prêcher la croisade contre les infidèles. Il s'agit de trouver une armée qui ait la foi, des chefs orthodoxes et des soldats pieux ! On s'adresse pour cela à l'Espagne, la pieuse. Nous nous rappelons bien que cette pieuse Espagne était occupée, il n'y a pas longtemps, à fermer des couvents ; elle chassait les moines retrogrades, com-

fisquait les possessions ecclésiastiques; elle faisait, en un mot, précisément ce que fait maintenant Rome. Elle faisait pis, elle donnait la chasse aux moines, elle brûlait des couvents, elle tolérait des massacres, choses dont il n'y a pas eu jusqu'à présent un seul exemple en Italie.

On pardonne tout cela à l'Espagne, on oublie tout. On a besoin de quelques navires et de quelques soldats espagnols; à ce prix on accordera à l'Espagne une indulgence plénière. Les tueurs de moines, appelés à rétablir la puissance monacale, seront appuyés des bataillons de cette pieuse Autriche que le comte de Maistre appelait la *froide athée,* plus détestable que l'*athée enthousiaste*, cette ancienne République française, si détestée pourtant par le comte de Maistre. On s'adresse enfin aux sentiments pieux de la majorité de notre Assemblée nationale. Singulière alliance de la France, de l'Autriche et de l'Espagne s'armant en commun contre le *démon de la Révolution!*

Il est évident que, contre ce démon-là, le pape ne peut plus rien; le successeur, le représentant de CELUI qui est venu détrôner l'enfer, et qui, d'un seul mot, faisait fuir l'armée des esprits des ténèbres, le pape se trouve impuissant en face de cet esprit qu'il appelle le *démon de la Révolution.*

On aura donc recours à des exorcistes plus puissants dans l'Église et plus expérimentés dans les affaires spirituelles que le chef de l'Église lui-même. Ces exorcistes, c'est le citoyen Barrot, c'est le général Narvaez, c'est le comte Stadion, acolyte du prince Metternich!

LA RÉPUBLIQUE ROMAINE.

13 mai 1849.

La République romaine maintient son indépendance (1). Son grand avantage, c'est de n'avoir pas été

(1) L'expédition romaine a été la démonstration éclatante qu'il n'y avait rien de religieux dans le débat élevé entre la papauté et ses sujets. L'enthousiasme des masses appelait le pape à prendre en main le drapeau d'une croisade européenne contre l'absolutisme. Tant qu'il eût aidé à la réalisation des aspirations modernes, le pape eût été inviolable à Rome. Il préféra, au contraire, fonder son seul espoir sur les gouvernements les plus oppresseurs ; chargé de représenter la supériorité de la force morale, il se réduisit à ne régner que par les baïonnettes. Depuis ce jour les âmes vraiment chrétiennes ont senti l'imminence d'une de ces grandes crises que Dieu déchaîne chaque fois que les dépositaires de sa loi veulent entraver eux-mêmes la réalisation de son règne sur la terre. Beaucoup d'esprits honnêtes, mais timides, se contentant d'une attente pleine d'effroi. Les âmes viriles, qui n'ignorent pas que la neutralité entre le bien et le mal ne nous est pas permise, prennent une autre attitude. Adam Mickiewicz estimait que le devoir de la Pologne était de se garer de déviations, quelque voilées qu'elles fussent de saintes apparences ; il approuva pleinement qu'une légion polonaise combattît à Rome contre le retour du pape ; il répétait que, depuis des siècles, le catholicisme n'avait point reçu d'atteinte morale comparable à celle que la papauté se portait à elle-même en bombardant la ville éternelle. En revanche, les égoïsmes se trouvèrent coalisés en faveur du pouvoir temporel. Le roi de Prusse protestant, le tzar schismatique étaient pleins du même zèle

reconnue par les puissances étrangères. Elle n'a pas chez elle un corps diplomatique composé d'agents étrangers.

que les tyranneaux d'Italie, ou que les gouvernements catholiques d'Autriche et d'Espagne. En France, le voltairien Thiers et le pasteur Coquerel appuyèrent MM. de Falloux et de Montalembert. Le *statu quo* religieux est le corollaire du *statu quo* politique. C'est pourquoi cette funeste expédition, qui est la clef de voûte du *statu quo* européen, fut voulue par tous les cabinets. M. Guizot nous apprend dans ses *Mémoires* que, s'il avait dépensé sa rhétorique à prouver jadis que le principe de non-intervention ne permettait pas à la France d'aider la Pologne, il allait dépenser le sang de la France à intervenir contre la liberté italienne, si le 24 février ne l'eût balayé du pouvoir : « C'était évidemment à Rome, dit-il, qu'était le foyer des événements et des périls italiens. C'est en prenant position à Rome que nous pouvions soutenir l'influence à la fois réformatrice et anti-révolutionnaire de Pie IX. Sur ma proposition, le roi et son conseil résolurent que, si le pape, menacé soit du dehors, soit au dedans, réclamait notre appui, nous le lui donnerions efficacement. Des régiments furent désignés, un commandant fut choisi pour cette expédition éventuelle. 2,500 hommes furent tenus disponibles à Toulon, et 2,500 à Port-Vendres, prêts à s'embarquer au premier signal pour Civita-Vecchia. Le 27 janvier 1848, toutes ces mesures étaient prises et annoncées à M. Rossi, qui était autorisé à les annoncer au gouvernement romain. Le 23 février suivant, le cabinet du 29 octobre n'existait plus, et le lendemain 24, la monarchie de 1830 était tombée (tome VIII). »

Le 7 novembre 1847, M. Guizot, qui n'a jamais péché en ignorance de cause, écrit au prince de Joinville : « Les Italiens voudraient que la France mît à leur disposition ses armées, ses trésors, son gouvernement pour faire ce qu'ils ne peuvent pas faire eux-mêmes, ce qu'ils ne tenteraient pas sérieusement, pour chasser les Autrichiens d'Italie, et établir en Italie, sous telle ou telle forme, l'unité nationale et le gouvernement représentatif... Ce vœu général des Italiens est-il bon ou mauvais en soi; je n'examine pas cela. Je ne fais ni de la philosophie, ni de l'histoire, ni de la prophétie, je fais de la politique pratique et actuelle. Dans ces limites, je dis très-positivement que nous ne devons pas entreprendre pour le compte de l'Italie le remaniement territorial et politique de l'Europe, en prenant pour point d'appui et pour allié l'esprit de guerre et de révolution. » En effet, la caractéristique de M. Guizot, c'est de mettre la philosophie dans ses volumes et la routine dans ses actes. Cet homme a protesté contre la possibilité d'appliquer les

ce sont ces agents qui ont le plus contribué partout à démoraliser les gouvernements révolutionnaires. Sous le règne de Louis-Philippe, leur position était excessivement difficile, obligés qu'ils étaient de se faire accepter

principes de l'Evangile au gouvernement des Etats, il semble s'être imaginé que, pourvu qu'il se livrât en guise de passe-temps à des méditations religieuses, il était libre de ne reculer devant aucune bassesse pour garder le pouvoir, libre également de faire servir ce pouvoir aux fins intéressées des cabinets.

Au doctrinarisme royaliste de M. Guizot succéda le doctrinarisme républicain du général Cavaignac, qui continua les préparatifs de M. Guizot et mérita les éloges latins du Saint-Père. Bientôt les ministres du prince-président demandèrent le départ du corps expéditionnaire. A la vérité M. Odilon-Barrot, président du conseil, avait dit le 31 janvier 1848 : « Tous les Etats italiens ont un droit absolu de choisir la forme de gouvernement qu'ils jugent la plus convenable dans toute la plénitude de leur indépendance. » En avril 1848, les ministres protestèrent « qu'il n'entrait pas dans la pensée du gouvernement de faire concourir la France à la destruction de la république italienne. » Le général Oudinot, le 24 avril, déclara aux habitants de Civita-Vecchia que « la France voulait respecter le vœu des populations romaines. » Entré comme ami, il occupa la ville en maître, attaqua Rome et fut repoussé. L'Assemblée invita alors le gouvernement « à prendre sans délai les mesures nécessaires pour que l'expédition d'Italie ne fût pas plus longtemps détournée du but qui lui était assigné. » Le gouvernement répondit à ce vote par le bombardement de Rome. Le 18 mai 1849, le prince-président écrivit à Edgar Ney la lettre célèbre où il disait : « La république française n'a pas envoyé une armée à Rome pour y étouffer la liberté italienne. On voulait donner comme base à la rentrée du pape la proscription et la tyrannie..... Je résume ainsi le rétablissement du pouvoir temporel du pape : *Amnistie générale, sécularisation de l'administration, Code Napoléon* et *gouvernement libéral*. Lorsque nos armées firent le tour de l'Europe, elles laissèrent partout, comme trace de leur passage, la destruction des abus de la féodalité et les germes de la liberté; il ne sera pas dit qu'en 1849 une armée française ait pu agir dans un autre sens et amener d'autres résultats. »

Ce programme resta lettre-morte, et depuis vingt ans l'armée française veille au maintien « des abus de la féodalité. »

(*Note de l'éditeur.*)

par les cours de la Sainte-Alliance, tout en ayant l'air de représenter le principe révolutionnaire. Dans cette triste position, ils ont contracté certaines habitudes qui tiennent plus de la police secrète que de la vraie diplomatie ; mais en même temps ils se sont perfectionnés dans l'art de l'intrigue et des menées secrètes. De tels hommes avaient beau jeu avec les membres de gouvernements provisoires des Etats révolutionnaires. Ils arrivaient avec un système tout fait; ils s'appuyaient sur des dépêches et des communications officielles, ils se sentaient appuyés de la sympathie de leur cabinet. Que pouvaient opposer à une telle influence les révolutionnaires appelés à gouverner les pays troublés par les discordes civiles et menacés de tous côtés par les armées ennemies? C'est au sortir de la séance orageuse d'un club ou d'une assemblée populaire que les membres d'un gouvernement révolutionnaire italien fatigué d'émotions et plein d'inquiétude sur l'avenir rencontraient à leur porte un diplomate français porteur de conseils et d'instructions. Tous ces conseils et toutes ces instructions n'avaient jamais d'autre but que de détruire le reste d'énergie que pouvait encore avoir l'homme révolutionnaire. On ne cessait de lui représenter les dangers de sa position, la nécessité de modérer les mouvements populaires; à cette condition on lui faisait entrevoir la possibilité de secours. Tout le monde alors espérait des secours de la France, et c'est avec la promesse de ces secours que la diplomatie mettait un peuple révolutionnaire en état de ne pouvoir être secouru. Alors s'accomplissait le fait fatal de la contre-révolution et du bombardement,

et toutes les diplomaties s'empressaient de l'accepter.

Les diplomates français avaient encore un intérêt particulier et personnel à mettre plus d'activité dans leur œuvre contre-révolutionnaire. Ils avaient usé leur vie auprès des cours de la Sainte-Alliance dans l'humiliation et le mépris : quand les révolutions vinrent à éclater, ils saluèrent avec joie l'occasion de jouer un rôle quelconque et de se mettre enfin sur le pied d'égalité avec les hauts personnages de la vieille diplomatie. De là, leur idée fixe de réunir des congrès, de négocier, d'échanger des notes, de pratiquer enfin cette vie diplomatique qui, sous le règne des deux branches déchues, n'avait pour eux aucune réalité. Ils ont donc tous travaillé, et ils ne cesseront de travailler à se créer des positions diplomatiques européennes au prix de l'indépendance des peuples. Par conséquent, toute nation, province ou ville qui se met en révolution, doit commencer par renvoyer tout le personnel de la diplomatie, en commençant par les agents français. En effet, les seuls agents révolutionnaires qui ont réussi à opposer à l'ennemi une résistance sérieuse sont ceux qui n'avaient pas dans leur sein l'ennemi intérieur, l'ennemi diplomatique.

Nous avons fait cette remarque en parlant de Rome ; elle peut également s'appliquer à la Sicile ; la Sicile n'a cessé de combattre qu'au moment où elle accepta les conférences avec les amiraux et les ambassadeurs de l'Angleterre et de la France. Il serait salutaire pour la république de Venise d'être privée aussi longtemps que possible de l'honneur d'être reconnue par les puissan-

ces étrangères. Les Hongrois s'en sont bien passés et ne s'en trouvent que mieux. Nous espérons que les Saxons et les Allemands du Palatinat suivront leur exemple.

L'ALLEMAGNE EXPLIQUÉE PAR LA FRANCE.

27 mars 1849.

Pour avoir une idée nette de la lutte politique en Allemagne, du rôle qu'y jouent les partis et les individus, il suffit presque de bien observer ce qui se passe en France.

La révolution de Février a fait éclore les révolutions allemandes. Toutes les fois qu'il y a eu du mouvement au quartier-général de la révolution, à Paris, les avant-gardes de la grande armée révolutionnaire se sont mises en mouvement à Francfort, à Vienne et à Berlin.

La réaction, triomphante à Paris le 15 mai (1), recevait

(1) M. de Lamartine a dit au procès de Bourges à propos du 15 mai :

« L'étranger a joué un grand rôle dans cette affaire, les sociétés populaires de Cracovie et de Varsovie avaient dès le commencement de mai envoyé des organes dans tous les clubs de Paris pour contraindre la France à faire la guerre contre son véritable intérêt. » Or, à Cracovie, il n'y avait plus qu'une ombre de liberté, et il fallait toute la légèreté historique de M. de Lamartine pour parler de sociétés populaires à Varsovie sous Nicolas ! Dans sa haine contre les Polonais, qu'il a appelés nation asiatique, race nomade, mamelouks du nord, M. de Lamartine exagère leur influence à Paris

de l'Allemagne le bulletin des victoires remportées le même jour par la réaction d'Outre-Rhin.

en 1848. Accueillis avec des promesses que leur prodiguait la bonne volonté populaire, c'est pour faire leurs adieux que la plupart du temps il leur arrivait de prendre publiquement la parole, et ceux d'entre eux qui restaient afin de rappeler leur patrie à la France étaient, est-il besoin de le dire, perdus dans le grand océan parisien. Or, à entendre M. de Lamartine, « les réfugiés polonais remuaient jusqu'au délire la population de Paris. » M. de Lamartine pousse la dérision jusqu'à affirmer « qu'ils se servaient des subsides de la France pour l'agiter et l'entraîner à des émeutes et à des anarchies. » Or, ce subside a été calculé avec une si rigoureuse parcimonie, qu'il ne suffit pas au plus chétif entretien des individus qui le reçoivent, et, en 1848, ce peuple, qui venait de dédaigner les richesses d'un roi, aurait obéi à l'appât de quelques milliers de francs! « Les Polonais, dit ailleurs M. de Lamartine, sont le ferment de l'Europe, ils sont l'armée révolutionnaire du continent. Tout leur est patrie pourvu qu'ils l'agitent. Ils menaçaient le gouvernement. Déclarer pour eux la guerre à la Prusse, à l'Autriche et à la Russie, c'était une croisade pour conquérir un sépulcre. La leur refuser, c'était s'exposer aux impopularités et aux séditions en leur faveur. »

M. de Lamartine trouva un biais pour sortir de ce dilemme. Recevant une députation polonaise sur la place de Grève, il leur dit: « La république reçoit comme un heureux augure l'hommage de votre adhésion. Je n'ai pas besoin de vous dire ses sentiments pour les fils de la Pologne. Oui, depuis vos derniers désastres, la Pologne n'a pas été seulement un reproche, elle a été un remords vivant debout au milieu de l'Europe. La France ne vous doit pas seulement des vœux et des larmes, elle vous doit un appui moral et éventuel en retour de ce sang polonais que vous avez versé pendant nos grandes guerres sur tous les champs de bataille de l'Europe. La France vous rendra ce qu'elle vous doit, soyez-en sûrs, et rapportez-vous-en au cœur de 36 millions de Français. » A cette phraséologie, bornons-nous à répondre en citant deux lignes de M. de Lamartine : « Les vœux d'un grand peuple sont des dérisions quand ils ne sont qu'une voix sans geste. »

Non, la Pologne le 15 mai ne fut pas un prétexte. M. de Lamartine avoue que « ce nom signifiait pour le peuple oppression d'une race humaine et vengeance de la tyrannie. » C'est un honneur acquis au peuple français qu'il s'est levé sous une inspiration chrétienne, qu'il a songé d'abord au salut d'une nation sœur,

La diplomatie, dans cette coïncidence de mouvements révolutionnaires, ne voyait que le résultat des efforts des clubs et des sociétés secrètes. Mais nous, nous pouvons affirmer, sans crainte d'être démentis, que les plus

et s'il s'y mêlait d'autres désirs, le désir d'une guerre à la Russie les primait ce jour-là. Barbès, que M. de Lamartine appelle un Spartacus sorti des cachots, et qu'il compare « à la statue de l'esclave vengeur, » mais auquel il reconnaît « l'accent du soldat et la foi du martyr, » en voulant contraindre l'Assemblée à faire suivre ses déclamations d'actes généreux, méritait bien de l'humanité.

Si nous nous sommes étendus sur M. de Lamartine, c'est qu'il a été le mauvais génie de la révolution de 1848. Le peuple crut rencontrer en lui une âme poétique, quand l'âme seule manquait à cet admirable instrument; il crut au républicanisme de ce louangeur des Girondins qui n'en gardait pas moins ses préjugés d'ancien garde du corps de Louis XVIII. M. de Lamartine jeta à la foule des périodes sonores et l'endormit jusqu'à l'heure où d'autres la remirent sous le joug. Il recula ainsi cette rénovation européenne dont le 24 février semblait le précurseur. Nous terminerons par une citation empruntée au poète anonyme de la Pologne qui, en 1847, devinant, à la lecture de quelques mots mal sonnants pour les Polonais de l'*Histoire des Girondins*, la discordance qui existait chez l'auteur entre l'*être* et le *paraître*, écrivait à M. de Lamartine : « La Pologne a pu réussir pendant longtemps à détourner le fer de l'Asie dirigé contre le cœur de la civilisation de l'Occident, mais elle ne peut empêcher ce cœur de s'avilir lui-même si telle est, comme vous aimez à le répéter souvent, *la destinée!* Vous employez ce mot de préférence à celui de la Providence : c'est un excellent mot pour servir d'excuse à toutes les lâchetés humaines! Mais je suis plus chrétien. J'ai 1847 ans de christianisme dans l'âme, cela me fait espérer que le principe russo-asiatique ne parviendra jamais à attirer dans ses piéges toute une grande nation ni même à corrompre sans ressource cette faible minorité de citoyens que le sort a voulu infliger comme une punition à la France en les lui donnant pour représentants à cette phase du dix neuvième siècle. »

Tandis que la réaction l'emportait le 15 mai à Paris, ce même jour le roi de Naples proscrivait son parlement; le 17 mai, l'empereur Ferdinand se retirait de Vienne à Inspruck, partout l'ancien régime relevait la tête et commençait à reprendre pied à pied le terrain qu'il avait d'abord perdu. (*Note de l'éditeur.*)

actifs, les plus puissants des clubistes, sont bien loin de s'attribuer une influence aussi étendue. L'histoire prouvera (déjà les événements le prouvent) que c'est, au contraire, la réaction qui, constituée depuis longtemps comme un vaste club, comme une société secrète, n'a cessé jusque aujourd'hui d'agir, sur tous les points de l'Europe, d'après un plan savamment combiné par ses chefs mystérieux.

Il y a tel réactionnaire qui, semblable à un adepte du tribunal des Francs-Juges, vit dans la solitude, se cache sous le masque de l'anonyme, et signe des arrêts qui, à peine lancés, sont exécutés par toute l'Europe. Le prince de Metternich, le solitaire de Londres, élabore des plans pour le cabinet de Pétersbourg, la princesse de Liéven les communique à M. Guizot, et des entremetteurs secrets de bas étage, dans le genre des Klingwort, sont chargés de les insinuer efficacement auprès du ministère français.

Les fils de cette trame de club réacteur nous échappent par leur subtilité arachnéenne. Le parti populaire n'a pas de police ni d'espions, il n'en a pas même besoin; il lui suffit de voir ce qui se produit au grand jour pour deviner ce qui doit se tisser dans ces ténèbres.

Or, nous ne voyons en Allemagne, au grand jour, que la reproduction fidèle des faits dont nous sommes ici témoins depuis février.

L'action et la réaction, les hommes et les partis, nous y apparaissent semblables en tout à nos vieilles connaissances politiques de droite et de gauche à Paris,

bien que ce soit à l'étranger sous d'autres noms et dans de plus larges proportions. Le rôle qu'ont joué et que jouent encore ici les ministres, là-bas ce sont les rois qui le remplissent. Les fractions de l'Assemblée sont représentées en Allemagne par les villes libres de l'empire, par les principautés et les royaumes.

Qu'est-ce donc que cette diète de Francfort, sinon notre majorité parlementaire, recrutée parmi les anciens libéraux et appuyée des monarchistes soi-disant convertis au républicanisme. L'empereur d'Autriche ne fait que continuer un rôle trop connu ; c'est le Barrot couronné de l'Europe. Après avoir défendu jusqu'au bout le vieux régime de Ferdinand, ce qui équivaut à la régence orléaniste, il se résigne aux nécessités du constitutionnalisme démocratique, à condition de fermer les clubs.

Les clubs, en langue impériale, ce sont les chambres de Kremsier, la diète de Hongrie, celle d'Agram, les États de Léopol, la *Lipa slowanska (association slave)*, de Prague, et tous les petits États nationaux des provinces danubiennes. Le jeune empereur ne sévit, comme on le voit, que contre les clubs et les associations.

La situation et le caractère d'activité politiques du roi de Prusse en Allemagne nous semblent être du même genre, et avoir le même point de départ que la ligne de M. Thiers (1).

(1) Thiers, né à Marseille le 16 avril 1797, rédacteur du *National* sous la Restauration, député et ami du ministre Laffitte après 1830, ne parlait que de passer le Rhin et les Alpes, de sauver la Pologne, de délivrer la Belgique et l'Italie. Mais Laffitte tomba du pou-

Frédéric-Guillaume, comme M. Thiers, jusqu'à l'avénement de la République, a eu, sous le régime allemand déchu, des velléités révolutionnaires. Il s'est séparé du principe gouvernemental germanique avant l'explosion de la Révolution; il s'est rallié le premier au principe populaire, devenu pouvoir à Berlin. De même que M. Thiers compte bien revenir aux affaires, de même aussi Frédéric-Guillaume espère ressaisir sous peu le pouvoir en Allemagne.

Quant aux rois de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, et aux autres princes souverains, ils jouent au-delà du Rhin le rôle secondaire que jouent en France les Dupin (1), les Fould (3), les Bugeaud (4), les Denjoy (5), et les Sénard (6).

voir. Thiers soutint aussitôt Casimir Périer, s'opposa à la réunion de la Belgique à la France, défendit l'hérédité de la pairie et tenta de justifier l'abandon de la Pologne. Après la mort de Casimir-Périer, il fut nommé ministre le 11 octobre 1832. Il acheta la trahison de Deutz, qui lui livra la duchesse de Berry, et promulgua, en 1835, les lois de septembre, les plus restrictives de la liberté de la presse. En 1840, son agitation impuissante n'aboutit qu'à faire exclure la France du concert européen. Il tomba alors définitivement du pouvoir pour rentrer dans l'opposition. Au lendemain du 24 février, il fut l'un des meneurs de l'orléanisme, et, sous Napoléon III, les élections ont porté au Corps législatif comme un épouvantail pour l'Empire cette personnification des vices qui ont amené la chute du gouvernement de la bourgeoisie.

(*Note de l'éditeur.*)

(2) Dupin aîné fut président de la Chambre des députés, puis de l'Assemblée législative, et enfin procureur général à la Cour de cassation. Au moyen de la formule : « Mon pays avant tout, » il fut tout entier à chacun des gouvernements qui se sont succédé en France pendant sa longue carrière. Il eut un frère, avocat de talent et homme de plaisirs, qui mourut en 1840 ; un autre frère, qui rédigeait, après Waterloo, un *programme d'une pompe funèbre à célébrer en l'honneur des guerriers français morts pour la défense de la pa-*

Lorsqu'il s'agit de l'Allemagne, il semble au premier coup d'œil qu'il n'y ait pas lieu de parler du pape. Il y a pourtant en Allemagne un grand parti politique, dont on ne pourrait pas mieux définir la position et les ten-

trie, était ensuite nommé baron par Louis XVIII, devenait sous Louis-Philippe le défenseur appointé de l'esclavage, et, sous le second Empire, sénateur et apologiste de la société de Saint-Vincent de Paul.

Ces trois grands cumuleurs d'emplois et de serments se croyaient modestement de nouveaux Gracques, et ils octroyèrent à leur mère l'épitaphe de Cornélie : « Ci-gît la mère des trois Dupin ! »

(*Note de l'éditeur.*)

(3) Fould (Achille), israélite protestant, député de la majorité sous M. Guizot, fut accusé d'avoir proposé au gouvernement provisoire, comme la plus fructueuse des combinaisons, la banqueroute. Plusieurs fois ministre sous Napoléon III, il essaya toujours de faire prévaloir en politique les vues étroites des boursiers.

(*Note de l'éditeur.*)

(4) Bugeaud de la Piconnerie, maréchal et duc d'Isly, fut la grande épée du règne de Louis-Philippe. Il déploya la plus extrême rigueur dans la répression des insurrections de 1832 et de 1834, battit en Afrique Abd-el-Kader et les Marocains, et y inaugura ces razzias qui imprimèrent au caractère de la plupart des généraux employés dans ces luttes ce caractère impitoyable dont Cavaignac et ses émules donnèrent tant de preuves à Paris. Bugeaud, dans les loisirs que lui laissait son commandement, s'adonna à l'élevage des bestiaux, à l'exploitation agricole, et défendit avec âpreté à la Chambre les intérêts des éleveurs et des grands propriétaires. Louis-Philippe lui retira à temps la direction de la force armée, pour lui éviter d'être le Marmont de 1848. Le choléra l'emporta un an après.

(*Note de l'éditeur.*)

(5) Polynice Denjoy, préfet sous Louis-Philippe, dans la Constituante et la Législative, l'un des interrupteurs habituels de l'extrême droite, membre des plus actifs du comité de la rue de Poitiers, fut nommé conseiller d'Etat après le 2 décembre.

(*Note de l'éditeur.*)

(6) Sénart, avocat de Rouen, contribua en qualité de procureur général à comprimer l'insurrection de cette ville en 1848, présida l'Assemblée pendant les journées de juin, et organisa, comme ministre de l'intérieur, sous le général Cavaignac, les déportations en masse.

(*Note de l'éditeur.*)

dances qu'en le comparant au légitimisme français.

Ce parti n'est pas positivement papiste; il n'est pas plus ascétique ni plus croyant que les légitimistes; l'Église, pour lui, c'est l'ancien état de choses, c'est le bon vieux temps, c'est la cour, c'est la vie joyeuse de château, ce sont les loisirs pieux et artistiques. Tous les ennemis du mouvement en Europe sont sûrs de trouver un appui dans les hommes de ce parti. L'empereur Nicolas lui-même, ennemi déclaré du catholicisme, compte sur eux.

Ainsi, l'Allemagne actuelle, sous sa double physionomie, nous est expliquée par la France du jour.

Il y a cependant une différence entre les deux nations. L'Allemagne travaille à construire son unité; la France depuis longtemps a conquis la sienne.

LE NOUVEL EMPEREUR D'ALLEMAGNE.

3 avril 1849.

Un grand fait, un fait politique européen, vient de s'accomplir sous nos yeux, dans une ville qui touche presque à la frontière de la France.

Un empire nouveau surgit; l'Allemagne nouvelle aura un empereur nouveau.

Le roi de Prusse, un Hollenzollern, est appelé à succéder aux Othon, aux Hohenstaufen, aux Habsbourg.

Tout cela s'est fait à l'insu de la France officielle. Le gouvernement le plus révolutionnaire de l'Europe, celui de la France, a pris dans cette question l'attitude la moins offensante pour la vieille diplomatie.

Le chargé d'affaires de France, heureux d'avoir été admis dans la société des grands personnages politiques, n'exigeait rien, ne demandait rien. Toutes les fois que ses amis les metternichiens ou les ennemis de la nouvelle Allemagne lui demandaient conseil, il en référait gravement à son gouvernement. La seule chose que les ministres français gardent avec une habileté univer-

sellement reconnue, c'est leur gravité silencieuse qui continue à couvrir leur nullité réelle.

La France est-elle décidée à favoriser l'établissement de ce nouvel empire, ou bien osera-t-elle le combattre?

Un tel fait, il y a quelques années de cela, aurait bouleversé l'Europe entière.

Napoléon dut gagner vingt batailles pour faire accepter à l'Europe son titre nouveau d'empereur de la République française. Ce nouvel empereur d'Allemagne ne rencontrera pas d'opposition systématique de la part des monarchies, et pas même du gouvernement quasi-républicain de la France.

Le roi de Prusse tient entre ses mains le sort des peuples allemands. Dans la grande lutte, entre le monde nouveau et la vieille société, entre les républiques naissantes et les monarchies agonisantes, c'est le peuple qui donne l'exemple du respect de la légalité et même de l'histoire.

Le peuple s'attache au souvenir des temps passés. La poésie et l'histoire, la foi et l'espérance ont influé sur le choix du nouvel empereur, éléments électoraux dont en France les partis ne veulent plus tenir aucun compte.

Comment le roi de Prusse répondra-t-il à cet appel que lui fait le peuple allemand? Acceptera-t-il? et, s'il accepte, comprendra-t-il le sens de cet appel?

Il a devant lui deux exemples, deux routes et deux manières d'agir.

D'abord l'exemple de l'empereur d'Autriche, qui accepte tout, constitutions et révolutions, qui les accepte

publiquement, officiellement, les jure à la face de Dieu et des hommes, mais à condition d'en rendre l'application impossible. Il a devant lui l'exemple de l'ex-roi Charles-Albert, appelé à gouverner l'Italie, et en acceptant l'offre malgré lui (il en a fait l'usage que l'on sait).

Le roi de Prusse ferait bien de laisser là ces exemples historiques, et de créer, s'il est possible, une chose sans exemple :

Une royauté ou un empire populaire.

Ce qu'il aura à craindre, ce ne sont pas les invasions des étrangers et les luttes avec les partis dissidents à l'intérieur. Ce sont les conseils de ses amis et alliés les empereurs d'Autriche et de Russie. En définitive, lui faudra-t-il s'unir à la Russie, à l'Autriche, au ministère français, ou bien aux peuples de l'Europe?

Tous les pouvoirs nouveaux, élevés par le peuple : Louis-Philippe, Chlopicki, Charles-Albert, ont préféré l'alliance avec des ennemis.

Ils sont tous tombés.

Le ministère actuel du nouveau pouvoir de la France fait tout ce qu'il peut pour la faire entrer dans cette politique qui aboutit à la chute.

Le roi de Prusse choisira, les peuples aviseront !...

DE LA PERSÉCUTION DE LA PRESSE.

22 mars 1849.

Depuis un certain temps les saisies de journaux populaires et les condamnations ne discontinuent pas.

Nous savons combien il est inutile de dire aux ministres actuels de la République ce qu'ils ont tant de fois dit, comme membres de l'opposition, aux ministres de Louis-Philippe. On commence généralement à considérer comme un axiome constitutionnel que des promesses de cette nature n'obligent à rien.

On en appelle même à l'histoire pour prouver que jamais une idée ou une passion ne s'est emparée du pouvoir qu'à condition de se renier elle-même. Nous croyons au contraire que ce cynisme d'apostasie, érigé en axiome (1), est un mal politique tout nouveau qui ca-

(1) Ces mots : « C'est le cynisme de l'apostasie, » furent pour la première fois jetés à la face de M. Guizot par le député Luneau, qui fut commissaire de la République en 1848, quand, dans la séance du 15 janvier 1844, ce ministre se vanta d'avoir déserté le drapeau de son pays pour passer à l'étranger, et d'avoir couru rejoindre Louis XVIII à Gand, pour y attendre que Waterloo lui permît de rentrer à Paris avec les alliés.

(Note de l'éditeur.)

ractérise notre époque. Il y a eu, dans l'ancienne Rome, des ministres et des accusateurs publics qui sévissaient sans pitié contre les clubs, les mouvements socialistes et même les écrits des chrétiens. On traitait ces chrétiens de *mangeurs d'hommes*, on les forçait, par les tortures de la question, à expliquer aux prêtres de Jupiter, aux délégués de l'empereur-Dieu et au public païen du prétoire les mystères de la cène.

Les écrits « infâmes » que la police d'alors recherchait partout, c'étaient les épîtres des saint Pierre et des saint Paul. Nous savons tout cela; mais jamais un chrétien, élevé au rang de ministre ou de préfet de Rome, n'a donné l'exemple de l'apostasie, n'a sévi contre les siens. L'histoire, au contraire, est pleine d'exemples de proconsuls et de préteurs déposant au pied du tribunal leurs toges et leurs faisceaux pour partager le sort des accusés qu'ils étaient appelés à condamner. L'apostasie, telle que nous la voyons devant nos yeux, est un phénomène nouveau, plus difficile à expliquer qu'on ne pourrait se l'imaginer.

Sous le règne de Louis-Philippe, ce fait semblait résulter de l'idée gouvernementale. Le gouvernement d'alors proclamait le culte des intérêts matériels; tout s'expliquait par l'intérêt. Pour apprécier l'opportunité d'un réquisitoire, pour saisir le sens d'une condamnation, on n'avait qu'à évaluer ce que cela rapportait, en argent ou en places, aux ministres, aux procureurs, à leurs familles et à leurs adhérents!

Il n'en est pas ainsi de nos ministres et peut-être ême de nos procureurs du jour. Le citoyen Barrot a

généralement la réputation d'homme intègre; ses collègues, ceux du moins qui sont un peu connus, passent aussi pour d'honnêtes gens.

Désintéressés au point de vue de l'argent, d'où leur vient donc cette colère anti-révolutionnaire, cette soif de persécutions, à ces hommes d'une nature si peu passionnée, dont quelques-uns même n'ont qu'une ambition factice?

C'est qu'en réalité ils ne sont que les instruments d'une faction qui, chassée des Tuileries par le peuple, en février, règne et gouverne aujourd'hui à l'Élysée. Cette faction a trouvé dans le ministère le corps le plus propre pour s'y incarner. En effet, qu'est-il donc ce ministère, sans foi, sans idée et sans initiative, qu'est-il par lui-même, sinon un corps sans âme?

Ainsi la force persécutrice lui vient du dehors; son fiel, ses haines, ses craintes, il les emprunte à l'ancien ordre de choses, à ses amis politiques, à ses collègues d'autrefois, aux procureurs, aux financiers et aux généraux de la monarchie, aux Dupin, aux d'Argout (1), aux Fould et aux Bugeaud!

(1) Le comte d'Argout fut préfet sous Napoléon Ier, conseiller d'Etat, puis pair de France sous les Bourbons, pendant les journées de juillet négociateur impuissant de Charles X avec l'insurrection triomphante, collègue de Casimir Périer, qu'il seconda dans son abandon des peuples, collègue ensuite de Thiers et de Guizot, et inaugurant en février 1834, comme ministre de l'intérieur, au moyen d'agents de police déguisés et munis de gourdins, ces assommades d'une foule désarmée qui sont restées un des procédés de la police française; régent de la Banque de France sous la République, sénateur sous Napoléon III. (*Note de l'éditeur.*)

La *Presse* (1) persiste à défendre la liberté des clubs. Elle prouve par les déductions d'une logique rigoureuse que la défense de parler implique dans l'avenir l'ordre de se taire. En Amérique, on a la liberté de tout dire; en Russie, on est, de par la loi, forcé de dire ce que dit le gouvernement. La république américaine et l'autocratie russe sont dans la logique. La France continue à flotter entre ces deux nécessités également logiques.

A l'appui des arguments de la *Presse*, nous citerons une anecdote russe. Le jour où l'on exécutait le colonel Pestel, condamné comme conspirateur, son père, le sénateur Pestel, était obligé de paraître à la cour; et non-seulement d'y paraître, mais d'y avoir une contenance légale, de prendre part aux conversations. La loi russe lui défendait le silence.

Or, il est certain que les mesures essayées par le gouvernement français contre la liberté de la parole conduisent fatalement jusqu'à l'ordre de parler en faveur du gouvernement.

Nous nous posons une question que le public, nous

(1) La *Presse*, journal fondé en juillet 1836, par M. de Girardin, qui le premier donna son journal à 40 francs, et trouva cependant le moyen de s'enrichir en se mettant au service des compagnies financières contre leurs actionnaires et des gouvernements oppresseurs contre leurs victimes. Armand Carrel, le défenseur de la Pologne, protesta contre ce que M. de Girardin appelait la démocratisation, et qui n'était que l'avilissement du journalisme. Il fut tué en duel par M. de Girardin, qui continue aujourd'hui dans la *Liberté* ses apologies de la Russie, et consacre à chaque mauvaise cause d'inépuisables sophismes. (*Note de l'éditeur.*)

en sommes sûr, se fait chaque jour en lisant la *Presse*. Pourquoi cette même *Presse*, qui défend avec tant d'habileté toutes les libertés en théorie, les combat-elle avec tant d'acharnement dans l'application? La *Presse* sait très-bien que dans la guerre de la Pologne contre la Russie, dans la guerre de l'Italie contre l'Autriche, dans la guerre slave et hongroise contre les dynasties et les diplomaties actuelles, il ne s'agit pas d'une autre question que de celle que la *Presse* vient de préciser, question de savoir si l'Europe réussira ou non à conquérir toutes les libertés sociales.

Pourquoi donc la *Presse*, d'ordinaire si logique, prend-elle la défense du système russe, autrichien et papal, diamétralement opposé au système qu'elle semble défendre en France? Serait-ce par défaut de logique? Nous craignons qu'il n'y ait au fond de sa défense une logique dont la profondeur échappe même aux logiciens du *Journal des Débats*, la logique de feu Talleyrand. Talleyrand, tombé en disgrâce auprès de Napoléon, n'en continuait pas moins de donner de bons conseils à l'Empereur, mais il en donnait encore en même temps de meilleurs aux monarques de la coalition.

Il lui était logiquement prouvé qu'on ne pouvait vaincre Napoléon qu'à l'aide de l'étranger. Les ennemis les plus habiles de la révolution suivent la même tactique. Ils savent trop bien que si on parvient à détruire définitivement la liberté de la Pologne, si on la détruit définitivement en Italie et en Allemagne, on pourra alors en avoir facilement raison à Paris.

22 mars 1849.

Hier, et par deux fois, le citoyen Pierre Leroux (1) a été rappelé à l'ordre par M. Marrast. On a même été jusqu'à

(1) Il s'agit de la séance du 20 mars. Pierre Leroux y prit la parole contre la suppression des clubs : « Il y a des hommes qui veulent précipiter les empires vers leur ruine... Nous nous demandons si vous voulez la république. Je suis un de ceux qui ont le plus fréquenté les clubs. Je n'ai jamais entendu dans les clubs autant de leçons d'immoralité que dans cette assemblée. (A l'ordre ! à l'ordre !)

« J'ai vu des ouvriers, nos frères, attentifs pendant des heures entières aux questions les plus ardues que souvent cette assemblée refuse d'entendre. Je les ai vus, pleins de cette religion de fraternité qu'on ne trouve pas toujours ici. (Rumeurs.)

« La souveraineté n'existe pas seulement dans le sein de l'Assemblée nationale, elle existe aussi dans chaque citoyen, dans le droit de la presse, dans le droit de réunion. Si l'état apparent est conforme au principe du suffrage universel, les clubs alors ne sont plus que la conséquence. Ce qu'on poursuit, ce ne sont pas les clubs seulement, c'est le principe d'association, c'est le socialisme. Qui oserait dire que le peuple n'a pas besoin d'être éclairé ? Eh bien ! les clubs étaient devenus une espèce de séminaire pour le peuple. Nous voulons la liberté de réunion, nous la voulons, non-seulement pour nous, mais encore pour nos adversaires. Et que diriez-vous si cette entrave à la liberté était un jour tournée contre vous-même ? Je dis cela comme je le dirais de cet échafaud politique que vous venez de relever. (Violente interruption.)

« Le citoyen Marrast, président : Je rappelle à l'ordre le citoyen Pierre Leroux.

« Le citoyen Pierre Leroux : Vous allez faire descendre sur la nation française la colère céleste.

« Le citoyen président : Je rappelle à l'ordre le citoyen Pierre Leroux.

« Le citoyen Pierre Leroux : J'accepte avec bonheur ce rappel à l'ordre.

« Le président, après avoir consulté l'Assemblée, retire la parole au citoyen Pierre Leroux. »

Malgré le rapporteur de la commission, le citoyen Crémieux, qui se demandait où serait le droit d'association « s'il ne peut y avoir

lui ôter la parole. Ce ne sont pas les théories et les arguments du citoyen Pierre Leroux qui excitent des tempêtes dans la Chambre : la majorité des députés est très-versée dans les théories : elle écoute avec une patience exemplaire des arguments hostiles à ses intérêts du jour, pourvu qu'il n'y ait là rien de sérieux, rien de sincère. Le citoyen Pierre Leroux est un homme de foi ; c'est son accent de profonde conviction qui produit sur les consciences paralysées l'effet d'un moxa.

30 mars 1849.

Nous sommes plus affligés que surpris de l'arrêt qui vient de frapper le citoyen Proudhon (1). Ce qui nous af-

de réunion ni publique, ni secrète, ni périodique, » l'Assemblée adopta, par 378 voix contre 359, un article ainsi conçu : « Les clubs sont interdits. » (*Note de l'éditeur.*)

(1) Il est question ici de l'un des nombreux procès du journal le *Peuple*, qui se jugea le 28 mars. Les deux articles incriminés, l'un intitulé la *Guerre*, l'autre *Le président de la république est responsable*, s'élevaient contre la dissolution de l'Assemblée : « Pourquoi veut-on la dissolution de l'Assemblée ? Parce qu'au fond elle est républicaine, qu'elle ne veut plus marcher à la suite de la réaction, parce qu'elle songe à son origine ? Pourquoi l'Assemblée ne veut-elle pas se séparer avant d'avoir voté les lois organiques ? Justement parce que les monarchies de toutes les couleurs demandent la dissolution. » Le réquisitoire fut débité par le citoyen Meynard de Franc, avocat général : « Ce n'est pas la pensée que l'on poursuit, dit-il, c'est l'appel de la pensée d'un seul à la pensée de tous ; or, cette publication de la pensée prend de telle ou telle circonstance, de telle ou telle époque, un caractère de gravité qu'elle n'aurait pas de telle ou telle autre. Les circonstances étant graves, les articles que nous incriminons en reçoivent une grande importance. » Le jury, à la majorité de huit voix contre quatre, condamna Proudhon à trois années d'emprisonnement et 3,000 francs d'amende. (*Note de l'éditeur.*)

flige surtout, c'est le réquisitoire du procureur général, en tant qu'il trahit l'esprit du parquet. Ce que l'on a particulièrement attaqué, c'est la forme que le citoyen Proudhon donne à sa polémique, et qui nous paraît à nous-mêmes avoir souvent nui à ses idées fondamentales ; mais au milieu d'événements tels que ceux dont nous recevons à chaque moment la nouvelle, est-il permis aux magistrats d'un grand peuple de s'occuper à faire appliquer la question à des phrases pour en tirer des indices d'intentions ? Le parquet croit-il que le citoyen Proudhon est ennemi quand même de celui dont le nom a été mêlé si souvent au procès, du premier magistrat de la République ? Si le parquet le pense, il a peu étudié les écrits du citoyen Proudhon, et il connaît encore moins l'effet de ces écrits sur le public.

Selon nous, la justice de la République aurait dû chercher ailleurs les vrais ennemis du principe qu'elle a voulu défendre en faisant condamner le citoyen Proudhon. Citons un exemple : Carnot le père, comme on le sait, combattit par sa parole et son vote, au Tribunat, le projet de conférer à Napoléon le pouvoir impérial héréditaire. Talleyrand, au contraire, donna à ce projet tout l'appui de son influence mystérieuse. On croit même que c'est lui qui l'inspira à Napoléon. — Or, au moment du danger, Carnot accourut offrir son concours à Napoléon, menacé par la coalition, dont Talleyrand (1)

(1) Mirabeau disait de Talleyrand : « Il vendrait son âme, et il ferait bien, car il troquerait son fumier contre de l'or. » Le maréchal Lannes appelait ce personnage : « De la boue dans un bas soie. » (*Note de l'éditeur.*)

faisait les affaires, de façon toutefois à échapper à toute espèce d'enquête et de réquisitoire. — Nous conseillons donc à la justice de la République de trouver les moyens de poursuivre légalement les Talleyrand, et lorsqu'il s'agit des vrais républicains, de savoir dégager l'idée, l'intention de la forme.

Nous croyons que le citoyen Proudhon soupçonne lui-même, et l'expérience le lui rendra encore plus clair, que, si on le poursuit avec tant de haine, ce n'est pas pour défendre le principe constitutionnel de la Présidence, mais pour conserver le principe dynastique orléaniste. C'est l'esprit des Dupin et des Hébert (1) qui parle par la bouche des procureurs actuels de la République.

Ce que nous venons de dire de l'accusateur public dans cette affaire s'applique également au réquisitoire du citoyen Baroche (2). Nous n'attaquons pas les gens du

(1) Michel-Pierre Hébert, procureur du roi à Rouen, en 1833, puis avocat général à la Cour de cassation, et ensuite procureur général près la Cour royale de Paris, se fit une triste célébrité par sa véhémence dans les procès politiques. Il attacha notamment son nom à la découverte d'un nouveau délit qui rappelait les jours néfastes de l'empire romain. Un certain Quessiney qui, le 13 septembre 1841, avait attenté à la vie du duc d'Aumale, ayant parlé de l'influence qu'avait eue sur sa détermination la lecture du *Journal du peuple*, le rédacteur de cette feuille, M. Dupoty, fut traduit devant la Cour des pairs comme prévenu de *complicité morale*, et condamné, sur le réquisitoire de M. Hèbert, à cinq ans de détention. Seize journaux protestèrent collectivement contre cet arrêt monstrueux. M. Hébert était ministre de la justice lorsque la révolution de 1848 le relégua dans la vie privée. (*Note de l'éditeur.*)

(2) Baroche, actuellement ministre de la justice, fut, en 1847, député de l'opposition. Il signa l'acte d'accusation contre Guizot, ce qui lui fit dire dans une proclamation, au lendemain de février 1848, qu'il avait « devancé la justice du peuple. » Nommé procu-

métier eux-mêmes, mais nous appelons l'attention sur les dangers du métier. Malheureusement la tendance de l'époque est de faire de tout un métier, et il n'y en a pas dont les conditions de travail et de réussite soient aussi bien connues que celui d'accusateur public. Dans l'innombrable hiérarchie judiciaire, il n'y a personne qui ne sache comment il faut argumenter et pérorer pour obtenir une condamnation qui serve à un substitut ou à un avocat général de marche-pied pour devenir procureur et même ministre.

reur général de la République, il prononça les réquisitoires contre les accusés du 15 mai. Nommé ministre de l'intérieur en 1850, il obtint de l'Assemblée la suspension du droit de réunion, la faculté d'interdire les réunions électorales, le rétablissement de l'impôt du timbre sur les journaux, l'augmentation du chiffre de cautionnement, la loi sur la déportation des condamnés à Noukahiva, etc.
(*Note de l'éditeur.*)

LE COMITÉ DE LA RUE DE POITIERS ET LA *PRESSE*.

1er avril 1849.

Le comité de la rue de Poitiers se décide enfin pour la propagande (1). Le comité est composé presque en entier de vieux ennemis de toute espèce de propagande. Ils étaient jusque aujourd'hui conséquents avec eux-mêmes. Qu'avaient-ils à propager? le froid, les ténèbres, la mort. Les principes destructifs de toute vie représentent, dans le système physique et moral, la *non-intervention politique*. Celle-ci ne se

(1) Il était dit dans son manifeste que « les signataires, bien que différents d'opinions et d'origine, bien que rangés dans des partis hostiles, bien que s'étant pour la plupart combattus longtemps et vivement, ont oublié leurs anciennes divisions pour s'unir contre l'anarchie et sauver la société menacée. »

Voici le titre des principales productions patronnées par le comité des Poitevins : « A bas la folie révolutionnaire et sociale! » par A. Desloges; « Dieu le voudra! » par Jamet, avec cette épigraphe : *Les républicains de bonne foi sont des idiots, et les autres sont des intrigants;* « le *Partageux*, dialogue à la portée de tous, » par Vallon. Sous le patronage de l'Académie des sciences morales et politiques, il parut également une série de petits livres destinés au peuple, et dont la répulsion du peuple interrompit bientôt la publication. (*Note de l'éditeur.*)

propage pas ; elle n'existe qu'en [illegible] gande. Mais voilà que la nuit du co[illegible] Poitiers, le froid des banquiers et la nu[illegible] cats qui le constituent, se transforment [illegible] teurs de la lumière et de l'action. Le s[illegible] fera de la propagande spiritualiste, religi[illegible] ciale (1). Le comité commande des livres et d[illegible] res anti-socialistes. Mais comme on vise à l'u[illegible] que l'on demande pour le moment, ce sont d[illegible] contre l'Italie et la Pologne.

La *Presse*, pour cette œuvre anti-italienne, [illegible] lonaise et anti-sociale, a souscrit pour une so[illegible] 1,000 fr.

Nous regardons la *Presse* comme un organe offi[illegible] l'Académie des sciences morales et politiques, et [illegible]

(1) Il nous paraît curieux de rapprocher de cette appré[illegible] de ceux qui exploitent les idées politiques et sociales une [illegible] écrite par Adam Mickiewicz pour un de ses amis, M. R[illegible] 11 juin 1844, contre ceux qui, tels que les Madrolle, les Vintras, [illegible] spéculent sur la théosophie et le mysticisme. La voici :

« Quand on entend des hommes dont la vie ne porte aucun [illegible] ractère particulier de sainteté, des hommes qui ne comprenn[illegible] pas même le langage de l'esprit, et qui font des mystères de Di[illegible] un sujet de discussions et de lettres anonymes, parler de révéla[illegible] tions et de visions célestes, on est dégoûté de la religion. Le m[illegible] agit par ces faux révélateurs pour semer des difficultés sur le [illegible] chemin du vrai verbe révélateur. Ce sont des hébertistes de la [illegible] religion. Ceux qui les écoutent et propagent leur doctrine assu[illegible]-ment une grande responsabilité.

« Le mal veut faire accroire aux hommes que, pour pénétrer les mystères de Dieu, il n'est pas nécessaire de vivre selon l'Évangile, de suivre le Christ, mais qu'il suffit de lire des brochures et de consulter des femmes magnétisées. Les protestants croient qu'on pourrait apprendre la religion en lisant la Bible, comme si la religion était un système. Les faussaires de la doctrine céleste vont plus loin, en dispensant même les hommes de vivre honnêtement, pourvu qu'ils lisent leurs brochures. » (*Note de l'éditeur.*)

majorité de l'Assemblée nationale. La *Presse* dit avec franchise ce que le monde officiel rumine dans son silence diplomatique. La *Presse* se fait propagandiste, elle fournit des fonds et des arguments : elle dit que l'argent dépensé en frais d'incarcérations, de procès, de condamnations, d'exécutions, et dévoré par le procureur général, les témoins et le bourreau, serait mieux employé à la propagande des principes. Sa souscription signifie que les appointements des procureurs généraux et autres accusateurs publics devraient, à partir de ce jour, être partagés entre les entrepreneurs de *propagande morale* qui font partie de l'église de la rue de Poitiers. Mais les livres et les articles du comité de la rue de Poitiers n'auront jamais pour le public que la valeur des annonces et des réclames.

Propager veut dire se produire, s'étendre, se communiquer : dans le langage de la rue de Poitiers, cela signifie thésauriser, se concentrer, se cacher, s'enfouir, s'enterrer. Quoi ! les mêmes hommes qui prêchent la non-intervention entreprennent la propagande !

Il n'y a pas de propagande sans foi !

LE SOCIALISME

PROPAGÉ PAR LA RUE DE POITIERS.

4 avril 1849.

La vieille société européenne n'a jamais reçu de la part de Saint-Simon ni de Fourier, ni des citoyens Cabet et Proudhon, un affront comparable à celui que lui fait subir la réunion de la rue de Poitiers. La réunion se constitue en représentation légale de la vieille société. Les honorables représentants du vieux monde n'exhibent en fait de pleins pouvoirs que leurs vieux titres d'anciens royalistes, d'anciens légitimistes, d'anciens procureurs, titres représentés par des billets de banque. C'est à la vieille société de voir si elle accepte une telle représentation. On en connaît déjà l'historique et le bilan moral.

Des philosophes voltairiens, des banquiers juifs, des fils de croisés s'unissent dans un même intérêt. Séparés jusqu'à présent les uns des autres par le sentiment religieux, divisés d'opinions politiques, ils trouvent enfin un dogme commun, celui de *l'intérêt*.

On n'a à opposer au socialisme que ce dogme ; on recrute maintenant des apôtres pour le proclamer. La pro-

pagande est déjà organisée ; bureaux, caisse, commis-voyageurs, tout cela existe ; on embauche des apôtres.

Cette ignoble parodie des fonctions les plus respectables, parodie de l'apostolat, parodie de la propagande et de l'association, cette parodie qui s'avoue elle-même anti-socialiste, est profondément affligeante pour tous ceux qui, comme nous, s'obstinent à croire à la possibilité d'un progrès organique, régulier et *légal*. La déclaration de la rue de Poitiers nous ôte l'espérance que nous conservions en dépit de l'avertissement évangélique, notre espérance de voir les *vieilles outres* devenir susceptibles de s'emplir de vin nouveau, de voir les *vieux chiffons* venir s'adapter à un habit neuf.

Des philosophes ne cessent de nous dire qu'une fatalité inexorable pousse les vieux pouvoirs et les vieilles institutions au suicide : pour nous, qui voyons les hommes de la rue de Poitiers agir en pleine possession de leur sens commun d'hommes d'argent et de places, et en toute liberté de propagandistes, sans qu'ils aient la moindre crainte d'être poursuivis et jugés, comme l'est chaque jour le commun des républicains socialistes, nous n'acceptons pas le dogme de la fatalité ; nous ne voyons dans le fait de la rue de Poitiers que la preuve de la puissance que s'est acquise parmi nous *la volonté mauvaise*, et de la liberté d'agir qui lui est accordée.

Qu'on n'accuse pas la fatalité. Si nous voyons tomber les hommes puissants, entraînant dans leur chute de vieilles institutions, c'est qu'ils l'ont voulu. La royauté, l'institution la plus puissante du vieux monde, est certes tombée. En accusera-t-on les républicains ? Sont-ce les

républicains qui ont fait à Louis-Philippe la réputation que nous ne voulons pas qualifier? Est-ce pour plaire aux républicains que l'empereur Nicolas parlait en public de Louis-Philippe en l'appelant *l'homme taré?* Essayez d'adresser à un philippiste des plus fidèles, comme MM. Bugeaud, Dupin, Barrot, des compliments orléanistes, en appelant, par exemple, le maréchal Bugeaud le Louis-Philippe de l'armée et le citoyen Barrot le Louis-Philippe du ministère, vous verrez qu'ils en seront médiocrement flattés. C'est donc le roi des Français qui a porté en France le dernier coup à la royauté, en suivant le système que les Bugeaud et les Barrot font valoir auprès de la présidence, sauf à donner un jour des regrets officiels au président, comme ils en donnent aujourd'hui à leur vieux patron, ce qui ne les empêche en rien de servir son successeur.

Après la royauté, la pairie, vieille et glorieuse institution! Il n'y a pas longtemps de cela, le titre de pair de France sonnait aux oreilles comme un coup de clairon. Qu'est devenue maintenant la pairie? Les grands destructeurs, les instruments les plus actifs du socialisme, les Decaze (1), les Pasquier (2), les

(1) Elie Decazes fut conseiller du roi Louis de Hollande, secrétaire des commandements de l'Impératrice-mère; sous la Restauration, préfet de police et ministre de l'intérieur. Il a eu une grande part de responsabilité dans les assassinats juridiques de Ney, de Labédoyère, de Mouton-Duvernet, des frères Faucher, et aussi dans l'impunité accordée aux massacreurs royalistes du Midi, dans l'établissement des cours prévôtales, etc. En 1834, Louis-Philippe le nomma grand-référendaire de la Chambre des Pairs, et Christian VIII de Danemark le créa duc de Glücksberg. (*Note de l'éditeur.*)

(2) Denis Pasquier fut conseiller d'Etat et préfet de police sous oléon, garde des sceaux en 1815, et plusieurs fois ministre sous

Molé (1), n'ont eu besoin que d'une vingtaine d'années pour détruire une institution qui datait de Charlemagne, et conservait encore quelque prestige au temps de Napoléon.

La chevalerie périt de la même main qui a aboli la pairie. Guizot a été reçu chevalier de la Toison d'Or. Demandez aux vieux aristocrates de l'Europe, aux membres du chapitre de la Toison, d'où leur est venu tout à coup le scepticisme à l'égard de l'importance d'un des plus anciens ordres de chevalerie? De ce que Guizot a été reçu chevalier de l'ordre, défenseur et propagandiste de ses principes.

Les propagandistes de la rue de Poitiers semblent vouloir aller plus loin que Louis-Philippe, Guizot et Thiers. Ils ont pris à tâche de rendre le titre de *propriétaire* aussi odieux que l'est devenu le titre de *roi*, aussi ridicule que celui de pair de France et de chevalier de la Toison d'Or.

Ils s'attaquent déjà à la famille. Cette dernière question mérite d'être traitée à part.

la Restauration. Sous Louis-Philippe, créé président de la Chambre des pairs, il dirigea les débats de tous les procès politiques soumis à cette assemblée. Napoléon l'avait fait baron, Louis-Philippe le nomma duc. (*Note de l'éditeur.*)

(1) Le comte Molé, grand juge sous Napoléon, pair sous Louis XVIII, vota la mort de Ney, fut ministre sous Louis-Philippe, et, en 1848, dans la Constituante et la Législative, l'un des chefs de la réaction. (*Note de l'éditeur.*)

LE MILLIARD.

23 avril 1849.

Le milliard que le peuple français avait accordé comme gage de réconciliation aux rétrogrades des deux anciens régimes; ce milliard, le peuple le redemande (1). On se

(1) Il était dit dans le *manifeste du comité démocratique socialiste des élections :* « Tout citoyen dont la candidature pour la représentation nationale est posée devant le comité déclare à la face du peuple, par le seul fait de sa candidature, adhérer sans restriction ni réserve d'aucune sorte aux six propositions suivantes :

« 1. La République est au-dessus du droit des majorités.

« 2. Si la Constitution est violée, les représentants du peuple doivent donner au peuple l'exemple de la résistance.

« 3. Les peuples sont solidaires comme les hommes. L'emploi des forces de la France contre la liberté des peuples est un crime, une violation de la Constitution. La France doit des secours aux nationalités qui combattent la tyrannie. Elle peut aujourd'hui les accorder immédiatement.

« 4. Le droit au travail est le premier de tous les droits, il est le droit de vivre.

« La plus dure de toutes les tyrannies est celle du capital. La représentation nationale peut et doit poursuivre l'abolition de cette tyrannie.

« 5. Dans une nation libre, l'éducation doit être pour tous gra-
», commune, égalitaire et obligatoire.

« 6. Le rappel du milliard des émigrés est une mesure juste,
possible. » (*Note de l'éditeur.*)

prépare à imposer aux députés, sur cette question, des mandats impératifs.

La France révolutionnaire, après avoir mis sur pied des armées assez nombreuses pour combattre le monde tout entier, après avoir payé de ses deniers la solde des conscrits et la dotation des maréchaux, et les listes civiles des rois créés par Napoléon ; la France vaincue, envahie et pillée, après avoir payé les ennemis, trouva encore un milliard pour désarmer les haines intérieures. On espérait acheter avec ce milliard la neutralité du clergé, la sympathie, sinon le concours des vieux nobles, et l'indifférence des bureaucrates. Le marché n'a pas réussi. Le clergé, tout en acceptant les fruits de la terre, continuait de maudire et la terre qui les produisait et les hommes qui se chargeaient de les distribuer. Le clergé acceptait des pensions en son ancienne qualité de propriétaire féodal. Ces pensions lui étaient dues, se disait-il ; c'étaient des redevances. Le clergé ne se donnait pas la peine et ne se croyait pas obligé de les mériter par des travaux ecclésiastiques. Le clergé s'est déclaré propriétaire ; il en a appelé à ses anciens droits et priviléges ; il s'est séparé des travailleurs ; il s'est posé en fils de grande maison, dépossédé de l'héritage de ses ancêtres. Le journal qui représente le mieux les tendances et les vœux du clergé gallican, la *Gazette de France*, n'a jamais vu dans la question du budget ecclésiastique qu'un procès de propriétaire à propriétaire, un procès entre les hommes qui prétendent posséder la terre au nom de l'esprit et de la tradition, et ceux qui s'en emparent par le droit de la force matérielle, par le droit de

conquête. Le clergé, c'est l'ancien conquérant, c'est le Normand, c'est le Tudesque, c'est l'Autrichien, c'est le Russe; il est combattu par les chefs d'invasion du Nouveau-Monde, les républicains, les nationaux, les socialistes.

Pour prononcer dans ce procès, on en appelle à l'Assemblée nationale, composée en grande partie d'hommes politiques, qui ressemblent pour la plupart aux prêtres actuels.

Les politiques de l'Assemblée nationale ont hérité du terrain que leurs ancêtres, les grands hommes de la Révolution, avaient conquis, labouré et ensemencé. Ils voudraient jouir de cet héritage; ils voudraient conserver le caractère d'initiateurs et de chefs conducteurs des nations, sans perdre le droit d'exploiter et de faire valoir leur vrai intérêt personnel, celui d'un gain journalier et de jouissances immédiates.

La majorité de l'Assemblée votera pour l'intérêt prêtre, qui est son propre intérêt. Le vieil intérêt prêtre est intimement lié aux intérêts de l'aristocratie.

Les partis des prêtres, des aristocrates, des incrédules et des athées, depuis si longtemps séparés, se réunissent tous pour la première fois dans l'adoration du CAPITAL.

Le peuple s'attaque au capital. Le plus grand capital du monde ancien, la base de toutes les entreprises réactionnaires, le milliard d'indemnité des émigrés est en grand danger. Si l'on parvient à l'abolir, on mettra à l'ordre du jour des questions politiques et sociales dont [illegible] à ce qu'il paraît, ne prévoit encore la portée.

Ôter [illegible] milliard aux réactionnaires, c'est tuer la

source d'où ils tiraient jusqu'à présent toutes leurs forces vitales; c'est les priver de respiration, car il est sûr que la réaction n'a vécu depuis la Restauration jusqu'à ce moment que du milliard en question.

C'est avec ce milliard que les aristocrates, solidaires de la réaction européenne, ont payé les traîtres de Waterloo, les transfuges de l'armée de la Loire, les juges de Ney, de Labédoyère, de Mouton-Duvernet, des quatre sergents de la Rochelle, les juges de Louis-Napoléon, coupable des tentatives de Boulogne et de Strasbourg, les juges des accusés du 15 mai et de juin.

Le fonds dont on a tiré des sommes pour payer tous les travaux des réactionnaires n'est pas, à proprement parler, le budget de l'État. Ce fonds, c'est le milliard voté pour l'ancienne réaction. Jamais capital n'a été employé d'une manière aussi savante, aussi productive que celui-là.

On dépensait beaucoup pour amuser le roi Louis XVIII et mériter les bonnes grâces du confesseur du roi Charles X. On faisait des sacrifices pour appuyer la royauté de Louis-Philippe. Ces dépenses et ces sacrifices, les rois les remboursaient en pensions sur le budget de l'État, en places et même en subventions.

Les hommes du milliard, les réactionnaires du vieux régime, ont constamment appuyé la royauté d'Orléans. L'opposition que les légitimistes faisaient à ce régime était tout aussi peu sérieuse que celle de M. Barrot. On se combattait en public, mais on était toujours d'accord sur la question essentielle, celle de gagner, d'exploiter et de jouir. Le milliard était au fond de tout cela.

Louis-Philippe, avant de se charger de la royauté, assurait, par un acte judiciaire, la possession d'une partie de ce milliard à sa famille. Les ministres de la royauté d'Orléans ont eu toujours en vue la conservation de ce milliard et l'espoir d'en profiter à leur tour.

Ce milliard, le seul vrai principe des théories royalistes de Louis-Philippe, des doctrines savantes de M. Guizot et des mouvements oratoires de M. Thiers, est déjà battu en brèche par les colléges électoraux.

Cette question forcera même les ministres réactionnaires de sortir de leur apathie matérialiste, et on les verra faire appel aux sentiments de pitié, d'humanité, à la sainteté des droits acquis. Ils parleront bientôt des souffrances de l'ancienne émigration française, des misères des Bourbons, des Choiseul-Gouffier, des Polignac, des Bassompierre et des Richelieu (dont quelques-uns étaient déclarés en état de faillite avant la révolution), chassés par la République et enrichis par l'Autriche et par l'empereur de Russie.

Pauvres honteux! à qui l'empereur Alexandre donnait des millions confisqués sur des Polonais, et qui, de retour en France, tout en s'extasiant sur l'hospitalité d'un peuple dont ils avaient dévoré les revenus, n'ont cessé d'agir et de voter contre l'intérêt des Polonais, des Bohêmes et des Italiens.

Après avoir joui des bonnes grâces des monarques et gagné des millions dans les pays slaves et italiens, les émigrés français revinrent pour se partager le milliard [illegible]rac au peuple par le traité de Paris.

[illegible]nt réussi à mettre dans leurs intérêts les avocats

de l'ancienne opposition qui étaient en même temps leurs conseillers ou leurs intendants.

Ils ont pour eux les généraux de Louis-Philippe ; ces généraux savent très-bien que l'expédition du général Cubières (1) et l'enceinte continue de Paris n'avaient pour but que de défendre la royauté et le milliard sur lequel elle s'est fondée.

Les généraux de Louis-Philippe se rappellent bien ce qu'avait gagné en avancements, en grades, et en décorations le général Cubières, la grande épée de la dynastie, et les avantages dont a joui le ministre Thiers, l'auteur

(1) L'expédition d'Ancône fut en quelque sorte le prodrome de l'expédition de Rome. Lorsqu'en février 1832 les insurrections des sujets du pape menaçaient son autorité temporelle, Louis-Philippe envoya un corps d'armée sous les ordres du général Cubières occuper Ancône, pendant que les Autrichiens envahissaient les Légations. Cet acte fut présenté aux patriotes comme un premier pas pour contre-balancer la prépondérance autrichienne en Italie, aux gouvernements comme un procédé habile pour maintenir le *statu quo*. Quand la réaction austro-papale eut pris le dessus, le corps expéditionnaire d'Ancône fut rappelé le 21 octobre 1838. C'est cette marche tortueuse que le ministre Odilon-Barrot rêvait de suivre ; seulement, les forces de la révolution italienne et les colères de la réaction en France amenèrent rapidement une lutte ouverte. Il n'en est pas moins édifiant de voir le vide de la politique des faux républicains de 1848, dont en cette occasion M. de Lamartine se fit l'orateur. Le 25 avril il vient préconiser à la tribune « *la guerre modérée* par opposition à *la guerre de coalition*. La guerre de coalition, prétendit-il, est celle de la révolution et de l'Empire, la grande guerre des rois et des peuples qui influe sur les destinées de l'Europe, venge les nationalités opprimées, modifie les frontières, et classe les puissances en raison de la prépondérance victorieuse de leur flotte ou de leur armée. Cette guerre, évitons-la à tout prix. La guerre modérée, au contraire, est celle qui fait serpenter les vaisseaux de ligne le long des côtes et cloue les bataillons au pied des Alpes, qui équipe des flottes pour sillonner les flots de la Méditerranée, et solde des armées à la condition de rester toujours l'arme au bras. » (*Note de l'éditeur.*)

Louis-Philippe, avant de se charger de la royauté, assurait, par un acte judiciaire, la possession d'une partie de ce milliard à sa famille. Les ministres de la royauté d'Orléans ont eu toujours en vue la conservation de ce milliard et l'espoir d'en profiter à leur tour.

Ce milliard, le seul vrai principe des théories royalistes de Louis-Philippe, des doctrines savantes de M. Guizot et des mouvements oratoires de M. Thiers, est déjà battu en brèche par les colléges électoraux.

Cette question forcera même les ministres réactionnaires de sortir de leur apathie matérialiste, et on les verra faire appel aux sentiments de pitié, d'humanité, à la sainteté des droits acquis. Ils parleront bientôt des souffrances de l'ancienne émigration française, des misères des Bourbons, des Choiseul-Gouffier, des Polignac, des Bassompierre et des Richelieu (dont quelques-uns étaient déclarés en état de faillite avant la révolution), chassés par la République et enrichis par l'Autriche et par l'empereur de Russie.

Pauvres honteux! à qui l'empereur Alexandre donnait des millions confisqués sur des Polonais, et qui, de retour en France, tout en s'extasiant sur l'hospitalité d'un peuple dont ils avaient dévoré les revenus, n'ont cessé d'agir et de voter contre l'intérêt des Polonais, des Bohêmes et des Italiens.

Après avoir joui des bonnes grâces des monarques et gagné des millions dans les pays slaves et italiens, les émigrés français revinrent pour se partager le milliard arraché au peuple par le traité de Paris.

Ils ont réussi à mettre dans leurs intérêts les avocats

de l'ancienne opposition qui étaient en même temps leurs conseillers ou leurs intendants.

Ils ont pour eux les généraux de Louis-Philippe ; ces généraux savent très-bien que l'expédition du général Cubières (1) et l'enceinte continue de Paris n'avaient pour but que de défendre la royauté et le milliard sur lequel elle s'est fondée.

Les généraux de Louis-Philippe se rappellent bien ce qu'avait gagné en avancements, en grades, et en décorations le général Cubières, la grande épée de la dynastie, et les avantages dont a joui le ministre Thiers, l'auteur

(1) L'expédition d'Ancône fut en quelque sorte le prodrome de l'expédition de Rome. Lorsqu'en février 1832 les insurrections des sujets du pape menaçaient son autorité temporelle, Louis-Philippe envoya un corps d'armée sous les ordres du général Cubières occuper Ancône, pendant que les Autrichiens envahissaient les Légations. Cet acte fut présenté aux patriotes comme un premier pas pour contre-balancer la prépondérance autrichienne en Italie, aux gouvernements comme un procédé habile pour maintenir le *statu quo*. Quand la réaction austro-papale eut pris le dessus, le corps expéditionnaire d'Ancône fut rappelé le 21 octobre 1838. C'est cette marche tortueuse que le ministre Odilon-Barrot rêvait de suivre ; seulement, les forces de la révolution italienne et les colères de la réaction en France amenèrent rapidement une lutte ouverte. Il n'en est pas moins édifiant de voir le vide de la politique des faux républicains de 1848, dont en cette occasion M. de Lamartine se fit l'orateur. Le 25 avril il vient préconiser à la tribune « *la guerre modérée* par opposition à *la guerre de coalition*. La guerre de coalition, prétendit-il, est celle de la révolution et de l'Empire, la grande guerre des rois et des peuples qui influe sur les destinées de l'Europe, venge les nationalités opprimées, modifie les frontières, et classe les puissances en raison de la prépondérance victorieuse de leur flotte ou de leur armée. Cette guerre, évitons-la à tout prix. La guerre modérée, au contraire, est celle qui fait serpenter les vaisseaux de ligne le long des côtes et cloue les bataillons au pied des Alpes, qui équipe des flottes pour sillonner les flots de la Méditerranée, et solde des armées à la condition de rester toujours l'arme au bras. » (*Note de l'éditeur.*)

de l'enceinte continue, le grand bouclier de la dynastie d'Orléans. L'un et l'autre s'appuyaient sur le milliard. Les hommes du milliard les récompensaient, les choyaient, les encourageaient.

Ce sont les hommes du milliard qui ont créé M. Thiers député et qui espèrent réhabiliter M. le général Cubières (1).

Ce qu'ils ont à craindre, c'est ce dieu inconnu, le seul que M. de Talleyrand craignait, l'*imprévu*.

(1) En août 1847, le général Despant-Cubières, ancien ministre, fut condamné par la Chambre des pairs, comme coupable de la corruption exercée sur M. Teste, ministre des travaux publics, qui avait reçu 100,000 francs pour une concession de mines. Le général Cubières obtint sous l'Empire sa réhabilitation.

(*Note de l'éditeur.*)

LE SOCIALISME.

15 avril 1849.

I

Le SOCIALISME est un mot tout nouveau. Qui a créé ce mot? On l'ignore. Les mots les plus terribles sont ceux que personne n'a faits et que tout le monde répète. Il y a cinquante ans, les mots *révolution* et *révolutionnaire* étaient également des néologismes, des barbarismes.

Le socialisme apparut pour la première fois officiellement, pendant les journées de février, dans des programmes populaires. On ignore le nom des auteurs de ces programmes. Une main inconnue y traça le mot de socialisme, au grand effroi de tous les Balthazars satisfaits de la France.

La vieille société et tous ceux qui la représentent, sans avoir compris le sens du mot, y ont lu leur arrêt de mort. La vieille société appelle les Chaldéens du ministérialisme et de la police, ainsi que les mages de la rue de Poitiers, pour déchiffrer les signes fatidiques : mais ni le citoyen Barrot, ni le citoyen Thiers n'y comprennent rien, et ils ne donnent d'autres conseils au

[illegible] celui d'effacer ce mot qu'on ne peut pas détruire.

[illegible] pas détruire. On n'efface pas les mots [illegible] reproduits un million de fois chaque jour dans [illegible] publiques, et qui sont devenus des mots [illegible] partis politiques. On ne détruit pas un parti [illegible] en l'empêchant de proclamer son mot d'ordre, [illegible] principe.

[illegible] le combat, ce n'est pas échapper au danger; [illegible] du combat, de la part de la vieille société, nous [illegible] assez qu'elle a la conscience des dangers qu'elle court. Ils sont réels. La vieille société se sent attaquée de tous côtés. Ce qui lui manque, ce ne sont pas assurément des procureurs ni des gendarmes. Elle dispose de plus de forces brutales que n'en a jamais eu l'empire romain et que n'en a l'empire de Russie. Ce qui lui manque, c'est la base morale, c'est la conviction, c'est l'idée.

Le vrai socialisme n'a jamais encouragé le désordre matériel, les émeutes et tout ce qui s'ensuit. Il n'a jamais été l'ennemi de l'autorité. Il démontre seulement qu'il n'existe plus dans la vieille société aucun principe sur lequel on puisse fonder une autorité légitime, c'est-à-dire conforme aux besoins actuels de l'humanité.

Le socialisme irait au devant d'une autorité, mais d'une autorité nouvelle.

Les anciennes bases de l'autorité n'existent plus.

Le dogme religieux, reconnu et accepté autrefois par l'immense majorité du peuple français, le dogme générateur de sa vie religieuse et politique n'est plus offi-

ciellement invoqué que par des théoriciens sans force et des praticiens sans conscience.

L'Église officielle et son magistrat le pape n'ont plus d'espoir que dans la protection des ministres autrichiens, russes et français, pour la plupart incrédules ou athées. Le plus honnête d'entre eux, le citoyen Barrot, a soutenu en plein tribunal cette thèse : Que *la loi doit être athée* (1).

Quelle autorité pourrait maintenant avoir le pape dans la nécessité où il se trouve de s'appuyer sur l'autorité du citoyen Barrot ?

L'autorité vivante, représentée autrefois par la papauté et par les majestés impériales et royales, venant à manquer à la société, il restait encore à celle-ci d'anciennes traditions qui avaient souvent force de loi et auxquelles on en appelait toutes les fois que l'ordre moral et social se trouvait en péril. On en appelait à la religion du serment, à la sainteté de la parole donnée, surtout à celle de la parole royale ; on invoquait les engagements pris par l'autorité comme autant d'articles de charte constitutionnelle.

Tout a été dit sur le serment. Un des plus illustres représentants de la vieille société, le duc Pasquier, qui a prêté quatorze fois serment de fidélité aux différents gouvernements qu'il a successivement servis, jugés et condamnés, personnifie en lui toute la question du serment politique.

(1) En 1819, Odilon-Barrot, défendant des protestants du Midi, poursuivis pour avoir refusé de tapisser leurs maisons devant la procession de la Fête-Dieu, dit : « La loi est athée et doit l'être, en ce sens qu'elle protége toutes les religions, et ne s'identifie avec aucune. » *(Note de l'éditeur.)*

grands phénomènes qui agitaient l'océan catholique, pour nous faire suivre avec attention leurs observations atomistiques sur ce qui se passait dans des gouttes d'eau, telles qu'un temple du prêtre Chatel (1), des mômiers lausannais ou des orthodoxes de Genève. Tous les fondateurs de ces associations hétéroclites prétendaient fonder des sociétés nouvelles ; chacun d'eux se posait en prophète du socialisme nouveau. Tous ces hommes, très-puissants comme négation, n'ont jusqu'à présent rien affirmé ; pour affirmer une idée, il faut s'appuyer sur la terre ferme ; la terre ferme, c'est le positif, c'est le capital ; c'est une association qui exploite, c'est un chef qui en a les profits, ce sont des administrés que l'on paie, c'est enfin une loi qui protége le capital, les exploiteurs, l'administration. — Aucun des systèmes socialistes connus jusqu'à présent, depuis Platon jusqu'au citoyen Considérant, n'a su trouver le moyen d'avoir à son service des parquets, une police et des gendarmes ; donc ces systèmes n'existent pas, donc ils ne sont que des négations des systèmes existants. Tout-puissants quand il s'agit de nier et d'attaquer, on les verra radicalement

(1) L'abbé François-Ferdinand Chatel fonda, le 15 janvier 1831, une *église française*. Sa doctrine se rapprochait le plus de celle des unitaires d'Angleterre et d'Amérique. Il s'intitulait primat, et publia une série de journaux : le *Bon Pasteur*, le *Catholique français*, le *Réformateur*, l'*Eglise française*, la *Religion naturelle*, le *Réformateur religieux*. Ce mouvement semble s'être arrêté en 1844, année où cessa de paraître le dernier organe de cette secte.

Les mômiers, espèce de méthodistes, agitèrent, vers 1828, les cantons de Vaud et de Genève, furent proscrits un moment, puis tolérés. Leur nombre décrut rapidement, et une statistique n'en comptait que deux cents dans toute la Suisse française.

(*Note de l'éditeur.*)

socialisme. Tout le monde est d'accord, lorsqu'il s'agit d'accuser les abus de pouvoir de la vieille société.

Mais comment remédier à ces abus? Tout le monde attend le remède, et, dans l'espoir de le trouver, ne fait aucune difficulté de constater l'existence et le progrès de la maladie. Le droit de nier la légitimité de la vieille société est déjà conquis. L'Assemblée nationale même accorde ce droit aux socialistes. Mais l'Assemblée et le public continuent de regarder le socialisme comme une négation.

Les penseurs et les théologiens de l'Assemblée se rappellent à chaque moment l'histoire des hérésiarques, des schismatiques et des chefs d'émeutes parisiennes. En écoutant avec patience l'exposé des doctrines socialistes, ils répondent à chaque proposition nouvelle par un souvenir des vieux temps et ils se disent intérieurement : « Les gnostiques avaient prétendu la même chose : Luther et Calvin ont nié l'ordre de choses qui existait à leur époque avec plus de force et d'efficacité que n'en ont montré Saint-Simon et Fourier ; Luther et Calvin ont mis en mouvement les populations et les armées ; ils ont su intéresser à leur cause des chefs de gouvernements réguliers ; ils ont fait marcher des cités contre des cités et des princes contre des princes ; ils ont réussi à dissoudre le plus grand des empires, celui de l'Église universelle. Mais qu'ont-ils mis à la place? L'Église moléculaire de Genève et une infinité de temples protestants se détruisant les uns les autres et se métamorphosant à chaque instant comme autant d'animalcules infusoires ; ils ont détourné nos regards, fixés sur les

grands phénomènes qui agitaient l'océan catholique, pour nous faire suivre avec attention leurs observations atomistiques sur ce qui se passait dans des gouttes d'eau, telles qu'un temple du prêtre Chatel (1), des mômiers lausannais ou des orthodoxes de Genève. Tous les fondateurs de ces associations hétéroclites prétendaient fonder des sociétés nouvelles; chacun d'eux se posait en prophète du socialisme nouveau. Tous ces hommes, très-puissants comme négation, n'ont jusqu'à présent rien affirmé; pour affirmer une idée, il faut s'appuyer sur la terre ferme; la terre ferme, c'est le positif, c'est le capital; c'est une association qui exploite, c'est un chef qui en a les profits, ce sont des administrés que l'on paie, c'est enfin une loi qui protége le capital, les exploiteurs, l'administration. — Aucun des systèmes socialistes connus jusqu'à présent, depuis Platon jusqu'au citoyen Considérant, n'a su trouver le moyen d'avoir à son service des parquets, une police et des gendarmes; donc ces systèmes n'existent pas, donc ils ne sont que des négations des systèmes existants. Tout-puissants quand il s'agit de nier et d'attaquer, on les verra radicalement

(1) L'abbé François-Ferdinand Chatel fonda, le 15 janvier 1831, une *église française*. Sa doctrine se rapprochait le plus de celle des unitaires d'Angleterre et d'Amérique. Il s'intitulait primat, et publia une série de journaux : le *Bon Pasteur*, le *Catholique français*, le *Réformateur*, l'*Eglise française*, la *Religion naturelle*, le *Réformateur religieux*. Ce mouvement semble s'être arrêté en 1844, année où cessa de paraître le dernier organe de cette secte.

Les mômiers, espèce de méthodistes, agitèrent, vers 1828, les cantons de Vaud et de Genève, furent proscrits un moment, puis tolérés. Leur nombre décrut rapidement, et une statistique n'en comptait que deux cents dans toute la Suisse française.

(*Note de l'éditeur.*)

impuissants lorsqu'il faudra affirmer et conserver. »

C'est là, nous le répétons, ce que disent les penseurs et les théologiens de l'Assemblée.

La fin de non-recevoir que l'on ne cesse d'opposer à tout système socialiste consiste en ce qu'on le déclare négatif.

Le socialisme est sommé de répondre à cette première objection. Nous répondrons pour lui.

Non, le système socialiste n'est pas une négation. Vous pouvez dire que le sentiment qui en est le germe n'a pas encore eu la force de vaincre les résistances de la terre natale, de l'atmosphère planétaire et de la malveillance du jardinier officiel. Vous pouvez dire que la pensée intime du socialisme n'a pas acquis assez de clarté pour pénétrer la prunelle des hommes du pouvoir, représentants d'une société hostile au socialisme, mais nous n'avez pas le droit d'accuser le socialisme de n'être qu'une négation.

Le socialisme moderne n'est que l'expression d'un sentiment aussi ancien que celui de la vie, du sentiment de ce qu'il y a d'incomplet, de tronqué, d'anormal et, par conséquent, de ce qu'il y a de malheureux dans notre vie. Le sentiment socialiste est un élan d'esprit vers une existence meilleure, non pas individuelle, mais commune et solidaire. Ce sentiment s'est révélé avec une force toute nouvelle, nous en convenons; c'est un sens nouveau que l'homme spirituel est parvenu à se créer, c'est une passion nouvelle. On se passionnait anciennement pour des villes natales, pour les États purement politiques; ces passions, grandes sans doute, si on

du dernier discours prononcé à l'Assemblée nationale par l'orateur du socialisme (1).

Notre journal n'est pas destiné à juger les principes d'une doctrine développée dans un grand nombre de volumes et défendue par un parti politique nombreux, d'une doctrine qui a déjà eu ses apôtres, ses martyrs et son histoire. Nous avons étudié les doctrines des maîtres du socialisme, avec tout le respect dû aux efforts d'esprits entreprenants et convaincus; car, dans chaque entreprise de spiritualisme et de conviction, il y a une pensée de révélation divine. Mais notre œuvre de journaliste consiste à prendre sur nous la peine du jour, la peine de servir l'idée universelle en ce qu'elle a d'applicable, d'actuel et d'immédiat,

Nous sommes d'accord avec le socialisme toutes les fois qu'il apparaît comme développement du sentiment religieux et politique. Nous abandonnons aux théologiens et aux philosophes de métier la discussion des théories.

Ce n'était point la théorie du socialisme que son orateur devait proclamer à l'Assemblée nationale. Les théories, on les publie chaque jour dans des volumes et des feuilles publiques. Tous les représentants les connaissent ou doivent être censés en avoir pris connaissance. On attendait de l'orateur officiel du socialisme des conclusions, des projets de décrets, des projets de lois.

L'Assemblée nationale est un grand pouvoir ; elle a à

(1) Le lecteur trouvera en note à la page 249 les réflexions de l'auteur sur le discours de Considérant.

(*Note de l'éditeur*)

tance légale ou religieuse n'ont été et ne sont que des hommes négatifs. Serviteurs du pouvoir ou de l'Église, ministres du monarchisme ou de l'hérésie, ils n'ont jamais rien affirmé, ils n'ont fait que protester. Luther et Calvin ont protesté contre l'Église; de même MM. Guizot et Thiers protestent contre la République.

Et voilà la grande différence entre tous les schismatiques et les hérésiarques du passé et les nouveaux socialistes. Les schismatiques et les hérésiarques ont voulu défendre leurs individualités contre les développements d'un dogme qui menaçait leurs droits d'ailleurs légitimes de personnalité. Les socialistes appellent tous les individus et tous les États à sacrifier leurs droits à un sentiment qui porte en lui le germe d'un dogme universel. Jusqu'à présent les schismatiques et les hérésiarques n'ont pas manqué de trouver le moyen de se maintenir sur la terre. Aujourd'hui leur véritable esprit se manifste; car tous, tant qu'ils sont, schismatiques ou hérésiarques, ils se liguent déjà contre le socialisme. Ils se déclarent tous anti-sociaux.

III

20 avril 1849.

Le sentiment social ne pourra devenir une passion, une action et une vérité que lorsqu'il aura éclaté dans l'âme des hommes vraiment religieux et patriotes.

Les sentiments religieux et patriotiques sont la base du socialisme.

C'est à ce point de vue que nous avons rendu compte

semblée nationale (1). « Qu'il parle, qu'il parle toujours, se disaient les membres de la majorité; qu'il parle pendant que nous agissons. Il donne aux socialistes des paroles sonores, pendant que nous donnons en secret à nos alliés, les régisseurs du vieux monde, nos millions et nos soldats. Nous laissons aux socialistes les nuages de leurs théories, et nous continuons à accaparer la terre ferme, les forteresses, les populations et les capitaux. »

En attendant, les populations italiennes et slaves, matière du socialisme futur, continuent de dire : « Le ciel (la théorie socialiste) est trop haut, et les Français (l'orateur socialiste) sont trop loin de nous, tandis que l'empereur de Russie et Radetzki, et le système Barrot sont toujours devant nous et contre nous. » Ce qu'on a le

(1) C'est à la séance du 14 avril que Considérant, qui avait vainement demandé à l'Assemblée cinq séances de nuit pour faire connaître son remède au malaise social, occupa la séance presque tout entière par la lecture d'un travail « sur les conditions d'une transformation pacifique capable de satisfaire à tous les intérêts sans léser personne. » Il concluait à ce qu'on lui fît une concession de 12 à 1,600 hectares de terre, dans la forêt de Saint-Germain, pour la fondation d'une commune sociétaire conforme aux théories de Fourier et qu'on créât un ministère du progrès. Pierre Leroux, en approuvant Considérant, exprima le vœu que le gouvernement « entrât dans la voie d'une science progressive basée sur l'expérimentation. » Il faut ajouter, à l'honneur des socialistes, que leur instinct patriotique l'emporta dans la pratique sur leurs théories, et que, tout disposés qu'ils parussent à se renfermer dans l'expérimentation de leurs systèmes, ils souffrirent tous pour les nationalités. Considérant, notamment, se fit proscrire, le 13 juin, pour la cause de l'Italie. Seulement, en perdant de vue habituellement que le siége du mal c'était la majorité réactionnaire de l'Assemblée, et qu'il y avait avant tout à s'emparer du gouvernement de la France afin d'employer la force de la grande nation, non à paralyser, mais à aider les efforts des peuples, ils ne se préparaient pas à la lutte, l'acceptaient dans les plus mauvaises conditions, et recueillaient la défaite au lieu du triomphe. (*Note de l'éditeur.*)

droit de reprocher au socialisme français, c'est de ne pas connaître encore ses propres forces morales, pas plus que la Pologne et l'Italie ne connaissent leurs forces matérielles.

Le socialisme propose à ses ennemis un armistice honteux. Il leur abandonne le terrain de l'action. Il se résigne à souffrir et à prêcher, et met l'esprit et le style de sa prédication au niveau de son auditoire. Il se fait immensément grand en esprit, et infiniment petit dans le monde politique. Or, ce qui coûte le plus maintenant à un parti ou à une personnalité politique, c'est de se compromettre dans les actes politiques, dans des motions de projets de lois, dans des votes. Nous conseillons aux socialistes de prendre pour exemple le courage réactionnaire des Guizot et des Thiers. Ces hommes du vieux monde ne le cédaient en rien aux socialistes quant à l'habileté doctrinaire et théorétique, mais ils ne parlaient qu'après avoir agi. Ils ne prêchaient la théorie de l'astuce, de la lâcheté et de l'égoïsme qu'après l'avoir réalisée dans des faits accomplis.

Les faits s'accomplissent dans le monde politique par des armées, par des soldats. Louis-Philippe, Guizot et Thiers abandonnaient à l'opposition et à M. Barrot, son chef, tout le terrain politique, excepté la trésorerie et les casernes. Quand M. Barrot défendait jadis, à la Chambre, l'indépendance de l'Italie, le général Cubières faisait en Italie les affaires de la dynastie d'Orléans.

Le ministère Barrot voudrait mettre les socialistes dans la position où il s'est trouvé lui-même à l'égard

des ministères Guizot et Thiers (1). Il suppose aux socialistes le vide de convictions et le manque d'énergie qu'il reconnaît en lui-même. Ce serait un grand malheur pour les orateurs socialistes s'ils acceptaient le rôle de l'ancienne opposition Barrot, s'ils se contentaient de produire des théories, en évitant d'engager la responsabilité dans des votes décisifs.

Un vote résume une question du jour. La question du jour qui s'agite dans l'Assemblée nationale résume la question européenne. Un représentant du peuple, chargé de porter la parole au nom du peuple, ne peut

(1) Il y eut cette différence, qu'Odilon-Barrot n'opposa à l'expédition d'Ancône que des phrases, tandis que les socialistes résolurent de s'opposer, même par les armes, à l'expédition de Rome, et ils tinrent parole.

Un des rédacteurs de la *Tribune des peuples*, Jules Lechevalier, écrivait au lendemain du 13 juin : « Les socialistes ne sont pas des moines retirés du monde, étrangers à ses intérêts, à ses devoirs, ils sont aussi des citoyens, des enfants de la patrie. Quand ils ont engagé leur foi à une Constitution, ils la prennent au sérieux. Quand ils ont affirmé, au nom de cette Constitution, la liberté des peuples, ils entendent d'abord qu'on ne fasse pas servir les armes de la France à les opprimer chez eux. Ils veulent même qu'on les aide à s'émanciper.

« La République française de 1848 est demeurée sourde, aveugle et paralytique, lorsque le cri des peuples appelait son intervention active à Milan, à Berlin, à Naples, à Vienne! Sous la présidence de l'héritier du nom de Napoléon, qui paraît avoir hérité aussi de son amour pour les restaurations papales et les alliances dynastiques, la République française est allée, en compagnie de quatre puissances monarchiques, restaurer le trône du successeur de Grégoire VII!

« L'expédition romaine, avec toutes les circonstances qui s'y rattachent, a marqué, selon moi, la limite de toutes les erreurs, de toutes les fautes, de toutes les trahisons, accumulées, depuis le 16 avril 1848, contre l'esprit de la Révolution, et, depuis le 4 novembre 1848, contre la lettre même de la Constitution, votée et promulguée par l'Assemblée constituante. » (*Note de l'éditeur.*)

et ne doit avoir d'autre but que de réaliser cette parole, d'en faire un article de loi ou un ordre du jour de l'armée.

Les socialistes nous paraissent malheureusement méconnaître la position que le peuple leur a faite à l'Assemblée nationale. Ils cherchent à convertir au lieu de faire agir. Ils se font apôtres au lieu de se faire législateurs et hommes d'action, comme le peuple l'espérait d'eux. Ils consument leurs forces oratoires à vouloir convertir les banquiers, les marchands en gros et les malthusiens(1), dont la conviction ne peut être ébranlée

(1) Malthus, célèbre économiste anglais, partant de l'hypothèse que le fléau des Etats est dans l'excès de la population, fit consister la sagesse des législateurs à trouver des moyens raisonnables pour s'en délivrer! Il y eut d'odieuses idées émises par ses disciples. L'un d'eux proposait aux mères de consentir à ce que chaque troisième enfant nouveau-né fût enfermé dans une boîte faite exprès pour être asphyxié par quelque gaz délétère. Une théorie aussi contraire à ce précepte : « Croissez et multipliez, » de la Bible, fut accueillie avec bonheur par l'orléanisme. Au lieu de faire des sacrifices pour soulager la misère, les riches se trouvaient n'avoir d'autre devoir que de proclamer que le mariage doit être l'apanage de la richesse et l'accroissement des familles subordonné à l'augmentation des revenus! On connaît la phrase célèbre de Malthus : « Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si les riches n'ont pas besoin de son travail, est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert mis pour lui. La nature lui commande de s'en aller, et elle ne tardera pas à mettre elle-même cet ordre à exécution. » Cette phrase anti-chrétienne fut commentée par un ministre de Louis-Philippe, M. Duchâtel, dans un volume qu'il appela dérisoirement *De la charité*, où il conseille de « ne rien faire qui excite à l'imprévoyance et encourage la population, » et où il ose prétendre que « les livres saints, tout-puissants en religion, n'ont pas en économie politique plus d'autorité qu'en physique et en chimie. » L'Académie française décerna le prix Monthyon à cette œuvre où M. Duchâtel réduisait la charité à n'être, selon l'expression de Pierre Leroux, qu'une affaire de police et de propreté. (*Note de l'éditeur.*)

que par un vote de l'Assemblée. Pour obtenir ce vote, il faut s'adresser aux éléments vitaux de la nation française, à ses sentiments véritablement chrétiens de désintéressement, de dévouement, de grandeur et de gloire. Ce n'est pas en qualité de raisonneur, ce n'est pas en présentant l'appât des jouissances, que l'on pourra convertir les avocats et les banquiers millionnaires.

Le socialisme, comme principe, ne saurait être accepté que par les hommes religieux et patriotes. Exposer ces principes à la tribune de l'Assemblée nationale, c'est les compromettre. Une majorité qui ne voit pas que le rétablissement violent à Rome du pouvoir papal est le plus grand attentat que l'on ait jamais porté à l'Église, des hommes qui laissent égorger à leur porte des nations entières, sans que cela dérange en rien leurs calculs d'intérêt personnel, quel intérêt une telle majorité et de tels hommes peuvent-ils prendre au bonheur futur de l'humanité, bonheur encore invisible et impalpable ?

Les résultats des dernières séances de l'Assemblée nationale apprendront, nous l'espérons, aux socialistes, ce dont nous avons toujours été convaincus : c'est que les hommes qui ont de tout temps combattu tout sentiment religieux, et renié tout sentiment national français, sont ennemis-nés du socialisme. Il faut chercher un autre moyen de les convertir.

LES CITÉS OUVRIÈRES.

24 avril 1849.

On essaie de construire à Paris des cités ouvrières. Ce sont des établissements d'un genre tout à fait nouveau pour la France. Nous en sommes redevables à la révolution de Février et aux idées qu'elle a commencé à réaliser. Dans ces établissements on assure à l'ouvrier la possibilité de respirer un air sain, un gîte et le chauffage, avantages dont le prolétaire a été jusqu'ici privé. Comme rien ne se fait sans capitaux, il y a, à ce qu'on dit, des riches qui s'associent afin de bâtir ces cités pour l'ouvrier. C'est donc le fruit de l'esprit d'association. A ce titre on ne saurait assez encourager la construction des cités en question.

Mais voilà que les bailleurs de fonds et les constructeurs, tout en se soumettant en apparence à l'idée socialiste, se concertent entre eux pour s'en servir en vue de l'intérêt du moment. C'est la vieille tactique des exploiteurs que celle de n'accepter d'une idée excellente en elle-même que ce qui leur convient personnellement. Aussi la réaction s'est-elle empressée de prendre sous sa tutelle les cités ouvrières. Elle compte se servir de

cette institution sociale comme d'une armée contre le socialisme. Si on écoutait les réactionnaires, ce seraient eux que l'on devrait regarder comme inventeurs des cités. Le socialisme, au contraire, serait l'ennemi implacable du bien-être de l'ouvrier.

On a droit de demander aux représentants officiels de la réaction, à MM. Thiers, Fould, aux deux Dupin, pourquoi, dans le temps où ils étaient au pouvoir, et où ils se proclamaient hautement vainqueurs de la République et du principe socialiste, l'idée ne leur est pas venue d'affecter à la construction des cités ouvrières ces énormes capitaux qu'ils employaient à construire l'enceinte continue, les prisons et autres établissements du même genre qui n'avaient pour but que le bien-être de la royauté.

Ces observations, nous les adressons aux ouvriers, habitants futurs des cités. Qu'ils soient convaincus que c'est l'esprit révolutionnaire et socialiste, que c'est l'esprit de Juillet et de Février qui a forcé les capitalistes à reconnaître la nécessité de s'occuper enfin du bien-être du prolétaire. On doit regarder le concours que les capitalistes offrent à la classe ouvrière comme une concession arrachée à l'égoïsme par le progrès humanitaire, et non pas comme une initiative de l'amour chrétien.

Il est donc de l'intérêt de l'ouvrier de nourrir en lui et de développer au dehors cet esprit qui a créé les cités : plus cet esprit deviendra puissant, et plus on trouvera de moyens d'assurer le bien-être de ceux qui le représentent. Si les ouvriers se laissaient gagner pas les avances intéressées des matérialistes qui les prennent sous leur tutelle, si, satisfaits de leur position tant soit peu

améliorée, ils se séparaient de la cause universelle du prolétariat, ils ressembleraient alors à ces hommes d'opposition qui, devenus magistrats salariés ou ministres, abjurent les sentiments et les opinions qui leur ont valu ces mêmes places dont ils paraissent maintenant si fiers.

Ainsi le sort des cités ouvrières dépend des ouvriers eux-mêmes. Qu'ils restent, comme citoyens, ce qu'ils ont été dans les journées de Février. Qu'ils n'oublient pas que c'est en prenant les armes dans l'intérêt de a souffrance et de la misère universelle, que c'est au cri de: *Vive la France, vive l'Italie, vive la Pologne* (1)! qu'ils

(1) Cette idée que les questions intérieures ne pourront être résolues qu'après que les questions extérieures auront reçu leur solution était exprimée le 15 avril dans la *Tribune*, en réponse au discours prononcé la veille par Considérant : « Nous croyons qu'en présence des questions qui agitent l'humanité, il y a d'autres mesures à prendre que celles de banques hypothécaires, de crédit mobilier, de syndicat du travail, de communes modèles. Et d'abord, disons que tout système ne sera qu'une vaine utopie tant qu'il prétendra résoudre la question humanitaire par la paix et sans léser personne. Vous avouez qu'il n'y a qu'esclaves et oppresseurs, victimes et bourreaux, et vous voulez rendre l'humanité heureuse en introduisant l'harmonie entre le bien et le mal? Vous voulez que les exploiteurs cèdent à la logique de votre argumentation, quand ils ont résisté au dévouement et aux sacrifices de générations entières? Pour sauver la société, vous proposez des banques hypothécaires et des communes; mais allez en Pologne, et vous y trouverez ces banques établies depuis trente ans; en Russie, vous rencontrerez à chaque pas des communes, et cependant vous n'admettez pas que l'état du malheureux paysan polonais, du serf abruti de la Russie, constitue cet idéal de bonheur sur la terre que vous faites briller aux yeux des déshérités de votre propre pays... Quand on parle de l'état de la société, on doit embrasser un horizon beaucoup plus vaste que celui des trente-huit mille communes de France. La question n'est pas seulement française, elle intéresse tous les membres de la grande famille humaine. La révolution de Février, en ébranlant l'Europe, a prouvé la solidarité de tous les peuples. Le peuple français, qui à lui seul avait fait la révolution, savait

ont conquis, eux qui n'avaient pas où reposer leurs têtes, le droit de vivre dans ces cités. Ce n'est qu'après avoir ébranlé les puissances de l'Europe entière qu'ils ont forcé les puissants de la France à s'occuper de leur sort.

également comment il aurait fallu la développer. Aussi l'avons-nous vu, après le 24 février, tout brûlant du désir de voler au secours de l'Italie, d'entreprendre la sainte croisade contre l'Autriche, contre la Russie. Les meneurs d'alors ne comprirent rien à ce magnifique élan, qui devait aboutir à la catastrophe du 15 mai. Bientôt la république, pour peine de son exclusivisme, subit les fatals massacres de juin et le triomphe de la réaction. Aujourd'hui, en voulant intervertir l'ordre de l'histoire, les réformateurs intempestifs ne font que servir la réaction. Que le citoyen Considérant dépose en conséquence pour un certain temps la bannière pacifique, qu'il arbore avec nous celle de la dernière guerre de la liberté contre le despotisme, et il peut être sûr de ne pas nous trouver, au jour de la victoire décisive, dans les rangs de ses adversaires. »

(*Note de l'éditeur.*)

LA DIPLOMATIE RÉACTIONNAIRE
ET LA CAUSE ITALIENNE.

6 avril 1849.

Les gouvernements réactionnaires de l'Europe croient que le moment est venu de confier à la diplomatie la tâche d'achever la ruine de la cause italienne. Il y aura donc un congrès de plénipotentiaires; on traitera.

Il est évident que l'Autriche ne peut avoir d'autre but que celui de ramener l'Italie à l'état où elle se trouvait avant Février. Cette date une fois conquise, on laissera aux diplomates futurs le soin de rétablir en Italie, comme partout, l'ordre de choses d'avant juillet 1830.

Les révolutions ont plus d'une fois vaincu les armées de la vieille Europe, mais elles n'ont pas entamé le vieux système diplomatique; les révolutions continuent de produire de nouveaux gouvernements, qui, à leur tour, ne cessent pas d'être absorbés par la vieille diplomatie.

Le gouvernement provisoire, à peine installé à l'hôtel de ville, se trouva attaqué et conquis dans la personne du citoyen Lamartine par l'ambassade anglaise, aidée de celle d'Autriche et de Russie. Le général Cavaignac

et le ministère actuel s'empressèrent de signer la capitulation Lamartine.

Les négociations dont on nous menace ne peuvent avoir qu'un résultat fixé d'avance par l'Autriche et la Russie. Le ministère français s'est obligé à obtenir ce résultat de manière à ne pas trop choquer la susceptibilité du peuple français, ce qui pourrait compromettre la cause de l'Autriche et de la Russie.

Que l'Italie se garde bien de fonder des espérances sur la coopération libérale du ministère. Le ministère n'est, dans cette négociation, que l'agent responsable de la société anonyme des réactionnaires de l'Europe. Il en a pris la responsabilité, enhardi par l'exemple des anciens ministres de la Restauration et de Louis-Philippe, qui ont tous fidèlement servi l'intérêt de l'étranger contre le peuple français, et qui n'ont aucun motif de regretter leur conduite passée. Les rois n'oublient et ne pardonnent jamais; le peuple est oublieux et miséricordieux. Lorsqu'il s'agit de se compromettre à l'égard des rois ou des peuples, on sait d'avance le parti que prendront les hommes habiles de l'école de Talleyrand et de Malthus. Ce qu'a fait en Italie le ministre Périer par l'entremise du général en chef Cubières, le ministre Barrot espère le faire avec l'aide du maréchal Bugeaud.

En attendant, on négociera.

Il y a un an, lorsque toute la puissance autrichienne en Italie se réduisait à la possession de trois forteresses sur l'Adige, l'Autriche proposa alors au gouvernement insurrectionnel de la Lombardie de négocier. L'Autriche

ne demandait que l'abandon définitif de toute prétention, de la part des Italiens, à la possession de la ville de Venise et de son territoire. Ces propositions de l'Autriche n'étaient pas plus sérieuses que les promesses du ministère français d'alors. Le gouvernement lombard eut le bon esprit de refuser les unes et de ne pas croire aux autres.

Pour les réactionnaires autrichiens et français, la question était de gagner du temps et de diviser les Italiens. Ils n'ont cessé d'agir en conséquence auprès du roi Charles-Albert. On lui laissa entrevoir l'espérance de rester possesseur tranquille de la Lombardie et des principautés, à condition qu'il n'entreprendrait rien dans l'intérêt de la Vénétie.

On trompait de même le pape. Cela explique la conduite étrange du cabinet romain, qui envoyait une armée au secours des Vénitiens, à condition qu'elle ne combattrait pas les Autrichiens! De même aussi le retard du gouvernement sarde à envoyer sa flotte dans les eaux de Venise et la répugnance du roi à passer l'Adige n'avaient d'autre source que les conseils perfides des diplomates. On négocia jusqu'à ce que Radetzki obtînt des secours et rétablît ses communications avec l'Autriche. Alors la diplomatie changea de ton et de conduite; elle s'avoua franchement l'alliée du plus fort.

Après avoir détaché ainsi la cause du Piémont de celle de l'Italie centrale, on médite de nouvelles trahisons diplomatiques, dans le but de diviser les intérêts des États, des villes et des populations que la révolution est parvenue à réunir. On promet aux Toscans un gouverne-

ment représentatif, à condition qu'ils ne se mêleront pas des affaires de la Romagne; aux Romains, une administration séculière, pourvu qu'ils acceptent la domination papale avec le dogme du « chacun chez soi, chacun pour soi. »

La diplomatie réserve à toutes ces constitutions et chambres le sort de celles de Kremsier, de Prague et de Turin.

Si les Italiens se laissent tromper encore cette fois, ils n'auront plus le droit de prendre pour excuse leur ignorance des vues et des projets de la diplomatie. Les événements de cette année mémorable ont démontré jusqu'à la dernière évidence la solidarité qui existe entre tous les cabinets et tous les réactionnaires de l'Europe.

Ce que médite l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche l'explique, le cabinet de Londres l'exprime dans ses notes diplomatiques, le cabinet français s'en inspire, et le congrès sera chargé de l'exécuter.

31 mars 1849.

Le général Ramorino, Génois d'origine, chef de bataillon sous l'empire, alla en 1831 chercher fortune en Pologne. Devenu commandant d'un corps opposé aux Russes, il ne fut pas heureux dans sa campagne; les uns l'accusèrent d'impéritie, les autres de trahison. Au lieu d'opérer sa jonction sur la basse Vistule avec le général Rybinski, il franchit la frontière d'Autriche et laissa son corps aller à la débandade. En Pologne, Ramorino s'est fait l'instrument de la fraction aristocratique, re-

présentée par son chef d'état-major, le comte Zamoyski. C'est ce même Ramorino qui depuis passa en Suisse avec un corps de réfugiés et de conspirateurs suspects, et qui fit manquer l'expédition révolutionnaire, en quittant son corps au moment du danger. Il s'associa ensuite à une tentative pour restaurer le duc de Brunswick. Il fit partie de l'expédition de don Pedro contre don Miguel, tenta contre la Savoie une expédition, et enfin alla offrir ses services à l'Espagne contre don Carlos. Dernièrement, entré de nouveau au service du Piémont, et se faisant derechef l'instrument du comte Zamoyski, il fit tout son possible pour désorganiser la légion polonaise (1). Les soldats de cette légion, pour pouvoir conserver leur drapeau, continuaient de servir la cause républicaine en Toscane ; ils furent obligés de rembourser au gouvernement piémontais ce que lui avaient coûté leurs uniformes, qui avaient cependant été couverts de poussière et de sang dans les batailles de Lonato, de Desenzano et pendant la retraite de Brescia. C'est Ramorino qui était chargé de mettre à exécution toutes ces ignobles mesures.

20 avril 1849.

Les journaux italiens et français publient des articles justificatifs de la conduite du général Chrzanowski. Voici, suivant lui, les causes auxquelles on doit attri-

(1) Il s'agit ici d'une légion polonaise créée en Italie en 1848 par Adam Mickiewicz et dont l'historique trouvera place ailleurs. (*Note de l'éditeur.*)

ment représentatif, à condition qu'ils ne se mêleront pas des affaires de la Romagne; aux Romains, une administration séculière, pourvu qu'ils acceptent la domination papale avec le dogme du « chacun chez soi, chacun pour soi. »

La diplomatie réserve à toutes ces constitutions et chambres le sort de celles de Kremsier, de Prague et de Turin.

Si les Italiens se laissent tromper encore cette fois, ils n'auront plus le droit de prendre pour excuse leur ignorance des vues et des projets de la diplomatie. Les événements de cette année mémorable ont démontré jusqu'à la dernière évidence la solidarité qui existe entre tous les cabinets et tous les réactionnaires de l'Europe.

Ce que médite l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche l'explique, le cabinet de Londres l'exprime dans ses notes diplomatiques, le cabinet français s'en inspire, et le congrès sera chargé de l'exécuter.

31 mars 1849.

Le général Ramorino, Génois d'origine, chef de bataillon sous l'empire, alla en 1831 chercher fortune en Pologne. Devenu commandant d'un corps opposé aux Russes, il ne fut pas heureux dans sa campagne; les uns l'accusèrent d'impéritie, les autres de trahison. Au lieu d'opérer sa jonction sur la basse Vistule avec le général Rybinski, il franchit la frontière d'Autriche et laissa son corps aller à la débandade. En Pologne, Ramorino s'est fait l'instrument de la fraction aristocratique, re-

« Regardez, dit-il à ses soldats, qui sont vos adversaires ! D'infâmes scélérats, un rebut de tous les peuples, des Polonais mercenaires ! »

Ce langage n'a rien qui puisse nous étonner de la part des généraux autrichiens. La plupart d'eux ne savent pas même à quelle nationalité ils appartiennent. Ce sont les descendants d'officiers de fortune établis en Autriche et employés au service particulier de la dynastie d'Autriche. Ils ne conçoivent pas que l'on puisse avoir un autre motif de servir que le gain ; ils supposent le même motif aux Polonais. Nous pouvons affirmer que, parmi tous ces Polonais qui combattent en Italie et en Hongrie dans les armées de la liberté, il n'y en a pas un seul qui ait en vue la solde ou l'avancement. Ces soldats, que le général Welden appelle le rebut de tous les peuples et des scélérats, sont en grande partie des hommes riches et qui occupaient dans leur patrie une position honorable, car on ne passe pas les frontières bien gardées de la Pologne sans posséder des ressources pécuniaires. L'Autriche et la Russie le savent mieux que personne pour avoir confisqué les fortunes de ces mêmes soldats qu'ils calomnient dans leurs feuilles officielles.

Ce qui nous étonne, c'est qu'il y ait en France des journalistes qui paraissent tout aussi mal disposés à l'égard des Polonais que le général Welden. Au premier rang marche l'*Univers religieux*. Il a pour coutume peu religieuse d'appeler les légionnaires des *condottieri*. On donnait anciennement le nom de *condottieri* aux soldats qui servaient pour de l'argent; en fait de *condottieri*, il n'y a plus aujourd'hui que les Suisses au service de

l'étranger, et particulièrement ceux qui servent le Saint-Siége. Nous ajouterons que la plupart des compagnies polonaises combattant en Italie ont fait le voyage à leurs frais et ont été équipées avec de l'argent polonais ; nous pourrions en donner les preuves officielles à l'*Univers* (1).

(1) Nous citerons un exemple de l'esprit qui animait les légionnaires polonais. C'est un épisode du siége de Rome. « La journée fut glorieuse pour nous. Le commandant en chef de l'armée publia le lendemain un ordre du jour dans lequel il décernait les plus grands éloges à la légion. Le ministre de la guerre voulut décerner à ceux d'entre nous qui s'étaient le plus distingués des croix d'honneur. C'était d'un usage constant dans la légion de la consulter en corps dans les circonstances graves, usage qui ne porta aucun préjudice à la discipline militaire. La légion fut rassemblée, et son chef lui donna lecture des propositions du ministre. La réponse fut unanime : Nous combattons pour la liberté de Rome et pour le principe de la solidarité des peuples ; aucun d'entre nous n'a rien fait au-delà de son devoir, que chacun a mis le même zèle à accomplir : nous trouverons notre récompense dans notre conscience ; nous sommes loin de la chercher dans des distinctions honorifiques. Cette réponse fut portée à la connaissance du ministre, qui sut apprécier le sentiment qui l'avait dictée. » (*Souvenirs d'un soldat de la légion polonaise.*) (*Note de l'éditeur.*)

LES PAYSANS.

1er mai 1849.

I

Les paysans qui, pendant des siècles, n'avaient d'autres droits politiques que celui de donner au pays leur sang et leur argent, ont enfin conquis, grâce à la révolution de Février, le droit de voter. Par l'exercice qu'ils en ont fait, ils ont décidé la plus grande question de la situation. Ce sont eux qui ont affermi la République en appelant à la présider l'homme dont le nom résumait l'histoire de la Révolution française. On se rappelle la surprise que ce résultat du vote populaire excita dans les régions parlementaires et commerciales. Cette surprise montre bien la profondeur de l'abîme qui sépare le peuple de ceux qui ont depuis longtemps la prétention de le représenter comme publicistes ou comme agents du gouvernement qu'ils disaient être l'expression des vœux du pays.

Le pays nourrissait des souvenirs et des espérances dont la presse et le parlement n'ont pas officiellement dit un seul mot. Le pays avait déjà depuis longtemps

son candidat, alors que les faiseurs d'élections, la veille même du scrutin, en soupçonnaient à peine le nom. Que l'on ne s'étonne pas si ce même pays tente un de ces jours des appels et des actes qui surprendraient de nouveau les hommes politiques et le parlement et serviraient de commentaires au vote républicain du 10 décembre.

Les réactionnaires pressentent ce danger. Ils ont déjà hautement reconnu l'importance de l'opinion des hommes du pays, c'est-à-dire des paysans. Ils mettent tout en œuvre pour circonvenir les paysans, pour les influencer et les attirer dans leur association officielle. Des hommes qui, jusqu'à présent, s'étaient si peu occupés du paysan, qui ne s'étaient jamais donné la peine d'étudier ses intérêts moraux et matériels, ces hommes, dont la plupart n'ont jamais parlé avec un paysan, se sont avisés tout à coup de se poser en défenseurs exclusifs de la religion et de la propriété du paysan.

Quelle est la religion de ces hommes qui défendent avec tant de zèle une religion ? Personne ne le sait. Les vieux rédacteurs du *Journal des Débats* et du *Constitutionnel*, les vieux ministres de Louis-Philippe, les vieux ducs et comtes de l'ancien régime sont-ils catholiques, apostoliques et romains, ou protestants, ou bien voltairiens ? Ils ne le savent pas eux-mêmes. Ils ne s'avouent sectateurs d'aucune église, pas même de celle de Voltaire, car Voltaire croyait à Dieu. Et cependant ils se disent religieux, et ils prétendent édifier les paysans qu'ils accuseraient volontiers d'être enclins à l'athéisme.

Se font une idée de l'état religieux du paysan d'après

les histoires de la Révolution publiées par les légitimistes et les citadins, ainsi que d'après les données de la plupart de nos romanciers de salon (1).

Le paysan ne ressemble en rien à cet être imaginaire auquel s'adressent les circulaires des prêtres, des agents du gouvernement et des membres du club de la rue de Poitiers : et la République, non plus, ne ressemble pas le moins du monde à cette image monstrueuse sous laquelle les réactionnaires la représentent aux yeux des hommes du pays.

La République n'est nullement hostile à la religion ; le paysan le comprenait déjà d'instinct lors de la grande Révolution : sans raisonner sur le dogme, et tout en négligeant quelquefois les pratiques dont le prêtre ne lui expliquait plus l'importance, le paysan conservait dans son âme tous ses sentiments de foi et de moralité que le travail des siècles, les exemples de ses ancêtres et les habitudes simples de sa vie y avaient créés. Mais il s'apercevait que les lois qu'on lui imposait au nom de la religion et les actions des hommes qui s'arrogeaient le monopole des doctrines religieuses, offensaient sa religion intérieure. Son bon sens l'avertissait de l'existence d'abus dans l'Eglise ; il ne connaissait ni l'étendue ni la nature de ces abus, mais il souffrait de leurs effets. Aussi lorsque la justice populaire vint atteindre les pharisiens et les scribes d'alors, il se garda bien de les défendre. En vain lui disait-on que poursuivre l'évêque

(1) *Les paysans*, de Balzac, notamment. (*Note de l'éditeur.*)

d'Autun (1) et emprisonner l'évêque de Brienne (2), c'était attenter à la religion : il ne voulut pas non plus croire que les terres de ces abbayes et de ces monastères qui enrichissaient quelques élégants abbés commendataires et quelques fainéants parasites étaient la propriété sacrée de l'église du Christ. Le paysan laissa faire la Révolution, assuré qu'il était que ce qu'il y avait de vraiment religieux dans la religion, ce qui avait résisté aux persécutions séculaires du paganisme était plus fort que les décrets des pouvoirs éphémères de l'époque.

Le paysan sentit vrai et raisonna bien ; il vit la réouverture des temples, le retour des curés, le rétablissement des splendeurs de l'Eglise et sa restauration officielle : ce qui le tourmente encore, c'est de ne pas retrouver dans toutes ces formes du passé, qui sont réellement françaises et catholiques, l'esprit français, l'esprit vivant, l'esprit paysan, l'esprit de mouvement et de force, l'esprit du Dieu vivant.

Il est temps pour le paysan de comprendre qu'il ne peut plus rencontrer cet esprit vraiment religieux dans les associations prétendues religieuses ; il faut qu'il apprenne à se connaître, à s'estimer lui-même ; il faut qu'il ait le courage de se dire à lui-même, et de le proclamer dans les élections, que c'est lui, le paysan, qui est le vrai représentant du sentiment religieux. Il représente le travail de la terre à la sueur du front, imposé à l'homme par la plus ancienne des lois religieuses ; il re-

(1) Talleyrand. (*Note de l'éditeur.*)
(2) Maître de la liste des bénéfices. (*Note de l'éditeur.*)

présente, comme conscrit, comme contribuable, l'esprit de sacrifice, qui est celui du christianisme. Il essaie déjà de prendre l'initiative des lois nouvelles, ce qui témoigne de sa tendance à relier la loi ancienne du travail au devoir chrétien du sacrifice et aux espérances de la nouvelle société, et à unir ainsi l'ancienne loi et l'Eglise militante à la loi de la société nouvelle, qui doit triompher.

Dans une position si neuve, le paysan doit prendre conseil de lui seul ou de ceux en qui il reconnaît l'esprit et les tendances que nous venons de caractériser, et que nous osons appeler l'esprit paysan.

Le paysan souffre maintenant au fond de son âme ; il a déjà des doutes sur la religion ; il s'adresse déjà des questions sur le but de son existence comme homme et comme citoyen ; il nous est extrêmement difficile de lui venir en aide ; les questions qui le préoccupent sont plus hautes que celles qui agitent l'Assemblée nationale. Or, pour parler aux membres de l'Assemblée, nous avons un langage tout fait, tandis que, pour répondre aux besoins nouveaux d'un pays tout entier, nous ne trouvons rien dans l'histoire du passé. Nous nous bornerons pour le moment à donner aux paysans, quelques simples conseils, fruits d'une longue expérience, qui nous paraissent utiles dans le moment actuel.

Nous conseillons donc à tout paysan religieux de se défier des hommes qui, au moment des élections, lui parleraient de la religion, et surtout de ceux qui accompagneraient ces paroles religieuses de certains accents, de certains gestes, que le paysan connaît parfaitement

d'Autun (1) et emprisonner l'évêque de Brienne (2), c'était attenter à la religion : il ne voulut pas non plus croire que les terres de ces abbayes et de ces monastères qui enrichissaient quelques élégants abbés commendataires et quelques fainéants parasites étaient la propriété sacrée de l'église du Christ. Le paysan laissa faire la Révolution, assuré qu'il était que ce qu'il y avait de vraiment religieux dans la religion, ce qui avait résisté aux persécutions séculaires du paganisme était plus fort que les décrets des pouvoirs éphémères de l'époque.

Le paysan sentit vrai et raisonna bien ; il vit la réouverture des temples, le retour des curés, le rétablissement des splendeurs de l'Eglise et sa restauration officielle : ce qui le tourmente encore, c'est de ne pas retrouver dans toutes ces formes du passé, qui sont réellement françaises et catholiques, l'esprit français, l'esprit vivant, l'esprit paysan, l'esprit de mouvement et de force, l'esprit du Dieu vivant.

Il est temps pour le paysan de comprendre qu'il ne peut plus rencontrer cet esprit vraiment religieux dans les associations prétendues religieuses ; il faut qu'il apprenne à se connaître, à s'estimer lui-même ; il faut qu'il ait le courage de se dire à lui-même, et de le proclamer dans les élections, que c'est lui, le paysan, qui est le vrai représentant du sentiment religieux. Il représente le travail de la terre à la sueur du front, imposé à l'homme par la plus ancienne des lois religieuses ; il re-

(1) Talleyrand. (*Note de l'éditeur.*)
(2) Maître de la liste des bénéfices. (*Note de l'éditeur.*)

loin d'attenter à la propriété du paysan, l'a mis au contraire en état d'acquérir de la terre et lui en a assuré la libre possession.

C'est la Révolution qui a fait le paysan propriétaire, et certes ce ne sont pas les républicains, héritiers de la Révolution, qui voudraient abolir un des droits les plus précieux qu'elle ait fondés, celui d'acquérir par le travail.

La République n'a pas distribué des terres nationales en cadeau ainsi que les monarques ont l'habitude de le faire ; elle ne pourra pas non plus les ôter par une espèce de caprice législatif. Les réactionnaires eux-mêmes ne supposent pas que l'Assemblée nationale puisse jamais avoir envie d'attenter au droit de propriété.

Mais ils craignent, disent-ils, les violences des républicains rouges et des socialistes dont le nombre est si grand ; car, dans le langage des réactionnaires, tout citoyen qui n'appartient pas à la faction légitimiste-orléaniste ou qui n'est pas employé du gouvernement, pour peu qu'il s'occupe de politique, est inscrit parmi les républicains rouges et les socialistes.

C'est de la part de cette classe nombreuse de citoyens, destructeurs de la monarchie de Louis-Philippe et ennemis de son système, malheureusement encore en vigueur, que l'on craint des violences contre la propriété. Le paysan a plus d'une fois souffert de la violence ; sa propriété a été plus d'une fois saccagée et même confisquée. Nous sommes les premiers à rappeler au paysan son devoir de veiller sur sa propriété et de la bien garder contre ses ennemis. Quant à ces derniers, le paysan

les connaît parfaitement : ces ennemis, ce sont les amis des réactionnaires, ce sont les Cosaques qui mettaient le feu aux villages de la Lorraine et de la Champagne, ce sont les soldats de Blücher qui, après avoir pillé et saccagé un grand nombre de propriétés particulières, s'apprêtaient à détruire, à Paris, les propriétés nationales telles que les monuments et les ponts, que l'on a été obligé de racheter des Prussiens en leur donnant des millions pris sur la propriété du paysan ; ces ennemis, ce sont les émigrés légitimistes qui, pendant le règne des Bourbons de la branche aînée, n'ont cessé de menacer tous les propriétaires de biens nationaux en France et qui, à force de menaces, appuyés qu'ils étaient par les puissances russe, autrichienne et prussienne, ont réussi à extorquer aux paysans un milliard d'indemnité.

Et notez que l'immense majorité de ceux qui ont payé l'indemnité n'avaient en rien profité des confiscations dont la République avait frappé les terres des émigrés. L'achat de ces terres augmenta la fortune des hommes riches, des spéculateurs, des banquiers, des fermiers-généraux et des employés haut placés. La majorité de ces hommes composa la chambre des pairs et les assemblées législatives du temps de Louis-Philippe ; et, comme ils ne trouvaient plus de terres nationales à acheter, ils continuèrent à s'enrichir en s'accordant les uns aux autres de gros appointements sur les budgets ; or, c'est sur la propriété du paysan qu'on prélève surtout cette immense masse d'impôts qui constituent le budget.

Il nous reste maintenant à nous occuper d'un nouveau

genre d'ennemis de la propriété, de ceux dont la réaction parle le plus souvent et le plus volontiers, de ceux qu'elle appelle les communistes, les partageux. Il n'est pas facile de les trouver ; la réaction, qui les dénonce à la haine populaire, n'en donne pas les noms et n'en désigne pas le domicile, et même ceux qu'on accuse le plus de communisme n'ont jamais été convaincus d'avoir dit ou écrit quoi que ce fût dans le but d'amener le partage des propriétés. Il se pourrait pourtant qu'une nouvelle secousse politique, en donnant le pouvoir à quelques hommes violents, les mît dans le cas de tenter une mainmise de l'État sur la propriété, ce que l'on prétend être une conséquence nécessaire d'une révolution radicale. Y a-t-il à craindre un tel avenir, les réactionnaires le redoutent-ils réellement? Nous en doutons. En général, ils n'ont pas l'habitude de mettre le public dans le secret de leurs craintes ni de leurs espérances réelles. Ce qu'ils paraissent redouter le plus, ce n'est pas le retour des violences révolutionnaires, mais bien plutôt l'affermissement du pouvoir républicain et le progrès régulier des principes de justice et d'humanité. En effet, le développement de ces principes menace la pire espèce de communistes et de partageux, qui n'est autre que les réactionnaires.

Ce sont ces mêmes réactionnaires qui ont joui en commun des capitaux de la France, comme si elle était une association communiste, sans y avoir mis leur quote part. Les émigrés, les anciens sénateurs, traîtres à Napoléon, et les orléanistes, traîtres à tous les gouvernements, restèrent pourtant fidèles à l'engagement qu'ils

avaient pris les uns envers les autres de s'entr'aider dans l'exploitation de la France. On changeait de gouvernement, on persécutait les hommes qui représentaient les idées religieuses ou politiques ; mais on épargnait toujours les hommes d'intérêt, les exploiteurs qui s'appelaient autrefois légitimistes, honnêtes gens, plus tard conservateurs, et enfin qui n'étaient que ce qu'ils sont aujourd'hui, c'est-à-dire des réactionnaires. Le légitimiste duc de Richelieu, après la chute de l'empire, protégeait et payait Talleyrand; Talleyrand protégeait à son tour M. Thiers, qui protége les membres du club de la rue de Poitiers. Ce club se compose en grande partie d'hommes riches, qui continuent de partager entre eux le budget. Ce sont là les véritables partageux !

Ajoutons une remarque historique.

Les hommes les plus influents de la grande révolution, dont quelques-uns disposaient des ressources de la France entière avec un pouvoir dictatorial, sont presque tous morts pauvres ; et nous demandons qu'on nous montre les paysans dont ils auraient partagé la propriété. Les révolutionnaires de février ont été maîtres de Paris pendant plusieurs mois : dans ce temps où les tribunaux ne siégeaient pas et où la police était désorganisée, on ne nous citera pas un seul exemple de spoliation ni de partage des biens d'autrui. Et si, dans une ville comme Paris, le respect de la propriété a été si bien observé par une population immense, armée, et composée en partie de ces hommes qu'on appelle socialistes et partageux, si les diamants des Tuileries et les effets

cieux du garde-meuble royal ne les ont pas tentés,

croit-on sérieusement que ces hommes se laisseraient prendre par l'appât de partager entre eux la pauvre terre d'un paysan qui suffit à peine à ses besoins et à ceux de sa famille?

Nous venons de raconter des choses que tout le monde sait à Paris, qui ont été dites et redites mille fois; mais la réaction se garde bien d'en instruire le paysan. Il faut donc le lui répéter jusqu'à satiété, il faut lui redire chaque jour l'histoire de la révolution de Février, lui raconter la manière dont le peuple de Paris, ce paysan le plus pauvre peut-être de la France, a usé de sa victoire. C'est ainsi que les paysans, hommes du pays, apprendront de leurs frères, les prolétaires de Paris, les paysans de la cité, quels sont les communistes et les partageux qu'ils ont les uns comme les autres à redouter.

III

3 mai 1849.

Les paysans sont appelés à élire leurs représentants. Le droit de se faire représenter n'appartient qu'aux souverains. Les paysans, qui forment la majorité du peuple français, et qui sont réellement peuple et Français, ont de tous temps exercé la souveraineté dans ce qu'elle a de pénible et de dangereux. Ce sont les paysans qui prenaient sur leur cassette privée des sommes pour payer l'administration du pays. Ce sont les paysans qui donnaient le mot d'ordre aux armées, en les poussant contre l'étranger, et en marchant à leur tête comme sentinelles avancées, comme tirailleurs, et parfois comme

généraux en chef. Il y eut même des paysans promus à la royauté, et acceptés comme rois légitimes par la vieille Europe monarchique.

La Révolution, qui n'était au fond que l'expression des besoins et des vœux du paysan, s'est déjà suffisamment légitimée comme force matérielle. Les monarques ont été obligés de traiter avec elle. Ils la flattent, il lui font même la cour ; ils l'acceptent donc comme souveraine et, en honorant ainsi la Révolution française, ils rendent hommage au peuple français, aux paysans.

L'Europe est dans une grande attente pour voir comment le paysan français, sorti de la tutelle officielle, usera de sa souveraineté. Il n'a cessé d'accuser, durant des siècles, ses maîtres d'abus de pouvoir, de violence et de concussion. Maintenant qu'il est devenu lui-même maître, il doit méditer sérieusement sur le choix de ses représentants et de ses ministres futurs.

Les élections approchent. Tous les partis politiques travaillent pour leurs candidats. Le parti national, le parti des paysans, est le seul qui jusqu'à présent n'ait pas formé de comités électoraux, qui n'ait pas publié de brochures et qui n'ait pas employé d'agents.

Il n'a pas besoin de recourir à tous ces petits moyens que mettent en usage les petits hommes des petits partis politiques. Le paysan n'a qu'à vouloir et à exprimer sa volonté par un vote. Le candidat qu'il fera adopter dans sa commune, comme vrai représentant de ses sentiments et de ses intérêts, sera le représentant du peuple français tout entier. Ainsi chaque commune, dans les élections qui vont avoir lieu, ne doit prendre conseil

que d'elle-même, et chaque citoyen, appelé à voter, ne doit obéir qu'à la voix de sa conscience et à celle de ses concitoyens, à la voix du peuple, qui est la voix de Dieu.

Si les paysans ont le souverain courage d'obéir à cette voix, ils choisiront de préférence pour leurs représentants des paysans ou des hommes intimement liés à la vie du pays, comme eux : des gardes champêtres, des maîtres d'école et des curés véritablement chrétiens.

On leur dira de la part du gouvernement que des candidats paysans ne peuvent pas avoir l'instruction et l'habileté nécessaires pour gérer les affaires d'un grand pays. Les paysans pourraient répondre que ce grand pays, toujours gouverné par les hommes instruits et habiles, se trouve dans la nécessité de changer tous les quinze ans de gouvernement, et qu'il voit chaque jour ses préfets et ses juges, hommes très-instruits, chassés de leurs places par des ministres également instruits.

Nous pouvons assurer aux paysans que, parmi ces hommes instruits, il en est qui se défient de la valeur de cette instruction dont on parle tant officiellement.

« Éducation n'est pas synonyme d'instruction ou de « culture intellectuelle; il y a plutôt à se féliciter de « l'insuccès des plans d'éducation populaire qu'à les « déplorer.

« Ces plans, s'ils étaient mis en exécution, auraient « ajouté aux douleurs physiques du peuple, qu'ils n'a- « vaient pas puissance de guérir, des peines intellec- « tuelles et morales. Il vaut mieux aujourd'hui que la « majorité de nos paysans soit encore assoupie au sein

généraux en chef. Il y eut même des paysans promus à la royauté, et acceptés comme rois légitimes par la vieille Europe monarchique.

La Révolution, qui n'était au fond que l'expression des besoins et des vœux du paysan, s'est déjà suffisamment légitimée comme force matérielle. Les monarques ont été obligés de traiter avec elle. Ils la flattent, il lui font même la cour ; ils l'acceptent donc comme souveraine et, en honorant ainsi la Révolution française, ils rendent hommage au peuple français, aux paysans.

L'Europe est dans une grande attente pour voir comment le paysan français, sorti de la tutelle officielle, usera de sa souveraineté. Il n'a cessé d'accuser, durant des siècles, ses maîtres d'abus de pouvoir, de violence et de concussion. Maintenant qu'il est devenu lui-même maître, il doit méditer sérieusement sur le choix de ses représentants et de ses ministres futurs.

Les élections approchent. Tous les partis politiques travaillent pour leurs candidats. Le parti national, le parti des paysans, est le seul qui jusqu'à présent n'ait pas formé de comités électoraux, qui n'ait pas publié de brochures et qui n'ait pas employé d'agents.

Il n'a pas besoin de recourir à tous ces petits moyens que mettent en usage les petits hommes des petits partis politiques. Le paysan n'a qu'à vouloir et à exprimer sa volonté par un vote. Le candidat qu'il fera adopter dans sa commune, comme vrai représentant de ses sentiments et de ses intérêts, sera le représentant du peuple français tout entier. Ainsi chaque commune, dans les élections qui vont avoir lieu, ne doit prendre conseil

que d'elle-même, et chaque citoyen, appelé à voter, ne doit obéir qu'à la voix de sa conscience et à celle de ses concitoyens, à la voix du peuple, qui est la voix de Dieu.

Si les paysans ont le souverain courage d'obéir à cette voix, ils choisiront de préférence pour leurs représentants des paysans ou des hommes intimement liés à la vie du pays, comme eux : des gardes champêtres, des maîtres d'école et des curés véritablement chrétiens.

On leur dira de la part du gouvernement que des candidats paysans ne peuvent pas avoir l'instruction et l'habileté nécessaires pour gérer les affaires d'un grand pays. Les paysans pourraient répondre que ce grand pays, toujours gouverné par les hommes instruits et habiles, se trouve dans la nécessité de changer tous les quinze ans de gouvernement, et qu'il voit chaque jour ses préfets et ses juges, hommes très-instruits, chassés de leurs places par des ministres également instruits.

Nous pouvons assurer aux paysans que, parmi ces hommes instruits, il en est qui se défient de la valeur de cette instruction dont on parle tant officiellement.

« Éducation n'est pas synonyme d'instruction ou de « culture intellectuelle; il y a plutôt à se féliciter de « l'insuccès des plans d'éducation populaire qu'à les « déplorer.

« Ces plans, s'ils étaient mis en exécution, auraient « ajouté aux douleurs physiques du peuple, qu'ils n'a- « vaient pas puissance de guérir, des peines intellec- « tuelles et morales. Il vaut mieux aujourd'hui que la « majorité de nos paysans soit encore assoupie au sein

« de l'ignorance que s'ils avaient l'esprit faussé et le « cœur aigri ou rongé de passions mauvaises. »

Nous citons là les paroles d'un homme très-instruit qui est conseiller d'Etat et un des rédacteurs du *Journal des Débats*. Nous différons toutefois d'opinion avec lui sous un point de vue essentiel. Lui, en sa qualité d'homme instruit et connaissant tous les dangers de l'instruction, il respecte l'innocence des paysans qu'il croit ignorants; c'est le système de tous les exploiteurs. On croit que tout homme qui se laisse tromper est nécessairement ignorant; on protége cette ignorance si utile à l'exploitation. Nous, au contraire, nous sommes convaincus que les Français en majorité sont forts et sages; que, s'ils se laissent souvent tromper par les exploiteurs instruits et par les habiles, cela vient précisément du sentiment intime de l'immensité de leurs ressources.

Un homme riche et honnête se laisse tromper souvent et longtemps par son intendant, et il faut qu'il ait acquis des preuves matérielles de la perfidie pour qu'il la dénonce à la justice. Plus on est puissant et riche, plus on est tolérant. Telle a été la position du peuple français, fort de ses sentiments nationaux et riche de ses espérances, à l'égard de ses administrateurs habiles et instruits.

Le moment est venu de régler les comptes entre le peuple et ceux qui ont jusqu'ici prétendu le représenter. Le moment est venu pour les paysans de créer une représentation nationale véritablement paysanne.

Un homme instruit, un des ministres du gouverne-

ment provisoire de la République, le citoyen Carnot, dans ses circulaires adressées aux instituteurs, insistait sur la nécessité d'appeler à l'Assemblée nationale les hommes du pays, et sous ce nom il comprenait les paysans. « N'ayez pas peur, disait-il, de nommer des hommes illettrés (1). » La France ne manque pas de savants et d'hommes de lettres. La science et les belles-lettres sont de grandes et belles choses, mais il est temps de reconnaître que sciences et lettres et tout ce qu'on appelle instruction ne sont, après tout, qu'un accessoire. L'essentiel, c'est le caractère moral, c'est la force morale, c'est le talent, c'est-à-dire le don du ciel.

Pour ne pas citer des exemples antiques de Rome, où l'on avait vu des paysans dicter des lois aux rois et aux ministres très-instruits de la Grèce et de l'Egypte, pour ne pas même parler de l'histoire de France, dont les plus illustres héros, tels que Charlemagne, les chefs des croisades et Jeanne d'Arc, ne savaient ni écrire ni lire, appelons-en à l'histoire contemporaine. Il existe à côté de nous des monarchies absolues et des royaumes constitutionnels où l'on accepte pour dogme que le chef de l'Etat n'a besoin d'aucune espèce d'instruction : il n'a qu'à choisir des ministres instruits. Nos réactionnaires ne s'inquiètent nullement de l'inexpérience de l'empereur d'Autriche ou de l'ignorance de la reine d'Angleterre. Ce qui les préoccupe, c'est l'ignorance et l'inexpérience de la majorité du peuple français, c'est-à-dire des paysans. Et cependant les ministres et les diplo-

(1) Circulaire du 16 mars 1848. (*Note de l'éditeur.*)

mates eux-mêmes conviendront avec nous qu'un paysan rançais est beaucoup plus apte à gérer ses affaires, et par conséquent mieux préparé à s'occuper des affaires d'autrui, que ne le sont les souverains de l'Autriche et de l'Angleterre.

Le devoir du paysan est de reconnaître qu'il est appelé à gouverner. Il va déléguer ses pouvoirs à une assemblée qu'il doit créer. Tous les peuples de l'Europe attendent la décision du Grand Peuple, de la Grande Nation.

Les paysans de l'Europe entière attendent leur salut du paysan français.

L'ORLÉANISME.

I

4 mai 1849.

Dans l'histoire des peuples, il est un groupe d'hommes que l'on rencontre toujours. A Rome comme à Athènes, dans les temps anciens comme dans les temps modernes, nous les retrouvons à l'œuvre partout où bat le cœur d'une nation. Ils ont peu étudié l'histoire, ils ignorent même qu'ils ont eu des prédécesseurs, et cependant tous ces hommes agissent comme s'ils étaient tous membres d'une solidarité habilement établie.

Ils ne se sont point parlé, et cependant ils professent tous le même dogme : la haine de tout mouvement moral. Ils ne se connaissent pas, et cependant on trouve toujours le même instinct répulsif au fond de leur cœur pour repousser les pensées généreuses.

D'où viennent-ils? d'où sortent-ils? quels ont été leurs maîtres? Nul ne le sait. Seulement, ce qu'on peut affirmer sans crainte d'être démenti par les événements, c'est que, si l'on parle du progrès religieux, ils l'arrêteront au nom de la religion; s'il se présente une question

de nationalité, ils seront contre elle; si l'on demande une amélioration sociale, ils se déclareront contre cette amélioration.

Nous le répétons : ce n'est pas d'aujourd'hui que ces hommes agissent ainsi ; ce n'est pas seulement de notre temps, mais encore dans le passé. Ils sont immuables, ils ne varient pas : ils datent du commencement de la société, ils l'ont accompagnée dans toutes ses transformations, ils la suivront certainement jusqu'à sa fin.

Quel est donc le mobile qui meut ainsi tant d'individualités ? Ce mobile, c'est l'égoïsme, l'égoïsme qui se trouve dans tous les cœurs et que l'homme ne peut vaincre que par de grands efforts. Beaucoup ne peuvent remporter sur eux-mêmes une telle victoire.

Les hommes qui se laissent aller à l'égoïsme se reconnaissent facilement entre eux. Ils ont un mot d'ordre qu'ils savent tous sans qu'on le leur ait appris.

Combien cela rapporte-t-il? voilà leur mot d'ordre, voilà la question qu'ils adressent tous invariablement lorsqu'on les engage à faire un acte de volonté.

L'ennemi marche vers nos frontières, le peuple est dans la misère : il faut repousser l'ennemi, il faut soulager le peuple, leur dira-t-on; à ces appels du patriotisme, de l'humanité, ils opposeront toujours leur froide et impassible question : *Combien cela rapporte-t-il?*

Pas un projet ne sera formé, pas une modification à la loi ne sera proposée qu'immédiatement ces hommes ne tentent d'arrêter tout progrès avec la même question.

Toutes les nations, avons-nous dit, recèlent dans leur sein cette lèpre de l'égoïsme, résumée en quelques

hommes ; la France, depuis quelque temps, ressent plus que toute autre les fâcheux effets des agitations suscitées par les menées de ces égoïstes. Jusqu'alors ils n'avaient pu s'emparer du pouvoir chez aucun peuple ; depuis peu ils dirigent les destinées de la France.

En 1789, l'élan national brisa les entraves du peuple. L'égoïsme ne fut pas écouté. Cependant il ne désespéra pas de son avenir ; il renoua ses trames rompues, il attendit des jours meilleurs. Un moment il trouva même que la Révolution avait du bon : il spéculait sur les biens du clergé, des émigrés, les achetant à vil prix, les revendant à beaux bénéfices aux paysans.

Peu à peu l'égoïsme redevint insolent. Riche par des spéculations, il commença à demander tout bas à quoi bon Marengo et Austerlitz, qu'avait-on besoin de Wagram ou de la Moskowa?

Ils étaient riches les hommes au cœur de pierre, ils ne pensaient plus qu'à jouir de leur fortune, qu'à augmenter leurs richesses ; et tandis que les enfants de la France succombaient glorieusement, écrasés même par leurs victoires, ils criaient, eux, les égoïstes : *Vivent nos amis les ennemis !*

Vivent nos amis les ennemis ! C'était là, en 1814 et en 1815, le cri de joie de tous nos grands et nos petits Crésus, c'était là leur cri de guerre ou plutôt leur cri de fortune.

En effet, l'égoïsme avait rapidement calculé ce que pouvait rapporter l'invasion. D'un coup d'œil il avait vu, à la suite des désastres nationaux, le pillage des paysans par les Cosaques et le fruit de ces rapines s'engloutir

dans son escarcelle. Il avait vu les contributions de guerre imposées aux villes et partagées entre les généraux ennemis, et ces contributions dépensées au profit de son coffre-fort. Il avait vu une série d'emprunts contractés pour payer ces contributions, et se sentait seul capable de faciliter ces emprunts pour en profiter.

Il avait vu un essaim d'émigrés redemandant à grands cris leurs biens, et, dans l'impossibilité de faire cette restitution, il avait pressenti le *milliard!*

A cette vue, les appétits de l'égoïsme, surexcités tout à coup, n'eurent plus de frein. Déposant toute pudeur, les esclaves de cette passion se vautrèrent aux pieds de l'invasion.

L'égoïsme avait trouvé son dogme : c'était l'invasion ; il eut son temple : ce fut la Bourse ; il eut aussi ses grandes joies : ce furent les jours marqués de deuil pour les peuples, les jours des batailles perdues et des fusillades.

L'armée de l'émancipation européenne succombe : Waterloo met la Bourse en joie.

Ney, Labédoyère, les frères Faucher sont assassinés juridiquement ; Brune et Ramel sont frappés par les sicaires de l'invasion : la Bourse hausse.

En vérité, la Bourse est bien le saint des saints de l'égoïsme ; on y sacrifie chaque jour le sang des peuples en l'escomptant en hausse !

Cependant, si le temple de l'égoïsme, la Bourse ; si son dogme, l'invasion et les fusillades, étaient trouvés, il lui manquait le magistrat, le grand pontife, le coordonateur de la doctrine : 1830 le fournit.

La France voulut effacer les souvenirs de 1815 : elle fit 1830; mais, confiante comme toujours, elle se laissa imposer Louis-Philippe. Dès ce moment, la religion de l'égoïsme fut complète : l'orléanisme se révéla dans toute sa nudité.

Jusqu'alors il n'y avait pas de nom pour désigner la secte, Louis-Philippe fournit celui de sa famille; il fit mieux; il s'appliqua à mettre uniquement en action toute la doctrine du *Combien cela rapporte-t-il?*

Ne reconnaissant pas d'autres vérités que cette interrogation, il s'efforça de faire partager sa croyance à toute la nation.

La Pologne veut être libre, l'Italie le veut aussi : la Pologne et l'Italie sont sacrifiées, non parce que les batailles tuent des hommes et que l'égoïsme a peur pour ses enfants, mais parce qu'une bataille coûte de l'argent.

Le *Combien cela rapporte-t-il?* fit partie de la langue officielle. Il fut démontré que l'orléanisme était la meilleure forme de gouvernement possible, parce que, disaient les harangues de la couronne, *la prospérité est de plus en plus croissante.*

Cette idée que tout devait se coter, s'escompter, était tellement entrée avant dans le cœur du monde officiel que, lorsque la France cria de sa voix formidable : *Réforme ou révolution*, il se mit à rire, le monde officiel. En effet, que pouvait rapporter la réforme? Plus de dignité dans le gouvernement, plus de liberté dans les institutions; or, la dignité et la liberté ne se cotent pas à la Bourse. On ne crut pas à la sincérité de ce cri : *Réforme.* Quant au second terme de la volonté populaire :

Révolution, on y crut encore moins. Comment ajouter foi, en effet, à la possibilité d'une révolution qui, non-seulement ne rapporterait rien, mais compromettrait toutes les fortunes!

Ainsi se trompa l'orléanisme : il jugea la France d'après son propre cœur; ne trouvant pas de bénéfice d'argent à accorder à la réforme, il la refusa.

En quelques heures, le 24 février vint prouver à l'orléanisme la vanité de ses illusions.

Louis-Philippe parti, restèrent ses élèves, les membres de la religion du : *Combien cela rapporte-t-il?*

Nous dirons quelle fut leur conduite depuis Février, et comment ils sont parvenus à faire douter de l'avenir de la Révolution.

II

5 mai 1849.

Après la révolution de février, l'orléanisme fut comme frappé de stupeur. Il hésita un moment sans savoir s'il suivrait le mouvement révolutionnaire pour l'exploiter comme en 1792. Cette hésitation fut de courte durée. Bientôt l'on vit affluer à l'Hôtel de Ville les principaux banquiers de la secte, qui vinrent dire au gouvernement provisoire que la gravité de la situation gisait seulement dans la question financière.

Le commerçant ne vend pas, le fabricant ne fabrique pas, l'ouvrier ne travaille pas, dirent-ils au gouvernement provisoire; faites vendre, fabriquer et travailler ce monde-là et vous échapperez au péril.

Au lieu de s'en rapporter à l'admirable patriotisme du peuple de Paris, qui se privait du nécessaire en attendant les grandes choses que devait produire la révolution, les hommes de l'Hôtel de Ville écoutèrent les conseils de l'orléanisme.

Ils créèrent les 45 centimes et les ateliers nationaux, deux mesures qui semblaient indiquer que la révolution n'avait eu d'autre but que d'imposer le paysan et d'asservir l'ouvrier à l'embrigadement.

Dès ce moment l'orléanisme se vit sauvé; la révolution n'avait plus l'intelligence de sa mission.

De toutes parts on fit entendre des plaintes; il n'y a plus d'argent : voilà les paroles patriotiques que l'on entendait sortir de toutes les bouches.

Il semblait que, malgré la chute du chef de la secte, l'orléanisme eût asservi la France entière à son idolâtrie.

Cependant le peuple se souvenait de 1815 : il n'avait pas oublié la Pologne, l'Italie. Il s'inquiétait de voir la révolution de février s'annuler comme celle de juillet.

Tout à coup, les échos retentissants de la frontière apportèrent à la France le signe de vie. La France retrouva enfin le sens de toutes ses révolutions : l'Italie, l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie, frémissant sous le joug, se levant pour l'indépendance, vinrent lui rendre présent l'objet réel de sa mission.

Il s'agissait, pour en finir enfin avec la question européenne, d'assurer l'émancipation des peuples.

Le peuple français comprit ainsi le but de sa révolution.

Un jour il cria : *Vive la Pologne* (1) !

Ce cri fut étouffé.

L'orléanisme avait dit que la guerre coûtait de l'argent. L'Assemblée le crut, elle sacrifia l'idée à l'argent : l'Assemblée était convertie à l'orléanisme.

Le peuple, lui, n'était pas converti.

Il se replia sur lui-même. Il s'interrogea. Il se demanda si soixante années de révolution ne devaient aboutir qu'à arrêter le mouvement franco-européen devant une question de budget.

La réponse que le peuple français trouva à cette question fut digne de la grande nation.

Le peuple français voulut sacrifier son dernier enfant comme son dernier écu pour le salut des nations.

Il renia une seconde fois l'orléanisme. Il renia aussi

(1) Dans son numéro du 15 mai, le journal la *Vraie République*, dont Barbès était un des collaborateurs, publiait en quelque sorte le programme de cette journée : « La Pologne, y était-il dit, a été trahie par la Révolution française... Reprenons notre initiative glorieuse, et déclarons que la France est encore la Jeanne d'Arc inspirée qui, avec l'aide de Dieu, proclamera la délivrance de tous les peuples. » Ce n'est que le 3 avril 1849 que fut prononcé, par la Haute-Cour de Bourges, l'arrêt contre les accusés du 15 mai. Avant d'entendre la sentence qui le condamnait à la déportation, Barbès prononça ces nobles paroles : « La souveraineté du peuple! vous ne pensiez guère, il y a un an, à en devenir les protecteurs jurés ! Vous êtes les plus forts, frappez-moi donc. Aussi bien, lorsque mes plus chères espérances sont trompées, quand la patrie entière est plongée dans la douleur, que sa chair et son âme se tordent sur ce brasier à la Guatimozin, que, comme pour nous rallier, on nomme du saint nom de République, que m'importe d'être enfermé dans un cachot! Les murs me préserveront du moins de voir de mes propres yeux des maux que je suis impuissant à soulager. Seulement, pardonne-moi, chère France, de ne t'avoir été à rien dans ma vie! Et vous, mes frères, opprimés de toutes tions, pour qui je n'ai rien pu faire non plus, pardonnez-moi

les nouveaux auxiliaires de l'orléanisme, les faux révolutionnaires de février et du 4 mai (1).

Au fond de l'urne électorale il jeta un nom.

Pour le vrai peuple, pour le peuple qui laboure la terre, qui forge le fer, qui tisse la toile et la soie, ce nom voulait dire *Europe libre !*

Louis-Napoléon Bonaparte fut acclamé président de la République française.

Il fut élu malgré les partis officiels. Son élection passa sur la France comme un souffle régénérateur. Puis la France attendit.

Mais l'orléanisme veillait toujours. Il vint réitérer au président ce qu'il avait déjà dit au gouvernement provisoire, à l'Assemblée, à Cavaignac : le marchand ne vend pas, le fabricant ne fabrique pas, l'ouvrier ne travaille pas.

Et l'orléanisme persuada qu'il fallait, pour sauver les suites de l'élection, faire seulement vendre, fabriquer et travailler.

Or, depuis le 10 décembre 1848, l'orléanisme a vaincu, car depuis lors l'Italie a été égorgée, la Pologne vivante est toujours dans le sépulcre, et la Hongrie lutte seule, au bout de l'Europe, pour l'idée européenne.

Dans quelques jours, le peuple français va s'assembler de nouveau, de nouveau il va jeter des noms au fond de l'urne électorale.

aussi, car nul ne fut plus animé que moi du désir de briser vos fers! » (*Note de l'éditeur.*)

(1) Le 4 mai fut le jour de la réunion de l'Assemblée constituante de 1848. (*Note de l'éditeur.*)

Que sortira-t-il de ce vaste scrutin? La victoire de l'esprit français sur l'orléanisme ou sa défaite.

La victoire! elle serait définitive.

La défaite! elle ne serait pas sans lendemain.

III

7 mai 1849.

Pour l'orléanisme, il n'y a ni Dieu, ni patrie, ni principe; et cependant ses adeptes sont ceux qui emploient le plus souvent ces termes. Ils servent tous le pouvoir jusqu'au moment précis de sa chute. Un commis ordinaire quitte son bureau avant que le patron se soit déclaré en faillite; l'orléanisme admet que ses adhérents restent fidèles à leur poste, assistent aux scellés, au déménagement, qu'ils pleurent même sur le sort du patron, en ne le suivant pas, en restant pour communiquer au nouveau patron certains secrets de la commandite!

Comment se débarrasser de l'orléanisme? Ses hommes s'offrent à servir avec fidélité... jusqu'aux heures des revers. L'Empereur avait un faible pour les légitimistes. « Ils savent obéir, » disait-il; seulement, ce qu'il ignorait, c'est que c'étaient ses grenadiers qui, moralement, les contraignaient à l'obéissance. Les hommes de l'orléanisme, eux, savent servir; mais comment payer leurs services?

Payer! voilà le dernier mot de l'orléanisme. Ou plutôt il n'a que deux mots dans sa langue : *vendre et recevoir* (1).

(1) Henri Heine a écrit, sous une impression analogue, les lignes suivantes :

L'orléanisme peut se résumer en une seule phrase : c'est le système du commis-voyageur appliqué à la politique.

C'est en empruntant toutes les formes que l'orléanisme est parvenu à capter la confiance des hommes qui, depuis février, ont touché au pouvoir.

Ce n'est pas seulement dans les hautes régions du pouvoir que l'orléanisme a fait prévaloir ses dangereuses doctrines, c'est dans la rue, dans l'atelier, dans la presse démocratique qu'il y est aussi parvenu en partie.

L'orléanisme s'est attaché à faire dévier de la véritable voie nationale des hommes qui s'étaient voués à la mission de défendre l'histoire nationale.

La faute une fois commise, l'orléanisme l'exploita. Il feignit, profitant de l'erreur de quelques hommes sincères, il feignit de croire et s'efforça de faire croire que le peuple de Paris n'avait pris les armes en février que pour une question de *pot-au-feu*. Il s'attacha même à persuader le monde qu'au fond toute la révolution n'était qu'une question de bien-être matériel. Il transforma

« Si je dois mourir, que ce soit dans un champ vaste et noble ! Ne me laissez pas étouffer dans cet étroit monde de boutiquiers.

« Ils mangent bien, ils boivent bien, ils jouissent de leur bonheur de taupes, et leur générosité est aussi grande que le trou du tronc des pauvres.

« Ils se promènent le cigare à la bouche et les mains dans les poches ; leurs facultés digestives sont bonnes, mais qui pourrait eux mêmes les digérer ?

« Ils trafiquent avec les épices du monde entier, et cependant, dans l'air de leur cité, en dépit de toutes les épices, on sent toujours l'odeur putride de harengs et d'âmes corrompues. » (*Nocturnes.*) (*Note de l'éditeur.*)

le socialisme pur en matérialisme. Puis il affirma que, pour satisfaire des besoins impérieux, le peuple égaré voulait partager les fortunes, détruire la propriété et la famille; de là les haines qui déchirent la société, les luttes qui ont ensanglanté le pays.

Malheureusement quelques écrivains, quelques démocrates fournirent des armes à l'orléanisme en ne parlant que des besoins matériels du peuple, en négligeant complétement l'idée nationale qui est le mobile de toutes nos révolutions.

Sur le terrain du matérialisme, l'orléanisme devait être puissant; il le savait : aussi tous ses efforts ont été constamment dirigés dans le but de placer toute la discussion révolutionnaire sur ce terrain qui était le sien propre.

Il y a réussi.

Il s'agit maintenant d'éclairer le pays, tous les hommes sincères, afin de transporter d'un commun accord le débat révolutionnaire sur son véritable terrain : la question nationale.

Avant de s'occuper de l'individu, il faut résoudre toutes les questions qui sont vitales pour la France, et non-seulement pour la France, mais encore pour l'Europe, pour le monde : il faut trancher enfin la grande question européenne. Alors, mais seulement alors, l'heure des intérêts privés sonnera.

Quand la Hongrie aura achevé de reconquérir son indépendance, quand la Pologne aura brisé la pierre de son sépulcre, quand l'Allemagne et l'Italie se seront régénérées, quand enfin tous les peuples libres les uns par

les autres, et les uns pour les autres, auront proclamé la véritable, la seule Sainte-Alliance : celle des peuples, la première moitié de l'œuvre des nations sera accomplie, alors tous les peuples ensemble entameront résolûment la seconde partie, la plus difficile, celle de faire part aux individus du bonheur conquis par un travail commun.

Jusque-là, évitons soigneusement, dans les partis démocratiques, tout débat, toute discussion propre seulement à nous diviser en présence d'un ennemi commun.

Prouvons au monde que l'orléanisme ment à la vérité lorsqu'il affirme que les révolutionnaires sont des hommes qui, ne *possédant pas*, veulent *posséder*.

Non ! il n'est pas vrai de dire que la guerre soit seulement entre ceux qui ne possèdent pas et ceux qui possèdent.

Cette guerre est plus noble dans ses doctrines, plus sainte dans son but, car c'est la guerre des hommes de la liberté contre les hommes du despotisme, car c'est la guerre des nationalités contre les royautés, car c'est la guerre de *l'union des peuples* contre le *diviser pour régner*.

Cette guerre est sainte, avons-nous dit, rien de matérialiste ne peut lui être reproché. C'est en vain que l'orléanisme voudra tromper les consciences sur son but. Ce but, comme un phare lumineux, attire déjà les regards des peuples ; ils se dirigent vers lui par la pensée, en attendant que tous ensemble ils y marchent d'un pas rapide ; car ce but, nous ne saurions trop le répéter, c'est l'union des nations pour préparer le bonheur commun !

Encore une fois, il n'y a rien de matérialiste dans cette

guerre. Qui donc en douterait maintenant, lorsque l'on voit, parmi les soldats qui en supportent le fardeau, les riches sacrifier leur fortune, les pauvres leur temps, et tous leur existence !

Combien d'heureux du siècle ont déjà succombé, en simples soldats de la sainte cause, sur les champs de bataille de la liberté, depuis le jour où Varsovie se leva pour l'indépendance jusqu'à celui qui vient d'éclairer les dernières victoires des Hongrois !

Combien d'heureux du siècle préfèrent mener une vie errante et vagabonde plutôt que d'accepter les satisfactions de la terre au prix d'une soumission au czar ou à Metternich !

Combien de pauvres ont quitté leur seule fortune, leur famille et leur charrue, pour changer le fer de cette charrue en glaive de l'indépendance !

Combien parmi eux errent tristement loin de leurs foyers en proie à tous les besoins, alors que leur obscurité, les couvrant largement, leur permettrait de revoir ces foyers regrettés, cette famille si chère ; et cependant ils renoncent à tous ces bonheurs pour ne pas être témoins de la ruine de leur patrie; ils attendent, sentinelles fidèles, que l'heure de la liberté nationale vienne les relever de leur sainte et longue faction.

Non ! il n'y a rien de matérialiste dans la guerre des peuples.

On se rappelle cette pièce comique (1) où, dans un

(1) *Robert Macaire*, pièce qui, en 1834, fut interdite parce que Frédérick Lemaître, le grand artiste bien-aimé des prolétaires, pour mieux rendre son rôle, se grima en Louis-Philippe. (*N. de l'éd.*)

moment critique, l'un des personnages s'écrie : *Sauvons la caisse!*

Ces trois mots : *sauvons la caisse!* expriment mieux que de longs commentaires toute la doctrine de l'orléanisme (1).

Pour les adeptes de cette doctrine, en effet, il s'agit seulement de sauver la caisse.

Cette caisse contient tout pour ces hommes. Les uns y voient de l'argent, les autres un portefeuille, d'autres encore des croix, des places, d'autres enfin le pouvoir. Dans cette caisse fortunée, il y a de tout : elle renferme les âmes de toutes les sectes de l'orléanisme; ce sont ces âmes, maintenant, dont nous avons dévoilé la doctrine, qu'il nous reste à montrer dans leur hideuse nudité.

Nous dirons donc ce que sont les sectes de l'orléanisme.

(1) Voici ce que Chateaubriand a dit du fondateur de l'orléanisme : « Louis-Philippe ne sent pas l'honneur de la France. L'Europe peut lui cracher au visage : *il s'essuie*, remercie, et montre sa patente de roi. Narquois, il conduit dextrement sa barque sur une boue liquide. La branche aînée des Bourbons est séchée, la branche cadette est pourrie. Louis-Philippe a dans sa personne de quoi ralentir la destinée, il n'a pas de quoi l'arrêter. Le parti démocratique est le seul en progrès, parce qu'il marche vers le monde futur. » (*Mémoires d'outre-tombe.*) (*Note de l'éditeur.*)

LES POITEVINS.

I

13 mai 1849.

Longtemps les diverses sectes de l'orléanisme se sont fait la guerre, guerre d'intérêt, de rivalité, d'influence. L'une des sectes était au pouvoir, les autres voulaient y parvenir : ce fut l'unique cause de leur lutte. Cette lutte se perpétua sans rien produire, jusqu'à ce que Février vint mettre toutes les petites rivalités d'accord en les confondant dans la même proscription.

Après la révolution, l'orléanisme n'eut plus la parole : ses sectateurs se turent épouvantés. Cependant, ils ne tardèrent pas à se rassurer. Ils profitèrent des fautes du gouvernement provisoire, où ils avaient des représentants (Lamartine entre autres), pour reparaître sur la scène politique. Après la venue de l'Assemblée nationale, ils se comptèrent avec joie.

La France était alors divisée en deux camps : les hommes du passé et les hommes de l'avenir. Ces derniers appelaient que l'on fermât l'ère révolutionnaire en

donnant satisfaction aux justes exigences des peuples. Les hommes du passé, au contraire, s'inquiétaient peu de continuer la révolution. Ce qu'ils voulaient, c'était que le monde ne changeât point, qu'il continuât à rester exploité par l'intrigue, l'astuce et l'égoïsme.

Nous avons dit que les sectateurs de l'orléanisme se comptèrent avec joie après l'élection de l'Assemblée nationale. En effet, ils se trouvèrent plus forts qu'ils n'avaient osé l'espérer ; de nombreuses recrues leur étaient fournies par les faux partis révolutionnaires, ou plutôt ces partis et les anciennes sectes de l'orléanisme se reconnurent membres d'une même religion.

Un mot avait rallié toutes les sectes : *C'est un fait accompli*, dirent les révolutionnaires satisfaits aux élus de la réaction, pour excuser la proclamation de la République.

C'est un fait accompli ! L'orléanisme se reconnut dans cette phrase.

Ce n'est pas que l'orléanisme accepte tous les faits accomplis. Non ; mais c'est une des formules qu'il préfère, en ce sens qu'elle lui a toujours réussi auprès des hommes au cœur timide, qui tremblent à l'idée de prendre une résolution énergique, et qui sont fort aises lorsqu'on fournit un prétexte à leur inaction. Or, dès qu'un fait est accompli, pour eux c'est un motif suffisant pour s'abstenir de toute protestation contre lui.

L'orléanisme accepta donc le fait accompli de la proclamation de la république. Que lui faisait, en effet, république ou monarchie, pourvu que ses principes subsis-

tassent et que ses intérêts fussent satisfaits? Et l'orléanisme espérait bien forcer le nouveau pouvoir à prêcher sa doctrine comme à sauvegarder ses intérêts.

Cependant il s'agissait de s'entendre; il fallait des conciliabules, où l'on pût dire les secrets de la doctrine.

On fit des réunions extra-parlementaires.

Tandis que les hommes de la révolution se réunissaient en dehors de l'Assemblée pour aviser à sauver cette même révolution en lui faisant porter tous ses fruits, les hommes de l'orléanisme s'assemblèrent aussi, mais pour altérer l'esprit révolutionnaire.

Leur réunion se nomma LA RUE DE POITIERS.

L'ORDRE fut leur mot de ralliement.

Pour la rue de Poitiers, ce mot : l'ORDRE, voulait dire : AGITATION jusqu'à ce que les places et le pouvoir fussent rendus à l'orléanisme.

Nuls *anarchistes* ne firent plus de désordre que tous ces *amis de l'ordre*.

Dans leur cénacle on rencontra bientôt toutes les nuances des anciens partis parlementaires. Les hommes de Guizot y coudoyaient ceux de Thiers, les phalanges d'Odilon-Barrot confondaient leur rang avec ceux des faux révolutionnaires : les radicaux du *National;* on y trouvait aussi les légitimistes, les faux socialistes, les faux napoléonistes affublés du nom de bonapartistes. En un mot, toutes les sectes de l'orléanisme s'y trouvaient représentées et s'y tinrent en conspiration permanente contre la société, l'ordre et la volonté de la France.

Les hommes de l'orléanisme conspirèrent contre la

société en rendant par leurs actes et leurs discours les abus plus criants ; ils conspirèrent contre l'ordre en s'efforçant par leurs manœuvres d'arrêter la renaissance de la confiance ; ils combattirent les volontés de la France en tâchant, aidés par la corruption, d'altérer le suffrage universel.

Ils étaient donc tous réunis au nom de leurs intérêts privés : c'était leur véritable lieu. Ou plutôt la cause de leur union, c'était une commune infortune : exilés du pouvoir, ils voulaient faire cesser cet exil.

Il y avait parmi les satisfaits du jour quelques hommes trop haut placés, trop en vue pour aller sacrifier dans le grand temple ; mais, dans des réunions secondaires, satellites de la rue de Poitiers, ils parlaient et agissaient dans le même sens que parlait et agissait le concile ; et s'ils différaient quelquefois de langage avec lui, ce n'était que sur des questions secondaires ; ils se ralliaient promptement dès que l'*idée* commune était menacée.

L'intérêt, avons-nous dit, tel a été, tel est encore le lien des diverses sectes de l'orléanisme.

Parmi toutes ces sectes, y en a-t-il une sincère? Non.

Toutes proclament la souveraineté *du fait accompli*, et lorsque ce fait est contraire à leurs intérêts privés, elles le sacrifient, ainsi font-elles de la république romaine.

Toutes se sont faites les zélatrices de l'ordre et toutes troublent l'ordre dès que leurs positions personnelles sont menacées (1).

(1) On vit en effet, après l'élection du président, les orléanistes

Les orléanistes regrettent moins le roi déchu que les chemins de fer, les places, les dépêches télégraphiques qu'il leur livrait en pâture.

Les légitimistes pleurent plus leurs dignités, ont plus de sensibilité à l'endroit de leurs armoiries effacées que de sympathies pour leur roi enfant (1).

Les barrotistes aiment les luttes parlementaires, ils y brillent par le vide de leur éloquence ; le pouvoir même ne peut les dédommager de la perte de leur influence,

faire pétition sur pétition, manifestation sur manifestation, article sur article pour que l'Assemblée nationale, supposée républicaine, consentît à se dissoudre, même avant d'avoir fait les lois organiques. Et comme l'Assemblée nationale constituante hésitait, le général Changarnier, alors coryphée du grand parti de l'ordre, opéra sa pression militaire du 29 janvier 1849.

(*Note de l'éditeur.*)

(1) Le 2 mars 1848, le gouvernement provisoire rendit le décret suivant : « Liberté, Egalité, Fraternité : Au nom du peuple français, le gouvernement provisoire, considérant que l'égalité est un des trois grands principes de la République française, qu'il doit en conséquence recevoir une application immédiate, décrète : Tous les anciens titres de noblesse sont abolis, les qualifications qui s'y rattachaient sont interdites ; elles ne peuvent être prises publiquement ni figurer dans un acte public quelconque. » Ce que l'art. 18 de la Constitution du 8 novembre 1848 confirme en ces termes : « Sont abolis à toujours tout titre nobiliaire, toute distinction de naissance, de classe ou de caste. »

Le marquis de La Rochejaquelein, ennemi de la Pologne et futur sénateur de l'Empire et d'autres légitimistes avec lui, n'en firent pas moins leur adhésion à la République pour mieux la trahir, et siégèrent dans les assemblées, dignes de cette apostrophe que du haut de la tribune Chateaubriand leur adressait le 11 août 1850 : « Je laisse la peur à ces généreux royalistes qui n'ont jamais sacrifié une obole ou une place à leur loyauté. Que tous ces preux dont les exploits projetés ont fait chasser les descendants d'Henri IV à coups de fourches, tremblent maintenant sous la cocarde tricolore : c'est tout naturel ; les nobles couleurs dont ils se parent protégeront leurs personnes et ne couvriront pas leur lâcheté. »

(*Note de l'éditeur.*)

influence acquise au prix de cette fausse vie dont ils faisaient semblant de vivre.

Les radicaux du *National* ont été plus embarrassés de leur victoire dont, faute d'idée politique, ils ne surent que faire, et qui s'est changée en défaite qu'ils veulent réparer au profit de leur orgueil.

Les matérialistes, que nous nommerons *faux socialistes*, regrettent au fond la chute de Louis-Philippe : ils attendaient tout de cet homme, ils n'espèrent rien de la république ; que leur font les intérêts nationaux, ils ne songent qu'à réformer la *marmite*.

Enfin, la secte des hommes qui se décorent du nom de bonapartistes, c'est-à-dire les faux napoléonistes, sont tout aussi infectés de l'orléanisme que les autres sectes. Ces hommes, dans l'avénement d'un Bonaparte au pouvoir, ne voient que les places, les croix auxquelles ils ont droit, disent ils.

La rue de Poitiers a été l'exutoire de la France ; tous les faux partis nationaux y ont trouvé un refuge, tous les hommes *âpres à la curée* y ont communié : désormais ces hommes auront un nom dans l'histoire, on les appellera *poitevins*.

L'Orléanisme, c'est la doctrine ; les Poitevins, ce sont les sectateurs.

L'Orléanisme, c'est le culte de l'Égoisme ; le Poitevin, c'est le converti à ce culte.

Les Poitevins sont bien en vérité tous corrompus par l'Orléanisme, car tous ils repoussent l'idée nationale de la même manière : *Combien cela rapporte-t-il? A quoi bon?*

II

16 mai 1849.

Comment se débarrasser des Poitevins?

Ils encombrent les avenues du pouvoir; ils assiégent le gouvernement.

Leur unique préoccupation, c'est de créer des embarras aux hommes qui gouvernent, pour les amener à leur livrer en pâture les places, l'agiotage et le budget. Jusque-là, ils harcèlent, ils tourmentent ce pauvre gouvernement.

Ils ont des formules toutes prêtes, qu'ils emploient dans toutes les circonstances, et qui sont maintenant connues de toutes les sectes de l'orléanisme.

C'est à l'aide de ces formules qu'ils annihilent la bonne volonté de tous les vrais révolutionnaires.

Le *fait accompli*, la *prospérité*, l'*ordre*, la *propriété*, la *famille*, la *société en péril*, l'*anarchie*, l'*équilibre du budget*, la *non-réception des nouvelles officielles*, l'*équilibre européen*, sont des mots, des formules entre mille autres, employés habilement par l'orléanisme, pour entraver la marche de l'idée démocratique, pour paralyser les efforts de ses représentants au pouvoir.

Tous ces mots, toutes ces formules, ne sont employés par les poitevins que pour les besoins du moment. Une fois les périls éloignés, ils se rient, ils se moquent de leurs formules, inventées par eux uniquement pour la plus grande prospérité de leurs intérêts privés.

« Nous jouerons le même air ; seulement nous le jouerons mieux, » dit un jour, sous le dernier règne, un barrotiste, parlant de ce que lui et ses amis feraient lorsqu'ils seraient au pouvoir. Cette naïveté explique bien des événements, donne le mot de la conduite énigmatique tenue par bien des hommes depuis la révolution.

Tour à tour, depuis Février, tous les partis officiels ont été au pouvoir, et tour à tour ils ont essayé de *mieux jouer* le même air que Louis-Philippe exécutait avec tant d'habileté.

Que voulaient donc, avant la révolution, tous ces partis officiels?

Des places, rien autre chose.

Le roi déchu le savait ; aussi traitait-il tous ces partis en conséquence. Seulement une des nombreuses erreurs de Louis-Philippe, c'est qu'il s'obstina à ignorer que derrière ces partis officiels il y avait la France. Ces partis étaient dans la même illusion, si bien que Février les surprit autant, sinon plus, que les hommes qui régnaient aux Tuileries.

Tous les opposants dynastiques et anti-dynastiques eurent donc le pouvoir. La révolution le leur livra successivement. Et tous ils en ont usé exactement comme Louis-Philippe en avait usé lui-même, avec moins d'habileté toutefois : ils *ont servi* de jouet aux corrompus, tandis que le roi déchu se *servait* des corrompus.

Cependant quelques-uns des hommes à qui Février livra les destinées de la France auraient peut-être pu agir dans le sens de l'esprit national; mais il leur aurait fallu s'isoler de l'orléanisme, refuser de communiquer

officiellement ou officieusement avec ses adeptes, c'était difficile. Comment, en effet, se refuser de recevoir les conseils, les éloges, les encouragements donnés diplomatiquement par les banquiers, les anciens ministres, les hauts fonctionnaires qu'on avait toujours eus pour adversaires implacables, pour insulteurs acharnés? On croyait les avoir convertis, on se flattait de les dominer par la puissance de l'intelligence; or, ce furent ces docteurs de l'orléanisme qui convertirent, qui dominèrent.

Le réveil fut prompt et terrible. Les hommes qui avaient perdu de vue le but noble et élevé de la révolution, pour s'engager dans le dédale de la diplomatie de couloir, se trouvèrent tout à coup dans l'isolement.

Le peuple, trompé par eux, leur avait ôté sa confiance; cette confiance était toute la force des révolutionnaires parvenus; or, c'était cette force qu'encensait en eux l'orléanisme; dès qu'elle eut disparu, ils n'eurent plus que du mépris et de l'insulte pour leurs *flattés* de la veille.

Tous les hommes qui ont été au pouvoir depuis Février se sont laissés aller à la même illusion : l'espérance de ramener à l'idée nationale l'orléanisme qui ronge la société; tous ont été circonvenus, entretenus dans leur illusion de la même manière par les poitevins, et tous se sont aperçus trop tard qu'ils n'avaient été que les dupes de roués habiles.

Dépopulariser les hommes populaires en leur persuadant d'ajourner l'exécution des promesses qui leur avaient valu la faveur du peuple, telle a été la base de

toute la diplomatie de l'orléanisme pour détruire un à un tous les révolutionnaires.

Tous ces hommes, pour échapper à cette diplomatie, au lieu de recourir aux moyens énergiques, de chasser les vendeurs du temple, se complurent à respirer l'encens empoisonné que brûlaient leurs thuriféraires sous forme de conseil.

Doivent-ils se plaindre de l'ingratitude du peuple? Ils seraient vraiment les bien-venus! Est-ce lui ou eux qui a changé?

Le peuple, lui, a tenu ses engagements; il a promis et donné le pouvoir aux hommes qui lui avaient juré de lui rendre sa gloire perdue, de soulager ses misères, de le débarrasser des exploiteurs et des corrompus de l'ancien régime; à ces conditions, il a donné le pouvoir, il a exécuté fidèlement le traité, tandis que les parvenus de la révolution, circonvenus par les poitevins, ont laissé protester la traite que le peuple a présentée le jour où les engagements sont venus à échoir, c'est-à-dire bien des jours après la victoire.

Le peuple s'est vengé de cette trahison en retirant sa main puissante qui soutenait les hommes sortis de la révolution; et ces hommes sont tombés, et comme eux tomberont tous ceux qui, élevés par le peuple, oublieraient les conditions auxquelles le pouvoir leur a été octroyé.

Le peuple français a une volonté immuable, il brise impitoyablement les hommes, il renverse les doctrines qui s'opposent à sa marche. Qu'on ne l'accuse pas d'inconstance sous le vain prétexte qu'il brise chaque jour

une nouvelle idole. Il ne brise que les hommes qui veulent s'ériger en idoles.

A celui à qui le peuple français donne sa confiance, il dit :

« Tu me délivreras de mes misères, tu briseras les « chaînes des peuples opprimés, tu ne pactiseras pas « avec les hommes du passé; à ces conditions, je te « donne ma fortune, mon sang, mes enfants (1). »

Jusqu'à ce jour les hommes qui ont accepté le pouvoir avec les conditions qu'y avait mises le peuple, n'ont pas tenu ces conditions; c'est pour cela que le peuple français a laissé tomber ces hommes du pouvoir, lorsqu'il ne les en a pas chassés lui-même.

(1) « Les révolutions, a dit M. de Lamartine, le 19 novembre 1845, sont comme les sibylles antiques; elles ne disent jamais mieux le mot du destin que dans l'accès même de leur inspiration. C'est leur enthousiasme qui leur arrache leur secret. » (*Note de l'éditeur.*)

PARIS, 21 AVRIL 1849.

Ce qu'on ignore en France, et à Paris plus que partout ailleurs, c'est que le monde officiel, c'est-à-dire les ministres, les préfets, la police, les personnes enchaînées dans le cercle parlementaire, est le moins bien renseigné sur ce qui se passe dans le peuple et parmi les soldats.

On se rappelle que, la veille même de la révolution de juillet, les Polignac (1), les Raguse (2), les

(1) Le prince Jules de Polignac entra dans le complot tramé par Georges et Pichegru contre la vie du Premier Consul, eut besoin que le pape levât ses scrupules pour prêter serment à la Charte, fut appelé au ministère le 8 août 1829, signa le 23 juillet les ordonnances qui furent l'occasion de l'expulsion de Charles X, fut condamné à la prison perpétuelle, gracié en 1836, et mourut en 1847 à Saint-Germain-en-Laye.

(*Note de l'éditeur.*)

(2) Marmont, duc de Raguse, qui avait livré en 1814 l'armée que lui avait confiée Napoléon, commandait à Paris en juillet 1830, et fit feu sur le peuple. Il trahit, en 1830, la liberté comme la patrie en 1814. Judas avait rendu les 30 deniers et s'était pendu de désespoir et de remords; les traîtres modernes gardent le prix de leurs crimes et persistent dans le mal. Le duc de Raguse, chassé, fut chargé par le prince de Metternich d'enseigner au duc de Reischtadt l'histoire de son père; il s'en alla cueillir à Saint-Pétersbourg les éloges de l'empereur Nicolas, osa prendre pour de-

Mangin (1) assuraient au roi et aux diplomates étrangers qu'ils feraient passer les ordonnances sans éprouver de sérieuses résistances.

On se rappelle que, le jour même de février, au moment où les fusils populaires frappaient la royauté, la Chambre des pairs royalistes riait des avertissements de M. de Boissy.

Nous faisons cette remarque avec le sincère désir qu'elle soit méditée sérieusement par le chef de l'Etat.

vise : *Patriæ totus et ubique*, écrivit des *Mémoires* où il joint à l'apologie de ses actes les plus coupables force calomnies contre les gloires les plus pures, et s'éteignit à Venise, en 1852.

(*Note de l'éditeur.*)

(1) Mangin était préfet de police pendant les journées de juillet 1830. Nous ne citerons de lui qu'un seul trait qui dépeint suffisamment cet odieux personnage. A Poitiers, lors de l'affaire de Berton, un des condamnés à mort, le médecin Caffé, dans la nuit même qui précédait l'exécution, se coupa l'artère crurale avec une lancette que son jeune fils lui avait apportée cachée dans ses cheveux. Le matin, lorsqu'on entra dans sa cellule, on le trouva baigné dans son sang et sans connaissance. On alla porter la nouvelle au procureur général Mangin, qui s'écria : « S'il lui reste un souffle de vie, qu'on le porte à l'échafaud. » (*Note de l'éditeur.*)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET LES PARTIS.

I

5 mai 1849.

La question du moment, vitale pour la France, est presque toujours la seule dont on s'occupe peu en public et dont les assemblées politiques paraissent ne pas même soupçonner l'existence. Tout le monde se fait diplomate. La dernière chose que dira un citoyen, c'est précisément la chose à laquelle il pense jour et nuit.

La vieille tradition des hypocrisies religieuses et gouvernementales et le nouveau genre d'hypocrisie officielle de nos jours justifient maintenant la maxime de l'homme qui est la personnification la plus complète du système orléaniste. Cet homme a dit que la parole est faite pour déguiser la pensée. Talleyrand a donné la formule de l'orléanisme. Talleyrand a été le véritable fondateur et chef de l'orléanisme. Après la révolution de juillet, deux hommes qui, tout en travaillant pour le même but, s'étaient jusqu'alors fait officiellement la

guerre, Louis-Philippe et Talleyrand, une fois en possession du pouvoir, se sont concertés sur leur plan ultérieur, sans avoir besoin de converser ou même d'échanger des regards.

Louis-Philippe et Talleyrand, le lendemain de la révolution de juillet, reconnurent que le temps était venu d'introniser la parole hypocrite, celle qui déguise la pensée pour détruire, à l'aide de cette même parole, les vrais représentants de la pensée, les hommes d'action. Leur système a été fidèlement suivi par les hommes qui leur faisaient la plus fière opposition, mais avec la restriction mentale d'imiter Talleyrand et Louis-Philippe du moment où ils réussiraient à les remplacer au pouvoir.

M. de Lamartine et les ministres actuels ne sont en effet que les continuateurs du système Talleyrand-Louis-Philippe. Le système a plus de représentants qu'on ne le pense. La haute banque, la haute administration et toute la bureaucratie sont essentiellement orléanistes. On a accepté officiellement le système de parler comme parle le peuple français, d'imiter même son accent et ses gestes révolutionnaires ; mais quant à l'action, quant aux votes, quant à la distribution des fonctions militaires et civiles, les grands parleurs soi-disant révolutionnaires obéissent en secret à cet instinct qui leur est commun avec les hommes gouvernementaux de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, à l'instinct animal de conservation individuelle.

Toutes les grandes idées de la philosophie ancienne et du christianisme, fruit de tant de travaux intérieurs de l'homme, toutes les vérités conquises par la Révolu-

tion française, au prix de tant de sueur et de sang, l'orléanisme s'en empare et les fait valoir, comme les nobles du temps de Louis XV, les chevaliers d'antichambre étalaient les titres et les armoiries de leurs ancêtres des Croisades. Les orléanistes savent tout, parlent de tout, mais ils ne peuvent rien. Leur secret consiste à parler toujours, à étourdir le monde par la parole, et à ne dire jamais ce qui les fait parler.

Ce qui les fait parler tant et si bien; c'est toujours la peur. Quant aux belles paroles, dont ils sont si prodigues, ils les trouvent dans les discours des Mirabeau, des Robespierre, des Barnave, des Talleyrand et des Chateaubriand; toute monnaie leur est bonne, pourvu qu'ils puissent l'échanger.

Or, on commence à vouloir savoir ce que l'orléanisme se propose d'acheter avec toute cette monnaie-là. Ce grand secret, qu'ils cachent soigneusement, nous impose le devoir de faire des études spéciales sur l'orléanisme et les orléanistes. Ce que nous constatons dès aujourd'hui, en croyant être d'accord avec l'opinion populaire, c'est que l'orléanisme, ayant toujours pratiqué le systèmes des réticences, tente tous les efforts possibles pour faire adopter ce système par le peuple républicain et la presse démocratique qui en est l'organe.

L'orléanisme voit avec joie les orateurs de l'Assemblée et les publicistes éviter avec le plus grand soin les questions qui le brûlent le plus intérieurement. Une de ces questions, ou pour mieux dire la seule question du moment, est celle qui concerne la situation et la personnalité du président.

L'histoire du président, sa position à l'égard des différents partis qui divisent la république, ses rapports avec les hommes influents du jour, sont le sujet de toutes les conversations de nos ministres et même des ministres étrangers qui, pour le moment, dirigent le ministère et influent par conséquent sur l'Assemblée. Pas un mot de ces conversations intimes n'est entré dans des discours officiels prononcés du haut de la tribune. Les journaux les mieux renseignés sur ce qui intéresse leurs patrons ou leurs adversaires, gardent également sur ce sujet une réserve diplomatique et orléaniste.

Quant à nous, défenseurs de l'idée républicaine napoléonienne, nous nous croyons obligés en conscience de dire franchement au public ce dont tout le monde parle dans les rues et ce que beaucoup de gens attachés au gouvernement ont le petit courage d'exprimer dans leurs conversations particulières.

Nous parlerons de M. le président de la République, en nous adressant à M. le président de la République lui-même.

Ce que nous dirons ne vient pas de nous. Ce que nous espérons de lui, ce que nous attendons de lui, nous l'attendons avec des millions qui l'ont appelé de l'exil à occuper un poste élevé au-dessus de tous les trônes du vieux monde, une position qui n'est comparable dans l'histoire qu'à celle que Napoléon, le vainqueur de Toulon et de Marengo, avait jadis prise en face des puissances du vieux monde.

Le Premier Consul n'avait d'autre appui que son gé-

nie, d'autre levier que l'esprit révolutionnaire du peuple français ; il n'avait sur le globe qu'il avait ébranlé tout entier d'autre auxiliaire fidèle que les Polonais (1).

Le président a été appelé par l'esprit de la France et par la terre française, par la Révolution et par l'intérêt matériel, par les socialistes et par les orléanistes. Il a pour auxiliaires les nationalités les plus fortes de l'Europe moderne : la Pologne, qui se présente cette fois accompagnée des peuples slaves, autrefois les ennemis les plus terribles de Napoléon ; le peuple d'Italie, jadis hostile ou indifférent, maintenant homogène et uni dans ses sympathies pour la France et pour le grand nom de celui qui a révélé l'Italie à elle-même, qui avait établi un royaume d'Italie, une administration italienne et qui a associé à sa gloire militaire des noms italiens.

Le président de la république a des auxiliaires, que le Premier Consul et l'Empereur n'ont jamais connus que de nom et dont tout le monde raconte déjà les victoires. Le président de la république a pour lui les sympathies des Hongrois, parce qu'il est censé représenter la France révolutionnaire et qu'il porte le nom de Napoléon.

Le président de la république a des auxiliaires même au-dessous de la terre, même dans la boue, dans l'enfer, c'est-à-dire dans la banocratie et la diplomatie.

C'est là le danger de sa position !

(1) En 1814 Napoléon donnait au ministre de la guerre l'ordre suivant : « Ne coupez plus de commandement supérieur à aucun étranger, sauf aux Polonais. » (*Note de l'éditeur.*)

II

6 mai 1849.

La Providence a fait à M. le président actuel de la République une position exceptionnelle et on ne peut plus heureuse. De tous les hommes qui, depuis la grande Révolution, se sont succédé au pouvoir, il est le seul qui y soit arrivé sans précédents politiques et sans engagements pris avec un parti quelconque (1).

M. le président, le jour de son avénement, a été l'homme le plus libre de la France entière, le seul peut-être à qui il fût donné d'être parfaitement libre. Il ne devait absolument rien aux chefs des partis (2) qui prétendaient représenter la France. Il ne devait rien aux bonapartistes dynastiques qui, après avoir suggéré à NAPOLÉON l'idée dynastique, le trahirent au profit des Bourbons, et trahiraient de même le président de la

(1) A la fin de novembre 1848, M. le comte d'Alton-Shée, alors président du comité central des républicains démocrates socialistes qui avaient adopté la candidature du citoyen Raspail comme protestation contre le principe de la présidence, ayant eu chez la princesse Belgioso une entrevue avec Louis-Napoléon Bonaparte, dans le désir de savoir ce qu'on pouvait avoir à en craindre ou à en espérer, et lui ayant demandé : « Si vous êtes nommé président, sur quoi comptez-vous vous appuyer, sur les blancs ou sur les rouges? » reçut cette réponse que d'Alton Shée répéta de suite aux membres du comité : « Ni sur les uns ni sur les autres. » Malheureusement, le lendemain de son élection, M. le Président s'appuya sur les gens de l'ancien régime d'avant février 1848.

(*Note de l'éditeur.*)

(2) Napoléon Ier disait : « S'appuyer sur les chefs de parti en France, c'est s'appuyer sur le vide. » (*Note de l'éditeur.*)

république du moment où ils entreverraient la possibilité de le remplacer par un dynaste dont le nom fût moins antipathique au vieil ordre de choses en Europe. Il n'avait pas non plus d'obligations au parti officiellement républicain, celui du *National*. Il n'avait à s'appuyer que sur cette force qui, d'après les propres paroles de M. le président, « a jadis servi de base au pouvoir de NAPOLÉON, » le peuple et l'armée.

Mais comment M. le président peut-il connaître les opinions du peuple, comment peut-il savoir ce que veut l'armée? La politique de tous les pouvoirs *légitimes*, constitutionnels ou républicains, tendait toujours à substituer les intérêts des partis, des familles et des individus à ceux du peuple. Tout pouvoir, quel qu'il fût, parla et agit toujours comme représentant du peuple, et le *Moniteur officiel* est toujours regardé par les hommes du pouvoir comme l'expression fidèle de l'esprit populaire. Les partis de l'opposition avaient aussi chacun leur *Moniteur officiel*, organe de quelques meneurs aspirant au ministère.

Louis-Napoléon, exilé de la France et privé de tous moyens d'avoir des rapports immédiats avec le peuple français, ne connaissait la France que par les livres et les journaux. Dans ces livres, les auteurs les plus célèbres démontraient : les uns l'infaillibilité du dogme de la légitimité et la nécessité de renouer la vieille tradition royaliste au néocatholicisme et à l'orléanisme ; les autres espéraient pouvoir continuer la tradition de Robespierre et de Babœuf. Tous les auteurs politiques de renom étaient d'accord dans leur haine de l'idée napo-

léonienne. Tous paraissaient également abhorrer le souvenir de la grandeur nationale, de l'influence universelle de la France, de la force avec laquelle Napoléon avait posé et maintenu les principes révolutionnaires de la Grande-Nation. Ces auteurs, qui vivaient de l'exploitation des opinions du jour, heureux d'exister à une époque où on pouvait vendre au poids de l'or chaque parole, pourvu qu'elle flattât les opinions du jour, sans être obligé d'appuyer cette parole d'actes et de faits, ces auteurs avaient raison de détester l'époque napoléonienne, époque de travail et de réalisation. Ils haïssaient d'instinct l'homme qui méprisait tous les idéologues. Les idéologues d'alors, c'étaient les mêmes hommes qui se firent plus tard connaître sous le nom de doctrinaires.

Ainsi la doctrine et la littérature politique officielle continua, durant tout le règne de la Restauration et de Louis-Philippe, à combattre la Révolution en la personne de Napoléon, son représentant le plus glorieux et le plus redoutable pour les réactionnaires. Ce qui se publiait dans les livres se répandait au loin par la voie des journaux. On finit par faire accroire à l'Europe que le peuple français avait complétement oublié cet épisode de son histoire, qui comprend les années écoulées entre la chute du Directoire et la Restauration, les seules années dont les peuples aient gardé le souvenir.

Louis-Napoléon a lu ces malheureux livres et ces vils journaux ! Il ne connaissait pas la chronique scandaleuse des auteurs achetés par le gouvernement ou travaillant à se faire acheter. Il ignorait la position des

journalistes qui écrivaient sous l'inspiration des spéculateurs, quelquefois sous la pression morale des partis et presque toujours dans l'espoir d'obtenir un succès du jour. Tout ce que Louis-Napoléon recevait de la France, par l'entremise des auteurs politiques et des journalistes officiels, semblait être calculé pour détruire en lui les sentiments français, la volonté d'agir et l'espoir de voir venir pour la Grande-Nation des jours d'une liberté puissante et glorieuse. Il eut pourtant assez de force pour vaincre ces influences délétères. Il osa, pendant que l'on était en plein orléanisme, arborer à Strasbourg et à Boulogne le drapeau de Napoléon. Chose étrange! les publicistes orléanistes et républicains se réconcilièrent alors pour blâmer d'un commun accord ces tentatives hardies. Les mêmes hommes qui avaient conspiré sous les Bourbons, qui, sous Louis-Philippe, avaient comploté l'affaire de la rue des Prouvaires(1), qui avaient combattu à l'église Saint-Merry (2), qui avaient tenté des

(1) La conspiration légitimiste de la rue des Prouvaires, qui se proposait de s'emparer de la famille royale par un coup de main sur les Tuileries, aboutit le 2 février 1832 à l'arrestation des conjurés, pour la plupart employés au service des Bourbons déchus, qui, en se défendant, tuèrent un agent et en blessèrent plusieurs autres le 25 juillet; six accusés furent condamnés à la déportation, vingt et un autres qui à cinq, qui à deux, qui à un an de prison.
(*Note de l'éditeur.*)

(2) Déjà, à la nouvelle de la prise de Varsovie (17-18 septembre 1831), dans les faubourgs de Paris avait éclaté une émeute réprimée par la troupe de ligne. La misère poussa la ville de Lyon à se soulever en inscrivant sur les drapeaux : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant*. Une armée, commandée par le duc d'Orléans, écrasa l'insurrection. Enfin, les 5 et 6 juin 1832, la foule immense rassemblée aux obsèques du général Lamarque, qui avait été avec La Fayette le plus ardent conseiller d'une guerre en

mouvements révolutionnaires à Paris et à Lyon, les prisonniers de Doullens et de Saint-Michel et même les républicains amnistiés par Louis-Philippe, accusaient le conspirateur de Strasbourg et de Boulogne, le prisonnier de Ham. « Il n'a pas réussi, » disait-on ; l'insuccès de l'entreprise suffisait pour en faire condamner l'auteur. Le système orléaniste, dont le dogme fondamental est le culte du succès et du fait accompli (1), avait fini par pénétrer dans les consciences républicaines.

Cependant, le peuple français, laissant passer les calomnies des publicistes et des journalistes, sût gré au neveu de Napoléon d'avoir cru à la sympathie populaire pour le nom du héros. Il commença à aimer ce jeune étranger qui paraissait connaître le peuple français mieux que ceux qui le gouvernaient et se disaient ses organes. Le peuple aima dans Louis-Napoléon précisément ce défaut que les publicistes et les journalistes

faveur de la Pologne, engagea une lutte avec la troupe aux cris de *Vive la république!* Deux mille hommes mal armés, refoulés dans le quartier formé par les rues Saint-Merry, Aubry-le-Boucher, des Arcis, résistèrent à une armée de 25,000 fusiliers et de 40,000 gardes nationaux. Le futur duc d'Isly, Bugeaud, se distingua dans la répression de ce mouvement, répression qui aboutit à l'égorgement des insurgés dans l'église Saint-Merry. (*Note de l'éditeur.*)

(1) M. de Lamartine a dit le 19 novembre 1845 : « On vous met un anneau de fer au petit doigt ; vous dites : « Le fait est accompli ! » et vous ne remuez plus la main. Un autre au bras droit : « Le fait « est accompli ! » Une chaîne enfin à tous les membres : « Le fait « est parfaitement accompli ! » .. Hommes imprévoyants, ne voyez-vous pas que, si vous aviez d'abord secoué le petit doigt, puis les bras, puis les jambes, puis le corps, à toutes ces entreprises d'usurpation légale sur votre liberté et sur les droits de la nation, rien ne s'accomplissait ? mais qu'en tendant ainsi les bras, les membres, le corps et l'âme à ces tentatives encouragées de la réaction, elle aura pu enchaîner jusqu'à votre langue ? » (*Note de l'éditeur.*)

lui reprochaient le plus ; il aima sa foi dans le peuple, son courage, son esprit aventureux.

Plaise à Dieu que le président conserve ce défaut que le peuple français, par son suffrage de six millions de voix, a érigé en vertu !

Plaise à Dieu que ce conspirateur turbulent, que le public avait calomnié et conspué comme perturbateur de l'ordre établi, et que le peuple a appelé comme garant de l'ordre à établir, comprenne que cet ordre qu'il vint troubler à Strasbourg et à Boulogne a été à jamais détruit par la révolution populaire !

Plaise à Dieu qu'il comprenne qu'on l'a appelé pour garantir la France de toutes les tentatives de retour de cet ordre !

Tout homme de bonne foi sent les difficultés au milieu desquelles se trouve le président de la République. Abreuvé de calomnies et d'insultes pendant son long exil et sa captivité, repoussé par ceux-mêmes qui se proclamaient les défenseurs de la tradition nationale, par les républicains, il arriva en France, solitaire ; à la veille de son entrée au pouvoir, il était encore sous le coup d'une loi de bannissement et des arrêtés ministériels d'un Lamartine.

Les ennemis de Napoléon profitèrent de cette position exceptionnelle du président. Ils se sont jetés au devant de lui avec le même empressement qu'ils avaient mis autrefois à le calomnier et à le persécuter ; ils l'ont entouré, ils lui ont bientôt formé une cour, ils ont éloigné de lui ses amis les plus dévoués. Ils ne cessent de mettre tout en œuvre pour le séparer de ses proches et de sa

famille : nous parlons ici du peuple, car c'est là sa famille.

Les ennemis de la Révolution et de Napoléon, effrayés du souvenir de leur triste passé, n'ont eu depuis la révolution de février d'autre sentiment que celui de la peur.

Le peuple a eu beau laisser sortir impunis Louis-Philippe, Guizot et tous leurs complices, les orléanistes n'en persistent pas moins à craindre pour leurs personnes. Pendant les journées de Février, ils fuyaient sans être poursuivis ; ils se cachaient, bien que personne ne pensât à les aller chercher. Ils criaient au meurtre et au pillage, et ils supposent jusqu'à présent que la République tout entière n'est occupée que de complots contre leurs propriétés et leurs personnes.

Et il arriva tout naturellement que ceux des orléanistes, dont l'imagination a été le plus frappée de terreurs imaginaires, accoururent les premiers chercher l'abri sous la popularité du nom du président.

Ils forment maintenant son ministère ; ils ont pour eux la majorité de l'Assemblée ; ils ont la police ; ils ont rétabli la garde municipale.

Que manque-t-il à leur sécurité ? Et pourtant tout prouve qu'ils continuent à avoir peur. Il ne leur suffit pas d'être appuyés par la majorité et gardés par les sergents de ville, ils cherchent un appui dans l'étranger. Il faut que les ambassadeurs d'Angleterre, de Russie et d'Autriche les rassurent sur leur impunité et leur durée ministérielle.

Que peut avoir de commun avec ces hommes-là M. le

président de la République ? Qui l'oblige à assumer la responsabilité du passé des légitimistes et des orléanistes ? Est-ce à lui de protéger les hommes traîtres à Napoléon, les transfuges de Waterloo, les meurtriers de Ney et de Labédoyère, et ceux qui ont applaudi au meurtre de Murat, à l'égorgement de la Pologne et à l'anéantissement de l'Italie ? Quel est le devoir pour lui d'obtenir du peuple français un bill d'indemnité pour les concussionnaires, complices des ministres de Louis-Philippe ? Il n'a qu'à les laisser à leur triste destinée.

Un seul mouvement de sa volonté, un mouvement napoléonien peut le rendre libre de tous ces parasites qui ne vivent que de la substance matérielle et morale d'autrui. Un seul mouvement de sa volonté, un seul mot napoléonien peut encore expliquer à la France et à l'Europe le mystère du Dix Décembre, qui est en même temps celui de la destinée du président. Il y avait un temps où il croyait à sa destinée : il l'a cherchée à Strasbourg et à Boulogne. La France la lui a révélée dans la journée du Dix-Décembre.

La France a fait tout pour Louis Napoléon ; ce qu'elle attend de lui doit répondre à ce qu'elle a fait pour lui.

LES ÉLECTIONS.

18 mai 1849.

Le peuple de la capitale de la Grande-Nation s'est prononcé sur la politique de la France à l'intérieur et à l'extérieur. Il vient de nommer ses représentants. Dans une telle occasion, le peuple ne parle que par des noms propres. Il n'est pas difficile de comprendre ce que ces noms signifient. Le sens de l'élection de Paris est pour nous bien fixé dès aujourd'hui, et il entend qu'on la réalise. Il a choisi de préférence les hommes d'action ou ceux qu'il espère être appelés à l'action par leurs précédents ou leur nom.

Murat est à la tête de la liste : il n'a été recommandé que par le souvenir de son père; son père, à son tour, n'a eu d'autre mérite politique que d'avoir beaucoup osé et vaillamment combattu. En nommant Murat, le peuple expliquait son vote du 10 décembre. Il rappelle au président de la République les espérances qu'il fondait sur lui : il donne en même temps au président un avertissement solennel en évoquant le souvenir d'un des plus glorieux soldats de la Révolution, et qui a fini

de la manière la plus misérable pour avoir séparé sa cause de celle de la nation. Murat est fils d'un roi qui a expié ses faiblesses monarchiques par un jugement des rois, ses collègues, qui, après l'avoir flatté, l'ont fait exécuter comme un brigand (1).

Si le nom de Murat est resté seul sur la liste de tous ceux de la famille de Napoléon, c'est au président seul qu'il appartient d'en dire la raison.

Après Murat envoyé à la Législative pour y représenter l'esprit guerrier de la nation, Ledru-Rollin l'est comme homme de verbe populaire.

Ce que veut dire la nomination de Lagrange, tout le monde le comprend (2). Lagrange, le conspirateur, le combattant de Lyon qui, dans tant d'occasions, a donné au peuple l'exemple du courage et le conseil de la clémence ; Lagrange, c'est la république victorieuse et miséricordieuse, c'est l'amnistie.

C'est toujours le désir de voir la France agir qui a donné tant de voix au général Bedeau, le seul des généraux orléanistes qui ne se soit pas compromis ni dans les violences ni dans les sourdes menées de la réaction.

Les hommes que nous venons de citer et qui ont passé les premiers, représentent le besoin immédiat de la France ; les socialistes expriment les espérances de l'avenir. Le peuple a été admirable de réserve et de tact po-

(1) Joachim Murat, débarquant pour reconquérir son royaume, fut pris sur la plage de Pizzo, et, après un simulacre de jugement, fusillé par ordre de Ferdinand de Naples, le 13 octobre 1815. (*Note de l'éditeur.*)

(2) Charles Lagrange réclamait alors constamment l'amnistie. (*Note de l'éditeur.*)

litique. Il n'a pris parmi les socialistes que ceux qui étaient les moins exclusifs et les plus rapprochés du peuple par leurs sentiments sympathiques.

La réaction, si puissante dans le gouvernement et dans l'Assemblée nationale, a eu le moyen de nommer plusieurs de ses adhérents; mais ce qu'il faut remarquer, c'est qu'elle a manqué de courage ou de force pour faire nommer à Paris ses chefs de file naturels, les banquiers, les anciens ministres de Louis-Philippe et les généraux qui s'avouent hautement orléanistes.

La réaction n'a réussi à introduire parmi les représentants de la capitale que ces caractères vagues et indécis que l'on pourrait appeler des amphibies politiques, hommes qui n'ont pas encore osé ou pu montrer ce qu'ils sont, dont les précédents sont peu connus et dont les noms obscurs n'ont pas assez éveillé l'attention du peuple...

Mais le fait capital de cette élection, selon nous, c'est l'accord unanime de toutes les fractions du parti républicain à nommer les citoyens Boichot et Rattier, sergents de l'armée.

Nous aurons bientôt l'occasion de dire tout ce que nous avons compris dans le fait de ces deux nominations et tous les résultats qu'ils nous font pressentir.

L'ARMÉE ET L'ORLÉANISME.

24 mai 1849.

L'armée française aura bientôt à l'Assemblée nationale ses véritables représentants, nommés par le suffrage universel. Ce sera à eux de prendre en considération les discours politiques du commandant en chef de l'armée des Alpes et la conduite des généraux orléanistes.

Le discours de M. Bugeaud et les proclamations du général Oudinot révèlent suffisamment le système que les gouvernements précédents ont suivi à l'égard de l'armée, et que le ministère actuel s'efforce de maintenir (1).

Ce système a suivi deux marches en apparence différentes, mais dirigées au fond par la même idée-mère.

Cette idée était celle du désarmement de la France, dans le but d'annihiler sa force d'action sur l'Europe.

(1) Le maréchal Bugeaud professa toujours la doctrine que le soldat doit n'être qu'un aveugle instrument. Un jour que, le 26 janvier 1834, il prônait l'obéissance passive : « Faut-il obéir, lui cria le député Dulong, jusqu'à se faire geôlier, jusqu'à l'ignominie. » Cette allusion au rôle peu honorable que M. Bugeaud avait rempli à Blaye lorsqu'il y gardait prisonnière la duchesse de Berry, amena un duel où le député Dulong fut tué.

(*Note de l'éditeur.*)

Les Bourbons se proposaient de diminuer l'effectif de l'armée, tout en augmentant les cadres. Ils donnaient de préférence le commandement aux officiers attachés à la domesticité de la maison régnante; ils s'efforçaient de réduire l'armée française à l'état où se trouve actuellement celle du royaume bourbonnien de Naples. Énerver l'esprit militaire national, et employer les troupes mercenaires, c'était mettre la France dans la dépendance des puissances étrangères. Et comme les Bourbons de la branche aînée ne régnaient en France que par l'appui de l'étranger, la force militaire française une fois détruite, le règne des Bourbons devait durer aussi longtemps qu'ils conserveraient les bonnes grâces de leurs alliés le roi de Prusse, l'empereur d'Autriche et l'empereur de Russie.

La Révolution de juillet arrêta cette marche du système bourbonnien, chassa de Paris les troupes mercenaires, et força la royauté de la branche cadette à rétablir sur un pied respectable l'armée désorganisée.

L'orléanisme, tout en restant fidèle à la pensée bourbonnienne, suivit une autre marche. Les Bourbons de la branche cadette prirent pour modèle l'armée anglaise des Indes-Orientales. Il ne s'agissait plus de gouverner la France désarmée à l'aide de troupes mercenaires de l'étranger, mais de faire peu à peu de toute l'armée française une espèce de troupes de Cipayes mercenaires.

A cet effet, on déclamait contre la conscription, en tournant en ridicule le devoir sacré de chaque citoyen de défendre la patrie; on encourageait les remplace-

ments ; on disait hautement que l'armée devait être regardée comme une carrière de profits et d'honneurs pour les officiers, et comme un métier pour les soldats. Il y avait des journaux spécialement chargés de propager ces idées, comme la *Presse*, le *Journal des Débats* et la *Sentinelle de l'Armée*. On espérait mettre l'armée à la disposition de l'industrialisme. De là ce projet, *soi-disant romain*, d'employer les soldats aux travaux d'*utilité publique*, tels que creusement des canaux, construction des édilices et exploitation des mines. On voulait faire des soldats des terrassiers et des mineurs. Si ce système s'était établi, il aurait alors suffi à un exploiteur d'obtenir un ordre d'un maréchal d'une armée des Alpes ou du Rhin pour faire marcher des divisions et des brigades vers les mines de Saint-Bérain et de Gouenaus (1). Puisqu'on se faisait fort alors de faire passer, moyennant finance, des lois, on eût obtenu plus facilement encore des ordres du jour sur l'emploi de l'armée. Un tel emploi d'un demi-million de bras aurait fait baisser les prix des journées du prolétaire : on aurait enrichi du même coup les exploiteurs, et réduit le prolétariat à l'état où se trouve celui de l'Irlande.

Nous avons dit que les *infâmes* inventeurs de ces projets anti-nationaux citaient à chaque moment l'exemple des légions romaines. Ils feignaient d'ignorer que les légions n'étaient jamais employées qu'aux travaux mi-

(1) Ces mines donnèrent lieu à de scandaleux procès auxquels se trouva mêlé M. Emile de Girardin, et qui démontrèrent que les lois qui en concédaient l'exploitation avaient été achetées à deniers comptants à un ministre des travaux publics.

(*Note de l'éditeur.*)

litaires ; les routes que faisait construire la république de Rome n'avaient d'autre but que de faciliter la marche et le transport de l'armée. Il n'y entrait aucune idée de spéculation commerciale ; si les soldats travaillaient à bâtir des municipes coloniaux, c'était dans le but d'assurer à l'armée des positions stratégiques. L'orléanisme, au contraire, en affectant de détruire dans l'armée toute idée de guerre, voulait employer tous les hommes armés pour les combats, nourris et armés aux frais de l'Etat, à exécuter des travaux dans l'intérêt particulier de quelques spéculateurs.

Ce qui se fait depuis la révolution de Février nous laisse présumer que l'idée bourbonnienne et orléaniste de la transformation de l'armée française en une troupe de mercenaires et de travailleurs, condamnés à être exploités par le capital, subsiste toujours dans une certaine région de militaires orléanistes haut placés. Le fait d'armes du général Oudinot et les discours du maréchal Bugeaud en sont la preuve.

Nous recommandons ces observations à l'attention des citoyens Boichot, Rattier et Commissaire, militaires représentants du peuple.

LE BONAPARTISME ET L'IDÉE NAPOLÉONIENNE.

8 avril 1849.

On donne quelquefois au parti national qui s'est manifesté dans le vote du 10 décembre le nom de parti bonapartiste. On se trompe. La majorité populaire n'est pas bonapartiste, elle est napoléonienne.

On nous demandera en quoi consiste la différence entre le bonapartisme et le napoléonisme, ce qu'est l'idée napoléonienne ?

La réalité et la vitalité de cette idée sont suffisamment prouvées par l'acte le plus spontané (1) et le plus solennel que le peuple français ait jamais accompli par le fait de l'élection.

Le peuple A VOULU.

Maintenant c'est le devoir de ceux que le peuple a choisis pour ses organes, qu'il a chargés de parler et d'agir pour lui ; c'est le devoir des magistrats de réaliser en paroles et en actes l'idée napoléonienne du peuple.

Le bonapartisme n'est que dynastique. Les ennemis

(1) Malgré l'influence qu'a toujours un gouvernement, M. le général Cavaignac n'eut que 1,448,107 voix, et Louis Napoleon 5,658,785. (*Note de l'éditeur.*)

de la France tentent le parti napoléonien comme ils ont jadis tenté Napoléon, en persuadant à l'homme de la révolution universelle qu'il n'était que l'homme d'une dynastie nouvelle.

Le peuple en France, c'est-à-dire l'ouvrier et le soldat, la blouse et l'uniforme, en saluant son élu, ne l'appelle pas par son nom de famille, mais par son nom de baptême. Le nom de Bonaparte est aussi peu connu du peuple que celui de Bourbon, de Mirabeau et de Saint-Just.

Le peuple ne connaît de son passé révolutionnaire que le nom de Napoléon.

Que signifie ce nom ? Il définit les qualités que le peuple et l'armée admiraient dans Napoléon :

La foi dans la Grande-Nation ;

La foi dans les principes qu'elle a proclamés ;

La foi dans le triomphe de ces principes ;

La conformité de la parole à l'action ;

La parole brève et l'action vaste ;

L'homme qui parle répondant de l'homme qui agit ;

L'homme que les soldats appelaient leur camarade, leur caporal ; les conseillers d'État, leur président-né ; les membres de l'Institut, le plus légitimement choisi de leurs collègues ; les aristocrates, le plus terrible des plébéiens ; le clergé, l'Antéchrist (preuve de son christianisme) ; et que les rois, maîtres du monde ancien, malgré leur orgueil satanique, venaient tour à tour adorer et tenter.

Napoléon, c'est la révolution devenue autorité régulière. C'est l'idée sociale faite gouvernement. Napoléon,

c'est mille autres choses que le peuple fera et nous forcera de lui expliquer.

Il y a une grande différence entre le bonapartisme et le napoléonisme. Mais si la France entière évoque avec tant de solennité l'esprit de Napoléon, ceux qui tiennent à lui de plus près, les enfants, les parents de l'homme qui a tant aimé sa famille, doivent les premiers se pénétrer de son esprit.

Alexandre le Grand a laissé son héritage AU PLUS DIGNE. Le peuple français a donné à ceux qui sont les proches du héros tous les moyens de devenir les plus dignes du plus grand des héritages.

Les familles et les dynasties périssent; l'idée reste.

Les dernières révolutions ont démontré certaines vérités politiques, qui, désormais, doivent être acceptées comme axiomes, ainsi qu'il suit :

Un peuple qui combat pour son indépendance ou pour le développement de ses libertés, est autorisé à regarder comme ses ennemis naturels toutes les vieilles dynasties et tous les dynastiques, quelque estimables d'ailleurs qu'ils puissent être dans leur vie privée.

Ce peuple doit se défier des hauts dignitaires de l'Eglise, tous également attachés au culte de l'absolutisme, fût-il mahométan, hérésiarque et même athée.

Enfin, il lui faut refuser le concours des aristocrates,

et particulièrement de ceux qui ont servi ou conseillé les gouvernements oppresseurs du peuple.

Si les révolutions actuelles n'avaient acquis à l'humanité que ces seuls axiomes, ce serait déjà un grand pas de fait vers l'avenir.

1er SEPTEMBRE 1849.

Sous le régime de l'état de siége, notre journal avait été suspendu (1).

(1) La *Tribune des peuples* fut suspendue à la suite du 13 juin. Ledru-Rollin avait dit en pleine Assemblée : « Nous défendrons la Constitution même par les armes. » Le 13 juin, six journaux, la *Vraie République* (de Thoré), le *Peuple* (de Proudhon), la *Révolution démocratique et sociale* (de Delescluze), la *Démocratie pacifique* (de Considérant), et la *Réforme* (de Ribeyrolles), parurent avec une première page couverte de proclamations. La première, émanant de la Montagne, était signée de cent vingt-deux noms. Les comités démocratiques socialistes déclaraient le président et la majorité de l'Assemblée hors la Constitution. Mais cette journée malheureuse, loin d'empêcher le bombardement de Rome, entraîna la dispersion ou l'arrestation des chefs de l'opposition dans l'Assemblée nouvelle, les uns s'exilèrent, les autres se virent condamnés par la Haute Cour de Versailles (novembre 1849).

La veille du 13 juin, les républicains, agités du pressentiment de leur défaite, disaient qu'il ne fallait pas qu'un attentat tel que l'expédition de Rome pût s'accomplir sans qu'au moins pour l'honneur du peuple français Paris ne fût proclamé en état de siége, souffrant pour l'Italie ce qu'au 15 mai il avait souffert pour la Pologne. Ce fut aussi la seule consolation qu'ils aient eue.

M. Adam Mickiewicz, qui avait été étranger à l'insertion dans la *Tribune* d'appels insurrectionnels, insertion qu'il regrettait d'autant plus que, sans ajouter aucune force aux acteurs du 13 juin, elle privait son pays de la rare bonne fortune d'un organe français entièrement consacré à la cause des nationalités, n'en faillit pas moins être inquiété, et dut songer pendant quelques jours à se mettre à l'abri d'une arrestation.

M. Jules Lechevalier, qui collaborait à la *Tribune des peuples*, et

Ce n'est certes pas notre journal qui poussera jamais la population de Paris aux émeutes, qui suscitera la guerre

qui avait eu la malencontreuse idée de prendre sur lui la publication dans ce journal des pièces incriminées, s'empressa de dégager la responsabilité de M. Mickiewicz par une lettre publique dont voici le texte :

Paris, le 21 juin 1849.

AU CITOYEN DUFAURE, REPRÉSENTANT DU PEUPLE, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.

Citoyen ministre,

La *Tribune des peuples* se trouve au nombre des journaux suspendus. Trois de ses rédacteurs ont été arrêtés. Les scellés ont été apposés sur ses bureaux et sur les papiers de son administration.

Ces actes ont été motivés sans doute par la publication qui a été faite dans les colonnes de la *Tribune des peuples* des pièces suivantes : *Déclaration au peuple français*, signée par un certain nombre des représentants du peuple dits de la Montagne; *Adresse du comité de la presse républicaine*, du *comité socialiste*, etc., etc.

Je viens vous déclarer, citoyen ministre, qu'ayant pris part, comme membre du comité démocratique-socialiste, aux efforts faits pour porter à la connaissance du peuple les pièces ci-dessus mentionnées, c'est moi qui en ai demandé la publication au gérant du journal la *Tribune des peuples* dont j'étais un des collaborateurs depuis quelques semaines, ce qui n'implique de la part dudit gérant aucune participation active.

Quant aux autres rédacteurs arrêtés, ils n'ont pas même eu connaissance des pièces publiées. Il en est de même des administrateurs et propriétaires du journal, et de M. ADAM MICKIEWICZ, lequel n'avait point paru au bureau du journal depuis quelques jours, étant retenu à son domicile par une maladie grave.

Je vous fais spontanément cette déclaration, citoyen ministre, afin de dégager la responsabilité des rédacteurs mis en cause, et de faire ce qui est en moi, pour diminuer le dommage porté à une feuille fondée au prix de grands sacrifices, et dans un intérêt tout à fait respectable, celui de la cause des peuples opprimés.

Signé : JULES LECHEVALIER.

La *Tribune des peuples* ne put reparaître que le 1er septembre 1849. Mais Adam Mickiewicz, jusqu'au 16 octobre, ne prit plus lui-même la plume, car dès lors se produisaient les faits qui devaient amener le retrait de tous les collaborateurs étrangers.

(*Note de l'éditeur.*)

civile. Rien n'est plus contraire à l'esprit de notre œuvre. Nous servons la cause des peuples; les peuples continuent de fonder leurs espérances sur les forces de la nation française; les émeutes et les guerres civiles n'auraient d'autre effet que d'énerver la nation; elles ne peuvent profiter qu'à nos ennemis. Ils le savent bien.

L'histoire de la Révolution et de l'Empire leur apprend combien il serait dangereux pour eux de réveiller l'esprit national des Français par une attaque ouverte. Depuis la révolution de juillet ils ont changé de tactique. Leur plan consiste à cerner la France, à laisser sa force se consumer dans des luttes intestines. En attendant leurs armées parcourent l'Europe depuis le Niémen jusqu'aux Alpes et au Rhin, détruisant partout les éléments moraux d'indépendance et de liberté et s'emparant de toutes les ressources matérielles.

Ce plan n'est plus un mystère pour personne. Ce que l'on connaît moins, c'est l'état des pays et les dispositions des populations intéressées dans la lutte. Nous étions en position d'avoir, à ce sujet, des renseignements particuliers. Nous les communiquions à la France dans l'intérêt de la cause commune. Ces affaires, que l'on s'obstine à appeler étrangères, sont pour la France des affaires intérieures, des affaires intimes. C'est à Pétersbourg et à Londres que se combinent, c'est à Rome, à Rastadt et à Komorn que se décident les affaires que l'on traite à la Bourse de Paris. Des chances morales de cette lutte entre le vieux monde et le monde nouveau dépendent les mouvements du monde matériel. Dans cette conviction, tout en donnant des renseignements matériels sur les

hommes et les choses de l'étranger, nous appelions l'attention de l'Europe sur les graves questions morales qui agitent la société française. Ce sont les idées écloses à Paris qui ébranlèrent les pavés des capitales de l'Autriche et de la Prusse, et obligèrent le souverain pontife à abandonner Rome. Cet antagonisme entre les forces terrestres de l'étranger et l'action intellectuelle de la France ne peut trouver de solution que dans le réveil universel de ce sentiment qui a créé et inspiré toutes les nationalités chrétiennes, dans le réveil du sentiment chrétien, dans la résurrection de l'idée chrétienne et son application sérieuse aux lois qui régissent la société civile et les affaires matérielles.

Tel a été notre programme.

DÉCLARATION DE LA DIRECTION

DE LA

TRIBUNE DES PEUPLES.

16 octobre 1849.

L'œuvre de la *Tribune des peuples* fut fondée par une association de Français et d'étrangers.

L'établissement de la République en France et les mouvements nationaux qu'elle provoqua semblaient imposer, à tous les hommes voués à la défense de la cause populaire, le devoir de mettre toutes leurs forces au service de la nation qui, la première, réalisa chez elle l'idée d'un gouvernement populaire.

Le vote du 10 décembre, qui appela à la première magistrature de la République le représentant d'un nom populaire dans le monde entier, et plus particulièrement dans la nation polonaise, décida les fondateurs de la *Tribune des peuples* à mettre immédiatement leur œuvre à exécution.

Les Polonais y ont activement coopéré. On publia, le 15 mars de cette année, un programme basé sur les décisions solennelles de l'Assemblée constituante, et l'on commença le journal destiné à le développer.

Cependant des malheurs inattendus vinrent frapper successivement toutes les nationalités dont la *Tribune des peuples* continuait à défendre la cause. Le gouvernement français se décida, dans sa politique, pour un système hostile à cette cause. La situation des étrangers réfugiés en France s'aggrava : des mesures violentes furent prises à l'égard de plusieurs personnes s'intéressant au journal.

Dans cette situation, les Polonais qui appartenaient à la direction et à la rédaction de la *Tribune des peuples* reconnurent que :

Du moment où on leur refuse le droit de combattre à la face du ciel pour leur cause, il est de leur devoir de se retirer de la lutte.

Il serait indigne d'eux de la continuer dans l'ombre. Ce serait déroger à leur caractère national et manquer en même temps aux sentiments de respect pour les lois de la République, et pour la personne du premier magistrat chargé de les exécuter.

Ce sentiment, les Polonais ne s'en sont jamais départis, durant tout le temps où ils avaient, soit en paroles, soit par des actes, pris part à l'œuvre commune.

Dès aujourd'hui, 15 octobre, les Polonais qui appartenaient à la direction et à la rédaction du journal la *Tribune des peuples* donnent collectivement leur démission.

Le principe de la solidarité des peuples trouvera sans doute en France des défenseurs; mais, comme l'application de ce principe sera désormais en dehors de toute influence de notre part, nous déclarons loyalement ne

pouvoir accepter la solidarité d'aucun journal, revue ou publication quelconque qui, nous succédant sous le titre de la *Tribune des peuples*, ou tout autre titre analogue, se chargerait de continuer l'œuvre qui, jusqu'à présent, nous a été commune avec nos collaborateurs français (1).

Pour la direction :

N. OLIZAR,
ancien sénateur polonais.

Pour la rédaction :

ADAM MICKIEWICZ.

(1) Le 17 octobre, les rédacteurs français déclarèrent que, puisqu'il n'était pas permis à des exilés de défendre leur patrie, ils continueraient seuls l'œuvre commune. La *Tribune des peuples* cessa cependant de paraître le 10 novembre 1849, car les rédacteurs avaient trop préjugé de leurs forces et ne s'étaient pas assez rendu compte des difficultés de la situation qui leur était faite. L'annonce que la *Tribune des peuples* serait muette était accompagnée des réflexions rétrospectives suivantes : « Les persécutions contre nous ont été actives. La sainte-alliance des peuples est une idée de mort pour les rois; aussi leurs envoyés à Paris ont-ils mis tout en œuvre pour tuer l'organe de cette idée; ils ont trouvé dans le gouvernement français l'assistance dont ils avaient besoin. Nos amis étrangers ont été sommés d'avoir à abandonner le journal s'ils ne préféraient être expulsés de France. Le plus illustre de nos collaborateurs a vu sa plume brisée dans ses mains sur un ordre de Nicolas, interprété par la police française. »

(*Note de l'éditeur.*)

APPENDICE

ALLOCUTION

ADRESSÉE

AU PRINCE LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE (1).

Monsieur le Président de la République,

Dieu, en vous appelant par la voix du peuple à remplir la première magistrature de la grande nation, a manifesté la force qu'a élaborée le sentiment de la France (2). Ce sentiment prend déjà le dessus sur les calculs politiques des partis et des individus.

(1) Nous reproduisons ce discours qui, noté le même jour par une main amie, s'est conservé dans les papiers d'Adam Mickiewicz, parce que les idées que nous y trouvons exprimées nous semblent le corollaire des articles de la *Tribune des peuples*.

(*Note de l'éditeur.*)

(2) Une députation polonaise, qui comptait, entre autres officiers supérieurs, le général Rybinski, le général Sierawski, ancien légionnaire, le colonel Zaliwski, détenu quinze ans à Kuffstein par les Autrichiens, etc., alla féliciter de son élection le prince Louis-Napoléon. Le sénateur-castellan Olizar présenta les nonces de la diète et plusieurs fonctionnaires civils près desquels le Président s'informa du nombre et de la position des émigrés, après quoi Adam Mickiewicz prit la parole au nom de ses compatriotes.

(*Note de l'auteur.*)

Votre popularité, qui est la démonstration que les masses ont foi dans l'avenir et qu'elles honorent dans le passé la véritable grandeur, ajoute à votre gouvernement une vigueur nouvelle, en rattachant à votre personne l'idée du progrès, qui est et restera à toujours le désir du peuple et l'idée de l'ordre public, qui est et restera à toujours une condition essentielle de la prospérité de la grande nation.

Vous avez mis au service de la République la force dont vous disposez. Il dépendra de la République d'en faire sentir les effets aussi loin que peuvent atteindre les sympathies populaires pour tout ce qu'il y a de vraiment progressif dans la Révolution française et de vraiment héroïque dans l'époque napoléonienne.

La sphère morale de ces sympathies est inaccessible aux combinaisons ordinaires de la politique. Dieu seul connaît les mystères qui se passent dans l'âme des peuples. Chaque âme pure les devine, l'héroïsme les révèle, l'esprit du temps les réalise.

Je vous parle avec la conviction que j'exprime les sentiments de notre nation, que partagent des millions de nos frères slaves.

Nous élevons notre pensée vers le Très-Haut en le priant de vous bénir dans l'accomplissement de votre devoir, qui égale l'immensité de la force d'action dont vous gratifie le sentiment du peuple français et des alliés de la France.

Louis-Napoléon ! que l'esprit du héros dont vous por-

tez le nom vous guide, et puisse-t-il inspirer vos résolutions (1) !

(1) Le Prince-Président, en réponse à cette allocution, déclara que, comme Français, il s'unissait avant tout à la France dans ses plus généreuses sympathies envers la Pologne, et qu'il souhaitait les voir partagées par tous les peuples. Il s'entretint ensuite avec les divers membres de la députation, les questionnant sur les partis qui existaient au sein de l'émigration. (*Note de l'auteur.*)

MEMORANDUM (1) A NAPOLÉON III.

« Les partis politiques, tels que les socialistes, fouriéristes, proudhonistes, ne sont que des représentants des forces physiques brutales, comme l'électricité, le magnétisme, etc., etc. L'homme est plus qu'un mobile.

« Napoléon, votre chef, se servait des machines, mais ne s'y est point soumis. Or, cette force brutale, représentée par des savants, et qui se fait jour auprès de vous par des escrocs, veut vous embourber, vous mettre au niveau et au-dessous des Anglais. Un Napoléon anglais et russe, ce serait un Alexandre le Grand recevant les offres du roi de Perse. « Je les aurais acceptées, dit le grand homme, si j'avais été Parménion. »

« Les tendances de l'époque ne se manifestent pas dans les théoriciens; les tendances de l'époque se manifestent par les hommes d'action et par les peuples. Ces tendances apparaissent toujours comme des mouvements aventuriers. César, longtemps parmi ses compatriotes, était regardé comme un aventurier, Alexandre de même, Napoléon de même.

« Le plus illustre des aventuriers est l'empereur ac-

(1) Nous ignorons si ce suprême avertissement, dont nous avons trouvé le brouillon dans les papiers de l'auteur, a été ou non transmis à sa destination. (*Note de l'éditeur.*)

tuel. Ses aventures lui valurent l'empire. Toute la tendance du moyen âge se manifeste dans les croisades. C'est en Syrie que la royauté Capétienne acquit le droit de conduire l'Europe pendant des siècles. La tendance des peuples modernes vers la liberté et la justice s'exprime par une cause, juste et grande, celle de la Pologne. Les Syriens comptaient pour peu de chose dans cette grande cause, j'ignore pour combien les Polonais entrent dans la grande cause qu'ils représentent. Mais la cause est immense, et pour vous, Napoléon, décisive. Il n'est pas de votre devoir strict de sauver la Pologne. Personne ne sait ce que vous pouvez raisonnablement tenter pour cette cause. Mais ce qui est sûr, c'est que vous devriez regarder tout ce qui servirait la cause polonaise comme devant servir votre cause à vous, celle de votre dynastie, celle de l'humanité.

« Votre nation, le fond de votre nation sent parfaitement cela, cette nation qui a conservé le souvenir de Napoléon, et qui vous a appelé au pouvoir.

« Mais cette nation vous devient de plus en plus étrangère, vous vous trouvez de plus en plus entouré d'une autre nation qui n'est pas la France de Napoléon, d'une nation officielle, de légitimistes, orléanistes, républicains, etc., une société qui singe la nation, et qui est ennemie de votre dynastie et de votre personne, parce qu'elle est ennemie de l'idée napoléonienne.

« On ne vous conseille pas du tout de déclarer la guerre à cette nation factice. Mais vous devez vous pénétrer de la conviction qu'elle est votre ennemie irréconciliable. »

NOTE (1) SUR LA POSITION DE RIGA

COMME BASE D'OPÉRATIONS MILITAIRES SUR LE LITTORAL DE LA BALTIQUE.

(1854)

Dans la guerre actuelle, le côté attaquable de la Russie est son littoral. Celui de la mer Baltique doit surtout attirer l'attention des puissances alliées. Il offre sur toute son étendue de nombreuses places de débarquement qui, une fois occupées, pourraient devenir des places d'armes et servir de bases d'opérations militaires. Dès qu'elle serait maîtresse de l'un des points importants de la côte, la flotte alliée, tant qu'elle croiserait dans la Baltique, enverrait sur ce point hommes, vivres et munitions. La place ainsi ravitaillée serait en état de résister à toutes les attaques du dehors, pendant tout le temps que dure la navigation : ce temps passé, les rigueurs mêmes de la saison qui empêchent jusqu'à la navigation littorale, mettraient l'ennemi dans l'impossibilité d'exécuter les travaux qu'exige l'attaque d'une place forte.

(1) Ce projet fut transmis au gouvernement français avant le débarquement de l'armée alliée en Crimée. (*Note de l'éditeur.*)

Il existe plusieurs places fortes sur ce littoral : d'après des considérations que nous allons développer, nous croyons que Riga est celle dont la position présente aux puissances occidentales un point d'appui, une place d'armes et une excellente base d'opérations militaires, conditions indispensables pour agir avec efficacité sur le centre de l'empire russe.

Le littoral sur lequel est situé Riga est habité par une population qui n'a rien de commun avec les Russes. La noblesse et la bourgeoisie du pays sont de race allemande, le peuple est finnois. La religion y est protestante. La noblesse a longtemps servi la Russie avec fidélité ; mais dans les derniers temps, le prosélytisme religieux du gouvernement, ainsi que des mesures fiscales qu'il serait trop long et oiseux d'exposer ici, finirent par mécontenter les nobles eux-mêmes. Quant au peuple, il s'est conservé en dehors de toute influence ; aussi l'armée étrangère qui débarquerait dans cette contrée, si elle ne trouvait peut-être pas tout d'abord de sympathies, n'y rencontrerait pas assurément de résistances politiques. Il suffit de rappeler la campagne de 1812. Le corps d'armée française et alliée qui opéra dans ce pays, n'eut jamais à y combattre ni partisans, ni insurgés. Et ce que nous disons ici du pays dont Riga est la capitale, peut s'appliquer en général à tout le littoral de la Baltique, à l'Esthonie comme à la Courlande. Mais l'Esthonie, avec Revel, sa capitale, n'est pas assez centrale pour donner à celui qui s'en rendrait maître des moyens d'action aussi efficaces que ceux qu'offrirait Riga, qui attire à elle tout le commerce de l'Esthonie et des pro-

vinces situées de ce côté de la Dzwina, c'est-à-dire de la Livonie, de la Courlande, de la Lithuanie. Riga est l'entrepôt commercial de toute cette région. Les habitants du littoral entier sont dans des rapports continuels d'intérêts et, par suite, dans un sentiment politique commun avec les grandes maisons de commerce et les personnes influentes de Riga. La nouvelle de l'occupation de Riga par une armée étrangère se répercuterait dans toutes les populations du littoral et remuerait jusqu'au fond la Lithuanie.

Il ne nous est pas personnellement possible de donner actuellement le plan d'une attaque contre la ville de Riga. On disait, il y a vingt ans, qu'une flotte accompagnée d'une flottille de chaloupes canonnières pourrait aisément détruire les forts et les batteries qui défendent l'embouchure de la Dzwina, et qu'une armée de débarquement ne trouverait pas de grands obstacles à l'occupation de la ville; qu'une fois qu'elle y serait établie, il faudrait un siége régulier pour l'en déloger, la position étant défendue, du côté de la terre, par une enceinte continue de forts et de batteries; or, nous avons expliqué les raisons pour lesquelles ce siége ne serait possible que dans la belle saison.

On trouverait dans cette ville une excellente base d'opérations militaires. Riga est située à l'embouchure de la Dzwina. Cette rivière sépare la Livonie et tout le littoral du nord de la Courlande et de la Lithuanie; c'est par Riga que passe la grande voie de communication entre Pétersbourg et la Courlande, la Lithuanie et la Pologne. Les rives de la Dzwina offrent des points

stratégiques d'une grande importance, tels que Volmar, Venden et beaucoup d'autres petites villes avec leurs anciennes fortifications, aujourd'hui délabrées, qui dominent les gués et passages de la Dzwina. Une armée manœuvrant sur les rives de cette rivière couperait toute communication du littoral entre Pétersbourg et la Lithuanie ; et si cette armée était assez forte pour attaquer ou même seulement pour menacer la ville de Pskow, sur le lac Peïpus, elle paralyserait toute l'action que la Russie exerce militairement sur l'ancienne Pologne. Il est facile d'en déduire les immenses conséquences.

Cette ligne entre Riga et Pskow a été regardée de tout temps comme la plus importante des positions militaires dans une guerre contre la Russie. Faisons observer ici que les provinces du littoral sont les plus riches et les plus peuplées de l'empire ; que le grand chemin de Riga et de Pskow est le seul par lequel on puisse conduire un convoi important d'armes et de munitions. L'ennemi, arrêté sur le chemin de Riga et sur celui de Pskow, serait obligé de tourner le lac de Peïpus et de se jeter dans des chemins impraticables, au milieu de pays presque déserts.

La position de Pskow, que nous regardons comme très-importante, ne peut manquer d'être prise en sérieuse considération. Située au centre de la Russie, ses fortifications, depuis longtemps négligées, attirent maintenant l'attention du gouvernement russe, qui se hâte de la mettre en état de défense, comprenant enfin l'influence qu'elle peut exercer dans la présente guerre.

Il reste à calculer à quelle force devrait être portée une armée destinée à défendre Riga, et à agir sur toute la ligne qui la sépare de Pskow. En supposant l'armée alliée une fois en possession de Riga, un corps d'armée de 50,000 hommes nous semblerait suffisant. Si ce corps, après une première campagne, se trouvait même obligé de se replier sur Riga, il n'en aurait pas moins, par sa seule présence sur la Dzwina, exercé une influence décisive sur le sort de la Russie. On peut compter assurément que tous les soldats recrutés dans les anciennes provinces polonaises, voisines du théâtre de la guerre, c'est-à-dire de la Courlande, de la Lithuanie et de la Russie-Blanche, déserteraient en masse.

Quant à la Lithuanie, elle s'insurgera au premier coup de canon. C'est toujours la même Lithuanie qui, lors de la guerre de 1831, courut la première aux armes, et fit aux Russes une guerre populaire si opiniâtre. Ce qui manqua alors à l'insurrection de la Lithuanie, ce fut un point d'appui, une place d'armes, une réserve. Elle trouverait tous ces avantages à l'occupation de Riga par les armées alliées.

MÉMOIRE

SUR LA FORMATION D'UNE LÉGION POLONAISE EN ORIENT

PRÉSENTÉ AU GOUVERNEMENT ANGLAIS.

Paris, 17 juin 1855.

Dans la lettre où lord Harrowby discute la question de la formation de la légion polonaise, il semble que l'on a confondu deux choses très-distinctes, c'est-à-dire *l'élément polonais actif*, qui n'a jamais cessé d'exister à l'étranger depuis la chute de la Pologne, et la question de la *nationalité polonaise*, qui est du ressort politique ou diplomatique.

Il existait avant la guerre actuelle une certaine force polonaise jetée en dehors de l'état légal de l'Europe, mais qui n'a cependant pas cessé de vivre et d'agir.

C'est de cet élément que divers partis politiques avaient formé des cadres de régiments qui, à diverses époques, avaient, comme en 1833, menacé l'Allemagne, et, en 1834, le Piémont; combattu sous le drapeau polonais dans l'armée piémontaise en 1848; dans le grand-duché de Posen en 1848; en Sicile, enfin en Hongrie, sous leurs propres généraux, comme *légion*

auxiliaire polonaise, en 1849. C'est également cet élément qui a jadis formé les célèbres *légions polonaises* sous le général Dombrowski et le général Kniaziewicz, qui ont tant illustré la Pologne soi-disant morte, et qui ont plus tard servi à constituer l'armée nationale du grand-duché de Varsovie, créé par le traité de Tilsitt. Cet élément national, essentiellement militaire, au lieu d'être anéanti par la chute des causes au service desquelles il a été bien ou mal employé, se trouve de plus en plus renforcé par le nombre de réfugiés que l'oppression continue de chasser de leur pays. C'est la manière d'utiliser cet élément que le prince Adam Czartoryski avait d'abord en vue dans ses dernières communications au gouvernement anglais, et il est fortement persuadé que c'est de la manière dont les puissances alliées se serviront de cet élément que dépendra le résultat de la guerre contre la Russie, dans le cas où l'on voudrait la faire sérieusement, c'est-à-dire vaincre la Russie. Les Polonais mis en face de la Russie sont très-peu de chose numériquement ; moralement ils représentent une force d'action capable à elle seule de désorganiser ses armées et de diminuer son empire. Il ne s'agit pas ici des Polonais enrégimentés par la Russie, mais aussi des Ruthéniens, des Lithuaniens, des Kozaks, enfin de toutes les populations qui constituent une grande partie du puissant empire ; mais qui sont sympathiques aux Polonais, et qui remuent quand elles les voient agir.

Mais, pour que les Polonais les attirent à eux, il faut qu'ils se présentent dans leur caractère national, c'est-à-dire avec leur symbole national, leur drapeau. La

guerre que fera à la Russie l'élément polonais, jusqu'à présent expatrié, il la fera naturellement à ses risques et périls, comme les Polonais l'ont faite en Italie et en Hongrie. S'il ne convient pas encore aux puissances de se déclarer, pour le moment, les alliées de ces Polonais expatriés, ils continueront d'agir en leur propre nom et au nom de leur patrie, leur conscience et leur honneur ne leur permettant pas de se servir du nom de l'Angleterre ou de la France, qui ne leur auraient pas solennellement promis la restauration de la Pologne. Et que l'on ne croie point que les Polonais qui quitteraient les rangs moscovites, ou ceux qui arriveront du fond des pays démembrés, pour rejoindre le drapeau national, n'auraient d'autres motifs que celui d'être politiquement reconnus par la France et l'Angleterre. Il y en aura un grand nombre pour lesquels il suffira de changer l'état de *misère* et de *dégradation* où ils se trouvent forcément contre la satisfaction de devenir *soldats du drapeau national*. Il serait sans doute décisif pour la Pologne de voir l'Europe se déclarer pour elle ; cependant ce qu'il y a en elle de forces vives agira sans cette déclaration. On n'exige donc pas des puissances alliées ni déclaration ni promesse qui lierait l'avenir de leur politique. On ne leur demande que ce qui est de leur intérêt immédiat, c'est-à-dire des secours et des signes distinctifs pour des légions qui, certes, se trouveraient en situation de servir mieux les armées et les intérêts des alliés que des formations recrutées parmi des peuples complétement étrangers aux Slaves et à leur cause.

Sous le rapport matériel, le gouvernement anglais

n'aurait qu'à offrir à des Polonais les mêmes secours et facilités qu'il propose aux Suisses, aux Hanovriens, aux Schleswigois et même aux Américains, sans pourtant s'engager aucunement envers leurs nationalités. Ce que le gouvernement anglais fera dans cette mesure-là, il le fera dans son propre intérêt, nous osons le dire. Ce qu'il ferait, de plus, en offrant, par exemple, ses bons offices pour donner aux Polonais leur drapeau national, sans garantie politique, il le ferait pour la cause générale de l'Europe, qui se trouverait enfin être aussi la cause de l'Angleterre. Nous demandons aussi qu'on fasse l'expérience de ce que nous valons, et que l'on voie que l'appui donné aux Polonais par les alliés leur apporte réellement un accroissement de force qui méritera d'être pris en considération dans la suite.

ADAM MICKIEWICZ.

DE L'ESPRIT NATIONAL (1).

Il est impossible que l'un quelconque d'entre nous se prenne à réfléchir sur sa propre histoire, à rechercher ce qui a fait de lui un bon Polonais et ce qui lui a inspiré l'amour de la patrie, sans qu'il acquière la conviction qu'il n'est redevable de ce résultat ni aux sciences, car nous voyons des nations d'une instruction supérieure à la nôtre et dans notre propre nation des individus plus érudits que nous ne pas avoir le moindre sentiment patriotique; ni aux théories politiques, car beaucoup parmi nous ne songent même pas à ces théories qu'ignorent jusqu'à présent le peuple et le soldat dont le dévouement s'est cependant affirmé par tant de preuves éclatantes; ni enfin au calcul et à l'intérêt, car, sacrifier son intérêt personnel, est le début obligé de toute action patriotique. Quelle est donc la force, quel est le principe

(1) Le lecteur trouvera ici trois articles qui auraient été placés dans la *Politique polonaise* s'ils nous avaient été communiqués à temps; nous avons préféré faire une infraction à l'ordonnance du présent volume que de priver nos lecteurs de ces articles, que nous avons traduits sur l'original inédit. Ils datent de l'année 1833. Le premier n'a peut-être pas été complétement terminé par l'auteur. (*Note du traducteur.*)

moral, quelle est l'influence qui ont développé en nous le sentiment national ? Si nous découvrons cette source, nous saurons, ce semble, où puiser, pour la répandre ensuite sur nos frères, la vie polonaise.

Or, il est aisé de démontrer que ce qui constitua pour nous le principal, l'unique enseignement, ce furent les opinions et les sentiments de l'ancienne Pologne, qui, toujours vivants dans la mémoire des père et mère, des parents, des amis, se communiquaient par leurs conversations et se résumaient à la longue en diverses maximes morales et politiques, d'après lesquelles les masses formaient leur jugement sur les hommes et sur les événements, distribuant l'éloge aux uns, et aux autres le blâme. Cette tradition, tout intérieure et toute domestique, ainsi composée de ce qui restait des opinions et des sentiments qui animaient nos ancêtres, alors que l'opinion publique fut abattue, rompue, comprimée, se réfugia au foyer du noble comme du pauvre. De même que dans un corps affaibli et malade le sang et la force vitale se réfugient au cœur, que c'est là qu'il faut provoquer les effluves de santé qu'on veut faire rayonner sur l'organisme entier, de même c'est de ces traditions que doivent jaillir et l'indépendance du pays et la forme future de son gouvernement.

Nous habitons maintenant un pays où les questions politiques qui ont trait aux formes gouvernementales préoccupent chacun ; nous sommes provoqués tous les jours à la discussion de pareils problèmes ; la première pensée qu'ils suggèrent, c'est d'examiner de quelle manière et dans quelle limite ces théories sont applicables

aux besoins futurs de notre patrie. Mais, avant tout, que le souvenir de la Pologne ravive en nous l'instinct national, de peur que nous ne finissions par nous dénationaliser entièrement, par nous créer un langage politique qui ne soit dans la suite incompréhensible pour nos compatriotes.

Il s'est dégagé en France du travail du siècle passé une double tendance : d'un côté on s'efforçait de détruire radicalement l'ancienne vie politique, de l'autre chacun prétendait insuffler son âme dans un corps tué depuis longtemps ; d'où une dispute, qui dure encore, à propos de ce défunt, pour savoir s'il y aura moyen de lui imposer un esprit, c'est-à-dire, qu'on me passe l'expression, si on réussira à faire de ce cadavre un vampire. L'ancienne organisation de la France était pleine de travers et de préjugés, mais les uns ni les autres ne font défaut, avouons-le, à l'homme pris individuellement; il y a un orgueil inouï et un despotisme excessif à vouloir guérir des préjugés universels en imposant violemment à tous ses préjugés à soi.

C'est précisément du développement des amours-propres individuels que surgit la lutte entre les partis et entre les personnes. Chaque homme politique se figurait que, lorsqu'il aurait imaginé la forme de gouvernement à son sens la plus pratique, il ne lui resterait qu'à ramasser ensuite des individus au hasard, comme un architecte des tuiles pour élever un édifice conforme à son plan.

L'abbé Sieyès, le plus fameux théoricien de son époque, coucha sur le papier une constitution en lignes

droites et en triangles, où les mouvements de chaque fonctionnaire étaient mathématiquement réglés, et il songeait sérieusement à enfermer la France entière dans ces tracés géométriques, quand le bon sens de Napoléon y mit obstacle. De pareilles théories individuelles n'ont plus aucune vogue aujourd'hui ; je les ai mentionnées, car il y a encore des Français qui s'en targuent. On est d'ailleurs convenu qu'il faut adapter les formes gouvernementales et les lois aux besoins et aux volontés des masses, besoins et volontés qui n'ont pas jailli du cœur d'un seul, mais qui sont la résultante de travaux séculaires et de l'existence de générations successives.

Les besoins et la volonté de la nation polonaise, je me propose de les faire ressortir de son histoire et de ses idées, en abandonnant le résultat de mes aperçus au jugement commun et aux discussions amies.

De même que le mobile de l'activité politique ou littéraire d'un individu est certain sentiment que le peuple exprime en le rangeant sous une dénomination générale qui lui fait qualifier l'un d'honnête, un autre d'intéressé, un troisième d'orgueilleux, etc., et que cette épithète peut le mieux expliquer toutes les actions de l'homme auquel elle est justement appliquée, de même les besoins et les tendances d'une nation découlent de certaine idée, de certain sentiment général. Les nations vivent et croissent tant que durent, en animant chacun de leurs membres, cette idée et ce sentiment dont l'affaiblissement les frappe de maladie et dont la disparition entraîne pour elles la mort. Telle fut pour Rome l'idée de la conquête incessante de l'univers ; le jour où

l'intérêt privé d'un simple individu posa des limites à l'expansion de cette idée, Rome se mit à tomber.

Tel fut pour la Turquie le sentiment de propagande inspiré par le Coran, et pour la Révolution française la propagande révolutionnaire et la guerre aux rois. Notre nation, elle aussi, doit posséder une semblable idée universelle. Dernièrement, un écrivain polonais très-connu voulait démontrer que, dans notre dernière révolution, aucun des trois partis anglais, jacobin et franco-constitutionnel n'osa arborer franchement ses principes ni ne sut en tirer les conséquences dernières. J'en conviens volontiers; mais plus loin cet auteur laisse entendre que la prépondérance obtenue par l'un ou par l'autre parti aurait amené la reconstitution de la Pologne; c'est ce que je nie, car il avoue que tous les partis étaient animés d'un esprit étranger, aucun n'était donc capable de rencontrer d'appui dans les masses.

J'ose ajouter que cet esprit des partis étrangers est la principale et peut-être l'unique cause des discordes de notre émigration, et que, tant qu'il ne se sera pas évanoui ou métamorphosé, aucun accord n'est possible. Il semble souvent que, si nous avions le droit du glaive, en anéantissant nos adversaires, nous introduirions instantanément l'unanimité. Un examen plus approfondi de la question nous convaincrait que ce moyen-là même serait insuffisant. Aucun despotisme n'est en état de suppléer à une unité de sentiment qui n'existe pas. Au contraire, un sentiment et une pensée nationale peuvent unir les hommes en chaque lieu et à chaque moment. Nous en avons un exemple dans les juifs qui, sans jouir

nulle part de droits politiques, obéissent à leurs rabbins et à leurs consistoires, même dans les affaires civiles, quoiqu'ils aient toute espèce de facilité de se dérober à leur juridiction. J'ajourne jusqu'aux conclusions de ce travail, en réclamant d'avance un peu de patience et d'attention, la recherche des idées et des sentiments assez forts pour cimenter une union pareille parmi les pèlerins polonais.

Avant de transporter nos raisonnements en Pologne, jetons encore nos regards sur l'occident de l'Europe, au foyer duquel nous nous trouvons actuellement et dont nous pouvons dès maintenant reconnaître et apprécier les sentiments et les tendances si divergentes pour n'avoir plus ensuite à quitter notre patrie à la recherche d'une lumière étrangère.

Beaucoup d'entre nous ont été sans doute déjà amenés soit par leurs observations, soit par les remarques d'autrui, à la conviction que nous avons abordé l'occident à une étrange et triste époque de décomposition sociale, que nous voyons le moyen âge avec toute sa hiérarchie de rois et de dignitaires, sur son lit de mort, et qu'il ne faut que quelques dernières convulsions pour que nous lui survivions. En effet, tout le système social de l'Europe nouvelle est sorti du christianisme, de l'Évangile, comme l'organisation mahométane a jailli du Coran. L'Église donnait l'onction aux rois, les rois déléguaient une partie de leur autorité aux grands dignitaires; en édictant les lois et en concluant les traités, on ne perdait jamais de vue les prescriptions de l'Église qui de son côté les sanctionnait à tel point que le criminel

sur l'échafaud devait avouer volontairement en face de l'Église qu'il subissait une peine qu'il avait méritée. La liberté, au moyen d'innombrables dispositions, se répandait lentement de haut en bas, et elle eût gagné la société entière si la hiérarchie, en péchant contre elle-même, n'eût troublé l'ordre. La lutte des rois contre l'Église, des aristocraties contre les villes, interrompit, si je puis m'exprimer ainsi, le cours régulier de la liberté, les imaginations dont on comprimait le développement finirent par briser tous les obstacles, elles ruineront à la longue l'édifice entier, qu'il est impossible déjà d'étayer. Qui admettait jadis qu'on pût se passer de vassaux et que le descendant de guerriers célèbres dût partager les mêmes priviléges que le rejeton de son vassal? Ce ne sont ni le glaive ni les armoiries qui constituaient la puissance des rois et des barons, mais les sentiments populaires. Un roi, même détrôné, n'était servi qu'à genoux et le baron, revenu de Palestines sous les haillons d'un mendiant, pouvait rassembler à l'instant une armée et expulser les intrus qui depuis longtemps occupaient son château. Aujourd'hui que tous ces sentiments ont passé, aucune force au monde ne saurait maintenir les trônes ni relever de-rechef les tours des châteaux gothiques. Les fonctions qui étaient si considérées jadis que les obtenir était le comble du bonheur qui nous est départi sur cette terre sont devenues un objet de moqueries, et le premier avocat venu dédaigne le ministère, ce ministère qu'on se disputait autrefois par le glaive et par le poison! Les tribunaux, respectés jadis presqu'à l'égal de l'Église

et les juges à l'égal des prêtres, ne sont plus envisagés que comme un théâtre de luttes politiques et une école pratique de déclamation. Après la Révolution de juillet, les sifflets retentirent pour la première fois dans l'enceinte de la justice, le public blâma les juges comme de maladroits acteurs, et ces sifflets atteignant la loi, qui résonnèrent alors dans la France entière, sont un symptôme digne d'attention. Au lieu de faire, ainsi que dans le passé, amende honorable devant le prêtre, au lieu d'implorer le pardon de la société, les gens frappés par les tribunaux se font hardiment gloire de leur arrêt, à l'instar des chrétiens persécutés, et nous craindrions de les traiter de criminels, car l'esprit du siècle ressemble à une chrysalide qui entr'ouvre son cocon et va se transformer à nouveau. Il n'est pas possible de prévoir ce que durera l'ordre social actuel, mais sa chute est infaillible, et elle sera peut-être plus radicale que celle de l'empire romain.

Que sera le nouvel état de l'Europe? A quel ordre marchons-nous? En vue de quelle construction avons-nous à recueillir des matériaux pour faciliter l'œuvre des gens qui survivront à ces catastrophes, ou au moins pour ne pas entraver l'esprit du temps? Cette question paraît être d'une solution facile. « Il n'y a plus, crient les gens hardis, qu'à renverser de fond en comble l'ancienne société, le plan de la nouvelle est prêt. Il existe tant de théories politiques! Nous en adopterons une quelconque et nous organiserons la nation sur ce patron. » Heureuses gens qui ajoutent foi aux théories, alors que les auteurs mêmes de ces théories doutent de

leur excellence ! Du reste, on peut émettre ici cette observation générale que, quand la théorie, c'est-à-dire la forme d'une création vivante, art ou empire, atteint le dernier degré de la perfection, c'est la preuve que cet art, cet empire dont on dégage la théorie se meurt ou est mort. En Grèce on formula la théorie de la politique et on décrivit dans des traités particuliers l'essence, la base et la différence de l'aristocratie et de la démocratie quand la Grèce, courbée déjà sous le joug, obéissait à une politique étrangère, quand il n'existait plus dans son sein ni aristocratie ni démocratie. La féodalité fut théoriquement expliquée lorsque ses principaux traits s'effaçaient déjà. Montesquieu posa la théorie des monarchies modernes chrétiennes, il les basa sur le sentiment de l'honneur, leur donna pour soutien le clergé et la noblesse, et offrit la monarchie française comme un modèle de perfection et de durée, sans prévoir que cette monarchie si savamment raisonnée lui survivrait quelques années à peine. On s'empara plus tard du système anglais, on le mit soigneusement en lumière, les Français comprirent mieux que les Anglais eux-mêmes la fiction de l'irresponsabilité royale, l'immobilisme de la chambre héréditaire et les progrès de la liberté dans la chambre basse. On commença à généraliser ce système sur le continent au moyen de volumes, et même à le mettre en pratique. Nous avons appris non sans efforts la théorie constitutionnelle, mais voici qu'au siége même du constitutionalisme on se prend à douter de sa perfection, dans la capitale de cette croyance, les hommes d'État n'y ajoutent plus foi.

C'est pourquoi nous pouvons hardiment affirmer que ce sont des théories vieilles, moisies et impossibles à appliquer parmi nous. Il faut donc inventer pour la Pologne quelque nouveauté, mais qui se chargera de ce soin et d'après quelles données? Une réponse toute naturelle dans notre siècle, c'est qu'il conviendrait de choisir des gens éclairés, doctes, versés dans la politique et de les charger de rédiger la constitution future en s'aidant de la raison seule et en abjurant tous préjugés. Malheureusement les gens éclairés diffèrent terriblement entre eux, les Benjamin Constant se disputent avec les Bentham, ceux-là avec les Saint-Simoniens, les uns et les autres sont réfutés par les Owenistes. Il est difficile de les réconcilier sur le terrain de la raison, car la raison individuelle, dès qu'elle ne relève que d'elle-même, est non-seulement malaisée à accorder avec autrui, mais rebelle à toute union, car elle a toujours un mouvement excentrique et tend à s'isoler de chacun. Nous ne disons pas aux hommes : Élevez-vous à la concorde, mais : inclinez-vous à la concorde; il en ressort que pour s'accorder il est besoin de s'humilier en quelque sorte, et de s'incliner devant des vérités supérieures à la raison. Il n'est rien sous le soleil qui diffère autant que les systèmes inventés par les intelligences les plus remarquables, et ils sont tellement particuliers qu'ils portent le nom de leur créateur, les systèmes d'Aristote, de Platon, de Descartes, de Kant, de Schelling, de Hegel. Si notre pays possédait d'aussi grands hommes, nous pourrions les appeler à faire partie d'une commission législative et, dès qu'ils seraient réunis,

nous nous trouverions avoir rassemblé les divers extrêmes de l'esprit humain. Une remarque qui se présente aussi à l'esprit, c'est que, si nous voulons réconcilier des gens brouillés entre eux, nous ne nous adressons pas à eux au nom de la raison, mais au nom de quelque idée plus élevée ou d'un sentiment, les adjurant tantôt au nom de Dieu, tantôt de la patrie, tantôt de l'humanité, au cas où ces sentiments fassent défaut au nom de l'honneur, quand le cœur est pétrifié au nom des bienséances, et c'est la preuve qu'il ne subsiste plus un atome de sentiments élevés, en dernier lieu au nom de l'intérêt qui n'entre en scène que lorsque l'homme est complétement incapable d'une vie sociale.

Abandonnons maintenant les systèmes politiques de l'Occident; nous sentons l'impossibilité radicale que la raison française ou anglaise vienne à bout de les concilier, nous n'osons prévoir l'état de choses dont une pareille divergence d'opinions menace l'Europe. Revenons à notre patrie. Cherchons si elle ne possède point quelque élément qui manque à l'Europe occidentale, si elle n'a pas de sentiments sur lesquels nous puissions baser la raison. Nous avons un double but, rechercher et déterminer en quoi consiste la nationalité polonaise, et pressentir les institutions politiques qui pourraient naître de l'esprit de cette nationalité.

La Pologne historique, la Pologne libre, éclairée, date du christianisme. Les temps anté-chrétiens n'ont aucun rapport direct, ni avec les institutions postérieures, ni avec l'état actuel de notre cause. Le baptême fit sortir, si je puis m'exprimer ainsi, la Pologne du chaos, elle

gravita dès lors dans le système européen, le baptême nous communiqua une force vitale européenne, et nous fûmes dès ce moment une famille. Notre pèlerinage actuel à travers l'Occident, pendant lequel nous cherchons des frères et leur prêchons la liberté est rattachée par une filière non interrompue d'événements au pèlerinage des premiers chrétiens qui venaient d'Occident nous apporter la foi. Plus la Pologne ressentait profondément, mieux elle partageait les sentiments intimes de l'Europe, plus elle était heureuse et glorieuse, plus elle se séparait de l'Europe, plus elle faiblissait, et sa renommée présente démontre que la Pologne est le plus fortement pénétrée derechef de l'esprit européen.

La Pologne chrétienne devient naturellement le bouclier de la civilisation occidentale issue du christianisme, contre la barbarie idolâtre et le mahométisme. C'était là sa mission et son mérite vis à vis du genre humain; nos pères le sentirent; autant ils se levaient pour la défense du monde, autant la Pologne se fortifiait et florissait, car les nations ne croissent et n'ont de droits à la vie que si elles méritent bien du genre humain, en appuyant ou en défendant quelque grande pensée ou un grand sentiment. Nos pères étaient fiers de ce qu'ils supportaient pour la chrétienté, et nous invoquons jusqu'à présent les services qu'ils ont rendus. Notre dernier héros, Jean III, illustra une dernière fois le glaive de la Pologne indépendante en combattant pour la chrétienté. On le jugea dans la suite trop sévèrement, on lui reprocha de n'avoir pas été un profond politique, car il fut un temps où l'on voulait transporter à tous les siècles la

politique actuelle et l'appliquer à toutes les époques. Senkowski se moquait de Ladislas III en essayant de prouver que c'est sottise à un roi de lutter à la tête de ses troupes : il ne saisissait pas que, dans des siècles de chevalerie, c'était la meilleure politique. On voulut donc aussi juger Jean III, gentilhomme, hetman polonais et catholique, selon les préceptes de Machiavel ; on prétendit qu'il eût été plus politique d'aider les Turcs à écraser les Allemands, sauf à reprendre ensuite Kamieniec aux Turcs. Je n'examinerai pas ici si une pareille politique eût été conforme au caractère de cette époque, il me semble cependant qu'aucun machiavélisme n'eût sauvé par la politique étrangère la noblesse d'alors qu'envahissaient l'indiscipline et l'égoïsme. Et si nous devions périr lentement, gloire à Jean III d'avoir réveillé tout ce qu'il y avait encore de généreux au cœur de la noblesse, et d'avoir employé une fois de plus les forces nationales dans une belle cause. C'est pourquoi la mémoire de ce roi fut toujours chère au peuple dont la voix est la voix de Dieu. Plus d'une fois les Espagnols firent en son nom grâce de la vie aux prisonniers de guerre polonais ; aujourd'hui nous voyons le nom de Jean III à côté du nom de Kosciuszko, dans les feuilles anglaises qui cherchent à éveiller les sympathies de l'Europe à notre égard. Par conséquent, Jean III, tout mauvais politique qu'il ait été, sert encore notre cause quand de beaucoup plus profonds diplomates que lui n'ont rien accompli et sont tombés dans un éternel oubli.

SÉANCE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU 30 MARS 1833.

Voici les impressions qu'un de nos compatriotes, témoin oculaire des débats de la Chambre des députés (1), a rapportées de cette séance :

J'étais placé, nous a-t-il dit, dans la tribune en face des bancs de l'oppósition, j'avais vis à vis de moi le gé-

(1) « Je ferai seulement une observation, dit La Fayette, c'est qu'il se rencontre, parmi des cœurs froids et égoïstes, des gens qui disent : « Qu'est-ce que cela nous fait? Cela ne regarde que des « étrangers. » « C'est un fort vilain sentiment, mais en même temps c'est un sentiment qui n'est pas exact, car enfin si on n'avait pas été si facile l'année dernière sur une loi d'exception envers les étrangers, sur une loi qui nous dégrade jusqu'au rang des cabinets despotiques de l'Europe, et qui nous fait tomber bien bas auprès de ce que nous étions après la révolution de Juillet, on n'aurait peut-être pas osé présenter contre les nationaux un projet de loi qui ramènerait parmi nous les lettres de cachet et les tribunaux exceptionnels. » La Fayette ajouta, en réponse à M. Dupin : « C'est moi qui ai exprimé le vœu dont on se plaint pour qu'on accueillît un plus grand nombre de Polonais s'il s'en présentait. M. le préopinant s'est servi de cette expression : *Jamais trop, jamais assez*. Messieurs, lorsque dans nos longues et glorieuses guerres le sang polonais coulait à grands flots pour la France, on disait alors aussi : Jamais trop, jamais assez. » (Voir les *Discours de La Fayette pour la Pologne, publiés avec préface par Ladislas Mickiewicz, précédés d'une introduction d'Armand Lévy sur le devoir de la France envers la Pologne*. (*Note du traducteur.*)

néral La Fayette. Au milieu de l'assemblée, on voyait régner sur le commun des députés les ministres dont d'innombrables caricatures ont fait connaître au monde les poses et la figure. Derrière eux s'étendait comme une tache noire la tourbe du juste-milieu, s'agitant autour des portefeuilles rouges comme une bande de choucas criards grouille autour des lambeaux de viande pourrie qui rougissent le coin d'un champ. Les tribunes regorgeaient de dames curieuses d'une discussion qui devait rouler sur la question polonaise. Je distinguai quantité de nos compatriotes : leurs insignes militaires, leurs croix de la Légion d'honneur eussent dû rappeler l'ancienne confraternité du champ de bataille. Les généreux visages de quelques-uns de nos chefs, leurs cheveux noblement blanchis dans les camps et les émigrations, contrastaient étrangement avec les museaux desséchés des banquiers sur lesquels, ainsi que sur de vieilles lettres de change barbouillées dans tous les sens, on pouvait lire les signatures de divers gouvernements, de divers ministres, les traces du grattage de serments, de protestations, etc.

La Chambre avait à délibérer sur une loi ou plutôt sur une iniquité proposée par les ministres. Il s'agissait de prolonger la persécution des réfugiés polonais, italiens, espagnols, etc. Il était aisé de deviner le résultat des discussions. Le valeureux juste-milieu ne dédaigne jamais l'occasion de livrer bataille à des adversaires plus faibles et sans armes, surtout quand sa victoire est en même temps une flagornerie à l'égard de Nicolas. L'opposition, bien que peu nombreuse, défendit généreusement la

cause européenne. Le général La Fayette prit à deux reprises la parole. Ni son nom, ni ses mérites passés, ni son élocution où le sentiment s'allie à une saine raison, ne purent rompre le bataillon des sophistes à gages. C'était un douloureux spectacle que celui de l'homme européen, de l'homme de la liberté, aux prises avec une tourbe qui, échappée des bureaux et des antichambres, n'est pas même en état de comprendre aucune question supérieure, aucun problème se rattachant à l'avenir des peuples. Vingt orateurs s'inscrivirent pour parler en notre faveur, mais les ministres ameutèrent le juste-milieu qui, avec ses grognements et ses clabauderies habituelles, étouffa l'expression de vérités désagréables à leurs consciences. Quoi qu'on ne cessât de les interrompre et qu'on ne leur permît pas d'achever, les paroles des députés Garnier-Pagès (1) et de Tracy (2) seront inscrites dans le cœur des pèlerins et leurs noms connus de nos femmes et de nos enfants.

Parmi ceux qui ce jour-là ont le mieux mérité de Nicolas, de Louis-Philippe et de Pozzo-di-Borgo (3), il faut citer M. Dupin, orateur de honteuse mémoire, qui s'est fait

(1) Garnier-Pagès aîné, l'un des chefs du parti républicain en France, mort en 1841. (*Note du traducteur.*)

2) Tracy (comte Destutt de), parent de La Fayette, né en 1781, fit presque toutes les campagnes du premier Empire, siégea sur les bancs de l'opposition sous la Restauration, et lutta sous Louis-Philippe pour toutes les libertés. (*Note du traducteur.*)

(3) Pozzo-di-Borgo (Charles-André, comte de), né en 1768, en Corse, député de la Convention, y vota pour la guerre et fut le seul à dénoncer à la tribune les dangers dont l'accroissement de la Russie menaçait le monde. En 1792 il se rangea du côté de Paoli, qui voulait vendre la Corse à l'Angleterre. En 1802 il fut commissaire de la Russie près de l'armée anglo-napolitaine, et, en 1806

connaître à nous pendant notre révolution; M. d'Argoult, qui s'est fait connaître à nous pendant notre émigration, et M. de Broglie (1), qui promet de se faire connaître. On a naturellement confirmé la loi.

Un phénomène intéressant à constater, c'est que les gens qui ont parlé contre la cause de la liberté et de l'égalité passent en France pour de savants personnages et d'habiles discoureurs. Ils sont destinés à montrer au monde ce que sont la raison et le savoir sans la conscience, au milieu d'une civilisation qui ne repose sur aucun principe moral.

Que les pèlerins s'arment donc d'une patience nouvelle et s'attendent à des persécutions d'autant plus cruelles qu'elles partent de prétendus amis. Que dureront-elles ?

près de l'armée prussienne. En 1812 il contribua à la défection de Bernadotte et à la marche des alliés sur Paris, et s'éleva violemment contre tout accord avec Napoléon. Sous la Restauration et pendant la révolution de Pologne, il se trouva ambassadeur de Russie à Paris. Rappelé en avril 1832 et envoyé en 1834 à Londres, il ne tarda pas à offrir sa démission et s'éteignit en 1842, à Paris. On traite souvent d'aventuriers les patriotes qui vont risquer leur vie partout où la liberté est en cause. Les véritables aventuriers sont ces gens sans nationalité qui, pour des honneurs et de l'argent, abdiquent leur conscience et trafiquent de l'existence même des peuples au profit des gouvernements absolus. (*Note du trad.*)

(1) Le duc de Broglie, né le 28 novembre 1789, attaché, sous Napoléon Ier, au conseil d'État, et chargé de diverses missions diplomatiques, gendre de madame de Staël, pair de France sous Louis XVIII, fit de l'opposition et devint membre de la Société *Aide-toi, le ciel t'aidera*. Sous Louis-Philippe, il fut, avec Guizot, l'un des chefs du doctrinarisme. Plusieurs fois ministre, il défendit la nécessité de la pairie, édicta les lois contre la presse, etc. Après février 1848, à l'Assemblée législative, il entra dans la coalition des vieux partis qui amena la chute de la République.

(*Note du traducteur.*)

AUX LECTEURS DU *PÈLERIN POLONAIS.*

Notre journal paraît depuis quelques mois. Pendant ce laps de temps, la situation de notre patrie et de l'émigration n'a pas sensiblement changé. Le même esclavage dans le pays, hors du pays la même oppression et la même incertitude maintiennent nos frères dans une inaction qui semble aux étrangers être le repos de la mort. Mais ce n'en est que l'apparence ; la vie intérieure nationale dure toujours et souvent les idées et les sentiments se développent avec d'autant plus de force qu'ils ont moins de possibilité de se manifester par des actes, et ils ne cessent de progresser au milieu de la lutte de partis qui divise l'Europe.

Dans le pays, le redoublement des persécutions augmente l'ardeur et l'impatience de nos frères. Ils ont les yeux tournés vers l'émigration, vers cette grandiose ambassade expédiée à la face des peuples d'Europe. Nos actions, nos plaintes ou nos espérances sont commentées dans le pays comme des rapports officiels sur l'état de la cause polonaise. De la position même de cette émigration, ils augurent ce qu'ils peuvent attendre de l'Europe, tandis que l'attitude et les tentatives des pèlerins leur

donnent la mesure du contingent qu'ils seront capables de fournir à la cause nationale.

L'émigration est composée des gens qui ont pris la part la plus active à notre révolution, qui se sont entièrement consacrés à la patrie et qui n'ont plus d'autre but sur la terre que son bien. L'émigration appelle de ses vœux des événements favorables à notre cause, elle voudrait en hâter la venue, elle étudie naturellement les opinions qui se partagent la France, la force des différents partis, et elle ne peut point ne pas subir l'influence de l'atmosphère au milieu de laquelle elle vit et dont les changements seraient pour elle d'une si grande importance.

Par conséquent, un journal qui veut servir la cause nationale doit agir dans une double direction. Il lui faut être en quelque sorte l'intermédiaire entre le pays et l'émigration, communiquer d'un côté des renseignements sur l'état du pays, ses besoins, ses opinions et ses désirs, de l'autre recommander à l'attention du lecteur tout ce qui se produit au sein de l'émigration, parmi les partis qui la composent, suivre les variations de ses idées et entretenir une communication morale perpétuelle entre les deux fractions de la nation, placées dans des situations si différentes. C'est pourquoi la direction, l'esprit, la tendance d'un journal doit apparaître non dans les promesses d'un programme qui n'est qu'une vaine parole, mais dans le développement même des discussions et des observations qui constituent la vie d'un organe périodique.

III

LE TZARISME
LA POLOGNE ET NAPOLÉON

NAPOLÉON PLEURANT SUR LA CARTE D'EUROPE.

I

L'IDÉE POLONAISE ET L'IDÉE RUSSE.

La Pologne vivant dans la liberté par l'exaltation. Le pouvoir y prenant son point d'appui dans l'enthousiasme et son levier dans l'inspiration de l'Esprit-Saint. Ce qu'étaient la diète et la royauté; comment on comprenait l'armée, les finances, la justice. La Pologne marchait vers un gouvernement de spontanéité et de bonne volonté. Constitution admirable pour développer toutes les énergies morales de l'homme, mais difficile à pratiquer. La nation exaltée, ayant été réfrigérée par la réaction du milieu européen, succomba sous ses efforts pour la réalisation de son idéal. — La Russie diamétralement opposée comme tendance et comme organisation. Caractère de l'autocratie. La religion en Russie instrument de la politique. Ce qu'est le clergé orthodoxe. Nature asiatique du pouvoir en Russie. — Que peut opposer l'Europe au danger russe? L'idée de patrie. Du ton polonais et du ton russe. Le salut espéré par l'Occident. — La Pologne et la Russie se partagent les sympathies en Europe. France, Angleterre, Allemagne, Prusse. Voltaire et Hégel. Autriche, Bohême, Hongrie, Italie. Question orientale. Comment la Russie a profité de l'ignorance occidentale. Pourquoi l'empire byzantin est tombé. — Pressentiments. Erreur du panslavisme. De quel gouvernement on a besoin. Ce que sera le lien des peuples. Attente des nations slaves.

La Pologne et la Russie ne sont pas seulement deux territoires, mais deux idées lancées au milieu des peuples slaves. Selon les chances du combat qu'elles se livrent, les pays et les populations gravitent vers l'une ou vers

l'autre. Or, ces deux idées, en aspirant à se réaliser, s'excluent mutuellement ; elles ont enfanté deux religions, deux langues, deux alphabets, deux formes de gouvernement diamétralement opposés. Et elles tendent à dominer, non sur telle ou telle province seulement, mais sur tout le Nord et peut-être sur le monde entier.

Nous avons ailleurs (1) suivi dans leur développement historique l'idée polonaise et l'idée russe ; nous allons ici embrasser ces deux idées dans un même coup d'œil, essayer d'en ressaisir les germes au moment où ils se dégageaient des limbes communs, afin de pénétrer, autant que possible, le mystère de cette dualité politique et religieuse, de déterminer sur quel appui chacun des deux éléments peut compter et de pressentir le résultat de leur lutte.

Nous avons rétracé l'histoire symbolique et mythique de l'ancienne Pologne.

Les faits qui la constituent ont été traités de fabuleux. Mais nous citerons aux rationalistes ce vers de Shakespeare : « Il y a beaucoup de choses sur la terre et dans le ciel dont les philosophes ne se doutent pas. » Ajoutons qu'il y en a autant dans l'histoire.

Le merveilleux qui présida à la naissance de la république de Pologne apparaît durant toute son histoire : la Pologne, comme État, n'a existé que par des efforts inouïs ; toutes les grandes questions n'ont pu y être ré-

(1) *Histoire populaire de Pologne*, par Adam Mickiewicz, publiée avec préface, notes et chapitre complémentaire par Ladislas Mickiewicz. Vol. in-18. Paris, 1867. (*Note de l'éditeur.*)

solues que par des appels aux sentiments généreux de la nation exaltée.

Avec le christianisme, l'exaltation est devenue un élément social : il a créé un monde où l'esprit exalté pouvait trouver une nourriture et une base. C'est sur ce principe que se fondèrent ces ordres de chevalerie dont les membres gardaient à leurs chefs une fidélité à toute épreuve, et que reposait, au moyen âge, le pouvoir de ces prieurs de congrégation dont les moines recevaient à genoux la parole comme de leurs souverains moraux.

L'esprit chrétien remua et travailla l'âme polonaise au point d'y maintenir, durant des siècles, cette exaltation qui faisait la vie et la force de la nation. La Pologne doit beaucoup au christianisme.

Loin d'étouffer les libertés primitives des communes slaves, les synodes les ont protégées, puis elles se sont développées dans les conseils des rois et dans les diètes, où elles trouvèrent une parole puissante, et où les seigneurs laïques, qui siégeaient à côté des évêques, participèrent à leur inviolabilité.

Dès les temps mythiques, depuis ce roi paysan, choisi dans une fête par les acclamations de ses concitoyens libres et joyeux, nous ne trouvons pas en Pologne de dynastie dont la destinée soit liée nécessairement à celle du pays, nul individu qui y décide de tout : tout s'y fait par les colléges. Le germe de la nation polonaise est un collége, une réunion d'hommes libres.

Le grand collége ou la diète (*sejm*) ne ressemble à aucune assemblée politique : elle est de la même nature que les conciles de l'Eglise ; elle ne fait point de lois,

pas même de règlements ; elle n'a aucune force d'exécution ; elle se réunit uniquement pour résoudre une question politique et pour en déterminer la moralité. Dans les premiers temps, à l'exemple de l'assemblée synodale, elle se servait de la formule : *Ceux qui feront autrement seront frappés d'anathème.*

La diète, quand elle était régulièrement réunie, était censée *être inspirée par le Saint-Esprit.* C'est un dogme fondamental de la constitution polonaise. Chaque individu avait le droit d'opposer son *veto,* d'arrêter la marche de la diète ; c'est une chose extraordinaire que, pendant plusieurs siècles, personne n'ait osé user de ce droit.

Le roi était élu par la diète, d'après l'inspiration du Saint-Esprit. Chaque homme libre (je n'emploie pas le mot *noble*, parce qu'il donne aux étrangers une idée fausse ; on compare toujours la noblesse polonaise à la noblesse française ou anglaise ; il faut, au contraire, se figurer un *spahi turc* ou un *homme franc* du temps des Mérovingiens), chaque homme libre pouvait être élu ; mais il était défendu au candidat d'annoncer ses prétentions, de chercher des partisans, d'avoir recours à ce qui s'appelle persuasion, machinations ou intrigues. Tout cela était regardé comme un péché. Le roi ainsi choisi était révéré comme étant le lien entre la religion et la politique. Il avait un caractère sacré, il réunissait plusieurs attributions du sacerdoce. On croyait qu'il apportait à la nation la bénédiction ; on demandait qu'il fût saint et bon : la sainteté était la première condition ; l'activité, l'énergie, l'habileté étaient des qualités secondaires. Le

respect pour le roi était profondément enraciné dans l'opinion du peuple. Le roi distribuait toutes les grâces, il n'avait même pas besoin de punir.

C'est de l'idée de l'assistance du Saint-Esprit dans l'élection des rois que venait la vénération qui entourait le trône d'un monarque polonais et tout son pouvoir : c'est ce qui explique pourquoi les seigneurs les plus orgueilleux, qui contredisaient leur souverain en pleine diète, n'osaient prononcer son nom, même dans leur cabinet, sans se lever et sans toucher leur bonnet; il arriva même, au moment où les confédérés faisaient la guerre à leur roi saxon, que, le bruit de la mort du roi s'étant répandu, un gentilhomme qui s'était servi d'une expression injurieuse pour la mémoire du souverain, fut obligé, par les soldats qui combattaient le roi, de se mettre *à quatre pattes*, suivant l'ancienne coutume, et de demander pardon.

Sans avoir l'appareil coercitif des autres souverains d'Europe, les rois ont cependant plus d'une fois obtenu un grand pouvoir en Pologne. Etienne Batory se sentait roi et obtenait obéissance des grands de la république, sans faire de la *doctrine royaliste*. Michel Wisniowiecki, sans parents, sans amis, n'ayant que cinq mille florins de revenu, devint roi, et la noblesse se chargea (on n'avait pas besoin de tribunal) de punir la moindre offense qu'on se permettait à son égard. Le roi Jean Sobieski était bien réellement souverain lorsqu'il commandait son armée devant Vienne.

Mais les rois de Pologne perdaient leur pouvoir toutes les fois qu'ils négligeaient de s'appuyer sur ce qu'il y

avait de vital et d'élevé dans la nationalité polonaise. Cette remarque a été faite pour la première fois par Leszczynski : roi citoyen, il connaissait bien sa nation. Après avoir tracé l'idéal d'un roi, tel qu'il en fallait un à la Pologne : « Qu'on me donne, dit-il, un prince avec ces sentiments, et je lui réponds d'un pouvoir absolu dans la République. Tout pliera sous ses ordres, l'armée, les ministres, les tribunaux et les citoyens. Un roi de Pologne trouverait dans le cœur de ses sujets les éléments d'une autorité plus durable et mieux établie que ne peut l'être celle que l'on impose à la faiblesse d'un peuple craintif (1). » Aussi Leszczynski n'osa-t-il proposer aucun changement législatif; il en appelait à l'esprit, à l'enthousiasme national (2).

La vitalité de la Pologne résidait en effet dans l'enthousiasme. Tout le pouvoir y était fondé sur l'enthousiasme, et seulement sur l'enthousiasme. Or, comment appliquer constitutionnellement ce qu'il y a de plus passager, de plus spontané : l'enthousiasme? Comment organiser un Etat qui ne vive, ne respire et n'agisse que par enthousiasme? La Pologne l'a tenté.

S'agissait-il de faire la guerre, la diète examinait si l'on avait le droit de faire cette guerre, si la cause en était juste; et elle chargeait les ambassadeurs de procé-

(1) Voir au chapitre *Le Roi* les observations sur le gouvernement de Pologne dans les *Œuvres du philosophe bienfaisant*, t. II et III, Paris, 1763. (*Note de l'éditeur.*)

(2) « Je laisse à de plus habiles que moi le soin de corriger nos constitutions, de les changer, de les renouveler, de leur donner une meilleure forme... Nous portons chacun dans nos cœurs le salut de la patrie. » (*Œuvres du philosophe bienfaisant*, au chapitre *De la Justice*, t. III.) (*Note de l'éditeur.*)

der sous ce rapport à une enquête minutieuse. Cette question morale décidée, chacun était appelé par sa conscience, selon ses forces et ses moyens, à exécuter la sentence par la guerre.

Le roi, s'il voulait commander en personne, partait avec sa petite troupe domestique, visitait les grands seigneurs, les hommes riches et la noblesse, et leur annonçait la décision de la diète. Tous les hommes de bonne volonté le suivaient.

Si le roi ne partait pas, les généraux d'armée employaient les mêmes moyens pour réunir des soldats. Tout dépendait encore ici de la bonne volonté.

Quant aux finances, on les administrait de la même manière. Cette idée que tout l'argent du pays doit passer par le trésor, que c'est un état normal de la société que celui où l'on prélève journellement des impôts, cette idée était inconnue en Pologne; la diète votait des secours volontaires et temporaires. Après les avoir votés, souvent les hommes riches avançaient la somme voulue, retiraient quittance, et allaient chez leurs compatriotes demander à être remboursés.

Il n'y avait pas de charges payées par le trésor, pas de magistrats salariés, pas de commis. Lorsque la République avait besoin d'envoyer des ambassadeurs, elle s'adressait aux hommes riches et puissants, et ils étaient obligés, non-seulement de payer tous les frais de la mission, mais même de donner des présents aux souverains, et en même temps de rendre à la République tous les cadeaux qu'ils recevaient. Il y a eu des familles ruinées par des ambassades, comme celle du prince de

Zbaraz. Mais on regardait un tel service comme méritoire envers la République, et même comme pouvant servir au salut de l'âme de celui qui l'entreprenait. On avait aussi l'habitude de léguer en mourant des sommes d'argent ou des terres à la République et au roi.

L'administration de la justice reposait sur la même idée. Souvent les diétines ou petits colléges, quelquefois les tribunaux, décidaient de la justice d'une cause, et l'appariteur, qui avait le caractère d'un héraut d'armes, s'adressait à tous les hommes de bonne volonté pour faire exécuter l'ordre du tribunal. Il sommait le coupable lui-même d'obéir, et on trouve dans l'histoire de Pologne des exemples d'hommes très-puissants se livrant eux-mêmes entre les mains de la justice. Il y a plus : des criminels qui se trouvaient dans les pays étrangers, revenaient pour être décapités. On les laissait libres, en leur donnant seulement le temps de se préparer à la mort, parce qu'un homme noble qui aurait fui l'arrêt du tribunal aurait été regardé comme infâme et comme poltron : l'opinion publique l'aurait frappé comme elle frappe aujourd'hui ceux qui évitent un duel. Sans cette sanction religieuse, l'histoire de Pologne est incompréhensible. Un homme riche, ayant dix à douze mille hommes de troupes domestiques, et condamné par un petit tribunal de district à restituer telle ou telle terre, était quelquefois sommé et amené par l'appariteur, puis enfermé dans la tour. Cet homme-là, s'il eût refusé d'obéir, ce qu'il pouvait bien faire, n'aurait pas eu l'absolution du prêtre, car le prêtre donnait la sanction aux lois de la République. Dans une cause

que tout le monde comprenait bien, où l'injustice était criante, tout le monde montait à cheval et le coupable était vite puni. Si la cause était obscure, si l'opinion publique ne pouvait pas distinguer le vrai du faux, alors on recommençait le procès et l'on recourait à des moyens nouveaux pour éclairer l'opinion.

Quelle était donc la tendance de toutes ces institutions ? Quel en était le sens intime ? C'était de développer l'*esprit* (*duch*) de l'homme, de le tenir continuellement en éveil, de lui faire sentir sa dignité, de lui faire comprendre à chaque moment ses devoirs.

Un homme libre, chez les Polonais, ne pouvait pas rejeter toutes les difficultés sur la diète ou sur les diétines ; la décision souveraine une fois promulguée, il était obligé de la peser de nouveau, d'en connaître la valeur, la justice, pour trouver, d'après sa conviction, une règle de conduite. Il devenait de sa propre volonté juge, soldat, exécuteur, et ses devoirs duraient aussi longtemps que durait sa bonne volonté. Il avait même le droit de faire la guerre à des étrangers, mais en *chargeant sa conscience d'une grave responsabilité*. Il n'y a nulle part dans le monde un exemple d'une aussi grande liberté laissée aux individus. Je ne connais pas d'institutions mieux appropriées pour façonner l'homme à la liberté, pour l'élever toujours au-dessus des intérêts matériels. L'argent qu'il donnait à l'État était un sacrifice ; après l'avoir donné, il éprouvait le sentiment délicieux d'avoir servi la patrie. Les campagnes qu'il faisait contre l'ennemi étaient comptées pour des services rendus à l'État, et aussi pour des œuvres pies : c'est ainsi

qu'étaient regardées en France les expéditions des Croisés.

La Pologne, toute son histoire en fait foi, marchait vers la création d'une société de *spontanéité et de bonne volonté*. D'après les idées polonaises, le roi était celui par qui parlait l'esprit divin, et sa royauté durait tant que cet esprit l'inspirait. La Pologne est parvenue à créer une royauté viagère et à rendre toutes charges viagères : elle tendait à la création de fonctions temporaires.

Il est impossible de se faire l'idée de cet Etat en lisant les historiens qui voient tout d'après les préjugés étrangers; et même on trouve peu d'éclaircissements dans la législation écrite, parce qu'elle est hérissée de formules empruntées à l'étranger; on la trouve entière dans les récits et poésies populaires, dans la vie des individus marquants. J'ajouterai encore qu'on ne peut avoir une meilleure idée de l'état des pouvoirs de ce pays qu'en lisant certaines pages de l'ouvrage de Swedenborg, où il parle de la région des esprits : « C'est un royaume où il n'y a pas de loi écrite, dit-il ; où les esprits sont toujours attentifs à échanger des services mutuels, à saisir à chaque moment des rapports nouveaux qui varient sans cesse et à en tirer le fruit. » Et ce n'est pas sans vérité qu'un philosophe politique, Louis Krolikowski, a dit hardiment que la Pologne future est destinée à n'avoir pas de lois écrites.

Nous avons dit quel était l'*idéal* de la république de Pologne ; mais la Pologne est loin de l'avoir réalisé.

La constitution portait en elle-même une immense difficulté : elle exigeait des citoyens des efforts moraux

continuels; elle supposait des hommes toujours généreux ou voulant l'être, toujours sages ou cherchant à le devenir, toujours dévoués ou prêts à se dévouer. Cette constitution n'a pu durer. Il n'y a pas à s'en étonner: toutes les choses simples et peu développées ont une durée plus longue. L'architecture cyclopéenne et celle des Egyptiens ont survécu aux révolutions des empires, et résistent même à celles des éléments; elles sont massives et simples, l'esprit n'y paraît pas; l'architecture des Grecs, déjà plus dégagée de la terre, présentant des formes plus déliées, aura plus de durée que celle du moyen âge, qui paraît s'envoler dans les airs; et l'on sait qu'après avoir créé une telle architecture, il faut que l'esprit veille continuellement et sans relâche sur sa conservation. Il en est de même des corps organisés: l'animal inférieur touche au sol par une large base; l'homme a besoin d'un effort matériel et aussi d'un effort moral pour seulement rester debout.

La république de Pologne ne vivait que d'exaltation. Or, il arriva, au seizième siècle, que l'esprit religieux, l'esprit d'exaltation, qui avait déjà pénétré dans les sociétés particulières, au lieu de faire un nouveau mouvement d'expansion et de pénétrer dans la société politique, sembla de nouveau être refoulé dans l'âme des individus.

L'Europe entière devenait matérialiste, scolastique, formaliste, métaphysicienne: elle a réagi sur la Pologne. La Pologne, reconnue comme exaltée, fut par ce fait même repoussée du congrès des nations; sa politique fut jugée inapplicable. Et ce qui est plus extraordinaire,

les lois politiques du pays sur le *veto*, l'élection, l'impôt, la liberté absolue des nonces, etc., furent regardées par les théoriciens polonais eux-mêmes comme impraticables : lois d'une destinée que la nation n'avait plus la force d'accomplir ni de changer.

Exemple unique dans l'histoire de l'Europe ! Ce n'est pas sans raison que le roi Leszczynski, le premier qui ait écrit un ouvrage important sur la réforme de la République, compare la situation de la Pologne à celle du peuple élu : les Hébreux, après avoir reçu leurs lois d'en haut, ayant manqué de l'esprit nécessaire pour l'accomplir, et n'osant pas la changer, restaient forcément stationnaires.

Faudrait-il donc en conclure que toutes les sociétés fondées sur les sentiments moraux, toutes les sociétés sorties du Christianisme et étroitement liées avec lui, doivent disparaître de la terre ? Croit-on que la société humaine, en reniant l'exaltation, ne se dirigera désormais qu'en vue des intérêts matériels ? Mais ce serait supposer la destruction du christianisme.

Nous sommes convaincus que cet esprit d'exaltation chrétienne est destiné à une action plus vaste que celle qu'il a eue jusqu'ici, qu'il est appelé à ranimer la société politique et sera reconnu comme source des lois nouvelles.

Le régime russe forme une complète opposition aux institutions polonaises : en Pologne, une société d'hommes libres, mus par l'enthousiasme; en Russie un [illegible] et pour lien la terreur.

La Russie n'a pas d'histoire mythique, mais seulement le violent souvenir des invasions mongoles. On dirait que l'esprit d'Attila, de Gengis-Khan, de Tamerlan s'incarne successivement dans les dynasties qui gouvernent l'empire russe. Tout est concentré dans l'âme de ceux qui s'y succèdent : ses moyens, son but, ses plans, ses forces, le tzar tire tout de lui-même. Il est autocrate.

Ce qui réveillait autrefois les Slaves, le son du cor lithuanien, les *hallas* tartares, est remplacé maintenant par un mot d'ordre *ukaze*. Ce mot exerce sur la race des Slaves du Nord une même et épouvantable influence ; il la glace de terreur, il la pousse en avant. Non content d'avoir envahi les principautés du Nord, cet esprit infernal ne permet pas aux Russes de s'enfermer dans les limites géographiques de leur Etat; il les jette sur les Tartares; il les porte vers le Danube ; il les force d'aller vers la Pologne.

L'esprit du souverain est en Russie le mobile et le but de toute action : chacun cherche à deviner la pensée de son souverain et s'efforce de s'y conformer. Tout le monde le sent,le mot *service* est le mot d'ordre en Russie. Celui qui ne sert pas son souverain n'appartient pas à l'Etat ; il est regardé comme esclave. Et de son côté, le souverain ne doit rien à ses sujets : il n'a point de services à payer, car tous lui sont dus; aussi l'indemnité qu'on donne aux domestiques et aux soldats est appelée *zalowanie*, une grâce ou une faveur, à proprement parler un don de charité. C'est une charité que l'empereur fait à ses sujets.

Et pourtant des écrivains de l'Occident, jugeant tou-

jours cet empire d'après leurs idées, doutent de sa puissance, tantôt en le croyant trop pauvre, tantôt en pensant qu'il sera arrêté dans sa marche par les boyards ou par je ne sais quelle caste noble qui n'existe pas et n'a jamais existé.

Les *institutions*, dans le sens moderne de ce mot, ne se rencontrent pas en Russie : c'est un pays gouverné *spirituellement*. Comme l'a observé avec justesse un écrivain français : « Il y a là quelque chose qui n'est pas tout entier de l'homme ; il y a une influence morale dont la source est ailleurs que dans les étroites combinaisons de la politique. »

Le tzar en Russie est l'unique foyer de tout pouvoir et de toute force ; le peuple l'appelle *sa lumière ;* il se le représente terrible, puissant, politique, astucieux et profond. De lui tout émane. D'après le mot célèbre de l'empereur Paul : « *Il n'y a en Russie d'homme puissant que celui à qui l'empereur parle, et sa puissance dure autant que la parole qu'il entend.* » Dès que l'empereur se détourne, l'homme puissant devient nul.

Les évêques de l'Église orientale, tout différents de ceux de l'Occident, qui, auteurs, législateurs, guerriers même, formaient la classe la plus active au moyen âge, ont, dès l'origine, ressemblé au clergé catholique d'aujourd'hui. Ils étaient regardés comme des administrateurs, comme des employés du gouvernement, et les moines y étaient sans influence. L'Eglise grecque n'avait point ces établissements religieux qui ont exercé une action si puissante sur les pays germaniques et romains ; elle ne possédait qu'un seul ordre, celui de

Saint-Basile, voué entièrement à l'étude et à la vie contemplative.

Dans l'esprit de cet ordre, il y a quelque chose de stationnaire. Saint Basile, qui avait jadis combattu le schisme d'Arius, fonda son institut pour accorder, en quelque sorte, la religion catholique avec le schisme d'Arius. L'Eglise l'accusait alors de chercher à établir une espèce de juste-milieu. Un juste-milieu est, par sa nature, stationnaire. Saint Basile réussit à conserver le dogme dans sa confrérie, mais il n'a pas produit et ne pouvait pas produire l'esprit d'apostolat.

Et précisément pour cela, la religion grecque répondait mieux aux projets des princes russes, qui, l'ayant embrassée spontanément, puis imposée à leurs sujets, et qui ayant par là pris sur elle un certain ascendant, s'en servirent au profit de leur politique.—Aussi, quand, plus tard, on crut que toute la chrétienté allait se trouver de nouveau réunie sous un seul chef, et que l'évêque slave, le métropolitain de Kiew, rencontrait dans les pays dépendant du gouvernement de Pologne beaucoup de propension pour la décision du concile de Florence, le duc de Moskou, qui déjà entrevoyait le danger politique de cette réunion, et qui cherchait à établir chez lui sa propre Église, ordonna d'emprisonner cet évêque. Il ne dut son salut qu'à une prompte fuite à Constantinople. Le schisme demeura. Le patriarcat de Moskou fut peu à peu rendu indépendant de celui de Constantinople, puis supprimé. En 1721, Pierre le Grand était reconnu comme juge suprême du saint synode; il se proclamait chef de la religion.

Or, voici ce que Pierre le Grand fit du clergé en Russie. Il détestait le clergé, il sentait une répulsion instinctive contre les moines. Que voulait dire dans ce pays un homme qui ne sert pas l'empereur, qui est sans rang, qui n'aspire à avoir ni décorations ni récompenses, un homme pauvre et content de sa pauvreté? Un moine représente certainement l'idée destructive de l'empire russe. Et cependant les moines alors ressemblaient déjà un peu aux légionnaires romains du temps de la décadence. Ces moines portaient la barbe et le froc, comme les légionnaires portaient l'armure de leurs ancêtres, sans en avoir conservé l'esprit. Néanmoins ces formes effrayaient encore. Et Pierre le Grand, tout occupé qu'il fût de guerres et de négociations, publia un grand nombre d'ukazes et de règlements, tous calculés pour détruire les institutions monastiques.

Son favori, l'évêque Théophane, tant loué par les historiens russes, devint entre ses mains un instrument docile. Il serait curieux de lire ses exhortations, ses mandements : il prêche surtout la morale simple et honnête ; il prie le clergé russe de ne pas trop s'occuper des hautes questions de la religion ; il l'engage à imiter les moines primitifs, à se livrer à la culture des terres, au jardinage, à soigner les malades, mais surtout à éviter de scruter les secrets de la religion, afin de se préserver de l'orgueil du siècle. Pourquoi apprendre, pourquoi lire? « Dans le petit recueil que vous avez sous la main, vous avez tout. »

Les mêmes motifs qui avaient fait interdire la prédication aux évêques d'Orient, amenèrent les princes rus-

ses à défendre au clergé d'écrire les chroniques du pays. Il leur semblait dangereux et contraire à leur politique de laisser aux opinions individuelles le moyen de juger les affaires de l'Etat. Pierre le Grand alla même jusqu'à défendre aux moines d'avoir des plumes et de l'encre. Il fallait une permission spéciale de l'évêque pour posséder un morceau de papier et une plume.

Et cependant le clergé, humilié à ce point, inspirait encore une certaine terreur ; on tenta de le désarmer en le faisant entrer dans la hiérarchie russe. Ainsi on donna aux évêques le grade de généraux, aux archimandrites le grade d'officiers, et ainsi de suite.

Les empereurs de Russie ont toujours considéré la religion comme un instrument de domination. Aussi n'ont-ils jamais cessé d'offrir leur appui aux fidèles et au clergé du rite grec.

Le mont Athos, enclavé dans le pays turc, est un lieu sacré : c'est une espèce de Delphes, de Lesbos slave. Cette montagne, comme on sait, est couverte de monastères ; elle est habitée exclusivement par une population de moines ; on y en compte six mille. Les chefs serbiens élevèrent à leurs frais des églises sur cette montagne sacrée, dont ils furent regardés comme les suzerains, comme les protecteurs. Les empereurs russes succédèrent aux chefs serbiens en cette qualité, et ils ont étendu leur protection sur tout le pays qui dépend de l'Eglise orientale.

L'empereur parle toujours d'orthodoxie : il se pose comme le chef de la religion orthodoxe. Or dans nul pays peut-être les hérésies ne se sont multipliées davantage.

Pour empêcher l'Église orientale de se dissoudre, pour étouffer les schismes dont elle porte le germe, on avait été obligé d'arrêter toute espèce de discussion et de restreindre la prédication; de sorte que, dans l'Eglise russe, il n'y a plus d'enseignement vivant; or, toutes les fois qu'on refuse au peuple l'enseignement vivant, il se jette sur la lettre ; et partout où il n'y a pas assez de vie dans l'Eglise, le peuple cherche à la tirer des livres saints. La Bible a été répandue à un grand nombre d'exemplaires en Russie; elle a été lue avidement par les marchands des grandes villes et même par le peuple. De cette lecture qui n'a pu être contrôlée par personne, il est sorti et il sort continuellement une foule de sectes dont on ignore l'existence et l'accroissement silencieux.

Il est assez remarquable que les sectes russes présentent les mêmes opinions et les mêmes caractères que les sectes anciennement connues dans l'histoire des Eglises d'Orient et d'Occident. Il y a, par exemple, des manichéens, des gnostiques, des pélagiens, etc., quoique sous des noms différents. Une secte est tombée dans le fatal égarement d'Origène, et a pris un verset de l'Evangile, si mal compris par ce docteur, pour le dogme fondamental de sa communion. Cette secte, quoique persécutée cruellement par le gouvernement russe et privée plus que toute autre des moyens de se propager, se recrute cependant parmi le peuple et parmi les militaires russes.

Tandis que l'Eglise officielle russe continue à rester muette et inerte, et comme l'Eglise anglicane, faute de principe, ne se maintient que par la puissance tempo-

relle, tout le sol de la vieille Russie est miné par les sectes. Les sectes naissent et se constituent malgré le terrorisme du gouvernement; elles trouvent même un appui dans la vénalité des administrateurs et les intérêts de la noblesse; les seigneurs, dans la crainte de voir leurs paysans déportés en Sibérie, s'ils étaient dénoncés comme sectaires, cachent ce qui se passe dans leurs conciliabules; d'ailleurs ils attachent une médiocre importance à cette sorte de questions; ils en parlent comme le préteur Félix parlait du christianisme naissant: « espèce de superstition, disait-il, ayant rapport à quelques vagues questions religieuses. » — Et pourtant ce sera un moment terrible, quand ces esprits, jusqu'ici comprimés, seront appelés à l'action.

Les idées qui animent et qui font mouvoir l'empire russe moderne se réduisent à une seule; il suffit de connaître la nature de la souveraineté russe, l'idée qui donne la vie à cette souveraineté, pour comprendre l'histoire de la Russie moderne, pour expliquer tout ce qui s'est fait en Russie, et même pour jeter quelque lumière sur ce qu'il y a d'étrange dans les rapports internationaux du gouvernement russe et des gouvernements des autres pays.

Déjà les rois de Pologne au seizième siècle avaient deviné les dangers d'une puissance qui se dressait, devant les empires et les royautés européennes, avec une mission dont on ne pouvait pas alors pénétrer le mystère. Plus tard, quelques écrivains étrangers furent frappés d'un sentiment vague de terreur en examinant ce gouvernement. En effet, l'idée fondamentale de la souve-

raineté russe est essentiellement différente de celles sur lesquelles sont basées les royautés européennes.

Les empereurs d'Allemagne, les rois de l'Europe, toutes les fois qu'ils discutaient les droits de leur souveraineté, en appelaient toujours à quelque institution, à quelque pacte ; ils observaient même certaines formes qui sont censées consacrer leurs droits. On sait que Charlemagne et ses descendants allaient à Rome se faire sacrer ; et, seulement de ce moment solennel, ils s'attribuaient le droit de régner. Ailleurs, les partis politiques en appelaient aux droits que les souverains sont censés tenir du vœu populaire. Mais la puissance du souverain russe s'élève au-dessus de toutes ces formes, de toutes ces considérations. Il ne gouverne pas en vertu du droit qui lui a été conféré par le sacre ; il ne règne pas en vertu de son titre d'empereur ; le sacre, les titres, même les droits légitimes de succession au trône n'entrent pour rien, absolument pour rien, dans le poids de son autorité souveraine. En voici des exemples :

Iwan le Terrible s'avisa un jour de donner le nom de grand-duc de Moskou à l'un de ses favoris ; il lui conféra, en toutes formes, la souveraineté et lui abandonna le gouvernement de Moskou. Quant à lui, il restait tout simplement Iwan Wasilewicz, et habitait une petite maison de campagne près de Moskou, jusqu'au moment où il lui plut de briser d'un signe sa créature, ce fantôme de grand-duc. Avant d'entreprendre son voyage en Europe, Pierre, encore grand-duc seulement, conféra à son lieutenant Romadanowski le titre de césar. Ainsi Pierre, grand-duc, créait des césars : cela est tout

naturel dans l'idée que le peuple russe se fait de son souverain. Le peuple connaît à peine le titre d'*empereur*. Un paysan, un soldat russe n'emploie presque jamais ce titre pour désigner son souverain : on ne s'en sert que dans les occasions officielles; mais dans la conversation, dans le langage familier, on l'appelle seulement *Gasudar*, c'est-à-dire le *grand-juge*. C'est en vertu de ce titre qu'il gouverne la Russie. Même encore de nos jours, lorsqu'un Russe parle de son souverain avec l'âme émue, lorsqu'il est effrayé à sa vue, ou transporté d'amour pour sa personne, il l'appelle tout simplement Nicolas Pawlowicz, c'est-à-dire Nicolas fils de Paul.

Le sacre, le titre, les constitutions ne sont donc que des formes que le souverain peut prendre ou laisser à volonté. De là vient que les monarques russes n'ont traité d'égal à égal avec aucun monarque européen. Au fond de leur âme, ils se sentent supérieurs à tous les monarques, ils n'ont pas formulé cette maxime, elle n'est écrite nulle part : dans les rapports diplomatiques, on se trompe des deux côtés ; mais d'un côté, il y a je ne sais quelle déférence mal dissimulée, et, de l'autre, je ne sais quel sentiment mystérieux de supériorité.

On connaît le testament de Pierre le Grand. Comment aurait-il pu prétendre à renverser toutes les monarchies, s'il croyait leurs droits bien établis? C'est une preuve qu'intérieurement il ne les a jamais admis.

Pendant la dernière guerre contre l'empereur Napoléon, un général autrichien commandait les troupes coalisées ; les Anglais faisaient les frais de la guerre, et assurément c'est à la coopération des Anglais qu'est due

la victoire ; et cependant l'instinct populaire de l'Europe entière n'a cessé d'attribuer cette victoire à l'empereur Alexandre : c'est lui qui, moralement, primait les coalisés ; c'est lui qui leur donnait la force morale, la force immatérielle ; les Anglais ne servaient que de moyen pour remporter cette victoire.

Cette considération explique aussi la facilité avec laquelle la Russie a plus d'une fois rompu les traités ; intérieurement, elle ne les considérait jamais comme obligatoires à sa conscience.

Ce pouvoir se trouve, vis à vis de l'Europe, dans la position où se trouvait Rome vis à vis des républiques et des royautés européennes et asiatiques. Rome a-t-elle jamais admis sérieusement la légitimité d'aucun roi, d'aucune république, d'aucun gouvernement? Pour les Romains, il n'y avait de ville que Rome, *Urbs*, la ville par excellence ; il n'y avait de république que la leur, d'armées que leurs légions. Les Romains s'alliaient parfois avec d'autres peuples, mais jamais d'égal à égal ; jamais un gouvernement étranger, despotique ou républicain, quelque puissant qu'il fût, n'avait, à leurs yeux, des droits à la souveraineté comparables à ceux du peuple romain ; jamais un consul ou un tribun romain n'a traité un chef militaire ennemi comme son égal en dignité.

D'après les mêmes idées, le peuple russe serait très-scandalisé si son empereur s'avisait d'avouer publiquement qu'il n'est que l'égal d'un empereur ou d'un roi.

qui est peu connu, mais cependant incontestable,
les soldats russes ont à un plus haut degré que

les soldats romains le sentiment, quoique confus, de leur supériorité sur les autres armées: ils croient qu'il n'y a de véritables soldats qu'eux seuls, et regardent toute autre armée du même œil qu'une armée régulière regarderait un corps d'insurgés ou de volontaires.

Le gouvernement russe eut plus d'une fois de la difficulté à faire observer à ses soldats les capitulations que l'on concluait avec les généraux ennemis. Les soldats étaient toujours tentés de sévir contre les vaincus, car ils les considéraient toujours comme rebelles, comme traîtres à l'empereur. L'empereur lui-même, dans ses déclarations de guerre aux puissances étrangères, se laisse aller souvent à leur reprocher leur trahison et à les accuser de rébellion, tant est inhérent au caractère russe ce sentiment du droit de supériorité vis à vis de toutes les autres puissances. Il est difficile de concevoir et d'expliquer de telles prétentions; elles prennent leur origine ailleurs que dans les pactes et les traités internationaux.

Ces sentiments proviennent des idées innées de la race ouralienne. A cette occasion, je rappellerai le caractère de Gengis-Khan. Ce chef obscur d'une horde nomade commença sa carrière diplomatique par cracher au visage d'un ambassadeur chinois qui, comme ambassadeur du plus puissant des empereurs, le traitait en égal; par cet acte, il lui annonça qu'il allait conquérir l'empire de son maître et il tint parole. Il envoyait des ambassadeurs à tous les rois de la terre en les sommant de se soumettre à son autorité; il en envoya même au roi de France. Il ignorait la position géographique de

la France, et cependant, s'il eût vécu plus longtemps, il eût fini par l'attaquer. De temps à autre, un esprit de conquête et de domination s'est emparé des chefs des hordes asiatiques, les poussant à des envahissements qui ne s'arrêtaient qu'à la mort du chef inspiré. En Russie, cet esprit s'est incarné dans les institutions ; il a formé une hiérarchie, il ne cesse d'exister, de vivre, d'agir.

Comme nous avons déjà parlé des Mongols et de la race finnoise, je n'ajouterai ici qu'un mot qui expliquera, je l'espère, certains mystères de l'histoire de ce peuple, et qui complétera la description physionomique de cette race. Le crâne ouralien paraît avoir une conformation telle que l'âme n'y a pas le libre exercice des organes de l'intelligence ; ces organes sont excessivement déprimés. Les Chinois, qui sont les plus civilisés de la race dont je parle, montrent dans leurs travaux intellectuels beaucoup d'adresse, beaucoup de finesse, mais pas de sentiment ; l'âme ne paraît point y présider. Ce sont des travaux exécutés, pour ainsi dire, avec une main d'automate.

Toutes les fois donc qu'un chef inspiré apparaissait au milieu de ces hordes, en parlant à leur âme, il les soulevait comme un seul homme et devenait alors irrésistible. Or, tous ces chefs, depuis que l'histoire en est connue, Attila, Gengis-Khan, n'ont été que des instruments conduits par le génie du mal. Il ne faut pas cependant désespérer, même de cette race destructive ; pour la civiliser, il faut que le Nord produise un homme inspiré comme Gengis-Khan, mais inspiré de Dieu.

D'après l'idée que nous nous formons de la nature du pouvoir que se donne le souverain en Russie, elle nous paraît ressembler à celle que les mystiques attribuent à Dieu. Suivant eux, Dieu passe son éternité à scruter les abîmes de sa toute-puissance, dont il ignore lui-même le principe et les limites. Il en est de même de l'empereur de Russie.

A une telle force morale, qu'est-ce que l'Europe pourra opposer ? Y a-t-il aujourd'hui quelque idée qui puisse seulement l'ébranler ? Serait-ce l'idée de défendre le christianisme ? Mais l'empereur se regarde comme le vicaire du Christ et son plus grand défenseur sur la terre. Serait-ce l'idée d'une Église catholique universelle ? Mais il se regarde comme celui qui travaille le plus dans ce but : et en face de la stérilité de la propagande romaine actuelle, il pourrait même citer les huit millions d'hommes convertis, en peu de temps, à l'Eglise russe, par la propagande qui lui est propre. Certes, un tel succès dans la propagande est bien capable d'affermir la foi du propagateur.

Quant aux idées matérialistes produites en France par certaines écoles philosophiques, elles auraient encore moins de prise sur l'idée impériale russe. Dans ces écoles, on ne parle que d'améliorer l'existence matérielle, de trouver de l'occupation et des débouchés pour l'industrie. L'empereur réalise toutes ces idées depuis longtemps : il fait établir des chemins de fer et construire des fabriques. La puissance basée sur de telles réalités ne craint pas les faiseurs de projets ; elle n'est pas sortie d'une théorie, elle ne s'appuie pas sur des écoles

philosophiques; elle réside dans l'âme de la nation.

Ce n'est pas un fait de peu d'importance que l'incarnation d'une idée dans toute une nation ; c'est souvent l'œuvre de longues années, comme il est arrivé pour la nation russe.

On connaît l'histoire des travaux douloureux par lesquels a passé cette nation avant de se faire impérialiste : elle a été pendant des siècles labourée par le fer des chefs tartares, des conquérants normands et des bourreaux des grands-ducs de Moskou. L'idée impériale russe, incarnée dans la nation, dans le pouvoir, ne peut être vaincue que par une idée opposée devenue réalité et pouvoir.

Que de transformations n'a pas subies l'idée juive avant de commencer sa vie politique ! Israël a été préparé par son pèlerinage miraculeux dans le désert, par une suite de prophéties.

La révélation chrétienne ne devait venir qu'après que le peuple juif se fut spiritualisé et attendri dans l'oppression : ce n'est qu'au milieu de ce peuple que Jésus-Christ pouvait se manifester.

Le prophète arabe, aussi, a trouvé un peuple tout préparé, par sa vie, par ses traditions et par son génie prophétique, à recevoir la révélation mahométane.

Où serait maintenant la société, le peuple suffisamment préparé à recevoir une de ces idées qui changent la face du monde ? Il n'y a qu'une idée de cette nature qui puisse être dangereuse pour la Russie.

[redacted] mais qui ne peut [redacted] dans la bouche de sa dernière. « Mon ambition est large comme

l'espace, mais elle est patiente comme le temps (1). » Jamais, en effet, cette puissance n'a désigné de frontières où elle dût s'arrêter.

Mais, tandis que la Russie tend sans cesse à l'absorption et à l'anéantissement des nations, la Pologne, toujours et partout fidèle au respect de la loi nationale, représente et fait rayonner sur le monde le nom de patrie. Et cette idée est sainte.

Si le culte nous rend apte à recevoir la vérité, s'il nous en facilite l'acquisition, la nationalité tient en dépôt les secours et les travaux séculaires qui peuvent aider l'homme à appliquer et à faire régner sur la terre cette vérité qu'il a acquise dans le temple. C'est pourquoi l'homme, sans une nationalité, est un homme incomplet. C'est un homme capable de savoir, mais incapable d'agir

La force qui part d'un centre national et qui anime tous les individus d'une nation, même à leur insu, est une chose mystérieuse et cependant bien réelle.

Si, pendant la confédération de Bar, le fameux Beniowski, prisonnier à Kamtschatka, osa s'insurger, détruire le gouvernement russe dans cette ville et la défendre pendant l'hiver en bravant toute la puissance de l'empire russe, c'est que, à la même époque, la Pologne combattait aussi pour son indépendance. Durant la guerre de Kosciuszko, il y eut, au fond de la Russie, des tentatives de soulèvement parmi les prisonniers polonais qui ne recevaient cependant aucune nouvelle de

(1) Voir *La question d'Orient, la guerre, le ministère*, à la page 68 du volume intitulé : *Vues, discours et articles sur la question d'Orient*, par Alphonse de Lamartine, Paris, 1840. (*Note de l'édit.*)

leur pays. Avec la chute de la Pologne ces tentatives cessèrent. Lors de la retraite de Russie, les prisonniers français se laissaient conduire comme des troupeaux par quelques Cosaques. En revanche, dans le temps où l'empereur Napoléon battait les alliés à Lutzen et à Bautzen, il y eut aussi, parmi les prisonniers français, des conspirations et des tentatives de soulèvement.

Comment expliquer ces coïncidences? La philosophie moderne, qui regarde une nation comme un instrument inerte, mis en mouvement par une machine gouvernementale, n'a rien à dire sur cette grave question. Cependant la physique moderne a déjà observé la sympathie intime qui existe entre les parties d'un organisme et le tout qui en représente l'idée. On sait que les sucs d'une plante, le vin, par exemple, dans leur travail de fermentation, présentent des phénomènes qui sont en rapport intime avec la vie de la plante, dont ils ont été depuis longtemps séparés. On sait qu'un arbre du Nord, transplanté dans un pays du Midi, se couvre de feuilles et fleurit en même temps que les arbres du pays d'où il vient. Le bouleau, par exemple, l'arbre poétique de notre pays, planté en Italie ou en Suisse, reste longtemps nu au milieu des amandiers et des marronniers en fleurs et ne se couvre de fleurs que très-tard. Des observateurs affirment que son bougeonnement et sa floraison ne dépendent nullement de la température de l'Italie ou de la Suisse, mais de celle qui, à cette époque, règne dans les pays du Nord.

N'en pourrait-on pas conclure que les hommes, ces êtres qui portent en eux la plus forte masse de la vie la

plus développée, sont liés ensemble d'une manière encore plus forte et plus intime ? Vous vous expliquerez maintenant les paroles du chant des légions polonaises : « Non, la Pologne n'est pas perdue encore tant que nous vivons. » Un homme national, quelque part qu'il se trouve, peut être sûr que ce qu'il pense, ce qu'il sent, dans le même moment des milliers d'individus, qui appartiennent à la même nation, le pensent et le sentent comme lui. La nationalité, dans la plus haute acception du mot, exprime la mission d'une nation, représente la masse des individus que Dieu a appelés à accomplir une œuvre commune, solidaires les uns des autres et liés par cette loi de la vie que nous venons d'observer.

Tout s'est fait en Pologne sous l'inspiration de l'idée de patrie.

Mais cette idée, il est très-difficile de la définir, elle n'a pas encore été réalisée. Il est impossible d'exprimer le patriotisme polonais par des mots, de l'enfermer dans une formule scientifique. Le prédicateur inspiré Skarga concevait et sentait la patrie comme le règne d'une race élue, comme une Jérusalem avec son arche, son temple et son trône, avec son passé sacré, dont la conservation et la défense sont la vie nationale. Dans l'opinion de beaucoup de réformateurs modernes, la patrie, c'est l'ordre politique de l'avenir qu'il faut travailler à établir. La liberté, la puissance et le bonheur entrent nécessairement dans l'ensemble de cette conception. Pour les poètes, pour les orateurs, pour les hommes nationaux, la patrie, ce n'est pas l'endroit où l'on est bien — *ubi bene;* — ce n'est pas même un certain idéal de pros-

périté ; c'est encore moins une étendue de terre entourée de frontières, au-delà de laquelle doit cesser toute action nationale ; la patrie, pour eux, la patrie, pour tout Polonais, est, elle vit partout où bat le cœur fidèle de ses enfants !

L'idée de patrie, pour nous, est autre que l'idée matérielle et égoïste des Grecs et des Romains. Elle n'est pas attachée à un Capitole, elle n'a nul besoin d'un Forum, elle ne s'incarne dans aucun individu. La royauté n'y joue pas le rôle principal ; il est bien plus question de guerriers et de chefs que de rois. La royauté n'est qu'une partie de la patrie, et c'est toujours la société qui s'est mise en mouvement. Ainsi, on personnifie en quelque sorte des provinces entières ; les palatinats qui se sont distingués dans les batailles sont récompensés ; ils obtiennent des priviléges (l'un d'eux, par exemple, a eu comme récompense celui de cacheter ses lettres avec de la cire rouge).

Cette force morale n'ayant aucun centre visible émouvant toute une société, échappe à l'intelligence dans l'ordre pratique des choses actuelles. Un député français a dit : « La cause polonaise présente cette immense difficulté qu'elle n'est pas locale, qu'elle est quelque chose d'insaisissable. » Le monarque russe, motivant sa colère contre la Pologne, a dit pareillement : « Les Polonais sacrifient la réalité au rêve. » Il disait vrai, si l'on appelle rêve toute idée qui n'a pas encore son pouvoir sur la terre, qui ne fait que s'avancer vers la réalisation.

Un de nos compatriotes, Brodzinski, a eu raison de

dire que Kopernik a trouvé les lois du monde physique, comme la nation polonaise a pressenti celles du mouvement du monde moral. Kopernik a détruit les anciens préjugés en montrant que le soleil est le foyer central des planètes; la nation polonaise a lancé sa patrie autour d'une grande unité ; la même inspiration qui a fait de Kopernik un grand philosophe, a fait de la nation polonaise le Kopernik du monde moral.

Et ce rayon éclaircit l'histoire obscure des légions et des émigrations polonaises, l'histoire de la seule nation de l'Europe qui ait dit qu'elle existait en dehors des conditions de territoire, de *glèbe ;* de même que notre globe, elle a son centre de mouvement dans une sphère supérieure.

L'empire russe et la république de Pologne ne se développèrent qu'en se combattant, tâchant chacun de faire prédominer l'idée qui lui était propre.

La Pologne n'avait pu réaliser le beau système jagellonien, basé sur le christianisme, sur la fidélité et sur la miséricorde; car elle n'avait pas la force morale nécessaire et elle ne reçut pas l'appui spirituel de l'Occident, le protestantisme l'en ayant séparé. Alors elle tomba dans l'anarchie, parce que l'anarchie vient du besoin d'une idée nouvelle. La Pologne éprouvait ce besoin, elle cherchait un mode nouveau. Elle ne pouvait accepter aucune des formes qui lui arrivaient de l'Occident. Elle ne voulait pas se faire une monarchie à l'image de celle de Louis XIV ; elle ne pouvait accepter non plus le philosophisme du siècle dernier ; elle resta donc dans l'attente, et opposa une résistance égale à

toutes les prétentions, ressemblant sous ce rapport au peuple juif, qui, n'ayant pas assez de force pour vaincre l'idolâtrie, ne voulut cependant jamais accepter les idoles.

Mais pendant que la Pologne et l'esprit chrétien faiblissaient, la Russie, renforcée par l'esprit asiatique, dont elle s'était assimilé ce qu'il y avait de plus vivace, et en outre employant à son service les idées du dix-huitième siècle, marcha sans rencontrer d'obstacles et resta conquérante. Elle domina jusqu'à ce qu'un accent nouveau vînt lui révéler l'existence d'une force supérieure.

Quand Gengis-Khan, après avoir consulté pendant plusieurs nuits les esprits des contrées asiatiques, descendit du sommet des montagnes, se dressa vers l'Occident et prononça d'une voix infernale son *halla* tartare, il fit trembler l'Asie et l'Europe. A son approche, la terreur glaçait toutes les âmes. Le cri mongol exerçait une espèce de fascination sur les âmes; les armes tombaient des mains des soldats, les rois fuyaient au loin pour ne pas entendre le cri des Tartares. Plus tard, quand les grands-ducs de Moskou, longtemps esclaves, réussirent à pénétrer le secret de la force de leurs maîtres, saisirent la note mongole et poussèrent à leur tour ce *halla*, ils firent frémir le duché de Moskou et les provinces limitrophes.

Ce n'est pas la phrase, ce n'est pas le sens d'une sentence qui agit sur les peuples. Le sens n'est pour ainsi dire qu'un souffle de l'esprit; c'est le ton qui lui donne sa forme, sa chair, qui le rend vivant. C'est le ton qui

fait la chanson : tout le monde connaît ce proverbe populaire. La même phrase, prononcée par un général, entraînerait toute son armée, et répétée par un enfant, vous ferait rire. Le ton est une condition de la vie. Il ne peut sortir que du fond d'une âme supérieure à celle dont elle doit déterminer le mouvement.

Lors de l'ouverture de la campagne de 1812, pendant la retraite russe, un officier russe malade reposait dans une maison. Un détachement de gardes russes y arrive et commence le pillage. L'hôte réclame la protection de l'officier ; celui-ci envoie des ordres, les soldats s'en moquent. L'officier prie le maître de la maison de l'approcher de la fenêtre de manière à ce qu'il puisse se faire entendre des soldats ; on le transporte et alors il pousse un seul cri. Il tire du fond de sa poitrine cette note laissée en tradition aux tzars russes, et qu'ils paraissent avoir le pouvoir de transférer à leurs subordonnés. Ce cri glace de terreur tous les soldats qui l'ont entendu ; ils obéissent comme des machines. L'officier les fait venir vers lui, les punit de sa main débile et leur défend de s'éloigner de son lit. Ceux des soldats qui n'avaient pas entendu cet ordre prononcé de vive voix continuèrent à piller la maison. Voilà ce que j'appelle le ton russe.

Le langage polonais, éclos sous la chaleur lente du christianisme, s'énonçait d'une autre manière. Il y avait dans le ton des Polonais quelque chose qui ressemblait au ton de la royauté française du moyen âge, au temps de la chevalerie. Mais le moyen âge fut arrêté dans son cours, et l'Europe prit une autre direction. Alors le ton chré-

tien des Polonais commença à faiblir ; il se conservait néanmoins, mais il était loin d'atteindre le degré de puissance du ton russe. Les soldats russes se moquent des officiers polonais, lesquels, d'après eux, au lieu de commander aux soldats, *les prient d'avoir la bonté de faire feu*. Les soldats ont raison. La vérité, si elle était franchement réalisée, devrait avoir la même puissance que possède le despotisme; la vérité et l'amour peuvent exercer la même force que la colère et la haine.

Alors que la puissance polonaise était brisée, et que toute l'Europe n'avait rien à opposer à la Russie, Napoléon est venu et émit une note plus forte que celle de la Russie : c'était le ton d'un homme puissant par l'enthousiasme. Cette note fut comprise par la Pologne.

En Russie, on cherche à imiter l'accent et les gestes impératifs des souverains russes. Les généraux et les officiers russes ont l'habitude de contrefaire la voix rauque et réellement terrifiante des membres de la famille de Romanow. En France, on se souvient de l'impression que faisait sur le public la voix de quelques terroristes français, la voix aiguë et stridente d'un Couthon ou d'un Marat, par exemple, qui ressemblait au cliquetis d'un serpent à sonnettes. La voix de Napoléon n'avait rien de semblable, rien de rauque ni de strident. Personne n'a jamais entendu une voix comparable à la sienne : c'était la voix d'un esprit libre, maître de son corps.

Il n'y avait pas, dans les pays slaves, de force qui pût faire contre-poids à la Russie. La terreur avait fondé en un empire trop fort pour être renversé par un

enthousiasme national, polonais ou bohême. L'enthousiasme qui devait ébranler cet empire de la terreur est venu de l'Occident.

La Pologne et la Russie se disputent et se partagent toutes les sympathies en Europe.

Comme rien dans la nature n'existe d'une manière isolée, il y a certaines qualités et certaines forces que l'esprit ne peut acquérir ni développer qu'en communiant, qu'en s'associant aux esprits de la même nature : alors leurs efforts communs les élèvent réciproquement. La communion des esprits, ce dogme du christianisme, est en même temps la première condition de tout progrès.

Les esprits collectifs, c'est-à-dire les États politiques, obéissent à la même loi. S'il y a des peuples qui se sentent plus particulièrement attirés les uns vers les autres par une sympathie mystérieuse; s'ils éprouvent le besoin d'échanger entre eux leurs idées et les productions de leur esprit, c'est une preuve qu'ils ne peuvent accomplir certains devoirs nationaux qu'en commun.

Une nation a, plus que toutes les autres, mérité les sympathies de la France. C'est par cette nation que s'ouvre naturellement à la France le moyen d'agir sur les peuples slaves. Ce n'est pas notre génération qui a appelé la Pologne *la France du Nord;* cela date de loin. Ce n'est pas nous qui avons créé la sympathie qui lie les Français aux Polonais, sympathie que les assemblées françaises ont reconnue comme nationale ; mais c'est à nous d'expliquer aux Français le mystère.

Qui a pu jusqu'à présent expliquer un autre mystère,

celui de la sympathie entre l'Angleterre et la Russie? Si l'on avait voulu approfondir l'histoire de la fondation de l'ordre de choses actuel en Russie et de ses rapports avec l'Angleterre, on n'aurait jamais tenté de rapprocher la France de l'Angleterre, on aurait vu l'impossibilité d'une telle alliance. C'est l'Angleterre qui a protégé l'établissement de la Russie moderne, lequel date historiquement de l'avénement au trône de la dynastie Romanow. Des hommes d'État polonais avaient prévu et prédit les conséquences de l'alliance russo-anglaise, dont le dernier fruit a été la prise de Paris et la paix continentale.

Quant à la Pologne, elle a signé son dernier traité avec vous, Français, sur le champ fatidique de Waterloo, et lia ainsi son histoire moderne à celle de la France.

Pendant longtemps, le sort de la Pologne fut celui de la France. L'une et l'autre n'ont rien gardé de leurs conquêtes sur les infidèles; il ne leur en est resté que de grands souvenirs et la sympathie des nations. Les peuples se sont accoutumés à voir en elles les représentants d'une haute et généreuse pensée, les champions de l'avenir, combattant pour l'intérêt commun du monde.

D'un autre côté, le Russe me semble en tout rappeler l'Anglais, l'Allemand normanisé; tous deux ont la même persévérance tenace dans le but, la même force dans l'exécution. L'activité, la célérité qui les distinguent de la pesanteur de l'Allemand, ils les doivent peut-être à l'esprit normand, qui s'est également acclimaté en Angleterre et en Russie.

Notre nation, l'Europe l'a toujours appelée chevaleresque et aventureuse. Vous rappelez-vous ce que nous avons dit de l'exaltation : que toute l'histoire de la nation polonaise n'est mue que par ce seul ressort, que tous ses grands hommes, dans les grands moments de leurs actions, n'étaient que des hommes exaltés? Le caractère divin, que la philosophie est maintenant obligée de reconnaître dans l'exaltation, sanctifie l'histoire de la Pologne. C'est dans le caractère que résident les motifs de sympathie et d'antipathie qui attirent vers la cause polonaise certains esprits et qui en éloignent d'autres. En général, les hommes religieux, les poètes, les artistes ont toujours été amis de cette grande cause; les athées, au contraire, les matérialistes et tous les hommes attachés à des positions fondées sur le passé s'en sont montrés ennemis constants et acharnés.

Comme exemples, citons quelques noms chers aux Polonais, ceux de La Fayette, du général Kléber. Quant à nos ennemis, le prince de Talleyrand en est le type (1). On

(1) « M. de Talleyrand, en vieillissant, a dit Chateaubriand, avait tourné à la tête de mort; ses yeux étaient ternes. Comme il avait reçu beaucoup de mépris, il s'en était imprégné, et l'avait placé dans les deux coins de sa bouche. M. de Talleyrand recommença cinq ou six fois sa fortune : par le million qu'il reçut du Portugal dans l'espoir de la signature d'une paix avec le Directoire, paix qui ne fut jamais signée; par l'achat de bons de la Belgique à la paix d'Amiens, qu'il savait avant qu'elle fût connue du public; par l'érection du royaume passager d'Étrurie; par la sécularisation des propriétés ecclésiastiques en Allemagne; par le brocantage de ses opinions au congrès de Vienne. Il n'est pas jusqu'à de vieux papiers de nos archives que le prince n'ait voulu céder à l'Autriche. Dupe cette fois de M. de Metternich, celui-ci renvoya religieusement les originaux après en avoir fait prendre copie. La momie de M. de Talleyrand, avant de descendre dans la crypte, a été expo-

sait qu'il nous haïssait à tel point, que le nom seul de la Pologne lui faisait éprouver des mouvements nerveux.

Les Berlinois n'ont pas la faculté de l'enthousiasme; ils en sentent le manque; voilà pourquoi ils s'effarouchent contre tout ce qui est inspiration instinctive, contre tout ce qui échappe à l'anatomie scolastique et suppose dans l'homme un organe de vie supérieur. Voyez, dans les salles allemandes, les fronts chargés de formules, fatigués, inclinés vers la terre, et qui ressemblent à un champ de pavots. On y reconnaît des intelligences tout absorbées dans le cerveau; et le cœur, laissé à sec, n'est plus susceptible que des impressions de la vie animale. Aussi l'esprit allemand s'est-il senti attiré vers la Russie, pour trouver dans cet empire une réalité qui fût conforme à ses théories; et, d'un autre côté, le mouvement politique russe recherchait aussi les idées allemandes pour s'expliquer son existence et pour justifier ses projets d'avenir.

Quelques publicistes russes, effrayés de l'affaiblissement du pouvoir en Europe, rattachent toutes leurs idées matérialistes à un centre commun, au pouvoir qui gouverne la Russie. C'est le seul côté original de la phi-

sée un moment à Londres comme représentant de la royauté-cadavre qui nous régit. La foule a bayé à l'heure suprême de ce prince aux trois quarts pourris, une ouverture gangreneuse au côté, la tête retombant sur sa poitrine en dépit du bandeau qui la soutenait, disputant de minute en minute sa réconciliation avec le ciel. Il a signé de guerre lasse (ou peut-être ne l'a-t-il pas même signé), quand sa parole allait s'éteindre, le désaveu de sa première adhésion à l'église constitutionnelle, mais sans donner aucun signe de repentir, sans remplir les derniers devoirs du chrétien, sans rétracter les immoralités et les scandales de sa vie. » (*Mémoires d'outre-tombe.*) (*Note de l'éditeur.*)

losophie politique russe; elle veut s'ériger en maîtresse de tout ce qu'il y a de matériel en Europe; elle voudrait absorber toutes les idées de l'école du dix-huitième siècle et des écoles modernes fondées sur le matérialisme.

Dès le quinzième siècle, la Russie, n'ayant produit aucun inventeur, profite cependant des découvertes des étrangers; on appelle des architectes, et l'on bâtit des forteresses dans le duché de Moskou. C'est que le pouvoir, dans ce pays, fidèle au système mongol, attire à lui tout ce qu'il y a de puissance matérielle, et rejette de sa sphère d'action tout germe moral.

Les puissances et les philosophes du dernier siècle vouent une haine particulière à la Pologne.

Frédéric II, après avoir arraché à la Pologne plusieurs de ses provinces, consacrait encore les dernières années de sa vie à dénigrer les Polonais et à les tourner en ridicule. Il composa même un poème burlesque(1) sur

(1) Ce poème n'a été tiré par Frédéric II qu'à douze exemplaires, et nous n'en connaissons qu'une édition, elle-même fort rare, sous ce titre : *La Confédération*, poème en cinq chants, trouvé dans le portefeuille du philosophe de Sans-Soucy et publié par un de ses aumôniers, C. D. M. P. P. et de plusieurs académies, à Hall, 1789. Henri Heine se félicitait, comme Allemand, que Frédéric II eût écrit en français. Les vers du roi de Prusse sont si mauvais que les Polonais ne pourraient mieux se venger de ce royal auteur qu'en les réimprimant. Voici, par exemple, comment il raconte que Catherine imposa son amant pour roi à la Pologne:

Enfin le trouble et la confusion
Auraient bientôt mis la Pologne entière
Dans le désordre et la subversion,
Si vers le nord leur illustre voisine
N'eût par bonté prévenu leur ruine.
On se servit du truchement, dit-on,
Des avocats des rois... du gros canon.
Il tire à peine, ô prodige ! ô merveille!

es malheurs de la Pologne. Les massacres et les pillages commis durant la confédération de Bar paraissaient à ce roi dignes d'être traités en vers comiques. Catherine, qui avait plus de dignité extérieure, montrait la même haine dans ses conversations particulières. Marie-Thérèse seule hésita pendant quelques moments, par des scrupules religieux, à souscrire au traité de partage.

Les philosophes, qui étaient alors à la tête du mouvement européen, et qui représentaient la philosophie matérialiste, combattaient la Pologne avec la même haine, avec la même violence. Voltaire, le plus illustre de ces philosophes, falsifiait même l'histoire pour justifier le partage de la Pologne; il félicitait le roi de Prusse, l'impératrice Catherine et le cabinet autrichien d'avoir détruit cette république. On a accusé Voltaire d'avoir été vendu à la Russie, mais je pense que sa haine était désintéressée, qu'elle a été logique, n'ayant pour but que la destruction du christianisme, et que son projet de détruire la Pologne correspondait à celui de rétablir le royaume de Jérusalem.

Toujours en haine de l'Évangile, Gibbon, qui n'a cer-

On voit d'abord tous les palatins qui
Tous d'une voix nomment Poniatowski.
Voilà le roi que l'illustre Catherine
Leur annonça par une couleuvrine.

Il parle en ces termes des volontaires français :

Vioménil part, ses aigrefins le suivent,
Et des badauds les bataillons arrivent.

Son but est d'amener le public

A détester les farces polonaises.

(*Note de l'éditeur.*)

tainement pas reçu de présents de la cour de Russie et qui n'a eu aucun rapport avec le roi de Prusse, admire cependant le système mongol. Gengis-Khan, d'après les calculs d'un statisticien, a détruit plus d'hommes que Rome durant toutes les guerres de la république et de l'empire, y compris celles de Jules César. Eh bien! ce grand destructeur a été loué par Gibbon. On peut, d'après cela, prévoir quelles seraient ses sympathies s'il jugeait l'histoire slave.

La philosophie moderne, celle qui règne maintenant en Allemagne, ne connaît d'autre puissance, parmi les Slaves, que celle de la Russie.

Suivant Hégel, Dieu, comme esprit et comme force, comme existence et comme non-existence, le Dieu de tout l'univers se réalise dans l'homme. Ce Dieu qui croît comme plante, comme être organique, comme animal, comme enfant, comme homme, parvient enfin, dans l'intelligence de l'homme, à se comprendre. Pour exprimer cette idée plus clairement, il n'y a pas d'autre Dieu individuel que l'homme. La pensée se réalise dans l'homme, elle y acquiert la conscience de sa propre existence. Mais Dieu historique, Dieu collectif, non content d'exister dans les individus qui comprennent, comme philosophes, le mieux son idée, Dieu historique s'est incarné dans les nations. Suivant Hégel, il était incarné autrefois dans la personne du roi Ninus, par exemple. Plus tard, il préféra la Grèce, où il s'occupa surtout des arts, où il produisit une brillante époque artistique; il passa ensuite à Rome, où il apparut comme Dieu politique. Enfin il subit une nouvelle méta-

morphose en prenant la forme de la race germanique.

Hégel ne s'explique pas sur le royaume où Dieu réside maintenant; mais, d'après son système politique, il est facile de deviner qu'il réside maintenant en Prusse. Dieu politique s'est fait Prussien.

Je suis très-éloigné de vouloir faire une caricature de ce système; mais le fait est que, d'après les idées d'Hégel, l'état le plus parfait sous lequel la Divinité puisse se produire est celui du royaume de Prusse avec son roi, ses états-généraux et une législation presque telle qu'elle existe aujourd'hui.

Or, l'hégélianisme s'aperçoit que cette divinité qui, dans ses continuelles migrations, visite les peuples les plus puissants, pourrait bien aller aussi établir sa capitale au milieu du peuple slave. Il y a des hégéliens qui croient que la Russie offre à l'incarnation de cette divinité un corps bien plus puissant et bien plus complet que le royaume de Prusse. La philosophie prussienne est violemment entraînée dans ce mouvement. Cette philosophie excuse tout le passé de l'empire russe; elle y admire tout, même les cruautés d'Iwan. Or, si nous admettons que Dieu s'incarne ainsi dans un peuple pour faire paraître sa force politique, ce Dieu aura le droit de détruire ses ennemis; et les nations contraires à la Russie, qui autrefois eussent été accusées d'avoir manqué de prévoyance politique, courent maintenant le risque d'être frappées d'anathème pour avoir résisté à la Divinité.

Un instinct singulier attire tous les systèmes philosophiques vers le Nord. Déjà Voltaire avait dit : « C'est du

Nord aujourd'hui que nous vient la lumière. » Et maintenant plus d'un réformateur cherche à prendre son point d'appui dans la race slave, parce qu'ils croient que cette force, une fois convertie, tous les pays qu'elle gouverne seront mis à leur disposition.

Les Grecs aussi, pendant leur décadence, voulaient communiquer aux Romains leur système philosophique, parce qu'ils ne se sentaient plus la force de le réaliser.

Récemment, la race slave était appelée à jouer un rôle important qu'on n'a encore ni compris ni expliqué. On sait que le poids de la Russie a, dans la dernière lutte, décidé entre l'ancien ordre de l'Europe et la révolution française; on sait, d'un autre côté, que la Pologne a combattu pour les intérêts de l'Occident. Ces deux puissances ont pris plus d'une fois des positions très-extraordinaires et qui pourraient dérouter les opinions reçues : on a vu l'aristocratie polonaise, qui commandait les légions, combattre pour la révolution française, et la Russie, qui au fond représente un principe destructeur de tout droit légitime, prendre en main les intérêts de la légitimité. Ces deux peuples apparaissent au milieu de la lutte européenne comme deux chevaliers à visière baissée, dont personne n'a pu encore déchiffrer les armes ni pénétrer le secret. Il est évident que le sort de ces deux peuples décidera, non pas seulement de la prépondérance entre les royaumes qui divisent la race slave, mais en même temps des grandes questions vitales, religieuses, philosophiques et sociales.

La Pologne, fatalement combattue par le système qui

domine l'Europe, oppose à cette attaque universelle l'idée qu'elle tire des entrailles de sa nationalité.

Nous venons de voir qu'un lien mystérieux unit la France et la Pologne, l'Angleterre et la Russie, comment la Prusse, avec tous les matérialistes, gravite vers Pétersbourg.

Reste cette question : les Slaves doivent-ils attendre quelque chose de l'Autriche?

L'empire d'Autriche compte trente-quatre millions et quelques centaines de mille âmes, selon la statistique officielle, et pourtant il n'y a dans cet empire que six millions d'Allemands. Six millions d'Allemands dans un empire de trente-quatre millions d'étrangers! Et encore, de ces six millions d'Allemands, il faut défalquer à peu près trois millions qui sont colons, voyageurs, marchands, et qui n'ont aucune part au gouvernement autrichien. De sorte que deux millions à peu près d'Autrichiens sont chargés de gouverner cette masse immense. Ces deux millions, ou plutôt leurs intérêts, leurs opinions, sont représentés par une centaine de familles allemandes, bohèmes, hongroises et slaves, familles qui parlent presque toutes le français, dont quelques-unes ne connaissent même pas la langue allemande, qui ont des terres et souvent des capitaux dans les pays étrangers. Ces familles, se servant de deux millions d'administrateurs et de bureaucrates autrichiens, gouvernent trente-quatre millions d'hommes. C'est une association à peu près semblable à celle de la Compagnie anglaise des Indes, qui gouverne un vaste continent.

On se forme, en général, une idée très-fausse de cet

empire d'Autriche, qui n'est certainement ni allemand, ni italien, ni slave, mais qui est devenu une véritable société pour exploiter des territoires vastes et populeux.

D'où vient cet étrange état de choses? Maintenant, d'après les idées françaises, quand on juge la valeur politique des nations, on attache la plus grande importance à l'unité de gouvernement, de race, à la force numérique de la population. Mais anciennement, durant tout le moyen âge, cette idée matérielle était absolument inconnue aux peuples. Toutes les monarchies chrétiennes, on peut même dire aussi les États païens, étaient des associations fondées sur une idée. Rome était une association; il y avait très-peu de Romains, et pourtant Rome gouvernait l'Italie, et, par l'Italie, le monde. Les Romains composaient peut-être la centième partie de la population italienne. De même, pendant le moyen âge, en France, les Français étaient des hommes qui avaient accepté l'idée française représentée par l'Eglise et par le roi de France. Des Bourguignons, des Normands, des Alsaciens appartenaient à la France et y combattaient sous la même bannière et pour la même idée. Lorsqu'une idée a faibli, on n'a pu s'expliquer autrement la consistance d'un pays qu'en se figurant ce pays comme un troupeau composé d'individus de la même race.

Ce qu'on appelle actuellement l'empire d'Autriche, et qui était autrefois l'empire germanique, se composait de quantité de villes, de principautés, dont chacune était régie par des lois différentes et qui n'avaient rien de commun entre elles que le souverain, que l'empereur de Rome, c'est-à-dire la personne qui représentait l'idée

du Saint-Empire romain. Mais cette idée une fois al
donnée par les empereurs eux-mêmes, les souverain
s'occupèrent plus que d'agrandir leur territoire; il
comptèrent plus que sur la force matérielle. Ainsi
souverains catholiques, d'empereurs qu'ils étaient ja
ils sont devenus les chefs d'une association pour ex
ter le territoire. Le comte de Thun a eu raison de
dans son ouvrage sur *le Slavisme chez les Bohêmes*,
l'empereur, en abdiquant son titre d'empereur roma
cessé d'être Allemand, qu'il n'a plus de nationalité.
du temps de Joseph II, on pressentait les conséque
du système matérialiste, qui faisait des progrès si rap
dans les pays de l'Europe. Joseph II ne pouvant
compter sur le respect qu'avait anciennement comm
le caractère d'empereur, cherchait à s'appuyer s
force matérielle. Il balança quelque temps entr
race slave et la race allemande; on discuta, à ce q
dit, dans son cabinet, cette grande question : s'i
vait se proclamer Slave ou Allemand. Enfin on
féra le *statu quo*; on aima mieux administrer le
en employant la langue allemande, mais en lais
aux provinces et aux villes leurs anciennes ins
tions, c'est-à-dire en se renfermant dans la léga
La légalité fait maintenant la force de l'empire
trichien. Le comte de Thun trouve dans cette lég
une garantie pour les Slaves. Il prémunit surtou
compatriotes contre les appâts que leur offre la
sie; il défend les littérateurs bohêmes contre le sou
de *moskowitisme*, et il dit avec ironie : « On a déjà sig
le but où tendent nos efforts ; il ne s'agirait pour no

rien moins que d'établir une monarchie universelle : ce qui ébranlerait l'Europe et menacerait l'existence des États voisins. Mais il est impossible de concevoir la réunion des peuples slaves sous le même sceptre. Du moment où la nationalité d'un peuple slave est attaquée par un autre peuple de la même race, tout sentiment de fraternité cesse entre ces deux peuples, qui se regardent comme complétement étrangers. La réunion de tous les Slaves sous le sceptre de la Russie amènerait la destruction de vingt-cinq millions de Slaves qui n'appartiennent pas encore à cet empire.

« Le gouvernement russe, mêlé aux affaires de l'Europe, obligé d'augmenter ses forces matérielles au lieu de s'occuper du développement moral de ses sujets, se vit forcé d'emprunter un mode de gouvernement étranger (il aurait dû dire : l'*esprit des gouvernements étrangers*) pour agir sur l'extérieur; il n'y réussit qu'en détruisant le germe de cette nationalité pleine d'avenir, et en se créant des difficultés dont les siècles futurs feront sentir l'importance, à proportion des besoins moraux toujours croissants de ce peuple. »

J'ai conservé même ce qu'il y a d'ambigu dans ces phrases qui annoncent les terreurs de l'Autriche : « Les peuples slaves sacrifieraient-ils au peuple russe leur vieille nationalité? voudraient-ils placer ce principe (il m'est difficile de traduire cette expression allemande : « Das engherzige prinzip, » ce principe *à cœur étroit*, si le français tolérait une pareille expression, ce *principe sans entrailles*, c'est-à-dire ce principe contraire à l'amour), voudraient-ils placer ce principe sur le trône

d'une monarchie qui s'étendrait de Dantzick à Raguse et du Kamtschatka jusqu'aux montagnes de la Bohême. »

Mais c'est en vain qu'on compte sur la légalité autrichienne : il est vrai que l'Autriche a laissé aux Italiens leur nationalité, ce que le comte de Thun n'oublie pas de relever dans son ouvrage. L'Autriche n'oblige pas les Italiens à apprendre l'allemand, ce qui serait même impossible; mais l'Autriche ne craint pas l'Italie, malgré les ressources matérielles des provinces italiennes, malgré l'énergie peu commune des peuples italiens soumis à l'Autriche. Le gouvernement sait bien que cette étincelle de vie morale, qui pousse le peuple à chercher l'avenir, s'est retirée de l'Italie; que l'Italie ne peut être ébranlée que par la France (1). Ainsi, tant que la France sera tranquille, l'Autriche laissera aux Italiens, et leur académie, et leurs théâtres, et leurs livres, et même leurs lois. De même, l'Autriche ne craint pas les musées bohêmes, les librairies bohêmes, ni les poésies bohêmes. Mais si les Bohêmes pouvaient créer une seule de ces strophes inspirées que nous trouvons dans la littérature polonaise, l'Autriche tomberait de tout son poids pour l'écraser (2), et alors les Slaves de ce pays n'auraient à opposer aux Autrichiens que leurs librairies et leurs musées. On tolère les Bohêmes, parce que, jusqu'à présent, ils ne

(1) Ce qui s'est réalisé. L'auteur disait cela le 22 décembre 1842. L'Italie, ébranlée par la France de 1848, voulut se suffire à elle-même (*fara da se*), et en 1859 l'épée de la France l'a délivrée.
(*Note de l'éditeur.*)

(2) Aujourd'hui (1869) que la Bohême, depuis Sadowa, réclame son autonomie et ses droits historiques de royaume de Bohême, on peut voir la rage autrichienne contre elle.
(*Note de l'éditeur.*)

sont pas dangereux; parce qu'on a vu chez eux le zèle, l'amour de la nationalité, la patience. On n'y a pas vu encore les symptômes d'une vie réelle. L'Autriche tolère aussi la nationalité hongroise, qui consiste à conserver l'ancien état de choses. Le royaume de Hongrie a assez de force pour renverser l'empire autrichien; il ne le fera pas, parce qu'après avoir remporté cette victoire, qu'est-ce que les Hongrois établiraient? par quoi remplaceraient-ils cet empire? Ils n'ont aucune idée, puisque, jusqu'à présent, ils ne l'ont point énoncée. Et c'est pourquoi ils n'auront la force de rien produire (1). Mais l'Autriche n'a pas conservé les institutions polonaises dans une petite province qu'elle a détachée de ce royaume. L'Autriche a constamment persécuté le polonisme, parce qu'elle y voit le danger. On y publie moins de livres que chez les Bohêmes, on y parle beaucoup moins que chez les Hongrois, on n'a pas un seul régiment armé; mais il y a là quelque chose que le gouvernement autrichien a reconnu comme dangereux.

(1) On a vu les Hongrois, en 1848, même après avoir prononcé la déchéance de la maison de Hapsbourg, n'oser renverser l'Autriche, sortis de leurs frontières pour attaquer l'empire, se borner à une guerre défensive, et encore la panique saisir certains esprits, éperdus de lutter contre l'Autriche. Aujourd'hui les Hongrois créent le dualisme, appuient l'empire, et, en majorité, bornent leur ambition à déplacer le centre de l'empire, à le porter de Vienne à Pesth, à remplacer l'Autriche et à se substituer à elle dans la domination des peuples. Les plus avancés eux-mêmes ne formulent pas de principes qui soient la négation de la politique autrichienne. Ce qui fit leur chute en 1849 et ce qui demain encore ferait sans doute leur faiblesse, c'est qu'ils tenaient aux peuples dépendant de la couronne de Saint-Étienne ou qu'ils veulent y rattacher le même langage qu'ils reprochaient à l'Autriche de tenir vis à vis d'eux-mêmes. (*Note de l'éditeur.*)

De même le gouvernement prussien a laissé aux provinces allemandes qu'il avait conquises après la chute de l'empereur Napoléon leurs lois et leurs institutions; il a permis aux provinces rhénanes de conserver le code Napoléon; mais il a détruit en même temps et ce Code et toutes les institutions dans les provinces polonaises. C'est qu'il y a, dans la province polonaise qui fut prise par l'Autriche et dans celle qui fait partie de la Prusse, une vie irréconciliable avec l'existence de ces deux empires.

Ce fait singulier d'un empire composé d'une association de deux millions d'hommes et en gouvernant trente millions, ce fait qui nous paraît si étrange est presque inconnu; personne ne veut l'approfondir. La Révolution française, engagée dans une lutte à mort avec l'Autriche, n'a jamais tenté d'agir sur les peuples slaves. La Révolution a suivi la politique des gouvernements qui l'ont précédée; elle a fait des efforts inouïs pour soulever l'Irlande contre l'Angleterre, et elle n'a pas vu le danger qui réellement menaçait l'Autriche. Napoléon, à l'apogée de sa puissance, en faisant le traité de Schœnbrunn, et voulant donner à l'Autriche le gage qu'il conservera l'ancien ordre de choses, ne pouvait plus comprendre le secret des Slaves. De ce côté, tout était fini; il n'avait plus rien à dire à ce peuple. Les Polonais, les premiers, ont cherché à attirer l'attention du cabinet français sur les dangers de la position de l'empire d'Autriche. Il doit exister dans les archives du ministère des affaires étrangères un plan du général Dombrowski, qui compte par tête les populations slaves, et qui, en même temps,

donne au gouvernement le secret de les faire mouvoir : c'était livrer ce que nous appelons les arcanes des empires. Mais le traité conclu avec l'Autriche empêcha le gouvernement français d'en profiter. Pendant les guerres de l'Empire avec l'Autriche, les légions polonaises, qui se recrutaient de Slaves fuyant les rangs des Autrichiens, ont fourni une preuve matérielle de l'existence, dans le sein de l'empire autrichien, d'un élément qui lui est étranger, hostile, et le pourrait détruire.

Jusqu'ici la Russie a seule profité des embarras de la question orientale. Si l'on n'a point compris pourquoi, c'est qu'on n'a point voulu rattacher cette question à celle des Slaves.

La poésie attribue la ruine des Slaves du Danube, tantôt à la trahison de quelques chefs, tantôt à la perfidie des Turcs et à l'immensité de leurs forces. Mais les véritables causes des désastres et de l'esclavage des Slaves ne sont pas encore suffisamment connues. On peut affirmer que ce fut l'organisation particulière de ces peuples, leur position entre la Turquie, l'Occident et la Grèce qui déterminèrent leur sort politique.

Dernièrement, la question orientale ayant remué tous les esprits, des auteurs étrangers, plusieurs auteurs français ont cherché à attirer l'attention de l'Europe sur l'histoire slave, en démontrant que la question orientale n'est pas turque ou arabe, mais bien une question chrétienne et surtout slave. Ces auteurs s'aperçoivent qu'il est impossible de rien dire sur l'avenir des pays musulmans sans avoir pris connaissance du passé des Slaves.

Depuis quelque temps, on remonte jusqu'aux origines

des peuples de la Grèce; on cherche à connaître quels furent les habitants les plus anciens de ces contrées ; or, ces Pélasges, qui, déjà à l'époque d'Homère, étaient regardés comme un peuple antique, déchu et subjugué par les Hellènes, les Achéens et les Doriens, on a découvert qu'il était un peuple slave. Il paraît que leur race continua d'exister sous des noms différents, quoique opprimée par la fédération hellénique, par des populations bourgeoises et guerrières.

La plus intéressante de ces populations pélasges, celle des Lacons, qui était dominée par les Spartiates, dans la célèbre république de Sparte, survécut à ses maîtres, et, dans le moyen âge, elle existait encore sur le même sol, occupant la même position auprès du mont Ténare, et sur l'Eurotas. A côté des Lacons se trouvaient les Maïnotes, établis comme eux dans des conditions identiques sur le même territoire. Les débris de Lacons et de Maïnotes existaient encore, que depuis longtemps il n'y avait plus de Spartiates.

Ce sont surtout les noms des villes et des lieux géographiques qui prouvent jusqu'à l'évidence le rapport qui existe entre les Slaves et les Lacons, c'est-à-dire entre tous les peuples agricoles de la Grèce et les Pélasges. Pour s'en convaincre, il suffit de lire sur la carte ces noms de ville, Warsowa, ou Polonitza. Les Byzantins croyaient que ces peuples étaient entrés, du sixième au septième siècle, en Grèce, mais les recherches des philologues modernes établissent leur antiquité.

Ainsi le peuple slave occupait, non-seulement le nord de la Grèce, où on le trouve maintenant ; non-seulement

la Macédoine, la Thrace, mais encore le Péloponèse entier, comme peuple agricole, comme esclaves des Achéens et des Hellènes.

Au moment où la fédération Grecque commençait à faiblir, à l'époque d'Alexandre le Grand, ce peuple, probablement avec les Arnautes et les Albanais, constituait la force principale du conquérant macédonien. Mais il fut de nouveau subjugué par l'empire romain, qui introduisit sa savante organisation militaire dans les pays grecs. L'empire byzantin, ayant hérité des Romains, continua leur œuvre. L'histoire de cet empire, peu connu et très-calomnié, est d'un grand intérêt, surtout pour l'histoire des pays du Nord; car plusieurs formes gouvernementales et le même esprit qui anime quelques peuples slaves sont sortis de Byzance.

L'empire byzantin était sans contredit la plus savante et la plus belle combinaison qui ait jamais régi les hommes d'après les principes purement rationnels : c'était une nation sacrifiée au gouvernement. Ce n'était pas une autocratie, puisque les empereurs avaient peu de pouvoir par eux-mêmes; c'était un régime gouvernemental, dont le centre était dans la personne de l'empereur. Comme représentant de l'Etat, cet empereur était souverain; l'État, c'était lui. Il gouvernait, il punissait. Mais comme individu, on ne l'aimait pas plus qu'on ne le haïssait; il n'avait pas de partisans. Une fois renversé du trône, il n'avait ni amis ni ennemis. On lui coupait le nez ou les oreilles, on l'enfermait dans un monastère et on ne pensait plus à lui. Au-dessous de l'empereur une hiérarchie des administrés, une bureaucratie savante,

divisée en degrés, jugeait et administrait le pays. C'étaient des hommes habiles, pleins d'expérience et de savoir. Ils étaient obligés d'abord de faire des études et un long apprentissage avant d'être créés magistrats. Une armée disciplinée, obéissante, remplissait les ordres des chefs avec résignation. Cette administration s'appuyait sur le code romain, dont tout le monde connaît la profondeur et la perfection de détails. Dans cette organisation du gouvernement grec, toute individualité est détruite, tous les hommes sont égaux devant la loi ou plutôt devant le gouvernement même, et tout est sacrifié à la marche de la machine froide et compliquée. Il n'y avait plus aucune vie dans l'empire; les sujets, tout en obéissant, n'avaient plus aucun intérêt moral à appuyer le gouvernement. Aussi, dès que les armées de l'empereur étaient repoussées d'un territoire, ses habitants préféraient obéir à un conquérant barbare plutôt que de continuer à vivre sous la domination impitoyable et invisible des empereurs byzantins. Le chef barbare était violent, sans doute, mais il y avait dans ses passions quelque chose d'humain qui lui valait les sympathies du peuple. D'ailleurs, les barbares n'étaient pas des financiers profonds, ils se contentaient de petites redevances; tandis que la perfection des cadastres grecs permettait de lever les impôts avec facilité; on les augmentait souvent; les besoins de l'empire croissaient toujours et devaient amener à la longue la ruine complète du peuple.

Dans l'Occident, un pareil état de choses n'a jamais pu prendre racine. L'esprit celtique s'y opposait forcément; mais les Grecs, ayant, après de longues révolutions, dé-

truit leur constitution primitive, avaient aplani le chemin au despotisme. N'ayant plus de foi en eux-mêmes, ils devinrent les esclaves les plus soumis de l'empire romain. Ils raisonnaient cet empire, ils cherchaient à l'établir sur la logique et à l'appuyer par leurs théories. Déjà, au temps de Scipion, Polybe, le premier des Grecs, découvrit l'unité future des Romains; plus tard, les légistes grecs trouvèrent le moyen de justifier scientifiquement toutes les mesures des empereurs. Ainsi les peuples slaves de la Grèce et des rives du Danube se trouvèrent placés entre l'empire grec et l'empire d'Occident, sans pouvoir se fondre dans l'un ni rentrer dans l'autre. En même temps que le féodalisme détruisait l'organisation sociale des Slaves, l'empire grec ne leur laissait pas de vie morale. Il y avait des Slaves, qui devenaient évêques, généraux, empereurs même; mais la manière de régir cet empire, jusqu'à l'état militaire qui demandait une discipline sévère et de longs services, était diamétralement opposée à leur nature. Ils pouvaient être esclaves de cet empire, ils ne pouvaient jamais en devenir des citoyens. Dès que l'empire commença à chanceler, vers les sixième et septième siècles, on découvrit tout d'un coup ces Slaves inconnus sur tous les points de la Grèce et de l'Orient. Ainsi, dans le huitième siècle, ils tentent des révoltes contre les empereurs grecs; ils sont battus et soumis; des populations nombreuses de Slaves, envoyées dans l'Asie-Mineure pour combattre les Turcs, passent du côté des Turcs; une armée slave de 120 à 150 hommes s'établit dans l'Asie-Mineure, et enfin l'histoire raconte qu'un chef slave, nommé Thomas, ayant

pris parti pour les Turcs, fit beaucoup de mal aux Grecs.

La chute de l'empire byzantin, cette vaste agrégation d'Etats qui comprenait non-seulement la Grèce entière, mais encore la Syrie et l'Egypte, et qui ne put résister aux attaques de quelques milliers de musulmans, s'explique par l'abandon, par l'indifférence des populations qui le composaient. On sait que déjà, avant la conquête, ces populations étaient moralement divisées par leurs discordes religieuses ; on n'ignore pas que les Ariens, les Manichéens, les Coptes, gravitaient vers l'islamisme ; mais la cause physique de la destruction de l'empire vint des Slaves. Dans l'Asie-Mineure et plus tard dans la Grèce, les Slaves ayant reçu, ou du moins toléré les Turcs, l'empire n'eut plus de ressources pour la guerre. La force même de la Turquie fut dès lors et surtout basée sur le peuple slave. Amurat, ayant formé les janissaires, ordonna aux populations chrétiennes de livrer un cinquième des enfants pour l'armée. Le produit de cet impôt humain fut ainsi réparti : les Grecs furent employés dans la marine, les Slaves formèrent le corps des janissaires. Cette infanterie régulière, la première qui ait été organisée en Europe, était composée de 40 et plus tard de 50 et 60 mille hommes ; elle était l'élite, la force principale de l'armée turque. Les enfants de quinze à seize ans, convertis à l'islamisme, exercés au maniement des armes, faisaient la garde du sultan, et en même temps formaient l'armée la plus formidable que le sultan pût opposer aux armées de l'Europe, armées longtemps irrégulières et mal disciplinées.

Cet état de choses subsista jusqu'aux derniers temps. Les Grecs et les Slaves étant employés par les Turcs, les uns sur leur flotte et dans leur diplomatie, les autres dans leurs armées de terre, les Turcs se sont usés eux-mêmes, et ces antiques populations se sont retrouvées en présence les unes des autres. Ces détails sont peu connus. En général, la politique européenne, même dans le temps où elle s'occupait principalement à combattre les Turcs, n'a jamais voulu s'éclairer sur l'état antérieur de cet empire et sur ses ressources. Aujourd'hui les esprits les plus pénétrants commencent à approfondir cette question.

Un Français vient de fonder un journal consacré à la cause orientale. Dans cette publication il expose la question orientale en la traitant du point de vue que j'ai moi-même choisi. J'en vais citer quelques lignes :

« Les Grecs et les Slaves sont les plus anciens maîtres de la Turquie. Encore aujourd'hui, ils possèdent, quoique peuples subjugués, la presque totalité du sol. Les Slaves pauvres occupent les arides montagnes de l'intérieur du pays. Les Grecs riches sont maîtres des plaines fertiles. Aux Grecs le commerce, les arts, les belles villes, la joie ; aux Slaves l'agriculture, les campagnes, les rudes travaux et les peines. Or, ces derniers, se trouvant beaucoup plus nombreux que leurs frères helléniques, cherchaient naturellement à refouler ceux-ci pour hériter de leurs richesses. De là cette antipathie entre les deux peuples, qui date du moyen âge.

« Les Turcs vinrent, comme plus tard les Allemands sont venus en Hongrie, en qualité de protecteurs et non

de maîtres. Les Grecs reçurent avec joie leurs nouveaux alliés, les Turcs abusèrent, comme toujours, de leurs forces, et plus tard devinrent conquérants. »

L'auteur finit par établir, comme je l'ai dit, que la question orientale est surtout slave et qu'elle ne peut se résoudre que par une immense révolution, par une réorganisation de l'Orient qui affectera profondément l'état politique de l'Europe. D'après ces considérations, il était facile de prévoir l'issue de la question d'Orient. Les Grecs étaient obligés de s'appuyer sur les Slaves grecs, et, de leur côté, les Slaves catholiques et les populations de la Syrie catholique, ne trouvant aucun appui en Europe, naturellement la cause de l'Orient devait rester sous la dépendance de l'empire russe.

Tout le monde reconnaît qu'il se prépare dans le nord de l'Europe et dans l'Europe centrale de grands événements. Le pressentiment de la prochaine dissolution de l'Autriche (1), jadis si puissante et si menaçante pour la France ; l'incertitude qu'on voit dans les mouvements de la Prusse ; le bruit que fait la Russie pour étourdir le monde et s'étourdir sur ses propres dangers ; tous ces symptômes dérivent d'une seule cause, du réveil de l'esprit de la race slave.

Cette race veut vivre, elle commence à vivre, et sa vie est irréconciliable avec l'existence des Etats qui gouver-

(1) L'Autriche, après ses luttes de 1848 contre l'Italie, la Bohême, la Hongrie, a été vaincue en 1859 par la France, en 1866 par la Prusse ; puis elle dut compter avec la Hongrie et se transformer en Austro-Hongrie, après avoir perdu la Lombardie et renoncé à la Vénétie. (*Note de l'éditeur.*)

nent la race slave. Cette vie est destinée à se développer dans l'avenir, et les gouvernements qui pèsent sur l'immense territoire occupé par les Slaves dérivent du passé, sont fondés sur le passé, et se cramponnent maintenant à ce passé avec l'opiniâtreté du désespoir.

Vers la fin du règne de l'empereur Alexandre Ier, au grand étonnement du ministère russe et même des hommes qui dirigeaient le mouvement en Pologne, on surprit pour la première fois, depuis que la race existe historiquement, les Russes et les Polonais conspirant pour une même idée, armés pour la défense d'une même cause qu'ils n'entrevoyaient que vaguement, il est vrai, et que personne ne pouvait encore définir. On vit apparaître un emblème unitaire, un sceau gravé à douze facettes représentant les douze tribus slaves. Ce sceau excita l'étonnement, le rire de la commission d'enquête. Cependant il existait déjà des ouvrages qui circulaient dans le public slave, et qui pouvaient expliquer le mystère de ce sceau ; car dans l'histoire de la littérature, dans la poésie, on apercevait ce même mouvement concentrique.

Les slavophiles regrettent l'antique unité slave, mais leurs regrets ne nous semblent pas avoir de fondement. Cette unité n'a jamais existé. L'unité des peuples ne se trouve écrite que sur la première page de la Bible ; elle se retrouvera, nous l'espérons, sur la dernière page de la vraie philosophie. Avant les temps historiques, aucun lien général ne reliait les Slaves entre eux ; et depuis, les faits n'ont constamment travaillé qu'à détruire leurs caractères communs. L'idée du panslavisme, ou unité slave,

n'a commencé à poindre que dans le siècle dernier; elle est le fruit de travaux scientifiques et littéraires; mais pour arriver à réaliser un jour cette unité, je ne crois pas qu'on ait pris les moyens les plus convenables, la voie la plus droite. Les savants invoquent toujours la communauté de race, oubliant que ce sont les institutions religieuses et politiques qui ont créé les séparations qu'ils voudraient anéantir, et qu'il est impossible de détruire tout le passé historique d'une nation pour la ramener à son origine physique. C'est ainsi qu'au dernier siècle on a tenté de réunir les Allemands autour d'une seule idée *Teutonia*, en leur rappelant leur patriarche fabuleux *Teutès*. La tentative avorta et fut bientôt abandonnée des plus chauds partisans de l'unité germanique. D'autres savants ont entrevu la possibilité de l'unité future des Slaves dans l'adoption de certaine forme gouvernementale. Cependant quel gouvernement a jamais eu assez de force pour réunir et relier ensemble des nationalités différentes? L'empire romain, qui, certes, fut l'idéal de la puissance matérielle, a imposé sa forme politique à plusieurs peuples de l'Occident; mais cette forme morte, ce lien sans vie, il a suffi pour le briser du premier coup porté par l'invasion des barbares. On doit donc renoncer à l'espoir de grouper les peuples slaves autour de telle ou telle forme gouvernementale, autour d'une idée purement physique de sang et de race; ce qu'il faut, c'est une idée commune, vaste, immense; une idée qui renferme en elle tout le passé et aussi tout l'avenir de ces peuples.

Les pays slaves en ce moment sont dans une attente

solennelle. Tout le monde y attend une idée nouvelle. Quelle sera cette idée? La race slave sera-t-elle entraînée sur la trace de la Russie vers la conquête? Ou bien les Polonais réussiront-ils à l'entraîner dans leur marche aventureuse à la recherche de cet avenir que les Russes appellent un rêve, que les Bohêmes nomment une utopie, et qui n'est qu'un idéal?

Si le peuple slave n'a en rien profité des améliorations qu'on a introduites dans la confection de quelques objets de luxe; s'il a même perdu de son bonheur matériel, il a beaucoup gagné du côté moral. Son âme s'est élargie, est devenue plus sympathique; son désir d'un meilleur avenir est devenu plus ardent. Nul peuple n'aime Dieu d'un amour aussi vif; nulle part il n'y a des cœurs aussi chauds; nulle part une attente aussi ferme de l'avenir! On peut dire avec raison que cette population, malgré sa misère et sa pauvreté, est l'instrument le plus puissant que Dieu ait réservé pour opérer, dans l'avenir, le bien sur la terre.

Ce qui distingue surtout le paysan slave, c'est cette chaleur d'âme, ce sentiment d'amour, que l'on reconnaît si bien dans ses mœurs, dans ses coutumes, dans son goût pour la poésie et les chants, et aussi dans son hospitalité. Ce n'est donc pas au nom d'une théorie meurtrière qu'on pourrait jamais soulever ce peuple et le mettre en action. Ce n'est pas en lui promettant des terres et du sang qu'on pourrait l'armer. Une grande partie du peuple slave jouit d'une existence animale digne d'envie. L'existence des Kozaks, l'existence même du peuple sibérien, comparée avec l'état misérable des prolétaires

de l'Occident, pourrait passer pour le modèle du bien-être.

La race slave qui, loin d'avoir usé son âme dans les travaux de l'intelligence et de l'industrie, conserve un instinct religieux pur et profond, ne se contentera certes d'aucune des formes politiques connues jusqu'à présent.

Le besoin de ce vaste peuple, c'est d'être gouverné d'après sa nature, d'être gouverné avec amour. Ce peuple maintenant forme une vaste opposition contre ses gouvernants, parce qu'il devine qu'ils n'ont pas pour lui une véritable sympathie. Un paysan bohême, riche et même lettré, hait les Autrichiens, parce qu'il sait qu'on exploite son bien-être dans des vues gouvernementales; qu'on voudrait l'enrichir pour s'en servir comme d'un instrument, afin d'opprimer les peuples étrangers : il n'y a aucun lien moral entre lui et ses maîtres. Le paysan russe commence aussi à comprendre la pensée de son gouvernement. Ce paysan, dont les fils enrégimentés menacent l'Europe, finira par être las de son orgueil national ; il reconnaîtra que le maître l'emploie aussi comme une machine de guerre : c'est donc le besoin d'un gouvernement humain et sympathique qui est devenu maintenant universel chez ce peuple. Cette race est parvenue à reconnaître qu'aucune forme gouvernementale ne suffit pour couvrir ce qu'il y a de faux ou de haineux dans le cœur de ceux qui gouvernent. Cette race, sans donner de nouvelle définition du gouvernement, est appelée à en former un tout nouveau dans l'histoire de l'humanité. D'après les annales et la poésie slaves, on pourrait donner une définition nouvelle des formes gouvernemen-

tales. Le despotisme n'est pas, d'après l'histoire slave, le gouvernement d'un seul; c'est un gouvernement sans amour, quelle qu'en soit du reste la forme constitutionnelle. Un seul ou plusieurs, une assemblée ou une foule peut être également despotique, s'il n'y a pas d'amour pour ceux du sort de qui le gouvernement dispose.

Dans les deux États qui ont lutté depuis si longtemps, l'esprit qui les animait commence à faiblir; cet esprit terrible, cet esprit souverain de la Russie n'a plus la même force : l'esprit des Polonais s'est déjà infiltré dans l'âme russe; un général, s'il exécute encore l'ordre impitoyable de son souverain, commence déjà à sentir le besoin de justifier cet ordre dans sa propre conscience; il ne croit plus à l'infaillibilité morale de l'empereur, quelquefois même il cherche à modifier cet ordre, et cette petite modification que chaque chef, que chaque employé apporte à son service, prouve déjà un immense changement qui s'opère en Russie.

D'un autre côté, il serait vain et superflu de croire que l'ancienne Pologne pourrait être rétablie avec cette royauté nobiliaire qui a péri par sa faute et avec cette noblesse qui tendait à devenir caste et qui s'est suicidée.

L'idée qui doit triompher ne pourra, en aucune façon, ressembler à celles que nous avons vues jusqu'à présent s'agiter en Russie et en Pologne. Elle doit répondre aux espérances de ces peuples, sans menacer les droits qu'ils ont tous les deux à une existence libre et séparée.

Et c'est l'action seule, en définitive, qui résout les problèmes; seule, elle a la puissance de terminer les grandes questions : nos Légions ont renversé l'ancienne hiérarchie

l'enthousiasme pour Napoléon a nivelé les classes d
duché de Posen et dans le royaume de Pologne. C'
marche nécessaire de l'humanité : il faut d'abord
un sacrifice avant de conquérir un droit. La femm
exemple, est plus libre en Pologne que partout ail
elle est plus respectée, elle se sent compagne de l'ho
c'est par l'esprit de sacrifice qu'elle a mérité sa
Ce n'est pas en discutant leurs droits, ce n'est p
promulguant des théories imaginaires que les fe
peuvent conquérir un ascendant dans la société, c
force de sacrifices.

En Pologne, la femme conspire avec son mari
frères, au risque d'être jugée comme coupable de
trahison; la femme, comme l'homme, est déport
Sibérie. Il y a eu des femmes appartenant aux cl
élevées de la société flagellées de la main du bou
sur les places publiques.

Si, dans la société frivole de Varsovie, il se tro
quelques personnes qui avaient peur, pour ainsi di
ces caractères presque virils qu'elles taxaient d'ext
gance ridicule, en revanche, la masse entière de l
tion en appréciait l'héroïsme. Après les combats
marches, les soldats s'empressaient tout d'abord d'a
ger le bivouac pour les femmes qui combattaient à
côtés; et l'on n'entendit jamais dans les camps une p
qui pût blesser l'oreille la plus délicate.

C'est ainsi que par suite de quelques caractères a
rables qu'a produits notre dernière révolution de
née 1830, l'émancipation de la femme est aujour
beaucoup plus avancée en Pologne qu'en aucun a

pays, où l'on a tant écrit sur cette grande question.

Les philosophies de l'Occident croient que le progrès des lumières, que la propagation de certaines opinions doit amener un état de choses nouveau et heureux; la Pologne croit, au contraire, qu'on ne peut attendre ce résultat que de personnalités vivantes. Les théories ne fondent rien : ce ne sont que des manières de voir de certains individus.

Tous les grands États de l'antiquité et des temps modernes ont été créés par de grands hommes. Qu'est-ce qu'un grand homme et pourquoi est-il grand ? C'est que nous tous, qui sommes petits, nous nous reconnaissons partiellement dans sa grandeur. Chaque Arabe sentait dans Mahomet ses propres passions et les élans de son âme. Pourquoi Napoléon a-t-il été si grand ? C'est que chaque Français, dans l'énergie, dans la spontanéité de cet homme extraordinaire, reconnaissait ce qui constitue réellement l'essence du génie français et ce que chaque individu sentait intérieurement en lui-même.

Quiconque connaît toute la gravité de la question slave, de cette question qui intéresse la race la plus nombreuse et matériellement la plus forte, n'espérera jamais de la voir résolue par des combinaisons politiques. C'est une race religieuse, simple, bonne et forte. Il faut que l'esprit nouveau qui fera appel à ses sympathies représente toutes les qualités domestiques, communales et politiques de cette race; il faut que, dans cet esprit, le Serbe et le Bohême se reconnaissent frères du Polonais et du Russe.

Mais où est le berceau de cet esprit ? Je le dirai, au risque de déplaire à mes concitoyens russes et bohêmes

et à ceux du Danube, que j'embrasse dans un égal et sincère amour, mais je leur dirai avec franchise : Ce berceau est marqué sur la carte des pays slaves ; qu'ils le cherchent en consultant l'histoire de tous les pays : ce berceau ne peut se trouver ailleurs qu'au milieu du peuple qui, d'entre tous les peuples slaves, a le plus souffert, qui a touché de plus près à l'Europe, qui doit le plus à l'Europe, et qui a le plus servi l'Europe : le peuple polonais porte tous ces caractères. Ce n'est pas par ses exploits héroïques qu'il a mérité ce privilége, mais par sa longue et épouvantable passion. Rappelez-vous ces paroles du poète et prophète polonais Brodzinski, « que le plus puissant génie du globe épousa la plus malheureuse de toutes les nations. » Il parlait du génie napoléonien et de la Pologne. Devinez alors quel esprit doit naître d'un tel mariage ; cherchez à le reconnaître, parce qu'il remplira sa mission avec vous, ou sans vous, ou même malgré vous !

Et qu'est-ce que cet esprit apportera aux peuples de l'Occident ? Si elles ne tendaient pas vers la construction d'une unité religieuse, politique et sociale, en quoi consisterait donc le progrès des nations ? Les Slaves ont acquis le sentiment de ce besoin, mais ils n'ont pas la force de le réaliser : tout mouvement et toute force réside dans la France. Mais la France chargée du poids des affaires de toute l'Europe, obsédée par un passé long et glorieux qui veut être continué, attaquée par les intérêts d'un présent qui ne regarde l'avenir qu'avec terreur, la France éprouve de la difficulté à comprendre sa propre grandeur ; elle n'a pas encore acquis la mesure de sa

propre puissance. Les hommes forts, les hommes spontanés de la France, en jetant les yeux autour d'eux, cherchent en vain l'appui et le levier d'action. Nous finirons en nous adressant au génie de la France, au génie de tous les hommes qui n'ont ni douté ni désespéré de l'avenir. Nous leur promettons, sans crainte d'être démenti par nos compatriotes, qu'ils trouveront dans la race slave l'*appui*, l'*encouragement* et l'*instrument*.

Deux fois les armes françaises ont touché le sol slave : Charlemagne y a implanté l'idée de la royauté, ce qui produisit une grande révolution, et Napoléon y a profondément remué les âmes par sa personne, son génie, son action. Voilà pourquoi les pays slaves ont aujourd'hui les regards tournés vers l'Europe. C'est chez nous en effet une croyance populaire, que la France est appelée encore une fois à réagir sur le Nord, et que ce moment solennel verra s'accomplir la réunion des races de l'Occident et du Nord autour d'une idée générale, autour d'une idée chrétienne qui doit trouver son représentant.

Alors la Pologne triomphera avec le christianisme renforcé, alors s'abîmera cet empire qu'on appelle le *Colosse du Nord*, et qui est en effet aussi énorme que celui de ce roi de Babylone dont le nom, selon la Bible, signifie : Il n'y a de Dieu que le roi ; mais tout aussi fragile, puisque comme lui il repose sur la matière.

II

APPEL A LA FRANCE

ET A L'ESPRIT DE NAPOLÉON.

Dangers qui du Nord menacent l'Occident. Base morale des alliances. La France et la Pologne ont le même principe de vie. Amour de la patrie et feu sacré. Ce qui constitue la France grande nation. Comment les doctrines soutirent la force et comment les spécialités dévoient. Les Slaves barbares et la barbarie populaire de France. L'intuition et l'enthousiasme. Des conditions de la liberté. Comment s'instruit une nation. Nécessité des grandes actions et des grands hommes. — Insuffisance de l'ancien idéal. Ce que doit être le nouvel idéal. Symbole ébauché dans la conscience individuelle. Que les nations se sont avancées sur le chemin de la croix. Waterloo ou le Golgotha moderne. — Appel à un progrès religieux. L'Evangile commenté par Napoléon. De la douleur, de la prière, du sacrifice. La parole, la médiation et le don des langues.— De l'énergie morale. Exemples. Comment on remonte le moral de l'homme. De l'esprit militaire français. Napoléon redonnant le baptême de feu et la confirmation. Du verbe. Alexandre, César, Napoléon. — Avertissement à la France. Prévision d'une action franco-polonaise. Pourquo Napoléon a failli. Nécessité de continuer non dynastiquement mais spirituellement sa mission. Vision de Waterloo. Napoléon pleurant sur la carte d'Europe.

Lorsque j'entends les publicistes de l'Occident signaler les dangers qui viennent du Nord, et lorsque je com-

pare avec la grandeur de ces dangers le ton dont on en parle, je me sens parfois glacé d'effroi pour l'Occident. Ces publicistes vous annoncent le progrès d'une puissance formidable avec le sang-froid des médecins qui, il y a quelques années (1), nous annonçaient la marche de cette peste terrible qui, après avoir traversé les steppes de l'Asie, fauchait les populations et plantait dans les villes l'étendard noir. On ne sent ni dans les écrits ni dans les paroles ce ton qui témoigne de la force intérieure (1).

Mais si l'ennemi vous menace de ce côté, vous y trouverez aussi des alliés; ils vous appellent, et vous pouvez avoir foi dans cette alliance.

Jusqu'à présent, je le sais, les alliances des peuples et des empires ne se basaient que sur ce qu'on nomme l'intérêt matériel, l'intérêt commercial, l'intérêt militaire. On le fondait quelquefois sur la conformité des principes politiques, ou, pour mieux dire, des formes gouvernementales. Mais en sera-t-il toujours de même ? Dans les rapports de notre vie particulière, nous ne formons d'alliance dont notre âme soit assurée qu'à la condition de découvrir dans l'individu qui nous y appelle le même germe de vie qui nous anime, de sentir d'une manière spontanée, et qui ne dépend pas de notre volonté, que l'homme dont nous allons devenir l'ami ou le frère d'armes est notre frère en esprit. Or, puisque nous sommes si scrupuleux dans le choix de nos alliances particulières,

(1) Allusion au choléra de 1832. (*Note de l'éditeur.*)
(2) Leçon du 22 décembre 1843. (*Note de l'éditeur.*)

pourrions-nous continuer à regarder comme la base unique des alliances des peuples l'intérêt du moment? Il n'en sera pas ainsi : à moins de désavouer l'Évangile et d'arracher de notre âme toute la vie qu'il y a déposée, les peuples seront nécessairement appelés à fonder leur alliance sur la même vérité intérieure.

Notre devoir est donc de vous faire sentir que le germe de notre vie morale, en tant que peuple, est le même que celui qui constitue le principe de la nationalité française.

Le peuple qui, au milieu de la race slave, est ce qu'est la France dans la race romane, peuple éternellement agitateur, éternellement agité, la nation polonaise a été démembrée, effacée de la carte de l'Europe, jetée errante sur le globe. Elle est venue plus d'une fois vers vous, non pas sous la forme des systèmes et des livres, mais sous la forme des légions, des régiments auxiliaires, et enfin elle arrive au milieu de vous sous la forme d'une population exilée de sa terre.

Tout ce qu'il y a d'élevé dans la philosophie, d'intuitif dans la poésie, de fort dans les tendances populaires, se dirige vers la France; la France est devenue réellement la capitale et le centre de toute action. Les hommes que vous voyez ici, arrachés à leur patrie, ont traversé l'Europe entière pour venir jusqu'à cette capitale, poussés par les mêmes idées, par les mêmes opinions, par les mêmes sentiments qui inspiraient leurs philosophes, leurs théologiens et leurs poètes.

C'est la communion suprême de l'esprit national polonais avec l'esprit de la nation française.

L'esprit national, ce n'est pas seulement l'ensemble d'idées et d'opinions populaires, mais le principe même d'où elles proviennent.

Il est souvent parlé, dans les saintes Écritures, des esprits des églises et des peuples, que les prophètes et l'apôtre saint Jean appellent les anges des églises et des nations. Dans ce sens, l'esprit d'une nation est ce qu'il y a en elle de plus réel et de plus concret, c'est sa personnalité éternelle.

Le fruit des travaux séculaires de la nation polonaise est ce sentiment religieux et patriotique qui se nomme chez nous (*milosc ojczyzny*) amour de la patrie (de la patrie céleste et terrestre), signe distinctif des Polonais, et qui chez vous se manifeste comme *feu sacré*. Patriotisme ou feu sacré, ce sentiment n'est en réalité que le résultat d'une longue vie spirituelle; c'est le principe, c'est le gage d'une vie future des hommes et des nations.

Les grands hommes sont ceux qui, ayant plus et mieux travaillé que tous leurs contemporains, les ayant ainsi devancés, réussissent les premiers à réveiller dans leur sein ce principe divin, ce dieu mystérieux, unique conseiller des Charlemagne et des Piast, de Sobieski et de Napoléon, leur conseiller et leur auxiliaire.

Si une nation entière se met dans les conditions essentielles pour recevoir ces hautes inspirations qui distinguent les grands hommes, elle a le droit de se proclamer grande nation. La grandeur d'un peuple, en effet, est en proportion avec l'intensité de son foyer patriotique; sa sphère d'action se mesure par l'étendue de son rayon sympathique.

Si la France est la nation par excellence, la GRANDE NATION, c'est qu'elle possède la plus grande masse de feu sacré; et le feu sacré, produit du travail intérieur complet, est le signe, la preuve unique qu'on a vécu dans le christianisme, qu'on a marché avec lui, qu'on est décidé à le faire avancer. C'est pourquoi nous reconnaissons l'esprit français comme plus chrétien que Rome.

Mais ce don merveilleux, que la France possède à un si haut degré, de saisir les choses élevées, de s'en enthousiasmer, de les réaliser, et qu'elle doit à une longue suite de dévouements, de combats, de sacrifices, comment le conserver, le développer? Elle ne le peut qu'à la seule condition de rentrer à chaque moment dans ce foyer traditionnel pour recevoir l'étincelle électrique qui jaillit de si loin et la communiquer à tout ce qui l'approche.

Laissez donc là les doctrines et les livres et les systèmes : car toute vérité est fille de la douleur, toute vérité ne vit et n'existe que par le travail, qui est aussi une douleur. Or, que fait la doctrine? elle nous rend la vérité stérile, parce qu'elle veut nous dispenser de toute douleur, de tout travail. Dès que l'on se sent heureux et fier d'une vérité, la doctrine arrive pour vous dire que vous n'avez plus besoin de travail, que vous possédez déjà tout, qu'à l'aide de ce seul rayon vous pourrez éclairer votre route à travers la création, que tout est déjà trouvé; vous n'avez plus qu'à perfectionner les détails. La doctrine donne des formules.

Ces paroles tentatrices séduisent et trompent l'homme, et peu à peu elles finissent par lui arracher toute vie. C'est ainsi qu'après les apôtres et les miracles viennent

les casuistes avec les manuels de théologie, qu'après les grands législateurs, viennent les légistes et les avocats avec leurs phrases toutes faites, qu'après les grands guerriers, après les hommes inspirés, viennent ces gens qui prêchent le repos.

Une telle race d'hommes annonce la chute de l'esprit humain. Ainsi a fini le monde grec; ainsi, aujourd'hui, l'Occident dépérit dans ses doctrines.

Quelle vie réelle, quelle parole peut-on espérer voir jaillir d'un homme devenu une abstraction?

Aussi les penseurs et les poètes polonais se détournent-ils avec dégoût de tout ce qui est livre, de tout ce qui est système : nous n'y pouvons plus rien apprendre sur notre avenir; le passé même ne s'y trouve plus. Ce n'est pas en dehors de nous que nous devons chercher notre histoire, il faut que nous apprenions à la lire en nous-mêmes. L'histoire doit cesser d'être un bouquin : l'histoire doit marcher incarnée dans chaque homme juste et sage.

Ne me citez plus les catalognes des livres que vous avez lus : faites-moi sentir de quel siècle vous êtes, combien de siècles vous avez vécu. Apportez-moi la preuve vivante de l'époque à laquelle vous appartenez. Je dois retrouver dans l'homme le passé tout entier; dans son enfance, l'âge d'or, et, dans sa jeunesse, la venue du Christ... Si vous n'avez pas fait encore votre croisade et votre révolution française, hâtez-vous; car autrement vous ne pourrez pas suivre la génération actuelle. Gardez-vous de la tentation de ceux qui vous parlent continuellement *de spécialités*, comme si la jeunesse au-

jourd'hui n'était destinée qu'à perfectionner les dé
minutieux de l'industrie. Personne n'admire plus
nous les merveilles de l'industrie et sa force imme
qui finira par conquérir tout le globe ; mais ici il s'
d'une question plus haute, il s'agit de savoir quel
l'esprit qui emploiera tous ces immenses moyens ind
triels, quel sera l'esprit qui gouvernera le globe.
arsenaux n'ont pas d'opinion, les arsenaux sont à l'us
du vainqueur. Les esprits des nations sont en lutt
qui sera la victoire? Sera-ce l'esprit de l'Angleterre
de la Russie qui nous commandera, ou celui d
France? Français, quel sera l'esprit puissant qui s'
parera de tous ces chemins, de toutes ces machines
tous ces vaisseaux?

Les peuples du Nord ne vous demandent pas des in
nieurs, ils ne vous demandent pas des mécaniciens.
nesse française! le Nord s'obstine à voir dans un Fr
çais le représentant des idées grandes, généreuses e
bérales, le représentant du mouvement. Ce n'est qu
cette qualité qu'il vous honore, qu'il fixe sur vous
regards. Et ces paroles que le poète romain a adres
à ses compatriotes, en leur disant qu'ils devaient lai
aux Grecs les arts et les métiers, que leur métier à
était de gouverner : *Imperium regere, Romane, meme*
ces mêmes paroles, nous ne cesserons de les adresse
génie français. Le secret de cette puissance, que v
devez ressaisir, si vous ne voulez pas abdiquer, ré
au fond de vos âmes, tandis que toutes les doctri
sans aucune exception, et tous les systèmes ne tend
qu'à vous faire sortir de ce sanctuaire et à vous éga

Toutes les forces matérielles de l'industrie ont toujours obéi à celui qui a résolu la question principale de l'humanité.

Un centurion romain, ignorant et grossier, mais fier, parce qu'il représentait la solution de la plus haute question politique de l'antiquité, faisait venir les disciples des plus grands géomètres et mécaniciens grecs, les disciples d'Archimède et d'Euclide, et à coups de canne il les forçait de lui tracer les routes militaires, de lui construire des machines. Il arrachait de ces villes prodigieuses, dont on admire encore les décombres, les architectes étrusques, et, à coups de bâton, il les forçait de bâtir les temples et les arcs de triomphe à Rome; car il avait acquis le droit de commander, le droit le plus haut, qui n'est donné légitimement que comme récompense à celui qui a tout sacrifié pour s'élever à la hauteur d'où l'on peut résoudre la question du temps.

Vous avez quelque chose de ce génie romain, Français. On vous accuse de trop négliger les spécialités; on s'étonne en vous voyant nommer quelquefois ministre celui qui n'a pas passé sa vie dans les bureaux; on se scandalise de ce que vous mettez à la tête des troupes des généraux qui ne sont pas sortis des écoles militaires. Vous avez raison d'agir ainsi; vous êtes fidèles à votre génie national, parce que vous comprenez qu'il faut plus de force pour dire le mot de la situation qu'il n'en faut pour apprendre tout ce qui se trouve dans les manuels des bureaucraties autrichiennes et prussiennes.

Or, ce n'est que sur ce terrain de l'inspiration que la race slave pourra se faire comprendre de la France à

venir. La race slave connaît vos poètes, vos orateurs et vos guerriers; elle n'a que faire de vos commis, de vos encyclopédistes, de ceux que vous appelez vos hommes spéciaux.

Quand les sociétés civilisées arrivent à leur développement définitif, elles appellent barbare tout peuple nouveau. Nous avons franchement accepté cette dénomination : nous sommes réellement les barbares de l'époque actuelle.

Le peuple français dédaigne les discussions philosophiques et sent le besoin des grandes choses. Sous ce rapport, il est encore barbare. Vos publicistes l'appellent ainsi. Je pourrais citer des livres et des journaux où l'on démontre combien vous êtes encore loin de l'idéal de la civilisation matérialiste. Combien ne vous faut-il pas encore de réseaux de chemins de fer, de systèmes de philosophies et d'institutions spéciales, pour que vous puissiez marcher de pair avec l'Angleterre et la Prusse ! Ces publicistes s'effraient du petit nombre d'hommes qui représentent leur civilisation, au-dessous de laquelle s'agite, disent-ils, la barbarie populaire. Ainsi, nous autres Slaves barbares, nous nous trouvons à ce titre être frères du peuple français et déclarés tels par vos publicistes. Je m'en réjouis, car c'est sur cette fraternité que nous fondons nos espérances.

Cette incorrigible barbarie du peuple français tient à ce qu'il y a de plus intime dans sa nature. C'est le génie le plus intuitif. L'intuition, la facilité de saisir ce qu'apporte chaque moment et ce que l'on pourrait tirer de chaque moment, constitue la spontanéité du génie fran-

çais. Il vise constamment et opiniâtrément au *tout de suite*, au *tout entier*, au *partout* (1).

C'est par l'intuition que vos grands hommes du moyen âge et des temps modernes, que quelques diplomates de la Convention, que Napoléon, comprenaient les intérêts de l'Europe et du globe.

Ne croyez pas que ces moyens matériels, qui semblent maintenant faciliter les communications, rapprochent les peuples. Non, c'est l'âme qui les rapproche. Jamais les peuples n'ont été plus séparés moralement.

Dans ces siècles qu'on appelle barbares, un de vos monarques, Charlemagne, de sa capitale sur le bord du Rhin, s'occupait sans relâche des intérêts des populations qui vivaient sur la Vistule et sur l'Oder.

Or, je vous le demande, est-ce que vos politiques et vos diplomates, avec tous les moyens que fournissent les cartes géographiques et les rapports diplomatiques, en savent sur le Nord autant que Charlemagne? La réponse est facile, car le savoir diplomatique se prouve par le pouvoir politique, et votre influence politique sur ces contrées est nulle.

Ce même Charlemagne, ayant jeté un coup d'œil sur l'Océan, et ayant avisé quelques barques normandes, versa des larmes, au grand étonnement de sa cour, qui ne comprenait rien à cette douleur subite. Il ne fallut qu'un moment à l'empereur pour saisir que ces barques

(1) « Une de mes plus utiles voies a été de viser constamment et opiniâtrément au *tout à l'heure*, au *tout entier*, au *partout* et au *perpétuellement*. » (*Œuvres posthumes* de M. de Saint-Martin. Paris, 1807, page 86.) (*Note de l'éditeur.*)

étaient des éclaireurs d'une grande invasion qui allait bientôt effrayer et dévaster la France.

D'où tirait-il cette science et cette puissance qui étendaient son activité sur une sphère aussi grandiose ? C'est qu'il descendait profondément en lui-même, et de là il tirait la force de s'élever haut. Le plus grand de vos guerriers et le plus grand guerrier des temps modernes, lorsqu'on lui demandait quelles étaient les circonstances dont dépendait une victoire, répondait qu'une victoire dépend d'une étincelle morale (1). Ainsi tout ce qui est grand et beau dans votre histoire vous ramène vers l'intuition, vers la région intérieure de l'âme.

Qu'avez-vous vu plus d'une fois dans les assemblées publiques de France ? Si une parole sincère, lumineuse et forte ébranle l'auditoire, vous voyez toujours les poitrines s'élever, les yeux briller, et ce geste inné à la jeunesse française, ce mouvement involontaire de la main droite qui semble chercher une arme, et qui dénote un peuple d'action.

C'est par cette émotion, par ce geste que nos pères et nos frères reconnaissaient sur les champs de bataille les soldats français mêlés parmi tant de peuples. Cette émotion décèle ce qu'il y a de plus profond, de réellement

(1) « Le sort d'une bataille est le résultat d'un instant, d'une pensée; on s'approche avec des combinaisons diverses, on se mêle, on se bat un certain temps; le moment décisif se présente, une *étincelle morale* prononce, et la plus petite réserve accomplit. » (*Mémorial de Sainte-Hélène*, par le comte de Las Cases, éd. de 1823, t. II, p. 15.)

(*Note de l'éditeur.*)

divin dans le caractère de l'homme : elle constate l'existence de l'organe des grands sentiments, source des grandes actions.

Les hommes de l'époque passée, dont l'âme desséchée n'est plus capable de s'enflammer, emploient tous leurs moyens pour arrêter ceux qui s'avancent. Leur geste est un geste d'arrêt ; il contraste avec ce mouvement d'élan, ce geste de faucon que nous venons de décrire. Prenez garde ! ne vous hasardez pas ! ne vous enflammez pas ! C'est le geste d'un moribond qui, au lieu de fixer le ciel, se cramponne à ceux qui l'entourent, comme s'il voulait les entraîner avec lui dans la tombe.

L'enthousiasme, le mouvement extraordinaire de l'âme qui élève l'homme au-dessus de lui-même, n'a pourtant rien de mystique ni de fantastique. Les artistes ne sont pas les seuls capables de le sentir ; vos généraux, vos soldats l'ont senti sur les champs de bataille ; c'est la flamme après laquelle le peuple soupire et dont il sent le besoin : l'enthousiasme rend l'homme à lui-même, l'identifie avec le peuple. L'enthousiasme est le commencement véritable de la liberté. Nous ajoutons que l'homme qui a eu le malheur d'étouffer par l'orgueil ou de laisser s'éteindre dans l'apathie cette flamme intérieure, est incapable d'être libre. On aura beau le charger de toute sorte de chartes constitutionnelles, il sera toujours esclave (1).

Donc la première condition pour l'homme actuel est de s'allumer et de s'élever. Seulement ainsi, il pourra

(1) Leçon du 1er avril 1844. (*Note de l'éditeur.*)

abattre les hommes du passé, poser en lui-même la première pierre de l'édifice de la société libre, reconnaître véritablement ses alliés et ses ennemis.

Pourquoi les époques de décadence oppriment-elles l'humanité, et pourquoi les hommes pressentent-ils alors l'avenir? C'est que, dans ces époques, les classes desséchées, les classes réellement inférieures oppriment ce qu'il y a d'élevé, de haut et de divin. Il en est de même des nations. Les nations incapables de nourrir le feu sacré gouvernent, administrent le globe. Le premier feu allumé en France, ou dans les pays slaves, fera crouler la puissance de ces nations.

Pour abattre les hommes de la routine, la révolution française a fait appel aux passions; elle a lancé sur les oppresseurs ces hommes qu'on a le droit de comparer aux lions et aux tigres, ces hommes qui avaient en eux des instincts féroces; car pour briser les hommes qui s'appuient sur ce qu'il y a de plus bas, sur la prudence et sur la peur, il n'y a pas de meilleur moyen que de les effrayer. Il faut la passion pour vaincre l'ignoble prudence. Le temps de la passion est passé; une parole passionnée, même si elle était toute rouge de sang, et s'il en tombait de l'écume comme de la dent d'une bête enragée, n'aurait plus d'influence sur le peuple. Le peuple demande plus et mieux.

Mais où est donc l'idéal que nous devions suivre, l'homme de l'époque le plus parfait, pour qu'en marchant sur ses traces nous nous ressemblions les uns aux autres, comme les martyrs se ressemblaient en imitant leur maître Jésus-Christ dans sa passion? Ce qui empê-

chait de dormir le plus célèbre des Athéniens (1), ce ne fut pas un livre, ni un récit, ni une idée, ce fut Miltiade, un idéal devenu homme. César ne pleurait pas en lisant les livres ; ce sont les oisifs qui versent des larmes sur des livres. César pleurait devant la statue d'Alexandre !

Une nation ne s'instruit en religion, en politique, en morale que par de grands exemples ; elle a besoin de grandes actions et par conséquent de grands hommes. Dans tout le cours du moyen âge, les bourgeois et les paysans n'ont cessé de faire des progrès moraux en écoutant le récit de la vie des saints et des hauts faits d'armes des chevaliers, en entendant raconter des exemples de valeur, de générosité, de dévouement. Formés ainsi, le bourgeois et le paysan, avant d'apparaître sur les champs de bataille du dernier siècle, se trouvaient déjà intérieurement chevaliers et héros.

Il n'y a que cette sorte d'instruction qui influe réellement sur la moralité domestique. On se plaint de la désunion dans les familles, du désordre moral qui y règne. Or, ce mal domestique n'est que la conséquence du mal universel. Le but d'activité nationale une fois manqué, la vie domestique se trouve par le même fait désorientée.

Au moyen âge, la femme priait dans son oratoire pour la même cause que celle pour laquelle son mari combattait sur les champs de bataille, elle était sûre que ses prières portaient secours à son mari. Ils avaient ainsi besoin l'un de l'autre ; marchant vers le même but, ils se sentaient unis dans la même œuvre spirituelle. Les

(1) Thémistocle. (*Note de l'éditeur.*)

souvenirs des parents morts continuaient de vivre parmi les enfants ; ils invoquaient leur mère comme sainte et apprenaient par cœur l'histoire de leur père ; ils y puisaient leur instruction politique et militaire.

Cet état de choses existe encore en Pologne. Les familles s'y nourrissent de la grande vie nationale. Dans tous les autres pays de l'Europe, cette vie n'existe plus. Que l'on ne dise pas que c'est par l'amour du passé ou pour éviter ce qu'il y a de sérieux dans la vie actuelle que la femme persiste à rester sous la tutelle du prêtre. Dans les premiers temps du christianisme, les femmes ne craignaient pas le sérieux de cette religion, et ne s'obstinaient pas à consulter les prêtres païens : elles avaient pressenti d'instinct dans le christianisme une vie plus haute et plus forte. Maintenant le même instinct les avertit qu'elles n'ont rien à espérer des systèmes philosophiques et sociaux ; elles préfèrent donc les hommes du passé à cette espèce d'hommes à systèmes qui valent moins que les morts, car ils n'ont pas même vécu.

Ceux qui disent que le monde n'a plus besoin de miracles, que les nations n'ont plus besoin de héros et que le foyer domestique n'a plus besoin de saints tutélaires, laissons-les subir dans leurs familles les conséquences de leurs doctrines matérialistes. Après avoir chassé de la famille les saints et les héros, le chef de la famille s'y trouvera lui-même étranger ; il n'a plus rien à dire à sa femme, à ses enfants, à ses domestiques. L'esprit de la femme, de même que l'esprit de l'homme du peuple, quelles que soient ses occupations particulières, a besoin de respirer parfois à pleins poumons l'air de la grande

vie religieuse et nationale. Ce sont les grandes actions qui produisent et maintiennent cette vie. Espère-t-on, par hasard, que la femme quittera son livre de piété et désertera le prédicateur pour entendre parler de projets de sociétés, de spéculations, de discours académiques ? Et l'on a pu supposer un instant que le peuple reniera son culte des grands hommes pour adorer de belles théories !

Ce n'est pas ainsi qu'on arrachera la femme et le peuple au passé. Il n'y a qu'un seul moyen de vaincre le passé, c'est de lui opposer un présent également vrai, et en même temps plus puissant et plus glorieux. On ne peut travailler au bonheur des peuples et des familles qu'en inspirant aux hommes le sentiment des grandes choses, qu'en les poussant à de grandes et sublimes actions.

L'idéal d'autrefois ne suffit plus aujourd'hui. Nous avons sous les yeux la preuve de son impuissance.

Le peuple slave possède toutes les vertus qui constituent un moine, et cependant ces vertus ne l'ont sauvé ni de la conquête étrangère ni de l'oppression domestique. Les maîtres barbares et les maîtres indigènes exploitent ces vertus monacales, tout en refusant au peuple ce que l'on accordait anciennement aux moines : le respect et l'aumône. Il faut que le peuple meure ou qu'il comprenne et prati e sa religion autrement qu'il ne l'a fait jusqu'à prés . Il qu'il y trouve non plus seulement la force de | justice, mais aussi la force de défendre la ju

L'humilité et la résignation n'ont pas désarmé les Mongols. Ce peuple terrible venait périodiquement éprouver la foi des Slaves par le fer et le feu. Semblable au Dieu de Jacob, il ne se laissait fléchir que par la résistance, il ne peut bénir que celui qui l'aura vaincu. Impitoyable pour la faiblesse, il la regarde comme un crime. « Si vous n'étiez pas pécheurs, Dieu ne vous aurait pas abandonnés et ne nous aurait pas lancés sur vos têtes. » Ainsi répondait Gengis-Khan aux peuples qui imploraient sa clémence.

Puisque les chrétiens ne pouvaient montrer leur Dieu dans toute sa puissance et dans sa force irrésistible, il était nécessaire que les barbares vinssent les punir de leur inertie spirituelle.

Les Turcs traitaient de même les Polonais durant cette longue guerre qui fut une lutte de suprématie entre Jésus-Christ et Mahomet. Et c'est dans ce sens que Jean III a dit, après avoir brisé la puissance des Ottomans sous les murs de Vienne : « Maintenant les Turcs ne nous demanderont plus où est notre Dieu. »

Après l'épreuve des Turcs et des Mongols, vint la tentation des gouvernements prétendus chrétiens. L'Autriche dit aux Slaves : « Soyez chrétiens comme par le passé, priez toujours, restez dans les couvents, dédaignez les choses futiles qui occupent le monde, et vous aurez le bien-être matériel, vous vous engraisserez (1). » La

(1) Lorsque, en 1816, à Milan, on présenta à l'empereur François Ier le célèbre astronome Oriani, pour lequel Napoléon délaissait des princes, l'empereur lui tourna le dos sans parler, et, s'adressant aux membres de l'Institut de Milan présents à cette ré-

Bohême, en grande partie, s'est laissé prendre à ce piége; mais elle s'est aperçue plus tard que sa vie morale disparaissait au milieu du bien-être; elle l'a pris en dégoût, elle commence à s'agiter.

A côté du christianisme autrichien, le gouvernement russe, plus franc, s'adressant à une partie des populations qu'il opprime, dit en propres termes : « Laissez-vous crucifier, imitez le Sauveur dans sa douceur et dans sa patience. Laissez-vous crucifier, et vous assurerez le salut de vos âmes. »

Il y a des hommes sincères qui se laissent ainsi crucifier, qui continuent la vie du moyen âge; mais il n'est pas au pouvoir des hommes de forcer un grand peuple à accepter un tel symbole. Ce qu'il y avait de divin et de chrétien dans la vie de la Pologne s'est récrié, s'est révolté contre cette formule de mort; car cette nation devine déjà, prévoit et annonce le christianisme triomphant.

Ce n'étaient pas des théories, ni des livres, ni des discussions, qui réveillaient et qui poussaient en avant l'esprit des peuples slaves : c'étaient des invasions, des massacres, des chaînes, des exils; c'est une action anti-religieuse continuelle qui fit sentir le besoin d'une religion d'action.

Vous entrevoyez déjà les qualités et les vertus que l'on cherche et que l'on doit reconnaître dans l'homme qui est destiné à servir d'idéal à l'époque actuelle. Il ne

ception, il leur dit : « Messieurs, je ne vous demande pas de science, je vous demande surtout religion et moralité. »

(*Note de l'éditeur.*)

doit pas rester en dehors ni au-dessous du christianisme ; il doit réunir en lui la sainteté de la première Église, la vigueur de l'Église militante du moyen âge et la force triomphante de l'Église de l'avenir.

Il faut réellement se sentir enfant de son Église, fils de sa nation, solidaire de tous ses ancêtres spirituels et temporels ; il faut posséder toutes les qualités, toutes les vertus que nos aïeux avaient acquises à la sueur de leur front et au prix de leur sang. Il faut serrer tout le passé religieux et politique, en faire une flamme, et la nourrir dans le sanctuaire de notre âme, afin que tout ce qu'il y avait de saint, de vrai et de grand dans l'histoire se retrouve au fond de nous en germe, en virtualité et en puissance. Tel a été l'Homme-Dieu, tel doit être l'homme chargé de continuer son œuvre dans l'époque actuelle. Cet homme devra avoir le zèle des apôtres, le dévouement des martyrs, la simplicité des moines, l'audace des hommes de 93, la valeur ferme, inébranlable et foudroyante des soldats de la Grande-Armée, et le génie de leur chef. Voilà les traits de l'homme idéal de notre époque ; voilà ce que l'on doit être pour oser inaugurer une époque nouvelle ; pour oser dire aux Français et aux Polonais : Suivez-moi.

L'esprit slave a la même nature et les mêmes tendances que celui des Français. Cependant l'esprit français et l'esprit slave ont pris, dans leur développement, des directions diverses. Le Français, ayant reçu le christianisme, l'a tout de suite appliqué : il a cherché à le faire passer dans les rapports de la vie sociale, il a profité du christianisme pour conquérir la terre, pour devenir plus

libre sur la terre. C'est de là que viennent sa franchise, le sentiment profond de sa dignité, et surtout cette agitation continuelle, cet esprit que l'on appelle *révolutionnaire*, et qui distingue les Français de tous leurs voisins.

Le Slave, n'ayant accepté que plus tard le christianisme et n'ayant pas encore élaboré la même masse de feu sacré, est resté, il est vrai, fidèle à sa religion, mais il n'en a tiré aucun profit terrestre; et alors qu'est-il arrivé? — Il souffre et il se résigne.

Mais l'un et l'autre n'ont pas jusqu'à présent trouvé de repos sur la terre. Ni l'industrie ni la philosophie n'ont réussi à fixer l'esprit français. Aucun gouvernement n'est arrivé non plus à rassasier l'esprit slave. L'un et l'autre ont besoin de la vérité, et ils ne pourront se reposer que dans une vérité qui puisse suffire à tous leurs besoins moraux. L'un s'agite pour la trouver, l'autre l'attend, et, en attendant, laisse passer les gouvernements et les systèmes, incapables de lui assurer le bonheur terrestre, car ce bonheur est inséparable du salut de son âme.

Qu'est-ce donc que ces deux peuples? — Les deux pôles d'une même force; ce sont les deux bras d'un même génie appelés à agir en même temps, pour accomplir la même mission religieuse et politique.

Cette mission nous est déjà emblématiquement annoncée dans ce que j'appellerai le culte privé et domestique des deux nations. Tous les cultes, avant de devenir publics, restent longtemps confinés dans les maisons des particuliers. Voulez-vous étudier les origines d'un culte nouveau? — visitez les mansardes de l'ouvrier,

Nous avons, et nous ne le cachons pas, des saints que vous ne connaissez point, hommes de l'Église officielle; nous vénérons certaines reliques dont vous ne soupçonnez pas l'existence. Ce n'est pas la faute des Polonais ni des Français, si des nations, en marchant dans le temps, ont été obligées d'ajouter de nouveaux saints à vos litanies; car l'histoire marche toujours. Et pourquoi la litanie s'est-elle arrêtée? Dans les premiers temps, il y eut une centaine de saints pour un seul jour. Depuis des siècles, nous n'en voyons presque plus, et cependant nous avons besoin d'adorer, nous avons besoin de nous élever.

Les prêtres écrivent des histoires universelles pour le peuple et des abrégés d'histoire. Or je ne connais pas d'histoire plus complète, plus magnifique, plus nourrissante que ce cantique sublime qu'on appelle la Litanie de tous les Saints. C'est l'invocation de tous les grands esprits qui ont illustré le globe, et qui ont fait avancer l'humanité par leurs vertus. On est libre d'invoquer un guerrier, une vierge, un homme de peine, un solitaire, un moine. Chacun selon ses besoins, selon ses tendances, peut trouver une âme prête à le conseiller et à le secourir. Un homme simple, un homme de foi et d'action, n'a pas besoin de galeries et de musées qui remontent les esprits blasés des hommes du monde. Il n'a qu'à s'enfermer chez lui, et d'un seul mot il peut évoquer toute cette galerie céleste, il peut s'en entourer; mais ne croyez pas qu'il soit facile de l'évoquer. Les prêtres ont déjà oublié de nous aider à prononcer le grand mot d'évocation; car ils auraient dû d'abord nous apprendre à invoquer des

saints qui sont rapprochés de la terre, ceux que nous pouvons le mieux comprendre, avec lesquels il nous est plus facile de communier. Car qu'est-ce que prier? N'est-ce pas élever son esprit, l'enflammer de manière à le mettre au niveau de ces grands esprits qui nous ont précédés dans la carrière de la vie, et le rendre capable d'en tirer quelques mots de consolation et de conseil?

Nous faisons la même chose dans la vie ordinaire. Pour entendre un savant, pour profiter de ses leçons, nous sommes obligés de révérer pour ainsi dire les saints d'un ordre inférieur, d'apprendre d'abord dans les écoles, afin d'élever par degrés notre intelligence au niveau de celles qui dominent la science et l'art.

Vous avez interrompu toute tradition religieuse, et vous vous étonnez que les Polonais aient des litanies (1), où l'on invoque Ladislas, le dernier défenseur mort pour la cause de la chrétienté à Varna, où l'on invoque Jean III, où l'on invoque notre dictateur paysan Kosciuszko; vous vous étonnez encore que nous invoquions entre tous Napoléon, le plus puissant des génies, l'époux de la plus malheureuse des nations, comme l'appelle notre prophète Brodzinski.

Nous avez-vous demandé les mystères de ce culte que vous vous contentez de repousser, de regarder comme illusoire? Tout culte qui ne s'appuie pas sur des preuves judiciaires serait-il illusoire? Mais alors vous atta-

(1) Litanies qui terminent le *Livre de la nation polonaise et des pèlerins polonais* d'Adam Mickiewicz, ouvrage condamné par le pape. Voyez la nouvelle traduction qu'en a donnée M. Armand Lévy, vol. in-18, Paris, 1864. (*Note de l'éditeur.*)

queriez le catholicisme par la base. Et que savez-vous de ce culte de Napoléon? Comment pouvez-vous le comprendre? Avez-vous suivi cet homme sur le champ de ses travaux? Avez-vous visité du moins ces ossuaires immenses d'Iéna, d'Auerstædt, de Montebello, où gisent les os de milliers de martyrs, qui ont souffert et sont morts pour la cause du christianisme?

Avez-vous visité, vous qui visitez les chapelles anciennes, avez-vous visité le champ de Waterloo, ce Golgotha de l'Europe moderne?

Byron, l'Anglais, l'ennemi de la France, en visitant ce champ, frappé subitement de l'aspect du lieu, et touché par l'esprit qui y plane, dit dans un moment d'intuition : « Ce champ de bataille a été préparé de toute éternité pour être le théâtre d'un grand événement. » Mot sublime! Byron a répété sans le savoir ce que les mystiques ont dit du Golgotha. « C'est là, dit-il encore, que l'aigle glorieux est tombé percé des flèches des monarques (1).» Et c'est là qu'est tombée, avec la gloire de la France, l'espérance de l'Italie et de la Pologne. Et vous vous étonnez qu'on regarde ce champ comme le Golgotha moderne, comme l'endroit le plus chargé des esprits du siècle!

La ferme du Gros-Caillou, ce dernier quartier-général de l'empereur, où il a passé la dernière nuit, qui a été aussi la dernière nuit de la grandeur de la France, du bonheur de la Pologne et de l'espérance de l'Italie,

(1) Voir le *Pèlerinage de Child-Harold*, ch. III, str. XVIII. (*Note de l'éditeur.*)

est là que les prophètes et les hommes religieux de la Pologne vont pour s'inspirer ; et si vous aviez compris les mystères de ce culte, vous nous auriez expliqué, vous auriez fait comprendre aux peuples, d'une manière facile et presque palpable, le grand mystère de l'Église catholique, celui de la vénération des reliques.

Mais vous vous contentez de condamner ; vous n'expliquez rien ; des choses merveilleuses, vous ne vous en occupez pas. S'il y a une montagne qui agite l'aiguille aimantée des navigateurs, qui attire les vents ou qui les produit, les physiciens cherchent tout de suite à expliquer ce phénomène. Vous êtes-vous occupés de ce phénomène moral tout récent? de cet intérêt immense qui attirait toute une population derrière le cercueil de l'Empereur, qui l'attire encore vers l'église des Invalides? Qu'est-ce qui pousse là les hommes? Est-ce la curiosité? mais ils iraient au théâtre, ils liraient les livres. Est-ce pour admirer un monument? mais il n'y a pas de monument. Il y existe cependant une force inexplicable qui agite les hommes, qui parle aux hommes, qui les attire. Si vous nous aviez expliqué cette force! Mais, pour cela, il aurait fallu y aller les premiers. Ah! comme le culte des saints et des reliques pour vous alors deviendrait simple!

On le comprenait ainsi dans le temps où l'Église agissait, vivait de la vie générale du peuple. Les ambassadeurs polonais demandaient un jour au pape Pie V, le dernier des papes morts en odeur de sainteté, des reliques pour leur nation. « Mes enfants, dit le pape, quel besoin avez-vous de reliques? Prenez une poignée de

votre terre : elle est toute formée d'os d'hommes morts pour la cause de l'Eglise, parce qu'ils combattaient les infidèles. Elle est toute trempée de sang de martyrs. » Ce pape, sans le savoir, se trouve avoir répété la célèbre chanson, la plus ancienne chanson des peuples slaves(1).

Et vous, vous ne pouvez pas comprendre le culte des grands hommes de la Pologne, et le culte de cet homme universel qui vous aiderait à comprendre les grands esprits de l'Eglise catholique; mais vous permettez, hommes de l'Eglise officielle, de rendre un culte à l'empereur Nicolas ! Comment expliquer cela? Il est notoire que l'empereur Nicolas a fait publier un catéchisme intitulé : *Du culte qu'il faut rendre à l'empereur de Russie*. Ce catéchisme a été approuvé par les évêques, et jusqu'à présent le Saint-Siége n'a pas protesté.

Ainsi il est permis de rendre un culte à l'empereur de Russie, mais il est criminel de rendre un culte à l'empereur Napoléon. Vous pourriez même comprendre maintenant pourquoi ce culte est né en Pologne. C'est que l'on a introduit à coups de knout le culte nouveau, on rappelle aux hommes cet archange, le seul qui puisse terrasser le dragon.

Le christianisme appelle l'humanité à monter un nouveau degré de sainteté. Après avoir sanctifié les familles et les corporations, il tend aujourd'hui à sanctifier les Etats politiques, les nations. Il provoque les peuples à

(1) « La terre noire est labourée par le sabot des chevaux, semée d'os, arrosée de sang. » (Voir le *chant sur le régiment d'Igor*, poème du douzième siècle découvert en 1795 et publié en 1800.)
(*Note de l'éditeur.*)

produire de nouveaux saints, des saints nationaux, qui non-seulement nous édifient par toutes les vertus du christianisme primitif, mais aussi nous fortifient en nous offrant, dans leur individualité, l'idéal de force et d'activité qui caractérise l'époque actuelle. L'esprit chrétien est sommé de produire ses hommes d'Etat, ses héros nationaux.

C'est à la France que s'adresse d'abord cet appel. La France, dans la chrétienté, représente l'action, la réalisation. Sentir, concevoir et réaliser, ces trois opérations consécutives se font dans une âme française en un seul instant, et éclatent comme un seul acte de sa vie intérieure. Un acte national dans lequel éclaterait l'âme de la France entière commencerait une époque nouvelle. C'est après avoir fait de grandes choses qu'on aura le droit de s'attendre à voir surgir de grands monuments. L'art attend des types nouveaux.

L'esprit chrétien, depuis longtemps, ne trouve plus d'autres organes sur la terre que les âmes des hommes de douleur et d'action. Mais comment prouver que les généraux et les soldats de la République et de l'Empire étaient réellement animés de l'esprit chrétien? Généraux et soldats, ils n'ont vécu que pour agir; ils ne se donnaient pas la peine d'élaborer la théorie de leurs sentiments moraux : ils laissèrent à la postérité le soin d'expliquer les motifs de leurs actions. Ils ont souvent agi en ennemis de l'Eglise officielle, tout en combattant pour établir le règne de l'Evangile.

Nous croyons qu'il n'existe pas de commentaire de l'Evangile comparable à celui que nous trouvons dans

quelques pages dictées par Napoléon. On peut les lire dans un ouvrage de M. Bauterne, composé d'après les notes du général Montholon. Napoléon comprit la nature divine de Jésus-Christ, et l'expliqua mieux que ne le ferait un théologien; c'est que le Sauveur du monde n'était pas théologien : il n'a vécu que pour agir. Or, depuis Jésus-Christ, Napoléon fut d'entre tous les chrétiens celui qui a le plus agi, le plus travaillé, le plus réalisé sur la terre. Chaque seconde de sa vie (dit Maltitz) était un fait. Comment s'y prend-il pour scruter la nature de Jésus-Christ? Il se scrute lui-même; il avait la conscience de sa force et de la grandeur de sa mission; il a la hardiesse de se comparer en esprit à Jésus-Christ. Voyez le résultat de ces méditations : « Jésus-Christ n'était pas un homme (1). Moi, je connais jusqu'où l'homme peut s'élever... J'ai le don d'électriser les hommes; mais, à mesure qu'ils s'éloignent de moi, ils perdent cette force... » Il reconnaît n'avoir pas le don d'établir dans les cœurs des hommes les foyers permanents de force. Le Sauveur seul jusqu'à présent a eu ce don.

Napoléon nous explique ici les paroles de l'Évangile adressées à la Samaritaine : « Celui, dit le Sauveur, à qui je donnerai à boire de mon eau, sentira en lui une source qui coulera toujours; » ou, pour parler le langage moderne, celui qui aura reçu l'étincelle de Dieu, et l'aura conservée dans son âme sentira s'y établir ce que Napoléon appelait le foyer de l'électricité.

(1) Voir page 17 de l'ouvrage intitulé : *Conversations de Napoléon*, par le chevalier de Bauterne. 1 vol. in-8°. Paris, 1840. (*Note de l'éd.*)

Napoléon portait en son esprit tout le passé du christianisme, et le réalisait en sa personne. Puissant par la parole, comme saint Pierre ou saint Paul; simple et austère dans sa vie, comme l'étaient les abbés de l'Eglise primitive; majestueux comme un évêque du moyen âge, il pressentait pourtant que, pour être chef de l'humanité actuelle, il ne suffisait plus de posséder tout le passé : l'humanité avait besoin d'un foyer qui pût rallumer dans les âmes des feux d'amour nouveau et de force nouvelle, d'amour militant et de force victorieuse. Napoléon le comprit dans la dernière époque de sa vie, durant son martyre de Sainte-Hélène. L'Eglise chrétienne n'est pas sortie des doctrines des théologiens; elle a jailli des plaies de l'Homme-Dieu; son sang l'a fait vivre. « Puissent quelques gouttes de ce sang, s'écrie le poète Garczynski, tomber sur les crânes des théologiens, pour y allumer un feu inextinguible! » Puissent, ajouterons-nous, les paroles de Napoléon souffrant pénétrer dans les intelligences des idéologues! Elles germent dans les âmes de la chrétienté.

La vie terrestre de Napoléon est finie. Comme chef d'un parti politique, comme chef d'une dynastie, Napoléon n'existe plus (1). Et qui cependant osera contester ici

(1) Louis-Napoléon crut devoir protester de Ham, le 8 juillet 1845 contre les tendances du cours : « Les craintes du gouvernement, écrivait-il, viennent, à ce que j'ai appris, de l'existence d'une société polonaise sous le patronage de M. Mickiewicz. (Il faisait un cours au Collége de France et avait pris l'empereur pour son prophète.) Il paraît, je ne sais pourquoi, que le gouvernement a écrit à toutes les autorités des départements pour faire surveiller ces apôtres, parce qu'il suppose, bien à tort, qu'ils s'entendent avec moi. » (*Note de l'éditeur.*)

l'existence et l'activité permanente de son esprit? Les hommes religieux, les guerriers, les hommes d'Etat, le consultent, en méditant ses ouvrages et ses actions. Une telle méditation n'est-elle pas une véritable prière? La mission des artistes inspirés est de s'élever jusqu'à la région qu'habite ce grand esprit, de l'évoquer et de nous le rendre visible. Napoléon est l'archétype de l'art nouveau.

Pourra-t-on nier que les bulletins de la Grande Armée ressemblent beaucoup plus à la parole de Jésus-Christ et des apôtres que les discussions que nous entendons maintenant dans les églises et dans les écoles?

C'est que, pour produire de ces paroles qui retentissent comme des bulletins, il faut avoir une grande force, il faut vivre de la vie des masses, il faut respirer l'atmosphère qui anime les nations. Or le clergé officiel s'est séparé de cette vie; il parle, il est vrai, d'une époque nouvelle; il nous fait des promesses, il imite les paroles des poètes et des voyants de notre époque; mais il ne consentira jamais à s'incliner devant l'esprit qui les a dictées; il ne veut pas s'apercevoir qu'il est débordé de tous les côtés; et si, pour un artiste, pour un guerrier, cet acte d'humilité intérieure est une condition de progrès; si on ne peut saisir la manière d'un grand peintre sans avoir abandonné la sienne, sans s'être incliné devant l'esprit du maître; si on ne peut suivre les traces d'un grand général sans avoir adoré en esprit le génie qui le conduit, comment vous, hommes religieux, pourriez-vous ressaisir la vie et vous mettre dans toutes les conditions de la vie en vous refusant à cet acte d'humi-

lité qui vous est imposé comme un devoir par le Dieu que vous servez?

Cet orgueil qui se confie en lui-même, et qui croit pouvoir vivre par imitation de la vie, vient de ce que les magistrats de l'Eglise, que les classes lettrées de l'Eglise ont déserté le chemin de la croix; elles n'ont pas voulu souffrir, elles se sont réfugiées dans les livres, dans la théologie, dans les doctrines, parce que, vous le savez tous, il en coûte beaucoup moins d'écrire et de discuter que de parler avec franchise et de s'exposer pour la défense de la vérité. La force ne vient que de la douleur.

Si l'on avait ressenti les douleurs de la nation française, on aurait connu aussi les douleurs des nations étrangères, et on se serait réuni dans une commune sympathie. Alors l'Eglise aurait trouvé la parole capable d'ébranler toute la chrétienté, et de lui rappeler son ancienne alliance avec l'Église. Mais le clergé s'est toujours défié de tout mouvement populaire des Polonais. Pendant que le peuple, que la garde nationale faisaient des vœux pour cette nation, les évêques ont-ils prononcé une seule parole, ont-ils commandé une seule prière publique? Et cependant ce n'était pas dans les livres, ce n'était pas dans les journaux qu'ils auraient trouvé l'explication de ces liens mystérieux qui attachaient si fortement la France victorieuse à la Pologne souffrante.

C'est en entrant plus profondément que nous ne pourrions le faire, nous autres laïques, dans le mystère de ces sympathies nationales; c'est en découvrant la source d'où elles découlent; c'est en reconnaissant ce qu'il y avait d'éminemment chrétien dans le mouvement de

l'esprit français vers la Pologne que les prêtres auraient pu s'associer à ce mouvement pour le diriger. Ils auraient dû le provoquer. Mais ils n'avaient à donner aux Polonais que des prières. Eh bien! ils auraient tiré de leur âme une prière nouvelle, une prière d'un peuple qui prie pour un peuple. Nous sommes réduits à relire les prières qu'on a composées dans les siècles de foi, comme si toute foi était déjà perdue. Magistrats de l'Eglise, nos pères et nos frères aînés, vous nous auriez appris une nouvelle prière dominicale, expression des besoins nouveaux du christianisme. Mais, je le répète, vous échappez à la souffrance, et vous vous mettez au niveau des philosophes dont le métier est de se sauver de la souffrance en jetant derrière eux des phrases sonores et creuses.

Nous avons été témoins de ces souffrances de peuple... Ah! si vous aviez vu la population d'une grande ville, de la capitale des Lithuaniens (1), pendant qu'on y fusillait des patriotes, une population entière sans différence d'âge, de sexe ni même de religion (car on voyait dans cette foule des israélites et des schismatiques), cette population entière, à genoux et les yeux tournés vers l'image de la sainte Vierge, la seule espérance qui restât à ce peuple; si vous aviez ressenti cette douleur si puissante qu'elle gagnait les incrédules et les schismatiques, et les jetait contre terre devant l'image qui devint alors l'objet d'un culte universel; si vous aviez ressenti cette

(1) C'était lors de l'exécution du martyr Konarski en 1839.
(*Note de l'éditeur.*)

douleur qui arrêtait et faisait pleurer les soldats russes, ces soldats que les armes des Polonais ne pouvaient pas vaincre ; si vous aviez vu les officiers russes sanglotant, la musique militaire refusant de jouer, parce qu'elle n'en avait pas la force : prêtres français, vous auriez compris l'efficacité d'une prière nationale inspirée par la douleur.

Vous accusez les diplomates du gouvernement français d'avoir trahi la cause des Polonais, de ne leur avoir pas envoyé de secours !... Si vous aviez eu foi dans l'efficacité de la prière, il vous aurait suffi de pousser alors un gémissement dans toute la France, de pousser un cri déchirant, de vous réunir en esprit à la douleur de la nation qui tombait sous la croix ; vous auriez peut-être arrêté le bras de l'ange exterminateur.

Mais non ! vous avez délaissé la Pologne, et vous dites maintenant, le pape a dit à plusieurs reprises : « *Nous ne savions pas ce que c'était que la révolution ; nous nous sommes trompés* (1)... »

(1) Il est fait ici allusion aux entretiens que Grégoire XVI eut, en 1837, avec le comte Zamoyski, que ce dernier a notés et que le R. P. Lescœur a publiés dans son ouvrage l'*Église catholique en Pologne sous le gouvernement russe*, 1 vol. in-8°, Paris, 1860 : « Que puis-je faire, dit le Pape, envers un gouvernement qui m'aborde toujours en me menaçant de se venger sur mes fils de Pologne si je refuse de les inviter à la soumission ?... Je ne vous ai pas compris d'abord, oui, j'ai été trompé sur votre compte ; mes propres serviteurs, ceux à qui j'étais tenu d'accorder ma confiance ce sont, eux aussi, laissé tromper et m'ont induit en erreur. J'ai déploré vos malheurs, mais, enfin, vous aviez succombé : tout semblait fini pour vous : la religion restait seule à sauver devant un vainqueur irrité. Les menaces m'ont ébranlé. J'ai cédé à une véritable sommation. J'ai peut-être le droit de vous reprocher de n'avoir pas vu dans le retard même que j'avais mis à me prononcer la contrainte

Pourtant le sacrifice dure toujours : toutes les fois que le calice des autels est entre des mains indignes, alors ce sont des poitrines d'hommes généreux qui versent le sang du sacrifice pour racheter l'humanité ; car si le sacrifice cessait un moment, le christianisme, et, par conséquent, l'humanité, cesseraient d'exister.

Les grandes nations et les grands hommes de l'Europe n'ont cessé de travailler pour l'Église. Le sang des Kosciuszko, des Joubert, des Marceau et de leurs soldats n'a pas été perdu pour la cause de l'Église universelle. Ce sang coule dans les veines du peuple qui souffre, ce sang lui parle, ce sang lui dicte des axiomes, des vérités de l'Évangile.

Mais, en se séparant de toute vie nationale, l'Église officielle a perdu l'idée et la tradition de la parole, et par là elle a perdu toute force : elle est incapable d'agir sur les masses. Aussi les dignitaires de l'Église y ont-ils depuis longtemps renoncé. Qu'y a-t-il de commun entre eux et les nations ? Qui de vous connaît les noms des cardinaux ? Ils sont pourtant princes de l'Église universelle, protecteurs des nations ? Les noms des maréchaux de l'empire résument toute l'histoire militaire de l'époque : les titres des princes de l'Église devraient résumer leurs combats, nous rappeler leurs travaux et leurs victoires spirituelles. Ils portent la pourpre, qui, dans le langage symbolique de l'Église, signifie le martyre. Hél

à laquelle j'avais enfin cédé. » Le R. P. Lescœur nous apprend (p. 60) que « le récit du comte Zamoyski a reçu de la cour pontificale elle-même une confirmation éclatante. »

(*Note de l'éditeur.*)

qui dans ces derniers temps a jamais entendu parler du martyre d'un cardinal ? Cependant les occasions de souffrir pour l'Église ne manquent pas. Le martyrologe polonais est très-riche, et il augmente journellement. L'Église officielle publie des notes diplomatiques et fait publier des livres. Elle ne se sent plus le courage de fulminer l'anathème contre le persécuteur, elle n'ose plus faire appel aux peuples.

Pour agir sur les hommes, il ne suffit pas de raisonner avec eux ; il faut montrer à ces hommes une force supérieure qui puisse enflammer leur âme en même temps que conquérir leur intelligence ; il ne suffit pas de publier des livres et de prôner des systèmes, il faut prouver la réalité de ces systèmes par la force, par la vie.

Il y a dans l'histoire l'exemple d'une paix imposée de cette manière à deux systèmes contraires. Lors de la révolution de la Suisse, d'un côté les aristocrates bernois et tous les cantons qui avaient pris parti pour eux, et, d'un autre côté, les républicains vaudois étaient au moment de combattre. Déjà les chefs donnaient le signal, lorsque tout à coup arriva un inconnu porteur d'une seule parole que les historiens suisses appellent *Deus ex machina*. Elle fit tomber les armes d'entre les mains des soldats. Le Premier Consul, en effet, leur disait dans son message : « Helvétiens, vous vous êtes disputés trois ans sans vous entendre ; vous vous tuerez trois ans sans vous entendre davantage. Je ne puis ni ne dois être insensible à vos malheurs : je serai votre médiateur. »

C'est de cette manière qu'on arrête les luttes ; mais il

faut que celui qui se porte médiateur ait donné des preuves de sa supériorité.

Où sont maintenant dans l'Église les hommes qui auraient le don des langues? Les docteurs actuels comprennent-ils ce que c'est que ce don du Saint-Esprit? Les prêtres se bornent à dire que ce don a jadis existé, mais qu'il est devenu superflu. Un don du Saint-Esprit devenu superflu ! Il serait plus simple de dire qu'il est perdu, et tellement perdu qu'on a commencé à douter qu'il eût jamais existé. Un fait miraculeux, qui ne se reproduit plus et dont on n'explique pas suffisamment la disparition, devient suspect; on le regarde comme fabuleux. Ainsi tous les faits de l'Évangile, d'abord mis en doute comme inexplicables, passent ensuite à l'état de fables. La conséquence naturelle de tout ceci fut que l'on a fini par ne plus croire même à l'existence du Sauveur ! Et il n'y a pas d'autre manière de prouver la réalité de ces faits qu'en retrouvant le secret de les reproduire.

Le philosophe Baader comprit mieux que tous les théologiens les mystères du don des langues. Il dit que les apôtres n'avaient pas besoin d'employer les différents idiomes pour se faire comprendre des hommes de nations différentes : une seule langue spirituelle y suffisait. C'est vrai. La parole régulièrement créée est et sera toujours universelle. Quand elle se fait entendre, ce n'est plus la bouche à l'oreille, c'est l'esprit qui parle à l'esprit; et l'esprit de celui qui écoute donne à l'idée reçue la forme dont il a l'habitude de revêtir ses propres pensées. Nous pouvons assurer hardiment que saint Pierre et saint Paul parlaient une langue qui, si nous l'entendions,

nous paraîtrait aujourd'hui même du plus pur, du plus chaste et du plus puissant français ; car, avec le son de la voix de ces hommes de Dieu, il entrerait en nous un tel courant de vie et de force que notre âme en deviendrait capable de saisir intantanément le sens intérieur, l'intention divine de leurs paroles, et que notre intelligence se traduirait à elle-même ces sons en langue française.

Napoléon nous a rappelé le don des langues. Il y avait des moments où cet homme prodigieux retrouvait le secret des apôtres. Les historiens allemands disent que, dans une des batailles qui finirent par la reddition d'Ulm, Napoléon accourut vers les Bavarois, et voyant leurs rangs chanceler, leur adressa la parole et les enflamma si fort que dans une seule charge ils repoussèrent l'ennemi. L'historien allemand dit : « *Er hat sie angefeuert* » (Il les a enflammés). Et comment a-t-il parlé? dans quelle langue s'est-il adressé aux Bavarois, qui ne comprenaient pas le français ? Ah ! il a fait jaillir de lui, de ce sanctuaire où reposait sur l'autel du feu sacré le génie français, il a fait jaillir, croyez-le bien, cette force qui poussait également les Polonais et les Bavarois, et les Westphaliens et les Italiens, tous hommes capables de s'enflammer.

Ce qui constitue le vrai caractère d'homme, c'est l'énergie. Et qu'est-ce que l'énergie ? C'est la parole qui se réalise déjà, qui se fait vie, qui anime, qui nourrit. La misère matérielle ne parvient à vaincre l'homme qu'autant qu'il a perdu sa force morale, c'est-à-dire sa foi.

Le Tartare mange beaucoup moins qu'un paysan slave, et pourtant il est robuste ; le trappiste est plus sobre encore qu'un Tartare, et le trappiste aussi se porte bien. Le soldat français n'est pas mieux nourri qu'un ouvrier, et cependant il se sent plus fort et plus joyeux qu'un ouvrier. Otez au trappiste sa foi dans la vie future, et vous le verrez en quelques jours mourir d'inanition. Que les Tartares cessent de vénérer leur khan, et ils n'auront pas même la force de lutter contre les rigueurs du climat qu'ils habitent. Une horde sans khan est une horde bientôt dispersée. C'est par obéissance pour son khan qu'un Tartare lutte et vit. On a vu de ces nomades traverser sans danger les immenses steppes qui s'étendent depuis Orenbourg jusqu'à Khiva, et cela par un froid tel que l'on y trouvait des oiseaux et des animaux gelés. Mais un cavalier tartare ne s'aventure jamais dans ces déserts pour son plaisir ou seulement pour ses propres affaires; il y succomberait. Pour réussir dans un tel voyage, pour résister à de pareilles fatigues, il faut qu'il s'inspire de cette force qui émane de l'ordre que lui a donné son khan. Otez au soldat russe la terreur mêlée d'une sorte de résignation que lui inspire l'idée de servir son empereur, et vous verrez qu'il ne pourra supporter les fatigues et les privations de sa vie de forçat. Détruisez dans l'âme du soldat français l'idée de l'honneur, soufflez sur ce flambeau, sur ce patriotisme qui échauffe et vivifie son cœur, et il se sentira misérable.

Qu'est-ce donc qui fortifie et alimente si bien ces hommes, lesquels, naturellement, devraient souffrir une famine continuelle? Qu'est-ce donc qui donne le sentiment

de force et de dignité à ces hommes qui ne possèdent rien ? et cela pendant que nous voyons autour de nous de riches égoïstes gémir et souvent périr de désespoir pour avoir perdu une partie de ce qu'ils possèdent ? Je vous le dis, ceux qui sont forts, ce sont les hommes en possession d'une grande idée : les impuissants, ceux qui succombent, ne l'ont jamais eue ou l'ont perdue.

C'est le manque d'énergie morale qui nous fait manquer du pain quotidien. Ce n'est pas la faim physique toute seule qui cause les désespoirs et les suicides. L'homme animal ne se suicide pas; un sauvage, pressé par la faim, se couche dans l'ombre et se laisse mourir lentement, silencieusement. Un homme du peuple français ou du peuple polonais, réduit à une telle extrémité, s'agite et se tourmente : car il est comme nous, fils de plusieurs générations qui ont médité et exécuté de grandes choses ; il se rappelle tout son passé et sent en lui tout le passé de sa patrie, et il en éprouve les mêmes besoins. Le malheureux, accablé par la douleur physique, est enfin forcé de s'adresser cette question : Pourquoi ai-je tant souffert ? Suis-je plus coupable que ceux qui vivent et jouissent, ou seulement plus malheureux ? Dieu existe-t-il ? Du moment où il s'adresse cette question sans pouvoir la résoudre, c'en est fait de lui, il doit périr; car il a besoin de Dieu, non pas d'un Dieu abstrait ou historique. Or les philosophes et les prêtres ne nous donnent plus aujourd'hui qu'un Dieu abstrait ou historique. Et le malheureux crie avec le poète Garczynski : « Où est ce Dieu qui se fait chair ? »

La charité des prêtres qui visitent ces désespérés ago-

nisants ne sait leur donner d'autres conseils que ces mots : «Souffrez ! portez votre croix comme notre Seigneur l'a portée, et mourez ! » Mourez ! Les prêtres se trouvent dire exactement la même chose que l'empereur de Russie.

Et si les malheureux s'en viennent demander secours aux hommes de la science, ils en reçoivent des réponses également accablantes. Ceux-là engagent à mourir ; ceux-ci voudraient qu'ils ne fussent pas même nés (1).

Si les pharisiens et les scribes modernes avaient la simplicité du sentiment populaire de cette France dont les instinçts sont infaillibles, ils auraient trouvé, il y a longtemps, pour le peuple, le pain quotidien. N'est-il pas évident, même commercialement parlant, que la dernière lutte dans le Nord entre les Polonais et les Russes, que les événements qui appelaient les Français en Italie, ouvraient au travail et à l'industrie française un vaste champ d'exploitation et d'innombrables débouchés ? Pologne et Italie ! D'un côté, ces terres dont la fertilité inconcevable étonne continuellement nos poètes ; terres de l'Ukraine qui n'ont pas besoin presque d'être cultivées, qu'il suffit de remuer un peu et d'ensemencer pour y voir venir ce que Trembecki appelle des *moissons babyloniennes*, des moissons comparables à celles qu'Hérodote nous a décrites ; pays qui a été autrefois appelé le grenier de l'Europe : la main du prolétaire français y aurait certes trouvé de l'occupation ; d'un

(1) Allusions aux doctrines de Malthus. Voir la note de la page 245 du présent volume. (*Note de l'éditeur.*)

autre côté, l'Italie, dont les ressources industrielles et commerciales sont presques aussi peu connues en France que les richesses agricoles de la Pologne. L'histoire du Directoire devrait pourtant les rappeler aux souvenirs des hommes d'Etat.

Ces deux grands pays, en l'année 1830, s'ouvraient encore une fois à la France. La Fayette s'écriait alors que le *drapeau tricolore* était *là ;* Béranger disait aux Français que leur honneur était là. Mais les pharisiens et les scribes ne disaient rien de semblable : ils ne sentaient pas que là où étaient le drapeau et l'honneur, là se trouvait aussi le pain quotidien. Non, le Français n'est pas assez abandonné de Dieu pour trouver son pain ailleurs que là où est son drapeau et son honneur. Mais le Français sera éprouvé par la faim morale et par une faim matérielle jusqu'à ce qu'il reconnaisse le but de son existence nationale, jusqu'à ce qu'enfin il regagne le seul chemin qui puisse l'y conduire.

Dans les guerres de la révolution, on remontait le moral du soldat mourant de faim et harassé de fatigues en lui faisant chanter *la Marseillaise*. Ah ! c'est qu'alors la parole remplaçait quelquefois la nourriture. Je pourrais vous citer de nombreux exemples de la même nature, tirés de l'histoire de la dernière guerre de Pologne.

Je sais aussi que ce serait en vain qu'on chercherait des récits de tels miracles dans les histoires cléricales et scolastiques de ce temps. Les prêtres et les idéologues se trouvent rarement dans la situation de n'avoir d'autre nourriture que la parole. Mais les soldats, qui s'y trou-

vent plus souvent exposés, nous ont conservé la tradition vivante de l'un des mystères de la religion.

En effet, à l'heure qu'il est, ce sont des soldats qui nous offrent le vrai type du christianisme passé et futur. Le soldat russe, patient, obéissant, laborieux et résigné, est l'idéal d'un moine de l'époque passée ; le soldat français, sobre, actif et entreprenant, nous donne l'échantillon de la vie monacale de l'avenir : vie toute de spontanéité et d'activité. L'un et l'autre ont conservé vivante la tradition des miracles.

Les fastes de l'armée française sont remplis de traits de générosité et de dévouement ; et ces fastes auraient de quoi édifier un chrétien. Il ne faut pas toutefois attribuer cela au progrès général des nations civilisées. Consultez les autres peuples ; voyez si l'histoire de l'Angleterre moderne a jamais offert de traits qui aient ce caractère. L'Angleterre n'a pas de prétention à la générosité et au dévouement chevaleresque. Générosité et dévouement sont des vertus qui sont restées et resteront toujours comme caractère distinctif de l'histoire de France et de Pologne.

Je n'ai pas besoin de recourir à votre histoire ancienne. Le présent témoigne du passé. Nous nous rappelons tous avoir vu ou entendu raconter des traits dignes des plus beaux temps de la chevalerie. Lors des troubles qui ensanglantèrent la ville de Lyon, un soldat, ayant essuyé un coup de feu de la part d'un ouvrier, fut brutalement provoqué à riposter. « Tuez-moi ! cria l'ouvrier. — Passe au large, répondit le soldat, je ne tire pas de si près. » Il est très-douteux que l'on puisse trouver autant de charité

dans le cœur des idéologues, des théologiens et des journalistes ; et si leurs plumes donnaient la mort, il est peu probable qu'en face de leurs ennemis ils eussent le soin d'en arrêter l'éclat, de peur de frapper de trop près. Mais le soldat et l'homme du peuple pratiquent encore la charité politique !

En France l'esprit militaire vit toujours, il conserve la pure tradition de l'Église chrétienne, la plus pure maintenant peut-être qui existe sur le globe ; l'esprit militaire français est le fils de l'esprit chevaleresque, le petit-fils aussi de Jésus-Christ. C'est sur cet esprit militaire que doivent être basées toutes les espérances des hommes généreux de la Russie, de la Pologne et de la Bohême ; c'est encore cet esprit qui fait la valeur morale et religieuse de la France.

Une illusion des réformateurs est de croire que l'on pourra vaincre le mal sans lui faire la guerre. Révolutionnaires et pacificateurs à la fois, Gengis-Khans lorsqu'ils rêvent, ils deviennent de doux Fénelons lorsqu'il s'agit d'exécuter. On changera le monde, disent-ils, sans déranger personne et sans se déranger soi-même en quoi que ce soit.

Comme Slaves, nous devons à nos frères de l'Occident un avertissement de la plus haute importance. L'Occident oublie trop le nord de l'Europe et de l'Asie, ce nid des peuples dévastateurs. Que l'on ne croie pas que ces peuples ont cessé d'exister. Ils restent toujours là sur le plateau de la Haute-Asie, comme une nuée grosse de tempêtes, n'attendant que le signal de Dieu pour fondre sur les peuples coupables. Que l'on ne croie pas que

l'esprit d'Attila, de Gengis-Khan, de Tamerlan, de Souvaroff, de ces grands justiciers de l'humanité, soit pour toujours mort.

Ils sont là pour tenir la civilisation chrétienne en éveil. Ils sont une preuve vivante que le temps n'est pas encore venu de changer l'épée en charrue, et d'établir dans les casernes des phalanstères. Si la France désarmait, vous verriez bientôt les Cosaques à Paris. Je ne vois pas quels moyens prendraient les écoles socialistes pour les arrêter.

La force dont dispose la France est le résultat de longs et nobles travaux de l'esprit. C'est la seule nation dont le désintéressement politique n'a plus besoin d'être prouvé, la seule qui puisse agir d'une manière régulière, car sa force nouvelle est déjà tout organisée dans son armée. L'armée garantit l'ordre et n'obéit qu'à un mouvement vrai. Les armées, les flottes, les arsenaux de la France appartiennent à l'humanité. Sur eux repose l'espoir des nations. Celui dont le cœur ne s'émeut pas à la vue des drapeaux et du pavillon français, celui-là n'est pas capable de comprendre en quoi consiste le vrai progrès.

Si plusieurs questions philosophiques et économiques doivent être facilement résolues par l'épée française, de même aussi les grands mystères de la religion catholique deviendront accessibles à la raison et même palpables; mais auparavant il faut que certains actes soient accomplis pas la nation française. Elle nous a déjà aidé à expliquer et les reliques et l'action des esprits, elle nous a aidés à exprimer l'idée religieuse

dans un langage populaire, elle aidera l'humanité à comprendre les mystères des sacrements. Qu'y a-t-il d'impénétrable dans ces mystères à un homme de bonne volonté ?

L'homme qui a le plus puissamment agi sur les esprits, Napoléon, a eu le sentiment profond de ce qu'il y a de mystérieux et de sacramentel dans certains actes de la vie. Il comprenait que ces actes communiquent à l'homme un don nouveau, une puissance nouvelle. Il y avait des Polonais, simples soldats, que Napoléon créait généraux sur le champ de bataille. « Vous avez reçu, disait-il, le baptême de sang et de feu. » Une seule grande action agrandissait ces hommes et leur faisait trouver leur vrai nom, celui de généraux.

Et n'a-t-on pas vu mille fois, sur le champ de bataille, que le geste seul de Napoléon, la manière dont il frappait sur l'épaule du soldat, transmettaient à ce soldat un courant de vie nouvelle? C'était une véritable confirmation ; le soldat le sentait réellement en lui ; on le voyait aussi aux larmes qui coulaient des yeux de ses grenadiers, qui alors s'élançaient irrésistibles et silencieux comme des boulets de canon.

Evêques chrétiens, si vous aviez observé cela, si vous aviez médité sur la cause d'où venait une telle force, vous auriez peut-être ressaisi ce pouvoir qui faisait jadis, par l'acte de confirmation, sentir au chrétien que réellement il était confirmé dans sa force et dans ses croyances.

Le caractère de cette époque est tel, que c'est l'action qui doit précéder et expliquer les mystères. J'ai dit que

la France y est destinée, parce que ce que nous appelons la valeur, le feu sacré, constitue l'élément national des Français. Ne le voyez-vous pas à leur organisation *subtilisée?* Ils sont presque décharnés, *dématérialisés;* l'esprit a déjà absorbé le corps; cet esprit, cette seule valeur réelle, est représentée par la France; le Français a acquis sa réalisation sur la terre et ne demande qu'à être employé. Avez-vous observé le feu du regard de ce peuple? Lorsque j'ai dit que les Français auraient trouvé du pain dans nos contrées du Nord, je n'ai pas ajouté qu'ils auraient payé ce pain avec l'éclat de leur regard! Le peuple slave a besoin de tout ce feu, de toute cette flamme. Il y a dans l'âme de tel ou tel ouvrier français assez de feu pour électriser et donner de l'énergie à tout un district slave.

Pradt, votre diplomate, a observé dans un de ses ouvrages qu'en avançant vers le Nord, les yeux des hommes devenaient ternes : cette observation est juste. L'élément divin des Slaves est caché dans leurs âmes; ils ont encore à agir pour le faire passer dans leur organisation. Cet élément éclate déjà dans les regards des Français. C'est ce feu divin qui est le dernier résultat, le plus pur et le plus saint du travail national de la France; ce feu, don du ciel, constitue la forme secrète de chaque grande nationalité. Heureuses les nations qui l'ont conservé! C'est de là que vient leur caractère sympathique. Vos ennemis mêmes vous accordent ce caractère à vous, Français. Les Anglais disent que vous êtes un peuple sympathique; les Allemands le disent aussi, mais ils ajoutent dans leur âme :

quant à nous, nous n'avons pas besoin d'être sympathiques. Non, ils doivent le devenir, ou ils doivent avouer leur infériorité : il n'y a d'alliance réelle avec la France qu'à ce prix; il faut que la puissance contraire qui est représentée par l'Angleterre et par le gouvernement russe, avoue son infériorité; et lorsque le temps viendra où la France aura fait son devoir, alors elle permettra aux Anglais de creuser pour elle les canaux et de lui construire des chemins de fer, parce que mieux que les Français ils se connaissent à ces travaux d'industrie; mais personne ne peut donner au globe ce feu que la Providence a déposé dans le sein du peuple français; c'est pourquoi aussi ce feu retrouvera toutes ses vertus mystérieuses, tout ce qui constitue la parole.

Chacun de nous a une étincelle divine, et chacune de nos actions est animée par un rayon du Verbe. Qu'est-ce que ce moment où l'artiste conçoit tout d'un coup un dessin et trace le plan de son ouvrage? Ce moment est le Verbe de son ouvrage. Il écrit, il travaille, il applique à la terre cette lumière divine; mais la question est résolue, la création est accomplie dans un seul moment. Ce moment où Archimède s'élança tout joyeux, ayant trouvé un des hauts problèmes des mathématiques, c'était le Verbe. Le moment où Newton s'écria : J'ai trouvé l'énigme de la pondération, c'était le Verbe. Le moment où Napoléon, après avoir vaincu les Autrichiens à Arcole, a dit : Je suis l'homme de la France! dans ce moment-là il a senti qu'il était le Verbe de la France.

Pour que le monde réalise la vérité, il faut qu'un

homme l'ait d'abord réalisée en lui-même. Cet homme, en apportant dans son esprit à l'humanité le plus grand secours, lui présente en même temps dans son individualité le plus grand des obstacles. Une individualité, germe de toute une époque d'avenir, en se développant, met nécessairement en mouvement tous les éléments de l'époque passée. Une individualité universelle irrite nécessairement toutes les individualités égoïstes; mais tel est l'orgueil des hommes qu'au lieu de venir tirer la vie et la force de l'unité la plus puissante et la plus lumineuse, ils préfèrent s'unir entre eux dans une résistance d'inertie, et ils disent : Réunissons-nous tous qui sommes ténébreux, et nous ferons de la lumière; réunissons-nous tous qui sommes morts et nuls, et nous produirons la vie et la force; réunissons-nous tous qui ne savons pas compter, et nous produirons un grand géomètre. C'est ce que disent les philosophes, c'est ce qu'ils espèrent.

Dieu en a décidé autrement. Dieu, dans sa miséricorde, envoie à l'humanité, dans des époques décisives, des individus qui nous servent d'exemple et de modèle, et qui nous rendent ainsi possibles le progrès et le perfectionnement.

Celui qui veille sur le globe a tracé le chemin dont l'homme ne peut s'écarter qu'à ses risques et périls. Il est donné à l'homme de raccourcir ou d'abréger le voyage; il peut, si bon lui semble, l'allonger de plusieurs siècles; mais après avoir longtemps erré, il sera obligé de revenir au point où il a quitté le vrai chemin.

Dieu, par l'organe des hommes saints et sages, munique à l'humanité le sentiment de la vérité envoie des hommes forts pour la réaliser.

Après les sages et les voyants de l'ancienne Grè venu Alexandre le Grand, l'homme le plus comp la Grèce. La mythologie, sans Alexandre le Grand, une fable ; il lui donna la réalité : il était beau c Apollon, errant et vagabond comme Bacchus, comme Hercule, et, comme Mars, victorieux. Il ré sait en lui toutes les qualités des dieux païens. Il passé la limite de la Grèce antique ; il se croyai même être réellement quelque chose de plus l'homme, il se croyait dieu. Ce n'est pas par pol qu'il se faisait appeler le fils de Jupiter ; il s'éto lui-même de voir son sang couler de ses blessures.

Napoléon prenait tellement au sérieux son car sacré d'homme du Destin, que, dans l'île Sainte-H dans le temps où sa suite n'avait pas de prêtres, il frait à confesser ses compagnons, et il se sentait la de les absoudre. Dans ce moment il dépassait le c licisme actuel.

Mais aucun de ces hommes de force n'était cet ho complet, dont Jésus-Christ a donné le modèle c sainteté, et que tous les hommes, tous les esprits d reproduire vers la fin de notre globe. Ces homme tous chancelé ; ils sont tombés : Alexandre, tenté p habitudes de la vie animale ; César, par les passio cœur ; Napoléon, par les erreurs de l'esprit. Napol pactisé avec le passé, et, au lieu de suivre vers l'inc ce Dieu invisible, qui n'était autre chose que le ch

nisme et le génie du peuple français, il a voulu légaliser sa position et il est tombé.

Jules César réalisa le paganisme romain, qui était plus noble et plus élevé que celui des Grecs. L'Olympe romain aristocratique était composé de dieux sénateurs et de dieux plébéiens : *Dei consentes et Dei minores*, dieux forts, sages, puissants, conquérants, législateurs. Jules César possédait toutes ces qualités. Il a dépassé aussi la limite du paganisme. Il y avait quelque chose en lui qu'il ne comprenait pas lui-même : « Les Romains, disait-il, est-ce qu'ils me croient de bonne foi un homme comme eux ? » César pleurait son ennemi mort, ce que les dieux ne faisaient pas ; César pleurait sur la mort de Pompée.

Du sein du catholicisme est sorti Napoléon, l'homme le plus complet de l'époque passée, celui qui l'a complétement réalisée dans sa personne, et l'a dépassée par son génie. Il n'est pas seulement le vôtre, Français ; oui, il est Italien, il est Polonais, il est Russe, il est l'homme du globe, l'homme le plus complet.

La Pologne a marché avec la France moderne vers l'aurore d'un jour nouveau. Ces deux nations ont traversé la longue nuit qui séparait les deux époques. Elles n'ont cessé de veiller et de travailler ensemble. Et maintenant la nation polonaise est appelée à mettre au jour le fruit de ses longues souffrances.

Pour moi, si j'ai oublié un instant mon caractère de Polonais pour m'allier à la France personnellement, plus encore que je ne lui fus attaché par ma tradition

nationale, pour m'associer à vous en esprit jusqu'à me reconnaître frère des Français et fils de la France ; si j'ai donné quelques preuves de mon amour sincère pour votre pays ; si je me suis efforcé de faire connaître aux peuples slaves, et de rappeler à ceux des Français qui auraient pu l'oublier la mission du génie français, j'ai donc alors, comme ayant rempli auprès de vous un service, et comme homme de mon peuple, doublement le droit de vous déclarer qu'une grande responsabilité pèse aujourd'hui sur la France. Les peuples attendent beaucoup, espèrent beaucoup de la France. La France ne peut pas retourner à une vie *de chez soi et de pour soi.* Vos ancêtres ont travaillé et souffert durant des siècles pour vous élever au-dessus d'une telle vie. La France n'a pas le droit d'abandonner une position désignée par la Providence, une position laborieusement conquise par vos pères, avouée et reconnue par toutes les nations étrangères. Un chef qui, après avoir conduit au loin une armée, l'aura mise dans une position désespérée, pensez-vous que ce chef puisse avoir le droit de l'abandonner ? Il peut briser son bâton de commandement, mais il n'échappera pas pour cela à la responsabilité. La France, qui a longtemps marché à la tête des nations chrétiennes, ne peut pas les laisser au milieu d'une déroute morale !

Le génie de la France n'est pas pour nous une idée abstraite : nous savons le reconnaître ; nous l'avons connu jadis. Comme Polonais, solidaires et représentants de tout le passé de notre nation, nous pouvons dire que nous avons jadis reçu les visites du génie fran-

çais, et toutes les fois que nous l'avons reconnu, nous n'avons pas hésité à le suivre. Et mieux encore, nous l'avons servi! Ce génie, où est-il maintenant? Nous n'irons pas errer à sa recherche sur les réseaux de vos chemins de fer. Nous savons qu'il n'est pas non plus caché au fond de vos bibliothèques et de vos ateliers littéraires; car son caractère est l'action. Il imprimait naguère ses idées avec le fer des lances, il les communiquait aux peuples étrangers à coups de canon, il écrivait ses codes à l'ombre de ses drapeaux et des lauriers qu'il cueillait. Il provoquait l'action, il appelait à l'action. Les peuples qui ont répondu à ses appels vous demandent à leur tour à quoi les a-t-on appelés?

Cette génération cependant a déjà achevé son dernier jour de la passion. A cette génération appartiennent tous les esprits qui déjà ont soulevé la pierre sépulcrale du passé, qui au fond de leur âme ont senti tressaillir Jésus-Christ le ressuscité; elle doit, cette grande et forte génération, faire sortir de son sein et faire voir au monde, non plus le Christ devant Pilate, mais le Christ ressuscité, le Christ transfiguré, armé de tous les attributs de la puissance, le Christ vengeur et rémunérateur, le Christ du jugement dernier, de l'Apocalypse et de Michel-Ange.

Il y a, chez nous, un conte populaire (je crois avoir lu dans vos romans de chevalerie quelque chose de semblable) : on y parle d'un guerrier qui, en partant pour une guerre éloignée, laissa à son épouse son casque et son glaive. La veuve regardait jour et nuit cette relique, et, d'après les nuances ou sombres ou brillantes du

casque, elle comprenait les vicissitudes heureuses ou tristes de la guerre ; parfois elle voyait une goutte de sang tomber de la pointe du glaive ; alors elle savait que son mari courait un grand danger.

Ce conte n'est pas d'invention poétique ; c'est l'histoire intime de quelque âme aimante, profonde et solitaire. Telle est l'âme de notre peuple. Notre peuple possède vos reliques. Notre peuple a ramassé, depuis la Bérézina jusqu'au Niémen, les casques des grenadiers de votre grande armée. Nous avons vu dans toutes les chaumières les sabres de vos cavaliers. Le peuple les regarde ; il cherche à y lire les vicissitudes de votre destinée. Qui sait si, dans les journées de Juillet, quelques lueurs inaccoutumées, sorties tout à coup de ces glaives, n'ont pas réveillé, chez les paysans polonais, cet enthousiasme pour votre cause, dont, humainement ou politiquement parlant, ils ne comprenaient pas le but ni la signification ? Ils prouvèrent, cependant, qu'ils savaient ce qu'elle signifiait. Ils savaient plus. La région où ils apprennent votre histoire et où ils lisent les journaux du temps leur donne des avis sur ce que l'on ignore ou que l'on soupçonne à peine. Visions étranges! On dirait des rêveries poétiques, mais que des populations entières rêvent en même temps, et dont on a constaté judiciairement la réalité. Il y a quelques années, les populations d'un district de Lithuanie affirmèrent et déposèrent sous la foi du serment, devant les officiers du gouvernement russe, comme quoi elles avaient vu une grande armée franco-polonaise traverser au clair de la lune les brouillards de la Lithuanie, en marche vers le Nord. Est-ce un

reflet du passé ou une prophétie ? Etait-ce la revue de votre Grande Armée du passé, ou l'appel que ferait l'esprit de la Grande Nation à tous ses soldats futurs ?

Je sais que vos poètes inventèrent des choses semblables. Un poème de ce genre a été couronné, il y a une dizaine d'années, par l'Académie française. Mais la réalité, pour avoir été pressentie ou singée, n'en existe pas moins. Je vous assure que le peuple de Lithuanie ne faisait pas de l'art en prêtant le serment de la réalité de ce qu'il avait vu, serment que plusieurs paysans ont scellé de leur sang. Les pièces officielles constatent ce fait.

Non ! l'histoire de la Grande Armée n'est pas encore, chez nous Polonais, tombée dans le domaine du passé, n'est pas devenue un sujet académique ; cette histoire n'est pas encore finie. L'existence immortelle de son grand chef n'est pas pour nous une rêverie.

L'esprit de Napoléon est l'étoile que fixent tous les esprits. C'est par lui que nous avons compris intuitivement votre histoire ; c'est en lui que nous lisons votre avenir. C'était l'homme le plus intuitif, c'était l'intuition incarnée. Son génie habitait et n'a cessé d'habiter la région dont je vous ai parlé, notre région, notre patrie spirituelle. C'est de là qu'il tirait toute sa force, force qui avait véritablement un caractère tout nouveau ; il ne la devait ni au passé ni à la terre ; il ne l'a pas tirée de sa position sociale ou des combinaisons rationnelles ; elle était toute divine. Elle résidait dans son génie, cette force ! Il prouva qu'il n'y aura pas à l'avenir d'autre source possible de puissance politique réelle. C'est sous

ce rapport que son génie doit être surtout étudié.

Vous appréciez les combinaisons de sa haute stratégie sur les champs d'Auerstadt et de Iéna; un Slave l'admire, parce que avant sa campagne de Prusse, au moment de monter en voiture, à Paris, il sentit, comme il l'a dit lui-même, il savait déjà qu'il avait vaincu la Prusse. Qui le lui avait dit? D'où avait-il tiré cette connaissance?

La France a tressailli de joie en le voyant débarquer, tout juste pour sauver la France de l'anarchie et pour arracher l'Italie d'entre les mains des Russes et des Autrichiens; mais un Polonais se demande et comprend, lui, comment Napoléon, apercevant en Égypte un bateau appelé *l'Italie*, brûlé sur le Nil par les Arabes, eut la certitude, par ce signe, que l'Italie brûlait déjà.

Vous connaissez tous cette parole de l'Empereur qui, au milieu d'une bataille, consolait ses grenadiers inquiets sur son sort, en leur disant que le boulet qui devait le tuer n'était pas encore fondu. — Preuve nouvelle du lien intime qui existe entre le monde surnaturel et les hommes à mission, lesquels sont moralement certains de ne pas mourir avant d'avoir accompli leur œuvre..

Ce sont ces mystères qui attachent sur lui les esprits slaves, et qui les provoquent à résoudre définitivement la question de cette immense existence.

Un poète des pays roumains, Corradini (1), dit de Napoléon :

(1) *Chants du Danube*. 1 vol. in-18. Paris, 1841. (*Note de l'édit.*)

Cependant un peuple, en qui tu vis encore,
Est venu de la tombe arracher ton cercueil ;
Et qui sait si celui qui fit ton diadème,
Pour remplir l'univers du mot : Napoléon,
N'a voulu réserver jusqu'à ta cendre même
Une mission grande et digne de ton nom ?
Et qui sait si la France, en pleurant sur ta pierre,
Ne prendra cet élan qui mène aux grands succès ?
Qui sait ce que pourra ton auguste poussière
Féconder dans les temps de merveilleux effets ?
Et qui sait ?... Mais j'entends s'avancer le cortége...

C'est la seule pièce de vers que le poète ait interrompue sans l'achever.

Presque tous les poètes distingués de cette époque, chez les Slaves, ont une espèce de seconde vue ; mais Corradini, en écrivant en France, n'a pas eu sans doute le courage de parler avec toute la simplicité de son âme de paysan du Danube.

Par cette seconde vue, la poésie slave, et je puis ajouter l'âme de la race slave, communique avec l'esprit de Napoléon.

Mais, en quoi donc ce don de seconde vue, cet esprit d'intuition pourra-t-il nous aider à nous diriger sur la terre? comment trouverons-nous le moyen de l'acquérir? que signifie, sous ce rapport, Napoléon? et pourquoi les peuples, jusqu'à présent, tressaillent-ils au nom du grand homme?

Ce don n'est autre chose qu'un de ces moments d'inspiration où nous nous sentons tout d'un coup plus forts, plus clairvoyants, plus sûrs de tous nos moyens et plus sûrs même de les employer. Un des plus

braves maréchaux de l'Empire a dit, en racontant une bataille : *J'ai été ce jour-là courageux;* il n'a pas eu honte de faire entendre qu'il n'a pas été tous les jours dans la même disposition morale.

Tant que l'Église agissait sur les hommes en développant leurs âmes, en les aidant à s'élancer vers la région de lumière et de force, tout le monde courait vers l'Église pour communiquer, par son entremise, avec le ciel. On revenait de l'Église plus fort, plus vaillant, meilleur père de famille, meilleur artiste, meilleur soldat. Or, l'histoire et les faits vous prouvent que, depuis des siècles, l'Église ne conduit plus au ciel; elle n'y entre pas elle-même. Depuis des siècles, l'intelligence commentait les miracles; mais l'âme se refusait aux efforts capables d'enfanter des miracles.

Et pourtant Dieu n'abandonne pas la terre; l'atmosphère céleste continue d'exercer sa pression salutaire sur les âmes des hommes, le ciel cherche à s'y introduire; il agite les âmes, il les provoque au travail par des malheurs continus, il les attire par des espérances. Les âmes les plus fortes, les plus pures et les plus actives sont les plus susceptibles de cette action invisible, les plus rapprochées de la source d'où découlent les phénomènes spirituels, les miracles.

De tous les hommes de l'époque passée, Napoléon fut le plus miraculeux. Les peuples sentirent d'instinct que cet homme faisait un travail intérieur, inconnu aux prêtres et au pape, qu'il était plus avant dans les secrets du ciel que n'y est l'Église officielle, et qu'il pouvait, par conséquent, aider les peuples à s'approcher de la

région de la force et du bonheur, du royaume évangélique, du ciel enfin.

On comprit que faire une telle œuvre, c'était continuer l'œuvre de Jésus-Christ. Continuer, ce n'est pas imiter. On comprit que, pour continuer l'œuvre de Jésus-Christ, il ne suffisait plus d'imiter les procédés des prêtres du passé; il ne suffisait plus d'enseigner, de prêcher Dieu et de le montrer symboliquement : il fallait l'action. Il n'y a plus d'autre moyen de prouver que l'on est avec Dieu que de devenir plus grand que les enfants de la terre; de prouver que l'on est plus fort qu'eux, plus sage qu'eux, que l'on embrasse même cette terre qui est leur unique sphère d'action, et que l'on a la force de la manier, de l'étreindre et de l'élever. L'esprit de l'homme est l'enfant de ce Dieu, qui ne règne pas seulement dans le ciel, mais aussi sur la terre. L'esprit doit devenir maître de la terre.

Napoléon devinait les espérances secrètes de son temps; il les entretenait; il en a rendu la réalisation possible, mais il ne les a pas réalisées. Il succomba. Il n'apprit que trop tard les mystères des tentations spirituelles, sur lesquelles il a dicté, dans sa prison de Sainte-Hélène, un admirable commentaire. Nous avons déjà cité quelques mots de ce commentaire; il nous explique ces états extraordinaires où se trouve l'esprit des hommes à mission.

L'Évangile dit que le Sauveur, avant d'agir sur les hommes, eut à lutter longtemps contre les puissances invisibles, contre ce que, dans le langage vulgaire, on pourrait appeler les instincts de l'orgueil, les mouve-

ments de l'ambition, les charmes du pouvoir passager : lutte infiniment plus dangereuse pour l'esprit que celle qui l'attend dans la réalité terrestre. Le Sauveur en sortit victorieux. « Jésus-Christ n'est pas homme, disait Napoléon; Jésus-Christ aurait pu s'emparer du pouvoir à Jérusalem ; il aurait pu usurper un royaume. » Napoléon le savait d'une science certaine. Nul doute, l'Homme-Dieu aurait pu devenir archi. prêtre de la ville sacrée. Sa sainteté humaine lui donnait, peut-être, ce conseil; mais sa divinité savait que l'esprit de' Dieu, incarné dans un archi prêtre juif, n'aurait servi qu'à nourrir l'orgueil de la caste sacerdotale et celui de la race juive. Le Fils de l'Homme ne devait pas être enfant d'une caste orgueilleuse ni d'une nationalité exclusive.

Je me permettrai à mon tour de commenter les paroles du prisonnier de Sainte-Hélène. La tentation dont il parle pouvait avoir un caractère plus puissant. Le Sauveur vivait dans un temps où l'empire du monde entier venait d'être conquis par un soldat romain; dans un temps où le titre de césar était regardé, par l'opinion publique, comme une récompense à laquelle chaque citoyen romain, homme de génie, pouvait prétendre. Les Juifs devenaient facilement citoyens romains. Le plus grand des génies était là. L'apothéose aurait été facile; mais l'humanité, qu'aurait-elle pu gagner à une telle apothéose? Le Fils de l'Homme devait prouver que, pour régner sur le globe, on n'a pas besoin d'être empereur, pas même citoyen de Rome.

Il n'a pas été donné à Napoléon de le comprendre. Ayant conquis tout par son génie, il n'a pas compris

que le même génie aurait suffi pour tout conserver. Alors il se fit enfant de la terre : il faillit à sa mission.

Les hommes changent et tombent, mais la pensée de Dieu est inflexible et immuable ; son œuvre, une fois commencée sur la terre, ne souffre pas d'interruption. Au moment où tombe un génie employé à son service, un autre le remplace. Dans les grandes époques, il n'y a pas d'interrègnes spirituels ; c'est pourquoi on appelle ces époques grandes. Notre époque est grande. L'homme du Destin attend son successeur spirituel.

Cet homme seul pourra continuer l'œuvre de la réalisation napoléonienne ; seul, il connaît l'histoire de Napoléon. Que savez-vous de cette histoire ? un épisode de quelques années de sa vie politique. Croyez-vous que le merveilleux de cette vie ne date que du généralat ou du Consulat ? Croyez-vous qu'un empire spirituel et matériel, le plus vaste qui ait jamais existé, ait pu s'élever tout d'un coup sans avoir été préparé dans l'âme de l'Empereur ? La longue histoire des pensées et des sentiments que cette âme a dû traverser avant de paraître sur la scène militaire et politique, histoire qui correspond à celle du Sauveur avant qu'il eût commencé à prêcher, elle est encore inconnue. Et cette histoire, la plus intéressante pour un homme religieux, l'histoire posthume de son âme immortelle, qu'en savons-nous ?....

N'ai-je pas le droit de vous demander, à vous, fils des soldats de Napoléon, admirateurs de son génie, et croyant à son immortalité ; n'ai-je pas le droit de vous demander : quelle preuve d'intérêt et d'amour donnez-vous à l'esprit de votre Empereur ? Cet esprit, où est-il ?

est-il parmi les bienheureux? est-il souffrant? s'est-il jamais approché de vous? qu'est-ce qu'il vous demande? qu'est-ce qu'il attend de vous? Car, chez nous, en Pologne, l'amour que nous ressentons pour nos pères et pour nos bienfaiteurs, les devoirs que nous avons à remplir envers eux ne cessent pas avec la fin de leur vie terrestre; ils ont vécu et travaillé pour notre salut; notre vie et notre travail doivent servir à leur salut. La tradition religieuse et la tradition nationale nous le commandent également. Et le salut du père, on ne l'assure qu'en accomplissant ses dernières volontés, en exécutant son testament spirituel, en continuant enfin sa mission.

C'est sur les champs de Waterloo que se termina la mission terrestre de Napoléon; c'est sur ce champ du destin que son génie apparut (1). Il n'a pas apparu tel

(1) On distribue à l'auditoire l'image lithographiée de Napoléon que nous avons reproduite à la page 366 de ce volume. Cette action produisit un grand étonnement. L'auteur répondit à l'observation qui lui en fut faite qu'il était nécessaire parfois de produire un certain scandale, et qu'on se souviendrait davantage de ce don insolite que de la leçon elle-même. Cette lithographie in-4° portait les inscriptions suivantes. Au-dessus : *Plus avant dans la vérité divine, plus fort pour la réaliser, il consomme ce qu'il a commencé;* à droite : *Dabo autem operam et frequenter habere vos post obitum meum, ut horum memoriam faciatis* (ep. B. Petri II, c. I, v. 15); à gauche : *Mais je mettray peine de vous avoir et chacun en particulier, après mon trépas, pour être faite mémoire de ces choses* (ép. de S. Pierre, II, ch. I, v. 15); au-dessous : *Le magistrat du Verbe devant le Verbe.*

Cette lithographie avait été publiée à l'occasion du projet de monument à élever à Napoléon. Il va de soi qu'il s'agit beaucoup moins de la valeur artistique de cette esquisse, due au crayon de M. Touillon, que de la pensée qu'elle traduisait. Le Napoléon qu'on dressa sur la colonne Vendôme en petit chapeau et en re-

qu'on le voyait sur les champs de bataille ou sur son trône impérial. Il est représenté ici comme magistrat

dingote grise était un hommage rendu à la simplicité du grand homme, mais ce n'était que le Napoléon de tous les jours; le Napoléon en empereur romain qui s'y élève aujourd'hui tendrait à ravaler le captif de Sainte-Hélène au niveau des Césars, et serait tout au plus une apothéose de l'orgueil. L'idée qu'un groupe polonais voulait faire prévaloir, c'est que ce qu'il y a de plus admirable dans Napoléon, c'est que la douleur lui fit sentir ses fautes et entrevoir l'avenir; que le monument qui lui serait consacré devrait rappeler son martyre, ses regrets, ses pressentiments, et susciter par conséquent le désir d'achever l'œuvre interrompue à Waterloo. A l'exposition universelle de 1868, un artiste italien qui vraisemblablement n'avait nullement connaissance de cette opinion polonaise, Vincent Vela, représenta Napoléon mourant, le regard chargé de douleur au spectacle d'une carte étalée sur ses genoux. L'Empereur actuel a acheté ce marbre qui fut fort admiré.

Voici la lettre qui, le 9 août 1844, accompagnait l'envoi aux *membres de la commission chargée de l'examen des projets de monument à la mémoire de Napoléon* de cette même image de Napoléon qu'Adam Mickiewicz avait offerte en souvenir à ses auditeurs du collége de France:

« Le temps étant venu de ramener en Europe le corps de Napoléon, la France a senti qu'elle devait à son héros, qu'elle doit à la chrétienté, un monument qui fût digne du plus grand des esprits de l'époque, et qui fût en même temps un gage d'alliance mystérieuse entre l'esprit de la France nouvelle et l'esprit de Napoléon.

« Un monument national doit proclamer une vérité nationale; il doit exprimer les sentiments qui unissent la nation à son héros, pour exciter ces sentiments, les propager et devenir ainsi une source de grandes actions.

« Il n'est pas donné aux hommes du passé de comprendre l'homme de l'ère nouvelle, il ne leur sera pas donné de lui rendre un culte vrai, et partant le seul digne de son esprit. Les païens les mieux intentionnés n'acceptaient Jésus-Christ que comme un de leurs dieux. Ils plaçaient sur leurs autels la statue du Fils de l'homme avec les attributs des idoles dont il était venu abolir le règne.

« Le culte que l'on rend à Napoléon sous la forme d'un orgueilleux triomphateur, d'un [illegible]r souffrant, d'un soldat, ou d'un père de famille, est indig[illegible]ce héros martyr, grand magistrat du Verbe. Ce culte sacrilé[illegible]r l'esprit de Napoléon et les esprits qui sentent à l'unis[illegible]u

du *Verbe*, appelé à rendre compte de sa mission, d'une mission universelle, et qui n'a pas été accomplie. C'est

« La révolution française, explosion des besoins nouveaux de la chrétienté, commença une ère nouvelle pour le globe ; Napoléon, devenu le foyer de l'esprit d'action de la révolution française, la personnification d'une tendance nouvelle, rallia pour un but commun les esprits de tous les peuples les plus avancés sur le chemin du progrès chrétien. L'homme de la France nouvelle devint l'homme de la Pologne, de l'Italie et d'une partie de l'Allemagne. Il posa ainsi le germe d'une association nouvelle des peuples; ses fautes et sa chute en ont arrêté le développement : mais, dans son martyre d'expiation, sur le rocher de Sainte-Hélène, il a reconnu avoir manqué à sa mission. Purifié devant Dieu, il reprit le caractère de précurseur de l'ère nouvelle, qui n'est qu'une nouvelle explosion du Verbe chrétien. L'intérêt immense qu'excita dans toute la chrétienté la nouvelle du retour des reliques de Napoléon en est la preuve.

« La nation française s'attacha à Napoléon; elle l'a suivi, sentant qu'il la conduisait sur le chemin du vrai progrès. Il y eut alors entre le héros et sa nation un pacte d'alliance consacré par l'esprit de Jésus-Christ. Les exploits de Napoléon, fruit de cette alliance, appartiennent également à Napoléon et à la France.

« Jusqu'à présent l'art et la littérature française, en suivant les traditions artistiques du passé, s'efforçaient de glorifier les succès des armées et l'influence des institutions napoléoniennes, en laissant dans l'ombre les travaux et les sacrifices que chaque vrai succès suppose et appelle. L'art et la littérature restent insensibles à la douleur d'une si grande mission manquée. On cherchait à éterniser les souvenirs des événements, sans remonter à la source qui les a produits : à l'esprit. Les victoires et les Codes Napoléoniens ne sont-ils pas les enfants de l'esprit français? Tout en les glorifiant, qu'a-t-on fait pour les réintégrer dans leur héritage, et assurer cet héritage à leur lignée? Il est temps que la nation française les rappelle, les reconnaisse pour siens, et les adopte solennellement, en renouvelant l'alliance avec l'esprit qui les a fait naître.

« Le peuple français, qui a travaillé et souffert avec Napoléon, conserve le douloureux sentiment de sa propre mission manquée; et le grand esprit de ce peuple, isolé de l'Europe du passé, partageant le martyre du rocher de Sainte-Hélène, ne peut trouver de repos qu'en s'incarnant dans des faits, dans lesquels on reconnaisse les traits caractéristiques de Napoléon et l'image des Français.

« Le modèle du monument que nous présentons exprime ces idées. Le modèle et les idées ne nous appartiennent pas, et ne

l'image d'une force, jadis égarée et brisée par le mal, mais qui se sent déjà redressée par la douleur. Le génie,

sont pas de l'invention de l'homme. Nous sommes convaincus qu'ils ont été révélés par le génie de la France. Nous déclarons devant Dieu et devant les hommes que nous en sommes convaincus. En recevant ce modèle et en le présentant, nous obéissons à notre conscience. Ce modèle a été révélé par le génie de la France. Nous nous sentons autorisés à n'en donner, pour le moment, d'autres preuves que celles que chaque Français trouvera dans son sentiment national, dans sa conscience. « Français! regardez, et dites : est-ce ainsi que vous vous représentez en esprit Napoléon? oui ou non? »

« Mais nous ne faisons appel qu'à ceux d'entre les Français dans l'âme desquels l'esprit de Napoléon n'a jamais cessé de vivre, qui ont tressailli à la nouvelle du retour en France de ses dépouilles mortelles, et qui ont suivi avec enthousiasme son convoi funèbre. Nous n'acceptons pas pour juges les hommes de partis, ennemis de Napoléon et de la France nouvelle.

« Messieurs les membres de l'ancienne commission chargée de l'examen des projets de monument à la mémoire de Napoléon, nous croyons que vous avez la conscience de ce qu'il y a de grand et d'extraordinaire dans l'œuvre que vous avez été chargés d'accomplir; ne vous étonnez pas de ce qu'il y a d'extraordinaire dans notre appel. Nous ignorons vos sentiments individuels et vos opinions politiques, nous ne nous adressons qu'à votre patriotisme et à vos lumières, nous n'exigeons de vous que la bonne foi de connaisseurs; jugez de ce modèle en hommes de l'art.

« Et, pour reconnaître si l'image que nous vous présentons exprime réellement les sentiments du peuple français, nous vous engageons à consulter les vétérans de l'Hôtel des Invalides, dans l'âme desquels l'image de leur chef ne s'est jamais obscurcie, baignée qu'elle est chaque jour par leurs larmes; nous vous engageons à demander avis aux militaires de l'Empire, qui restent unis à l'esprit de Napoléon, par ce qu'il y a de plus religieux, par la foi dans les grandes destinées de la France; nous vous engageons à mettre ce modèle sous les yeux des hommes du peuple. Les visites pieuses qu'ils rendent aux reliques de Napoléon témoignent assez de l'idée qu'ils ont de l'objet de leur culte. C'est le seul jury capable de prononcer sur une si haute question.

« Nous déclarons devant Dieu que tous ceux qui, par leurs préjugés politiques ou artistiques, voudront mettre obstacle à la réalisation de ce que leur conscience reconnaîtra comme vrai, assumeront une grande responsabilité. Nous déclarons que, quelles que

représentant de la douleur européenne, les yeux levés vers le ciel, étend les mains sur la carte de l'Europe. C'est lui qui a fait cette carte ; sa destinée y est écrite. C'est lui qui a constitué l'Europe actuelle. Ceux qui souffrent de l'état actuel de l'Europe peuvent seuls comprendre la souffrance spirituelle de l'homme du Destin.

Ceux dont le cœur saigne, ceux qui frémissent au nom de Waterloo, qu'ils regardent ! Ils connaîtront ici le génie expiant les malheurs de cette fatale journée. Ils reconnaîtront ici le génie de leur nation. Oui ! c'est là l'image de votre esprit national. Votre peuple tomba à Waterloo, fut mis au ban des nations, se trouve isolé de l'Europe, du passé ; il souffre le martyre du rocher solitaire de Sainte-Hélène.

soient les opinions et les décisions des hommes auxquels nous nous adressons maintenant, il n'en est pas moins certain pour nous que le monument de Napoléon sera un jour érigé et inauguré d'après le modèle que nous vous présentons.

« Tel qu'il est révélé dans ce modèle, Messieurs les commissaires, c'est à vous à voir s'il doit être construit immédiatement avec votre libre concours, ou s'il doit s'élever un jour nécessairement sur les ruines des inventions arbitraires des hommes. »

Ce n'est point un phénomène ordinaire que celui de quelques exilés polonais proclamant à Paris, en 1840, la force de l'idée Napoléonienne. Victor Hugo a écrit que la punition de Napoléon Ier, ce n'était ni Waterloo ni Sainte-Hélène, mais Napoléon III. En effet, quelle punition plus cruelle d'une faute que d'en voir les lointaines conséquences ? Il est certes plus facile d'imiter les errements du génie, les cajoleries aux rois et aux empereurs, la confiance imprudemment témoignée à l'ennemi, l'ajournement indéfini des vœux des peuples, que de réaliser le véritable testament politique de Napoléon en hâtant la chute des vieilles dynasties incorrigibles et la disparition des agglomérations artificielles au profit des nationalités reconstituées.

(*Note de l'éditeur.*)

C'est l'image de chaque Français. Evoquez seulement, que chacun de vous évoque pour un moment son propre génie ! Dites, ce génie, dans les moments où vous vous sentez hommes de votre peuple, fils de la Grande Nation, ce génie ne vous apparaît-il pas ainsi? Ne vous apparaît-il pas solitaire et triste, et souffrant de la douleur des peuples, et demandant au ciel de les sauver (1)?

(1) Dernière leçon du Collége de France, 28 mai 1844.

TABLE DES MATIÈRES.

PRÉFACE..... I

LA POLITIQUE POLONAISE.

(Articles du *Pèlerin polonais.*)

Le parti polonais..... 1
Constitution insurrectionnelle..... 8
Du futur grand homme..... 13
La grande semaine..... 17
La Constitution du 3 mai..... 20
Ce que sera l'impôt dans l'avenir..... 27
Mes idées sur la diète polonaise..... 38
Du projet d'un journal français..... 45
Des journaux catholiques français..... 56
La vieille tactique des partis..... 62
Les discordes de notre émigration..... 68
Les sages et les fous..... 75
Les sans-politique..... 82
Aux amis galiciens..... 88
Article d'un journal de 1899..... 99
Ce que nous présagent les affaires d'Orient..... 105
De la tendance des peuples en Europe..... 110
Projet de défense devant le tribunal de Berlin..... 115

LA POLITIQUE FRANÇAISE.

(Articles de la *Tribune des Peuples.*)

Notre programme..... 125
Mazzini et les Mazziniens..... 130
La responsabilité du pouvoir selon le peuple :
I..... 135
II..... 142
L'Italie manque d'argent..... 148

Responsabilité du roi Charles-Albert..... 152
Force du pouvoir en France..... 157
L'étranger..... 160
Épigraphe adoptée par le journal..... 165
La non-intervention..... 168
Effets du désastre de Novare..... 172
Réponse au journal l'*Univers*..... 173
État des forces morales et matérielles de l'Italie..... 175
Rome et le catholicisme officiel..... 181
La république romaine..... 190
L'Allemagne expliquée par la France..... 196
Le nouvel empereur d'Allemagne..... 204
De la persécution de la presse..... 207
But des sophismes de M. E. de Girardin..... 210
Sur les rappels à l'ordre de Pierre Leroux..... 212
De la condamnation de Proudhon..... 213
Le comité de la rue de Poitiers et la presse..... 217
Le socialisme propagé par la rue de Poitiers..... 220
Le milliard..... 224
Le socialisme :
I..... 231
II..... 234
III..... 239
Les cités ouvrières..... 247
La diplomatie réactionnaire et la cause italienne..... 251
Le général Ramorino..... 254
Le général Chrzanowski..... 255
Les calomnies de la *Gazette de Vienne*..... 256
Les paysans :
I..... 259
II..... 261
III..... 269
L'orléanisme :
I..... 275
II..... 280
III..... 284
Les poitevins :
I..... 290
II..... 296
Ignorance du monde officiel..... 301
Le président de la République et les partis :
I..... 303
II..... 308

Les élections..... 316
L'armée et l'orléanisme..... 319
Le bonapartisme et l'idée napoléonienne..... 323
Suspension de la *Tribune des peuples*..... 327
Déclaration de la direction..... 331

APPENDICE.

Allocution au prince Louis-Napoléon Bonaparte..... 334
Mémorandum à Napoléon III..... 337
Note sur la position de Riga..... 339
Mémoire sur la formation d'une légion polonaise..... 345
De l'esprit national..... 348
Séance de la Chambre des députés..... 361
Aux lecteurs du *Pèlerin*..... 363

LE TZARISME, LA POLOGNE ET NAPOLÉON.

Napoléon pleurant sur la carte d'Europe..... 366
L'idée polonaise et l'idée russe..... 367
Appel à l'esprit de la France et à Napoléon..... 436

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

Imprimé par Charles Noblet, rue Soufflot, 18.

A LA MÊME LIBRAIRIE :

Cours de littératures slaves au Collége de France, par ADAM MICKIEWICZ (1840 1841), avec introduction de LADISLAS MICKIEWICZ, 5 vol. in-8°..... 25 »

Séparément : **Les Slaves**, histoire et littérature des nations polonaise, bohême, serbe et russe. 3 vol. à 3 fr. 50 c. le vol... 10 50

Les Slaves, l'Église officielle et le Messianisme, 2 vol. à 7 fr. 50 cent. le vol..... 15 »

Introduction aux Slaves, par LADISLAS MICKIEWICZ. 1 »

Histoire populaire de Pologne, par ADAM MICKIEWICZ, publié avec notes et chapitre complémentaire, par LADISLAS MICKIEWICZ, 1 fort vol. in-18..... 5 »

Premiers siècles de l'histoire de Pologne, par ADAM MICKIEWICZ, traduits du texte polonais inédit par les fils de l'auteur. 1 vol. in-18..... 3 »

Le livre de la nation polonaise et des pèlerins polonais, D'ADAM MICKIEWICZ, traduction nouvelle par ARMAND LÉVY, avec introduction et commentaires, par LADISLAS MICKIEWICZ. Edition illustrée, titre rouge et encadrements de couleur. Fort vol. in-18..... 7 50

Conrad Wallenrod, légende historique d'après les chroniques de Lithuanie et de Prusse, par ADAM MICKIEWICZ. traduction de l'un des fils de l'auteur, avec introduction D' ARMAND LÉVY, et gravures sur acier d'après ANTOINE ZALESKI. In-4°.... 20 »

Zywila, légende lithuanienne, par ADAM MICKIEWICZ, retrouvée et publiée, texte et traduction en regard, avec eau-forte de BRONISLAS ZALESKI. Grand in-16 jésus..... 3 »

Monument d'Adam Mickiewicz à Montmorency, notice et discours, texte français et polonais, avec vignette et eau-forte de BRONILAS ZALESKI, 1 vol. grand in-16 jésus.. 3 »

Médaillon d'Adam Mickiewicz, par DAVID D'ANGERS (1829), en bronze..... 10 »

Le même, en plâtre..... 1 25

Portrait d'Adam Mickiewicz, par GROTTGER, d'après un daguerréotype de 1844. Grande photographie..... 5 »

Format carte..... 1 »

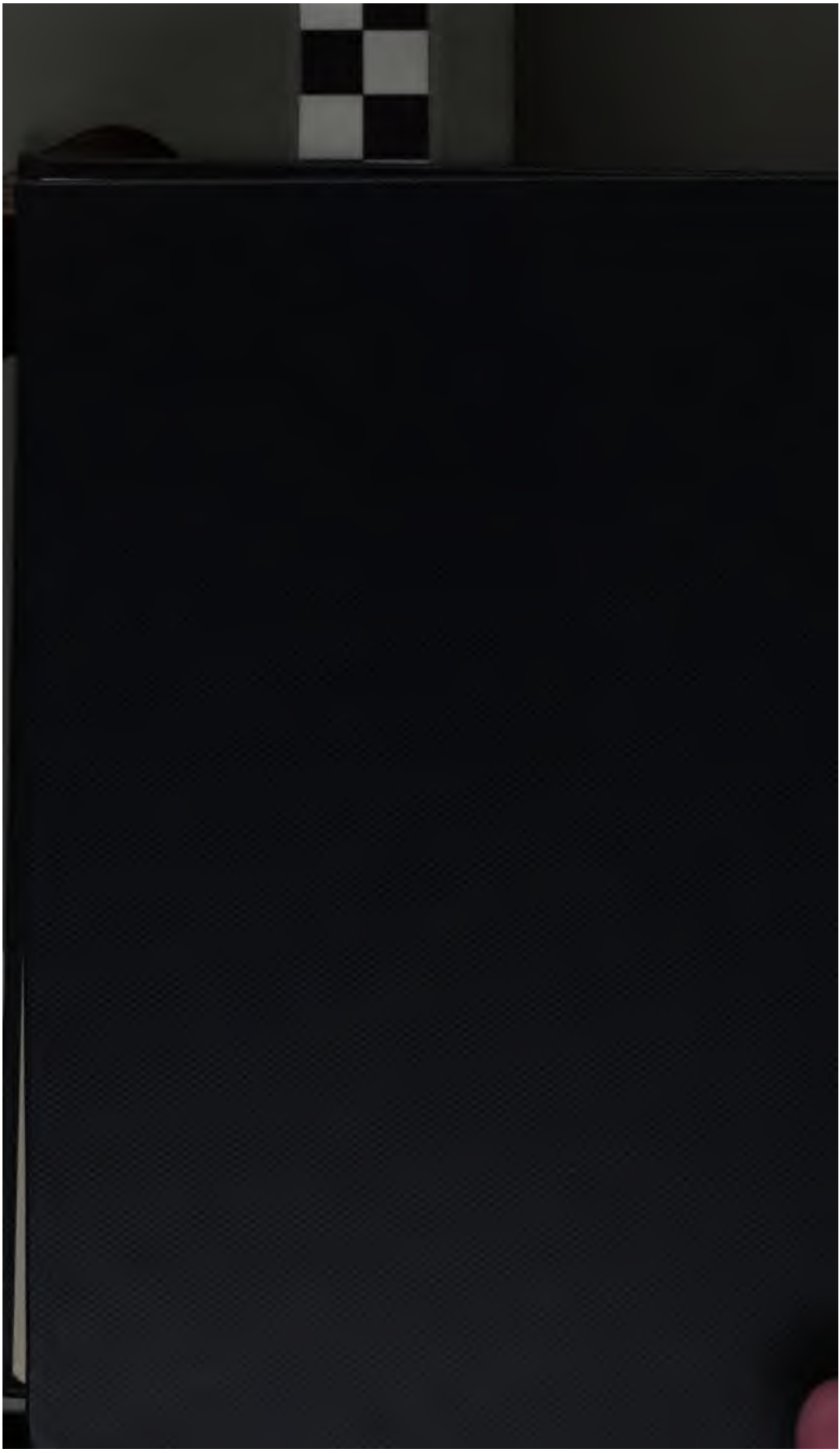
Portrait d'Adam Mickiewicz, par POSTEMSKI, d'après une photographie de 1855. Grande gravure..... 5 »

Adam Mickiewicz sur son lit de mort, par ANTOINE OLESZCZYNSKI. Gravure d'après la photographie mortuaire. 5 »

Monument d'Adam Mickiewicz à Montmorency, photographie du médaillon de bronze D'AUGUSTE PRÉAULT. Grand format..... 5 »

Plus petit format..... 1 »

Imprimé par Ch Noblet, rue Soufflot, 18.

This preservation photocopy was made and hand bound at
BookLab, Inc., in compliance with copyright law.
The paper is Weyerhaeuser Cougar Opaque
Natural, which exceeds ANSI
Standard Z39.48-1984.
1993

3 2044 013 677 323